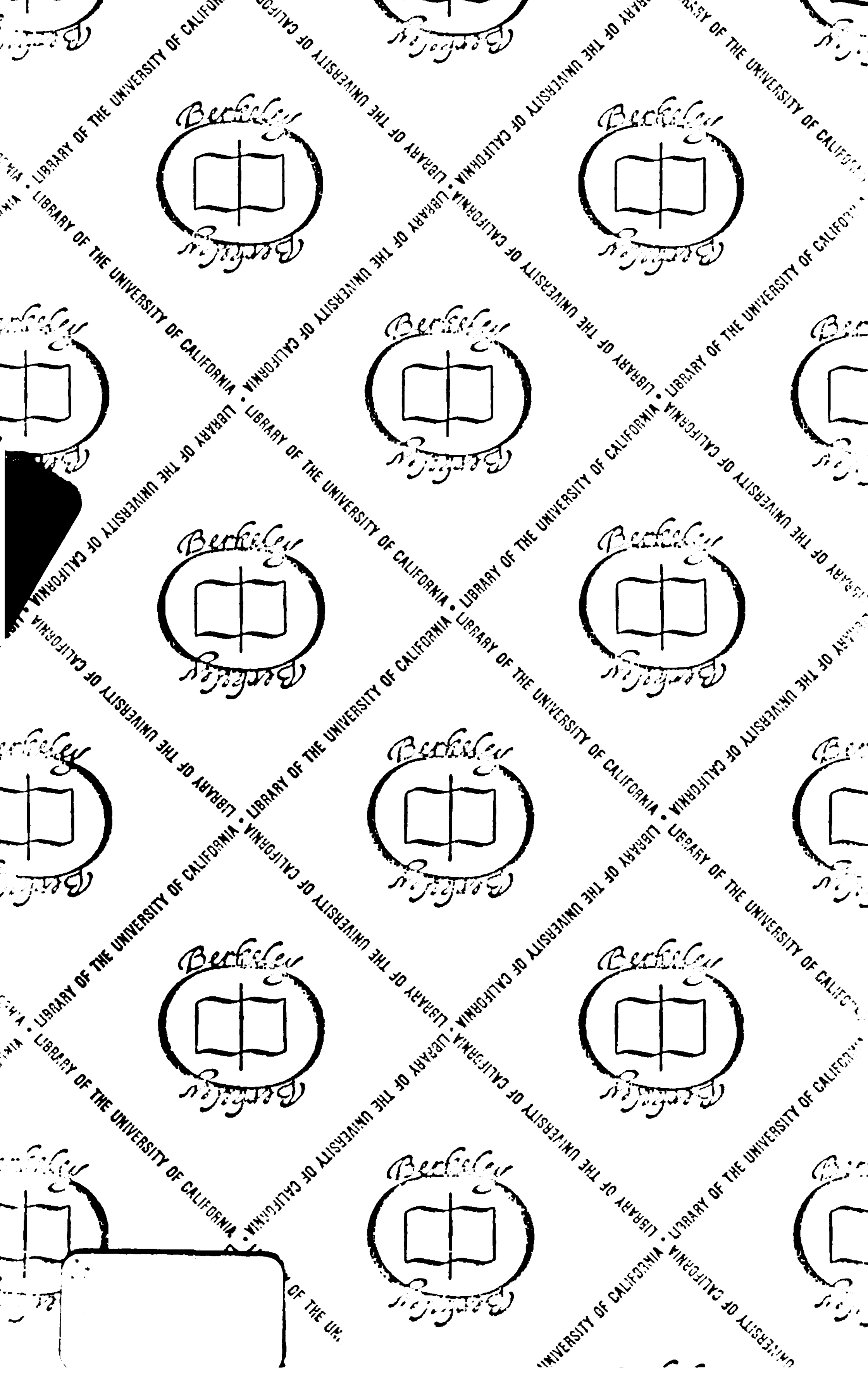

LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA
Berkeley


Berkeley
LIBRARY OF THE UNIVERSITY OF CALIFORNIA





LA

QUESTION AGRAIRE

LA

QUESTION AGRAIRE

BIBLIOTHÈQUE SOCIALISTE INTERNATIONALE
publiée sous la direction de Alfred BONNET
II

LA QUESTION AGRAIRE

ETUDE
SUR LES TENDANCES DE L'AGRICULTURE MODERNE

PAR

Karl KAUTSKY

1/4
Sep
main

TRADUIT DE L'ALLEMAND

PAR

Edgard MILHAUD et Camille POLACK

PARIS
V. GIARD & E. BRIÈRE
Libraires-Éditeurs

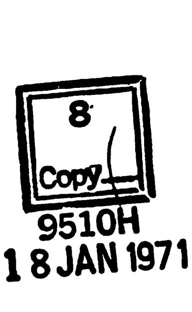
1900

Réimpression en fac-simile, François Maspero, 1970

chg to HGS

MAIN

7297 · 2762


8
Copy 1
9510H
18 JAN 1971

PRÉFACE DE LA TRADUCTION FRANÇAISE

La présente édition paraît plus d'un an après l'original allemand. J'ai donc pu tirer parti pour elle des critiques que celui-ci a provoquées, et je l'ai fait avec plaisir dans la mesure où elles sont parvenues à ma connaissance et où j'ai reconnu leur justesse. Mais je n'ai eu ainsi à corriger que de légères bévues et quelques passages insuffisamment clairs. Mes vues essentielles n'ont pas changé, et elles ont même été confirmées par les observations de mes critiques, car ces observations proviennent, pour le plus grand nombre, de différences de méthode et de point de vue, et en partie, de ce que l'on a voulu lire entre les lignes de mon travail des choses qui ne s'y trouvaient pas.

La raison s'en trouve en partie dans la complexité de l'objet de mon étude, en partie dans des malentendus relatifs à la méthode que je suivais et par suite desquels on cherchait des *descriptions* d'*états* typiques là où je voulais donner des *illustrations* de *tendances* typiques ; en partie peut-être dans des défauts de mon exposition — c'est ce dont je ne suis point juge ; en partie enfin, à coup sûr, dans la prévention de beaucoup de lecteurs, qui abordèrent la lecture de mon livre avec la conviction d'y trouver certaines opinions.

Il m'arrive à ce point de vue — *si parva licet compo-*

nere magnis — ce qui est arrivé à Marx avec sa théorie de la valeur. La théorie de la valeur de Ricardo avait été mise à profit par des socialistes d'une part pour démontrer l'iniquité du salariat, et d'autre part pour donner une base à un système socialiste de production et d'échange. Marx l'a développée à titre de principe d'explication de l'ensemble du processus de la production capitaliste. Mais au début la plupart des lecteurs, sachant que Marx était socialiste, entreprirent la lecture du *Capital* avec la conviction qu'il développait la théorie de la valeur comme les socialistes précédents, dans le dessein de moraliser ou de construire des utopies. Ainsi mes lecteurs allemands savaient de moi, avant de lire mon livre, que j'étais marxiste et qu'au congrès de Breslau je m'étais prononcé contre toute tentative de sauver artificiellement les paysans. Ils se mirent donc à lire mon livre avec la conviction d'y trouver une tentative pour fonder et pour sauver le « dogme marxiste », et en fait ils n'y ont trouvé rien d'autre, et dans leurs critiques ils m'ont reproché *mon* parti pris.

Je prie donc mes lecteurs français de ne pas entreprendre la lecture de mon livre avec la même idée préconçue.

Certes je ne puis et je ne veux pas nier que je me trouvais placé, à un certain point de vue, au point de vue du marxisme, quand j'ai entrepris de composer cet écrit. Personne, je pense, ne voudra m'en faire reproche. Mais je n'avais en vue aucun résultat déterminé que je voulusse atteindre, ainsi que me l'ont reproché certains critiques libéraux ou même socialistes.

Avant que je fisse les recherches sur la question agraire dont ce livre donne le résultat, ma conception de l'évolution sociale était que l'exploitation paysanne était menacée d'un côté par le morcellement, de l'autre par la grande

exploitation, que par suite la même évolution, quoique peut-être sous une autre forme, se produisait dans l'agriculture et dans l'industrie, — la prolétarisation à un pôle, et, à l'autre pôle, la marche en avant de la grande exploitation capitaliste.

Ce n'était pas là un dogme marxiste; c'était aussi la conception de l'économie bourgeoise, et cette vue était en harmonie avec les faits observés en Angleterre et en Allemagne jusqu'à une époque peu éloignée de nous, et en France et en Belgique, ainsi que l'a montré Vandervelde, aujourd'hui encore.

Toutefois les dernières statistiques de l'Allemagne et de l'Angleterre ont montré que cette évolution n'était pas une loi générale, et elles ont conduit certains théoriciens à cette conception que l'avenir, dans l'agriculture, n'appartenait pas à l'exploitation capitaliste, mais à l'exploitation paysanne.

J'ai recherché laquelle des deux opinions était la vraie, et mes recherches m'ont conduit contre toute attente à ce résultat qu'aucune des deux n'avait une vérité générale, que nous ne devions attendre, dans l'agriculture, ni la fin de la grande exploitation ni celle de la petite, que nous trouvions bien ici, à un pôle, la tendance universellement vraie à la prolétarisation, mais que nous trouvions à l'autre pôle une oscillation constante entre les progrès de la petite exploitation et ceux de la grande. Cela n'est assurément pas ce que l'on entend ordinairement par dogme marxiste. Conformément à cela je suis arrivé aussi à ce résultat que l'agriculture ne produit pas par elle-mêmes les éléments dont elle a besoin pour parvenir au socialisme. Mais l'agriculture indépendante de l'industrie, qu'elle soit paysanne ou capitaliste, cesse de plus en plus de jouer un rôle dans la société. L'industrie



subjugue l'agriculture, de sorte que l'évolution industrielle trace de plus en plus la loi de l'évolution agricole.

C'est en cela, c'est dans la mise en lumière de l'industrialisation de l'agriculture que je vois l'idée centrale de mon livre. On aurait de la peine à y découvrir un « dogme particulièrement marxiste. »

Vandervelde est arrivé sur des points essentiels, indépendamment de moi, aux mêmes résultats que moi ; et personne ne voudra lui donner le titre de dogmatique marxiste.

Il ne m'a malheureusement pas été possible de tirer parti, dans l'édition allemande de mon livre, des travaux si précieux de Vandervelde sur la situation agraire en Belgique, parce que je n'ai eu connaissance des plus importants d'entre eux qu'après avoir achevé ce livre. Quant à la traduction française, on l'achevait au moment où la polémique avec Bernstein m'absorbait tout entier et me mettait dans l'impossibilité de faire subir à mon livre un remaniement profond. J'ai donc renoncé à utiliser les travaux de Vandervelde et d'autres publiés depuis qu'a été achevé l'original allemand. Mais je profite de l'occasion pour attirer l'attention du lecteur sur les études de notre camarade belge qui ont un si grand intérêt.

Une autre raison m'a empêché d'utiliser pour l'édition française les résultats auxquels est arrivé Vandervelde : il me semble qu'il y aurait eu de la présomption de ma part à venir, moi étranger, en dire plus sur la situation agraire en France et en Belgique, m'adressant à un public français et belge, que je n'en ai dit au public allemand.

Je dois au contraire prier mes lecteurs d'être indulgents quand je traite de faits relatifs à la France ; sans la *Statistique Agricole de la France*, si détaillée et si excellemment

rédigée, je n'aurais pas osé parler dans l'édition française de faits tellement plus voisins de mes lecteurs français que de moi. En général je n'ai traité de faits se rapportant à la France que là où ils confirment ou illustrent des résultats que j'ai trouvés ailleurs.

Ce n'est que la première partie de mon livre qui est présentée ici au public français. J'hésite à lui présenter aussi la seconde, bien qu'elle en forme le complément nécessaire : elle tire les conséquences pratiques des théories développées dans cette première partie, et tente de fixer la politique agraire de la Démocratie Socialiste allemande, mais seulement de la Démocratie Socialiste allemande, non de la Démocratie Socialiste internationale.

Ici encore nous rencontrons la différence mentionnée plus haut entre les *états* et les *tendances*. Le théoricien doit rechercher les tendances générales de l'évolution sociale ; la politique pratique doit partir des états particuliers qu'il trouve devant lui. Les tendances de l'évolution sociale, aussi celles de l'évolution agricole, sont dans tous les pays civilisés essentiellement les mêmes, mais les états qu'elles ont créés sont extrêmement différents dans les divers pays, et même dans les diverses parties d'un même pays, en raison des différences de situation géographique, de climat, de configuration du sol, de passé historique et, par suite, de puissance des différentes classes sociales, etc...

C'est pourquoi il est bien possible de donner une théorie universellement vraie de l'évolution agraire, mais non un programme agraire international. Et si j'étais obligé, dans la partie théorique, d'étendre mes investigations au delà de l'Allemagne, je devais, d'après le but même de la partie pratique, m'en tenir à un pays particulier, celui qui est le plus près de moi.

Cette partie pratique peut-elle avoir de l'intérêt pour public non allemand, et dans quelle mesure ? C'est ce d je ne puis décider.

Je ne puis non plus décider si mes critiques ont rai de dire que la seconde partie a plus de prix que la premiè Je suis de l'avis opposé, mais un auteur ne mesure pas préférences pour ses diverses œuvres d'après leur mé respectif, mais d'après la peine qu'elles lui ont coûtée, la première partie m'a obligé à résoudre des problèn beaucoup plus difficiles, beaucoup plus compliqués qu seconde, dans laquelle il s'agit de faits relativem simples. En outre je devais, dans la première, me fra souvent moi-même mon chemin, tandis que dans la conde je pouvais, la plupart du temps, suivre des chem fréquentés.

La seconde partie est pour cette raison beaucoup p claire et plus facile à comprendre que la première ; mai préférence qu'ont pour elle un grand nombre de mes tiques, et surtout de mes critiques socialistes, pourrait b provenir aussi de ce que précisément elle est pratique donne les moyens d'une activité pratique et d'une pro gande pratique. Aussi bien ce sont bien plus des soins pratiques que des besoins théoriques qui font l'on se sent porté aujourd'hui à s'occuper de la qu tion agraire, et ceux précisément d'entre mes critiq qui m'ont le plus reproché mon parti pris marxiste s ceux qui sont le plus remplis du besoin de gagner paysans à leur parti. J'ai cherché à m'affranchir de besoin avant d'entreprendre mes recherches ; je le faites sans me soucier de savoir quelles conséquen il faudrait en tirer touchant les relations de mon p avec les paysans, et je vois en cela une condition me mettant d'avoir, dans la question agraire, une plus gra

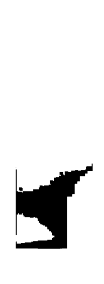
impartialité théorique que les critiques dont j'ai parlé. Plus mes lecteurs feront abstraction, dans la lecture des pages qui suivent, de l'action possible de quelques propositions sur les relations pratiques entre le socialisme et la classe des paysans, mieux ce sera pour moi et pour mon livre.

Celui-ci n'est pas le premier ouvrage avec lequel je me présente devant le public français. Il y a quelques mois déjà a paru en français un assez long écrit de polémique contre Bernstein (*Le Marxisme et son Critique Bernstein*). J'aurais préféré pouvoir parler d'abord au public français au moyen du présent volume. Puisse-t-il du moins apporter la preuve que le travail positif me plaît plus que la lutte contre des camarades dont les opinions ne sont point les miennes, lutte que je n'accepte qu'à contre cœur, et quand je suis provoqué. Dans le présent écrit je me suis abstenu de toute polémique, bien que les occasions de polémique fussent nombreuses.

Un proverbe italien dit : *traduttore traditore*. Je ne puis confirmer la vérité de ce proverbe. Je dois en particulier à mes traducteurs français de grands remerciements. Si mon livre devait rencontrer quelques succès auprès du public français, je n'en devrais pas la moindre part au soin et à la conscience avec lesquels MM. Edgard Milhaud et Camille Polack l'ont traduit en français.

Berlin, avril 1900.

K. KAUTSKY.



PRÉFACE DE L'ÉDITION ALLEMANDE

Le présent ouvrage a été composé à la suite des discussions qui s'engagèrent autour du programme agraire dont les délibérations de la démocratie socialiste allemande au congrès de Franckfort avaient provoqué l'élaboration, et qui fut repoussé au congrès de Breslau. Quoi que l'on puisse penser de ces discussions, elles ont mis en évidence ce fait que, dans la démocratie socialiste allemande, comme dans la démocratie socialiste internationale, il existe des opinions très différentes sur les tendances de l'évolution de l'agriculture moderne, et que l'on n'a pas trouvé jusqu'à ce jour de fondement inattaquable sur lequel la démocratie socialiste puisse faire reposer une politique agraire résolue.

Aussi fut-il déclaré à Breslau, à l'unanimité, qu'une étude théorique approfondie de la situation agraire était nécessaire, et devait être menée à bonne fin aussi promptement que possible.

Certes, il n'eût pas été besoin de cette circonstance pour m'inspirer du goût pour la question agraire. Déjà au commencement de ma vie politique je m'en étais activement occupé. En 1878, lorsque j'écrivais encore sous le pseudonyme de « Symmachos », je publiai dans le « Socialiste » de Vienne une série d'articles « Les Paysans et

ment présenter promptement mon travail au public, qu'il n'y est pas traité de questions d'un intérêt purement théorique, mais de questions de la plus grande actualité. Cependant trois ans se sont écoulés avant qu'il ait pu paraître. Cela tient en partie à de nombreuses interruptions déterminées par ma situation, par le soin que je dois prendre des questions du jour, par la part qui m'est revenue, du fait de la mort d'Engels, de la publication des écrits laissés par Marx, en partie à ce que je voulais faire reposer mon travail principalement sur les résultats des recherches de statistique agricole les plus récentes, sur ceux de l'Enquête de la Commission parlementaire agraire d'Angleterre, du troisième volume du recensement américain de 1890 traitant de l'agriculture, de l'enquête agraire française de 1892, et de la statistique des exploitations et des professions agricoles en Allemagne, de 1895,— toutes publications qui n'ont paru qu'en 1897 ou même en 1898.

Mais en outre je m'aperçus au cours de mon travail qu'il m'était impossible de renfermer ce que j'avais à dire dans le cadre d'une brochure, ainsi que je me l'étais proposé.

Ce dont nous avons le besoin le plus pressant, ce n'est pas à mon avis d'augmenter d'une unité le nombre des monographies et enquêtes agricoles déjà si nombreuses. Si précieux qu'ils puissent être, on ne peut pas dire que les renseignements sur la situation agraire fassent défaut; les gouvernements, la science et la presse des classes bourgeoises en mettent au jour, du commencement à la fin de l'année, une quantité absolument écrasante; ce dont on a besoin, c'est d'un fil conducteur permettant de se retrouver dans cet enchevêtrement de faits si différents, c'est de la connaissance des tendances fondamentales qui agissent sous les phénomènes, et les déterminent. Il s'agit de considérer comme des phénomènes partiels d'un processus d'ensemble les diverses questions particulières entrant dans la question agraire, le rapport entre

les grandes et les petites exploitations, l'endettement, le droit d'héritage, le manque de bras, la concurrence d'outre-mer, etc., qui sont aujourd'hui étudiées à part comme des phénomènes spéciaux.

C'est là une tâche difficile, le sujet a une grande ampleur, et je ne connais pas de travaux antérieurs importants traités du point de vue du socialisme moderne. Les théoriciens de la Démocratie socialiste se sont naturellement consacrés surtout à l'étude de l'évolution industrielle. Engels et surtout Marx ont bien dit des choses fort importantes sur des faits d'ordre agraire, mais ce n'est généralement que dans des remarques incidentes ou dans de courts articles. Il faut faire une exception pour la section de la Rente Foncière *dans le troisième volume de « Capital », mais celui-ci n'a pas été entièrement achevé. Marx mourut sans avoir terminé l'œuvre de sa vie. Mais même s'il l'eût terminée, nous ne trouverions pas tous les éclaircissements que nous cherchons maintenant. Car, conformément au plan de son travail, il n'y traite que de l'agriculture capitaliste, mais ce qui nous occupe le plus aujourd'hui, c'est précisément le rôle des formes précapitalistes et non capitalistes de l'agriculture à l'intérieur de la société capitaliste.*

Malgré cela, le « Capital » a un intérêt inappréciable pour notre connaissance des faits d'ordre agraire, inappréciable non seulement par ses résultats, mais, et plus encore, par sa méthode, qui nous permet de continuer à travailler d'une manière fructueuse au delà de son domaine. Si je devais avoir réussi dans le présent ouvrage à développer des pensées nouvelles, fécondes, je le dois avant tout à mes deux grands maîtres, et j'insiste sur ce point d'autant plus volontiers que depuis quelque temps, même dans des milieux socialistes, des voix s'élèvent qui déclarent que le point de vue de Marx et d'Engels est vieilli : ils auraient rendu en leur temps des services appréciables et donneraient aujourd'hui encore de précieuses impulsions; mais

qui ne veut pas s'encroûter dans le dogmatisme devrait les dépasser pour parvenir à des vues plus hautes. Cela serait déjà commandé du point de vue même de la dialectique marxiste, selon laquelle il n'y a pas de vérités éternelles et toute évolution naît de la négation de ce qui existe.

Cela a une apparence très philosophique, mais nous conduit à la fameuse conclusion que Marx a eu tort déjà parce qu'il a eu raison, que la dialectique doit être fausse déjà pour cette raison qu'elle est vraie, conclusion qui contient assurément une chose indéniable : la fausseté de la dialectique, — mais non de la dialectique marxiste.

Engels a déjà montré dans son « Antidühring » (2e éd., p. 133) combien il est sot de considérer une négation qui anéantit comme un membre du processus dialectique. Le développement par la négation ne pose nullement la négation de tout *ce qui existe; elle suppose bien plutôt la persistance de ce qui est à développer. La négation de la société capitaliste par le socialisme ne signifie pas la suppression de la société humaine, mais seulement la suppression de certains côtés déterminés d'une des phases de son évolution. Mais elle ne signifie nullement non plus la suppression de tous les côtés qui distinguent la société capitaliste de la forme sociale qui l'a précédée. Si la propriété capitaliste est « la négation de la propriété individuelle, le socialisme est la négation de la négation. Celle-ci rétablit la propriété individuelle, mais sur la* base des conquêtes de l'ère capitaliste » (1).

L'évolution n'est un progrès que si elle ne se borne pas à nier, à supprimer, mais qu'elle conserve aussi quelque chose ; si à côté de l'existant qui mérite de périr, elle rencontre aussi de l'existant qui mérite d'être conservé. C'est dans cette mesure que le progrès consiste en un amoncellement des conquêtes des phases antérieures de l'évolu-

(1) Marx, *Kapital*, 2e éd., p. 793.

*tion. L'évolution des organismes n'est pas conditionnée seulement par l'*adaptation, *mais aussi par l'*hérédité; *les luttes des classes qui déterminent l'évolution de la société humaine ne sont pas dirigées seulement vers la* destruction *et vers la* création, *mais aussi vers la* conquête, *c'est-à-dire vers le* maintien *des choses qui existent; le progrès de la science serait aussi impossible sans la* transmission *de ses travaux antérieurs que sans leur* critique, *et le progrès de l'art ne provient pas seulement de l'*originalité *du génie brisant tous les cadres de la tradition, mais aussi de l'*intelligence *des chefs-d'œuvre de ses prédécesseurs.*

La connaissance de ce qui est caduc à un moment donné et de ce qui doit être conservé ne peut s'obtenir que par des recherches portant sur la réalité; la seule formule de la dialectique est absolument impuissante à fournir une solution toute faite qui dispenserait de ces recherches. Elle n'est qu'un moyen de les mener avec méthode, de donner de l'acuité au regard du chercheur. C'est en cela que consiste sa haute valeur. Mais elle ne lui met pas dans la main, sans plus, des résultats tout trouvés.

La supposition que de la doctrine de Marx il résulte a priori *qu'elle doit être surpassée, repose donc sur une conception tout à fait fausse de sa dialectique. Est-elle, et dans quelle mesure, une erreur? En quelle mesure est-elle un* κτῆμα ἐς ἀεί, *une conquête définitive de la science? C'est ce qui ne peut pas être décidé par un appel à la dialectique même, mais seulement par l'étude des faits. Mais jusqu'ici ceux-ci ne me paraissent nullement contribuer à la « négation » du Marxisme. Je vois bien paraître des défiances et des doutes, mais nulle part de nouvelles vérités qui seraient propres à dépasser le marxisme. Mais de simples défiances et de simples doutes ne constituent pas une négation au sens de la dialectique, elles ne signifient pas un développement allant au delà de la vérité conquise, une défaite de celle-ci.*

La cause de ces doutes me paraît avoir sa raison d'être dans la personne des douteurs plutôt que dans la doctrine mise en doute. Je conclus cela non seulement des résultats que donne un examen de ces doutes, mais aussi de mon expérience personnelle.

Mes sympathies, lorsque je commençai à m'occuper du socialisme, n'appartenaient nullement au marxisme. Je l'abordai dans un esprit aussi critique et sceptique qu'aucun de ceux qui aujourd'hui jettent un regard méprisant sur mon fanatisme dogmatique. Ce n'est qu'à mon corps défendant que je devins marxiste. Mais alors, ainsi que plus tard, toutes les fois que dans une question fondamentale des doutes me vinrent, j'ai toujours fini par trouver que la faute en était à moi, non à mes maîtres, qu'une étude approfondie de la question me forçait à reconnaître la justesse de leur point de vue. C'est ainsi que chaque nouvel examen, chaque tentative de revision ne m'a conduit qu'à une plus grande confiance, à une plus forte adhésion à la doctrine dont la diffusion et l'application sont devenus le but de ma vie.

Les faits de l'évolution agraire ont provoqué les doutes les plus forts contre le point de vue marxiste. A quel point sont-ils justifiés? C'est ce que montrera le présent écrit.

Berlin-Friedenau, Décembre 1898.

K. KAUTSKY.

LA QUESTION AGRAIRE

PREMIÈRE PARTIE

L'ÉVOLUTION DE L'AGRICULTURE DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE

I

INTRODUCTION

C'est le mode de production capitaliste qui domine la société actuelle. C'est l'antagonisme de la classe des capitalistes et du prolétariat salarié qui meut notre siècle et lui donne sa physionomie. Mais le mode de production capitaliste n'est pas la seule forme de production qui se trouve dans la société présente ; à côté de lui on rencontre encore des restes de modes de production précapitalistes, qui se sont maintenus jusqu'à nos jours ; et l'on peut aussi découvrir déjà, en mainte forme de l'économie de l'Etat, de l'économie communale et de la coopération, les germes d'un mode de production nouveau, plus élevé. Aussi bien l'antagonisme de la classe des capitalistes et du prolétariat salarié n'est-il pas l'unique antagonisme social de notre temps. A côté de

ces deux classes, et entre elles, il en existe beaucoup d'autres, — parmi lesquelles les cimes comme les bas-fonds de la société, ici les monarques et leurs courtisans, là les différentes espèces du prolétariat des gueux (*Lumpenproletariat*), — toutes classes qui sont en partie les produits de formes sociales pré-capitalistes, et en partie sont produites ou du moins favorisées dans leur croissance par les besoins du capitalisme lui-même. Ces diverses classes, les unes ascendantes, les autres décadentes, avec leurs intérêts extrêmement variés, perpétuellement changeants, se croisent et s'entrelacent de la manière la plus complexe avec les intérêts des capitalistes, d'une part, des prolétaires, de l'autre, sans coïncider jamais entièrement avec ceux des uns ou des autres ; ce sont elles qui donnent aux luttes politiques de notre temps leur caractère d'incertitude, qui les remplissent des plus singulières surprises.

Le théoricien désireux de rechercher les lois fondamentales qui dominent la vie de la société actuelle ne peut pas se laisser égarer par cette multitude de phénomènes. Il doit considérer le mode de production capitaliste dans son essence, dans ses formes classiques, en le séparant tout à fait des restes et germes ambiants d'autres formes de production. Au contraire le politique praticien commettrait une grave faute s'il voulait considérer les capitalistes et les prolétaires comme les seuls facteurs de la société actuelle, et détourner les yeux des autres classes.

Le *Capital* de Marx ne traite que des capitalistes et des prolétaires. Dans *le* 18 *Brumaire* et dans *Révolution et Contre-Révolution en Allemagne* du même auteur, à côté des capitalistes et des prolétaires, monarques et prolétaires en haillons (*Lumpenproletarier*), paysans et petits bourgeois, bureaucrates et soldats, professeurs et étudiants, jouent au contraire eux aussi un rôle.

Parmi ces couches sociales intermédiaires, la classe

des paysans, qui constituait, il y a peu de temps encore, la partie la plus considérable de la population de nos Etats, a toujours préoccupé, au plus haut point, les partis démocratiques et révolutionnaires de notre siècle. Pour ces partis, issus des villes, le paysan était un être mystérieux, étrange, parfois même très inquiétant. Lui qui avait autrefois combattu de la manière la plus énergique l'Eglise, les princes, la noblesse, il se cramponnait maintenant avec la dernière opiniâtreté à ces institutions ; on le vit souvent mettre autant d'ardeur à prendre le parti de ses exploiteurs que d'autres classes à lutter pour leur émancipation ; il ne dirigea que trop souvent contre la démocratie les armes que celle-ci lui apportait.

La démocratie socialiste, au commencement, se soucia peu du paysan. C'est qu'elle n'est pas un parti démocratique au sens bourgeois du mot, une bienfaitrice de tout le monde, cherchant à donner satisfaction aux intérêts de toutes les classes, si opposés qu'ils puissent être les uns aux autres ; elle est un parti de lutte de classe. L'organisation du prolétariat urbain réclama, dans les premières années de son existence, tous ses soins. Et elle espérait que l'évolution économique lui préparerait les voies dans les campagnes comme à la ville, et que la lutte entre la petite et la grande exploitation conduirait à la suppression de la première, de sorte que ce serait alors pour elle une tâche facile de gagner, ici encore comme parti purement prolétarien, la masse de la population agricole.

Aujourd'hui, la démocratie socialiste s'est si considérablement accrue que les villes ne sont plus pour elle un champ d'action suffisant ; mais, dès qu'elle s'avance dans les campagnes, elle se heurte à cette puissance mystérieuse qui a déjà préparé tant de surprises à d'autres partis démocratiques révolutionnaires. Elle voit que la petite exploitation dans l'agriculture ne suit nullement un processus de rapide disparition, que les grandes exploita-

tions agricoles ne gagnent que lentement du terrain, par endroits même en perdent. Toute la théorie économique sur laquelle elle s'appuie paraît fausse dès qu'elle tente d'en faire l'application à l'agriculture. Mais si cette théorie ne s'appliquait réellement pas à l'agriculture, il faudrait entièrement transformer non seulement la tactique suivie jusqu'à ce jour, mais les principes mêmes de la démocratie socialiste. W. Sombart dans son dernier ouvrage a fait valoir avec beaucoup de force ces considérations : « S'il se trouve dans la vie économique des domaines qui échappent au processus de la socialisation, et qui lui échappent pour cette raison que la petite exploitation a parfois en eux une plus grande importance, est plus productive que la grande, que faire alors? Là est tout le problème qui se pose aujourd'hui comme *question agraire* à la démocratie socialiste. Est-ce que l'idéal communiste, qui a pour fondement la grande exploitation, et du même coup le programme qui en résulte, devront subir une transformation de principe en face des paysans? Et si l'on en vient alors, en fait, à comprendre que dans l'évolutioh agraire il n'y a pas de tendance à la grande exploitation, et que dans la sphère de la production agraire la grande exploitation n'est nullement la forme d'exploitation la plus haute, on se trouvera en face de la question décisive, on se demandera : Devons-nous être démocrates en ce sens que nous enveloppions dans notre mouvement ces existences dont le fondement est la petite exploitation, et que nous modifiions ensuite notre programme en renonçant au but communiste, ou bien devons-nous rester prolétariens, devons-nous garder les yeux fixés sur l'idéal et le but communistes, et exclure ainsi ces éléments de notre mouvement?...

« J'ai dû parler ici de « si » et de « mais », pour cette raison que jusqu'ici, à ma connaissance, on n'a pu établir avec quelque certitude, ni quelle est la tendance évolutive de l'agriculture, ni quelle est la forme d'exploitation la

plus haute, ni même s'il y a une forme supérieure d'exploitation dans la production agraire. Mais autant que j'en puis juger, ici se trouvent, d'une manière générale, les limites du système de Marx ; autant que j'en puis juger, les déductions de Marx ne peuvent pas être transportées telles quelles dans le domaine de l'agriculture. Sur des questions d'ordre agraire, il lui est bien arrivé d'exprimer aussi des pensées de grande valeur, mais sa théorie de l'évolution, qui suppose l'accroissement de la grande exploitation, la prolétarisation des masses, et qui déduit de cette évolution, comme nécessaire, le socialisme, cette théorie n'est claire que pour l'évolution industrielle. Elle ne l'est pas pour l'évolution agraire, et il me semble que seule la recherche scientifique pourra combler cette lacune, qui existe assurément (1). »

Nous ne craignons qu'une chose : c'est d'être obligés d'attendre bien longtemps sous ce rapport. La question de savoir si c'est la grande ou la petite propriété foncière qui est la plus avantageuse, occupe les économistes depuis plus d'un siècle, et l'on n'entrevoit guère la fin du débat. Cela n'a pourtant pas empêché que, tandis que les théoriciens discutaient sur les avantages de la petite et de la grande propriété, l'agriculture ne fût soumise à une puissante évolution, à une évolution que l'on peut incontestablement suivre d'un regard net. Mais, pour la voir, il ne faut pas fixer les yeux exclusivement sur la lutte de la grande et de la petite exploitation, et il ne faut pas considérer l'agriculture en elle-même, indépendamment du mécanisme complet de la production sociale.

Sans aucun doute, — et nous admettrons cela désormais comme démontré, — l'agriculture ne se développpe pas selon le même processus que l'industrie ; elle suit des lois propres. Mais cela ne veut nullement dire que l'évolution de l'agriculture soit en opposition avec celle de l'industrie

(1) *Sozialismus und soziale Bewegung im 19 Jahrhundert*, p. 111.

et soit inconciliable avec elle. Nous croyons au contraire pouvoir montrer qu'elles tendent toutes deux au même but, dès qu'on ne les isole pas l'une de l'autre et qu'on les considère comme étant des éléments d'un même processus d'ensemble.

Aussi bien la théorie marxiste du système de production capitaliste ne consiste-t-elle pas simplement à réduire l'évolution de ce système de production à la formule : « Disparition de la petite exploitation devant la grande », de manière à ce que celui qui sait par cœur cette formule, ait, pour ainsi dire dans sa poche, la clef qui ouvre l'édifice de l'économie moderne.

Si l'on veut étudier la question agraire selon la méthode de Marx, on ne doit pas se poser seulement la question de savoir si la petite exploitation a un avenir dans l'agriculture ; on doit, au contraire, rechercher toutes les transformations qu'éprouve l'agriculture au cours du régime de la production capitaliste. On doit rechercher *si et comment le capital s'empare de l'agriculture, la révolutionne, ébranle les anciennes formes de production et de propriété et crée la nécessité de nouvelles formes.*

Ce n'est que lorsque nous aurons répondu à ces questions que nous pourrons voir si la théorie de Marx est applicable à l'agriculture ou non, et si la suppression de la propriété privée des moyens de production doit s'arrêter devant le plus considérable de tous les moyens de production, la terre.

Notre tâche nous est ainsi clairement tracée.

II

LE PAYSAN ET L'INDUSTRIE

Le système de production capitaliste se développe dans la règle (il faut excepter certaines colonies) en premier lieu dans les *villes*, en premier lieu dans l'*industrie*. Le plus souvent l'agriculture échappe longtemps à ses prises. Mais l'évolution industrielle réussit déjà à modifier le caractère de la production agricole.

La famille du paysan au Moyen Age était une société économique se suffisant entièrement ou presque entièrement à elle-même, une société qui non seulement produisait ses subsistances, mais construisait aussi elle-même sa maison, ses meubles et ustensiles de ménage, fabriquait même la plupart des outils grossiers qu'elle employait tannait elle-même la peau, travaillait elle-même le lin et la laine, confectionnait elle-même ses vêtements, etc. Le paysan allait bien au marché, mais il n'y vendait que le surplus de ce qu'il produisait, et n'achetait que du superflu, à l'exception du fer, qu'il employait d'ailleurs en aussi petite quantité que possible. Du résultat du marché pouvaient dépendre ses aises et son luxe, mais non son existence.

Cette société se suffisant à elle-même était indestructible. Le pire qui pouvait lui arriver était une mauvaise récolte, un incendie, l'irruption d'une armée ennemie. Mais même ces coups de la fortune ne constituaient qu'un

mal passager ; ils ne tarissaient pas les sources de l'existence. Contre les mauvaises récoltes on était protégé la plupart du temps par les grandes provisions que l'on avait amassées ; le bétail donnait du lait et de la viande ; la forêt et la rivière fournissaient également leur tribut au repas. Dans la forêt on trouvait aussi le bois dont on avait besoin pour construire une nouvelle maison après un incendie. A l'approche de l'ennemi, on s'enfuyait dans la forêt avec le bétail et les biens meubles et l'on revenait lorsqu'il s'en était allé. Ce qu'il pouvait avoir dévasté, le champ, la prairie, la forêt, ces bases de l'existence, il n'avait pas pu le détruire. Si les bras nécessaires étaient là, si les hommes et le bétail n'avaient pas subi de dommage, le mal était vite réparé.

En notre siècle encore, l'économiste conservateur Sismondi nous a dépeint avec vivacité l'agréable situation de ces paysans indépendants dont la condition constituait son idéal :

« Le bonheur rural, dont l'histoire nous présente le tableau dans les temps glorieux de l'Italie et de la Grèce, n'est pas non plus inconnu à notre siècle. Partout où l'on retrouve des paysans propriétaires, on retrouve aussi cette aisance, cette sécurité, cette confiance dans l'avenir, cette indépendance qui assurent en même temps le bonheur et la vertu. Le paysan qui fait, avec ses enfants, tout l'ouvrage de son petit héritage, qui ne paie de fermage à personne au-dessus de lui, ni de salaire à personne au-dessous, qui règle sa production sur sa consommation, qui mange son propre blé, boit son propre vin, se revêt de son chanvre et de ses laines, se soucie peu de connaître les prix du marché ; car il a peu à vendre et peu à acheter, et il n'est jamais ruiné par les révolutions du commerce. Loin de craindre pour l'avenir, il le voit s'embellir dans son espérance ; car il met à profit pour ses enfants, pour les siècles qui viendront,

chacun des instants que ne requiert pas de lui le travail de l'année. Il lui a suffi de donner peu de moments de travail pour mettre en terre le noyau qui dans cent ans sera un grand arbre, pour creuser l'aqueduc qui séchera à jamais son champ, pour former le conduit qui lui amènera une source d'eau vive, pour améliorer, par des soins souvent répétés, mais dérobés sur ses instants perdus, toutes les espèces d'animaux et de végétaux dont il s'entoure. Son petit patrimoine est une vraie caisse d'épargne toujours prête à recevoir tous ses petits profits, à utiliser tous ses moments de loisir. La puissance toujours agissante de la nature les féconde et les lui rend au centuple. Le paysan a vivement le sentiment de ce bonheur attaché à la condition de propriétaire (1) ».

Ce bonheur du petit paysan pouvait il y a soixante ans encore être peint en de si vives couleurs par un des économistes les plus considérables de ce temps. Ce portrait peut être considéré comme un peu flatteur; aussi bien ne représentait-il pas l'état général des paysans. Sismondi avait principalement en vue la Suisse et quelques régions de la Haute-Italie. Mais en tout cas ce n'est pas un tableau imaginaire, c'est un tableau peint d'après nature par un observateur pénétrant.

Que l'on compare avec cet état celui des paysans actuels dans l'Europe entière, sans excepter la Suisse, et l'on ne pourra pas se dissimuler qu'une puissante révolution économique s'est produite depuis ce temps.

Le point de départ de cette révolution fut la dissolution que l'industrie essentiellement urbaine et le commerce déterminèrent dans la petite industrie des paysans.

Au sein de la famille du paysan une faible division du travail était seule possible, qui n'allait pas au delà de la

(1) J. C. L. Simonde de Sismondi, *Etudes sur l'Economie politique* I, p. 170, 171.

division entre hommes et femmes. Aussi n'est-il pas étonnant que l'industrie urbaine ait surpassé l'industrie domestique des paysans et qu'elle ait créé pour le paysan des outils et des instruments que celle-ci était loin de pouvoir fournir aussi parfaits, que souvent même elle ne pouvait pas fabriquer du tout. Mais le développement de l'industrie et du commerce produisit aussi dans les villes de nouveaux besoins, qui, précisément comme les instruments nouveaux, perfectionnés, pénétraient dans les campagnes d'une manière d'autant plus rapide et d'autant plus irrésistible que les relations entre les villes et les campagnes devenaient plus actives, — besoins que l'industrie paysanne ne pouvait pas satisfaire. Les blouses de toile et les peaux d'animaux furent remplacés par les vêtements de drap, les souliers d'écorce disparurent devant les bottines de cuir, etc. Le militarisme, qui attire les fils des paysans dans la ville et les familiarise avec les besoins des citadins, a prodigieusement facilité cette évolution. Il faut lui attribuer principalement la diffusion de l'usage du tabac et de l'eau-de-vie. A la fin, la supériorité de l'industrie urbaine devint dans maint domaine si grande, qu'elle donna aux produits de l'industrie paysanne le caractère d'articles de luxe dont le paysan économe ne pouvait pas se permettre l'usage et à la production desquels en conséquence il renonça. C'est ainsi que le développement de l'industrie du coton, qui produit des calicots à si bas prix, a partout limité dans d'importantes proportions la culture du lin pour l'usage personnel du paysan, et l'a fréquemment entièrement supprimée.

La dissolution de l'industrie du paysan produisant pour lui-même commença déjà au Moyen Age, lorsque la petite industrie urbaine apparut. Mais cette production ne pénétrait que lentement dans les campagnes, elle ne sortait pas du voisinage des villes et ne touchait que d'une façon à peine perceptible aux conditions de vie des paysans. Au

temps où Sismondi célébrait le bonheur des paysans, Immermann pouvait encore montrer dans son maire de village (dans *Münchhausen*) un gros paysan westphalien qui dit : « un fou, qui donne au forgeron l'argent qu'il peut gagner lui-même », et dont on dit « qu'il raccommode de sa main tous les poteaux, portes et seuils, les caisses et coffres de la maison, ou même, s'il a de la chance, les remet à neuf. Je pense, ajoute-t-on, que s'il voulait, il pourrait faire l'ébéniste et viendrait à bout d'une véritable armoire. » En Islande il n'y a pas aujourd'hui encore de métier spécial digne d'être nommé. Le paysan y est encore son propre artisan.

Seule l'industrie capitaliste a une si grande supériorité qu'elle élimine rapidement l'industrie domestique du paysan produisant pour son propre usage, et seul le système de communications de la société capitaliste, avec ses chemins de fer, postes, journaux, porte les idées et les produits de la ville jusque dans les coins les plus reculés de la campagne et soumet ainsi l'ensemble de la population agricole, et non pas seulement le voisinage des villes, à ce processus.

Plus celui-ci avance, plus l'industrie domestique à laquelle s'adonnait primitivement le paysan se dissout, et plus s'accroît le besoin d'argent du paysan. Il a maintenant besoin d'argent, non seulement pour acheter des choses qui ne sont pas indispensables ou même qui sont superflues, mais aussi pour acheter des choses nécessaires. Il ne peut plus continuer à exploiter sa terre, il ne peut plus pourvoir à son entretien sans argent.

Mais, en même temps que son besoin d'argent, se développait et croissait aussi le besoin d'argent des puissances qui exploitaient le paysan, des seigneurs féodaux, des princes et autres détenteurs de l'autorité publique. Cela conduisit comme on sait à la transformation des prestations en nature du paysan en prestations en espèces, mais cela produisit aussi la tendance à hausser toujours

davantage le montant de ces prestations. Par là le besoin d'argent du paysan était naturellement encore accru.

La seule méthode par laquelle il pouvait faire de l'argent consistait à faire de ses produits des marchandises, à les porter au marché et à les y vendre. Mais ce n'était naturellemeut pas pour les produits de son industrie arriérée qu'il trouvait le plus vite des acheteurs, c'était pour les produits que l'industrie urbaine ne produisait pas. Ainsi le paysan fut finalement forcé de devenir ce que l'on entend aujourd'hui par paysan, mais ce qu'il ne fut nullement au début : *un pur agriculteur*. Mais plus il le devint, plus l'industrie et l'agriculture se séparèrent l'une de l'autre, et plus on s'éloigna de cette indépendance, de cette sécurité et de cet agrément de l'existence du paysan que Sismondi trouvait encore par endroits chez le paysan libre.

Le paysan était maintenant tombé sous la dépendance du marché, qui était pour lui encore plus capricieux et plus incertain que la température. Contre les perfidies de cette dernière il pouvait au moins se prémunir jusqu'à un certain point. Il pouvait par des fossés de décharge atténuer les conséquences d'étés trop humides, par des travaux d'irrigation réagir contre une sécheresse excessive, il pouvait par des feux répandant d'épaisses fumées préserver ses vignes des gelées du printemps, etc. Mais il n'avait pas de moyen d'empêcher la baisse des prix et de rendre vendables des grains invendables. Et précisément ce qui avait été auparavant une bénédiction pour lui, devenait maintenant pour lui un fléau : une bonne récolte. Cela se manifesta avec évidence surtout au commencement de notre siècle, alors que la production agricole de l'Europe occidentale avait déjà universellement reçu le caractère de production de marchandises, mais que les moyens de communication étaient encore imparfaits et se trouvaient peu en état d'établir

un équilibre entre la surabondance se produisant ici et la disette se manifestant là. Tout aussi bien que les mauvaises récoltes faisaient monter les prix, les bonnes les faisaient tomber. En France la récolte de froment donna le rendement suivant :

Années	Rendement moyen par hectare	Prix de l'hectolitre
	Hectolitres	Francs
1816	9,73	28,31
1817	—	36,16
1821	12,25	17,79
1822	—	15,49

Les agriculteurs français n'obtinrent en 1821-22, avec une récolte *accrue d'un tiers*, pour le rendement d'un hectare, que 200 francs environ, *un tiers de moins* qu'en 1816-17. Il n'est par suite pas étonnant que le roi de France exprimât alors à la Chambre son regret qu'aucune loi ne fût en état « de prévenir les inconvénients qui résultent de la surabondance des récoltes ».

Plus la production agricole se transformait en production de marchandises, et moins il lui était possible de se maintenir au stade primitif de la vente directe du producteur aux consommateurs. Plus grands étaient l'éloignement et la durée des marchés pour lesquels le paysan produisait, et plus il lui était impossible de vendre directement aux consommateurs, plus il avait besoin d'un intermédiaire. Le marchand prit alors place entre les consommateurs et les producteurs ; le marchand, qui embrasse d'un coup d'œil le marché bien mieux que ces derniers, qui le domine dans une certaine mesure et qui l'utilise pour exploiter le paysan.

Au marchand de grains et de bétail s'associe bientôt l'usurier, quand il ne se confond pas avec lui. Dans les

mauvaises années les recettes en argent du paysan ne suffisent pas à couvrir son besoin d'argent; il ne lui reste pas d'autre ressource que de faire usage de son crédit, de donner sa terre en hypothèque. Une nouvelle dépendance, une nouvelle exploitation, la pire de toutes, commence pour lui, celle du capital usurier, dont il ne se débarrasse plus qu'avec peine. Il n'y réussit pas toujours, souvent la nouvelle charge se trouve être trop lourde pour lui, et la fin de l'affaire est la vente à l'encan du bien héréditaire, pour contenter, avec le produit de la vente, l'usurier et aussi l'huissier du fisc. Ce que ne pouvaient pas auparavant les mauvaises récoltes, le feu et l'épée, les crises du marché des grains et du bétail parviennent à l'effectuer. Elles n'entraînent pas seulement pour le paysan un mal passager, elles peuvent lui prendre son gagne-pain — sa terre — et finalement le séparer entièrement d'elle, *pour faire de lui un prolétaire*. Voilà ce qui advient du bien-être, de l'indépendance, de la sécurité du paysan libre, là où son industrie domestique destinée à ses propres besoins se dissout et où des prestations en espèces pèsent sur lui.

Mais le développement de l'industrie urbaine pose aussi le germe de la dissolution de la famille paysanne primitive. A l'origine un bien de paysan contenait autant de terre qu'il en fallait pour l'alimentation de la famille du paysan et parfois en outre pour le paiement du cens aux seigneurs.

Mais plus le paysan tomba sous la dépendance du marché, plus il eut besoin d'argent, plus grand était, par suite le surplus de denrées qu'il devait produire et vendre, et plus il lui fallut de terre, en proportion de la grandeur de sa famille, et les conditions de production restant les mêmes, pour couvrir ses besoins. Il ne pouvait toutefois pas modifier à son gré le mode de production une fois donné, non plus qu'étendre à son gré sa terre. Mais il lui était loisible, là où sa famille était trop





pas à suppléer au travail de ceux qui sont partis. Il est nécessaire d'attirer des bras auxiliaires, des *ouvriers salariés*, que l'on n'occupe que pendant le temps du travail le plus fatigant, que l'on peut congédier aussitôt que l'on n'a plus besoin d'eux. Si élevée que soit leur paie, cela revient encore meilleur marché que s'il fallait les nourrir comme membres de la famille pendant toute l'année. Mais ces bras qui se louent pour un salaire, ce sont ceux des paysans prolétaires, des paysans qui cherchent des revenus accessoires, et des fils et filles de paysans formant excédent.

La même évolution qui d'un côté produit le besoin d'ouvriers salariés, crée d'un autre côté ces ouvriers. Elle prolétarise beaucoup de paysans, elle réduit la famille du paysan, comme nous l'avons vu, et jette sur le marché du travail l'excédent de fils et de filles des paysans. Enfin elle crée chez les petits paysans le besoin de revenus accesssoires obtenus en dehors de leur propre exploitation. Leur terre est trop limitée pour produire un excédent sur les besoins de leur propre ménage ; ils n'ont pas de produits agricoles qu'ils puissent porter au marché. La seule marchandise qu'ils aient à vendre est leur *force de travail* qui n'est réclamée tout entière que temporairement par leur propre exploitation. Un des moyens de la mettre en valeur est constitué par le travail salarié effectué dans de plus grandes exploitations.

Jusqu'au XVIIe siècle nous ne trouvons que rarement des journaliers, garçons et filles de ferme, au service de paysans. Ce n'est qu'à partir de cette époque que leur emploi devient plus général. Mais le remplacement de membres de la famille par des ouvriers salariés réagit à son tour sur la condition des travailleurs qui restent dans le sein de leur famille. Eux aussi tombent de plus en plus au niveau d'ouvriers salariés travaillant pour le chef de famille, tandis qu'en même temps la propriété paysanne,

l'héritage familial devient toujours plus exclusivement la propriété du chef de famille.

L'ancienne société de la famille paysanne, exploitant exclusivement par son propre travail son propre bien, est remplacée dans les grandes exploitations paysannes par une troupe d'ouvriers embauchés, qui, sous le commandement du propriétaire, travaillent pour lui ses champs, gardent son bétail, engrangent sa récolte.

L'antagonisme de classe existant entre l'exploiteur et l'exploité, entre le possédant et le prolétaire, pénètre dans le village, dans le ménage paysan lui-même, et détruit l'ancienne harmonie et l'ancienne communauté d'intérêts.

Tout ce processus a commencé, comme nous l'avons déjà dit, pendant le Moyen Age, mais seul le mode de production capitaliste l'a accéléré au point de faire partout dépendre de lui la condition de la population rurale. Il n'est pourtant pas encore arrivé à sa fin et il se poursuit aujourd'hui encore, embrassant toujours de nouvelles régions, transformant toujours de nouveaux domaines de la production paysanne pour l'usage personnel en domaines de production de marchandises, accroissant des façons les plus différentes le besoin d'argent du paysan, substituant le travail salarié au travail de famille. Et ainsi le développement du mode de production capitaliste dans la ville seule suffit déjà à transformer complètement l'existence du paysan prise sous sa forme ancienne, même sans que le capital fasse son entrée dans la production agricole et sans que se forme l'antagonisme de la grande et de la petite exploitation.

Mais le capital ne restreint pas son action à l'industrie. Dès qu'il a pris assez de forces, il s'empare aussi de l'agriculture.

III

L'AGRICULTURE SOUS LA FÉODALITÉ

a) *La culture à trois assolements*

Ce n'est pas ici le lieu de rechercher les origines de la propriété paysanne. Pour notre but il suffit de déterminer les formes de propriété et d'exploitation paysanne qui se développèrent, après la tourmente de la migration des peuples, dans les pays occupés par les Germains, et s'y maintinrent à peu d'exceptions près — la plus importante d'entre elles est l'Angleterre — jusqu'à une période avancée du XVIIIe siècle, en certains lieux jusqu'à notre temps. C'était un compromis entre la propriété commune du sol, telle que l'exigeait l'exploitation paysanne des pâturages, et la propriété privée de la terre, qui naquit des besoins de l'exploitation paysanne des champs.

De même que chaque famille de paysans formait une société domestique se suffisant à elle-même, chaque village formait au point de vue économique une société fermée, se suffisant à elle-même, la *société de territoire* (*Markgenossenschaft*).

Nous faisons ici abstraction de la forme d'occupation consistant en *biens particuliers* disséminés, et non en villages compacts, forme qui a longtemps été considérée comme la forme originale, mais qui, ainsi qu'il est établi

aujourd'hui, ne se présenta qu'exceptionnellement, et par suite de particularités de la tradition historique autant que de la configuration du sol. Ce qui est normal et typique, c'est le système de village, et nous n'avons à faire qu'à lui dans ce qui suit.

Le point de départ de l'exploitation paysanne fut la cour avec la maison (*Haushofstätte*), devenue propriété privée. Elle comprenait, outre la maison et les bâtiments d'exploitation nécessaires, une pièce de terre autour du bâtiment, qui était enclos. La clôture entourait le jardin, où se trouvaient les plantes les plus nécessaires pour l'alimentation, des légumes, du lin, des arbres fruitiers, etc. Le village se composait d'un nombre plus ou moins grand de pareilles cours. En dehors du village se trouvait le territoire partagé, les terres labourables. Ces terres étaient divisées là où régnait la culture à trois assolements, ce qui avait lieu le plus souvent, en trois soles (*Fluren*) ou saisons (*Zelgen*). Chaque sole se divisait à son tour en différents clos, c'est-à-dire en surfaces cultivables qui différaient entre elles par la situation et la qualité du sol. Dans chaque clos, chaque cour possédait un lot de champ qui lui appartenait en propre. En dehors du territoire partagé il y avait le territoire non partagé (allmends, territoire commun), c'est-à-dire la forêt et le pâturage.

La campagne non partagée fut exploitée en commun par la société. Sur la terre arable chaque famille cultiva pour elle-même ses propres lots, mais non selon son bon plaisir. Dans les champs on cultiva les céréales pour l'alimentation des hommes. Mais l'élevage, l'exploitation des pâturages, dominaient encore toute l'exploitation agricole. Et si la culture de la terre était devenue chose privée des diverses familles, l'exploitation des pâturages demeura affaire commune de toute la communauté. Cette forme d'exploitation réagit sur les relations de propriété. Comme terre arable, le sol était propriété

grande, de l'amoindrir, d'éloigner du domaine paternel l'excédent de travailleurs dont il disposait pour les mettre au service d'étrangers, comme garçons de ferme, soldats ou prolétaires urbains ou pour les envoyer en Amérique se créer un nouveau foyer. La famille paysanne est ainsi réduite le plus possible.

Une autre raison opéra dans le même sens. L'agriculture n'est pas une forme d'activité exigeant toujours de l'homme une même dépense de travail. Temporairement, pendant le travàil de la terre, mais surtout pendant les récoltes, elle réclame beaucoup de bras, en d'autres temps il ne lui en faut presque pas. En été le besoin de bras de l'agriculture est deux fois, trois fois, souvent même quatre fois plus grand qu'en hiver.

Aussi longtemps qu'exista l'industrie domestique du paysan, ces différences dans les besoins de bras de l'agriculture furent de peu de conséquence. S'il n'y avait rien ou s'il n'y avait que peu à faire au champ, la famille paysanne travaillait d'autant plus à la maison. Cela cesse lorsque l'industrie domestique du paysan disparait. Là se trouve une seconde raison, pour le paysan, de réduire sa famille à un minimum, afin de ne pas avoir d'oisif à nourrir pendant l'hiver.

Nous ne parlons ici que des effets de la disparition de l'industrie domestique du paysan. Des changements dans la production agricole peuvent les paralyser, ainsi par exemple le passage de l'exploitation des pâturages à l'élevage intensif, qui exige plus de travail ; mais d'autres changements peuvent au contraire les étendre davantage encore. Ainsi l'un des plus importants parmi les travaux agricoles qui remplissaient l'hiver était le battage des grains. L'introduction de la batteuse mit fin à ce travail et fournit un puissant motif de rétrécir davantage encore le cercle de la famille rurale.

Ceux qui restent doivent naturellement s'éreinter d'autant plus pendant l'été. Mais leurs efforts ne réussissent

pâturage, n'avait pas besoin d'approvisionnements venus du dehors. Il produisait lui-même les bestiaux et les engrais qui étaient nécessaires pour cultiver la terre et prévenir l'épuisement du sol. Et d'autre part la communauté de pâturages et de sole labourable créait entre les compagnons de village une solide cohésion qui les protégeait efficacement contre une exploitation excessive de la part des puissances extérieures.

Mais, quelque solide que fût la structure de ce système d'exploitation, le développement de l'industrie urbaine, et corrélativement du commerce, le frappa mortellement, aussi bien que la petite industrie paysanne.

b) *Diminution de la culture à trois assolements par l'action de la grande exploitation des seigneurs fonciers.*

Nous avons vu comment l'industrie urbaine augmenta le besoin d'argent du paysan, et en même temps celui des puissances qui tiraient leur force vitale, entièrement ou en partie, du paysan — la noblesse féodale et l'Etat moderne naissant. — Nous avons vu aussi comment cela força le paysan à produire pour la vente des denrées pour lesquelles dans les villes grandissantes le marché s'ouvrait. Mais par là déjà fut rompu l'équilibre du territoire (*Mark*), dont toute l'économie reposait sur ce fait, qu'il se suffisait entièrement à lui-même, ne recevait rien ou presque rien du dehors, mais aussi ne livrait rien, ou du moins rien d'important, au dehors.

A l'origine il était interdit dans presque tous les territoires, de la manière la plus sévère, de faire sortir du territoire ou de vendre en dehors de lui, sans la permission des compagnons de territoire, des produits de quelque nature qu'ils fussent, par exemple du bois, du foin, de la paille, des engrais, etc. Même les fruits de la

terre récoltés dans le territoire devaient autant que possible être ouvrés et consommés dans le territoire même. Il en était de même des bêtes élevées dans le territoire du village. Les porcs qui y étaient engraissés ne pouvaient pas être vendus au dehors. Il était dit de même que les fruits de la terre et les vins provenant du territoire du village devaient être moulus, cuits, mangés, ou pressurés et bus, dans le territoire même, et ces usages en se développant formèrent dans beaucoup de villages des *droits banaux*. Le besoin de ne rien exporter, de faire tout consommer dans le village même, prit souvent par suite de l'exploitation féodale des formes curieuses.

G. L. von Maurer nous parle, dans son « Histoire de la constitution du village (1) », d'un gentilhomme d'Alsace qui, en 1540, imposa à ses paysans, comme corvée, de boire la fin de ses vins banaux surs, afin d'avoir ses tonneaux vides pour le vin bien venu de l'année. « Ils devaient, comme le rapporte Maurer d'après une ancienne chronique, aller trois fois par semaine boire du vin, et ne donnaient rien d'autre en paiement, au gentilhomme, que du fromage et du pain. Mais lorsque les paysans étaient ivres, et se battaient, le hobereau les punissait pour ce délit et recevait ainsi *plus d'argent pour le vin que s'il l'avait vendu.* » Nos hobereaux producteurs d'alcool devraient élever un monument à ce héros christiano-germain, qui déjà en ces temps éloignés savait si énergiquement s'employer pour l'alcoolisme, le profit et l'éducation chrétienne.

Les entraves que constituaient les droits banaux devinrent insupportables ou provoquèrent de vaines chicanes, aussitôt que la production pour le marché se fut imposée aux paysans comme une nécessité. Mais le perpétuel envoi à la ville de denrées alimentaires, qui n'étaient plus rendues au sol, devait petit à petit l'appauvrir et l'épuiser.

(1) *Geschichte der Dorfverfassung*, I, p. 316.

Cependant l'équilibre économique du territoire était encore troublé d'une tout autre manière. Dans la mesure où les produits du sol devenaient des marchandises, recevaient une valeur marchande, le sol devenait aussi lui-même une marchandise possédant une valeur. Lorsque la production des marchandises agricoles prit une plus grande extension, au commencement des temps modernes, la terre cessa d'être en quantité surabondante, comme au temps où les Germains s'étaient établis dans le pays, et avaient remplacé l'exploitation nomade des pâturages, complétée par une chasse étendue et par une agriculture médiocre, tout à fait primitive, par le système de culture à trois assolements, dont nous traitons ici.

A chaque mode de production correspond un maximum de population que peut nourrir une certaine étendue de terres. Ce maximum était-il atteint par les Germains au temps de la migration des peuples, la surpopulation les poussa-t-elle à faire irruption dans l'Empire romain plus encore que l'impossibilité où celui-ci était de se défendre ? On peut discuter sur ce point. Mais ce qui est certain, c'est que le passage à un mode d'exploitation agricole plus élevé, qu'ils devaient à leur contact avec la civilisation romaine, accrut considérablement les ressources d'alimentation des peuples germains au temps qui suivit la migration des peuples. La faible population ne suffisait qu'à peine aux besoins du nouveau mode de production, celui-ci même était très favorable à l'appel d'une nombreuse postérité. Aussi dès que la tourmente de la migration des peuples se fut calmée, et que la paix et la sécurité se furent a quelque degré établies en Europe, la population commença à s'accroître rapidement. Le surcroît de population trouva facilement dans les régions incultes le sol nécessaire. Si la population du village grandissait, ou bien la sole labourable du village était agrandie par de nouveaux essartages faits dans le terri-

toire non partagé, ou bien une partie de ce dernier était mise à part, et de cette partie on formait le territoire d'une nouvelle société, d'un nouveau village frère qui s'élevait à côté du village primitif. D'autre part les princes faisaient don à des couvents ou à de nobles personnages de leur suite, de grandes étendues de pays, qui étaient à peine cultivées ou ne l'étaient pas du tout, sur lesquelles les propriétaires, moyennant un faible cens, laissaient s'établir des sociétés de colons immigrants. Les slaves étaient repoussés d'une manière continue, et des domaines toujours nouveaux étaient ouverts à la colonisation germanique.

Au commencement du XVe siècle, les guerres des Hussites en Bohême et le renversement de la puissance de l'ordre allemand en Pologne mirent un terme au progrès de la colonisation allemande vers l'est. Mais à la même époque la population de l'Europe moyenne avait, sinon atteint encore le maximum dont la rendait capable le mode de production de ce temps, du moins pris une extension suffisante, de sorte qu'il n'y avait plus manque d'hommes, manque de bras, et que la terre cessa d'être en une telle surabondance que l'on ne fit plus d'elle aucun cas. Ainsi parut la possibilité, mais aussi le désir de monopoliser le plus important de tous les moyens de production. C'est pourquoi les luttes les plus acharnées et les plus violentes s'engagèrent entre les paysans et la noblesse féodale, luttes qui ont duré jusqu'à notre temps, qui à proprement parler n'ont jamais entièrement cessé, mais dont les batailles décisives se sont livrées en Allemagne dès le XVIe siècle. Leurs résultats furent presque partout favorables à la noblesse féodale, qui se soumettait à la puissance grandissante de l'État et obtenait ainsi son aide contre les paysans.

La noblesse victorieuse commença à produire elle-même des marchandises d'une façon qui représente un mélange singulier de capitalisme et de féodalisme. Elle

commença à produire dans de grandes exploitations de la plus-value, mais en employant ordinairement non pas du travail salarié, mais du travail forcé de nature féodale. Son économie forestière ainsi que son exploitation des pâturages et de la terre réduisait le territoire des paysans et ruinait l'équilibre du système de culture à trois assolements.

Ce qui convenait le mieux à l'exploitation féodale et capitaliste, à la production en grand de marchandises à la campagne, c'était la silviculture. Dès que le développement des villes eut fait du bois une marchandise recherchée — et il n'était alors pas encore remplacé par la houille et le fer, et était par suite, pour le chauffage comme pour la construction, beaucoup plus employé qu'aujourd'hui — les seigneurs cherchèrent à s'emparer des forêts, soit en les prenant à la société de territoire, lorsqu'elle les possédait, soit, lorsqu'elles étaient déjà leur propriété, en limitant le plus possible les droits d'usage des compagnons de territoire relativement à leur approvisionnement de bois et de paille ou à leur utilisation des pâturages.

Déjà parmi les douze articles des paysans révoltés de 1525 il en est un (le cinquième), qui s'énonce ainsi : « En cinquième lieu nous nous plaignons aussi au sujet du coupage, car nos seigneurs se sont approprié à eux seuls tous les bois, et si l'homme pauvre a besoin de quelque chose, il faut qu'il l'achète pour un prix double. Notre avis est que tous les bois que des ecclésiastiques ou des laïques possèdent sans les avoir achetés, doivent redevenir la propriété de la commune entière, et qu'il doit être à peu près libre à quiconque de la commune d'y prendre sans payer pour l'emporter chez lui ce dont il a besoin ; même pour construire, si cela est nécessaire, il doit pouvoir prendre du bois sans le payer ; il doit seulement en instruire une commission élue à cette fin par la commune : par là sera empêchée l'exploitation. »

L'exclusion des paysans de l'utilisation de la forêt fut favorisée par le développement de la vénerie.

Les armes de chasse étaient primitivement aussi les armes de guerre ; la chasse même était l'école préparatoire à la guerre ; la chasse et la guerre étaient liées de la manière la plus étroite. Aussi longtemps que la chasse fut nécessaire pour couvrir les besoins de l'homme commun, celui-ci fut aussi un guerrier. Mais le remplacement de la chasse, comme moyen d'acquérir des subsistances, par l'agriculture, favorisa la division du travail entre une « classe nourricière » et une « classe militaire », division qui eut assurément d'autres causes encore. Et inversement, à mesure que la guerre tendit davantage à appartenir exclusivement à la noblesse, la chasse tendit à devenir exclusivement un sport noble.

Lorsque la noblesse devint superflue, lorsque l'Etat moderne lui eut pris les fonctions qu'elle avait exercées au moyen âge, guerre, juridiction, police, la noblesse devint la noblesse de cour, qui se pressait à la cour du monarque pour s'amuser et pour piller l'Etat, et qui, lorsqu'il lui arrivait de visiter ses terres, n'y connaissait pas d'autre plaisir que la chasse.

La prospérité de la chasse et celle de la culture du sol s'excluent pourtant l'une l'autre. Un fort état de gibier ne peut se maintenir que dans de vastes forêts, et il forme une source permanente de pertes et de dommages pour le paysan.

Plus la noblesse devint superflue et insolente, et plus, dans le conflit des intérêts de la culture du sol et de la chasse, la chasse triompha, et triompha pour la noblesse. Aux progrès de la culture du sol, qui menaçaient de limiter l'état du gibier, un terme fut imposé, l'essartage fut interdit dans les bois, la chasse des paysans fut punie de la manière la plus sévère ; il y a plus, ceux-ci furent même empêchés de tuer le gibier qui dévastait leurs champs.

C'est ce dont témoignent encore les douze articles des paysans de 1525. Nous lisons dans le quatrième : « En quatrième lieu, jusqu'ici l'usage défendit à tout homme pauvre de prendre du gibier, ou du poisson dans l'eau courante, ce qui ne nous paraît nullement convenable et nullement fraternel, et ce qui ne nous semble pas conforme à la parole de Dieu. En outre dans quelques lieux l'autorité publique favorise le gibier malgré nous et pour notre grand dommage, parce que nous devons souffrir que nos récoltes que Dieu a fait croître pour l'utilité des hommes, soient inutilement mangées par des bêtes sans raison, et parce que nous devons assister à cela silencieusement, ce qui est contre Dieu et contre le prochain. »

Mais dans les siècles suivants cela devint bien pire encore. Seule la Révolution française mit fin en France à cette situation. Mais en Allemagne, cent ans après la Révolution française, des hobereaux prussiens pouvaient encore oser, au Reichstag, formuler cette revendication, que le paysan fût obligé à engraisser leurs lièvres de ses choux, sans que cette revendication rencontrât seulement une résistance sérieuse.

Si là où s'était formé un marché pour le bois, il était facile et assez simple de transformer la forêt en une propriété privée, administrée selon des principes capitalistes, bien qu'encore sous des formes féodales, il n'était guère moins facile et moins simple, là où s'était formé un grand marché pour un produit de l'exploitation des pâturage (la laine en particulier) et où le sol et le climat permettaient cette exploitation, de passer à l'exploitation capitaliste des pâturages, qui, aussi bien que la silviculture, ne réclame ni un prolétariat salarié étendu ni de grands placements de capitaux, et dont l'économie est extrêmement simple. Ainsi que l'exploitation capitaliste des forêts, la forme extensive de l'exploitation capitaliste des pâturages ne réclame guère que la propriété

privée de vastes étendues de pâturages, et les seigneurs fonciers se sont donné grand'peine pour créer cela, là où les circonstances mentionnées plus haut les y poussèrent, au xvᵉ et au xviᵉ siècle en Angleterre et en Espagne, plus tard dans mainte contrée de l'Allemagne du Nord offrant des conditions favorables à l'élève des bêtes ovines. La forme la plus douce fut la monopolisation par le seigneur du droit de bergerie, du droit de mener des brebis sur le pâturage commun. Les plaintes sur ce point ne commencent en Allemagne qu'après la guerre des paysans. Mais souvent le profit de l'élève des moutons poussa les seigneurs à transformer le pâturage commun en propriété privée, parfois aussi à supprimer des biens de paysans afin de transformer la terre arable en pâturage.

Là où se forma un marché pour les produits de la culture du sol, les seigueurs féodaux voulurent produire aussi ces produits dans leurs propres domaines. Cela était assurément moins simple que l'exploitation des forêts et des pâturages. Il y fallait moins de terres supplémentaires, mais il y fallait au contraire plus de bras supplémentaires, et certains capitaux.

Au moyen âge chaque seigneur ne cultivait dans la règle, soit directement, soit par l'intermédiaire d'un intendant, qu'une partie de ses terres. Le reste de son domaine, il l'avait livré à des censiers qui devaient en partie lui fournir des prestations en nature, en partie effectuer des corvées dans sa propre exploitation, dans le domaine seigneurial. Nous avons vu comment l'apparition du marché urbain pour les denrées de première nécessité développa d'une part la possibilité, d'autre part le désir de transformer ces prestations en prestations en argent. Mais cette tendance, là où le domaine seigneurial commence à produire aussi pour la vente, est croisée par une autre : le travail salarié est encore peu développé, l'agriculture du domaine seigneurial doit recou-

rir au travail forcé des paysans censiers. Plus doit être grand l'excédent de denrées fournies par le domaine seigneurial, et plus il a besoin de bras, mais plus aussi il a besoin de terre. Cela produit d'un côté l'effort pour étendre le domaine seigneurial aux dépens du domaine des paysans, soit par la diminution du territoire non partagé, en particulier des pâturages, soit directement par l'expulsion de paysans ; d'un autre côté, l'effort pour augmenter les corvées des paysans, effort qui imposa certaines limites à l'expulsion des paysans, car moins il y a de paysans dans le village, et moins il y a de bras sur la terre du seigneur, mais qui lui-même à son tour est au plus haut point stimulé par l'expulsion des paysans, car moins il y a d'ouvriers sur la terre du seigneur, et plus la charge du travail doit peser sur chaque individu.

Ainsi nous voyons que le développement de la production des marchandises produisit à la campagne les tendances les plus différentes, mais qui eurent toutes pour effet de limiter toujours davantage pour le paysan la terre arable et en particulier les pâturages et les forêts, bien avant que se fût produit une surpopulation réelle, c'est-à-dire bien avant qu'eût été atteinte la population que le système d'exploitation agricole régnant eût pu nourrir.

L'existence du paysan fut par là ébranlée dans ses fondements.

La transformation profonde qui s'était produite dans les conditions d'existence du paysan se manifestait déjà dans l'*alimentation* du paysan.

c) *Le paysan devient un souffre-faim.*

Que l'on nous permette de faire ici une petite digression pour traiter une question qui ne se rattache que fai-

blement à notre thème général, mais qui nous paraît propre à jeter pourtant sur lui quelque lumière.

Une école qui a aujourd'hui beaucoup d'adeptes dont Comte et Spencer sont les chefs, aime à transporter telles quelles les lois de la nature dans le domaine de la société. Les succès des études sur la nature en notre siècle ont été si brillants, qu'ils n'ont conduit que trop facilement le naturaliste à la croyance qu'il a maintenant en poche la clef de toutes les énigmes, même dans les domaines les plus éloignés du sien. D'autre part, il était pour maint sociologue très commode de transporter simplement dans son domaine les lois de la nature actuellement établies, au lieu de découvrir les lois particulières de ce dernier par des recherches compliquées.

Au nombre des axiomes de cette sociologie naturaliste se trouve l'affirmation d'une étroite corrélation entre le *climat* et l'*alimentation*. « Même si nous consommons, au point de vue du poids, la même quantité de nourriture dans les régions froides et dans les régions chaudes, dit Liebig, du moins, une sagesse infinie a fait en sorte que ces aliments contiennent des quantités très inégales de carbone. Les fruits que consomme l'habitant d'un pays méridional ne contiennent lorsqu'ils sont frais pas plus de 12 % de carbone, tandis que le lard et l'huile de poisson de l'habitant de la zone polaire contiennent 66 à 80 % de carbone (1) ».

Buckle tira de là cette conclusion, que l'esclavage des Indous est l'état « naturel » de cette population, l'état auquel elle « est condamnée par les lois irrésistibles de la nature » (2). Car le climat fait d'eux des végétariens, mais les plantes croissent à profusion sous les tropiques, et par là l'accroissement de la population se trouve facilité, et le « marché du travail », encombré.

Certes nous n'avons pas l'intention de nier la proposi-

(1) *Chemische Briefe*, p. 246.
(2) *Geschichte der Zivilisation*, trad. allem. de Ruge, I, p. 171.

sition physiologique universellement reconnue, que l'homme dans un pays froid a un plus grand besoin de carbone, c'est-à-dire de viande, que dans un pays chaud.

Mais cette différence n'est pas si grande qu'on l'admet habituellement. Même dans la zone polaire, l'homme cherche une nourriture végétale. « Indépendamment du poisson et de la viande, raconte Nordenskjœld, les Tchouktchis consomment *une prodigieuse quantité de légumes et autres aliments de nature végétale*... Les auteurs qui représentent les Tchouktchis comme une population qui ne vit que de substances animales commettent donc une grave erreur. Les Tchouktchis me semblent être au contraire en certains temps de l'année plus végétariens qu'aucun autre peuple que je connaisse (1). » D'autre part, il n'est pas exact non plus que sous les tropiques « l'alimentation habituelle soit faite presque uniquement de fruits, de riz et autres substances végétales », comme le pense Buckle (p. 54), et le végétarianisme exclusif y est une exception. « Que l'on ait moins besoin de viande en Afrique, cela est une fable », dit Buchner (2), et les faits confirment son observation. Dans toute l'Afrique la nourriture animale est très recherchée. Particulièrement appétissante doit être la nourriture des nègres du Bongo, dont Schweinfurth raconte que, le chien et l'homme exceptés, ils ne dédaignent aucune substance animale, même pas les rats, les serpents, les pérénoptères, les hyènes, scorpions, fourmis et chenilles. Et de même on rapporte des Indiens de la Guyane anglaise, qui vivent sous l'équateur, que « *le gibier et le poisson forment leur nourriture principale*, bien qu'ils ne dédaignent pas non plus les rats, les singes, les caïmans, grenouilles, vers, chenilles, fourmis, larves et scarabées (3) ».

(1) *Die Umsegelung Asiens und Europas auf der Vega*, II, 108, *sqq.*
(2) *Kamerun*, p. 153, cf. aussi p. 116.
(3) Appun chez Peschel, *Völkerkunde*, p. 163.

Bien loin de se nourrir seulement de fruits et de légumes, beaucoup de populations qui vivent sous les tropiques ont même fait entrer dans leur alimentation la chair humaine. Oui, il semble que le cannibalisme appartienne plus particulièrement aux tropiques.

Ce n'est qu'à un très haut degré de civilisation que l'homme parvient à dominer la nature au point de pouvoir choisir librement sa nourriture conformément à ses besoins. Plus bas est son niveau, et plus il doit se contenter de ce qu'il trouve, plus il doit, au lieu d'adapter sa nourriture à ses désirs, s'adapter lui-même à la nourriture dont il dispose. Si l'esquimau vit surtout de viande et d'huile de poisson, c'est moins parce que le climat lui prescrit cette nourriture, que parce qu'il n'en trouve pas d'autre. Il ne pourrait pas vivre de fruits pour cette simple raison qu'il n'y en a pas assez dans le Groënland. Que l'alimentation exclusivement animale n'ait pas été choisie par lui pour des raisons physiologiques, c'est ce que prouve le prix qu'il attache aux rares végétaux qui lui sont accessibles. Les esquimaux du sud réunissent en été quelques baies; ceux qui habitent dans le nord ne connaissent pour ainsi dire pas de végétaux, si l'on excepte ceux qu'ils trouvent à moitié digérés dans l'estomac des rennes, et ils les considèrent comme une friandise.

Cela est assurément un cas extrême; la partie de beaucoup la plus considérable du globe nous présente en abondance les substances animales et végétales les plus différentes; l'homme n'est pas en tout lieu aussi limité dans le choix de sa nourriture que dans le voisinage du pôle. Mais nulle part il n'a la liberté de choisir à son gré sa nourriture. L'homme ne trouve la partie de beaucoup la plus importante de son alimentation qu'en quantité limitée, et non sans difficulté, non en tout temps. Quelles sont les denrées qui sont susceptibles d'assurer d'une façon suffisante et régulière sa subsistance, c'est ce qui ne

dépend ni de leur contenu en carbone, ni de son besoin de carbone, mais en première ligne de la nature et du degré de son savoir technique, de son art de maîtriser la nature, en un mot : de son *mode de production*. Par rapport à l'influence de celui-ci, celle du climat, de la configuration du sol et d'autres conditions physiques est presque nulle. Que l'on prenne les différentes races d'Indiens sauvages d'Amérique qui se trouvent à un même niveau de civilisation, et on trouvera que dans les pampas comme dans les Rocky Mountains, le long de l'Amazone comme le long du Missouri, ils consomment le poisson, le gibier et les végétaux à peu près dans les mêmes proportions, proportions qui ne subissent de changements notables que du fait des conditions locales, par exemple de la plus grande richesse en poisson de tel ou tel fleuve et autres conditions du même genre, non du fait d'influences climatériques.

Si le mode de production d'un peuple change, son alimentation change aussi sans que change le climat. Si le lazzaroni napolitain d'aujourd'hui se contente de macaroni, de sardines et d'ail, il ne le doit pas au magnifique climat sous lequel il vit. Sous le même climat, les hommes des temps héroïques de la Grèce, ainsi que nous l'apprenons par l'*Iliade* et l'*Odyssée*, trouvaient du plaisir non seulement à consommer de grandes quantités de viande, mais encore à consommer de la graisse « florissante », nourriture qui pourrait satisfaire même un esquimau.

Les Hindous eux-mêmes n'ont pas toujours été végétariens. Avant d'avoir envahi la vallée du Gange et de s'y être établis, ils étaient des bergers nomades dont l'alimentation se composait principalement du lait et de la viande des bêtes de leurs troupeaux. Ce n'est que lorsque leur mode de production eût changé, lorsque l'agriculture eut pris la place de l'élevage parce que le pays du Gange présentait bien des conditions favorables à l'agriculture, mais non à une exploitation étendue de pâturages, ce

rabondance. Mais les choses ont changé. Depuis de nombreuses années les temps sont devenus chers et mauvais, et la nourriture des paysans de la meilleure condition est près d'être bien pire que celle des journaliers et des valets de ferme d'autrefois ».

Mais la régression de la production du bétail devait être bientôt accompagnée d'un mouvement de régression dans la production des céréales. Car moins il y a de bétail, et moins il y a d'engrais. Mais, fréquemment, la culture de la terre souffrit aussi là où une diminution de l'élevage entraîna une diminution du nombre des bêtes de trait. Dans le même sens agit l'accroissement des corvées personnelles et des corvées d'attelage, qui réclamaient le bras du paysan et ses ressources de travail à l'heure où il en avait le plus pressant besoin pour sa propre exploitation.

Précisément au temps où devint plus grande la quantité de produits que l'agriculture dut livrer à la ville, au temps où il devint nécessaire de couvrir le déficit né de là par de plus grandes provisious d'engrais et par un travail plus inteuse du sol. les provisions d'engrais et le travail du sol furent toujours réduits davantage. La conséquence de cela fut la régression de l'exploitation paysanne, l'épuisement croissant du sol, la stérilité croissante de la terre. C'est à peine si elle suffisait à maintenir le paysan à flot dans les bonnes années ; une année malheureuse ou l'irruption d'un ennemi, qui n'étaient autrefois que des maux passagers, suffisaient maintenant à le ruiner entièrement.

Nous avons vu comment le paysan, au XVIe siècle, devint un végétarien ; au XVIIe et au XVIIIe il cessa, en mainte région, de manger à sa faim. On connaît la description que cent ans avant la grande révolution La Bruyère donna du paysan français : « L'on voit certains animaux farouches, des mâles et des femelles, répandus par la campagne, noirs, livides et tout brûlés du soleil, attachés à

la terre qu'ils fouillent et qu'ils remuent avec une opiniâtreté invincible ; ils ont comme une voix articulée, et quand ils se lèvent sur leurs pieds, ils montrent une face humaine. Ils se retirent la nuit dans des tanières où ils vivent de pain noir, d'eau et de racines... »

Dans maint village, les paysans ne vivaient que d'herbe et de choux. Massillon, évêque de Clermont-Ferrand, écrivait, en 1740, à Fleury : « Notre population agricole vit dans une terrible misère... le plus grand nombre manquent même pendant la moitié de l'année du pain d'orge et d'avoine qui forme leur unique nourriture. »

Pendant les mauvaises années la situation du paysan était absolument épouvantable, et, par suite de la stérilité croissante du sol, celles-ci devenaient toujours plus fréquentes. De 1698 à 1715, la population de la France tombe, par suite des crises répétées, de 19 à 16 millions.

Le gouvernement de Louis XV fut plus pacifique que celui de Louis XIV ; les charges provenant de la guerre furent moindres ; mais la pression des charges féodales resta. Elles devinrent insupportables, beaucoup de paysans s'enfuirent volontairement de leur propriété qui les enchaînait à la misère, et trouvèrent plus avantageux de devenir ouvriers salariés ou même mendiants ou voleurs. Déjà, en 1750, Quesnay déclarait qu'un quart de la terre labourable était inculte ; immédiatement avant la révolution française, Arthur Young déclarait qu'un tiers de la terre arable (plus de 9 millions d'hectares) était inculte.

La situation n'était pas partout aussi mauvaise qu'en France, où la puissance gouvernementale dominait absolument le paysan, et se trouvait, en même temps, dans les mains d'une noblesse de cour aussi insolente que dénuée de conscience, cupide et aveugle. Cependant, en Allemagne aussi, la condition des paysans était misérable, et leur abandon de leurs terres, très fréquent.

d) *Le système des trois assolements devient une entrave insupportable pour l'agriculture.*

Même dans les contrées dans lesquelles il ne se trouvait pas une noblesse arrogante pour diminuer, par la violence, les ressources alimentaires qu'offrait le système d'exploitation agricole régnant, même là, ce système devint, au cours du XVIII[e] siècle, une entrave toujours plus gênante. Par endroits, la population était déjà devenue si dense qu'elle réclamait une extension des ressources alimentaires par le passage à un système d'exploitation plus élevé. Un tel système s'était déjà développé en Angleterre, où, par l'effet de conditions spéciales, les fondements de l'agriculture féodale furent ruinés par une série de révolutions, depuis la réformation de Henri VIII, jusqu'à la « glorieuse révolution » de 1688, et où la voie avait été ouverte au développement d'une agriculture capitaliste intensive, qui remplaça l'exploitation des pâturages par la stabulation permanente et la culture de plantes fourragères, et qui produisit, à côté des céréales, des pommes de terre, des raves et des choux. Mais on vit qu'il y avait impossibilité à en introduire, d'une manière générale, les résultats sur le continent européen sans révolutionner les conditions de propriété existantes. La confusion des diverses zones de terre arable et la contrainte de sole rendaient impossible toute innovation à l'intérieur de l'antique système de culture à trois assolements. Si quelques agriculteurs en vinrent à la culture de plantes récemment introduites, de pommes de terre par exemple, ce ne fut que dans leurs jardins potagers, pour lesquels la contrainte de sole n'existait pas, ou dans des domaines plus importants qui s'étaient séparés de la communauté territoriale.

A côté du besoin d'un accroissement de production des subsistances, ce fut le besoin d'adapter la production aux demandes du marché, qui rendit le mode d'exploitation traditionnel intolérable, au moins pour les grands agriculteurs qui produisaient pour le marché un excédent considérable.

Le mode de production du moyen âge était excellemment adapté aux besoins d'une société d'égaux, qui avaient tous le même genre d'existence et produisaient pour leurs propres besoins. Alors la communauté territoriale convenait bien, avec son alternat régulier de blés de mars, de blés d'automne et de jachères. Maintenant paraissait le marché avec ses besoins changeants, maintenant se développait l'inégalité parmi les compagnons du village dont les uns produisaient à peine ou tout juste, sur leurs terres, ce dont ils avaient besoin pour eux-mêmes, tandis que les autres produisaient un surplus. Les uns, les petits, continuaient à produire pour leur consommation personnelle, ils étaient attachés fermement à la communauté territoriale. Pour les autres, elle devenait une entrave, car, quoi que pût réclamer le marché, ils ne pouvaient produire rien d'autre sur leurs terres que ce que prescrivait la communauté territoriale.

De même se développa un antagonisme d'intérêts relativement aux restes du pâturage commun. Le petit paysan en avait besoin, il ne possédait pas les moyens de passer à une forme plus haute d'exploitation ; le partage du pâturage commun lui aurait rendu presque impossible la possession de bestiaux. Ce dont il avait le plus grand besoin, c'était une plus grande quantité d'engrais. Le partage du pâturage commun lui donnait peut-être plus de terre, mais diminuait ses provisions d'engrais, car il le forçait à limiter le nombre de ses têtes de bestiaux. Les grands paysans, au contraire, considéraient comme un criminel gaspillage d'employer au pâturage des terres qu'ils auraient pu, avec leurs moyens,

exploiter d'une manière beaucoup plus productive. Et de leur côté se trouvaient les théoriciens, les représentants du mode d'exploitation plus élevé qui s'était développé en Angleterre.

Pour passer à ce mode d'exploitation il était nécessaire de jeter à bas le compromis entre le communisme foncier et la propriété privée, que représentait le système d'exploitation du moyen âge ; il devenait nécessaire d'établir la propriété privée complète, de partager le pâturage commun, de supprimer la communauté territoriale et la contrainte de sole, de détruire l'état de mélange des lopins de terre disséminées, de les réunir, et de faire ainsi du propriétaire foncier le propriétaire complet de ses terres réunies en une superficie continue, qu'il pût maintenant exploiter en se réglant exclusivement sur les exigences de la concurrence et du marché.

Mais si nécessaire que fût cette révolution des conditions de la propriété rurale, le développement économique ne produisit pas dans la population rurale une classe qui eût pu donner l'impulsion et créer la force nécessaire pour cette révolution.

Cependant l'agriculture n'a pas, dans la société actuelle, une existence indépendante ; son développement dépend de la manière la plus étroite du développement social. Cette initiative et cette force révolutionnaire que l'agriculture ne produisait pas de soi-même, elles lui furent apportées des villes. Le développement économique de *la ville* avait totalement transformé la situation économique des campagnes et rendu nécessaire une transformation des conditions de propriété. Le même développement créa à *la ville* ces classes révolutionnaires qui, par leur soulèvement contre la puissance féodale, apportèrent la révolution politique et juridique dans les campagnes, où elles réalisèrent souvent au milieu des cris d'allégresse de la masse de la population paysanne, mais

parfois aussi malgré sa résistance, les transformations devenues nécessaires.

Tout d'abord ce fut la bureaucratie urbaine de l'absolutisme éclairé qui tenta ces transformations, pas toujours d'une manière heureuse, souvent avec une uniformité mécanique, la plupart du temps, malgré son ton hautain, de façon irrésolue et mesquine. Ce n'est qu'en 1789, lorsque les classes révolutionnaires de Paris se soulevèrent sous la conduite politique de la bourgeoisie, et lorsque la prise de la Bastille appela les paysans asservis à secouer les charges féodales, que la transformation des conditions de la propriété rurale commença tout d'abord dans la France même, et ensuite sous son influence dans les pays voisins, à suivre une marche rapide et décidée.

En France la transformation se produisit illégalement et violemment, c'est-à-dire d'un coup et de telle façon que les paysans ne furent pas seulement délivrés de leurs charges, mais acquirent encore des terres faisant partie des domaines confisqués du clergé et des émigrés, dans la mesure où la bourgeoisie ne s'en empara pas.

En Prusse, la transformation fut la suite nécessaire de la défaite d'Iéna. Elle s'y produisit, comme dans l'Allemagne en général, d'une manière pacifique et légale, c'est-à-dire que la bureaucratie réalisa les changements devenus inévitables avec autant de lenteurs et d'hésitations, en dépensant autant de travail et d'argent qu'il était possible, s'efforçant toujours avec anxiété d'obtenir l'assentiment des hobereaux au profit desquels tourna, en fin de compte, tout ce mouvement, qui n'était pas encore achevé en 1848. Les paysans durent chèrement payer aux hobereaux ce chemin pacifique et légal — le payer d'argent comptant, d'une partie de leurs terres et de nouveaux impôts.

« Nous pouvons estimer la somme payée par les paysans à la noblesse et au fisc, pour s'affranchir de charges

qui leur avaient été iniquement imposées, à un minimum de 300 000 000 thalers, peut-être à 1 000 000 000 de marks.

« Un 1 000 000 000 de marcks pour recouvrer, exempt de charges, la plus petite partie du sol qui leur avait été ravi depuis quatre cents ans ! La plus petite partie, car la noblesse et le fisc se réservèrent la partie de beaucoup la plus importante sous forme de biens de majorats et autres terres nobles et domaines (1). » Les recherches plus récentes n'ont fait que confirmer l'exposé de Wolff.

De la même façon l'agriculture se modernisa en Russie après la guerre de Crimée. Les paysans furent débarrassés, non seulement du servage, mais encore de la meilleure partie de leurs terres.

Mais quelque pitoyable que fût souvent la révolution là où elle se produisit pacifiquement et légalement, son résultat final a partout été le même : la suppression des charges féodales d'un côté, des restes du communisme primitif du sol de l'autre, l'établissement de la propriété privée complète de la terre. La voie était ouverte à l'agriculture capitaliste.

(1) Fr. Engels, dans son introduction aux excellents *Schlesische Milliarde* de Wilhelm Wolff, qui parurent d'abord dans la *Neue Rheinische Zeitung*, en 1849, et en 1886 furent publiés à Zurich.

IV

L'AGRICULTURE MODERNE

a) *Consommation de la viande et production de la viande.*

Accroissement des apports d'engrais, c'est-à-dire accroissement du chiffre des têtes de bestiaux malgré la limitation de la surperficie du sol servant à la production du fourrage, d'une part; accroissement de la capacité d'adaptation aux besoins du marché, d'autre part, telles étaient les deux exigences principales auxquelles devait satisfaire la nouvelle agriculture, pour le développement de laquelle la révolution bourgeoise avait préparé le terrain juridique, après que les conditions préalables d'ordre technique et social avaient été données.

Mais l'accroissement du nombre des têtes de bestiaux ne répondait pas seulement à un besoin de l'agriculture, elle répondait aussi à un besoin du marché. Depuis le XVIe siècle la consommation de la viande avait bien diminué dans les villes aussi, mais seulement d'une manière relative, en proportion du chiffre de la population urbaine, pas toujours absolument. Au contraire l'extension de cette population suivait fréquemment une marche rapide, et nulle part la diminution relative de la consommation de la viande ne fut aussi grande dans les villes que dans les

campagnes. En dépit de toute misère, dans les villes le niveau de vie est plus élevé, en partie par suite de l'influence du niveau élevé de la vie des capitalistes et des aristocrates, qui consomment dans la ville les fruits de l'exploitation qu'ils pratiquent sur tout le pays, en partie parce que la concentration des salariés rend plus facile leur lutte pour le salaire; enfin, parce que le genre de vie et le mode de travail des villes ont pour conséquence de tels dommages pour la santé, que la reproduction de la force de travail exige dans les villes un niveau de vie plus élevé que dans les campagnes. Le citadin, qui travaille dans des espaces clos, qui fatigue fréquemment ses nerfs seuls, non ses muscles, a besoin, s'il veut rester capable de travail, d'une quantité plus considérable de nourriture animale que le travailleur des champs. Mais l'accroissement de la consommation de viande relativement plus grand à la ville qu'à la campagne pourrait aussi avoir été rendu plus facile par ce fait que le bétail, avant l'introduction des chemins de fer, était celui des produits agricoles qui (à l'état de vie) pouvait être transporté le plus facilement et le plus loin, celui que le paysan habitant loin du marché pouvait le plus aisément y amener.

D'après Settegast les frais de transport par grand chemin s'élèvent, par rapport à la valeur de la marchandise, par quintal et par mille, aux sommes suivantes : pour 100, paille 15, pommes de terre 10, foin 7,50, lait, fruits frais 3,75, seigle, orge, avoine 2, froment, légumes secs 1,50, animaux vivants 0,25. La différence entre les frais de transport des autres produits, même du froment, et ceux des animaux vivants est énorme.

La différence entre la consommation de la viande dans les villes et dans les campagnes a été pour France exprimée en chiffres.

La consommation de la viande s'y élevait, par tête, d'après l'enquête de 1882, en cette année :

A Paris	à	79,31 kilogrammes
Dans les autres villes	»	58,87 »
A la campagne	»	21,89 »
Dans toute la France	»	33,05 »

Depuis 1882 se manifeste d'ailleurs en France une tendance à l'effacement de la différence existant dans la consommation de la viande entre la ville et la campagne. Elle diminue à la ville, elle augmente à la campagne. D'après l'enquête de 1892, la consommation de viande, par tête, dans la population urbaine, était tombée de 64 kil. 60 en 1882 à 58 kil. 10, avait diminué de 6 kil. 50; et pendant ce temps elle s'était élevée dans la population rurale de 21 kil. 89 à 26 kil. 25, avait augmenté de 4 kil. 36.

Plus vite se développèrent la grande industrie capitaliste et les moyens de communication, plus vite les villes s'accrurent, et plus vite durent s'accroître les besoins de viande, même sans que, ni à la campagne ni à la ville, le bien-être de la population s'accrût. Il pouvait même se faire que la consommation de viande s'accrût et qu'en même temps le bien-être à l'intérieur de la ville ou à la campagne ou en même temps ici comme là décrût, pourvu seulement que les villes eussent crû assez rapidement. L'accroissement de la consommation de la viande, sur lequel les économistes apologistes insistent si volontiers, n'est rien moins qu'un signe infaillible de l'accroissement du bien-être national; la diminution relative, souvent même absolue, de la population à la campagne, par rapport à la population urbaine croissant rapidement, absolument et relativement, cette diminution bien moins contestable, bien plus frappante, suffit souvent à expliquer l'accroissement de la consommation de la viande, dans la mesure où il se produit réellement. Il doit aussi être favorisé par la diminution de la fréquence des naissances, c'est-à-dire l'augmentation du pourcentage des catégories d'âges

consommant de la viande, la diminution de celui des éléments de la population qui ne mangent pas ou mangent peu de viande, des petits enfants.

Dans un article de O. Gerlach, sur « la consommation de la viande et les prix de la viande » (1), dans le *Dictionnaire des Sciences de l'Etat*, se trouvent indiqués plusieurs exemples de villes qui, dans la première moitié de notre siècle, donnent le spectacle non d'un accroissement, mais d'une diminution de la consommation de la viande. A Munich la consommation annuelle de la viande de bœuf, de veau, de mouton et de porc, par tête, s'éleva :

Dans la période	1809/19 à 111 kil.	Dans la période	1839/49 à 86 kil.
» »	1819/29 à 104 »	» »	1849/59 à 75 »
» »	1829/39 à 93 »		

A partir de cette époque la consommation s'élève un peu.

A Hambourg la consommation annuelle d'une famille s'élevait en moyenne :

Dans la période	1821/25 à 598 liv.	Dans la période	1841/45 à 429 liv.
» »	1826/30 à 523 »	» »	1846/50 à 339 »
» »	1831/35 à 452 »	» »	1851 à 379 »
» »	1836/4 à 448 »	» »	1852 à 372 »

Parmi les exemples récents de diminution de la consommation de la viande, le plus frappant est assurément *Paris*, dont la population, de 1887 à 1896, s'est accrue de 300.000 têtes, tandis que sa consommation annuelle de viande pendant la même période est tombée de 185 millions à 173 millions. Ici nous trouvons donc non-seulement une diminution *relative*, mais même une diminution *absolue*. Pourtant ceci est un phénomène exceptionnel. Dans la règle, l'accroissement des grandes villes se produit si vite que la consommation de viande dans les

(1) *Fleischkonsum und Fleischpreise*, in *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*.

villes s'accroît d'une manière absolue, même si elle baisse relativement.

L'accroissement absolu de la consommation de viande a été rendu possible par l'accroissement du nombre des têtes de bestiaux, qui caractérise la première moitié de notre siècle. Dans les huit anciennes provinces prussiennes, par exemple, le nombre des moutons s'est élevé :

Années	Tout à fait améliorées	A moitié améliorées	Pas améliorés	Ensemble
1816	719 209	2 367 010	5 174 186	8 260 405
1849	4 452 913	7 942 718	3 901 297	16 296 928

Le nombre des têtes de moutons atteignit son maximum entre 1860 et 1865. En 1864 on comptait sur le territoire mentionné 19.314.667 moutons; en 1883 on n'en comptait plus que 12.362.936. Cette diminution doit être principalement attribuée à la concurrence d'outre-mer, fait sur lequel nous reviendrons. Avec lui commence une nouvelle époque pour l'agriculture. Pour le moment nous ne parlons en général que de ce qui exista jusque vers 1870-75, bien que parfois, là où la tendance ne s'est pas modifiée et où nous ne possédons pas de matériaux suffisants des temps précédents, nous employons des matériaux plus récents pour illustrer ce que nous disons. Faisons dès maintenant cette déclaration pour prévenir les malentendus.

A côté du nombre de têtes de moutons s'est élevé aussi le nombre de têtes des autres bestiaux. On comptait dans les huit anciennes provinces de Prusse :

Désignation	1816	1840	1864
Chevaux.	1 243 261	1 512 429	1 863 009
Bêtes bovines (veaux non compris)	4 013 912	4 975 727	6 111 994
Porcs.	1 494 369	2 238 749	3 257 531
Chèvres	143 433	359 820	871 259

L'accroissement de la production de viande était pourtant plus grand encore que ces chiffres ne l'indiquent, vu qu'en même temps au cours de ce siècle se produisit un *accroissement* considérable du *poids moyen* de chaque tête de bétail. Thaer compte comme poids moyen d'une vache 450 livres; environ 25 ans plus tard (en 1834) Schweitzer estime le poids moyen d'une vache à 500-600 livres. Aujourd'hui il y a de nombreuses exploitations dans lesquelles les vaches pèsent en moyenne 1000, voire même 1200 livres.

D'après l'enquête agraire faite en France en 1892, le poids moyen de la viande s'élevait en ce pays :

Désignation	1862	1892
Pour les bœufs, vaches, taureaux . .	225 kilog.	262 kilog.
» veaux.	39 »	50 »
» moutons.	18 »	20 »
» porcs.	88 »	94 »

En même temps que l'accroissement de la production de la viande, avait lieu un accroissement de la production des céréales. Ce phénomène apparaît avec le plus de netteté en France depuis la révolution de 1789. On compte ici la production par millions d'hectolitres.

Désignation	1789	1815	1848
Froment	34	44	70
Seigle, etc.	46	44	40
Pommes de terre.	2	20	100

b) *Méthode de culture alternante. Division du travail.*

D'où proviennent ces étonnants résultats? De la transformation profonde opérée dans l'ensemble de l'exploitation agricole, qui suivit, en Angleterre, les révolutions du XVII[e] siècle, sur le continent européen, la révolution de 1789 et ses contre-coups.

Depuis que le propriétaire foncier avait acquis la propriété complète de sa terre, que la contrainte de sole, l'arrière-pacage et le pacage communs avaient cessé d'exister, et que l'allmend avait été divisé, toute contrainte avait cessé pour lui de faire manger ses bestiaux dans les pâturages. Les conditions techniques d'une méthode supérieure d'exploitation du bétail étaient déjà données, un certain nombre d'herbes fourragères ayant été introduites, qui sur une même superficie fournissaient de bien plus grandes quantités de fourrages que les pâturages. Si l'on transformait ceux-ci en terres labourées, si on les plantait d'herbes fourragères, et si, au lieu de conduire le bétail dans les pâturages, on l'élevait même l'été à l'étable et l'y nourrissait, on pouvait dans le même domaine élever beaucoup plus de bestiaux sans limiter le moins du monde les terres plantées de céréales. Les avantages de la culture d'herbes fourragères et de la stabulation permanente étaient même si grands qu'il n'était nullement nécessaire de consacrer à la culture de plantes fourragères l'ensemble des

pâturages transformés en terres labourées. On n'avait besoin d'en employer qu'une partie à cette culture, et on pouvait pourtant accroître le nombre des têtes de bestiaux. L'autre partie des terres ainsi conquises, on pouvait la consacrer à la culture des céréales.

C'étaient d'énormes superficies qui étaient ainsi gagnées pour cette dernière. D'après Roscher, on ne pouvait, avec la culture à trois assolements, sur un sol moyen, employer à la culture des grains que 20 °/₀ du territoire. Au contraire, Thünen admettait qu'avec la méthode de culture alternante, jointe à la stabulation permanente, 55, même 60 °/₀ du territoire pouvaient être employés à la culture des céréales.

Mais en même temps le nombre accru de têtes de bestiaux fournit au champ plus d'engrais et des forces de travail animales plus nombreuses. La culture du sol put par cela seul devenir meilleure. Non seulement la superficie consacrée aux céréales crût, mais le produit d'une surface déterminée plantée de céréales crut aussi, grâce à cette révolution agricole. Le produit moyen du froment, par hectare, est évalué dans l'enquête déjà mentionnée, relative à la France :

Pour la période de		1816-1820	à	10,22	hectolitres
»	»	1821-1830	»	11,90	»
»	»	1831-1840	»	12,77	»
»	»	1841-1850	»	13,68	»
»	»	1851-1860	»	13,99	»
»	»	1861-1870	»	14,28	»
»	»	1871-1880	»	14,60	»
»	»	1881-1890	»	15,65	»
»	»	1891-1895	»	15,83	»

Mais les effets de la révolution produits dans les conditions de production ne se sont pas arrêtés là.

Depuis que le propriétaire a acquis la propriété complète de sa terre, a cessé aussi l'obligation de ne cultiver absolument que des céréales sur la superficie qui ne sert pas à la nourriture du bétail. Il put cultiver aussi d'autres

plantes réclamées par le marché, sur les exigences duquel dut se régler toujours davantage la culture du sol, plantes que, sous l'ancien système de culture à trois assolements, il n'avait ordinairement pas pu cultiver ou n'avait pu cultiver que dans son jardin, plantes servant à l'alimentation, comme par exemple, les pommes de terre et légumineuses, ou plantes industrielles (plantes oléagineuses, comme le colza, le pavot, etc., plantes textiles, comme le lin ou le chanvre, plantes colorantes, comme la garance, le pastel, etc., plantes aromatiques, houblon, cumin, ou autres plantes industrielles comme le tabac).

En cultivant à tour de rôle ces différentes plantes et en faisant alterner leur culture avec celle des céréales et des plantes fourragères, on trouva qu'elles n'épuisaient pas toutes le sol de la même manière et que par une succession rationnelle des différentes espèces de fruits le rendement pouvait s'élever beaucoup. Les unes, plantes céréales, oléagineuses, textiles, prennent principalement leur nourriture dans la partie superficielle du sol. Ce sont les plantes qui épuisent le sol. Les autres l'épargnent, l'améliorent même sous beaucoup de rapports, en diminuant la mauvaise herbe par leur fort ombrage, en utilisant, grâce à leurs profondes racines, le sous-sol, et en rendant le sol meuble, un certain nombre enfin (luzerne, légumineuses) en prenant à l'air son azote et en l'accumulant.

Les avantageux résultats de la succession des cultures étaient déjà connus des anciens Romains. Mais il n'en fut fait une application systématique dans de grandes proportions qu'au milieu du siècle dernier, en Angleterre, d'où le système de succession des cultures arriva en Allemagne et en France. Il ne devint général qu'en notre siècle.

La culture alternante permettait un nombre infiniment grand de combinaisons, si l'on voulait tenir compte des conditions changeantes de la culture et du marché, un nombre de combinaisons qui s'accrut dans la mesure où

le développement des communications et les recherches scientifiques firent connaître à l'agriculture européenne de nouvelles plantes cultivées. Selon W. Hecke l'agriculture de l'Europe centrale a adopté pendant le cours des temps une centaine d'espèces diverses de plantes cultivées.

Mais parallèlement au développement de la culture alternante se produisit un développement de la division du travail parmi les exploitations agricoles. La culture à trois assolements avait eu pour objet la satisfaction des besoins personnels du paysan et du seigneur ; aussi avait-elle dans toute l'Europe moyenne les mêmes caractères. Chaque village, chaque paysan produisait dans la règle les mêmes choses, quelles que pussent être les conditions du sol. Maintenant apparaissait la production pour le marché et en même temps la concurrence. La question était pour chaque agriculteur de produire, entre les produits demandés, celui que, selon la nature du sol et l'emplacement de ses terres, selon les conditions des communications, selon l'importance de son capital et l'étendue de sa propriété etc., il pouvait produire à meilleur compte. Les diverses exploitations se spécialisèrent. Les unes donnèrent la préférence à la culture du sol, d'autres à l'élevage, d'autres encore à la pomiculture ou à la viticulture. Les agriculteurs et les éleveurs eux-mêmes se sont à leur tour divisés en de nombreux sous-genres ; les uns parmi ces derniers se consacrent à la laiterie, d'autres à la production de bétail engraissé, d'autres à l'élevage de jeunes animaux, etc., etc.

La division du travail est poussée particulièrement loin en Angleterre et aux Etats-Unis. « On fait en Angleterre, à l'intérieur d'une même espèce animale, d'autres subdivisions encore, ainsi par exemple dans la laiterie, où l'on distingue la production du lait pour la vente à l'état frais, de la production du lait pour la préparation du beurre, et de la production du lait pour la préparation

du fromage. Pour chaque but spécial on emploie des races animales et des spéciales méthodes d'élevage. L'Angleterre du Nord doit être considérée comme le pays classique de la division du travail très étendue dans l'agriculture (1).

Cette division du travail peut, dans des conditions favorables (climat et sol appropriés, hauts salaires, marché avantageux), conduire à une renaissance de l'exploitation des pâturages, mais sous une forme plus haute, plus intensive, sous une forme capitaliste, liée à de grandes dépenses pour des placements de longue durée, pour des engrais supplémentaires, pour des travaux de culture et pour l'acquisition de bestiaux parfaits. Nous trouvons une exploitation de pâturages de ce genre, exploitation moderne, capitaliste, dans l'Angleterre du Sud par exemple. Elle n'a absolument rien de commun avec celle du système à trois assolements.

A côté de la division du travail entre les diverses exploitations appartenant à divers propriétaires se développe la division du travail à l'intérieur d'une même exploitation, du moins à l'intérieur des grandes exploitations.

Dans l'agriculture féodale, les grandes exploitations n'étaient pas à ce point de vue essentiellement supérieures aux petites. La plus grande partie de ses forces de travail, humaines aussi bien qu'animales, était fournie à chaque seigneur par ses sujets, les paysans, et ceux-ci devaient effectuer leurs corvées personnelles et leurs corvées d'attelage avec leurs propres instruments et outils, chariots, charrues, etc. La différence entre la grande et la petite exploitation ne consistait pas dans la supériorité de l'outillage et dans le plus haut degré de division du travail de la première, mais seulement en ce

(1) Bachkaus, *Die Arbeitstheilung in der Landwirthschaft*, (*Conradsche Jahrbücher*, 1894, p. 341).

que le paysan contraint à la corvée effectuait ici aussi mollement et aussi mal que possible le travail forcé qu'il faisait pour un autre en employant les mêmes moyens qu'il employait là à travailler pour lui-même avec tout le zèle et tout le soin que comporte le travail pour soi et pour les siens.

Seule l'agriculture moderne, dans laquelle l'agriculteur, dans la grande exploitation aussi bien que dans la petite, produit avec ses propres instruments, son propre bétail, ses propres ouvriers, a pu développer dans la grande exploitation une division du travail essentiellement supérieure à celle qui règne dans l'exploitation paysanne.

La division du travail à l'intérieur d'une même exploitation, aussi bien que la division du travail entre les exploitations et la diversité des cultures et des méthodes de culture, ont nécessairement conduit à un perfectionnement des ouvriers, des instruments et outils, des semences et des races animales. Mais nécessairement aussi elles ont considérablement accru la dépendance de l'agriculture vis-à-vis du commerce.

Actuellement le paysan ne produit plus lui-même, non seulement comme industriel, mais même comme agriculteur, tout ce dont il a besoin. Il est obligé d'acheter non seulement plus d'instruments et des instruments plus chers qu'autrefois, mais encore une partie de ses subsistances, que son exploitation spécialisée ne produit plus ou ne produit plus en quantité suffisante. En particulier, en même temps que la division du travail s'accroît le nombre des agriculteurs, principalement des petits, qui laissent passer au second plan la culture des grains et sont par suite obligés d'acheter des grains ou de la farine. Parfois ils ne produisent plus dans leur propre exploitation la semence et dans la règle ils n'y produisent plus les animaux destinés à la reproduction, du moins en ce qui concerne le gros bétail ; des exploitations spéciales

se consacrent à la production et à l'amélioration des semences et des diverses races animales ; c'est à elles que l'agriculteur achète ce qui répond le mieux aux besoins actuels de son exploitation. D'autre part, à son tour, il vend du bétail, celui qui n'a plus d'utilité pour lui, — telle, par exemple, dans une exploitation de laitage, une vache qui ne peut plus donner assez de lait, — ou celui qui a atteint le stade correspondant au but spécial de l'exploitation, comme, dans une exploitation qui élève des génisses et des bouvillons, ceux qui sont devenus mûrs pour le travail ou pour la production du lait. Plus l'exploitation est spécialisée, plus le bétail est utilisable pour elle sous telle ou telle forme seulement, et plus rapide est pour elle le mouvement des transactions. Mais plus aussi se développe le commerce et plus il prend sous sa dépendance le petit paysan, qui n'embrasse pas d'un coup d'œil le marché et tombe plus facilement dans l'embarras. Le commerce devient une source abondante de dommage et d'exploitation pour le paysan.

La dépendance de l'agriculture vis-à-vis du commerce s'accroît en général dans la mesure où se développent le commerce et la circulation en général, dans la mesure où l'accumulation du capital révolutionne les conditions de communications.

Cette révolution, qui a son point de départ dans le capital urbain, accroît la dépendance de l'agriculteur à l'endroit du marché, mais change aussi sans cesse pour lui les conditions du marché. Une branche de production qui était lucrative lorsqu'un grand chemin reliait seul le marché voisin au marché du monde, devient désavantageuse et doit être remplacée par une autre si un chemin de fer est construit à travers la région, lequel apporte par exemple des céréales à plus bas prix, de sorte que la culture des céréales cesse d'être rémunératrice, mais en même temps crée la possibilité de débouchés pour le laitage. Le développement des moyens de communication

apporte aussi toujours dans le pays de nouvelles plantes cultivées ou des plantes cultivées améliorées, il permet de faire venir de distances toujours plus grandes des animaux de race et aussi des bestiaux d'usage. L'étalon anglais va aujourd'hui dans le monde entier ; et l'importance de l'envoi des bestiaux d'usage dans des régions lointaines se manifeste de la façon la plus frappante dans les droits de douane et dans les cris poussés par les agrariens pour obtenir des droits plus élevés, bien que les bestiaux ne soient pas uniquement importés pour l'abatage immédiat, mais aussi pour des buts agricoles, tels les bestiaux maigres destinés à l'engraissement, les vaches, les chevaux.

Mais le processus de la transformation moderne de l'agriculture atteignit une hauteur particulière lorsque les conquêtes de la science moderne, mécanique, chimie, physiologie végétale et animale, furent transportées des villes, où elles avaient été faites, dans les campagnes.

c) *La Machine dans l'Agriculture.*

Au premier rang il faut nommer les *machines*. Les brillants résultats que la machine produisit dans l'industrie, durent faire naître la pensée de l'introduire dans l'agriculture ; la grande exploitation moderne rendait possible cette introduction par sa division du travail, — d'un côté la division des travailleurs en travailleurs manuels et en travailleurs munis d'une culture scientifique, de l'autre côté la spécialisation des instruments et outils et leur adaptation à des travaux spéciaux — et par la production en masse pour le marché.

L'exploitation au moyen de machines a pourtant de plus grands obstacles à surmonter dans l'agriculture que

coming of the machine

dans l'industrie. Tout d'abord des obstacles d'ordre technique. Dans l'industrie, le lieu où se fait le travail, la fabrique, est créé artificiellement, et est par suite adapté aux exigences de la machine. Dans l'agriculture le lieu où fonctionnent la plupart des machines est créé par la nature, la machine doit s'adapter à lui. Cela n'est pas toujours très facile, et c'est parfois totalement impossible. Dans la règle, l'emploi de la machine dans l'agriculture suppose déjà un haut degré de culture du sol.

Mais ce ne sont pas seulement des difficultés techniques, ce sont aussi des difficultés économiques qui s'opposent à l'emploi de la machine dans l'agriculture. Dans celle-ci la majorité des machines ne sont utilisées que pendant une petite partie de l'année, dans l'industrie c'est du commencement à la fin de l'année. Toutes choses égales d'ailleurs, l'économie de force de travail au moyen de la machine est donc dans celle-ci bien plus considérable. Si de deux machines tenant lieu chacune de dix forces de travail par jour, l'une est actionnée seulement 10 jours par an, l'autre 300 jours, l'économie annuelle de travail s'élève avec l'une à 100 journées de travail, avec l'autre à 3000 journées. Si l'une et l'autre s'usent en 5 ans, l'économie totale de travail s'élève par le moyen de la machine agricole à 500 journées de travail, par le moyen de la machine industrielle à 15.000. Ce qui veut dire que, si la valeur de chacune de ces machines est par exemple de 1000 journées de travail, l'introduction de la machine industrielle signifie une économie de 14.000 journées de travail, celle de la machine agricole au contraire un gaspillage de 500 journées de travail.

Ce rapport s'aggrave encore, pour l'agriculture, de ce fait que sous le régime de la production capitaliste, la machine n'a pas pour rôle d'effectuer des économies de force de travail, mais de salaire. Plus bas sont les salaires, d'autant plus difficultueuse est l'introduction de machines. Mais à la campagne les salaires sont dans la règle,

pour une série de raisons, beaucoup plus bas qu'à la ville : par suite, la tendance à remplacer la force de travail humaine par la machine est moindre.

A cela s'ajoute encore une autre différence entre l'industrie et l'agriculture. La machine dans l'industrie n'exige ordinairement pas des ouvriers plus intelligents et plus habiles que le métier ou la manufacture. Les travailleurs que forment les modes de production industrielle antérieurs à la grande industrie lui suffisent. Et l'ouvrier, qui travaille toute l'année à la même machine, devient bientôt extraordinairement habile à la servir.

Il en est autrement avec les machines agricoles. Elles sont souvent très compliquées et réclament déjà pour leur service une intelligence considérable. Mais précisément à la campagne, dans les derniers siècles, les conditions de l'éducation populaire et du développement intellectuel ont été très défavorables. Très souvent la machine n'y trouve pas les forces de travail dont elle a besoin.

Mais l'ouvrier agricole ne travaille pas non plus toute l'année à la même machine, et par suite, il lui est impossible de s'habituer à son maniement comme l'ouvrier industriel.

Enfin, à l'inverse de la grande industrie, l'agriculture est souvent pratiquée loin des chemins de fer et des fabriques de machines; par là le transport de machines lourdes et les réparations de machines particulièrement compliquées, sont rendus bien plus difficiles et bien plus coûteux.

Malgré toutes ces difficultés, l'emploi des machines dans l'agriculture se développe rapidement, preuve de la perfection qu'elles ont atteinte.

Pour la France, nous avons des chiffres permettant de suivre le développement qui s'est produit pendant trente ans. On y comptait dans l'agriculture :

	1862	1882	1892
Machines à vapeur et locomobiles.	2 849	9 288	12 037
Batteuses	100 733	211 045	234 380
Semoirs	10 853	29 391	47 193
Moissonneuses et ratisseuses. . .	18 349	35 172	62 185

Dans l'empire allemand, on comptait comme exploitations agricoles avec application de

	1882	1895
Charrues à vapeur	836	1 696
Semoirs	63 842	20 673
Moissonneuses	19 634	35 084
Batteuses à vapeur	75 690	259 059
Autres batteuses	298 367	506 869

Ainsi partout, en particulier pour les batteuses, un fort accroissement, excepté pour les semoirs, qui sont supplantés par les drills dont, en 1882, on ne parlait pas du tout. En 1895, ils étaient en usage dans 140 792 exploitations.

Le pays d'origine des machines agricoles est l'Angleterre. Elle avait développé le machinisme dans l'industrie plus tôt que tout autre pays, mais elle offrait aussi les conditions les plus favorables à l'entrée de la machine dans l'agriculture. Perels voit une de ces conditions dans ce fait que le pays se trouve presque partout dans un état de civilisation avancé. Les agriculteurs sont dans la règle des capitalistes, et les fabriques de machines existent en grand nombre ; presque chaque petite ville en possède une, de sorte que les réparations ne constituent pas de trop grandes difficultés.

A côté de l'Angleterre, ce furent les Etats-Unis qui

développèrent le mieux le machinisme agricole, poussés par le manque de travailleurs agricoles et par leurs exigences relativement aux salaires. Ce développement était facilité par la haute intelligence de l'ouvrier américain, il était rendu difficile par la faible cultivation du sol et par l'éloignement où se trouvaient la plupart des exploitations agricoles des fabriques de machines. Aussi les machines agricoles d'Amérique sont-elles d'un autre genre que celles d'Angleterre, construites d'une façon beaucoup plus simple et plus solide, mais leur travail n'est pas toujours aussi parfait que celui des machines anglaises.

En Allemagne, la situation est moins propice au développement du machinisme agricole. Dans l'ouest et dans le sud, le sol est trop morcelé; dans l'est prédomine bien la grande exploitation, mais le niveau de vie et le degré de culture des travailleurs agricoles y sont trop bas, les fabriques de machines y sont à de trop grandes distances. La situation la plus avantageuse est celle de la province de Saxe, où nous trouvons l'exploitation en grand, une population ouvrière intelligente et de nombreuses fabriques de machines. Dans tout le pays de Bade se trouve seulement une charrue à vapeur; dans le Wurtemberg, il n'y en a pas une; au contraire, dans la province de Saxe, des charrues à vapeur sont employées dans 428 exploitations. Mais aussi dans le reste de l'Allemagne, la machine sait victorieusement surmonter les obstacles qui s'opposent à elle, comme le prouve, indépendamment de la statistique citée plus haut, le rapide essor de la fabrication des machines agricoles. A l'exception des charrues à vapeur, qui sont toujours mieux confectionnées en Angleterre, et des moissonneuses qui viennent, pour la plus grande partie, des Etats-Unis, l'Allemagne produit elle-même toutes les innombrables machines dont l'agriculture a aujourd'hui besoin.

L'économie de force de travail n'est pas le seul but des

machines. Dans l'agriculture ce but s'efface même parfois devant d'autres. C'est surtout avec la batteuse qu'il semble se trouver au premier plan. Il se trouve beaucoup d'agronomes, comme, par exemple, Th. v. d. Goltz, qui lui attribuent une influence décisive sur le dépeuplement des campagnes. « Quelque utile et indispensable que soit la batteuse pour l'exploitation agricole, son emploi étendu a exercé une funeste influence sur la condition des travailleurs agricoles. Le battage avec le fléau était, autrefois, l'occupation principale des travailleurs agricoles pendant l'hiver. Le battage avec la machine réclame beaucoup moins de personnes; souvent, pour obtenir le plus vite possible beaucoup de céréales vendables, il est entrepris pour la plus grande partie déjà en automne, particulièrement là où l'on emploie la batteuse à vapeur. »

Pour remédier au mal, v. d. Goltz propose « de limiter l'emploi de la batteuse et particulièrement de la batteuse à vapeur, » en apparence dans l'intérêt des ouvriers agricoles, en réalité dans l'intérêt des propriétaires fonciers, pour lesquels, comme il le dit lui-même, « le désavantage occasionné par cette limitation serait abondamment compensé, sinon tout de suite, du moins à l'avenir, par l'accroissement du nombre des travailleurs disponibles en été (1). »

Par bonheur, cette sympathie conservatrice pour les ouvriers n'est rien de plus qu'une utopie réactionnaire. La batteuse est trop avantageuse « tout de suite », pour que les propriétaires fonciers veuillent, en vue d'un profit « dans l'avenir », renoncer à son emploi. Et ainsi elle continuera à exercer son activité révolutionnaire; elle chassera les ouvriers agricoles dans les villes et deviendra ainsi un puissant moyen, d'un côté d'élever les sa-

(1) *Die ländliche Arbeiterklasse und der preussische Staat*, p. 144, 145.

laires à la campagne, d'autre part d'y favoriser la continuation du développement du machinisme.

Comme le montre déjà la précédente citation, la batteuse n'est pas seulement importante parce qu'elle économise la force de travail, mais aussi parce qu'elle travaille beaucoup plus vite que les forces de travail humaines. Cette rapidité n'est pas de petite importance depuis que la production pour le marché a pris la place de la production pour l'usage personnel. Maintenant il s'agit de tirer rapidement parti des conjonctures du marché, mais c'est ce que peut le producteur de céréales d'autant plus facilement que ses céréales sont plus vite prêtes pour le marché, c'est-à-dire battues. Si le battage était autrefois un des travaux de l'hiver qui, à côté de l'industrie domestique, occupaient le paysan, actuellement le battage s'effectue, de plus en plus, par l'emploi de la batteuse, immédiatement après la récolte, en pleine campagne, ce qui permet d'épargner le temps de la rentrée et d'éviter les pertes de grains qui, pour quelques fruits, par exemple pour le colza, se produisent toujours pendant le chargement et le déchargement. Perels, dans son livre sur « l'importance des machines pour l'agriculture (1) », indique des cas où les frais considérables de la batteuse ont été payés par une seule vente favorable de la marchandise plus rapidement apprêtée, telle qu'il la faut pour le marché.

Plus encore que la batteuse, la moissonneuse est importante, non seulement par l'économie de travail, mais encore par la plus grande rapidité des travaux effectués. Le succès de l'exploitation pour l'année entière dépend du résultat de la récolte. Celle-ci est serrée en peu de jours. Toute perte de temps peut apporter de grands dommages. Une machine qui réduit le plus possible la dépense de temps est ici de la plus haute valeur ; mais

(1) *Die Bedeutung des Maschinenwesens für die Landwirtschaft.*

l'économie de travail et de temps rend aussi l'agriculteur plus indépendant de ses ouvriers, qui ne sont jamais plus indispensables qu'au temps de la récolte et, par suite, émettent en ce temps leurs plus hautes prétentions de salaires, sont le plus facilement disposés à la grève. Il est caractéristique que même les exploitations qui font encore faucher à la main se munissent parfois de moissonneuses, sans les employer, uniquement pour être protégées contre les grèves. C'est ainsi que Kærger raconte dans son livre sur les ouvriers de Silésie et de Pologne qui vont chercher du travail en Saxe, que dans la province de Saxe il y a des moissonneuses dans toutes les grandes exploitations de betteraves, mais principalement comme moyen d'empêcher les ouvriers de se mettre en grève. Le fauchage à la main y est préféré, tant que les ouvriers y sont nombreux et dociles, parce que les céréales, par l'effet du fumage énergique, ont une tendance à rester couchées, ce qui rend la machine impuissante. Depuis que Kærger a fait cette communication (1890), des moissonneuses ont d'ailleurs été inventées, qui sont en état de faucher même les céréales couchées.

Mais la machine ne remplace pas seulement l'homme, elle effectue encore des travaux que celui-ci ou ne peut pas du tout, ou ne peut jamais aussi parfaitement effectuer. Elle atteint ce résultat ou par sa plus grande précision ou par sa plus grande force.

Parmi les machines du premier genre, il faut compter les semoirs, les distributeurs d'engrais et les machines épuratoires pour les céréales.

L'ensemencement se fait beaucoup mieux à la machine qu'à la main. Par suite, l'ensemencement à la machine remplace l'ensemencement à la main, même là où celui-ci est meilleur marché.

Les semoirs en lignes et les semoirs par rangées ont seuls rendu possible la culture par lignes et par rangées sur de grandes superficies ; par elles sont atteints des

résultats qui sont inaccessibles avec l'ensemencement aux larges jets. « Les plus hauts rendements ne peuvent être atteints que par un ensemencement en lignes exécuté avec soin. » (Settegast).

Le ventage à la pelle ronde, « auquel reste fidèle aujourd'hui encore maint paysan à la foi rigide, affirmant qu'il fournit les meilleures semailles », a été remplacé par les machines épuratoires et par les machines de séparation, les trieurs, qui écartent toutes les mauvaises herbes et autres impuretés ainsi que les grains de semence endommagés, distribuent les grains selon la grandeur, le poids et la forme, établissent ainsi de bonnes semailles et préparent une marchandise uniforme, pure.

Parmi les machines dont la remarquable utilité consiste surtout dans leur grand déploiement de forces, il faut citer, en première ligne, la *charrue à vapeur*.

Les céréales n'ont pas absolument besoin, pour bien croître, d'un labourage profond. Aussi du temps de la culture à trois assolements on ne labourait pas profondément. « Eckhard indique encore (en 1854) dans son Economie Expérimentale, comme étant la meilleure profondeur du sillon de la charrue, suivant la nature du sol, 2 1/2, 3 et tout au plus 4 pouces, et seulement à titre d'exception, pour certaines quantités de terrains, 5 à 6 pouces. Il met expressément en garde contre un labourage plus profond de la terre. Des indications semblables se trouvent encore dans le Dictionnaire Economique Général de H. H. Zickens (5e Edition, 1780) (1). » Mais lorsque la culture alternante se fit jour, on ne tarda pas à trouver que quelques-unes des plantes dont la culture était récente, luzerne, pomme de terre, betteraves, poussaient mieux lorsque le sillon avait été plus profond. On inventa de nouvelles charrues, on renforça l'attelage,

(1) Th. v. d. Goltz, article *Ackerbau*, (*Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, I, p. 28).

pour labourer plus profondément, et l'on trouva que cela exerçait aussi une influence favorable sur la culture des céréales. Par le labourage profond, l'influence d'une trop grande humidité ainsi que d'une sécheresse persistante se trouvait diminuée. En outre le sol labouré d'une manière profonde s'échauffe plus facilement que celui qui n'est cultivé qu'à la surface, et il est moins favorable à la mauvaise herbe.

Mais avant tout la culture profonde a pour but de mettre à la disposition de la plante, pour le déplacement de ses racines, une plus grande quantité d'un sol tel qu'elle y trouve les conditions de son développement.

Dans toute exploitation rationnelle on laboure aujourd'hui beaucoup plus profondément qu'au début de notre siècle. Si 4 pouces étaient alors la règle, la règle est aujourd'hui le double, et dans la culture profonde on va jusqu'à 12, 15 pouces et plus.

« C'est dans la culture profonde que se trouve l'avenir de notre agriculture... Mais pour pratiquer la culture profonde d'une manière énergique, il faut une force de travail plus régulière et plus puissante que la force animale » (Perels). La *machine à vapeur* a fourni cette force de travail.

Le même Perels, que nous avons plusieurs fois cité, et qui est peut-être l'homme qui a le plus contribué à la diffusion de la charrue à vapeur en Allemagne, écrit à son sujet :

« Les avantages que la culture à la vapeur a sur la culture par attelage résultent des considérations suivantes :

» 1. Il est hors de doute et il n'est contesté par personne que le travail de la charrue à vapeur est infiniment meilleur que celui de la charrue mue par un attelage...

» La supériorité du travail de la charrue à vapeur se manifeste par une plus grande sûreté de récolte et par un plus haut rendement ; cela est prouvé

partout où la charrue à vapeur a fonctionné pendant plusieurs années.

» Un autre avantage de la charrue à vapeur consiste en ce qu'on peut commencer à travailler la terre au bon moment et finir avant l'arrivée de la fin de l'automne. Immédiatement après la récolte, c'est-à-dire en un temps où dans la plupart des exploitations on ne dispose pour labourer ni de travailleurs ni d'animaux d'attelage, on est en mesure de commencer à écroûter la terre... A la fin de l'automne, époque où différemment le travail devrait être suspendu, la charrue à vapeur travaille encore sans de trop grandes difficultés, si bien qu'avant le commencement de l'hiver le travail du sol peut être terminé. Cet avantage de la charrue à vapeur doit être apprécié comme il convient, en particulier pour les régions dans lesquelles l'hiver commence de très bonne heure (1). »

Si, malgré ces avantages, la charrue à vapeur, dans beaucoup de régions, ne peut pas s'acclimater, cela tient à ce que les obstacles mentionnés plus haut à l'application de la machine dans l'agriculture agissent contre la charrue à vapeur plus encore que contre toute autre machine. Elle ne peut être employée là où existent des difficultés considérables du terrain, là où des pierres nombreuses et fortes se trouvent dans le sol ; elle ne peut être employée non plus dans des champs marécageux, et dans de petits lopins de terre. L'apprentissage des ouvriers n'est pas facile, des réparations sont souvent nécessaires ; mais surtout ce sont les frais importants qu'elle nécessite qui font obstacle à son emploi. Les charrues à vapeur à deux locomotives coûtent 40 000 marks (50 000 francs) et plus ; celles à une locomotive, qui sont moins rationnelles, plus de 30 000 marks. Leur emploi

(1) *Die Anwendung der Dampfkraft in der Landwirtschaft*, p. 307-309.

— ainsi que celui des batteuses à vapeur — est facilité par un système de location.

L'Angleterre, patrie de la charrue à vapeur, est le pays qui en fait l'usage le plus étendu. Ce n'est que vers 1850-1855 que l'on réussit à établir une charrue à vapeur d'un usage pratique. En 1867, d'après les rapports de la *Royal Agricultural Society*, la culture du sol au moyen de la vapeur n'était encore pratiquée que dans 135 domaines. Au contraire, les statistiques officielles dressées pour l'exposition de Wolverhampton en 1871 firent connaître ce résultat, qu'à cette époque plus de 2 000 charrues à vapeur fonctionnaient déjà en Angleterre. En Allemagne au contraire il n'y en avait alors que 24. Pourtant, dès 1882, on comptait 836 exploitations qui employaient des charrues à vapeur, en 1895 on en comptait 1696. Dans les grandes exploitations de la province de Saxe elles sont d'un emploi général.

Dans les grands domaines d'Autriche et de Hongrie la charrue à vapeur s'emploie aussi de plus en plus.

Mais ce n'est pas seulement pour le labourage, c'est tout aussi bien pour le laminage, pour le hersage, que l'agriculture a besoin de la machine à vapeur. Aussi dans le battage elle se montre fort supérieure à la machine à molette actionnée par le cheval, pour ne pas parler de la machine à molette actionnée par la main. Dans les ravières de Saxe, vraies exploitations modèles de culture intensive, les céréales, abstraction faite du seigle, dont la paille doit servir comme paille d'engerbage, sont régulièrement battues avec la machine à vapeur. Même chez les paysans, la molette de la batteuse est presque entièrement remplacée par la locomobile (1).

Comme système de pompes dans les travaux d'irrigation et de drainage, la machine à vapeur rend aussi de

(1) Kærger, *Die Sachsengängerei*, p. 13.

précieux services, ainsi qu'enfin dans la préparation du fourrage, dans son étuvement, dans les moulins, dans les hache-paille, dans les scies à bois, etc.

Wüst déclare dans le *Manuel de l'Agriculture* de Goltz (1) : « Malgré la mauvaise utilisation de la chaleur, la force de la vapeur est pour l'agriculture la force la meilleur marché, en même temps qu'elle peut être employée presque partout. »

C'est pourquoi le nombre des machines à vapeur en usage dans l'agriculture est aussi en train de se développer avec rapidité. On comptait en Prusse comme machines à vapeur immobiles et mobiles :

	1879		1897		Augmentation	
	Nombre	Chevaux-vapeur	Nombre	Chevaux-vapeur	Nombre	Chevaux-vapeur
Dans l'agriculture .	2731	24310	12856	132805	470 °/ₒ	546 °/ₒ
Dans l'exploitation des mines, l'industrie, les moyens de communication (abstraction faite des chemins de fer et bateaux à vapeur).	32606	910574	68204	2748994	209 °/ₒ	302 °/ₒ

On le voit, l'accroissement du nombre des machines à vapeur agricoles n'a pas seulement été prodigieux d'une manière absolue, il a aussi été plus rapide que dans les autres branches du travail.

Mais peut-être l'électricité est-elle appelée à célébrer dans ce domaine encore des triomphes plus grands encore que la vapeur, d'une part à chasser celle-ci des travaux dont elle s'est emparée, et d'autre part à remplacer la

(1) *Handbuch der Landwirtschaft*, II, p. 721.

force de travail humaine et animale dans des travaux restés jusqu'ici inaccessibles à la vapeur. Là où la locomobile et la transmission par câbles ne peuvent pénétrer, la force électrique peut encore être aisément transportée. Celle-ci se laisse aussi partager sans difficulté, et sa production ne suppose pas absolument l'emploi du charbon. Dans les régions qui sont trop éloignées de centres miniers pour que le travail à la vapeur soit rémunérateur, mais qui disposent de force hydraulique à bon marché, l'électricité peut rendre avantageux le labourage au moyen de machines. La charrue électrique est aussi d'ailleurs considérablement plus légère que la charrue à vapeur. « Les grandes charrues à vapeur, dont les machines à vapeur fournissent jusqu'à 50 chevaux-vapeur, pèsent lorsqu'elles sont garnies, c'est-à-dire avec l'eau et le charbon, jusqu'à 22 tonnes, tandis que les petites arrivent rarement à peser moins de 14 à 16 tonnes. » La charrue électrique de 20 chevaux-vapeur pèse 8 tonnes, de 50 chevaux-vapeur, 12 tonnes. « L'avantage principal que la charrue électrique a sur la charrue à vapeur se trouve dans le moindre poids de la première, qui seul rend possible l'emploi de la machine pour le labourage dans beaucoup de cas où l'on a affaire à un terrain accidenté et mou, et qui permet en outre à poids égal d'obtenir des résultats beaucoup plus considérables qu'avec la machine à vapeur » C. Kottgen, « L'électrotechnique dans l'état actuel de son développement est-elle déjà susceptible de passer avec de fortes chances de succès au service de l'agriculture en vue de l'accroissement du produit économique net ? » (Annales agricoles de Thiel, xxvi, fascicules 4 et 5) (1).

L'électricité est déjà souvent employée à des usages pratiques dans les biens ruraux. Un spécialiste de nos amis nous fait part de l'existence d'un système d'électri-

(1) Thiel, *Landwirtschaftliche Jahrbücher*, xxvi, Heft 4 bis 5.

cité dans le domaine d'un Monsieur F. Prat, dans le département du Tarn (France).

Une chute d'eau qui peut fournir 30 chevaux-vapeur actionne une turbine, qui à son tour est assolée avec une machine dynamo-électrique. La machine dynamo-électrique employée est capable de fournir un courant de 375 volts. Sur toute l'étendue du domaine se trouvent des fils de fer supportés par des piquets, comme cela est l'usage. Et le courant est pris à ces fils de fer là où il est utilisé.

Jusqu'à ce jour la force a été utilisée presque exclusivement pour le labourage, par le moyen d'un moteur à tourniquet de 18 chevaux-vapeur.

A côté d'autres avantages, la présence de la force électrique a celui de permettre d'éclairer électriquement toute la superficie du domaine. Cela permet dans des cas pressants, par exemple pendant la récolte, de travailler dans la campagne aussi la nuit — ce qui est un avantage pour le propriétaire, à vrai dire plutôt que pour ses salariés.

En Allemagne aussi il existe déjà des biens ruraux où est installée l'électricité. En septembre dernier (1897) on relata même des tentatives faites dans les environs de Kolberg pour approvisionner de force électrique d'*un point central soixante domaines*, en vue d'améliorer et de rendre meilleur marché l'exploitation agricole. Mais nous n'avons pas entendu parler du résultat de ces tentatives.

Parmi les organisations mécaniques permettant une économie des forces, on peut compter à côté des machines les chemins de fer de campagne. Les frais de transport jouent dans l'agriculture un grand rôle. L'agriculture doit mouvoir sur de grandes distances de grandes masses de produits d'une valeur relativement faible, engrais, paille, foin, raves, pommes de terre, etc. L'établissement de bons chemins coûte beaucoup d'argent et prend beaucoup de place. Et sur les meilleurs chemins de campagne

les résistances dues au frottement sont encore très grandes. Aussi les chemins de fer de campagne sont-ils très avantageux. Un attelage peut sur un chemin de fer de campagne venir facilement à bout du quadruple de la charge qu'il pourrait mouvoir sur la grande route. Et un chemin de fer de campagne peut sans travaux préparatoires et sans peine être établi là même où l'établissement d'un chemin est impossible, sur des marais, des champs labourés, des prairies marécageuses, etc. Le chemin de fer de campagne ne se borne pas à économiser du travail d'attelage, souvent il rend seul possibles d'importants transports de matériaux sans lesquels beaucoup d'améliorations ne seraient pas exécutables.

Les améliorations comptent également dans leur partie essentielle — travaux d'irrigation et de drainage — parmi les ressources mécaniques de l'agriculture. Par opposition à celles dont nous avons traité jusqu'ici, elles sont de date très ancienne. En Orient nous trouvons des travaux de ce genre aux temps préhistoriques. Mais dans la partie de l'Europe qui se trouve au Nord des Alpes, les procédés d'amélioration ne se sont du temps de la culture à trois assolements que fort peu développés. Le climat ne rendait pas nécessaires les travaux d'irrigation, les terres humides étaient employées comme prairies. Tant que l'on eut de nouvelles terres, des forêts et des pâturages à défricher, le besoin ne se fit pas sentir de faire des améliorations au sens étroit du mot, et la main d'œuvre faisait aussi défaut. Et lorsque la population devint plus dense, alors les charges féodales commencèrent à écraser le paysan et à lui prendre la force et les ressources dont il aurait pu disposer pour les améliorations. Seule la Révolution créa les conditions nécessaires.

Parmi les améliorations modernes l'un des plus importants est le drainage, le desséchement du sol par un réseau souterrain de tuyaux en terre cuite, amélioration qui n'a été rendue possible que par les progrès de la

fabrication des briques. Le drainage rend le sol plus sec, plus doux, plus relâché et permet de le travailler plus facilement ; par lui, le sol s'échauffe plus facilement et d'une manière plus durable, « de sorte que les suites du drainage sont l'équivalent d'un changement de climat » (Hamm). En Ecosse on a observé que les récoltes du sol drainé ont coutume de précéder de 10 à 14 jours celles du sol non drainé.

En Angleterre, le drainage a élevé le produit brut de terres déjà cultivées d'une moyenne de 20 à 30 %. Beaucoup de champs n'ont été rendus propres à la culture de céréales et d'herbes fourragères que par le drainage.

d) *Engrais, Bactéries.*

Non moins que l'ingénieur, le chimiste et le physiologiste, celui-ci en particulier à l'aide du microscope, ont révolutionné l'agriculture.

Du temps de la culture à trois assolements, tous les bestiaux sans exception devaient se contenter du fourrage que le pâturage et la prairie leur offraient. Aujourd'hui le développement des communications a mis d'innombrables fourrages à la disposition de l'agriculture ; à côté de ceux que l'agriculteur cultive, ceux qu'il achète, en particulier ceux que l'on peut se procurer à bon marché comme produits ou déchets de l'industrie, si bien qu'il a avantage à employer ses terres à d'autres cultures qu'à celle de plantes fourragères. Mais la physiologie animale lui montre la valeur des différents fourrages, lui apprend à les employer et à les préparer conformément à l'âge, au sexe, à la race, à l'emploi de l'animal — en quoi, comme nous l'avons déjà vu, la machine joue un grand rôle — de manière à maintenir autant que possible les

forces et les capacités de l'animal et à obtenir l'effet utile le plus grand possible.

Mais la physiologie végétale lui enseigne les conditions qu'il doit assurer à la plante pour obtenir, sans gaspillage de matériaux, de temps et de force, le rendement le plus considérable et le plus durable. A côté du labour du sol, dans lequel, comme nous l'avons vu, la machine joue un grand rôle, la considération la plus importante est celle du *fumage*, des soins à prendre pour que le sol contienne en bonne proportion les substances solubles dont la plante a besoin pour croître. La chimie ne lui fait pas seulement connaître ces substances, elle produit aussi artificiellement celles qui manquent au sol, et que l'agriculteur ne pourrait pas produire en quantité suffisante ou sans dépenses excessives dans sa propre exploitation.

Le fumier des étables ne suffit pas à lui seul à maintenir l'équilibre de l'agriculture moderne qui produit pour le marché, et pour un marché qui, pour la partie de beaucoup la plus considérable, ne rend plus les substances alimentaires qu'il a reçues.

Par là le sol devient chaque jour plus pauvre de ces éléments minéraux qui servent à la constitution des plantes cultivées. Les méthodes perfectionnées de culture, culture de plantes fourragères à racines profondes, labourage profond, etc., ont assurément accru le rendement des champs, mais seulement par un dépouillement, par un épuisement du sol plus intense et plus rapide. « La fertilité du sol peut assurément être considérablement accrue aux dépens de sa richesse en substances nutritives, et cela à l'aide de l'amélioration physique progressive du sol par un fort emploi de fumier d'étables, par des procédés de relâchement mécanique, par l'emploi de la chaux, etc. Cependant, avec le temps, cette façon de procéder ne diminue pas seulement la richesse du sol, mais aussi sa fécondité. » (Werner).

C'est un des inoubliables mérites de Liebig d'avoir découvert ce fait et d'avoir énergiquement combattu l'intensive exploitation par grappillage dont la culture perfectionnée du sol de la première moitié de notre siècle donnait le spectacle. Il posa ce principe, que la fertilité de nos champs ne peut durer, ne peut s'accroître d'une manière continue que si on leur restitue les éléments constitutifs qui leur ont été pris sous forme de produits agricoles expédiés au marché. Les déchets des villes doivent être renvoyés à l'agriculture. Dans son ouvrage sur « La Chimie appliquée à l'agriculture et à la physiologie (1) » (1re partie : Le processus chimique de la nutrition des végétaux), il écrivait entre autres choses : « Un concours de circonstances fortuites (introduction de la culture de la luzerne, découverte du guano, introduction de la culture de la pomme de terre, plâtrage) a fait croître la population de tous les Etats européens en une proportion anormale, cette proportion n'étant pas en rapport avec la richesse productive de ces pays. La population ne pourrait se maintenir à ce niveau, si le mode d'exploitation actuel ne change pas, qu'à deux conditions :

« 1° Si par un miracle divin les champs recouvraient la fécondité que leur ont ravie la sottise et l'ignorance ;

2° Si l'on découvrait des dépôts de fumier ou de guano d'une extension comparable à celle des mines de houille d'Angleterre.

« Nul homme raisonnable ne considère comme *probable* ou possible la réalisation de ces conditions...

« L'introduction des water-closets dans la plupart des villes anglaises a pour conséquence que, tous les ans, les conditions de la reproduction des substances nécessaires à la nutrition de trois millions et demi d'hommes sont irréparablement perdues.

(1) *Die Chemie in ihrer Anwendung auf Agrikultur und Physiologie.*

« La partie de beaucoup la plus considérable de l'énorme masse d'engrais que l'Angleterre importe tous les ans retourne par les fleuves jusqu'à la mer, et les produits ainsi créés ne suffisent pas à alimenter le surcroît de la population.

« Ce qu'il y a de pire, c'est que cette destruction de parti-pris se produit dans tous les pays européens, bien que dans des proportions moins considérables qu'en Angleterre. Dans les grandes villes du continent, les autorités dépensent tous les ans de fortes sommes pour rendre inaccessibles aux paysans les conditions du rétablissement et du maintien de la fécondité des champs.

« De la solution de la question des égouts des villes dépendent le maintien de la richesse et du bien-être des Etats et les progrès de la culture et de la civilisation (1) ».

Liebig énonçait ces propositions pour la première fois il y a un demi-siècle. Depuis cette époque, la haute valeur des excréments humains comme engrais et la nécessité de les livrer à l'agriculture, ont été reconnues il y a longtemps ; mais la solution de la question des égouts que préconisait Liebig est plus éloignée aujourd'hui que jamais. On n'a pas réussi jusqu'ici à trouver, pour éloigner les excréments humains des grandes villes, un système qui, sans dépenses exagérées, donne satisfaction à la fois aux exigences de l'hygiène et à celles de l'agriculture. Le système des parcs d'irrigation tel qu'il est appliqué à Berlin nous paraît, de tous ceux qui ont été introduits jusqu'ici, le plus convenable au point de vue de l'hygiène, car il évite l'infection des rivières par les vidanges emportées dans les canaux. A vrai dire on ne pourra guère considérer comme un moyen de restituer à l'agriculture les substances qui lui sont enlevées, les

(1) *Op. cit.* pp. 125, 128, 129, 153.

quelques parcs d'irrigation qu'on peut établir aux environs de chaque ville. La question pourrait être résolue dans l'état présent de la technique très simplement, sans grandes dépenses, et même avec bénéfices, par exemple par le système de l'irrigation, si l'antagonisme des villes et des campagnes était supprimé, si la population était distribuée de manière à peu près uniforme sur toute la surface du pays. Mais à cela, avec le système actuel de la production, il n'y a pas à penser.

Moins on réussit jusqu'ici à mettre à profit pour l'agriculture les excréments humains des villes, plus s'accrut d'autre part le dépouillement du sol par les méthodes de culture intensive dont nous avons déjà parlé et par l'accroissement de la production pour le marché, et plus la science et la pratique eurent recours à un palliatif pour restituer au sol les substances nutritives qui lui étaient prises, plus elles s'efforçèrent d'inventer et de fabriquer des engrais subsidiaires pouvant donner au sol les substances dont avaient besoin les plantes que l'on cultivait, et pouvant les donner sous la forme le plus facilement assimilable à la plante. Le nombre de ces engrais importés ou fabriqués est énorme et s'accroît encore chaque jour; pour chaque qualité de terrain, pour chaque genre de culture, pour chaque espèce de plantes on fabrique et l'on mélange des espèces particulières d'engrais; on arrive par là non seulement à conserver au sol sa richesse, mais encore à l'accroître jusqu'à un certain degré; et même dans certains cas les engrais artificiels permettent dès maintenant à l'agriculteur de se passer complètement de culture alternante et de fumier, d'adapter entièrement la culture de ses produits aux exigences du marché, et de consacrer toute la surface dont il dispose pour la culture à la production pour le marché. Cette culture libre est la forme la plus parfaite qu'ait atteinte au point de vue technique et économique l'agriculture moderne.

Mais ce n'est pas seulement la fabrique de machines et le laboratoire du chimiste qui révolutionnent l'agriculture, c'est aussi l'atelier de l'opticien. Nous ne voulons pas insister ici sur l'importance de l'analyse spectrale pour la découverte de plusieurs substances, ni sur celle des appareils de polarisation pour l'industrie du sucre, de la photographie pour la connaissance des races et pour l'élevage du bétail ; nous voulons seulement attirer l'attention sur l'instrument d'optique le plus important pour l'agriculture, le *microscope*.

« Il a fallu longtemps, dit Hamm, pour comprendre comment on pourrait utiliser dans la pratique cet instrument aujourd'hui indispensable ; mais actuellement l'importance en est universellement reconnue et *en particulier l'agriculture ne peut plus s'en passer*. L'examen du sol au point de vue de ses éléments constitutifs doit absolument, dans l'état présent des choses, commencer avec le microscope... La structure intérieure des plantes, la nature de la cellule et de son contenu, la forme et la différence des grains de fécule et d'autres formations, ne nous ont été d'abord connues exactement qu'au moyen du microscope. C'est à lui que nous devons la connaissance de la reproduction des plantes cryptogames et celle des nombreux champignons, charbucles ou rouilles, champignons de pommes de terre ou oïdium, etc., qui attaquent les plantes cultivées et les endommagent fréquemment jusqu'à les rendre improductives. La distinction des différentes fibres des tissus, de la structure de la laine et des poils, la découverte de nombreux animalcules qui attaquent les produits et d'êtres tels que les bactéries, les vibrions de froment, les petites algues à cardère, les nématodes à raves, etc., ne peuvent être le résultat que de recherches microscopiques... Le microscope rend des services particuliers dans le contrôle des graines... Dans la main de l'homme exercé, le microscope rend des services que seul il peut rendre, comme

moyen de distinguer le vrai du faux, la semence de la mauvaise herbe (1). »

Depuis que Hamm a écrit ces lignes (1876), le microscope a permis un des progrès les plus importants de l'agriculture, par le développement de la bactériologie.

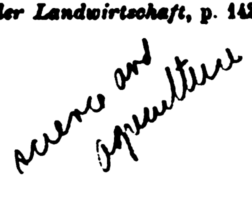
Grâce à ces progrès, l'agriculture est à même soit de préserver, soit de guérir plantes et animaux de bien des maladies très destructives — liénite, érysipèle des porcs, tuberculose, phylloxéra — soit tout au moins de se rendre compte avec certitude de la présence de ces maladies.

Dans la seconde partie du siècle dernier on découvrit ce fait que les légumineuses (légumes secs, trèfles et luzernes), à l'inverse des autres plantes cultivées, empruntent presque tout ce qu'il leur faut d'azote non au sol mais à l'air, qu'au lieu de rendre le sol plus pauvre en azote elles l'enrichissent. Mais elles ne possèdent cette propriété que s'il se trouve dans le sol certains microorganismes qui se fixent à leurs racines. Là où ils manquent, on peut par une inoculation appropriée opérée dans le sol, mettre les légumineuses en état d'enrichir le sol en azote et par là l'amender dans une certaine mesure pour la culture d'autres plantes. Elles permettent, ordinairement quand elles sont combinées avec des engrais minéraux appropriés (phosphates et potasses), de faire donner au sol d'une manière durable, sans le secours des fumiers, les plus hauts rendements. Ce n'est que cette découverte qui a donné à l'agriculture libre une base entièrement sûre.

e) *L'agriculture comme science.*

Quelle transformation profonde, de la culture à trois assolements du temps féodal à l'exploitation libre de la

(1) HAMM, *Die Naturkräfte in der Landwirtschaft*, p. 142 à 145.



fin du XIX[e] siècle ! Et la partie de beaucoup la plus considérable de cette transformation s'est accomplie en quelques dizaines d'années ! Ce n'est que de 1840 que datent les travaux de Liebig, qui ont frayé une voie nouvelle, et ce n'est que quinze ans plus tard que le mérite en a été universellement reconnu, au temps où la machine à vapeur faisait son entrée dans l'agriculture, et où la bactériologie enregistrait ses premiers succès pratiques dans ce domaine (en 1837, découverte du bacille de la pébrine des vers-à-soie et des champignons de la fermentation, en 1849, du bacille de la liénite).

En quelques dizaines d'années l'agriculture, autrefois la plus conservatrice de toutes les formes d'exploitation, qui pendant mille ans n'avait fait presque aucun progrès et qui dans ce laps de temps est restée parfois des siècles sans en faire aucun, l'agriculture est devenue l'une des plus révolutionnaires, sinon la plus révolutionnaire des formes d'exploitation moderne. Mais dans la mesure où elle se transformait, elle cessait d'être un *métier* dont la routine se transmettait de père en fils, pour devenir une *science*, ou plutôt un système de sciences, qui élargissent chaque jour le champ de leurs investigations et l'horizon de leurs connaissances théoriques. L'agriculteur qui n'est pas familier avec toutes ces sciences, le pur « praticien » assiste impuissant et perplexe à ces innovations ; et pourtant il ne peut pas s'en tenir à l'antique méthode, car il est devenu impossible de continuer à cultiver selon lès procédés éprouvés des pères et des aïeux.

Le développement qui fait entrer l'agriculture dans le domaine de la science se manifeste clairement dans l'histoire des écoles agronomiques, particulièrement des écoles supérieures. Ce développement n'apparaît pas seulement dans l'étendue et le contenu du programme : l'histoire extérieure des instituts agronomiques témoigne clairement des progrès de l'agronomie scientifique.

Thaer, qui étudia l'agriculture perfectionnée en Angle-

terre à la fin du siècle dernier et au commencement de celui-ci, qui chercha à lui donner un fondement scientifique et à l'acclimater en Allemagne, fut le premier qui reconnut la nécessité d'instituts spéciaux pour l'enseignement agronomique. Déjà en 1798, dans son ouvrage intitulé « Introduction à la connaissance de l'agriculture anglaise », il soutenait l' « idée de la fondation d'un Institut agronomique » ; et quelques années après il fondait le premier institut de ce genre (en 1802 à Celle, puis en 1804 à Mœglin). D'autres furent fondés quinze ans, vingt ans, trente ans plus tard, le premier, celui de *Hohenheim*, dans le Wurtemberg, en 1818. A chacun de ces instituts agronomiques était jointe une ferme modèle ; on les établissait donc en pleine campagne. C'était le seul moyen de donner aux élèves l'enseignement par les yeux, qui est nécessaire pour montrer, à côté de la « pâle théorie », l'application pratique. Car le nombre des biens exploités d'une manière rationnelle était alors très faible encore.

Cela changea au cours de la première moitié de notre siècle, sous diverses influences dont celle des établissements agronomiques n'était pas la moindre. Un nombre considérable de domaines importants passa à une exploitation rationnelle, organisée selon des principes scientifiques ; le jeune agriculteur cessa d'être réduit pour étudier l'application de la théorie aux fermes modèles des instituts.

Mais en même temps qu'augmentait le nombre des domaines exploités rationnellement, on élargissait et on approfondissait la matière de l'enseignement agronomique en raison des révolutions dont nous avons parlé plus haut, qui s'opérèrent dans la mécanique, dans la chimie, dans la physiologie et dans les conditions économiques et sociales en général. L'enseignement des instituts agronomiques avait de plus en plus besoin de nouvelles ressources scientifiques, de sciences auxiliaires et d'une atmosphère intellectuelle toujours plus haute. Les ins-

tituts isolés en pleine campagne suffisaient de moins en moins à leur tâche nouvelle.

Dans ce domaine aussi, Liebig fut un initiateur. En qualité de président de l'Académie bavaroise des Sciences, il prononça, en 1861, à Munich, un discours dans lequel il mit en lumière de la manière la plus saisissante l'insuffisance des instituts agronomiques établis à la campagne, et en réclama de toute son énergie le transfert dans les villes d'université. Autour de cette question s'engagea une controverse presque aussi passionnée qu'autour de la théorie de Liebig sur la richesse du sol et son épuisement. Mais dans le premier cas comme dans le second, le grand savant sortit vainqueur de la lutte, et partout on a donné satisfaction à son vœu. A l'exception de Hohenheim, tous les grands instituts agronomiques sont aujourd'hui établis dans des villes d'université, non seulement en Allemagne, mais aussi en Autriche, en France, en Italie, etc., soit à titre de facultés dans les universités, soit comme instituts indépendants (à Berlin, Vienne, Paris).

L'agriculture enseignée dans la grande ville ! Cela est l'illustration la plus saisissante de ce fait que l'agriculture est aujourd'hui sous l'entière dépendance de la ville, que le progrès, dans le domaine de l'agriculture, vient des villes.

Mais à vrai dire l'agriculture ne peut pas se contenter de sa science universitaire. Sans doute il serait ridicule de vouloir aujourd'hui encore appliquer à l'agriculture le proverbe : expérience passe science ; mais il serait aussi ridicule d'admettre que la science seule suffit. Plus encore que dans l'industrie, il faut ici la science et l'expérience, car la réalité à laquelle il faut appliquer la théorie est bien plus variée et plus complexe dans l'agriculture que dans l'industrie. Des essais, des expériences sont nécessaires, mais il faut avant tout garder constamment une vue claire de chaque partie de ce domaine aux aspects

multiples, et cela n'est possible que par une tenue des livres exacte et rationnelle.

Au temps de la culture à trois assolements, l'agriculteur, qui ne produisait guère que pour son besoin personnel, n'avait pas besoin de tenue des livres. Les conditions de toute exploitation dans une région donnée n'avaient pas reçu de modification essentielle depuis le temps des aïeux les plus lointains ; elles restaient simples et faciles à connaître. Il en est tout autrement dans l'agriculture moderne. Celle-ci a affaire à des conditions plus étendues et plus variées, qui changent constamment, conditions de production et de circulation, d'achat et de vente. Elle tomberait dans une confusion inextricable sans une comptabilité exacte et régulière. Cela est vrai de toute branche d'exploitation un peu importante dans l'organisation actuelle de la production, mais cela est plus vrai de l'agriculture que de l'industrie. Une entreprise industrielle moderne ne produit que des articles d'une même espèce ; un bien rural au contraire est une réunion des espèces d'exploitations les plus différentes, élevage, culture de la terre, jardins potagers, vergers, basse-cour, etc., qui fournissent les articles les plus différents. L'exploitation industrielle achète généralement tous ses moyens de production, vend tous ses produits ; dans l'exploitation agricole il en est autrement ; ici on n'achète qu'une partie de ses moyens de production ; l'autre partie est produite par l'exploitation elle-même ; bestiaux, fourrages, engrais, grains sont en partie achetés, en partie produits dans le bien même ; les salaires se paient moitié en argent, moitié en nature. Par suite on ne porte et on ne vend au marché qu'une partie des produits, l'autre est consommée par l'exploitation même. Enfin il n'est pas aussi facile d'apprécier les effets d'un moyen ou d'une méthode de production dans l'agriculture que dans l'industrie. Parfois il se passe des années avant qu'on en voie distinctement tous les résultats.

Tout cela rend indispensable pour l'agriculteur une comptabilité exacte et régulière, qui s'étend aux moindres détails, une comptabilité qui ne repose pas seulement sur des considérations commerciales, mais aussi sur des considérations scientifiques ; car l'agriculteur n'a pas seulement affaire au capital et au profit du capital, mais encore à la terre et à la rente de la terre ; or, celle-ci, dans la mesure où elle est rente différentielle, dépend de la richesse du sol ; l'agriculteur moderne, qui travaille rationnellement, doit se préoccuper aussi bien de conserver cette richesse et de l'accroître le mieux qu'il sera possible, que de faire fructifier son capital.

Rien ne caractérise mieux peut-être l'agriculture moderne que cette tenue des livres scientifique autant que commerciale. L'étroite alliance de la science et des affaires, qui caractérise tout le système de la production moderne, n'apparaît nulle part aussi clairement que dans l'agriculture. Celle-ci est la seule branche d'exploitation dont la comptabilité s'enseigne dans les universités.

que nous nous permettions ici une petite digression dans le domaine des abstractions économiques, et que nous fassions connaître rapidement notre point de vue théorique, celui des théories de Marx sur la valeur. la plus-value, le profit et la rente foncière. Nous nous bornerons naturellement à des indications, et renvoyons ceux de nos lecteurs qui n'ont pas encore fait connaissance avec les trois volumes du « Capital » de Marx, à cet ouvrage, s'ils veulent approfondir l'objet principal de ce chapitre.

Si nous considérons l'agriculture moderne, nous y remarquons deux faits fondamentaux : *la propriété individuelle de la terre* et le *caractère de marchandises* qu'ont tous les produits de la culture. Nous avons déjà étudié le premier de ces faits dans sa genèse ; nous allons nous occuper maintenant du second et de ses conséquences. Une marchandise est un produit du travail humain, qui n'a pas été fait pour être consommé par le producteur lui-même (ou pour être gratuitement livré à d'autres, membres de la famille, seigneur terrien, etc., pour leur consommation), dont le producteur n'a pas besoin et qui doit être livré à d'autres en échange de produits dont il a besoin.

Le rapport des quantités respectives de deux marchandises échangées l'une contre l'autre dépend au début surtout du hasard. Mais plus la production des marchandises se développe, plus l'échange se multiplie et a lieu régulièrement, et moins ce rapport reste soumis au hasard, plus on observe que le rapport d'échange est déterminé par une loi ; chaque marchandise a, dans des circonstances données, une *valeur d'échange* fixe. A un point plus avancé de l'évolution, l'échange devient vente, c'est-à-dire qu'une marchandise déterminée devient monnaie, marchandise qui a une valeur d'usage pour tout le monde, que chacun aime à recevoir en échange, et qui sert de mesure de valeur pour toutes les autres marchandises. La quantité fixe de monnaie — or ou argent — qu'on

donne pour une marchandise déterminée, s'appelle le *prix* de cette marchandise.

La valeur de la marchandise n'apparait que comme une *tendance*, comme une loi qui tend à régir le phénomène de l'échange ou de la vente. Le résultat de ce phénomène est le rapport d'échange réel à un moment donné, autrement dit le prix réel. La loi et son résultat sont naturellement deux choses différentes. Le savant qui étudie les phénomènes naturels et sociaux est obligé de les isoler, s'il veut découvrir les lois qui les régissent ; il doit considérer chaque phénomène en lui-même en le dégageant des circonstances accessoires qui le compliquent. C'est le seul moyen d'arriver à saisir les lois qui agissent sous les apparences extérieures ; ces lois une fois connues, on arrive facilement à comprendre les phénomènes superficiels ; en procédant inversement, on ne saisit ni les unes ni les autres. Cela est clair comme le jour et a été répété un nombre incalculable de fois, et cependant on n'en tient pas toujours compte, notamment dans la théorie de la valeur.

Qu'est-ce donc qui détermine la valeur d'échange, le rapport fixe, soumis à une loi, qui régit l'échange de deux marchandises ? L'échange résulte de la division du travail. La production des marchandises est cette forme de production où des travailleurs indépendants les uns des autres travaillent les uns pour les autres, chacun dans son industrie. Dans une société socialiste ils travailleraient directement les uns pour les autres ; comme producteurs indépendants les uns des autres ils ne peuvent travailler les uns pour les autres qu'en ce sens qu'ils échangent les produits de leur travail. Mais ils sont libres et égaux ; — ce n'est qu'entre libres et égaux qu'un vrai échange de marchandises est possible ; où une partie dépend de l'autre, on peut parler d'extorsion ou de rapt, mais non d'échange. Or un homme libre ne veut pas travailler gratuitement pour un étranger ; il ne veut

pas donner plus de travail qu'il n'en reçoit. Nous voyons ainsi naître la tendance à considérer comme équivalents pour l'échange deux produits qui ont coûté la même somme de travail ; à considérer la somme moyenne de travail nécessaire pour produire une marchandise comme déterminant sa valeur. Mais c'est une question de savoir si le producteur réalisera cette valeur sur le marché, si on lui paiera réellement au moins le prix de son travail ; cela dépend d'une série de circonstances, qu'on peut résumer toutes sous la rubrique de l'offre et de la demande.

Il est vrai que cette théorie, qui fait dépendre la valeur d'une marchandise de la somme de travail socialement nécessaire pour la produire, est combattue de la façon la plus vive par la science universitaire moderne. Mais en y regardant de plus près, on verra que toutes les objections viennent de ce qu'on confond la *valeur marchande*, d'une part avec la *valeur d'usage*, d'autre part avec le *prix*. Toutes les théories universitaires de la valeur aboutissent à représenter comme éléments de la valeur, à côté de la somme de travail, l'utilité du produit et la demande.

Il est évident que tout produit doit être utile, répondre à un besoin (réel ou imaginaire), s'il doit devenir marchandise, et acquérir de la valeur. La *valeur d'usage* est la *condition préalable de la valeur marchande*, mais elle ne détermine pas le montant de cette valeur. La condition de chaque échange est que les deux marchandises soient différentes de nature : sans cela l'échange n'aurait pas de raison d'être. Mais entre les valeurs d'usage de deux marchandises de nature différente il n'est pas possible d'établir une comparaison qui s'exprime simplement en chiffres, comme celle que réalise le rapport d'échange. Quand je dis : une aune de toile vaut dix fois autant qu'une livre de fer, il serait absurde de prétendre que cela tient à ce qu'une aune de toile sa-

tisfait dix fois autant de besoins ou est dix fois plus utile qu'une livre de fer. Les utilités de deux marchandises sont des concepts de nature tout à fait différents et incommensurables.

On peut sans doute mesurer la valeur d'usage relative de pièces différentes de la même espèce de marchandises : une paire de bottes solides a une valeur d'usage plus grande qu'une paire moins solide, un verre de vin de Rüdesheim une valeur d'usage plus grande qu'un verre de Grünberg. On paiera volontiers davantage pour la valeur d'usage la plus grande : la valeur d'usage est-elle donc aussi un élément de la valeur marchande ? Il le semblerait presque. Mais alors se pose la question : si la valeur d'usage la plus grande crée la plus grande valeur marchande, pourquoi chaque producteur d'un genre de marchandises ne produit-il pas uniquement des échantillons de la meilleure qualité ; pourquoi chaque cordonnier ne produit-il pas uniquement des souliers de l'espèce la plus solide, pourquoi chaque vigneron ne cultive-t-il pas des vins de première marque ? La réponse est très simple. Pour les souliers, la meilleure qualité — si nous faisons abstraction des différences particulières des ouvriers, de la matière brute, des outils, etc., qui, si on en tenait compte, ne changeraient rien au résultat — est la conséquence du travail le plus solide, donc *d'une plus grande somme de travail.* Et c'est cette somme de travail plus grande, et non la valeur d'usage plus grande, qui détermine la valeur marchande plus grande de la meilleure qualité. On dit, comme on sait, que les marchandises les plus chères coûtent le meilleur marché, c'est-à-dire qu'il y a entre leur valeur d'usage et la valeur d'usage des qualités inférieures un écart beaucoup plus fort qu'entre leurs valeurs marchandes respectives. Une paire de bottes de 12 marks dure peut-être deux fois autant qu'une paire de 10 marks.

Au contraire le prix plus élevé du Johannisberg ou du

Rüdesheim vient de ce qu'on ne peut pas cultiver partout des vins de cette espèce. Ici la loi de la valeur n'a plus d'effet du tout, parce que nous avons affaire ici au monopole. La loi de la valeur suppose la libre concurrence.

Quand, dans un genre de marchandises donné, des différences de qualité déterminent des différences de prix, elles peuvent toujours se ramener soit à des différences de sommes de travail, soit à des monopoles. Ce serait une folie d'admettre que, ni l'un ni l'autre de ces deux facteurs n'agissant, il y aurait encore un producteur doué de l'habileté moyenne qu'on est obligé de supposer, qui ne produirait pas exclusivement la meilleure qualité dans son genre de marchandises.

Ce qui est vrai de l'utilité plus ou moins grande est vrai aussi du *besoin* plus ou moins grand. Les variations de l'offre et de la demande peuvent sans doute expliquer pourquoi le prix — je ne dis pas la valeur — de la même marchandise peut monter ou baisser d'un jour à l'autre ; mais elles n'expliquent jamais pourquoi il y a un rapport constant entre les prix de deux genres de marchandises, pourquoi par exemple pendant plusieurs siècles, et en dépit de nombreuses oscillations, une livre d'or a toujours valu en moyenne environ 13 fois plus qu'une livre d'argent? On ne peut l'expliquer que par ce fait que pendant plusieurs siècles les conditions de production de ces deux métaux sont restées les mêmes. Il serait ridicule d'admettre que la demande d'or a constamment été treize fois plus grande que la demande d'argent.

On a honte littéralement d'être obligé de répéter ces explications pour la dixième fois, mais la nécessité s'en fait sentir de nouveau chaque fois qu'on vient à parler de la théorie de la valeur, parce que ses adversaires ne se lassent pas d'invoquer toujours contre elle les mêmes quiproquos. Voici par exemple le professeur Lujo Brentano qui, dans son dernier ouvrage sur la *Poli-*

tique agraire (1), vient à parler de la rente foncière et à cette occasion de la théorie qui la fonde, la théorie de la valeur. Il dit : « Ricardo et son école parlaient de valeur naturelle ; ils appelaient ainsi la somme des *frais* qu'a coûtés la production d'un bien. Les socialistes qui ont développé cette théorie appellent *valeur naturelle* la somme *de temps de travail social* nécessaire pour produire un bien. » Nous ne savons pas ce que Brentano entend par « temps de travail social ». Le temps de travail *socialement nécessaire* est sûrement autre chose. Brentano continue : « Les deux théories de la valeur — celle de Ricardo et celle de Marx — sont considérées aujourd'hui par la science comme réfutées. Déjà Hermann a montré qu'elles étaient insoutenables, quand il fit voir que les frais ne constituent qu'un des nombreux éléments qui déterminent le *prix* ; qu'il y a en outre l'urgence du besoin, l'utilité, la solvabilité, la possibilité de se procurer l'objet par ailleurs, l'obligation où se trouve le vendeur de vendre, la valeur d'échange du moyen de paiement et d'autres avantages offerts par l'acheteur, ainsi que la facilité de vendre dans une autre occasion, tous facteurs qui jouent un rôle dans la détermination du prix » (p. 84).

Ainsi « la science » n'admet plus la *théorie de la valeur* de Marx parce que le *prix* n'est pas seulement déterminé par la somme de travail fourni.

Ricardo et, avant lui, Adam Smith parlaient de « prix naturel ». Brentano leur prête, à eux et à Marx lui-même, le terme de « valeur naturelle ». Telle est la confusion qui règne dans ces quelques lignes entre le prix et la valeur !

Mais si on fait abstraction des facteurs qui déterminent les *oscillations* des prix, il ne reste chez Brentano lui-

(1) L. BRENTANO, *Agrarpolitik, I Theil : Theoretische Einleitung in die Agrarpolitik.*

même qu'un élément, la somme de travail, ou comme dit Brentano « en rectifiant », les *frais de production*. Mais c'est là une rectification douteuse.

Les frais de production supposent ce qu'ils doivent expliquer, la valeur. Qu'est-ce qui détermine les frais de production ? Leur somme est une somme de valeurs dépensées. On définit ainsi d'abord la valeur par les frais de production, puis les frais de production par la valeur. On nous renvoie ainsi de Ponce à Pilate !

Cependant cette proposition, que la valeur d'une marchandise est déterminée par les frais de production, n'est pas entièrement dénuée de sens ; mais l'économie politique des Universités ne nous dit rien des circonstances qui lui donnent un sens. Pour l'intelligence de ces circonstances, nous sommes obligés d'expliquer la différence qu'il y a entre la production simple et la production capitaliste des marchandises.

b) *Plus-value et profit.*

La production simple des marchandises est la forme primitive de ce genre de production. Elle est caractérisée par ce fait, que les producteurs sont, non seulement libres et égaux les uns vis-à-vis des autres, mais encore propriétaires de leurs moyens de production.

Pas plus qu'aucune des grandes époques de l'évolution économique, la production simple des marchandises n'a régné dans toute sa pureté : elle a toujours été mêlée d'autres formes économiques, comme le régime naturel (régime de la production pour la propre consommation du producteur), le régime féodal, le régime du monopole des corporations. Aussi la loi de la valeur n'a-t-elle eu qu'une action partielle ; elle a agi précisément dans la mesure où se développait, dans les limites données, une production régulière de producteurs travaillant, en état de libre concurrence, pour le marché.

A un certain degré de l'évolution, la production capitaliste des marchandises se substitue à la production simple, c'est-à-dire que le travailleur cesse d'être propriétaire de ses moyens de production. Le capitaliste s'oppose au travailleur, qui a perdu toute propriété, en qualité de propriétaire des moyens de production ; le travailleur ne peut plus travailler directement pour le consommateur ; il faut qu'il travaille pour le patron capitaliste, à qui il vend sa force de travail ; il devient un travailleur salarié.

Ce n'est que dans cette organisation de la production que la production des marchandises devient la forme universelle ou du moins prédominante de la production : le régime naturel disparaît rapidement, l'exploitation féodale et le monopole des corporations deviennent impossibles, la liberté et l'égalité des producteurs deviennent la règle universelle. Mais précisément cette organisation de la production, qui crée les conditions nécessaires pour que la loi de la valeur puisse avoir toute son action, fait naître, entre la valeur et le prix du marché, un intermédiaire, qui voile la loi de la valeur et modifie ses effets. Cet intermédiaire est constitué par les frais de production, c'est-à-dire la somme des dépenses en argent nécessaires pour créer une marchandise.

Dans la production simple des marchandises, vouloir déterminer les prix des marchandises confectionnées en fonction des frais de production, n'aurait pas de sens. Prenons l'exemple le plus simple : un tisserand primitif de la campagne, qui produit lui-même sa matière brute et fabrique lui-même son métier. Il n'a pas la moindre dépense à faire pour ce qu'il produit ; son produit ne lui coûte absolument que son travail.

La fixation du prix d'après les frais de production ne paraît pas si absurde dans les cas où, par suite de la division du travail, le producteur achète ses moyens de production. Comme pour le tisserand primitif, pour le

tisserand professionnel la valeur de la toile est déterminée par le temps de travail socialement nécessaire pour la créer ; mais cela n'est plus si évident. Car le tisserand professionnel ne produit plus lui-même le filé, ni le métier ; il les achète. Leur valeur constitue ses frais de production, et ceux-ci entrent dans la valeur du produit : la valeur du filé entièrement, la valeur du métier, dans la mesure où la production de la toile l'use. Mais ces frais de production ne forment pas la valeur totale de la toile ; pour l'obtenir, il faut ajouter aux frais de production la valeur créée par le travail du tisserand.

Mais tout se passe autrement dans l'organisation capitaliste de la production des marchandises. Le propriétaire des moyens de production et le travailleur sont devenus deux personnes distinctes. Si le capitaliste veut faire produire, il faut qu'il achète, non seulement la matière brute et les instruments, comme notre tisserand dans le dernier exemple, mais encore la force de travail du travailleur lui-même. Sans doute, pour le capitaliste, tous les éléments de la production se ramènent à des dépenses d'argent, à des frais, mais ce n'est vrai que du capitaliste. La production des marchandises ne lui coûte pas du *travail*, mais de l'*argent ;* pour lui ce sont les frais de production, l'*argent* dépensé, qui déterminent le prix, non le *travail* fourni ; mais il ne faut pas saisir la différence entre la production simple et la production capitaliste des marchandises, pour considérer la détermination des prix par les frais de production, comme une loi universelle de la production des marchandises et pour vouloir « rectifier » ainsi la théorie de la valeur du travail.

Les frais réels de la production n'épuisent pourtant pas les frais de production, tels que le capitaliste les compte pour l'établissement de ses prix. Si le prix de la marchandise était égal à la somme d'argent que le capitaliste dépense pour la production, il ne gagnerait rien à la

dans prix of production there is surplus value.

vendre. Or, le bénéfice est le mobile de la production capitaliste. Si le placement de son argent dans une entreprise ne donnait pas de bénéfice au capitaliste, il serait plus avantageux pour lui de le dépenser pour sa consommation personnelle. C'est justement le bénéfice, le profit qui fait d'une somme d'argent un capital. Toute somme d'argent employée de manière à produire un profit, est capital.

Le capitaliste ajoute donc un supplément à la somme des frais de production ; il croit avoir produit à perte, s'il ne retire pas au moins le profit usuel dans le pays. La somme de ce qu'il a dépensé pour la production, plus le profit usuel, c'est ce qu'il appelle les frais de production, d'après lesquels il calcule le prix qu'il est obligé d'atteindre pour faire ses frais.

C'est un fait très apparent de la pratique capitaliste, et qui est par suite connu depuis longtemps.

Déjà Adam Smith distinguait la valeur du travail, qui, dans la production simple des marchandises, sert de règle aux fluctuations des prix du marché, et la modification de la valeur, dans le système de la production capitaliste, par les frais de production qui forment le *prix* naturel (non la *valeur*, comme le prétend Brentano), c'est-à-dire ce que Marx appelle le prix de production.

Le progrès que l'économie politique actuelle des Universités a réalisé sur ces économistes « surannés » consiste en ceci, qu'elle confond non seulement production simple des marchandises et production capitaliste, mais encore valeur, prix naturel et prix de marché, et déclare que la théorie classique de la valeur doit être abandonnée, parce que la « valeur naturelle » n'explique pas les oscillations des prix.

« Dans l'état primitif de la société, dit Smith au chapitre VI du premier livre de son *Wealth of Nations,* avant que la propriété individuelle se fût emparée du sol

et que le capital se fût formé, le rapport entre les quantités de travail nécessaires pour produire les différents produits, paraît avoir été la seule mesure qui servît de règle à l'échange...

« Mais aussitôt que le capital se fut concentré dans les mains de quelques individus, quelques-uns s'en servirent naturellement pour donner du travail à des hommes industrieux qu'ils pourvurent de ce qui leur était nécessaire pour travailler et pour vivre, én vue de retirer un profit en vendant leurs produits ou la valeur ajoutée par leur travail à la matière du travail. »

La différence entre la production simple et la production capitaliste de la marchandise est ainsi nettement mise en relief. Au chapitre VII, Smith remarque que dans chaque société et chaque pays, il y a un taux moyen du salaire, du profit et de la rente foncière (nous parlerons bientôt de cette dernière et, pour cette raison, n'y insisterons pas ici). On peut appeler ces taux moyens, taux naturels. « Quand le prix d'une marchandise ne rapporte ni plus ni moins que la somme d'argent nécessaire pour qu'on retire le taux naturel de la rente foncière, du salaire du travail et du profit du capital employé à produire la marchandise, à la mettre en état et à la porter au marché, on peut dire que la marchandise est vendue à *son prix naturel.* »

Le taux « naturel » du profit n'existe, de même que la valeur, que comme tendance ; de même que les prix gravitent vers la valeur, de même les profits, vers le profit « naturel » ou moyen.

Mais qu'est-ce qui détermine le montant de ce profit « naturel », ou « courant », comme on dit encore? Là-dessus ni Adam Smith, ni Ricardo, ni aucun des économistes bourgeois ne nous apprennent rien ; ce qu'ils font intervenir ici, le plus ou moins grand risque, le salaire plus ou moins élevé et autres éléments analogues, n'explique que les *écarts* entre le profit réel et le profit moyen, de

même que l'offre et la demande n'expliquent que les *écarts* entre le prix de marché et la valeur ou le prix de production, ils n'expliquent pas le taux moyen du profit à chaque moment ; ils expliquent bien pourquoi le profit est ici de 19 et là de 21 % et non de 20 %, comme le profit moyen, ils n'expliquent pas pourquoi le profit moyen est de 20 % et non pas de 200 ou de 2000 par exemple.

C'est Marx qui, le premier, en a fourni l'explication avec sa théorie de la plus-value.

Sans doute, Marx n'a pas découvert lui-même le fait de la plus-value. Il n'avait nullement besoin, d'autre part, de l'emprunter à Thompson, car il pouvait la trouver déjà chez le vieux Adam Smith, qui dit, dans le chapitre VI du premier livre de son « *Wealth of Nations* » : « La valeur que les ouvriers ajoutent à la matière du travail, se décompose donc dans ce cas (il s'agit de la production capitaliste) en deux parts, dont l'une paie les salaires, l'autre constitue le profit réalisé par le patron sur le capital total (matériaux et salaires) qu'il a avancé. »

La plus-value se trouve déjà reconnue et définie dans ce passage, et Thompson n'a rien ajouté à la constatation de ce fait économique ; il en a seulement déduit une réclamation juridique d'une valeur problématique. Il n'a pas plus réussi à expliquer les phénomènes économiques par la plus-value qu'Adam Smith ou aucun autre économiste antérieur à Marx. Il s'est servi de la plus-value pour *condamner* le profit, et non pour l'*expliquer*. Cela, Marx le premier a réussi à le faire ; le premier, il a montré jusque dans le détail et systématiquement comment naît et fonctionne la plus-value, et toutes les découvertes des Anton Menger et consorts n'y changeront rien.

La plus-value résulte de ce fait que la force de travail humaine est capable, à partir du moment où l'évolution de l'outillage technique a atteint un certain degré, de produire une somme de produits supérieure à ce qui est

nécessaire à sa conservation et à sa reproduction. Un excédent de ce genre, un produit net est fourni par le travail humain de temps immémorial, et tout le progrès de la civilisation a pour condition l'augmentation progressive de cet excédent par les perfectionnements de la technique.

Dans la production simple des marchandises, le produit net revêt la forme de marchandises, mais on ne saurait encore donner à sa valeur le nom de plus-value, parce que, dans cette période, la force de travail humain qui crée des valeurs n'a pas encore de valeur elle-même, puisqu'elle n'est pas encore une marchandise.

Le montant du surproduit revient dans ce cas au travailleur ; il peut le dépenser à augmenter le bien-être de sa famille, à se donner des jouissances grossières ou délicates, à se créer une petite réserve ou même à amasser un trésor ou à améliorer ses moyens de travail. Mais il faut aussi qu'il abandonne une part plus ou moins grande du montant du produit net pour payer des redevances au seigneur, à la commune, au propriétaire foncier, pour payer parfois des intérêts à l'usurier, s'il tombe dans le besoin. Dans certains cas, il peut se faire qu'on lui retienne à l'avance, en totalité ou en partie, le montant du produit net. C'est non seulement l'usurier, mais encore, dans telle situation du marché, c'est le commerçant, qui souvent ne se distingue pas de l'usurier, qui exploite la misère où peut tomber le travailleur libre. Ce profit du commerçant peut résulter, dans la production simple des marchandises, non seulement de ce qu'il vend les marchandises dont il trafique au-dessus de leur valeur, mais encore de ce qu'il les achète au-dessous de leur valeur.

Plus la concurrence est grande sur le marché, plus la situation des producteurs est précaire, et plus c'est la deuxième source de profits qu'on exploite. Encore un pas pour dépasser ce stade, et on se trouve dans

dans le domaine de l'organisation capitaliste de la production.

On conçoit facilement que le commerçant, au lieu d'extorquer au producteur libre son produit au-dessous de sa valeur, préfère exploiter la situation précaire du travailleur pour faire de lui un travailleur salarié, produisant des marchandises non pas pour son compte, mais pour le compte du capitaliste, vivant non pas de la vente de ses produits, mais de la vente de sa force de travail.

La force de travail devient dès lors une marchandise et acquiert ainsi une valeur qui est égale à la valeur des vivres nécessaires à sa conservation et à sa reproduction. L'excédent de valeur que le travailleur produit en sus de la valeur de sa propre force de travail, devient ainsi plus-value. Il échoit tout entier au capitaliste, quand le prix de la force de travail, le salaire, est calculé en raison de sa valeur.

A l'industriel capitaliste échoit tout entier le produit créé par son travailleur salarié. La valeur de ce produit est égale à la valeur des moyens de production employés — matières premières, détérioration des machines et des bâtiments etc. — plus la valeur de la force de travail de son travailleur, ou, comme on dit vulgairement, le salaire, plus la plus-value. C'est cette dernière qui constitue le profit. Mais la transformation de la plus-value en profit est une opération encore moins simple que la transformation de la valeur en prix.

Ce que le capitaliste fournit dans la production n'est pas le travail, mais le *capital*. Le profit ne lui apparaît pas comme produit du surtravail de ses ouvriers, mais comme produit de son capital. Il calcule le taux de son profit non d'après la quantité de travail employée, mais d'après la quantité de capital avancée. Mais il résulte de là que, si plusieurs entrepreneurs réalisent le

même taux de plus-value, ils doivent réaliser des taux de profit différents, si les quantités de capital avancées sont différentes.

Nous voulons mettre cela en lumière par un exemple que nous choisirons aussi simple que possible. Nous supposons donc trois entreprises, où non seulement le taux de la plus-value,c'est-à-dire l'exploitation des travailleurs, est la même, mais encore où la circulation du capital est la même. Le capitaliste calcule le taux du profit d'après le rapport qui existe entre la quantité de profit réalisée en un an par son entreprise et la quantité de capital avancée à cet effet pendant cette année. Quand dans deux entreprises où le taux de la plus-value et la quantité de capital sont identiques, la circulation du capital se fait dans des temps différents, le taux de leur profit différera.

Si un capital de 100 000 francs réalise à chaque circulation une plus-value de 10 000 francs, le rapport entre la plus-value annuelle et le capital sera, si le capital circule une fois par an, 1/10 ; si le capital circule 10 fois 10/10. Dans le premier cas le taux du profit sera 10 %, dans le deuxième cas, 100 %.

Nous faisons abstraction ici de cette différence, qui compliquerait trop le problème.

Supposons donc trois entreprises où le taux de la plus-value, la période de circulation du capital et le nombre des travailleurs soient identiques. Ce qui diffère dans les trois entreprises, c'est la quantité de capital nécessaire pour donner du travail au nombre constant de travailleurs. Remarquons encore ici que Marx distingue deux sortes de capital, le capital variable et le capital constant. Le capital variable est le capital dépensé en salaires : il crée la plus-value. Cette part du capital croît pendant le processus de la production, elle change, elle est variable. Au contraire, la part de capital dépensée pour les bâtiments, machines, ma-

tières premières, etc., c'est-à-dire en moyens de production, ne change pas de valeur dans le cours de la production : la valeur en reparaît intacte dans le produit créé, elle est donc constante. Dans notre exemple, nous admettrons donc que dans les 3 entreprises les quantités de capital variable sont égales, les quantités de capital constant au contraire inégales.

Supposons que dans la première entreprise, le capital constant soit exceptionnellement faible ; que ce soit par exemple un chantier où on façonne sans bâtiments ni machines, avec de simples outils, du bois de construction à bon marché. Supposons que dans la deuxième entreprise le capital constant soit exceptionnellement élevé ; pensons par exemple à une fabrique chimique, qui a des bâtiments extrêmement vastes et solides et de nombreuses machines, et n'occupe que relativement peu de travailleurs. Supposons enfin que la troisième entreprise soit telle, que le capital variable et constant employé reste dans la moyenne ordinaire, mettons une fabrique de meubles.

Il nous faut encore admettre une hypothèse, pour simplifier notre exemple autant que possible : il faut admettre que tout le capital constant soit dépensé dans le cours d'une année et reparaisse dans la valeur du produit. Il est clair que cela n'arrive peut-être jamais en réalité dans une exploitation capitaliste. Des bâtiments et des machines ne s'usent pas si vite ; quand une machine fonctionne par exemple dix années, il ne passe par an que le dixième de sa valeur dans les produits créés au moyen de cette machine. Cependant, si nous ne faisions pas cette hypothèse, nous compliquerions inutilement notre exemple, sans rien changer au résultat final. Dans chacune des trois entreprises on occupe 100 travailleurs pour des salaires dont la somme annuelle représente 1 000 francs par tête. Le taux de la plus-value représente dans chaque entreprise 100 %,

la masse de la plus-value 100 000 francs. Mais supposons que le capital constant s'élève dans le chantier de construction A à 100 000 francs, dans la fabrique de meubles B à 300 000 francs, dans la fabrique chimique C à 500 000 francs; que dans les trois entreprises le capital circule 1 fois par an.

Nous obtenons ainsi :

Entreprise	Capital			Plus-value	Rapport de la plus-value au capital total
	Variable fr.	Constant fr.	Total fr.	fr.	
A	100 000	100 000	200 000	100 000	1/2
B	100 000	300 000	400 000	100 000	1/4
C	100 000	500 000	600 000	100 000	1/6

Si les marchandises étaient vendues selon leur valeur, A réaliserait un profit de 50 %, B un profit de 25 %, C de 16, 6 %. La loi suprême du système de la production capitaliste, l'égalité, non des hommes, mais des profits, serait violée de la façon la plus grossière. Les capitaux fuiraient les fabriques de la branche C comme la peste, ils se précipiteraient en masse dans les entreprises de la branche A. Dans la branche C, l'offre des produits baisserait et par suite les prix dépasseraient la valeur ; l'inverse se produirait dans la branche A, et finalement les prix en A et C atteindraient un niveau où ils donneraient le même taux de profit que le capital moyen B. Ce taux de profit est le taux moyen qui détermine le prix de production.

Nous avons alors :

Entreprises	Capital total fr.	Plus-value fr.	Valeur totale du produit annuel fr.	Taux du profit	Profit fr.	Prix total de la production du produit annuel
A.	200 000	100 000	300 000	25 °/₀	50 000	250 000
B.	400 000	100 000	500 000	25 °/₀	100 000	500 000
C.	600 000	100 000	700 000	25 °/₀	150 000	750 000
	1 200 000	300 000	1 500 000	25 °/₀	300 000	1 500 000

Il y a donc un écart entre les prix de production déterminés par les « frais de production » et les valeurs des produits, mais cet écart n'abolit pas la loi de la valeur, il ne fait que la modifier. Cette loi reste l'élément régulateur qui agit derrière les prix de production, et elle demeure absolument valable pour l'ensemble des marchandises et pour la masse totale de la plus-value ; elle constitue ainsi une base solide tant pour les prix que pour le taux du profit, qui sans cela ne serait fondé sur rien.

L'économie politique des Universités considère avec dédain la théorie de la valeur de Marx réfutée depuis longtemps par la « science », ce qui n'empêche pas sans doute la même économie politique de juger toujours nécessaire de produire bon an mal an toute une série de gros livres et de traités pour réfuter une fois de plus la théorie depuis longtemps reconnue fausse. La valeur de ces ouvrages n'est peut-être pas toujours en rapport avec le travail dépensé à leur confection : mais que peut invoquer cette science pour définir le taux du profit moyen ? Rien que le petit mot « usuel ».

c) *La rente différentielle.*

La définition du profit « usuel », « bourgeois », nous amène à parler de la rente foncière.

L'une de ses origines est cette circonstance que le capitaliste peut, à côté du profit « usuel » et « bourgeois », réaliser encore un profit extraordinaire. Il y en a plusieurs espèces; le seul cas qui nous intéresse ici est celui qui a rapport au domaine de la production : il se produit quand un entrepreneur industriel peut, grâce à des moyens de production particulièrement avantageux dont il dispose seul, produire au-dessous du prix qu'imposent les conditions de production ordinaires.

Un exemple nous montrera la nature de ce profit extraordinaire. Nous simplifierons les hypothèses, comme dans l'exemple précédent.

Supposons, par exemple, deux fabriques de chaussures dans une ville. L'une, la maison Müller, produit avec les machines ordinaires, l'autre, Schulze, a réussi à se procurer des machines exceptionnellement avantageuses. Müller produit par an, avec un capital de 320.000 francs, 40.000 paires de souliers. Le taux de profit moyen est de 25 %. Müller est donc obligé d'élever le prix des 40.000 souliers, qui lui coûtent 320.000 francs, de manière à réaliser un profit de 80.000 francs. Ce n'est que s'il empoche ce profit, qu'il a produit sans perte, selon la conception capitaliste. Le prix de production des 40.000 paires de chaussures s'élève donc pour la maison Müller à 400.000 francs, le prix de chaque paire à 10 francs.

Schulze au contraire produit, grâce à ses excellentes machines, 45.000 paires de souliers avec 320.000 francs. Pour lui, le prix de production pour une paire de souliers ne s'élève pas à 10 francs, mais à 8 fr. 88. Mais il peut les vendre au prix de production normal, comme son concurrent, c'est-à-dire à 10 francs la paire. Il touche donc pour ses souliers 450.000 francs; outre son bénéfice usuel de 80.000 francs, il perçoit encore la jolie petite somme de 50.000 francs à titre de profit extraordinaire.

Transposons maintenant ce cas dans le domaine de

l'agriculture. Supposons au lieu des deux fabriques, deux terrains (chacun de 20 hectares, par exemple) de fertilité inégale, exploités par des entrepreneurs capitalistes. L'un produit avec une dépense de 3.200 francs 400 quintaux de froment, l'autre avec la même dépense 450 quintaux. Le propriétaire du premier terrain devra donc, s'il veut réaliser le profit usuel, augmenter de 2 francs le prix d'un quintal de froment qui lui revient à 8 francs, le taux moyen du profit étant de 25 %. Le prix de production sera de 10 francs, le profit de l'agriculteur de 800 francs. Le deuxième agriculteur vend aussi son froment à 10 francs le quintal, il touche ainsi 4.500 francs, et réalise par conséquent, outre le profit moyen, un profit extraordinaire de 500 francs.

En apparence, ce cas est tout à fait identique en agriculture et en industrie; il y a cependant une différence essentielle. Cette espèce de profit extraordinaire dans l'agriculture est soumise à des lois tout à fait particulières, et constitue par suite une catégorie spéciale en économie politique : la *rente foncière*.

Le sol — y compris toutes les forces de production « qu'on doit considérer comme liées au sol » (Marx), par exemple, la force des chutes d'eau et eaux courantes en général — est en effet un moyen de production d'une espèce tout à fait particulière. On ne peut en accroître la quantité à son gré, les qualités n'en sont pas partout les mêmes, et les qualités particulières d'un terrain sont liées au sol et ne sont pas transmissibles au gré des hommes. Les machines et les outils sont arbitrairement multipliables, transmissibles et peuvent être tous de même qualité.

Si donc un capitaliste industriel réalise, au moyen de conditions de production exceptionnellement avantageuses, un profit extraordinaire, il le doit à des qualités personnelles ou à des circonstances exceptionnelles, à un hasard particulièrement heureux, à une expérience, à

surplus-profit
= rent

une intelligence ou une énergie spéciales, ou à un capital extraordinairement élevé. Mais son profit extraordinaire excitera bientôt l'envie des autres capitalistes; ils chercheront à organiser des exploitations dans les mêmes conditions de production ; tôt ou tard, les conditions de production particulièrement avantageuses seront universellement répandues : l'offre sur le marché augmentera, les prix baisseront, et le profit extraordinaire du capitaliste qui a introduit le premier ces perfectionnements, disparaîtra.

Dans l'industrie, le profit extraordinaire, qui résulte de conditions de production plus avantageuses, n'est qu'un phénomène exceptionnel et passager.

Il en est tout à fait autrement dans l'agriculture, où le profit extraordinaire résulte de la fertilité inégale des différentes sortes de terrain. Cette inégalité résulte de conditions naturelles, et est, dans des conditions techniques données, une grandeur fixe. Même en admettant que toutes les autres conditions de production soient absolument les mêmes pour les différents agriculteurs, il demeurera toujours la différence de qualité du sol. La rente foncière n'est pas par suite, comme le profit extraordinaire dans l'industrie, un phénomène passager : c'est un *phénomène durable*.

Il y a plus. Ce prix de production d'un produit industriel est déterminé, comme nous l'avons vu, par le profit usuel et par la moyenne des frais nécessaires dans les conditions de production données, c'est-à-dire par le capital nécessaire pour créer un produit. L'exploitation où les frais de production sont inférieurs à la moyenne « socialement nécessaire » réalise un profit extraordinaire; celle qui au contraire produit à un prix trop élevé, réalise un profit inférieur au profit usuel, et il peut même, dans certains cas, y avoir déficit.

Dans l'agriculture au contraire, ce ne sont pas les frais

de production nécessaires sur un terrain moyen qui déterminent le prix de revient. Quand, à côté du terrain le meilleur, on en cultive un moins bon d'une superficie plus grande, il ne faut pas attribuer cette différence, comme nous l'avons déjà remarqué, à des circonstances extraordinaires ou à des qualités personnelles de l'agriculteur. Cela vient de ce que le meilleur terrain ne suffit pas, à lui seul, à produire les vivres nécessaires à la conservation de la population. Mais le capitaliste — et il ne s'agit ici que de l'exploitation capitaliste du sol — demande à l'entreprise où il s'engage, outre le prix de revient, le profit usuel. Le terrain le moins bon ne sera donc exploité par des capitalistes que si l'insuffisance de l'offre a fait croître les prix des vivres à un point tel, que même la culture d'un terrain moins bon rapporte suffisamment. Cela veut dire que dans l'agriculture ce ne sont pas les frais de production nécessaires pour un terrain moyen, mais les frais nécessaires pour le *terrain le plus mauvais*, qui déterminent le prix de production.

De ces deux différences entre la rente foncière et le profit industriel il en résulte une troisième. La population croît surtout là où l'industrie se développe, et avec elle croît la demande de vivres. Il faut cultiver de nouvelles terres. Mais par suite les différences de fertilité entre les différentes terres cultivées s'accroissent au cours de l'évolution économique, et *par suite la rente foncière s'accroît.*

Nous n'avons qu'à développer l'exemple ci-dessus, pour le montrer clairement. Pour permettre une vue d'ensemble, nous exposerons les résultats sous forme de tableaux : nous admettrons que la culture s'est étendue, du mauvais terrain dont nous avons parlé dans le premier exemple, et qui rapporte, pour une dépense de capital de 3.200 francs, 400 quintaux de froment, à un terrain

encore pire, qui, pour la même dépense de capital et sur la même superficie, ne rapporte plus que 320 quintaux.

TABLEAU I

Nature du terrain	Produit froment (quintaux)	Avance de capital (francs)	Taux du profit	Prix de production particulier: total francs	Prix de production particulier: par quintal francs	Prix de production général: total francs	Prix de production général: par quintal francs	Rente foncière francs
A	450	3 200	25 °/₀	4 000	8,88	4 500	10	500
B	400	3 200	25 °/₀	4 000	10,00	4 000	10	0

TABLEAU II

Nature du terrain	Produit froment (quintaux)	Avance de capital (francs)	Taux du profit	Prix de production particulier: total francs	Prix de production particulier: par quintal francs	Prix de production général: total francs	Prix de production général: par quintal francs	Rente foncière francs
A	450	3 200	25 °/₀	4 000	8,88	5 650	12,50	1 650
B	400	3 200	25 °/₀	4 000	10,00	5 000	12,50	1 000
C	320	3 200	25 °/₀	4 000	12,50	4 000	12,50	0

On voit que, par suite de l'extension de la production et de la culture à un terrain pire, la rente foncière du terrain A s'est élevée de 500 francs à 1.650 francs. Le terrain B, qui n'avait pas auparavant de rente foncière, en a maintenant une de 1000 francs.

Le taux du profit a une tendance à *baisser* au cours de l'évolution capitaliste. Nous ne pouvons développer ici les causes de ce phénomène; il est incontestable. Au contraire la rente foncière a une tendance à *monter*. Cela ne veut pas dire pourtant que la rente foncière d'un terrain déterminé croisse forcément toujours. Dans un pays de vieille culture, l'extension de la culture du sol ira sans doute généralement du bon terrain au pire; dans un pays neuf, c'est souvent l'inverse qui se produit, parce que ce n'est pas le meilleur terrain qu'on y défriche d'abord, mais le plus facilement accessible. Admettons que, par

suite de l'extension de l'agriculture, on défriche le terrain le meilleur après le pire ; nous aurons alors, par exemple, le tableau suivant :

TABLEAU III

Nature du terrain	Produit froment (quintaux)	Avance de capital (francs)	Taux du profit	Prix de production particulier		Prix de production général		Rente foncière francs
				total francs	par quintal francs	total francs	par quintal francs	
X	500	3 200	25 °/o	4 000	8,00	5 000	10	1 000
A	450	3 200	25 °/o	4 000	8,88	4 500	10	500
B	400	3 200	25 °/o	4 000	10,00	4 000	10	0

Dans ce cas, il n'y a pas eu accroissement de la rente foncière du terrain A, mais le terrain X, qui auparavant ne donnait pas de rente foncière, en donne maintenant 1000 francs. La *masse* de la rente foncière qui échoit au propriétaire du sol est plus grande en valeur absolue, et aussi relativement au capital total avancé, que celle établie au tableau I.

Il peut même se faire dans certaines circonstances qu'on défriche une telle quantité et une telle qualité de terrain que les prix des vivres baissent, que l'exploitation du terrain mauvais cultivé jusqu'ici ne donne plus de rente et qu'on soit obligé d'y renoncer. Dans ce cas, la rente foncière de certains terrains déterminés *baisse*, et pourtant, même dans ce cas, la masse totale de la rente foncière peut devenir *plus grande* en valeur absolue et relativement à la masse totale du capital dépensé dans l'agriculture. C'est ce que montre le tableau suivant :

TABLEAU IV

Nature du terrain	Produit froment quintaux	Avance de capital francs	Taux du profit	Prix de production particulier		Prix de production général		Rente foncière francs
				total francs	par quintal francs	total francs	par quintal francs	
Y	600	3 200	25 °/₀	4 000	6,00	5 328	8,88	1 328
X	500	3 200	25 °/₀	4 000	8,00	4 440	8,88	440
A	450	3 200	25 °/₀	4 000	8,88	4 000	8,88	0

Le prix de production a baissé, le terrain B a cessé d'être cultivé. Le terrain A a cessé de donner une rente, la rente foncière du terrain X est tombée de 1000 francs à 440 francs, et cependant la masse totale de la rente foncière s'est élevée de 1500 francs (tableau III) à 1768 francs (tableau IV).

Cela ne changerait rien à l'exemple, si au lieu de morceaux de terrains isolés, on tenait compte de toutes les espèces de terrain d'un pays ou même de l'exploitation du monde entier. La seule différence serait qu'au lieu de centaines et de milliers, il s'agirait alors de centaines et de milliers de *millions*.

Ce ne sont pas seulement les différences de *fertilité* des terrains qui constituent la rente foncière, mais encore les *différences de situation, d'éloignement du marché*. Plus la population d'un centre s'accroît et fait croître du même coup la demande de vivres sur le marché, et plus grandes sont les distances où il faut aller les chercher. Mais les terrains les plus éloignés ne sont défrichés pour le marché qu'au moment où les prix des vivres ont monté à tel point qu'ils couvrent, outre les frais de production, les frais de transport, et donnent le profit moyen du capital. Il en résulte alors une rente foncière pour les terrains les plus proches du marché.

Supposons trois terrains, inégalement distants du marché; admettons pour simplifier qu'ils sont également fertiles ; les frais de transport s'élèvent, pour le produit du froment par exemple, à un centime par quintal et par kilomètre. Nous avons alors :

Terrain	Distance du marché kilomètres	Produit froment quintaux	Prix de production particulier au lieu de production francs	Frais de transport francs	Prix au marché de 400 quint. froment francs	Rente foncière francs
A. . . .	5	400	4 000	20	4 400	380
B. . . .	50	400	4 000	200	4 400	200
C. . . .	100	400	4 000	400	4 400	0

Cette sorte de rente foncière a, elle aussi, une tendance à croître proportionnellement à l'accroissement de la population. Mais le perfectionnement des moyens de communication, qui diminue les frais de transport des vivres, agit en sens inverse.

Enfin, il y a encore une troisième espèce de rente foncière possible, et c'est celle qui devient la plus importante dans les pays de vieille culture. On peut accroître la production des vivres non-seulement en défrichant un terrain non encore cultivé, mais encore en améliorant le sol déjà soumis à la culture, en y employant plus de travail, bref, en avançant un plus grand capital (dépenses pour les salaires, le bétail, les engrais, les instruments, etc.). Si ce capital additionnel, employé sur un terrain meilleur, réalise un bénéfice plus grand que celui qui serait réalisé en cultivant le terrain le plus mauvais qu'on serait obligé sans cela de défricher, le bénéfice additionnel constitue un nouveau profit extraordinaire, une nouvelle rente foncière.

Pour le montrer par un exemple, nous reprenons le

tableau I. Nous avons là deux terrains de même grandeur, A et B. Admettons que B fasse partie du plus mauvais terrain et que son prix de production (10 francs par quintal de froment) soit le prix courant sur le marché. Supposons donc que l'on fasse sur le terrain A une nouvelle avance de fonds, que l'on double par exemple le capital primitif, et que le nouveau placement ne soit pas aussi productif que le premier, mais soit plus productif que le placement fait sur le terrain le plus mauvais. Nous trouvons alors :

TABLEAU V

Placement du capital	Produit Froment quintaux	Montant du capital francs	Taux du profit	Frais de product. francs	Prix sur le marché : par quintal francs	Prix sur le marché : du produit total francs	Rente foncière francs
A_1	450	3 200	25 %	4 000	10	4 500	500
A_2	420	3 200	25 %	4 000	10	4 200	200
Ensemble .	870	6 400	25 %	8 000	10	8 700	700
B.	400	3 200	25 %	4 000	10	4 000	0

La valeur totale de la rente foncière de A a donc été accrue par le placement additionnel A^2.

Quelles que soient les différences entre les espèces de rente foncière que nous avons considérées, il y a entre elles *un caractère* commun : elles dérivent toutes des *différences* de fertilité ou de situation des terrains particuliers, ce sont des *rentes différentielles*.

Mais à qui échoient-elles ?

Les profits extraordinaires dans l'industrie, qui résultent de ce que le travail rapporte plus que le profit moyen, échoient au capitaliste, même s'il n'a pas inventé la meilleure machine, s'il n'a fait que s'approprier la découverte qui lui donne un avantage sur ses concurrents, et

même si l'accroissement du revenu du travail, qui provient de ce qu'il peut produire avec un capital plus grand, par suite sur une plus grande échelle, n'est pas dû à son mérite. Il n'est pas aussi favorisé pour le profit extraordinaire qui provient de la fertilité plus grande ou de la situation plus avantageuse d'un terrain.

S'il est à la fois propriétaire foncier et agriculteur, alors, il est vrai, il touche aussi le profit extraordinaire. Il n'en est plus du tout de même dans le cas où l'agriculteur capitaliste et le propriétaire foncier sont deux personnes différentes, où le premier n'est que fermier sur le terrain d'autrui. Le sol n'est ni multipliable, ni transmissible au gré des hommes. L'agriculteur qui n'est pas lui-même propriétaire foncier ne peut cultiver sans la permission du propriétaire foncier, et, pour acheter cette permission, il faut qu'il cède son profit extraordinaire, sa rente foncière. Pourtant, le propriétaire foncier n'obtiendra généralement pas du fermier (du moins quand celui-ci cultive selon les lois de l'exploitation capitaliste, ce que nous admettons ici par hypothèse) plus que ce profit extraordinaire. Si le capitaliste n'espère pas retirer son profit usuel, il renoncera à l'affaire et le propriétaire foncier n'aura plus de fermiers. Si, au contraire, le fermage est inférieur à la rente foncière, une partie du profit extraordinaire réalisé restera aux mains du fermier, celui-ci réalisera un profit supérieur au profit moyen; la concurrence se trouvera ainsi attirée de ce côté et elle tendra à faire monter le fermage.

d) *La rente foncière absolue.*

Mais le monopole du propriétaire foncier, sans la permission duquel toute culture est interdite, se fait encore sentir d'une autre façon. Nous avons admis jusqu'ici que le terrain le plus mauvais ne donne pas de profit extraordinaire. Mais si les prix de marché des marchan-

dises créées par la production capitaliste étaient déterminés directement par leurs valeurs et non par leurs prix de production, même le plus mauvais terrain pourrait donner un profit extraordinaire à l'exploitation capitaliste.

Pour le démontrer, nous reproduisons le tableau de la page (100), où nous avons mis en évidence le rapport de la plus-value au capital total de trois entreprises différentes. Nous avons trois entreprises A, B, C où la composition du capital est « organiquement différente », comme dit Marx, qui entend par là « la composition du capital en tant qu'elle est déterminée par sa composition technique et en tant qu'elle la réflète (¹) ». Plus le capital constant est faible par rapport au capital variable employé, et plus la composition du capital est basse. L'exploitation des travailleurs, par suite le taux de la plus-value, est la même dans les trois cas.

Entreprise	Capital variable francs	Capital constant francs	Capital total francs	Plus-value francs	Rapport de la plus-value au capital total
A	100 000	100 000	200 000	100 000	1/2
B	100 000	300 000	400 000	100 000	1/4
C	100 000	500 000	600 000	100 000	1/6

Si les marchandises étaient vendues à leur valeur, si par suite la masse de la plus-value dans chaque cas particulier était égale à celle du profit, A réaliserait un profit extraordinaire en plus du profit moyen, en admettant que B représente la composition moyenne du capital. Le profit de A est de 50 %, celui de B, 25 %. Donc le profit extraordinaire de A est de 25 %.

Si A produit dans les conditions de la libre concur-

(¹) *Kapital*, III, 1, p. 124.

rence, ce profit extraordinaire ne peut durer, il ne sera que passager. Le cas contraire se produira, si A occupe une situation exceptionnelle permettant d'exclure jusqu'à un certain point la concurrence. C'est le cas pour la propriété foncière. Elle constitue dans tous les vieux pays un monopole et peut priver son sol de culture, s'il ne lui donne aucune rente. Où tout aime, Carlos ne peut haïr ; où chaque propriétaire foncier perçoit une rente, le propriétaire du pire terrain qui ne donne aucune rente différentielle veut, lui aussi, toucher une rente foncière. Il ne fait défricher son sol qu'au moment où les prix des vivres ont dépassé leur prix de production, si bien qu'ils lui assurent, à lui aussi, un profit extraordinaire.

Or, ce profit extraordinaire peut exister, sans que le prix de production des céréales en dépasse la valeur. Car l'agriculture appartient à ces branches d'exploitation où, du moins jusqu'à un certain point de l'évolution technique, la composition du capital est basse, en ce sens qu'elle n'emploie pour ainsi dire pas de *matière brute*, et qu'elle produit d'abord elle-même ce qu'elle en emploie. Rodbertus a le mérite d'avoir le premier attiré l'attention sur le profit extraordinaire qui en résulte pour l'agriculture et qui constitue une source de rente foncière ; il se trompe pourtant, quand il estime que la composition basse du capital, dans l'exploitation agricole, est, dans toutes les circonstances, fondée dans la nature des choses. Il est vrai qu'elle emploie beaucoup moins de matière brute que d'autres branches d'industrie capitaliste ; pourtant les dépenses en machines et constructions — greniers, étables, conduites d'eau, etc., — augmentent de plus en plus avec les progrès de la technique. Il est fort douteux que, dans la culture intensive d'aujourd'hui, la composition organique du capital reste au-dessous de la moyenne.

Mais dans le calcul du profit, il faut tenir compte aussi de la période de circulation du capital : nous en avons fait abstraction jusqu'ici pour ne pas compliquer inutilement

nos explications ; mais nous ne pouvons plus maintenant négliger ce point. Le capitaliste calcule le taux du profit d'après le rapport qui existe entre le profit total qu'il réalise dans un temps déterminé (un an) et le capital total avancé. Mais plus la période de circulation du capital est longue, plus le capital total doit être grand, la composition organique et la grandeur de l'exploitation restant les mêmes. Or, dans l'agriculture, la période de circulation du capital est particulièrement longue, et une période plus longue que la période moyenne peut très bien supprimer un profit extraordinaire, provenant d'une autre source.

Supposons que dans les trois entreprises A, B, C, de notre tableau ci-dessus, les périodes de circulation du capital soient différentes. La première est obligée d'avancer 200 000 francs, la deuxième, 400 000 francs, la troisième 600 000 francs, pour réaliser une plus-value de 100 000 francs. La période de circulation du capital est dans la première entreprise d'un an (nous faisons abstraction ici de la différence entre capital fixe et capital circulant); dans la deuxième, la période est de six mois ; dans la troisième, de trois mois. Dans ce cas, A est obligé d'avancer 200 000 francs d'un seul coup, pour un capital annuel de 200 000 francs. B, pour un capital de 400 000 francs, n'a besoin d'avancer que 200 000 francs ; et un capital de 150 000 francs suffit à C pour faire face à une dépense annuelle de 600 000 francs.

Nous avons alors

Entreprise	Capital total francs	Plus-value francs	Rapport de la plus-value au capital total
A	200 000	100 000	50.0 %
B	200 000	100 000	50,0 %
C	150 000	100 000	66,6 %

La circulation du capital, plus rapide, a plus que compensé la perte que subissait C dans le premier tableau, à cause de la composition élevée de son capital.

Rodbertus se trompait donc, en admettant que de la basse composition du capital agricole, résultait fatalement un profit extraordinaire, pourvu que les produits agricoles fussent vendus à leur valeur. En premier lieu, la composition de ce capital n'est pas nécessairement basse; en second lieu, les effets peuvent en être plus que compensés par les longues périodes de circulation du capital dans l'agriculture.

Mais si Rodbertus est allé trop loin, en voulant prouver que, de la basse composition du capital employé à l'agriculture, il *devait forcément* résulter une forme spéciale de rente foncière, il a du moins donné de précieuses indications sur la manière dont elle *peut* naître. Il était réservé à Marx d'étudier les lois de cette rente particulière, qu'il a appelée *rente foncière absolue*.

Comme tout prix de monopole, le prix des vivres déterminé par le monopole de la propriété foncière peut s'élever au-dessus de la valeur de ces vivres. La proportion de cet excès ne dépend que du champ d'action où les lois de la concurrence continuent à se faire sentir, dans les limites du monopole. Les facteurs déterminants sont la concurrence des propriétaires fonciers entre eux, la concurrence de l'étranger, le surcroît de capital qui afflue, sous l'influence de la hausse des prix, vers le sol le meilleur et en accroît la production, enfin, et c'est le facteur le plus important, la puissance d'achat de la population. Plus les prix des vivres sont élevés, et plus le cercle des consommateurs se retrécit, plus croît le nombre de ceux qui ne peuvent aller jusqu'à de tels prix et qui sont obligés de se limiter : la conséquence fatale est que la demande d'équivalents augmente et pousse à leur production. Si on ne réussit pas par ces moyens à pourvoir de vivres en quantité suffisante la



masse de la population, il s'ensuivra finalement un accroissement de l'émigration et de la mortalité, c'est-à-dire une diminution de la population.

Messieurs les propriétaires fonciers ne peuvent donc pas fixer arbitrairement le montant de la rente foncière absolue ; mais ils en tirent tout ce qu'ils en peuvent tirer.

Quand une fois le plus mauvais terrain a donné une rente foncière absolue, tout autre terrain en donnera nécessairement une. C'est ce que montre un calcul simple. Rappelons-nous le tableau II. D'après ce tableau, le plus mauvais terrain C ne donnait aucune rente foncière, le prix du froment étant de 12 fr. 50 le quintal. Voyons maintenant ce que deviendrait ce tableau, si on avait soustrait le terrain C à la culture, jusqu'à ce que le prix du froment eût dépassé de beaucoup 12 fr. 50. Admettons qu'il soit assez élevé pour que le défrichement du terrain C et l'accroissement de l'offre sur le marché qui en résulte ne le fassent pas descendre au-dessous de 15 francs. Nous aurions alors

Nature du terrain	Produit froment quintaux	Prix de production par quintal		Prix au marché le quintal	Rente différentielle	Rente absolue	Rente totale
		individuel	général				
		francs	francs	francs	francs	francs	francs
A.	450	8,88	12,50	15	1 650	1 125	2 750
B.	400	10,00	12,50	15	1 000	1 000	2 000
C.	320	12,50	12,50	15		800	800

Le ou les propriétaires du terrain C ont réussi, par leur christianisme pratique qui a fait monter le prix du froment, non seulement à se créer une rente, mais encore à doubler presque celle de leurs collègues. Le moyen employé pour arriver à ce résultat est celui de tous les

cartels : limiter la production pour faire monter les prix. Il y a cette différence entre le cartel industriel et le cartel agricole, que, grâce à leur monopole naturel, messieurs les propriétaires fonciers peuvent plus aisément faire monter les prix que leurs collègues de l'industrie et du commerce, qui sont obligés de se créer d'abord artificiellement un monopole. Cela n'empêche naturellement pas ces mêmes propriétaires fonciers d'être plus indignés que personne contre les accapareurs de blé et les syndicats de marchands de froment ; ce sont précisément eux qui interdisent les affaires à terme, commerce « juif » qui empêche, paraît-il, de hausser le prix du pain.

Pour toucher la rente foncière, le titre de propriété du propriétaire foncier suffit. Quand il donne son bien à ferme, il n'a pas besoin de bouger le petit doigt pour s'assurer le revenu de la rente foncière. Pour réaliser le profit que les travailleurs ont produit pour lui, l'entrepreneur capitaliste, même s'il ne collabore pas activement à la production, est obligé du moins d'intervenir dans la sphère de circulation des marchandises, dans l'achat et la vente; il y fut obligé du moins jusqu'au jour où les sociétés par action l'eurent rendu inutile aussi dans ce domaine, et eurent montré qu'on pouvait s'y passer de lui. Le propriétaire foncier n'a qu'à posséder sa propriété foncière et il voit ses rentes non seulement lui échoir, mais encore croître souvent d'elles-mêmes.

Il ne faut pas confondre la rente foncière capitaliste avec les redevances qu'imposait jadis aux paysans le seigneur terrien de la féodalité. A ces redevances correspondaient primitivement, et correspondirent plus ou moins pendant tout le moyen âge, des fonctions importantes, que le seigneur avait à remplir ; depuis, l'Etat s'est chargé de ces fonctions et perçoit en échange les contributions du paysan.

Le propriétaire foncier avait à rendre la justice, à faire

la police, à défendre les intérêts de ses vassaux à l'extérieur, à les protéger à main-armée, à assurer le service de guerre.

Il n'est pas question de tout cela dans la société capitaliste. En tant que la rente foncière est rente différentielle, elle est le fruit de la concurrence ; en tant qu'elle est rente absolue, elle est le fruit du monopole. Si elle échoit au propriétaire foncier, cela ne tient ni dans un cas ni dans l'autre à des fonctions sociales quelconques ; cela tient uniquement à la propriété individuelle du sol.

En pratique, on ne distingue pas les deux parties de la rente foncière; on ne peut pas reconnaître quelle est la proportion de rente différentielle et de rente foncière. Ordinairement à ces deux parties de la rente foncière se mêle encore l'intérêt du capital avancé pour des dépenses spéciales par le propriétaire foncier. Quand le propriétaire foncier est en même temps agriculteur, la rente foncière apparaît comme une partie du bénéfice de l'exploitation agricole.

Il importe pourtant essentiellement de distinguer les deux espèces de rente.

La rente différentielle résulte du caractère capitaliste de la production et non de la propriété privée du sol; elle subsisterait si le sol était nationalisé, comme le veulent quelques partisans de la réforme agraire, pourvu que la forme capitaliste de l'exploitation agricole fût conservée ; seulement elle ne reviendrait plus à des particuliers, mais à la collectivité.

La rente foncière absolue résulte de la propriété privée du sol et de l'opposition qui existe entre l'intérêt du propriétaire foncier et l'intérêt de la collectivité. La nationalisation du sol permettrait de la supprimer, et de réduire d'autant les prix des produits agricoles.

En effet, — et c'est là la deuxième différence entre la rente différentielle et la rente absolue, — la première ne constitue pas un facteur qui détermine les prix des

produits agricoles, comme la deuxième. La première résulte des prix de production, la deuxième provient de l'écart entre les prix de marché et les prix de production. La première est constituée par l'excédent, par le profit extraordinaire que réalise le travail sur un sol meilleur ou mieux situé. La deuxième au contraire ne résulte pas d'une plus-value réalisée par certains travaux agricoles; elle n'est donc possible qu'au moyen d'une *retenue* prélevée par le propriétaire foncier sur les valeurs existantes, une retenue sur la masse de la plus-value, donc une diminution du *profit* ou une retenue sur le *salaire*. Si les prix des vivres et les salaires augmentent en même temps, le profit du capital diminue. Si les vivres augmentent, sans qu'il se produise une hausse proportionnelle des salaires, ce sont les ouvriers qui sont les victimes.

Il peut enfin arriver, et c'est généralement le cas, que les ouvriers et les capitalistes se partagent la perte que leur fait subir la rente foncière absolue.

Il y a heureusement des limites à la hausse de la rente foncière absolue. Nous avons déjà fait allusion à ce fait que les propriétaires fonciers ne peuvent pas en fixer le montant arbitrairement. Jusqu'à ces derniers temps, il est vrai, elle croissait constamment en Europe, de même que la rente différentielle, grâce à l'accroissement de la population, qui accentuait toujours davantage le caractère de monopole qu'a la propriété foncière. Mais la concurrence d'outre-mer a fortement entamé ce monopole. Nous n'avons aucune raison d'admettre que la rente différentielle a souffert en Europe de la concurrence d'outre-mer, à l'exception de quelques districts d'Angleterre. Nous ne voyons nulle part ailleurs qu'on ait cessé de cultiver du terrain; on continue toujours à exploiter le sol le plus ingrat: on a tout au plus modifié la nature de l'exploitation; son intensité même n'a pas diminué.

La rente foncière absolue, au contraire, a baissé, et cela a surtout profité aux classes ouvrières. Si leurs conditions d'existence se sont beaucoup améliorées depuis 1870, surtout en Angleterre, cela tient sûrement en grande partie à la baisse de la rente absolue ; cela tient sans doute aussi à la puissance toujours croissante qu'acquiert, aussi bien dans le domaine politique que dans le domaine économique, le prolétariat, et qui a empêché la classe capitaliste d'en accaparer tout le profit.

Mais, à côté de ces avantages, il y a eu aussi des inconvénients. La baisse de la rente foncière a déterminé une crise dans l'agriculture, qui n'est pas passagère comme les crises commerciales et industrielles, mais chronique, surtout dans les régions où — comme c'est le cas dans la plupart des pays — le propriétaire foncier et l'agriculteur ne sont qu'une seule et même personne, de sorte que chaque perte subie par le propriétaire foncier retombe sur l'agriculture, et où les rentes foncières restent fixées dans le *prix du sol.*

La propriété privée du sol, qui, avant que la concurrence d'outre-mer se fît sentir, était une des principales sources de misère pour les classes ouvrières grâce à la hausse de la rente foncière, est devenue, par l'effet de cette concurrence, une source de misère pour les propriétaires fonciers et les agriculteurs, et toute tentative faite pour enrayer le mal d'un côté, l'aggrave de l'autre.

c) *Le prix du sol.*

Sous le régime de la propriété privée du sol et de la production des marchandises dans l'agriculture, les pièces de terre deviennent elles-mêmes des marchandises. Quand les moyens de production deviennent du capital, on est tenté de considérer aussi le sol comme un capital.

Il n'en est rien. On a beau donner continuellement au sol le nom de capital, le propriétaire foncier n'en est pas plus riche d'un centime. Sans doute sa propriété foncière est devenue une marchandise, qui a un prix et une valeur marchande déterminée. Mais cette valeur obéit à de tout autres lois que la valeur marchande ordinaire. — Le sol ne constitue pas un produit du travail humain : le prix n'en est donc pas déterminé par le travail nécessaire à la production, pas plus que par les frais de production. Il est déterminé par la *rente foncière*. Dans la société capitaliste, la valeur d'une pièce de terre ou d'un bien est assimilée à la valeur d'un capital dont le revenu serait égal au montant de la rente foncière de la pièce de terre considérée. La valeur de ce capital est la valeur marchande du sol. Celle-ci est donc déterminée d'une part par le montant de la rente foncière, d'autre part par le taux « usuel » de l'intérêt.

L'intérêt du capital est la part de profit qu'un entrepreneur cède à un propriétaire capitaliste, pour que celui-ci mette son capital à sa disposition. Autrement dit, c'est la part de profit que le capitaliste peut réaliser, par le simple fait de son droit de propriété, sans intervenir lui-même activement en qualité d'entrepreneur dans le commerce ou l'industrie. C'est le cas non seulement quand le capital est placé sous forme de prêt, mais encore quand il est représenté par des actions. Nous n'avons pas à parler ici des formes primitives du prêt, ni de son rôle en dehors de la sphère de la production.

De même que les taux du profit, les taux de l'intérêt du capital tendent à s'égaliser. Les nouveaux capitaux affluent du côté où on paie plus que l'intérêt moyen, et se détournent du côté où on paie moins — toutes choses égales d'ailleurs, les risques étant les mêmes, etc... Bien plus, « l'intérêt, que ce soit l'intérêt moyen, ou l'intérêt courant, apparaît beaucoup plus nettement comme une

grandeur constante, déterminée et connue, que le taux général du profit » (¹).

Le nivellement du taux de l'intérêt s'accomplit aussi beaucoup plus rapidement que celui des taux du profit. Celui-ci s'accomplit par des transformations dans toute l'organisation de la production nationale, par un accroissement de la production dans un domaine, et une diminution de la production dans un autre. Pour le capital-argent, il y a une méthode beaucoup plus commode pour égaliser le taux de l'intérêt : cela peut se faire en un tour de main. Sur le marché où les placements de fonds s'achètent et se vendent, on élève en conséquence le prix des placements qui donnent un intérêt supérieur à l'intérêt moyen, et on diminue d'autant le prix de ceux qui donnent un intérêt inférieur. Si une action que j'ai achetée 200 francs donne un dividende de 10 pour cent, le taux courant de l'intérêt étant de 5 %, je puis la vendre à 400 francs, quelle que soit la valeur des moyens de production qu'elle représente.

C'est précisément comme un placement de ce genre qu'on considère le sol, et on en fixe la valeur d'après le montant de la rente foncière qu'elle assure à son propriétaire.

Mais assimiler pour cette raison le sol à un capital, comme le font beaucoup d'économistes, c'est méconnaître des différences essentielles.

Les intérêts supérieurs à la moyenne que rapporte un capital placé dans des entreprises industrielles ne peuvent, si la concurrence est libre, c'est-à-dire si l'on fait abstraction des monopoles comme par exemple les chemins de fer, mines et autres exploitations du même genre, subsister à la longue, pas plus que les taux de profit supérieurs à la moyenne. La majoration d'un placement dont on fixe la valeur au-dessus de son prix de

(¹) Marx, *Kapital*, III, 1, p. 349.

production, ne peut donc être qu'un phénomène passager.

Il n'est pas question de cela quand il s'agit du prix du sol ; nous savons déjà d'ailleurs que le sol, en tant que sol, n'a pas de prix de production. Une baisse générale du taux de l'intérêt n'affecte d'aucune façon la valeur marchande du capital-argent ; elle modifie au contraire celle du sol. Une pièce de terre, qui donne une rente foncière de 6 000 francs, vaudra 100 000 francs, si le taux de l'intérêt est de 6 %, 150 000 francs, si le taux est de 4 %. Il serait, par contre, ridicule de supposer qu'un capital placé sous forme de prêt ou d'actions qui rapporte aujourd'hui 6 %, vaudrait 150 000 francs, si le taux général de l'intérêt tombait à 4 %. Bien plus, il arrivera généralement, par suite d'une conversion ou de nouveaux placements dans le domaine correspondant, que le capital cessera de rapporter 6 %, ne rapportera plus que 4 %, et vaudra toujours 100 000 francs. La baisse générale du taux de l'intérêt accroît la valeur marchande du sol, mais non celle du capital-argent.

Sans doute il est possible qu'il y ait aussi du capital placé dans le sol, et c'est le plus souvent le cas dans les pays capitalistes. Mais cela ne fait que compliquer le cas, sans le modifier essentiellement. Il arrive alors que la part de plus-value agricole qui échoit au propriétaire foncier comprend non seulement de la rente foncière, mais encore l'intérêt d'un capital ; le prix du sol comprend, outre la rente foncière capitalisée, de l'intérêt capitalisé : c'est ce qu'est en effet, dans les cas normaux, le capital lui-même.

Mais l'intérêt du capital seul ne peut en aucun cas expliquer le prix du sol, car du sol qui ne comprend aucun capital, du sol complètement en friche, a aussi un prix, quand la production capitaliste est suffisamment développée. Et c'est là la deuxième différence entre le sol et le capital. La valeur actuelle d'un capital-argent se

mesure, sur le marché du capital, à l'intérêt qu'il donne *réellement* ; le prix d'une pièce de terre se mesure à la rente foncière qu'elle *peut* donner. Et il y a encore une troisième différence : les moyens de production créés par le travail humain s'usent (physiquement et moralement ; ils sont moralement usés par de nouvelles découvertes) et cessent tôt ou tard d'exister; il faut sans cesse les renouveler. Le sol au contraire est indestructible et éternel, — du moins relativement à la société humaine.

Les deux dernières de ces raisons nous feraient considérer comme insensé le propriétaire d'une entreprise industrielle qui, au lieu de l'exploiter, la laisserait s'arrêter. Pour les propriétaires fonciers il ne serait pas du tout insensé d'agir ainsi, quand la rente foncière monte (c'est-à-dire notamment dans les villes). Pour eux, il est souvent très avantageux de ne pas donner un terrain à cultiver.

On efface toutes ces différences en assimilant le sol à un capital. Pourtant beaucoup d'économistes maintiennent aujourd'hui encore cette assimilation, Brentano, par exemple, dans son ouvrage sur la politique agraire que nous avons déjà cité. Ce qui la justifie, à son avis, c'est ce fait qu'il y a du capital dans le sol ; Rodbertus ne désigne-t-il pas comme un capital un bâtiment d'une ville, « bien que la surface qu'occupe le bâtiment soit un don de la nature monopolisé... ? Le sol est *donc* aujourd'hui du capital. Sans doute il se distingue des autres capitaux, en ce qu'il est un don de la nature monopolisé, et que par suite la quantité en est limitée. Mais il en est ainsi, non seulement du sol cultivé, mais encore du sol couvert de bâtiments, ou utilisé pour des exploitations industrielles ; il en est de même des chutes d'eau, des mines, des chemins de fer, etc. (1) ». Cela ne prouve naturellement pas que le

(1) *Agrarpolitik*, p. 13.

sol soit du capital, mais cela prouve que le terrain des villes, les chutes et les mines donnent aussi une rente foncière. Mais pour ce qui concerne les chemins de fer, il faut avoir l'imagination vive pour les ranger au nombre des « dons de la nature ». Cela rappelle le mot de Dogberry : « Un joli visage est un présent de la fortune, mais savoir lire et écrire, est un *don de la nature* ».

On a beau appeler capital le sol, cela ne fait pas du propriétaire foncier un capitaliste.

Pour déterminer le prix d'une propriété, il faut sans doute tenir compte d'autres facteurs que la rente foncière ; il y a, outre le « capital foncier », c'est-à-dire outre la rente foncière capitalisée, le capital réellement avancé pour l'exploitation agricole : constructions, travaux, bêtes vivantes et instruments. La valeur marchande de ce capital se calcule d'après les prix de production (en déduisant l'usure).

Mais un bien peut comprendre aussi des installations de luxe ; c'est la règle dans la grande propriété. De telles installations, qui n'ont rien de commun avec la production, augmentent naturellement le prix du bien, sans augmenter la rente foncière. Plus le prix de ces installations de luxe est élevé, plus l'intérêt du « capital foncier » paraîtra faible, si on comprend le prix des installations dans ce capital. Pour nous en tenir à notre exemple, si une pièce de terre donne une rente foncière de 6 000 francs, elle vaudra, si le taux courant de l'intérêt est de 3 %, 200 000 francs. Si le propriétaire y bâtit un château qui lui coûte 100 000 francs, il estimera la valeur marchande du bien à 300 000 francs ; mais il en résulte que l'intérêt du capital foncier n'est plus que de 2 %, c'est-à-dire beaucoup plus faible que l'intérêt ordinaire du capital.

On entend dire souvent que le capital foncier a la propriété remarquable de rapporter un intérêt particulière-

ment faible, plus faible que tout autre espèce d'intérêt. C'est complètement faux.

Comme nous venons de le voir, cette espèce de capital n'existe pas du tout ; ce n'est qu'une fiction ; ce qui existe réellement c'est la rente foncière, d'après laquelle on *calcule* le montant du « capital foncier ». Sans doute on a coutume d'estimer le capital de la rente foncière à un chiffre trop élevé, relativement au taux moyen de l'intérêt ; mais ce n'est pas parce que le capital foncier a la propriété mystérieuse de rapporter un intérêt moindre, mais parce que le capitaliste a l'habitude nullement mystérieuse, très intelligente au contraire, de considérer le sol, source de la rente foncière, comme un placement qui a des avantages particuliers. C'est en effet, le plus souvent, le cas. Au sol sont liés d'ordinaire des avantages matériels et moraux, qui ne figurent pas dans la rente foncière — la propriété d'une maison de campagne ou d'un château, comme dans l'exemple que nous avons cité, la production de vivres pour la consommation personnelle, la chasse, l'influence politique ; — de plus la rente foncière a tendu jusqu'à ces derniers temps en Europe — et elle tend encore dans les villes et aux environs des villes — à *monter*, tendance inverse à celle de l'intérêt du capital. Le capitaliste doit payer spécialement cette espérance, quand il achète un terrain.

Mais toutes ces transactions ne font pas du propriétaire foncier — en tant que propriétaire foncier — un capitaliste. On peut naturellement être à la fois propriétaire foncier et capitaliste, mais il n'est pas question de cela. La vente et l'achat font de la propriété foncière un placement capitaliste, mais elles n'en font pas un capital, pas plus qu'une place de juge, qu'on acquérait au siècle dernier au moyen d'un capital, ne devenait par ce fait un capital. Le propriétaire foncier peut sans doute vendre sa propriété foncière et devenir ainsi un capitaliste ; mais

au moment où il le devient, il cesse d'être un propriétaire foncier. Inversement, le capitaliste qui dépense tout son capital à acheter une propriété foncière, cesse d'être un capitaliste au moment où il devient un propriétaire foncier.

Le propriétaire foncier n'est pas un capitaliste : les premiers qui s'en aperçurent furent les seigneurs terriens anglais, qui furent privés, avant ceux du continent, des services féodaux de leurs vassaux et furent obligés les premiers d'essayer l'exploitation capitaliste. Cet essai ne réussit pas : l'organisation du crédit n'était pas encore assez développée. Ils se virent obligés (dès le xv[e] siècle) de partager leurs biens en fermes plus ou moins grandes et de les donner à des agriculteurs qui possédaient eux-mêmes les bêtes et les instruments nécessaires à l'exploitation du bien. Le bail à ferme conclu avec un fermier capitaliste fut le moyen employé pour donner à l'agriculture le capital nécessaire.

Le fermage moderne et capitaliste est moins développé sur le continent européen, surtout au nord des Alpes, qu'en Angleterre.

En Angleterre, il y avait, en 1895, 4640000 acres de superficie exploités par le propriétaire, et 27 940 000 acres exploités par des fermiers. Il y avait 61 014 exploitations en toute propriété, et 459 002 exploitations dirigées par des fermiers.

Les chiffres sont tout autres en *Allemagne* et en *France*. Pourtant ici encore, l'exploitation par ferme tend à croître. Dans l'empire allemand, le nombre des exploitations avec terres prises à ferme a passé de 2.322.899 à 2.607.210 entre 1882 et 1895, soit une augmentation de 284.311 exploitations, tandis que le nombre des exploitations sans ferme tombait de 2.953.445 à 2.951.107.

En France on comptait :

	Agriculteurs propriétaires	Agriculteurs fermiers
1882	3 525 342	1 309 904
1892	3 387 245	1 405 569
Diminution (—) ou augmentation (+)	— 138 097	+ 95 665

Même aux Etats-Unis le nombre des fermes augmente. On y comptait :

	Terres exploitées directement par le propriétaire		Terres exploitées par un fermier	
1880	2 948 306	75 °/₀	1 024 601	25 °/₀
1890	3 269 728	72 °/₀	1 294 913	28 °/₀

Dans les vieux Etats de l'Union de la côte Nord de l'Atlantique, nous ne trouvons pas seulement une diminution relative, mais encore une diminution *absolue* de l'exploitation directe par le propriétaire. On y trouve :

	Terres exploitées directement par le propriétaire	Terres exploitées par un fermier
1880	584 847	111 292
1890	537 376	121 193
Diminution (—) ou augmentation (+)	— 47 471	+ 9 901

Mais dans tous ces pays c'est l'exploitation directe par le propriétaire qui l'emporte encore de beaucoup. L'exploitation capitaliste n'a commencé à se faire sentir dans l'agriculture qu'à une époque où le capitalisme et par suite le crédit était déjà très développé dans les villes. L'agriculture avait ainsi un deuxième moyen de se procurer du

capital, en faisant appel au *crédit*. Le crédit peut être personnel ; mais nous ne voulons parler ici que du crédit foncier ou crédit sur hypothèque. Le propriétaire foncier hypothèque, c'est-à-dire engage sa rente foncière, et obtient ainsi l'argent nécessaire pour entreprendre les perfectionnements nécessaires, pour se procurer le bétail, les machines, les engrais, etc., dont il a besoin.

Le système capitaliste du fermage nous montre nettement séparées les trois grandes sortes de revenus de la société capitaliste. Le propriétaire du sol et le propriétaire des autres moyens de production, le capitaliste, sont deux personnes différentes : en face d'eux il y a le travailleur salarié, exploité par le capitaliste. Le travailleur perçoit le salaire du travail, le capitaliste perçoit le bénéfice de l'entrepreneur, le propriétaire foncier perçoit la rente foncière. La personne de ce dernier est complètement superflue dans l'exploitation agricole ; il n'intervient activement ni dans l'organisation, ni dans le commerce, comme l'entrepreneur capitaliste ; il n'a rien à faire qu'à extorquer à ce dernier des intérêts de fermage aussi élevés que possible et à les consommer avec ses parasites.

Le système hypothécaire est moins clair et moins simple, mais au fond il revient au même. Ici encore nous retrouvons la distinction entre le propriétaire foncier et l'entrepreneur, cachée, il est vrai, sous des formes juridiques particulières. La rente foncière, qui, dans le système du fermage, échoit au propriétaire foncier, revient, dans le système hypothécaire, au créancier. Celui-ci est le propriétaire de la rente foncière, et par suite le vrai propriétaire du sol. Le propriétaire nominal est au contraire, en réalité, un entrepreneur capitaliste, qui perçoit le bénéfice de l'entrepreneur et la rente foncière et restitue la rente sous forme d'intérêts hypothécaires. Si son entreprise échoue, s'il ne peut payer la rente foncière qu'il doit, il doit abandonner sa prétendue

propriété, tout comme le fermier, qui ne paie pas son intérêt, doit abandonner sa ferme; bien plus, le créancier hypothécaire a même souvent le droit d'expulser un agriculteur en résiliant le contrat hypothécaire, tout comme le propriétaire foncier le peut en résiliant le contrat de fermage. La seule différence entre le système du fermage et le système hypothécaire consiste en ceci, que, dans le second cas, le propriétaire réel porte le nom de capitaliste, et l'entrepreneur, capitaliste réel, de propriétaire foncier. Grâce à ce quiproquo, nos agriculteurs qui pourtant remplissent en réalité des fonctions capitalistes, se plaisent à s'indigner contre ceux qui exploitent au moyen du « capital mobile », notamment contre les créanciers hypothécaires, qui jouent en réalité le même rôle économique que joue, dans le système du fermage, le propriétaire foncier.

Dans tous les Etats civilisés, nous constatons un rapide accroissement des dettes hypothécaires.

En Prusse, la somme des nouvelles charges qui pèsent sur les biens fonciers l'emporta sur celle des amortissements

1886/87.	de	133	millions de marks	1891/92.	de	207	millions de marks
1887/88.	»	88		1892/93.	»	209	
1888/89.	»	121		1893/94.	»	228	
1889/90.	»	179		1894/95.	»	255	
1890/91.	»	156					

Ce tableau accuse une augmentation d'un milliard et demi en quelques années !

Cet accroissement rapide prouve simplement que nous assistons partout à la même évolution, déjà si avancée en Angleterre, qui tend à enlever à l'agriculteur la propriété foncière. Cela ne veut pas dire que l'agriculteur devienne un prolétaire : il ne l'est pas plus que le fermier anglais. Il possède, comme celui-ci, tous les moyens de production à l'exception du sol (il ne s'agit ici que des dettes hypothécaires, et non des dettes personnelles).

L'accroissement de l'endettement hypothécaire ne prouve pas non plus que l'agriculture traverse une crise. Cet accroissement *peut* être le signe d'une crise — car la nécessité d'améliorer et de relever l'agriculture n'est pas la seule cause des dettes hypothécaires. Nous en distinguerons d'autres ultérieurement. Mais il est certain que le progrès et la prospérité de l'agriculture se manifestent aussi par un accroissement des dettes hypothécaires, d'une part parce que la demande de capital croît avec le développement de l'agriculture, d'autre part parce que la hausse de la rente foncière permet l'extension du crédit agricole.

L'Autriche, qui possède sans doute la meilleure statistique des hypothèques, pour un temps relativement long, a accusé l'accroissement suivant des dettes hypothécaires (la Galicie, la Bukovine, et le littoral exceptés) :

En 1871 de	46 740 617	florins	En 1881 de	10 034 671	florins
1872	107 621 665	»	1882	22 296 080	»
1873	202 458 692	»	1883	34 289 210	»
1874	156 127 016	»	1884	57 241 240	»
1875	136 692 565	»	1885	55 871 264	»
1876	99 276 440	»	1886	52 706 237	»
1877	24 694 12	»	1887	56 330 623	»
1878	44 160 263	»	1888	56 954 258	»
1879	22 765 037	»	1889	52 738 749	»
1880	18 404 585	»			

C'est justement dans les années qui ont été les meilleures pour l'agriculture (et pour la propriété foncière des villes), dans les premières années après 1870, que l'accroissement des dettes hypothécaires a été le plus marqué.

Le dédoublement de l'agriculteur-propriétaire en deux personnes, le propriétaire foncier et l'entrepreneur, est une conséquence nécessaire de la propriété individuelle du sol dans l'organisation capitaliste de la production. Mais, en revanche, ce dédoublement crée la possibilité de supprimer la propriété individuelle du sol, même si les conditions nécessaires pour supprimer la propropriété individuelle des autres moyens de production



dans l'agriculture ne sont pas encore réalisées. Dans les pays où c'est le système du fermage qui est développé, cela peut se faire par la nationalisation ou la socialisation de la propriété foncière, dans les pays où c'est le système des hypothèques qui est prépondérant, il suffit de nationaliser les hypothèques.

Les conditions sont d'autant plus favorables, que la concentration de la propriété foncière (quand l'exploitation est aux mains de fermiers) ou la concentration des hypothèques (quand les agriculteurs exploitent encore pour leur propre compte) est plus avancée. Malheureusement il est difficile de prouver par des statistiques portant sur des Etats entiers et des périodes assez longues les progrès de cette concentration. Nous possédons, il est vrai, une statistique des exploitations agricoles qui peut suffire ; mais la statistique des hypothèques a été jusqu'ici absolument insuffisante, et la statistique de la propriété foncière ne permet pas de comparer des périodes différentes et de suivre le progrès de la concentration des propriétés. Nous citerons plus bas, dans un autre développement, des exemples de concentration de la propriété foncière dans quelques provinces prussiennes.

Pour l'Allemagne, le système des hypothèques est plus important que le système du fermage. Ici nous voyons distinctement les progrès de la concentration de la propriété foncière, ou, plus exactement, de la rente foncière. Nous verrons comment les nombreux petits usuriers de village sont de plus en plus écartés, pour faire place à de grandes institutions capitalistes et à des sociétés centralisées, qui monopolisent le crédit hypothécaire. D'après les données de F. Hecht dans son ouvrage sur « les Institutions nationales et provinciales de crédit foncier en Allemagne (¹) », la somme totale des cédules hypothécaires mises en circulation par les institutions allemandes de

(¹) *Die staatlichen und provinziellen Bodenkreditinstitute in Deutschland.*

crédit foncier, vers la fin de 1888, dépassa 4 milliards 3/4 de marks dont 1900 millions de marks pour les sociétés; 490 millions pour les institutions nationales ou provinciales de crédit foncier, et 2 millions 1/2 pour les banques. Leur crédit hypothécaire porte surtout, il est vrai, sur la propriété foncière des villes. Mais, pour étudier la concentration du crédit hypothécaire, il faut encore tenir compte d'autres grandes institutions, des caisses d'épargne, des sociétés d'assurance, des fondations et corporations de tout genre. 35 sociétés allemandes d'assurance sur la vie ont placé 80 %, et les caisses d'épargne prussiennes plus de 50 % de leurs fonds en hypothèques.

En Prusse les caisses d'épargne possédaient, en chiffres ronds, 1 milliard de marks en hypothèques sur les terres, les 17 institutions de crédit foncier mutuel (sociétés provinciales) qui se trouvent dans la monarchie prussienne avaient mis en circulation, en 1887, des cédules hypothécaires représentant 1650 millions de marks, pendant que les institutions privées de crédit foncier domiciliées en Prusse avaient acquis, en 1888, des créances hypothécaires représentant 735 millions de marks. Ces chiffres montrent déjà qu'il se produit une concentration énorme de la rente foncière au profit de quelques institutions centrales; mais la concentration fait encore de rapides progrès. En 1888, Hecht trouvait que les banques hypothécaires allemandes avaient mis en circulation des cédules hypothécaires représentant 2 milliards 1/2 de marks (en 1875 il n'y en avait que pour 900 millions); or, dès 1892, cette somme s'élevait à 3.400 millions, soit une augmentation de 1 milliard; cette somme n'était répartie qu'entre 31 banques (au lieu de 27 en 1875).

Hermes donne dans son article sur les « sociétés provinciales » (dans le deuxième volume du supplément au *Dictionnaire des Sciences Politiques*) (1) quelques exem-

(1) Article *Landschaften*, in *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, 2te *Ergänzungsband*.

ples, qui montrent avec quelle rapidité les dettes hypothécaires se concentrent dans les sociétés de crédit foncier de la grande propriété terrienne en Prusse. L'Institution de Crédit de la Noblesse de la Marche Electorale et de la Nouvelle Marche a expédié des cédules hypothécaires pour une valeur de (déduction faite des amortissements) :

1805 . . .	11 527 000 marks	1875 . . .	82 204 000 marks
1855 . . .	38 295 000 marks	1895 . . .	189 621 000 marks

La Nouvelle Institution de Crédit du Brandebourg, fondée en 1869, a expédié des cédules hypothécaires pour une valeur de (déduction faite des amortissements) :

1870 . . .	48 000 marks	1890 . . .	74 275 000 marks
1880 . . .	3 695 000 marks	1895 . . .	101 434 000 marks

Ce sont des chiffres qui semblent bien indiquer que le « dogme marxiste » ne s'applique pas moins à la *propriété foncière* qu'au *capital.*

En ce sens d'ailleurs, on ne conteste pas sa justesse. En revanche, on prétend qu'il ne s'applique pas aux *exploitations agricoles*. C'est une question beaucoup plus importante que nous examinerons plus à fond ultérieurement. Il ne s'agit ici que de la propriété foncière et des deux formes qu'elle revêt dans le régime capitaliste.

Nous avons vu qu'il y a entre le système du fermage et le système hypothécaire plus d'une analogie, mais il y a aussi d'importantes différences.

La plus importante consiste en ce que la variation du fermage correspond aux variations de la rente foncière, tandis que ce n'est pas le cas pour les hypothèques. Sans doute il y a aussi une variation de l'intérêt hypothécaire, quoique la constance en soit plus grande que celle du fermage; mais cette variation est déterminée, non par la variation de la rente foncière, mais par celle de l'intérêt du capital qui obéit à de tout autres lois. L'intérêt du

capital et la rente foncière peuvent, au même moment, varier dans des sens diamétralement opposés : l'un peut baisser et l'autre monter. C'était, jusqu'à ces derniers temps, la variation régulière dans tous les vieux pays de production capitaliste.

Le bénéfice de ce mouvement, dans le système du fermage, revenait au propriétaire foncier. Dans le système hypothécaire, au contraire, l'agriculteur, l'entrepreneur réel, qui n'est propriétaire que de nom, percevait lui-même le bénéfice, quand la rente foncière montait, et pouvait s'en servir pour acquérir un nouveau capital hypothécaire.

Le créancier hypothécaire profite aussi peu de cet avantage de la propriété foncière, qu'il profite des autres avantages cités plus haut, qui augmentent la valeur marchande de la propriété foncière et font baisser l'intérêt du « capital foncier ». En conséquence, le créancier hypothécaire exige, pour son capital, au moins quand la rente foncière, est en hausse, un intérêt supérieur à celui que donne « le capital foncier », c'est-à-dire que la somme d'un capital hypothécaire, qui exige comme intérêt la rente foncière totale, est inférieure à la valeur marchande du terrain hypothéqué.

Mettons ce fait en lumière au moyen de l'exemple donné ci-dessus d'un bien donnant 6.000 francs de rente foncière. Supposons que le taux moyen de l'intérêt soit de 4 %, la rente foncière capitalisée s'élèverait donc à 150.000 francs. Mais à ce bien sont liés de nombreux avantages, dont nous avons déjà parlé : le plus sérieux est l'espoir d'une hausse de la rente foncière. Le propriétaire obtiendra donc pour son bien plus de 150.000 francs, mettons 200 000 francs. Cela mettrait l'intérêt du capital foncier à 3 %. Mais le créancier hypothécaire exige son intérêt au taux moyen de 4 %. Or, l'agriculteur ne peut lui payer que 6.000 francs d'intérêt hypothécaire. La dette hypothécaire ne peut donc pas dépasser 150.000

francs ; elle ne s'élève qu'aux trois quarts de la valeur du bien et mange cependant toute la rente foncière.

Toujours est-il que si la rente foncière est en hausse, ce que nous admettons par hypothèse, l'agriculteur est plus favorisé par le système hypothécaire que par le système du fermage. Mais la médaille a aussi son revers : on s'en aperçoit quand la *rente foncière baisse*.

Dans ce cas le fermier, du moins le fermier capitaliste, fait retomber ses pertes sur le propriétaire foncier : celui-ci est obligé, malgré ses résistances et après une lutte assez longue, d'accepter une réduction du fermage. Au contraire, le propriétaire foncier qui exploite lui-même est obligé de subir les inconvénients de la baisse de la rente foncière : il ne peut la faire retomber tout de suite sur le créancier hypothécaire.

Ce qui, dans le système du fermage, détermine, après une période de transition plus ou moins longue, une crise de la propriété foncière, détermine toujours, dans le système hypothécaire, une crise des entreprises agricoles, ou, comme on dit, de l' « agriculture ». Les propriétaires réels, les créanciers hypothécaires n'en sont pas atteints tout de suite. Sans doute le taux des hypothèques peut baisser en même temps que la rente foncière : mais c'est alors la conséquence, non pas de la crise agricole, mais de la baisse générale de l'intérêt du capital, qui atteint l'ensemble du capital prêté. Nous n'avons pas à nous en occuper ici. Le taux de l'intérêt hypothécaire est déterminé par le taux général de l'intérêt du capital, et la pire détresse de l'agriculture ne peut pas le faire descendre au-dessous de ce niveau. Au contraire, plus la détresse de l'agriculteur est grande, et plus est grande la prime de risque qu'il est obligé de payer ; plus sera grand par suite l'écart entre le taux qu'il est obligé de consentir et le taux moyen de l'intérêt ; plus sera grande aussi la différence entre le prix de son bien et la somme maxima des hypothèques dont il pourra le grever.

Dans le système hypothécaire, l'adaptation de l'agriculture à la baisse de la rente foncière ne se fait pas, comme dans le système du fermage, par la réduction des intérêts : elle se fait par la banqueroute de l'entrepreneur et la perte de capital subie par le créancier hypothécaire ; et ce n'est pas l'opération la moins douloureuse et la plus rationnelle.

Outre le système du fermage et le système hypothécaire, une troisième combinaison est possible : le propriétaire foncier peut être en même temps un capitaliste, c'est-à-dire qu'il peut, outre sa propriété foncière, posséder assez d'argent comptant pour organiser avec ses propres moyens une exploitation moderne, et percevoir, outre le bénéfice de l'entrepreneur, la rente foncière tout entière.

Pourtant cette confusion du propriétaire foncier et du capitaliste en une seule personne a été jusqu'ici une exception dans l'histoire; et elle restera une exception dans l'évolution ultérieure du système de production capitaliste ; il faut en chercher la raison, d'une part *dans la supériorité de la grande exploitation comparée à la petite*, d'autre part dans *la propriété individuelle du sol.*

VI

GRANDE EXPLOITATION ET PETITE EXPLOITATION

a) *La supériorité technique de la grande exploitation.*

Plus le capitalisme se développe dans l'agriculture, plus il accroît la différence qualitative entre la technique de la grande exploitation et celle de la petite.

A l'époque précapitaliste, cette différence, comme nous l'avons déjà indiqué, n'existait pas dans l'agriculture, si nous faisons abstraction du système des plantages et autres systèmes d'exploitation analogues, dont nous n'avons pas à tenir compte ici. Le seigneur foncier cultivait sa terre avec les hommes, animaux et outils que lui fournissaient les paysans corvéables. Ce qu'il fournissait lui-même était peu important et n'avait aucune supériorité sur les moyens de production des paysans. S'il avait des domestiques en plus grand nombre, c'était surtout pour faire face aux besoins plus grands de son ménage : cela n'avait aucune influence sur la manière de cultiver les champs. Ce n'était pas non plus par une superficie plus grande et tout d'un tenant que le bien du seigneur se distinguait du bien du paysan. Les terres du seigneur formaient, tout comme celles des paysans, des parcelles dispersées dans les campagnes et étaient soumises, comme celles des paysans, à la contrainte de sole. La seule différence entre l'exploitation des paysans et celle du seigneur, était celle que nous avons déjà indiquée plus haut : les ouvriers qui exploitaient pour le seigneur ne travaillaient pas de bon gré ; ils fatiguaient



chauffées en hiver, avec cinq lampes, d'autre part, cinquante. D'une part, du pétrole, du café à la chicorée, de la margarine achetés en gros, d'autre part, tout acheté au détail, etc.

Si nous sortons de la maison pour aller dans la cour, nous trouvons dans la grande exploitation une étable pour cinquante à cent vaches, tandis que les petits paysans ont cinquante étables à une ou deux vaches chacune, nous trouvons *une* grange, *une* fontaine au lieu de cinquante. Si nous continuons notre examen, nous trouverons relativement moins de routes pour aller de la cour aux champs — les paysans ne peuvent pas établir de chemins de fer de campagne —, moins de haies et de palissades, moins de lisières.

Plus un terrain est petit, plus est grand le rapport de son périmètre à sa superficie. Si le terrain a une forme carrée, la superficie étant de

10 hect.	5 hect.	1 hect.	50 a.	25 a.	10 a.	5 a.	1 a.

la longueur de la limite sera *par are* de

$1^m,26$	$1^m,70$	4^m	$5^m,66$	8^m	$12^m,65$	$17^m,89$	40^m

Pour entourer cinquante terrains de 20 ares chacun, il faudra plus de *sept fois autant* de palissade et de travail que pour un seul terrain de 10 hectares.

Supposons que le terrain soit limité par une lisière large de 20 centimètres, la superficie rendue improductive sera, le terrain ayant une forme carrée, et la superficie étant de

	10 h.	5 h.	1 h.	50 a.	25 a.	10 a.	5 a.	1 a.
Mètres carrés	0,25	0,36	0,80	1,113	1,60	2,53	3,58	8,00

par are.

Pour limiter un terrain de 10 hectares, on ne perd de cette façon que 2 ares et demi, tandis que pour limiter vingt-cinq terrains de 20 ares chacun on perd 18 ares.

Plus les limites d'un terrain sont grandes, et plus est grande la perte de semence que la main du semeur jette inévitablement au-delà des limites, plus est grande la somme de travail nécessaire pour mettre le terrain en valeur. « La culture du terrain, au moyen de la charrue, de l'extirpateur, de la herse, du cylindre, de la pioche, du buttoir et l'ensemencement à la machine, exige, dit Krämer dans le « Manuel de l'agriculture » (1) de Goltz, pour une même superficie, d'autant plus de frais que la parcelle est plus petite. Ce surcroît de frais pour les petites parcelles provient des pertes de temps répétées qu'entraîne la culture des champs. On perd régulièrement du temps à faire demi-tour aux extrémités, à labourer transversalement une bande de terre plus ou moins large selon la longueur totale, sur le côté le plus étroit du champ (bande le long du mur, bout, etc.) et à défricher à la main les coins qu'on n'a pas atteints en cultivant cette bande. »

De plus, les cinquante petites exploitations des paysans ont besoin de cinquante charrues, cinquante herses, cinquante voitures, etc., tandis qu'un nombre bien moins élevé, égal peut-être au dixième du premier, suffit dans une grande propriété. La grande exploitation réalise, par suite, la nature de la culture étant la même, une économie considérable de bêtes et d'instruments. C'est ce que nous montre aussi la statistique des machines agricoles. Parmi les rares machines utilisables aussi bien par la petite que par la grande exploitation, il y a la *batteuse*. Or, en 1883, on comptait, sur une superficie cultivée de 1 000 hectares,

2,84 batteuses à vapeur et 12,44 autres batteuses	dans les exploitations de 2 à 100 hectares.
1,08 batteuses à vapeur et 1,93 autres batteuses	dans les exploitations au-dessus de 100 hect.

(1) Goltz, *Handbuch der Landwirthschaft*, I, p. 198.



Personne ne soutiendra que cette différence provient de ce que la batteuse à vapeur est plus répandue dans les petites exploitations que dans les grandes.

Malgré cette économie d'instruments réalisée quand la nature de l'exploitation est la même, il peut se faire que dans la grande exploitation le chiffre d'instruments soit supérieur, non pas seulement en valeur absolue, mais encore proportionnellement, parce que la nature de l'exploitation ne reste pas la même. Il y a, en effet, toute une série d'outils et notamment de machines qui ne peuvent être employés avantageusement que dans la grande exploitation. Le paysan ne peut en tirer tout le profit possible.

D'après la théorie de l'exploitation agricole de Krafft, la superficie minima de terre cultivée qui est nécessaire pour qu'on puisse tirer tout le profit d'un instrument est

Pour une charrue avec attelage de	30 hect.
Pour un semoir, une moissonneuse, une batteuse à molette	70 »
Pour une batteuse à vapeur	250 »
Pour une charrue à vapeur	1 000 »

De même les grandes exploitations seules ont intérêt à employer la force électrique. « Il paraît impossible provisoirement de trouver, dans la transmission de la force électrique, un moyen d'accroître les revenus nets de toutes les exploitations agricoles, *surtout des petites*. Même pour des biens de 1000 arpents, le bénéfice reste douteux. *Seules, des exploitations relativement grandes offrent des conditions favorables* (1). »

Pour se rendre compte de la portée de ces chiffres, il faut se rappeler qu'en 1895 il n'y avait, dans l'empire allemand, sur 5 558 317 exploitations agricoles, que

(1) KÖTTGEN, *Ist die Elektrotechnik*, etc., in *Thiels Landw. Jahrbuch*, XXVI., p. 672.

306 828 exploitations au-dessus de 20 hectares, et 25 061 seulement au-dessus de 100 hectares. L'énorme majorité des exploitations agricoles est si petite, qu'elle ne peut même tirer tout le profit possible d'une charrue à attelage, à plus forte raison des machines.

En 1884, le gouvernement des Etats-Unis demanda à ses consuls des rapports sur les chances qu'on pouvait avoir de vendre à l'étranger des machines agricoles américaines. Les consuls de tous les pays où domine la petite propriété foncière répondirent unanimement que les exploitations étaient trop petites pour permettre l'usage de machines ou même d'outils perfectionnés. Telles furent les réponses venues du Wurtemberg, de la Hesse, de Belgique, de France, etc. Le consul Kiefer, de Stettin, dit que c'est un spectacle risible pour un américain de voir les gens fendre encore le bois avec des haches qui ressemblent aux tomahawks des Indiens. Le consul Mosher, de Sonneberg dit dans son rapport : « Les outils des agriculteurs de la Thuringe sont fort grossiers. J'ai examiné récemment quelques vieilles gravures représentant des scènes rustiques de cette contrée au XV[e] siècle : j'ai été frappé de la ressemblance qu'il y a entre les outils qui figurent sur ces gravures et les outils usités aujourd'hui. » On ne trouve guère d'outils modernes que dans les exploitations modèles du duc. De même, le consul Wilson, de Nice, dit dans son rapport sur le sud de la France : « A l'intérieur, c'est toujours la vieille charrue du temps des Romains qui est universellement répandue ou du moins souvent en usage : elle ne fait que gratter le sol, sans faire de profonds sillons. » (*Reports from the consuls of the United states on agricultural machinery*. Pages 510, 524, 621).

Sur cent exploitations agricoles de différentes grandeurs, on utilisait, en 1895, dans l'empire allemand :

Exploitations	Machines en général	Charrues à vapeur	Semoirs	Moissonneuses	Batteuses	
					à vapeur	autres
Au dessous de 2 hect.	2,03	0,00	0,46	0,01	1,08	0,49
de 2 à 5 hectares .	13,81	0,00	1,29	0,06	5 20	6,56
de 5 à 20 hectares .	45.80	0,01	4,88	0,68	10,95	31,89
de 20 à 100 hect. .	78,79	0,10	17,69	6,93	16,60	64,09
de 100 et au-dessus	94,16	5,29	57,32	31,75	61,22	60,53

Partout c'est la grande exploitation qui emploie le plus de machines. Si l'on fait abstraction de la batteuse, on ne trouve que de rares traces de machines dans la petite exploitation.

Ce qui est vrai des outils, instruments et machines est vrai aussi des forces humaines, animales ou autres, qui les mettent en mouvement et les dirigent. La petite exploitation en dépense proportionnellement davantage pour obtenir le même effet utile, et elle ne peut en tirer tout le profit qu'en tire la grande exploitation, porter si haut leur productivité. Dans l'exemple cité plus haut, les 50 charrues et les 50 chariots des petits paysans ont besoin de 50 attelages et de 50 conducteurs, tandis que les 5 charrues et les 5 chariots de la grande exploitation n'ont besoin que de 5 attelages et de 5 conducteurs. Sans doute les 50 petits paysans peuvent n'atteler qu'une vache chacun à leur charrue, tandis que la charrue de la grande exploitation est tirée par 4 chevaux : mais cela ne rend pas la situation meilleure. Une double charrue fait avec un laboureur et trois chevaux autant de travail que deux charrues simples avec deux chevaux chacune. Une charrue à trois sillons fait autant de travail avec un ouvrier et quatre chevaux que trois charrues simples avec trois ouvriers et six chevaux.

D'après Reuning (cité par Roscher, *Economie de l'agri-*

culture (1) on trouvait vers 1860 dans le royaume de Saxe, sur 100 acres de propriété paysanne, 3,3 chevaux, et sur 100 acres de terres nobles 1,5 seulement. Le recensement de 1895 accusa en Allemagne, sur 1 000 hectares de superficie cultivée :

Exploitations	Chevaux	Gros bétail
De 2 à 5 hectares	69	853
De 5 à 20 hectares	118	640
De 20 à 200 hectares.	127	871
Au-dessus de 100 hectares.	88	250

Le paysan, comme on sait, n'élève pas seulement des vaches pour le lait et la reproduction, mais encore pour l'attelage. Le grand nombre de vaches qu'on rencontre dans la petite exploitation tient aussi, dans une large mesure, à ce que le paysan s'occupe plus de l'élève du bétail et moins de la culture des céréales que la grande exploitation ; mais en revanche on ne peut pas expliquer de cette façon la différence existant dans le nombre des chevaux.

Dans la Grande-Bretagne, la statistique des exploitations de 1880 accuse, par 1 000 acres de terrain :

Exploitations	1 à 5	5 à 20	20 à 50	50 à 100	100 à 300	300 à 500	500 à 1 000	Au-dessus de 1 000
Chevaux .	72	58	54	49	43	37	32	24
Bétail . .	395	336	248	242	196	153	113	81

La grande exploitation réalise sur la force humaine la même économie que sur la force animale, les exemples que nous venons de donner le prouvent suffisamment, en montrant que, toutes choses égales d'ailleurs, elle a besoin

(1) *Roscher, Nationalökonomik des Ackerbaus.*

de moins de bétail, de moins d'outils, qu'elle emploie plus de machines économisant du travail, qu'elle peut donner aux surfaces cultivées la forme et l'extension la plus rationnelle, etc.

Mais si le compte de bêtes et d'outils employés et la somme des forces de travail utilisées sont *à proportion* moins grands dans une grande exploitation que dans une petite, relativement à la surperficie, et la nature de l'exploitation étant la même, il n'est pas moins évident d'autre part qu'ils sont toujours plus grands *en valeur absolue* dans la grande exploitation que dans la petite : cela prouve simplement que l'une est plus à même de tirer profit de la division du travail que l'autre ; la grande exploitation seule permet complètement cette spécialisation et cette adaptation des outils et instruments aux différents travaux par lesquels la production moderne est si supérieure à la production précapitaliste ; il en est de même pour les races d'animaux. Le petit paysan utilise sa vache comme bête laitière, comme animal de trait, et comme animal reproducteur;il n'est pas question pour lui de sélection, d'adaptation de la race et de la nourriture à des objets spéciaux, de même il lui est impossible de partager les travaux divers de son exploitation entre différentes personnes ; c'est au contraire ce que peut la grande exploitation, qui en retire différents avantages. Le grand propriétaire partage les travaux en deux catégories, ceux qui réclament une habileté et un soin particuliers, et ceux qui n'exigent qu'un simple déploiement de force. Il confie les premiers à ceux de ses gens qui font preuve d'une adresse ou d'une diligence particulière, et dont l'habileté et l'expérience se développent ensuite du fait qu'ils se consacrent exclusivement ou principalement à ce travail particulier. Mais par suite de la division du travail et de l'étendue plus grande de l'exploitation, les divers travailleurs restent plus longtemps à leur travail, n'ont pas aussi souvent à changer d'occupa-

tions, et diminuent ainsi la perte de temps et de force qui est inhérente à tout changement de travail et à tout changement de place. Enfin la grande exploitation peut bénéficier des avantages de la coopération méthodique et coordonnée de beaucoup de personnes en vue d'un résultat déterminé.

Cette supériorité de la grande exploitation était déjà mise en lumière, en 1773, par un agriculteur anglais. Celui-ci montrait qu'un fermier, en employant sur 300 acres le même nombre de travailleurs que dix fermiers emploieraient chacun sur 30 acres, « aurait en proportion du nombre des travailleurs un avantage que seul un praticien peut aisément comprendre ; car il est naturel de dire que 1 : 4 égale 3 : 12 ; mais dans la pratique cela n'est pas exact ; dans une récolte, et dans beaucoup d'autres opérations qui exigent une égale célérité, par l'emploi simultané de beaucoup de bras, le travail se fait mieux et plus vite. Ainsi par exemple, pendant la moisson, deux cochers, deux chargeurs, deux amasseurs, deux râteleurs, et le reste à la meule ou dans la grange feront deux fois plus de travail que le même nombre d'ouvriers s'ils travaillaient disséminés dans plusieurs exploitations (1) ».

Il est également possible, dans une exploitation importante, de faire faire par des hommes du métier, vite et bien, certains travaux que le paysan exécute laborieusement et mal, ou que, après avoir longtemps attendu et cédant à une nécessité pressante, il fait exécuter par un homme du métier habitant au loin ; certaines grandes exploitations ont leur propre forgerie, leur propre sellerie, leur propre charronnerie, pour faire les réparations et fabriquer les outils et instruments simples.

Mais l'avantage le plus important qui résulte pour la grande exploitation du nombre plus grand des tra-

(1) Cité par Marx, *Kapital*, t. I, 2e édition, p. 334.

vailleurs qu'elle emploie, consiste dans la division du travail entre les travailleurs manuels et les travailleurs intellectuels. Nous avons vu combien importante est devenue pour l'exploitation agricole une direction scientifique, comment seule elle permet une exploitation méthodique, qui évite tout gaspillage, toute diminution de la richesse du sol, comment seul un agronome trouvera toujours, à l'aide d'une comptabilité rationnelle et exacte, l'assolement, le fumage, la machine, la race animale, l'espèce de fourrages, répondant à chaque moment aux exigences perpétuellement changeantes de la science et du marché. Mais, dans la société actuelle, l'apprentissage manuel et la culture scientifique sont complètement séparés. Pour qu'une exploitation puisse employer les services d'un agronome, il faut qu'elle soit assez étendue pour que le travail de la direction et de la surveillance de l'exploitation suffise à occuper un homme.

Cette étendue est, sous certaines conditions, une étendue déterminée. Elle varie avec le genre d'exploitation ; avec une exploitation très intensive, par exemple dans la viticulture, elle peut n'être que de 3 hectares ; avec une exploitation extensive, s'il s'agit de pâturages par exemple, elle peut être de 500 hectares. En moyenne on peut admettre que, dans l'Europe centrale, un bien de 80-100 hectares, exploité selon la méthode de culture intensive, et, dans le cas de la culture extensive, un bien de 100-125 hectares, suppose un travail de direction suffisant pour occuper complètement une personne spéciale.

Ce n'est donc qu'à condition d'avoir au moins cette importance que chez nous une exploitation peut être organisée et dirigée selon des principes scientifiques. Mais en Allemagne il n'y avait, en 1895, sur 5 558 317 exploitations agricoles, que 26 061 exploitations comptant 100 hectares et plus ! Ce n'est donc pas un prodige qu'il



y ait si peu de trace jusqu'ici d'agriculture rationnelle ! Goltz déclare que le produit moyen des récoltes est très bas, « si on le compare aux produits qui peuvent être obtenus, et sont obtenus en fait, même sur des terrains moins bons, par l'emploi de meilleurs procédés de culture. Parmi les agriculteurs ayant une expérience étendue, je crois qu'il ne se trouvera personne pour me contredire si j'affirme que l'on peut, par une meilleure culture, élever le produit des récoltes de 4 à 8 quintaux par hectare. En fait, selon mon sentiment, on peut accroître infiniment plus la quantité des produits récoltés, mais je prends intentionnellement un chiffre qu'aucun connaisseur ne peut contester (1) ». D'après cela, l'Allemagne pourrait avec une meilleure culture produire 100 millions de quintaux de céréales de plus, sans accroissement de la surface consacrée à la culture des céréales.

Quant aux directeurs et propriétaires de petites exploitations, dont le travail de direction n'occupe pas tous les instants et qui doivent mettre eux-mêmes la main à différents travaux, on cherche, par le moyen d'écoles agronomiques inférieures, à leur donner des connaissances plus complètes que celles de l'école primaire. Nous sommes les derniers à contester l'utilité de ces écoles, mais il est de toute évidence que l'enseignement qu'elles répandent est loin de pouvoir être comparé à celui qui est donné dans les Instituts agronomiques. Elles nous paraissent plutôt appropriées à former pour la grande exploitation des fonctionnaires subalternes sans exigences, et par là à diminuer ses frais d'administration, qu'à former des agriculteurs modernes indépendants. Mais les écoles moyennes d'agronomie doivent être envisagées sous un autre aspect. Un spécialiste se plaint qu'il n'arrive que trop souvent « que l'on y prenne des habitudes

(1) *Die ländliche Arbeiterklasse und der preussische Staat*, p. 165.

de vie qui ne conviennent pas au moyen agriculteur et moins encore au petit, et qui ont pour conséquence que, dans la suite, l'élève ne se sent pas bien dans une petite situation ou ne sait pas y conformer sa vie, et retire ainsi de la fréquentation de l'école, pour toute son existence, non un profit, mais un dommage (1). »

Kirchner redoute ces conséquences là où des mœurs d'étudiants viennent s'établir, mais l'établissement de ces mœurs n'est que la conséquence extérieure de la transformation intérieure que produisent les écoles d'agronomie. Une culture scolaire supérieure et le contentement de la vie de paysan ne sont pas compatibles. La masse des hommes instruits se recrute dans la bourgeoisie, grandit avec des désirs de vie bourgeoise, désirs qui se communiquent d'une manière imperceptible, par suite de l'influence nécessaire du milieu, à ceux qui sont issus du peuple et s'élèvent par leurs propres efforts. Avec un revenu qui permet au paysan, à l'artisan, à l'ouvrier industriel une existence tout à fait facile, un homme cultivé ne tarde pas à sombrer physiquement ou moralement, très souvent à ce double point de vue. Les conservateurs n'ont pas tout à fait tort, lorsqu'ils déclarent qu'une culture supérieure rend le paysan impropre à son métier. Mais c'est une exagération ridicule, et, plus souvent encore, répugnante, de déclarer que le peu d'instruction que l'on donne dans nos écoles primaires est incompatible avec l'existence du paysan. C'est, d'un côté, abaisser le paysan au rang de la bête, de l'autre, lui ôter toute possibilité de donner à son exploitation un caractère quelque peu rationnel.

Mais cette instruction supérieure que réclame une exploitation entièrement rationnelle est assurément difficilement conciliable avec les conditions d'existence actuelles du paysan. Cette constatation n'est naturellement pas

(1) Kirchner, *Goltzsches Handbuch*, I, p. 421.

une condamnation de l'instruction supérieure, mais des conditions d'existence du paysan. Elle signifie seulement que l'exploitation paysanne résiste à la grande exploitation non pas par une productivité plus haute, mais par des exigences moindres. La grande exploitation doit *a priori* produire plus que la petite pour obtenir seulement le même produit net qu'elle, car le compte de ses dépenses ne comprend pas seulement les frais d'entretien (en espèces ou en nature) de travailleurs des campagnes, mais aussi de travailleurs urbains et bourgeois.

Ce sont, à ce point de vue, les biens moyens qui se trouvent dans les plus mauvaises conditions ; car ce sont eux qui ont les frais d'administration relativement les plus élevés. Ces frais diminuent rapidement, à mesure que grandit l'exploitation. L'administration d'un bien de 100 hectares exige un agronome (propriétaire ou fermier) ; pour un bien de 400 hectares, il ne faut qu'un fonctionnaire subalterne de plus ; le produit est, toutes choses égales d'ailleurs, quatre fois plus élevé ; les frais d'administration ne sont qu'une fois et demie plus élevés.

Une exploitation plus importante est, à l'intérieur de la classe paysanne, toutes choses égales d'ailleurs, supérieure à une exploitation de moindre importance ; il en est de même à l'intérieur de la classe des grandes propriétés, dans de certaines limites, que nous déterminerons. Au contraire, à la limite qui se trouve entre l'exploitation paysanne et la grande exploitation, il se produit un changement subit de la quantité en qualité, pour parler comme Hegel, changement qui peut faire qu'à cette limite l'exploitation paysanne soit supérieure, sinon au point de vue technique, du moins au point de vue économique, à l'exploitation plus importante qu'administre un agronome. Les frais que nécessite la direction d'un agronome constituent souvent pour une petite terre noble une charge que ne compensent pas les

services rendus. Mais la charge est naturellement plus lourde lorsque le directeur, au lieu d'avoir une éducation scientifique, a une éducation de hobereau. Moins il peut rendre de services, et plus sont élevées ses prétentions.

Au contraire, la grande propriété paysanne est supérieure à la petite, la grande terre noble à la petite — bien entendu toujours dans l'hypothèse que toutes les autres circonstances sont les mêmes.

Parmi les avantages techniques que la grande exploitation a sur la petite, il faut encore compter ceux qui résultent pour elle des travaux de construction qui ne peuvent agir avec succès qu'à condition d'être entrepris sur une étendue importante, en particulier les *travaux d'irrigation et de drainage*. Drainer une petite surface est souvent tout à fait impossible, la plupart du temps de peu de profit. Dans la règle on ne draine que de grandes surfaces. D'après Meitzen, en 1855, en Prusse, dans de grandes propriétés 178 102 arpents étaient drainés, dans de petites, 20 877 seulement. De même les *chemins de fer de campagne* ne conviennent qu'à des surfaces importantes, continues.

A tous ces avantages de la grande exploitation dans le domaine de la *production*, il faut joindre divers avantages se rapportant au domaine du *crédit* et du *commerce*.

Dans aucun domaine la supériorité de la grande exploitation sur la petite n'est plus grande que dans le commerce. « Il ne faut pas plus de temps pour calculer avec de grands chiffres qu'avec de petits. Il faut dix fois plus de temps pour faire 10 achats de 100 livres sterlings, qu'un *seul* achat de 1000 livres sterlings. Dans le commerce bien plus encore que dans l'industrie, le même travail, effectué en grand ou en petit, prend le même temps (1) ».

Les frais de transport, en particulier par voie ferrée,

(1) MARX, *das Kapital*, III, 1, p. 279.

diminuent aussi pour de grandes masses de marchandises. Celui qui achète en gros achète meilleur marché et meilleur que celui qui achète une petite quantité; celui qui vend en gros peut avec le même bénéfice ou même avec un bénéfice plus important, vendre meilleur marché, triompher de la concurrence.

Mais le grand négociant n'a pas seulement, proportionnellement à l'étendue de son débit, des frais moins importants que le petit commerçant, il domine aussi et embrasse de son regard le marché, tout autrement que celui-ci. Cela est vrai tout d'abord du commerçant proprement dit, mais cela est vrai aussi de l'industriel et de l'agriculteur en tant que ceux-ci, comme acheteurs ou vendeurs, ont à faire acte de commerçants. La dernière considération, la moindre faculté de dominer et de connaître le marché, concerne, bien plus encore que le petit commerçant, le petit artisan, qui ne peut avoir un personnel chargé de la vente et qui ne fonctionne que d'une manière accessoire comme commerçant; mais elle concerne surtout le paysan isolé à la campagne. Celui-ci est, de tous les acheteurs et vendeurs du marché, dans les pires conditions; nul n'a moins de connaissances commerciales que lui, nul n'est moins en situation de tirer rapidement parti des circonstances favorables ou même de les prévoir, de prévenir les circonstances défavorables. Mais avec cela, son exploitation est beaucoup plus variée que celle de l'artisan urbain, elle embrasse beaucoup plus de branches de travail et nécessite par suite des achats et des ventes de matières plus diverses. Le cordonnier n'a besoin d'acheter, outre son outil, que du cuir, du fil et des clous; il ne vend que des chaussures. Le paysan achète, outre les instruments, des bestiaux, des grains de semailles, des fourrages, des engrais artificiels; il vend des bestiaux, des grains, du lait, du beurre, des œufs, etc. Personne ne dépend autant du commerce que lui.

Le maximum de cette dépendance et des conséquences

funestes qu'elle comporte est atteint là où le commerçant apparaît en même temps comme *usurier*, là où un besoin pressant d'argent pour le paiement de ses impôts et de ses dettes force le paysan à se défaire de sa marchandise à n'importe quel prix ou même à la vendre avant qu'elle ne soit bonne pour le marché.

Ici encore nous trouvons un domaine dans lequel apparaît la supériorité de la grande exploitation sur la petite : le *crédit*.

Nous avons vu dans le chapitre précédent que l'agriculture moderne ne peut se passer de capital. Nous avons vu aussi que là où ne prédomine pas le système du fermage, l'hypothèque est le principal moyen par lequel l'agriculteur se procure de l'argent. Il peut encore faire usage de son crédit personnel ou vendre une partie de son bien, afin de garder l'argent nécessaire à l'exploitation du reste. Mais ce dernier moyen n'est pas toujours possible, et très souvent il n'est pas conseillable. Car, par la diminution du bien, le propriétaire perd les avantages d'une plus grande exploitation. En outre, il renonce aux chances de renchérissement de la partie abandonnée, renchérissement qui peut être la conséquence et de la hausse de la rente foncière et de la baisse du taux de l'intérêt. Le crédit personnel et l'hypothèque sont par suite, pour lui, les moyens principaux de se procurer du capital.

Le crédit hypothécaire est employé principalement là où il s'agit de se procurer un capital fixe (améliorations, constructions — nous faisons abstraction ici des changements de propriétaires comme cause de l'endettement hypothécaire) ; le crédit personnel, là où il s'agit de se procurer du capital circulant — engrais, semences, salaires, etc.

Autrefois l'endettement du propriétaire foncier était la conséquence d'un état de crise ; c'était un état anormal. Dans le mode de production capitaliste il devient, partout

où le propriétaire foncier et l'agriculteur sont juridiquement une même personne, une nécessité qui résulte du processus même de la production. L'endettement de la propriété foncière est ici un phénomène inévitable. Mais en même temps le genre d'endettement de la propriété foncière devient un facteur essentiel de la production agricole.

Cela est vrai de la petite exploitation comme de la grande. Mais, dans l'acquisition du crédit, la dernière a divers avantages. Le consentement et l'enrégistrement d'une hypothèque de 200000 francs ne nécessitent pas plus de travail et de dépenses que celles d'une hypothèque de 2 000 francs ; 200 000 francs, prêtés en cent endroits différents, coûtent une dépense de travail cent fois plus grande que la même somme placée en un seul endroit.

Lafargue donne un exemple saisissant de ce fait dans son remarquable article sur « La petite propriété foncière en France », publié dans la *Neue Zeit*(I, p. 348) : « Pour un emprunt hypothécaire, les frais sont relativement d'autant plus considérables que le prêt est moins important et que le laps de temps pour lequel il est fait est plus court. Voici par exemple les intérêts et frais ordinaires d'un emprunt hypothécaire de 300 francs.

Honoraires du notaire	5 fr. »
Passation du traité en deux exemplaires.	3 fr. »
Bordereau d'inscription et de rédaction	3 fr. »
Timbres	2 fr. 95
Frais d'inscription de 1 fr. 10 pour 100 francs . . .	3 fr. 30
Inscription au bureau des hypothèques.	3 fr. »
Intérêt minimum de 5 °/₀	15 fr. »
Frais de remboursement	14 fr. »
TOTAL.	48 fr. 50

L'emprunteur ne reçoit donc en réalité, pour un emprunt hypothécaire d'une valeur nominale de 300 francs, que 251 fr. 50 ».

En Allemagne il n'en est pas autrement. Dans le rapport

de la Société Centrale par Actions de Crédit foncier de Prusse, pour l'année 1894 — publié en avril 1895 — nous lisons : « Dans ces dernières années nous nous sommes particulièrement efforcés de faciliter les avances de fonds aux petits et moyens propriétaires. Si ceux-ci sont aujourd'hui encore grevés d'hypothèques rapportant de gros intérêts, hypothèques de particuliers, de fondations et de caisses d'épargne, cela tient à ce que les institutions de crédit, dans la plupart des cas, même si l'hypothèque est prise sur une petite pièce de terre, ne peuvent faire abstraction des frais de taxe, et que ceux-ci, que doit payer l'emprunteur, sont, pour un petit emprunt, sans rapport avec l'emprunt même. Pour remédier à ce mal, nous avons depuis deux ans établi des taxes à forfait. D'après ce système, tous les emprunteurs doivent nous payer, quels que soient en réalité les frais que nous occasionne l'emprunt, les deux millièmes de la somme prêtée — *sous réserve d'un minimum de 30 francs et d'un maximum de 300 francs.* — Par suite, de 1500 francs, somme minima que nous puissions prêter, à 15 000 francs, les frais de taxe et honoraires d'évaluation ne « dépassent jamais la faible somme de 30 francs. » Cette « réforme sociale » consiste donc en ce que, pour un emprunt de 1500 francs, il faut payer des frais de taxe aussi élevés que pour un emprunt de 15 000 francs ! Au-dessous de 1500 francs on ne prête pas Les tout petits propriétaires fonciers ne trouvent pas de crédit hypothécaire. Aussi ont-ils le bonheur de rester exempts de dettes !

En Prusse, d'après l'enquête faite par Meissen en 1884, la grande propriété foncière est beaucoup plus grevée d'hypothèques que la petite. Les dettes foncières simples s'élevaient, en prenant pour base de pourcentage le produit net de l'impôt foncier, pour les propriétés de

500 thalers et plus	100-500 thalers	30-100 thalers
à 53,8 %	27,9 %	24,1 %

Il n'y a pas à conclure de ces chiffres que la crise de la grande propriété foncière est plus grande : ils s'expliquent suffisamment par la plus grande difficulté du crédit hypothécaire pour les paysans. Celui-ci est d'autant plus obligé d'avoir recours au crédit personnel.

Mais le *crédit personnel* est pire que le crédit hypothécaire. Le grand agriculteur vend ses produits directement sur le grand marché, il se trouve perpétuellement en rapport avec lui, et trouve par suite, dans les centres économiques, dans lesquels s'amoncelle le grand capital qui cherche des possibilités de placement, autant de crédit qu'un marchand ou un industriel, s'il est bon économe.

Le paysan, isolé, n'ayant à vendre qu'une petite quantité de produits, n'aborde pas le grand marché. Il fait ses affaires avec le marchand qui demeure dans la petite ville voisine ou qui vient le visiter. Ses transactions commerciales demeurent entièrement ignorées du grand capital urbain, il n'a pas à la ville un banquier chez lequel il dépose ses recettes et qui lui fasse aussi crédit. Quand le paysan a besoin d'argent, il est obligé de s'adresser à un des capitalistes ruraux de son voisinage, et il n'a pas grand choix, car ils sont, à la campagne, peu nombreux. Souvent, il a affaire au marchand lui-même, à un propriétaire du village ou à un grand paysan, toutes gens qui connaissent sa situation, qui ne font pas fi de petites affaires de prêts, mais qui veulent et savent tirer de ces petits prêts un profit d'autant plus grand, parce que la demande de capital, à la campagne, l'emporte de beaucoup sur l'offre, parce que les besoins d'argent du paysan sont souvent très pressants, et que la supériorité économique du capitaliste y est énorme. Tandis que pour le grand propriétaire foncier, si du moins il est un agriculteur intelligent et capable, au cours de l'évolution capitaliste, le prêt usuraire prend la forme du crédit moderne de production, dont le taux est adapté au taux du profit, le paysan est obligé de recourir à cette survivance du

moyen âge qu'est l'usurier vampire, qui extorque ce qu'il peut extorquer, prend des intérêts hors de proportion avec le taux du profit, et ainsi, au lieu d'aider la production, sape complètement l'existence du débiteur. L'évolution capitaliste a pour conséquence nécessaire, pour le paysan comme pour le grand propriétaire foncier, l'endettement, mais en raison du caractère de petite exploitation de l'exploitation du paysan, elle ne supprime pas pour lui comme pour le grand propriétaire les formes de dettes du moyen âge, qui sont inconciliables avec les besoins de la production capitaliste.

Si nous considérons tous ces avantages de la grande exploitation dans l'agriculture — la moindre importance de la surface non cultivée, les économies d'hommes, d'animaux et d'instruments, l'entière utilisation de tous les objets, la possibilité d'employer des machines, qui est interdite à la petite exploitation, la division du travail, la direction confiée à des agronomes, la supériorité commerciale, la plus grande facilité de se procurer de l'argent — alors on conçoit difficilement que le professeur Sering puisse affirmer résolument : « Il n'y a *pas le moindre doute* que *toute branche de la culture du sol* ne puisse être pratiquée, dans la moyenne et la petite propriété, *tout aussi rationnellement* que dans la grande, et même que, à l'inverse de l'évolution de l'industrie, l'intensité croissante de la culture du sol ne donne à la petite propriété *une supériorité considérable sur la grande* (1). »

En raison de cette « supériorité considérable », on devrait s'attendre à ce que le professeur Sering réclame le morcellement des grands biens. Mais il n'a garde de le faire. Immédiatement après l'affirmation citée plus haut, il déclare : « Du fait que les grands propriétaires sont les chefs dans le domaine du progrès économique, il s'ensuit seulement que ce serait *un grand mal pour notre dévelop-*

(1) *Die innere Kolonisation im östlichen Deutschland*, p. 91.

pement si la grande propriété de l'Est devait disparaître entièrement. Nulle part un nivellement absolu n'a *de bons résultats ;* la différenciation est la condition de tout développement ; ce ne sont pas seulement les services rendus à l'Etat, ce sont aussi les *services d'ordre économique* rendus par notre aristocratie foncière de l'Est qui font voir dans sa conservation un *besoin national.* »

Ainsi, la petite propriété a sur la grande, en ce qui concerne l'exploitation rationnelle, dans *tous* les domaines, une supériorité *considérable*, et cela d'autant plus que l'exploitation est plus intensive ; mais cependant les services d'*ordre économique* qui sont rendus par les grandes propriétés des provinces orientales font apparaître leur conservation comme un *besoin national.*

Nous verrons plus tard comment s'explique cette exaltation simultanée de la petite et de la grande propriété ; constatons seulement qu'un homme, aussi respectueux et aussi enthousiaste de la petite culture que l'est Sering, n'ose pas tirer la conséquence de ses vues et demander la suppression de la grande propriété, de peur de paralyser ainsi les progrès de l'agriculture.

Mais chez des esprits non prévenus on trouve fort peu de respect enthousiaste pour la petite propriété. Kræmer, qui n'est nullement un adversaire des paysans, résume fort bien en ces termes les avantages de la grande propriété (1) : « C'est un fait connu et facile à comprendre que la petite propriété est écrasée de dépenses extrêmement considérables pour les constructions, pour l'achat d'animaux de trait et d'instruments, que de même certains de ses besoins courants, par exemple ceux du chauffage et de l'éclairage, se chiffrent plus haut que dans la grande propriété. C'est une propriété fondamentale de certaines fonctions économiques, de ne pouvoir être accomplies avec profit que sur une base étendue :

(1) *Goltzsches Handbuch*, I, p. 196.

ainsi l'élevage des animaux, l'exécution de certains travaux techniques, l'emploi de machines, l'exécution d'améliorations, etc. *Dans de pareils domaines, la grande exploitation est toujours supérieure.* Elle peut jouir d'avantages semblables dans la mise en valeur des produits et dans l'utilisation du crédit. Mais surtout le grand propriétaire a cet avantage de pouvoir, en raison de sa situation et de ses fins, donner pour base à son entreprise un plan déterminé permettant de l'embrasser dans son ensemble et de mettre de l'ordre dans l'exécution des divers travaux, et, par l'application de l'important principe de la concentration et de la division du travail, de pouvoir, en les exerçant en certaines directions spéciales, rendre plus productif le travail des hommes qu'elle emploie. Il n'y a pas de doute que l'évolution moderne de l'agriculture n'ait fourni à la grande propriété des ressources scientifiques et techniques supérieures, qui la mettent en mesure, par la formation d'un personnel scientifique approprié, d'affirmer en ces différents sens sa supériorité. »

Ce langage ne ressemble guère à celui de M. le professeur Sering.

b) *Excès de travail et insuffisance de consommation dans la petite exploitation.*

Que peut opposer la petite exploitation à ces avantages de la grande ? l'activité plus considérable, les soins plus assidus du travailleur qui produit pour lui-même, à l'inverse du salarié, et la sobriété du petit agriculteur propriétaire, qui dépasse celle même du travailleur agricole salarié.

John Stuart Mill, un des plus ardents défenseurs de la petite culture, présente comme étant sa caractéristique la plus importante, l'infatigable labeur de ses travailleurs.

Il cite entre autres, dans ses principes d'économie politique, un auteur anglais parlant des paysans dans le Palatinat : « Ils travaillent avec ardeur tôt et tard, dit-il, parce qu'ils ont la conscience de travailler pour eux-mêmes. Ils se tourmentent du matin au soir, d'un bout de l'année à l'autre ; ce sont les plus endurantes, les plus infatigables, les plus persévérantes des bêtes de somme. Les Anglais seraient frappés d'étonnement, s'ils pouvaient voir avec quel soin les Allemands ramassent leur bois à brûler. » Et il parle plus loin de « l'activité presque surhumaine » des petits paysans, qui fait une *puissante* impression sur tous ceux qui en sont témoins. Cette remarque, que des hommes sont les plus endurantes et les plus infatigables des bêtes de somme, est-elle de nature à relever l'humanité ?

Mais le paysan ne se condamne pas seul à ce travail forcé ; il y condamne aussi sa famille. En agriculture, ménage et exploitation agricole sont intimement liés, et, par suite, les moins résistantes des forces travailleuses, les enfants, sont toujours là, à la disposition de l'exploitation. Comme dans l'industrie domestique, dans la petite exploitation agricole, le travail des enfants dans leur famille est plus pernicieux encore que le travail qu'ils fournissent pour un salaire chez des étrangers. « Le travail des femmes et le travail des enfants, dit un rapport westphalien, se fait très rarement chez des étrangers et n'entraîne alors d'inconvénients d'aucune sorte, celui des enfants est même fort profitable. Mais la plupart du temps les enfants sont surmenés par leurs propres parents, de telle façon que le rapporteur croit pouvoir constater là un danger pour le recrutement militaire. » Et un autre dit dans son rapport, pour rassurer : « Le travail des enfants devient inquiétant tout au plus quand ils sont employés chez leurs parents ou chez les journaliers fermiers qui les font travailler au pair » (1).

(1) Situation des ouvriers agricoles dans le nord ouest de l'Allemagne. *Erhebungen des Vereins für Sozialpolitik*, I, S. 83, 122.

Très rassurant vraiment !

Il faut être un partisan fanatique de la petite propriété foncière, pour voir un avantage dans cette servitude à laquelle elle condamne ses travailleurs, les forçant à être de simples bêtes de somme, dont toute la vie, à l'exception du temps qui leur est laissé pour dormir et se repaître, est une vie de labeur.

La folie du travail n'est cependant pas un mal héréditaire des paysans. Le nombre de ces jours de fête le prouve assez, qui, depuis le Moyen âge, se sont maintenus jusqu'à nos jours dans tant de pays catholiques. Roscher cite l'exemple d'un pays de Basse Bavière, où on comptait par an 204 jours fériés (entre autres 40 fêtes patronales et leur retour dans les environs, 12 fêtes de tir, etc.), et où les fêtes commençaient la veille à quatre heures de l'après-midi !

Et l'on réclame maintenant la journée de huit heures pendant 300 jours de l'année !

Les ouvriers ne commencent réellement à se surmener que lorsque le produit de leur travail, au lieu de servir à leur usage personnel, est porté au marché ; c'est l'aiguillon de la concurrence qui produit ce résultat. Sous l'action de la concurrence, il faut augmenter la durée du travail dans la mesure où les procédés techniques de l'exploitation sont arriérés.

Ceci engendre cela et inversement. Une exploitation qui n'est pas en état de venir à bout de la concurrence par des perfectionnements techniques, est forcée de demander plus d'efforts aux ouvriers. D'autre part, une exploitation où les ouvriers peuvent être surmenés au dernier degré, n'est pas dans la nécessité de posséder l'outillage technique le plus parfait, comme une exploitation dont les ouvriers limitent la durée de leur peine. La possibilité d'augmenter le temps de travail des ouvriers est un grave obstacle aux progrès techniques.

La possibilité d'exploiter les enfants a le même effet.

Nous avons déjà vu qu'une culture rationnelle est impossible sans de très sérieuses connaissances scientifiques. Les écoles d'agriculture, élémentaires et supérieures, ne sont évidemment pas en état de remplacer l'enseignement supérieur des sciences naturelles et de l'économie politique, mais encore rendent-elles possible au paysan qu'elles ont formé, de conduire leur exploitation, sinon de la manière la plus rationnelle, du moins d'une maplus rationnelle que les paysans ignorants. Mais au besoin d'une instruction plus complète s'oppose victorieusement le besoin d'exploiter au plus tôt, et d'une manière aussi intence que possible, les membres de la famille. Il y a des régions, surtout en Bavière et en Autriche, où l'école obligatoire jusqu'à 14 ans semble trop longue aux paysans, et où ils font les efforts les plus considérables pour que les études cessent à 12 ou au plus à 13 ans.

A mesure que l'agriculture devient plus scientifique, que la concurrence augmente entre l'exploitation rationnelle du sol et la petite culture routinière, les paysans sont forcés de plus en plus à recourir au travail des enfants et à restreindre l'instruction qu'on leur donne.

L'augmentation du travail du petit paysan propriétaire et de sa famille, indépendamment de toute considération morale ou autre, ne peut, même au point de vue purement économique, passer pour un avantage de la petite exploitation.

Et il en va des besoins modiques du petit paysan comme de son acharnement au travail.

Nous avons déjà vu que la petite exploitation a économiquement, sur la grande, cet avantage qu'elle n'a pas, à côté des travailleurs manuels, à payer des travailleurs intellectuels, dont les prétentions sont bien plus grandes. Mais la grande exploitation est obligée d'accorder à l'ouvrier manuel une existence plus large que celle que se laisse imposer le petit paysan. La propriété qui sti-

mule le paysan à s'éreinter davantage que le salarié non-propriétaire, le pousse aussi à réduire ses prétentions au minimum.

Mais le deuxième effet n'est pas plus que le premier, dans toutes les circonstances, une conséquence de l'exploitation paysanne. Pendant le même Moyen âge où il y avait tant de jours fériés, nous voyons les paysans vivre une vie joyeuse, bien manger et bien boire. Et là où la situation ou les traditions du Moyen âge se sont perpétuées jusqu'à nous, le paysan n'est pas ladre, aujourd'hui non plus. Mais il le devient quand la concurrence s'empare de son industrie. Quelques exemples montreront combien la condition du petit paysan peut tomber au-dessous de celle des ouvriers salariés.

Un Anglais, vers 1880, déclarait qu'on ne pouvait rien imaginer de plus lamentable que l'existence de certains paysans français. Leurs maisons mériteraient le nom d'étables à porc. La maison d'un de ces paysans français nous est décrite de la façon suivante : « Pas de fenêtres, deux vitres qu'on ne peut pas ouvrir, au-dessus de la porte, ni air, ni lumière quand la porte est fermée. Ni étagère, ni bureau, ni armoire ; sur le sol, des oignons, des habits crasseux, du pain, des socs, et un tas d'ordures indescriptible... Presque toujours, la nuit, hommes, femmes, enfants et bêtes, dorment confondus pêle-mêle. Et ce manque de confort ne vient pas toujours de la pauvreté. Ces gens ont perdu le sens des convenances : ils ne pensent qu'à épargner le combustible. »

Leur avarice devient sordide, dit l'auteur dans un autre passage, ils semblent avoir perdu la faculté de jouir, et, pourvu qu'ils puissent épargner un sou, tout plaisir, toute douceur de la vie leur est indifférente. « Pas un livre, pas un journal, aux murs pas un tableau ou une gravure sur bois, pas un morceau de porcelaine, pas un ornement, pas un beau meuble, pas de pendule, l'orgueil de la ferme anglaise. Il est impossible d'ima-

giner une vie aussi arriérée, aussi complètement dépourvue d'agrément de toute sorte. On murmure au moindre sou qu'il faut donner pour les choses les plus indispensables. Le résultat est une existence basse, misérable, abominable, dont le seul idéal est d'enfouir le plus de sous possible dans le vieux bas. »

Mais la situation n'est pas meilleure dans les petites exploitations agricoles de l'Angleterre. Ce qu'est là-bas la vie et le travail des propriétaires et des fermiers des petites exploitations, le plus récent rapport (1897) de la Commission parlementaire agraire nous le fait connaître. On y lit : « Dans toute la contrée (Cumberland), les fils et les filles des fermiers travaillent pour rien. Je ne connais pas de cas où un père donne un salaire à son fils ou à sa fille. Ils donnent à leur fils de 1 à 2 schellings pour du tabac. Un petit paysan, un petit freeholder de Lincoln déclare : « J'ai élevé une famille, et je l'ai fait travailler à en crever. Mes enfants m'ont dit : « Père, nous ne voulons pas rester ici, et nous tuer de travail. » Ils sont allés dans les fabriques, et ils nous ont laissés, ma femme et moi, à notre destinée. » Un autre dit : « Moi et mes enfants nous travaillons parfois 18 heures par jour, en moyenne de 10 à 12. Il y a vingt ans que je vis ici, j'ai de la peine à me tirer d'affaire ; l'année dernière nous avons perdu de l'argent. Nous mangeons très peu de viande fraîche. » Un troisième : « Nous travaillons plus dur que des journaliers, comme des esclaves. Le seul avantage que nous avons, c'est d'être libres. Nous vivons avec beaucoup d'économie », et ainsi de suite.

M. Read s'est expliqué devant la Commission sur la situation du petit fermier dans les pays agricoles. « Le seul moyen pour lui de vivre est de travailler comme deux journaliers et de ne pas dépenser plus qu'un seul. Ses enfants sont plus misérables et plus mal élevés que les

enfants des journaliers (1). » Ce n'est que dans les pays où domine la culture des fruits ou des légumes, et dans ceux où il y a moyen de gagner de l'argent à côté, que les rapports sont moins affligeants.

Il en est de même dans beaucoup de contrées de l'Allemagne. Quelqu'un écrit de Hesse, dans la *Neue Zeit* (XIII, I, p. 471). « Le petit paysan mène l'existence la plus misérable qu'on puisse imaginer : les journaliers agricoles sont beaucoup plus heureux, car ils sont, comme ils le disent eux-mêmes, « avec leur bouche » chez le patron, c'est-à-dire qu'ils y reçoivent la pitance. Ils ne sont pas exposés, avec leurs revenus, aux caprices du temps, sauf que dans les mauvaises années la nourriture est aussi moins bonne.» La raison qui fait que l'on donne une meilleure nourriture aux journaliers, c'est, nous dit-on, que « le seul moyen d'attirer de bons ouvriers est aujourd'hui de les bien nourrir » ; les pommes de terre sont l'aliment essentiel.

« Les habitations des petits paysans sont extrêmement pauvres, les maisons sont ordinairement en bois ou en terre, bâties sans art et très négligées dans ces dernières années. De plus, le logement est très sobrement meublé, une table, un banc, quelques tabourets, un lit avec un rideau — un lit à ciel — une armoire, c'est le plus souvent toute sa richesse. »

Comment l'art de jeûner que possède le paysan peut amener une supériorité économique de la petite exploitation, c'est ce dont A. Buchenberger nous donne un exemple, tiré du Grand-duché de Bade. Il compare, dans la commune de Bischoffingen, une propriété moyenne de 11 hectares et une autre de 5 hectares et demi. Il fallait, par suite de circonstances extraordinaires, faire travailler la terre de la moyenne propriété par des journaliers, exclusivement : situation particulièrement défa-

(1) *Royal Commission on Agriculture Final Report*, pp. 34, 357.

vorable, la terre étant trop petite pour compenser les désavantages du travail salarié par les avantages de la grande exploitation ; l'autre, la plus petite, était exclusivement cultivée par le propriétaire et sa famille (sa femme et six enfants adultes). La plus grande exploitation produisait un déficit de 933 marks, la plus petite, un bénéfice de 191 marks. La cause principale de la différence était celle-ci : dans l'exploitation avec les salariés, la nourriture était très bonne, revenant à peu près à 1 mark par tête et par jour, tandis que dans l'exploitation dans laquelle les membres de la famille étaient si heureux de travailler pour eux-mêmes, le prix de l'alimentation s'élevait seulement à 48 pfennigs par tête et par jour, pas même la moitié de ce que consommaient les journaliers (1).

Si la famille du paysan propriétaire de la petite exploitation s'était aussi bien nourrie que les travailleurs salariés de la grande, au lieu d'un bénéfice de 191 marks, il y aurait eu un déficit de 1 256 marks. Le bénéfice ne venait pas de ce que les granges étaient pleines, mais de ce que les estomacs étaient vides.

Ce tableau peut encore être complété par un rapport du district de Weimar. On y lit : « Si, malgré ce manque d'économie, les ventes judiciaires ne sont pas plus fréquentes, cela tient à ce que le petit paysan de chez nous sait supporter, pour garder son indépendance, une *somme incroyable de privations*. Il y a des classes entières de ces gens-là qui ne voient qu'aux jours de grande fête, sur leur table, de la viande fraîche, alors qu'un garçon de ferme doit en avoir au moins deux fois par semaine, et pour lesquelles du beurre frais est une friandise. Tant que les propriétaires n'attellent pas, tant qu'ils vont travailler comme journa-

(1) *Situation des paysans en Allemagne*. Rapports publiés par *l'Association pour la Politique sociale* (*Verein für Sozialpolitik*, III, p. 276).

liers ils se trouvent relativement très bien ; ce n'est que lorsqu'ils se mettent à acquérir des bêtes de trait que commence pour eux une vie de privations » (1). Ici encore, nous pouvons constater que l'ouvrier salarié des grandes exploitations est plus heureux que le petit propriétaire indépendant.

Enfin, indiquons encore quelques détails que nous trouvons dans un mémoire d'Hubert Auhagen sur « La grande et petite exploitation agricole » (1). Auhagen comparait deux exploitations, une de 4 hectares 6, l'autre de 26 hectares 5, d'après leur bénéfice net, non d'après la productivité du travail qu'on leur consacre. Il trouvait un plus grand rendement à la petite exploitation.

Mais comment cela se fait-il ? les enfants aident dans la petite exploitation ; ils coûtent dans la grande. « Le petit paysan reçoit de ses enfants dès qu'ils grandissent une aide sensible. Ils commencent souvent à lui venir en aide dès qu'ils peuvent marcher ».

Dans le cas examiné, le petit paysan emploie au travail ses enfants, même le plus jeune âgé de 7 ans. Il dépense pour l'école 4 marks par an. Le gros paysan envoie ses enfants à l'école, il a un fils de 14 ans, qui fait ses études au gymnase, et lui coûte à lui seul 700 marks par an — plus que toute la famille du petit paysan ne dépense d'argent comptant pour le ménage. Quelle supériorité de la petite exploitation !

A côté des jeunes, les vieux aussi triment ferme dans les petites exploitations. « J'ai souvent trouvé de vieux parents âgés de plus de 70 ans qui tenaient parfaitement lieu d'un ouvrier et qui naturellement assuraient pour une grande part la réussite de l'entreprise. » Naturellement, ce sont surtout les individus dans toute leur force qui se fatiguent le plus. « Le salarié ordi-

(1) *Op., cit.*, I, p. 92).

(2) Hubert Auhagen. — *Grossbetrieb und Kleinbetrieb*, in *Thiels Landwirthschaftliche Jahrbücher*, 1896.

naire, surtout dans les grandes exploitations, se dit : « Va-t-on bientôt quitter le travail? » Le petit paysan, du moins chaque fois que le travail presse : « Si seulement le jour durait encore deux heures...... » S'il y a un temps limité pour l'exécution d'un travail, surtout d'un travail avantageux, comme c'est le cas pour la plupart des travaux, le petit paysan trouve son temps en se levant plus tôt, en se couchant plus tard, et, dans ce cas, aussi en travaillant plus vite ; tandis que le gros propriétaire a des ouvriers qui ne veulent pas se lever plus tôt que d'ordinaire, ni travailler plus longtemps ou mieux que les autres jours ».

Mais cette peine excessive a naturellement les résultats qu'elle mérite. Le paysan s'accommode de la situation la plus lamentable. Auhagen nous parle avec étonnement d'un paysan du district Deutsch-Krom en Prusse. « Il habite, dit-il, une cahute en terre de 9 mètres de long sur 7 mètres et demi de profondeur. Au milieu de la maison, une porte introduit dans la chambre principale qui est en même temps la chambre à coucher où dorment l'homme, la femme et les quatre enfants. De là on pénètre dans une petite cuisine, et, de là, dans la chambre de la servante, la seule personne étrangère de l'exploitation. Cette chambre est la meilleure pièce de la maison, car la servante veut avec raison être aussi bien qu'elle le serait dans une autre place. La maison à coûté 860 marks à bâtir — et avec cela on n'a payé que le charpentier, le menuisier et le poêlier, tout le reste a été fait par la famille et les parents. La femme, mariée depuis dix-sept ans, n'avait eu qu'une paire de souliers; hiver et été, elle allait pieds nus ou en sabots. Elle faisait elle-même les vêtements pour elle et pour son mari. Des pommes de terre, du lait, plus rarement un hareng composaient leur nourriture ; l'homme ne fumait que le dimanche une pipe de tabac. Ces gens ne savaient pas que leur vie était extraordinairement modeste et ils ne se

montraient pas mécontents de leur sort. Grâce à la simplicité de ce régime, ils tiraient presque tous les ans un petit bénéfice de leur exploitation. Je leur ai demandé sa valeur, ils m'ont répondu qu'ils ne la vendraient pas moins de 8 000 marks ».

Quelle réconfortante glorification des bienfaits de la petite exploitation. Grâce à cette *simplicité*, c'est-à-dire à cette indigence sordide et dégradante, on retire encore des bénéfices ! le travailleur salarié se sent déjà un homme, même à la campagne ; ce n'est pas une simple bête de somme ; il a des besoins plus relevés qu'un petit paysan ; et il acquiert une culture plus haute ! Aussi, plus de travailleurs salariés ! plus de grandes exploitations, et vive la petite exploitation, qui lui est si infiniment supérieure !

Mais pour nous, la nourriture sous-humaine du petit paysan ne constitue pas plus un avantage de la petite exploitation que le labeur surhumain qu'elle nécessite. Ces deux faits nous montrent combien la petite exploitation est un phénomène économique du passé, et tous les deux sont des obstacles au progrès économique. Grâce à eux, la petite propriété foncière est un moyen de faire, presque en dehors de la société, une classe de barbares, qui unit toute la rudesse des formes sociales primitives, à toutes les misères et à toutes les infortunes des pays civilisés (1). Que les politiques conservateurs cherchent par tous les moyens possibles à maintenir cette barbarie, dernier rempart de la civilisation capitaliste, on se l'explique facilement !

Nous sommes plus à l'aise pour parler de la grande application du paysan, que de son activité et de la modicité de ses besoins. L'application joue en somme dans la production agricole un rôle plus important que dans la pro-

(1) Marx, *Kapital*, III, 2, p. 347. Cf. *Die Klassenkämpfe in Frankreich* 1848 *bis* 1850, p. 50, 51.

duction industrielle, et on la constate assurément plus souvent chez le travailleur indépendant que chez le salarié. C'est là un avantage de la petite exploitation, sinon en comparaison de la grande exploitation en tout genre, du moins en comparaison de l'exploitation capitaliste. Mais on ne doit pas attribuer à cette considération une importance exagérée. En effet, les autres avantages de la petite exploitation sur la grande, (et ces avantages sont le travail excessif, l'alimentation insuffisante, avec en plus l'ignorance,) rendent l'application plus difficile. Plus l'ouvrier est obligé de travailler, plus sa nourriture est insuffisante, moins il peut consacrer de temps et d'argent à son développement, et moins il peut donner d'application à son travail. Et à quoi bon cette application soutenue, si le temps lui manque pour tenir propre le bétail et l'écurie, s'il doit surmener ses bêtes de trait (et il n'a souvent qu'une vache laitière), s'il nourrit son bétail aussi mal qu'il se nourrit lui-même.

Sur les petits paysans, dans le district de Merzig (arrondissement de Trèves), le directeur de l'Ecole d'agriculture de Saarbourg, J.-J. Bartels, nous donne les détails suivants : « Les petits propriétaires se nourrissent presque uniquement de pommes de terre et de pain d'avoine ; la viande et la graisse leur sont presque inconnues. On peut hardiment soutenir que la nourriture est insuffisante et que l'énergie en souffre. La race devient lourde, indifférente, incapable de comprendre exactement les causes et les conséquences dans ses propres affaires » (1).

Mais là où la petite exploitation est le plus misérable, c'est quand elle n'arrive pas même à nourrir son homme, et que celui-ci doit recourir à un travail accessoire pour subsister. Ainsi, par exemple, le professeur Heitz, de Hohenheim, écrit sur les petits paysans des grands bailliages souabes de Stuttgard, Böblingen et Herrenberg :

(1) *Bäuerliche Zustände*, I, p. 212.

« on n'obtient de profits assez considérables des grandes propriétés qu'en creusant des sillons plus profonds, en travaillant soigneusement les champs, en modifiant avantageusement l'apparence extérieure des produits du sol, en nourrissant plus abondamment et en tenant plus proprement le bétail, et tout cela ne pénètre que lentement et péniblement chez le paysan qui n'a ni le courage ni l'argent pour oser. De même, de nombreuses machines introduites ailleurs depuis longtemps y sont presque inconnues. Et à tout cela s'ajoute une circonstance qui a ses racines profondes dans la situation existante. Nous voudrions pouvoir attribuer ce manque si souvent critiqué de véritable application et de persévérance, à la petite propriété et non à la race. Il est reconnu que la combinaison de travaux absolument différents a une action paralysante. Si le petit marchand ou le colporteur perd le goût d'un travail agricole soutenu et n'a plus la force de le faire, d'un autre côté le paysan est le plus souvent un mauvais artisan et l'artisan un mauvais paysan (1) ».

Les chiffres suivants montrent l'importance de ces faits pour l'agriculture allemande ».

D'après le recensement de 1895, sur le chiffre total des agriculteurs indépendants, 502 000 soit 20 °/₀, ont un métier accessoire ; 717 000 exploitations rurales appartiennent à des salariés agricoles, 791 000 à des salariés industriels, 704 000 à des industriels autonomes.

Des 5 600 000 propriétaires d'exploitations agricoles, 2 millions seulement, c'est-à-dire 37 °/₀, sont des agriculteurs indépendants sans métier accessoire ; des 3 236 000 propriétaires d'exploitations agricoles de moins de 2 hectares il n'y en a que 417 000, c'est-à-dire 13 °/₀ ; 147 000 de ces petites exploitations appartiennent à des agricul-

(1) *Bäuerliche Zustände*, III, 227 ; Cf. I, 83, 120.

teurs indépendants qui ont un métier accessoire, 690 000 appartiennent à des salariés agricoles, 743 000 à des salariés industriels, et 534 000 à des artisans indépendants.

Le nombre de ces misérables exploitations hybrides est donc énorme.

Si la plus grande partie des petits paysans se trouve dans une situation qui ne stimule nullement leur application, la grande exploitation est au contraire en état d'arriver à un travail soigné, même avec des salariés. Déjà un bon salaire, une bonne nourriture, de bons traitements peuvent beaucoup. Par suite de la négligence ou des fautes voulues d'ouvriers mécontents, mal payés et mal nourris, l'exploitation peut subir et subit en fait de très grands dommages, dépassant de beaucoup l'économie réalisée sur les salaires ; tandis que, — l'expérience le prouve —, les exploitations où l'ouvrier est suffisamment rétribué prospèrent et donnent des bénéfices » (1). Des ouvriers bien nourris et bien payés, en outre intelligents, voilà la condition indispensable d'une grande exploitation rationnelle. Il n'y a pas de doute que cette condition préalable manque encore aujourd'hui dans la plupart des cas ; et il serait insensé d'attendre des améliorations du « despotisme éclairé » des grands agriculteurs. Il faudra que ces améliorations soient, dans l'agriculture comme dans l'industrie, imposées aux entrepreneurs par le prolétariat ouvrier organisé soit directement, soit indirectement, par l'intermédiaire du pouvoir politique. Le mouvement ouvrier, en élevant le niveau moral et économique du prolétariat agricole, en combattant la barbarie paysanne, créera, et c'est là sa tâche, cette condition essentielle de la grande exploitation agricole rationnelle, mais en même temps il fera disparaître un des derniers piliers de la petite exploitation.

Mais outre le bon paiement et la bonne nourriture de

(1) Kirchner, *Goltzsches Handbuch*, I, p. 435.

l'ouvrier, la grande exploitation a d'autres moyens encore de rendre l'ouvrier plus attentif à son travail. Thünen a, par exemple, introduit un système de participation aux bénéfices, grâce auquel tous les ouvriers agricoles restant dans l'exploitation reçoivent une part des bénéfices en plus d'un minimum déterminé. Mais la méthode généralement employée pour obtenir le plus grand soin et la plus grande conscience des ouvriers est la division du travail : la grande exploitation a, comme on l'a déjà remarqué plus haut, grâce au nombre considérable d'ouvriers qu'elle emploie, la possibilité de choisir des travailleurs particulièrement habiles, consciencieux et intelligents, et de leur confier des travaux où la qualité joue le rôle le plus important, qu'ils travaillent seuls ou qu'ils soient chargés de préparer ou de surveiller le travail des autres.

Enfin il faut remarquer que, précisément dans les parties les plus importantes de l'agriculture, et surtout dans la culture proprement dite, la machine travaille non seulement plus vite, mais encore plus parfaitement que le travailleur manuel avec ses simples outils, et arrive à des résultats auxquels celui-ci ne saurait arriver, même en déployant le plus grand soin. Nous avons vu en effet que la machine laboure, sème, fauche (sauf quand les blés sont couchés), bat, moud, trie mieux que le paysan avec ses instruments. Nous n'avons jamais non plus, en dépit du professeur Sering, trouvé de spécialiste qui pensât que dans la culture des champs la petite exploitation pût produire aussi rationnellement que la grande. Non, c'est dans des branches de production beaucoup plus modostes qu'ils déclarent la petite industrie encore capable de concurrence avec la grande.

Pour certaines productions, le professeur Krämer dit que la grande exploitation est préférable, pour d'autres la petite, et c'est là le cas quand il s'agit « de cultures compliquées et coûteuses pour lesquelles chaque travail demande un soin particulier... Précisément c'est dans ces

travaux de la culture des plantes que se présentent les occasions les plus profitables d'utiliser les heures de loisir, d'employer les moindres forces (celles des petits enfants ? ! K. K.) de la famille de l'entrepreneur, et par suite d'avoir le travail au meilleur compte possible, comme le démontre en particulier le succès obtenu par la petite exploitation dans la culture des jardins, de la vigne, celle de certaines plantes industrielles (1). »

Les nombres suivants montrent le peu d'importance qu'ont ces plantes si propres à la petite culture, en comparaison de la culture des champs et de l'élève du bétail : en 1889, dans l'empire d'Allemagne il y avait 161 408 hectares plantés de plantes industrielles, 120 935 hectares de vignobles. En revanche, 8 533 790 hectares étaient de fourrages et de foins, 13 898 058 plantés de céréales, et environ 3 millions, de pommes de terre.

D'ailleurs la grande exploitation réussit aussi assez bien dans le domaine de l'horticulture et de la viticulture.

A côté de cela, beaucoup de plantes industrielles ont perdu du terrain, la culture du tabac, de 1881 à 1893, est tombée de 27 248 hectares à 15 198, dans le territoire douanier allemand. Elle s'est un peu relevée depuis (en 1896, 22 076 hectares), mais elle est encore loin de l'extension qu'elle avait en 1881. La culture du lin et du chanvre a également diminué. En 1878 ils couvraient 155 100 hectares ; en 1883, 123 600 ; en 1893, 68 900.

La situation du houblon n'est pas beaucoup plus satisfaisante ; de 1878 à 1883, son terrain de culture a passé de 40 800 hectares à 45 900, mais depuis il est retombé à 42.100 hectares (1893).

La préférence qu'accordent les paysans à la culture des plantes industrielles peut parfois leur devenir bien fatale. « Pour ce qui est de la Bohême, écrit le docteur Rob.

(1) *Goltzches Handbuch*, I, 197.

Drill, on sait que dans les régions de houblon les paysans s'appliquent presque exclusivement à cette culture, et que par conséquent leur fortune en dépend. Et c'est tout à fait un jeu de hasard parce que le houblon est sujet à d'énormes variations de prix. Il est déjà arrivé que des villages entiers de Bohême fussent réduits à la mendicité après une ou deux mauvaises récoltes de houblon (1). »

D'après Krafft (2), le prix du houblon varie de plus de 1000 %.

Si l'on parle de l'agriculture en général, les cultures où la petite exploitation est supérieure à la grande méritent à peine d'être mentionnées ; on peut donc bien dire que la grande exploitation est sans doute supérieure à la petite.

C'est précisément ce que reconnaissent les gens du métier. Ils préfèrent en général la mise en valeur d'une grande propriété hypothéquée à celle d'une petite propriété, franche d'hypothèque. Une grande partie de la dette hypothécaire provient de cette préférence des gens du métier pour la grande exploitation. Quelqu'un qui veut consacrer 50 000 francs à l'acquisition d'une propriété, préfère acheter une terre d'une valeur de 100 000 francs et la grever d'une hypothèque de 50 000 francs plutôt que d'acheter comptant un bien de 50 000 francs.

D'ailleurs les gens du métier reconnaissent d'une autre façon encore la supériorité de la grande exploitation, en fondant des associations coopératives. L'exploitation coopérative est de la grande exploitation.

c) *Les Sociétés coopératives.*

Il ne peut venir à l'idée de personne de nier l'importance des coopératives. La question est seulement de sa-

(1) *Die Agrarfrage in Œsterreich*, p. 24.
(2) *Betriebslehre*, p. 82.

voir si les avantages de la grande exploitation coopérative sont accessibles au paysan dans tous les cas où la grande exploitation est supérieure à la petite, et jusqu'où va cette supériorité.

Une remarque s'impose tout d'abord : jusqu'ici, les coopératives agricoles se sont presque entièrement limitées au domaine du crédit et du commerce. Nous ne nous occupons pas ici des entreprises industrielles de quelques coopératives, telles que les laiteries, les raffineries, etc. Nous discuterons l'importance qu'elles ont pour l'agriculture plus loin, quand nous examinerons l'industrie agricole. Ici il ne s'agit que de l'agriculture proprement dite, et seules les sociétés pour l'amélioration du sol agissent directement sur la production. Toutes les autres sociétés agricoles ont, nous l'avons dit, surtout pour but le crédit ou le commerce.

Mais dans ce domaine, la coopération a des avantages non seulement pour la petite exploitation, mais encore pour la grande.

Nulle part les conditions préalables de l'organisation coopérative ne sont moins développées que chez le paysan, qu'isolent et son genre de travail et son genre de vie, qui est renfermé dans un horizon étroit, privé des loisirs qu'exige l'administration d'une coopérative. Nulle part la situation n'est pire que dans les états policiers où, des siècles durant, une tutelle et une oppression bureaucratique ont complètement fait disparaître les habitudes d'une démocratie capable d'association. Outre l'ignorance, l'absence de liberté politique se manifeste comme un sérieux obstacle au bien-être du paysan. Nulle part les paysans ne sont plus rebelles à une entente que là où les traditions du régime patriarcal ne sont pas encore ébranlées et sont encore un appui solide « du trône et de l'autel ».

La formation de coopératives est beaucoup plus facile pour les grands propriétaires que pour les paysans. Ils

sont beaucoup moins nombreux et disposent amplement de loisirs, de relations étendues, de connaissances commerciales — propres ou empruntées.

Et nous trouvons ici encore, comme pour les autres progrès agricoles, que la grande exploitation marche en tête. La coopération est devenue indispensable pour les paysans, mais ce n'est pas dans la plupart des cas comme moyen de réunir les petites forces des paysans en un effort commun équivalent à celui du grand propriétaire foncier, c'est bien plutôt comme moyen de ne pas laisser dans les mains des grands propriétaires les avantages que la coopération donne à chaque participant, et d'en obtenir pour soi une parcelle.

Pour ce qui est des hypothèques, c'est la grande exploitation qui la première s'est appropriée les avantages de l'association. Les « Landschaften », Sociétés rurales prussiennes, remontent au siècle dernier. C'étaient à l'origine de simples associations de biens nobles, organisées dans chaque province pour la garantie du crédit hypothécaire. De 1860 à 1870, les unes après les autres elles étendirent leurs opérations à des biens qui n'étaient pas des biens nobles. Mais, comme les institutions hypothécaires qui font du prêt une affaire, elles ne se sentent nullement portées à s'occuper du prêt aux petites propriétés, source de tracasseries et de frais. Sur les terres dans lesquelles le produit net de l'impôt foncier est inférieur à une somme déterminée (150 marks en Saxe, en Schleswig-Holstein, en Westphalie et dans le Brandebourg ; 240 marks en Poméranie), ou sur celles qui ont une valeur inférieure à une somme déterminée (6000 marks dans le duché de Posen) elles ne prêtent pas d'argent.

L'organisation en sociétés est dans ce cas un moyen de procurer aux grandes propriétés foncières des avantages inaccessibles aux petites.

F. Hecht déclare, dans l'introduction de son livre déjà cité sur les institutions de crédit foncier de l'Etat et des

provinces en Allemagne, que, « d'une manière générale, l'organisation coopérative du crédit foncier a été surtout utile à la grande propriété ».

Pour les petits paysans, la société de crédit a surtout de l'importance pour le *crédit personnel*. La société de crédit peut, ce que ne peut pas le paysan isolé, obtenir le crédit du grand capital urbain aux conditions du capitalisme moderne. Si les emprunts des paysans isolés sont trop peu considérables pour intéresser le grand capital, les emprunts de toute une société jouent un tout autre rôle. Et si un prêt à un paysan qui lui est complètement inconnu est aléatoire pour un banquier de la ville, le risque est réduit à son minimum par la solidarité des sociétaires. C'est ainsi que, grâce aux sociétés de crédit, il devient possible au paysan d'obtenir de l'argent à un taux modéré qu'il peut payer sans se ruiner, grâce aux améliorations de son exploitation que ce prêt rend possibles. Il n'y a pas de doute, les sociétés de crédit sont, pour les paysans, de la plus grande importance comme moyen de progrès économique, je ne dis pas de progrès vers le socialisme comme on le pense de différents côtés, mais de progrès vers le capitalisme, et ces progrès sont d'une haute valeur économique.

Mais il est entendu que cela ne se produit que là où elles prennent racine et prospèrent, ce qui n'arrive pas facilement. Leur formation et leur gestion ne sont pas chose aisée pour de simples paysans, et l'on peut se demander si la grande masse de la population agricole est en état de les généraliser sans un sérieux et difficile apprentissage. Bien plus, on discute encore très vivement aujourd'hui pour savoir quelle forme d'organisation convient le mieux au caractère particulier de l'agriculture, et les partisans d'un système reprochent à l'autre de ne pas être en état de faire quoi que ce soit pour le paysan.

Les banques Raiffeisen sont sous la curatelle du clergé; dans les banques Schulze-Delitzsch, les petits bourgeois

ont la prépondérance. Mais même les mieux organisées des banques de crédit agricole ne peuvent profiter qu'à une partie des paysans ; tous ne peuvent pas, quand ils le veulent, contracter un emprunt. On doit procéder avec la plus grande circonspection si l'on veut éviter à la société de grandes pertes. Ceux qui n'ont pas de crédit, précisément les plus nécessiteux, tombent tout comme auparavant dans les griffes de l'usurier. Malgré cela, ce sont les sociétés de crédit qui sont les plus importantes pour le paysan, abstraction faite des sociétés d'industrie agricole ; aussi se développent-elles rapidement. D'après Sering (1), on comptait dans l'Empire allemand, en 1871, environ 100 banques de crédit agricole ; en 1891, 2 134 ; en 1896, 6 391. En Prusse, on comptait, d'après une statistique établie par la Banque centrale des sociétés de crédit, au 1er octobre 1895, quand cette banque fut créée, environ 5 000 Sociétés ; au 30 octobre 1897, déjà 7 636 prêts.

Le grand propriétaire n'a pas besoin de ces établissements. Il trouve, quand il a du crédit, l'argent nécessaire d'une façon beaucoup plus simple.

Comme les sociétés de crédit hypothécaire, les sociétés d'améliorations ne sont pas particulières à la petite exploitation, et on en peut dire autant des coopératives de vente et d'achat.

Ce n'est pas l'association qui peut s'entendre à faire du négoce, à supprimer les concurrents, à former une clientèle, à mettre à profit toutes les circonstances dont on peut tirer parti. L'entrepreneur particulier, indépendant, intéressé au plus haut point, s'en s'occupe beaucoup mieux que l'employé d'une association.

Cela est vrai surtout de la vente des articles particuliers, et d'autant plus que l'offre et la demande, et la

(1) *Das Genossenschaftswesen und die Entwicklung der preussischen Zentralgenössenschaftskasse*, Verhandlungen des preussischen Landes-Oekonomie-Kollegiums, Februar 1897.

qualité des produits sont plus variables. Nous attribuons surtout à cette variabilité la difficulté de la vente du bétail pour les sociétés. Presque toutes les tentatives dans ce sens ont échoué en Allemagne. L'inégalité des produits se fait bien plus sentir dans une Société de vente qui est formée d'un grand nombre de petits paysans qui produisent de manières toutes différentes et dans les circonstances les plus diverses, que dans une société qui n'est composée que de quelques grandes exploitations procédant toutes rationnellement. C'est ainsi par exemple que Mendel-Steinfels déclare : « Le débit du beurre au moyen de coopératives a réussi partout où il s'agit de vendre des quantités assez grandes, et toujours les mêmes ; il en est ainsi quand il s'agit de denrées provenant de laiteries coopératives ou de grandes propriétés. Mais là où la société a à s'occuper de vendre le beurre d'un grand nombre de petits producteurs, elle a toujours échoué (1) ».

Quelle est l'importance des laiteries coopératives pour le petit paysan? C'est ce que nous mettrons en lumière plus loin, comme nous l'avons déjà dit. Ici nous nous bornons à constater que les sociétés de vente qui prospèrent sont en général des sociétés de grands propriétaires et non de petits. Cela est vrai non seulement de la vente du beurre, mais aussi de celle du bétail, des céréales et de l'alcool. Les sociétés de vente d'alcool qui, dans ces dernières années, ont tellement prospéré dans le Nord de l'Allemagne, ne sont, considérées de près, que des cartels de fabriques d'alcool pour maintenir les prix élevés de l'alcool.

La société de vente ne pourra devenir vraiment utile pour la petite exploitation que lorsqu'il sera possible d'amener les différents membres de la société à produire uniformément, d'après un plan uniforme et

(1) *Handwörterbuch der Staatswissenschaften*, IV, p. 950.

avec des moyens uniformes. Nous sommes loin de là, et il semble plutôt que les paysans allemands ne soient pas du tout disposés à payer de nouveaux frais d'apprentissage dans ce but. Il est certain qu'il ne faut pas compter sur une prompte extension des sociétés agricoles dans ce domaine Elles se trouvent encore en ce moment dans la période des tâtonnements et des hésitations.

Il en va bien mieux au contraire des sociétés d'achat pour l'acquisition en commun d'engrais chimiques, de fourrage, de semailles, de bétail, de machines, etc. Celles-ci progressent rapidement. Le nombre des sociétés agricoles de matières premières était, en 1895, de 56 ; en 1880, de 68 ; en 1888, 843 ; en 1894, 1071 ; en 1896, 1065.

En outre, il y avait encore, en 1894, 214 sociétés coopératives d'instruments et de machines agricoles.

Pour ce qui est de l'achat des matières premières et des machines, les sociétés agricoles peuvent déployer une activité très utile. Il s'agit ici d'une situation simple, le marché est connu, ce sont les associés eux-mêmes qui donnent leurs commissions, et les fournisseurs de la société ne sont pas des petites exploitations disséminées, mais des entreprises de grande industrie ou de grandes exploitations agricoles (des éleveurs par exemple).

On ne peut pas nier l'influence heureuse de ces sociétés sur l'agriculture. Elles suppriment les frais de transaction ; en vérité, ce que le laboureur gagne l'intermédiaire le perd ; et il est merveilleux de voir que personne ne combat les grands magasins et les coopératives de consommation donnant aux ouvriers les vivres à meilleur compte, plus que les agrariens, ces mêmes gens qui s'appliquent avec acharnement à ruiner le commerce partout où il renchérit les marchandises pour les fonctionnaires, les officiers et les grands propriétaires. Outre qu'elles suppriment les frais de commission, les sociétés agricoles d'achat ont encore l'avantage de préserver le paysan des falsifications. Mais ici encore,

nous pouvons nous demander si la grande exploitation n'y gagne pas plus que la petite. Quand par exemple la société générale de Berlin fournit aux grands propriétaires fonciers du charbon à bon marché pour leurs machines à vapeur, ce n'est pas là un procédé propre à favoriser particulièrement les petits paysans. Et les sociétés qui fournissent des machines, qu'elles vendent ou qu'elles louent à leurs membres, seront naturellement d'autant plus utiles au sociétaire qu'il peut employer plus de machines et que par conséquent son exploitation est plus considérable. Ce ne sont évidemment pas les petits paysans, mais au contraire les grands cultivateurs et les gros propriétaires fonciers qui tirent le plus grand profit des sociétés coopératives de charrues à vapeur.

Dans les grandes exploitations de la province de Saxe, le labour se fait presque entièrement à la vapeur. Mais peu de paysans possèdent une charrue à vapeur ; la plupart du temps elles appartiennent à des sociétés.

Dans le congrès des nationalistes sociaux tenu à Erfurt (septembre 1897), le pasteur Göhre exprima, dans son rapport sur les coopératives, la crainte de voir la grande propriété s'emparer des coopératives agricoles pour les faire servir à ses intérêts. Au congrès des coopératives agricoles tenu à Stettin en 1896, le bureau était entièrement composé de grands propriétaires. Sur 41 orateurs, 4 petits propriétaires seulement prirent la parole pour de courtes remarques. De même le congrès des coopératives tenu à Dresde, en 1897, était complètement dans la main des hobereaux. Le dithyrambe chanté par Sering, dans son rapport déjà cité, devant la commission d'Economie politique en l'honneur des coopératives, sous prétexte qu'elles constituent « une nouvelle communauté d'intérêts et de travail » est tout à fait dans la note. « Nous y trouvons unis et collaborant paysans et *grands propriétaires*, ecclésiastiques et instituteurs, patrons et ouvriers ».

Ces indications suffiraient à montrer que la coopération

est d'une grande importance pour l'agriculture moderne, mais qu'elle n'est nullement un moyen de supprimer l'avance qu'a la grande exploitation sur la petite. Au contraire, en bien des cas elle est même un moyen d'augmenter encore cette avance. Le plus souvent elle nous semble être très utile aux exploitations moyennes et très peu aux petites.

Mais les travaux agricoles les plus importants ne peuvent être exécutés par des associations composées de petites exploitations indépendantes.

Nous avons déjà vu que la charrue à vapeur et d'autres machines encore, par exemple les semoirs en ligne, ne peuvent être employés par le petit paysan. Mais il y a *a priori* d'autres machines qui ne peuvent pas être employées collectivement par des agriculteurs indépendants. Ce sont celles dont l'emploi est indispensable à certaines périodes de durée limitée. Quelle valeur peut avoir la possession d'une faucheuse appartenant à la société quand tous les sociétaires doivent faucher en même temps? De même l'emploi collectif de batteuses rencontre nécessairement des difficultés et des inconvénients. Le grand agriculteur, qui possède sa batteuse à vapeur, a l'avantage de pouvoir immédiatement après la moisson battre le blé dans les champs ; il épargne les frais de transport, il n'a pas à rentrer dans les granges le blé tant qu'il n'a pas été battu, il peut le vendre aussitôt après la moisson, il peut ainsi mettre à profit toutes les circonstances favorables. Ces avantages disparaissent pour le sociétaire qui doit engranger son blé avant qu'il soit battu et attendre son tour.

Les avantages d'une grande propriété composée de terres contiguës, ceux de la division du travail, ceux de la direction d'un agronome, c'est-à-dire précisément les avantages de la grande exploitation, cette sorte de coopération ne les procure jamais au petit paysan. Aussi est-ce un espoir vain que d'attendre que les coopératives rendent la

petite exploitation capable de procédés de culture aussi rationnels que ceux de la grande. Si les petits paysans veulent réellement s'approprier, par l'association, les avantages de l'agriculture pratiquée en grand, ils ne doivent pas prendre des détours, mais ils doivent marcher droit au but. Ils ne doivent pas se cantonner dans le domaine du commerce et de l'usure, mais ils doivent se transporter sur le domaine le plus important pour un agriculteur, celui de l'agriculture.

Il est manifeste qu'une grande propriété cultivée par coopération peut s'approprier tous les avantages de la grande exploitation qu'on ne peut pas se procurer, ou du moins qu'on se procure très difficilement et à grand'peine par les sociétés de matières premières, de machines, de crédit ou de vente. Mais en même temps une propriété exploitée par des coopératives doit profiter de la supériorité qu'a le travail qu'on fait pour son propre usage sur le travail salarié.

Une société de ce genre devrait donc être, non seulement égale, mais encore supérieure à la grande exploitation capitaliste. Mais chose étonnante, il n'y a pas un paysan qui prenne en considération ce genre de sociétés. Peut-être pourrait-on considérer comme de timides essais de sociétés de ce genre bien des sociétés d'élevage, par exemple les sociétés d'élevage de poulains. Le paysan a, en général, très peu de place pour leurs ébats, et il est tenté de les atteler trop tôt, ce qui ruine leur tempérament. Souvent aussi il ne peut pas leur donner des écuries appropriées, ni les soins nécessaires, ni le fourrage convenable. C'est à ces inconvénients que remédient les Sociétés d'élevage de poulains, celle, par exemple, qui fut fondée en 1895 à Ihlienworth ; les associés y placent leurs poulains, qui trouvent là des écuries saines, une carrière vaste et les soins de spécialistes. Mais ces sortes d'associations, bien qu'agricoles, ne s'occupent que de choses accessoires en agriculture, et ne sont

qu'un palliatif pour éviter les conséquences fâcheuses de l'isolement et de l'exiguité de l'exploitation paysanne sans lui enlever ces défauts mêmes.

D'où vient que les paysans ne veulent pas recourir à l'association pour leur exploitation principale ? Pourquoi se bornent-ils à des palliatifs insuffisants ?

On a essayé de l'expliquer en disant que le travail agricole n'est pas de nature à se faire en commun et, par conséquent, n'est pas favorable à une exploitation par association. Mais on ne donne comme preuve que le phénomène même qu'il s'agit d'expliquer.

On ne comprend pas pourquoi l'agriculture moderne, qui se prête à l'exploitation capitaliste, ne se prêterait pas à l'exploitation coopérative. Serait-ce pour la simple raison que cette dernière n'a pas encore été tentée ? La raison serait mauvaise, car il y a déjà eu des essais, et même des essais heureux.

Dans les premières années de ce siècle, à une époque où de grands penseurs avaient déjà reconnu que l'on triompherait de l'exploitation capitaliste, non par la petite culture, mais par la grande culture socialiste, mais où l'on n'avait pas encore compris que la grande culture socialiste exigeait pour se développer et se maintenir une série de conditions préliminaires d'ordre économique, politique et intellectuel, beaucoup d'enthousiastes, parmi lesquels Owen, le premier et de beaucoup le plus grand, essayèrent, en fondant des colonies et des coopératives socialistes, de réaliser immédiatement l'ébauche d'une société socialiste. Toutes ces tentatives ne réussirent pas, et celles qui réussirent n'étaient rien moins que l'ébauche d'une société socialiste. Mais elles démontraient une chose d'une façon indéniable : la possibilité de produire par association, la possibilité de remplacer les capitalistes individuels par des institutions communistes.

La plupart de ces essais furent naturellement tentés dans le domaine industriel ; mais il y eut aussi un essai

agricole. Ce fut la coopérative de Ralahine, qui réussit admirablement et ne dut sa ruine qu'à un accident malheureux. Cette expérience d'association est si intéressante et si peu connue, que nous reproduirons *in extenso* le récit de notre source. Nous l'empruntons au Supplément de Charles Bray, *Philosophy of Necessity*, II, p. 581 et suivantes. Brentano a reproduit ce rapport dans son commentaire du livre de Mme Webb sur « Le Mouvement coopératif en Grande-Bretagne », p. 229 (1).

« En Irlande, nous dit Bray, Sir Vandaleur fit sur sa propriété de Ralahine, dans le comté de Clare, une expérience d'association qui fut couronnée de succès. Ses fermiers appartenaient à la classe la plus misérable des Irlandais ; ils étaient pauvres, mécontents, corrompus et mauvais. Vandaleur désirait vivement relever leur caractère et leur situation, et il aurait vu avec plaisir, même dans son propre intérêt, ses ouvriers devenir stables et habiles. Il résolut donc, en 1830, de faire un essai d'après les principes d'Owen, en introduisant quelques modifications appropriées aux circonstances. 40 ouvriers agricoles environ étaient disposés à entrer dans ses vues, et il en forma une société dont il se réserva la direction et la haute surveillance. Il leur afferma sa terre de Ralahine qui comprenait 618 acres anglais (l'acre anglais = 40,49 ares), dont environ 267 acres de pâturage, 283 de terres de labour, 63 et demi de marais et 2 et demi de jardins. Le sol était bon en général, par endroits, pierreux. Il y avait, en outre, 6 cabanes et un vieux château qui furent transformés en logements pour les gens mariés, et d'autres dépendances, étables, granges, etc., qui devaient, en partie, être utilisés pour la création d'un réfectoire, d'une salle de réunion, d'une école et d'un dortoir pour les enfants et les célibataires. Il leur afferma tout cela moyennant 700 livres sterling par an, y compris une scierie, une batteuse actionnée par l'eau et les bâtiments d'une fabri-

(1) *Die britische Genossenschaftsbewegung.*

que et d'un tissage, mais sans machinerie. Ils avaient à payer, en outre, 200 livres sterling pour le matériel et les animaux et pour les avances qui leur furent faites pour se nourrir et se vêtir jusqu'à la première récolte. Ils devaient vivre en commun dans les bâtiments disposés à cet effet et travailler ensemble avec un capital commun, dans l'intérêt commun. L'excédent des revenus, après le paiement du fermage, devait être la propriété des membres de la société âgés de plus de 17 ans, et devait être réparti également entre hommes et femmes, entre gens mariés et célibataires. Ils devaient entretenir en bon état les instruments, les outils et les machines, et les renouveler quand ils seraient hors d'usage ; le bétail ne devait diminuer ni de nombre ni de valeur. Le fermage se payait en nature ; les produits devaient être évalués la première année d'après le cours de Limerick ; les années suivantes, on devait fournir les mêmes quantités de blé, de bœuf, de porc, de beurre, etc., que la première année; et quelques améliorations qu'introduisît la Société, le fermage ne devait pas être augmenté. Aussi on leur fit un bail de longue durée dès qu'ils eurent réuni assez de capitaux pour acheter le matériel.

« Vandaleur était toujours le propriétaire. Le revenu du fermage surpassait tout ce qu'il avait espéré. En 1831, le fermage fut payé 900 £. ; en 1832, la valeur du revenu atteignit près de 1.700 £ ; la Société avait reçu d'avance dans l'année 500 £ pour la nourriture, l'habillement et les semailles. Des avances extraordinaires pour la construction de maisonnettes, l'acquisition de meubles, etc., absorbèrent le bénéfice, mais le bien-être s'accrut et la prospérité et le bonheur avaient pris pied dans le domaine de Ralahine.

« Les membres de la Société devaient travailler aussi longtemps, fournir autant de travail et prendre autant de salaire dans la caisse commune que s'ils eussent été des cultivateurs ordinaires, et ainsi jusqu'à ce qu'ils possé-

dassent un capital propre. A cet effet, le secrétaire tenait un compte exact des heures et de la nature du travail journalier de chacun, et à la fin de la semaine chacun recevait pour son travail un salaire égal à celui que Vandaleur payait auparavant. La perspective d'une participation au bénéfice fut reconnue comme un puissant stimulant pour le travail et ces gens fournissaient un travail journalier double de celui des salariés des environs. Le salaire pris dans la caisse commune était payé en billets de travail, qui n'étaient acceptés que dans leur coopérative de consommation. Cela permettait au propriétaire de les entretenir sans avances d'argent comptant, et était un obstacle à l'ivrognerie, puisque les boissons alcooliques n'étaient pas vendues dans leur Société, et que les billets de travail n'étaient pas acceptés dans les cabarets.

« La coopérative n'avait que des marchandises de premier choix, qui étaient vendues au prix du gros. D'après la coutume irlandaise, les pommes de terre et le lait faisaient la base de l'alimentation, et le prix, payé par la caisse commune, était relativement minime ; mais les avantages qu'ils retiraient de leur association était d'avoir un genre de vie infiniment supérieur à celui des gens de leur classe. Les hommes recevaient 4 schellings par semaine. Leurs dépenses étaient, pour les légumes, surtout des pommes de terre, 1 schelling, pour le lait (10 quarts), 10 pence, le blanchissage, etc., 2 pence, la caisse de maladie, 2 pence, les vêtements, 1 schelling 10 pence. Les femmes recevaient 2 schellings 10 pence, elles donnaient 6 pence pour les légumes, 8 pour le lait, 2 pour le blanchissage, etc., 1 penny 1/4 pour la caisse de maladie et 1 schelling 3/4 pence pour les vêtements. Les sociétaires mariés, qui avaient des logements à porte, payaient à la communauté 6 pence de loyer par semaine et environ 2 pence de chauffage. Tous les enfants, à partir de 14 mois, étaient entretenus aux frais de la communauté, sans charge pour les parents. Jusqu'à 8 ou 9 ans ils

étaient nourris à l'école enfantine, ensuite ils mangaient au réfectoire commun avec les célibataires ; les adultes ne donnaient rien de leur salaire pour le loyer, le chauffage, les cours, l'école et les plaisirs. Ils achetaient, en moyenne, chaque article 50 0/0 meilleur marché qu'ils ne pouvaient l'avoir ailleurs, et ils avaient de meilleures marchandises dans leur coopérative que n'importe où. Chaque sociétaire pouvait toujours compter sur un travail sans chômage et sur le même salaire, et le prix des aliments était constant dans la coopérative. Les malades et les invalides recevaient un salaire intégral de la caisse de maladie. Quand un père de famille mourait, le sort de sa famille était assuré.

« Peu à peu le nombre des sociétaires doubla. Les logements et le mobilier étaient propres et bien tenus, les aliments, bons et préparés sans gaspillage ; on se servait autant que possible de machines dans toutes les fabrications. Les jeunes gens des deux sexes, au-dessous de dix-sept ans, étaient chargés alternativement des travaux domestiques. Le travail se faisait, en été, de 6 heures du matin à 6 heures du soir, avec une heure de repos à midi. Chaque soir le Comité d'administration se réunissait pour régler le travail du lendemain, et on avait égard le plus possible aux goûts et aux capacités de chacun. Les jeunes gens étaient obligés d'apprendre un métier utile indépendamment du travail de la terre, et chacun, quelle que fut sa fonction dans la communauté, devait contribuer aux travaux des champs, surtout à l'époque de la moisson. Le magasinier distribuait les vivres, les vêtements, etc., le jardinier, les produits du jardin. Vandaleur vendait le surplus des produits et s'occupait des achats pour l'exploitation et pour la coopérative. Toutes les contestations étaient résolues par un conseil d'arbitrage, et pendant les 3 années que dura la communauté, on n'eut jamais besoin de l'intervention d'un avocat ou d'un juge de paix. Craig, le zélé et intelligent adjoint de

Vandaleur, nous dit l'admiration avec laquelle les visiteurs parlaient de Ralahine, d'un système qui domptait les sauvages Irlandais, et remplaçait leur pauvreté, leurs guenilles, leur misère, par la propreté, la santé, le bien-être.

« Il est pénible de raconter comment cette Société, au moment même où elle faisait les plus rapides progrès, fut tout à coup ruinée et combien la cause de cette destruction fut lamentable. Vandaleur était de l'aristocratie, et malgré toutes ses qualités il avait un de ses vices. Le jeu le ruina, lui, sa famille et son établissement. Il s'enfuit de son pays natal. Ses créanciers saisirent toute sa propriété, et, sans rechercher les droits que pouvaient avoir les ouvriers de Ralahine, ils n'eurent d'autre souci que de retrouver leur dû. La Société n'était pas régulièrement constituée ; Vandaleur n'avait pas passé de contrat avec elle, aussi la loi fut-elle impuissante à la protéger ».

Les sociétés communistes de l'Amérique du Nord ne montrent pas moins nettement que Ralahine les superbes résultats que l'exploitation agricole par association peut donner avec les procédés modernes. Nordhoff, dans son livre sur ces sociétés (1), attire l'attention à plusieurs reprises sur ce fait que leur exploitation est bien supérieure à celle de leurs voisins, par son intensité comme par l'utilisation rationnelle des forces disponibles. Leur prospérité vient surtout de la supériorité de leur agriculture : « Ce sont d'excellents agriculteurs, dit-il de la communauté d'Amana, ils ont un beau bétail, qu'ils élèvent avec toute la sollicitude des Allemands ; ils ont en hiver la stabulation permanente » (p. 40). Les Shakers ont « ordinairement de belles granges, et tout ce qui est nécessaire au travail est aménagé pour le mieux et dans les conditions les plus pratiques... En agriculture ils ne recu-

(1) Nordhoff, *The communistic Societies of the Uniter States.*

petite production irrationnelle, au lieu de conduire à la grande production.

Et cela se comprend suffisamment. Les artisans ne peuvent pas passer à la production coopérative sans abandonner la propriété qu'ils ont de leurs moyens de production. Plus ils possèdent, plus ils seraient en mesure, par leur union, de fonder une grande exploitation capable de concurrence, riche de capitaux, et moins ils sont disposés à placer leur fortune personnelle dans une caisse commune. D'autant moins que, dans la société moderne, toute fondation de ce genre est un saut dans l'inconnu, une expérience dans laquelle l'individu intéressé ne peut pas compter sur ses capacités particulières comme le marchand qui se risque dans les spéculations, mais où sa réussite dépend entièrement des capacités, du sens social, de la discipline des autres, qualités dont les deux dernières précisément sont le moins développées chez l'artisan qui travaille isolément.

Plus encore que de l'artisan, tout cela est vrai du paysan. On a considéré comme une injure pour le paysan le mot de *fanatisme de propriété*; il exprime pourtant un fait bien connu.

Le paysan est encore bien plus attaché à son lopin de terre que l'artisan à son échoppe. Plus la population s'accroît, plus on se dispute le sol, plus âprement il s'attache à sa motte de terre. En Amérique, il abandonne ou plutôt il abandonnait, il n'y a pas encore longtemps, le cœur léger, sa terre, quand elle ne lui donnait pas un revenu suffisant, pour s'en aller vers l'Ouest où il y avait encore des terres libres. En Allemagne et en France, aucune privation ne lui coûte pour conserver son petit bien, il n'y a pas de prix qui l'effraye quand il s'agit de l'agrandir. On n'a qu'à songer aux difficultés que rencontre une opération aussi nécessaire et bienfaisante que de réunir en un ensemble continu des terrains confusément enclavés dans les propriétés d'autrui.

Il s'agit simplement ici d'un échange de pièces de terre auquel chaque intéressé trouve son avantage. Cette opération peut être imposée à la minorité réfractaire d'une commune. Déjà, au siècle dernier, le despotisme éclairé agissait dans ce sens, parfois bien brutalement. Mais encore aujourd'hui on est loin en Allemagne d'avoir opéré d'une façon générale la réunion des pièces de terre. On peut donc se figurer combien serait vaine la tentative de fonder une société de production agricole dans laquelle les participants n'auraient pas seulement à échanger leurs terres, mais à les céder à la société, opération qu'on ne pourrait imposer aux récalcitrants. Et le paysan, naturellement disposé à la méfiance, le serait particulièrement vis-à-vis de la société, car les conditions actuelles de son travail et de sa vie l'isolent encore plus que l'artisan et développent encore moins que chez lui les vertus sociales.

Introduire la coopération dans la production n'est possible qu'aux éléments qui n'ont à perdre que leurs chaînes, ces éléments que l'exploitation capitaliste a formés au travail en commun, chez qui la lutte organisée contre l'exploitation capitaliste a développé les vertus sociales, la confiance dans la collectivité des camarades, le dévouement à la communauté, la subordination volontaire à sa loi.

Il faut passer par tous les stades de l'évolution. La grande masse des hommes ordinaires ne peut passer directement, dans les conditions normales, de l'exploitation de l'artisan ou du paysan, à la grande exploitation coopérative. La propriété individuelle des moyens de production s'y oppose. Tout d'abord, la production capitaliste crée les conditions préalables de la grande exploitation coopérative, non seulement en produisant une classe d'ouvriers privés de moyens de production, mais aussi en rendant sociale la production et en créant et en exaspérant la lutte de classes entre les capita-

listes et les salariés, lutte qui force ceux-ci à viser au remplacement de la propriété capitaliste par la propriété sociale des moyens de production.

Ce n'est pas par ceux qui possèdent, mais par ceux qui ne possèdent pas que se fera le passage à la production coopérative. Ce qui ne veut pas dire toutefois que les paysans et les artisans n'ont qu'un moyen pour arriver à la production coopérative, qui est de passer par le stade transitoire du prolétariat, que nécessairement ils doivent être expropriés par le capital, que la production socialiste est impossible tant qu'il y aura des paysans et des artisans. Rien de moins exact. On veut seulement dire par là que seul le prolétariat victorieux pourra prendre l'initiative de la production coopérative et réaliser les conditions qui permettront aux artisans et aux paysans de passer, non pas seulement idéalement, comme aujourd'hui, mais de fait, à la grande production par coopérative.

Une fois que les coopératives socialistes (car il ne faut plus parler alors de coopératives prolétariennes) auront affirmé leur vitalité, une fois qu'auront disparu les risques qui aujourd'hui encore menacent toute entreprise économique, si le paysan n'a plus à craindre de devenir un prolétaire par l'abandon de ses biens, il reconnaîtra que la propriété individuelle des moyens de production n'est qu'un obstacle qui empêche d'arriver à une forme supérieure d'exploitation, un obstacle dont il se débarrassera avec plaisir.

Par contre, il est chimérique d'attendre que le paysan, dans la société actuelle, passe à la production coopérative, mais cela veut dire simplement que la coopération ne peut pas être un moyen pour le paysan dans la société capitaliste, de s'approprier tous les avantages de la grande exploitation, et par là de raffermir et de fortifier sa propriété paysanne, cette colonne chancelante de la société actuelle. Le paysan qui aura reconnu qu'il

ne peut se sauver que par la production agricole coopérative, comprendra aussi qu'une production de ce genre ne peut être réalisée que là où le prolétariat a la force de modifier la forme de la société conformément à ses intérêts. Mais alors il sera *socialiste*.

VII

LES LIMITES DE L'EXPLOITATION CAPITALISTE

a) *Les données de la statistique.*

Le résultat des recherches exposées dans le chapitre précédent est le suivant : la grande exploitation est supérieure à la petite, au point de vue technique, dans toutes les parties importantes de l'agriculture, moins cependant que dans les parties les plus importantes de l'industrie. Cela n'est pas une vérité nouvelle. Déjà au milieu du siècle dernier, alors que la machine faisait son apparition en agriculture, que les principes scientifiques de l'agriculture n'étaient pas encore établis, le fondateur de l'Ecole des physiocrates, Quesnay, dans ses *Maximes générales du Gouvernement économique d'un Royaume agricole*, exprimait le vœu « que les terres employées à la culture des grains fussent réunies autant qu'il est possible en grandes fermes exploitées par de riches laboureurs, car il y a moins de dépense pour l'entretien et la réparation des bâtiments, et à proportion beaucoup moins de frais et beaucoup plus de produit net, dans les grandes entreprises d'agriculture que dans les petites. »

En Angleterre, à la même époque, les économistes étaient surtout partisans de la grande exploitation, tel

agricole. Ainsi Sismondi et J.-St Mill, ainsi les libre-échangistes purs et leurs adversaires, les agrariens. Ils ne soutenaient pas en général la supériorité technique de la petite exploitation, mais en même temps qu'ils admettaient que la grande exploitation donne le bénéfice net le plus élevé, ils indiquaient les dangers tant politiques que sociaux de la grande exploitation.

« Les nouveaux économistes d'une part, dit Sismondi dans ses *Etudes sur l'Economie politique* (1), les plus habiles agronomes de l'autre ne cessent de célébrer les riches et intelligents fermiers qui dirigent de grandes exploitations. Ils admirent l'étendue de leurs bâtiments, la perfection de leurs instruments d'agriculture, la beauté de leur bétail. Mais au milieu de cette admiration pour les choses, ils oublient les hommes, ils oublient même de les compter. Le mille anglais contient 640 acres carrés. C'est à peu près la mesure d'une belle et riche ferme anglaise. Les fermes anciennes, celles qu'une bonne famille de laboureurs pouvait cultiver de ses mains sans aide étrangère, sans journaliers, mais aussi sans chômage, chaque membre de la famille ayant un travail assuré pour chaque jour de l'année, ne passaient pas 64 acres. Il en aurait fallu 10 pour faire une ferme moderne. Dix familles de paysans ont donc été congédiées pour faire place au fermier du nouveau système. » Il combat la grande exploitation parce qu'elle crée des prolétaires, et non parce que la petite exploitation peut produire plus et meilleur.

Depuis, la grande agriculture moderne a pris un énorme développement, mais précisément des économistes entrent en scène qui soutiennent l'équivalence de la petite exploitation agricole et de la grande, et même des économistes qui, de 1870 à 1880, annonçaient encore que la petite exploitation ne durerait pas, et qui prophétisent maintenant la fin de la grande, tel le Dr Rudolf Meyer, ou même se demandent quelle est la forme d'ex-

(1) P. 189.



ploitation la plus rationnelle des deux. Nous avons, au commencement de ce livre, cité sur ce point quelques paroles de Sombart, penseur dont personne ne contestera l'impartialité sur cette question, et qui n'aurait pas avancé cette allégation, sans pouvoir l'appuyer sur des faits certains.

Quels sont ces faits ? Il ne faut pas les chercher dans le domaine de l'agronomie ; ils sont empruntés à la statistique. Celle-ci montre que cette disparition rapide de la petite exploitation agricole devant la grande, qu'à l'exemple de l'Angleterre on attendait ou qu'on redoutait sur le continent, depuis que la grande exploitation capitaliste, avait pris, vers 1850-1860 de grandes proportions, ne s'est pas produite. Bien plus, par endroits, on constate plutôt la tendance des exploitations petites par leur étendue territoriale à se développer.

Ainsi on trouvait par exemple, dans le recensement des exploitations en Allemagne :

Exploitations agricoles	Nombre des exploitations 1882	Nombre des exploitations 1895	Diminution ou accroissement	Surfaces agricoles exploitées, en hectares 1882	Surfaces agricoles exploitées, en hectares 1895	Accroissement ou diminution
Moins de 2 hectares. . . .	3 061 831	3 236 367	+174536	1 825 938	1 808 444	— 17494
de 2 à 5. .	981 407	1 016 318	+ 34911	3 190 203	3 285 984	+ 95781
de 5 à 20 . .	926 605	998 804	+ 72149	9 158 398	9 721 875	+563477
de 20 à 100. .	281 510	281 767	+ 257	9 721 875	9 869 837	— 38333
plus de 100. .	24 991	25 061	+ 70	7 786 263	7 831 801	+ 45538

Le développement n'est pas tout à fait le même en France. On y comptait :

Exploitations agricoles	Nombre des exploitations 1882	Nombre des exploitations 1892	Diminution ou accroissement	Domaine des exploitations en hectares 1882	Domaine des exploitations en hectares 1892	Accroissement ou diminution
Moins de 1 hectare	2 167 667	2 235 405	+ 67 738	1083833	1327253	+243420
de 1 a 5 . . .	1 865 878	1 829 259	— 36 619	5597643	5489200	— 108434
de 5 à 10 . .	769 152	788 299	+ 19 147	5768640	5755500	— 13140
de 10 à 40 . .	727 222	711 118	— 16 104	14845650	14313417	—532243
plus de 40 . .	142 088	148 671	— 3 417	22296105	22493343	+197288

Tandis qu'en Allemagne c'étaient les exploitations d'étendue moyenne qui se développaient surtout, nous trouvons en France que ce sont les plus grandes et les plus petites qui ont gagné du terrain. Les moyennes diminuent en nombre et perdent du terrain. Mais cette diminution est insignifiante, sauf toutefois pour ce qui est des exploitations proprement paysannes (10-40 hectares).

En tout cas, le développement n'est pas rapide.

En Grande-Bretagne nous trouvons :

Exploitations agricoles	Nombre des exploitations 1885	Nombre des exploitations 1895	Accroissement ou diminution	Surface des exploitations en acres 1885	Surface des exploitations en acres 1895	Accroissement ou diminution
1 à 5 acres (0,40 à 2 hectares).	135 736	117 968	— 17 768	389 677	362 792	— 22885
5 à 20 acres (2 à 8 hectares).	148 806	149 818	+ 1 022	1 656 827	1 667 647	+ 10880
20 à 50 acres (8 à 20 hect.).	84 140	85 663	+ 1 514	2 824 527	2 864 976	+ 40449
50 à 100 acres (20 à 40 hect.)	64 715	66 625	+ 1 916	4 746 520	4 885 203	+138683
100 à 300 acres (40 à 120 hect.)	79 573	81 245	+ 1 672	13658495	13875914	+217429
300 à 500 acres (120 à 200 h.).	13 875	13 568	— 307	5 241 168	5 113 945	— 127223
Plus de 500 (plus de 200 h). .	5 489	5 219	— 270	4 029 843	3 803 036	—226807

De même qu'en Allemagne, nous trouvons en Angleterre une augmentation des exploitations de moyenne étendue. D'ailleurs ce sont, dans l'Empire d'Allemagne, les exploitations de 5 à 20 hectares qui ont gagné le plus de terrain, en Angleterre celles de 40 à 120 hectares, que personne ne mettra au nombre des petites exploitations. Les petites exploitations ont, à l'inverse de ce qui a lieu en Allemagne, perdu du terrain, de même, d'ailleurs, que les grandes de plus de 120 hectares.

Des données que nous avons sur l'agriculture américaine, différents économistes, Schaeffle, le Dr R. Meyer et d'autres, ont voulu déduire que là-bas la petite exploitation supplante la grande. Mais examinons de plus près les chiffres donnés par le recensement américain. Il est exact que l'étendue moyenne des fermes a diminué, depuis 1850. Elle s'élevait en

1850	à	203	acres
1860	»	199	»
1870	»	153	»
1880	»	134	»

mais en 1890 elle remontait de nouveau à 137 acres.

Il faut surtout attribuer le recul provisoire de l'étendue moyenne des exploitations à l'émiettement des grandes plantations du Sud, qui fut une conséquence de l'affranchissement des nègres. Ainsi, de 1860 à 1890, l'étendue moyenne des fermes a diminué, en Floride, de 445 acres à 107 ; dans la Caroline du Sud, de 488 à 115 ; dans l'Alabama, de 347 à 126 ; dans le Mississipi, de 370 à 122 ; dans la Louisiane, de 537 à 138 ; dans le Texas, de 591 à 225. En général, l'étendue moyenne des fermes a diminué dans les Etats sud-atlantiques pendant l'époque que nous avons indiquée, de 353 à 134 acres, et dans la zone sud-centrale, de 321 à 144. Il est impossible de voir dans ces chiffres une victoire de la petite exploitation sur la grande exploitation moderne. D'autre part, nous trouvons assurément une diminution considérable de l'éten-

due des fermes dans les pays de culture relativement anciens des Etats nord-atlantiques. Là, l'étendue moyenne a diminué pendant ces derniers dix ans d'une manière continue. Mais cette diminution, il faut l'attribuer surtout à l'amoindrissement des terres non cultivées, non à la diminution des exploitations. Elle s'élevait dans la région des Etats nord-atlantiques :

Années	Étendue moyenne des fermes	Terres non cultivées de la ferme
1850	113 acres	43 acres = 38.44 %
1860	108 »	39 » = 36.18 %
1870	104 »	36 » = 34,47 %
1880	98 »	31 » = 31,77 %
1890	95 »	31 » = 32,52 %

L'accroissement relatif de l'étendue des terres non cultivées coïncide avec une crise de l'agriculture qui se manifeste dans une diminution générale des terres de ferme. Elles ont diminué, dans cette région, de 67.958.640 acres (1880), à 62.743.525 (1890), donc de plus de 5 millions. Le terrain cultivé des fermes a diminué de 46.385.632 acres à 42.338.024 acres, c'est-à-dire de plus de 4 millions.

Par contre, dans les Etats du centre-nord, les vrais pays à blé, l'étendue moyenne des fermes a augmenté, de 1880 à 1890, de 122 à 133 acres.

Le même développement, comme il est indiqué par les variations de l'étendue moyenne des fermes, est aussi indiqué par le nombre constamment croissant des grandes exploitations. Elles reculent assurément relativement un peu dans l'ensemble de l'Union. Malheureusement, les chiffres de 1870 ne sont pas comparables aux chiffres postérieurs, car on classait alors les fermes d'après l'étendue des terrains cultivés, et de 1880 à 1890, d'après tout le terrain occupé par les fermes, cultivé et non cultivé. On comptait :

Années	Fermes	Fermes de 500 à 4000 acres	De plus de 1000 acres
1880	4 008 907	75 972	28 578
1890	4 564 641	84 345	31 546
Accroissement	13,8 °/o	11,0 °/o	10,2 °/o

L'accroissement des grandes exploitations restait, comme on le voit, en arrière de celui de toutes les autres, mais ce phénomène n'est qu'une conséquence de l'évolution qui s'est produite dans les anciens Etats à esclaves, où l'ancienne culture des plantations devint impossible, et de la crise de l'agriculture dans le Nord-Est avec son sol épuisé.

On comptait dans les Etats nord-atlantiques :

Années	Nombre total des fermes	Fermes de 500 à 1000 acres	De plus de 1000 acres
1880	696 139	4 156	964
1890	658 560	3 287	733
Diminution	5,4 °/o	20,9 °/o	23,9 °/o

Ici les grandes exploitations diminuèrent bien plus rapidement que les petites. Ces dernières résistent avec plus de ténacité dans une situation désavantageuse. Mais on peut avec raison douter que ce soit là une supériorité de la petite exploitation.

Dans les Etats sud-atlantiques le nombre des fermes était :

Années	Nombre total des fermes	Fermes de 500 à 1000 acres	De plus de 1000 acres
1880	944 429	25 037	9 718
1890	749 600	21 736	8 030
Accroissement (+), diminution (—)	+ 16,3 °/o	— 17,2 °/o	— 17,4 °/o

Dans les Etats du centre-sud :

Années	Nombre total des fermes	Fermes de 500 à 1000 acres	De plus de 1000 acres
1880	886 648	25 872	11 659
1890	1 086 772	26 666	12 295
Accroissement	22,5 °/o	3,0 °/o	4,6 °/o

Dans les Etats de l'ouest :

Années	Nombre total des fermes	Fermes de 500 à 1000 acres	De plus de 1000 acres
1880	83 723	5 299	3 247
1890	145 878	9 269	6 020
Accroissement	74,2 °/o	74,9 °/o	85,3 °/o

Enfin dans les Etats du centre-nord, les vrais Etats à blé :

Années	Nombre total des fermes	Fermes de 500 à 1000 acres	De plus de 500 à 1000
1880	1 697 968	15 608	2 990
1890	1 923 822	23 437	4 668
Accroissement	13,3 °/o	50,2 °/o	49,4 °/o

Ces derniers chiffres n'indiquent pas précisément un recul de la grande exploitation. Là où, en Amérique, l'agriculture moderne progresse, les surfaces augmentent de façon à former de grandes exploitations. La petite exploitation ne l'emporte que là où l'agriculture cesse d'être profitable, là où la grande exploitation précapitaliste entre en concurrence avec l'exploitation paysanne.

Mais toujours, bien qu'en Amérique jusqu'ici l'évolution agricole se soit faite avec une plus grande rapidité qu'en Europe, bien qu'elle se montre plus favorable à la

grande exploitation qu'on ne le croit en général, on ne peut cependant pas parler d'une disparition de la petite propriété devant la grande.

Il serait cependant très prématuré de conclure de ces chiffres et de chiffres semblables, que le développement économique se fait en agriculture dans une toute autre direction que dans l'industrie.

Les chiffres prouvent! — C'est vrai, mais il faut se demander ce qu'ils prouvent.. Avant tout, ils prouvent ce qu'ils disent directement, mais c'est, en général, peu de choses ce que disent les chiffres d'une statistique. Prenons, par exemple, les chiffres qui doivent démontrer que le bien-être de la masse augmente dans la production capitaliste. Entre autres choses, on a recours, pour le prouver, à l'augmentation des fonds déposés dans les caisses d'épargne. On ne peut pas discuter les chiffres, mais que prouvent-ils irréfutablement? Que ces dépôts vont en augmentant, ni plus ni moins, mais sur les causes de l'augmentation ils nous laissent dans le doute le plus complet. On peut, mais on ne doit pas, l'attribuer à une augmentation du bien-être. De tout autres causes peuvent amener le même résultat.

Par exemple, le nombre croissant des occasions qui se présentent de placer les économies dans les caisses d'épargne, peut produire une augmentation des dépôts de fonds dans ces caisses. L'Hindou enfouissait jadis ses épargnes dans la terre. Maintenant qu'on a fondé des caisses d'épargne dans les Indes orientales, il préfère y déposer ses économies. Cela prouve-t-il qu'il peut faire aujourd'hui plus d'économies, que son bien-être est supérieur? La famine chronique, là-bas, prouverait plutôt le contraire.

Les caisses d'épargne sont plus anciennes en Europe. Mais, en Europe, les occasions se multiplient d'y faire des dépôts sans perte de temps excessive; en même temps, les caisses d'épargne se développent à la campagne, la

population augmente dans les villes où on a toutes les facilités pour entrer en relation avec les caisses d'épargne.

De même, l'augmentation du nombre des salariés, des fonctionnaires et des autres employés peut produire une augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne. Un petit paysan consacre ses épargnes à l'achat de terres, un artisan, à l'amélioration de son atelier. Mais celui qui travaille pour un salaire ou un traitement ne connaît pas de meilleur placement, pour ses économies, que leur dépôt dans une caisse d'épargne. La substitution des entreprises capitalistes aux petites exploitations autonomes sera donc liée à une augmentation des dépôts dans les caisses d'épargne. C'est donc là un produit de la prolétarisation croissante et qui peut coïncider avec une diminution du bien-être général de la masse.

Enfin, une augmentation de ce genre peut provenir simplement d'une modification dans les habitudes économiques. Dans la production des marchandises, il y a dans chaque entreprise, dans chaque maison, certains moments où l'on a des payements plus considérables à effectuer, de sorte que, pour de telles circonstances, il faut réserver l'argent nécessaire sur les revenus réguliers. Avant le développement des banques et des caisses d'épargne, ces capitaux restaient improductifs. Aujourd'hui, on peut les placer à intérêt jusqu'au moment où on s'en sert. Plus les sommes sont grandes, que dans les entreprises et les maisons particulières on est obligé de réserver pour des paiements périodiques, — chez les ouvriers, par exemple, l'argent nécessaire au loyer et à la vie pendant les chômages, — plus se répand l'habitude de placer à intérêt les sommes même les plus minimes, qui ne sont pas nécessaires à la dépense journalière ; les dépôts des caisses d'épargne en seront d'autant plus considérables, sans aucune augmentation du bien-être.

Les statistiques des caisses d'épargne ne donnent aucune réponse à cette question de l'augmentation du bien-être.

Au lieu de résoudre un problème, elles en posent un autre.

Il en est de même des chiffres de l'impôt sur le revenu qui doivent, à ce qu'on dit, être une preuve irréfutable de l'accroissement du bien-être.

En fait, ils ne prouvent que ce qu'ils disent, c'est-à-dire que sous certaines conditions le nombre des plus petits revenus imposés, ou le nombre des revenus qui ne payent pas l'impôt, croît moins rapidement que celui des revenus un peu plus élevés. Cela pourrait indiquer, à la vérité, une augmentation du bien-être, mais c'est un fait que cela ne l'indique pas nécessairement. Quand les prix des vivres, des loyers, etc., augmentent plus vite que les revenus, cette augmentation peut coïncider avec une diminution du bien-être.

D'autres circonstances peuvent produire le même résultat. Prenons, par exemple, un petit paysan qui a un revenu de 500 francs, mais qui ne paye pas de loyer et qui produit lui-même la plus grande partie de ses vivres. Il a peut-être suffisamment pour vivre. Un malheur le jette dans le prolétariat, il doit aller à la ville, là il trouve un emploi de 1000 francs par an. Son revenu a doublé et cependant sa situation a empiré. Il faut qu'il paye un loyer, peut-être le chemin de fer pour aller à l'usine. Le lait, les œufs, les légumes, le porc, qui ne lui coûtaient rien du tout, il les paye cher maintenant ; ses enfants ne peuvent plus courir pieds nus, les conditions hygiéniques, plus mauvaises, exigent des dépenses plus grandes pour le médecin et le pharmacien. Mais pour le statisticien des impôts sur le revenu, il est dans une situation deux fois meilleure, et la preuve est faite irréfutable, que le bien-être général augmente.

Ce cas est typique. Le passage de l'existence naturelle à l'existence où l'argent joue un rôle et l'augmentation de la population des villes aux dépens de la population agricole, sont deux phénomènes en progression continue. Ils suffisent à expliquer l'augmentation des revenus dans

viennent tous des ouvriers de fabrique. Ils s'adonnent à d'autres professions, où la grande exploitation ne domine pas encore, et les encombrent. Ainsi la concurrence capitaliste ruine aussi ces branches de l'industrie où la grande exploitation ne règne pas encore. Mais ce procès ne se manifeste pas sous la forme d'une diminution générale de la petite exploitation ; au contraire, il produit çà et là une augmentation de la petite exploitation, si bien que, en ne tenant compte que des données de la statistique, on pourrait croire que la petite exploitation a pris ici un essor tout particulier. Les branches d'industrie où les petites exploitations misérables abondent sont en même temps celles où l'industrie à domicile, exploitée par le capitalisme moderne, trouve les meilleures conditions d'avancement et de rapide développement. L'invasion du capital peut dans ces conditions amener au lieu d'une diminution une forte augmentation du nombre total des petites exploitations, mais qui connait l'état social qui se cache sous les chiffres de la statistique, n'y verra pas une lutte victorieuse contre le grand capital.

Mais, même dans les domaines dont s'est emparée la machine, la marche en avant de la grande industrie n'amène pas nécessairement la disparition des petites exploitations. Elle les ruine, elle les rend superflues au point de vue économique, mais on ne saurait croire quelle résistance peuvent déployer de telles existences inutiles. La faim et le surmenage prolongent leur agonie à un degré inimaginable. La misère des tisserands silésiens et saxons est devenue proverbiale depuis un siècle, et ils n'ont pourtant pas encore disparu. Quand on ne peut pas vivre par la production, on passe à des travaux que la grande exploitation néglige comme insignifiants, à des racommodages, on cherche à gagner son pain, ou bien comme agent ou comme courtier des grandes entreprises.

Les formes démocratiques des Etats modernes peuvent

elles aussi devenir un des facteurs de la conservation des petites exploitations arriérées.

Il n'est pas extraordinaire de voir l'autorité publique, pour des raisons politiques, donner son appui aux couches sociales qui ont perdu leur force économique. Si inutile que fût devenu le prolétariat des gueux de l'ancienne Rome en décadence, des considérations politiques forçaient l'Etat à le maintenir. Dans les temps modernes, la classe des aristocrates nous fournit un exemple analogue ; depuis le XVII° siècle, elle était devenue de plus en plus inutile et de plus en plus insolvable, mais par sa soumission au pouvoir absolu des princes elle avait su se créer une existence parasite qui épuisait la société jusqu'à la moelle et qu'une Révolution seule put supprimer.

Les traditions de cette existence de parasite sont malgré cela très vivaces encore dans l'Europe orientale, et nos hobereaux s'entendent à crier tout aussi fort que la canaille romaine d'il y a 2000 ans ; seulement ils sont moins modérés dans leurs exigences. Ils ne se contentent pas de pain sec et leurs jeux coûtent plus cher que ceux que l'Etat était obligé de donner à la canaille romaine. Seulement ce sont eux-mêmes qui fournissent les gladiateurs, grâce aux sentiments d'honneur particuliers à leur classe.

Ils ont d'ailleurs appris l'art de revendiquer le concours de l'Etat à des élèves dociles : une partie de la petite bourgeoisie s'est mise à leur école. Il est vrai qu'un certain nombre de petits bourgeois qui se sentent déjà prolétaires se sont rattachés aux salariés pour obtenir, sinon pour eux, du moins pour leurs enfants, des conditions d'existence meilleures ; mais d'autres croient bien mieux faire en vendant leurs services au gouvernement contre les subventions de l'Etat. Les classes dominantes ont besoin de ces éléments, ils ont besoin, avec le suffrage universel, d'une nombreuse classe populaire qu'ils puissent

opposer aux rangs serrés du prolétariat, et ils sont prêts à acheter cette partie qui est à vendre de la petite bourgeoisie. Ce ne sont pas les meilleurs éléments de la petite bourgeoisie, ces gens qui assurent aux monarques qu'ils sont monarchistes jusqu'à la moelle, mais qui leur crient que si on ne leur accorde pas de privilèges aux dépens de la communauté, ils deviendront démocrates-socialistes.

De telles menaces dénotent un état d'esprit misérable; mais quand on a besoin de prétoriens il ne faut pas être trop difficile. Si en 1848 on a lâché les prolétaires vagabonds contre les ouvriers, pourquoi ne lâcherait-on pas contre eux aujourd'hui cette partie de la petite bourgeoisie qui s'offre pour cette besogne malpropre. Aussi bien est-ce aux dépens des ouvriers, et non des grands industriels, que l'on prolonge la vie des petites exploitations, en donnant des privilèges au petit commerçant aux dépens des coopératives de consommation, aux patrons aux dépens des compagnons et des apprentis, en facilitant le crédit, les assurances, etc., aux dépens des contribuables.

Plus la lutte de classes passe à l'état aigu, plus la démocratie socialiste devient menaçante, et plus les gouvernements sont disposés à faciliter aux petites exploitations, devenues une superfluité économique, une existence plus ou moins parasitaire aux dépens de la société. Leur disparition sera peut-être ainsi retardée; à cela tendent les espérances qu'éveillent les promesses et les mesures des gouvernements et qui déterminent plus d'un à combattre plus longtemps un combat sans espoir, qu'il eut sans cela abandonné depuis longtemps. Mais personne de bon sens ne verra là une réfutation du « dogme » marxiste, qui ne s'applique qu'aux tendances *économiques*.

Grâce au « concours de l'Etat » assuré par les classes dirigeantes, ces existences condamnées au point de vue économique se maintiennent encore quelque temps et

la décadence de la petite exploitation se trouve dissimulée ; le gaspillage de ces mêmes classes conduit au même résultat.

Le développement de la production capitaliste entraîne l'augmentation de la masse de la plus-value, l'augmentation non seulement du capital accumulé, mais encore des revenus des capitalistes, et en même temps un accroissement du gaspillage des capitalistes. Il a pour effet entre autres de ressusciter les formes féodales dont on avait au point de vue économique triomphé depuis longtemps. Ainsi, par exemple, les rois de la finance et les propriétaires de *latifundia* s'efforcent de créer des chasses de l'étendue des forêts du Moyen Age. Par les descriptions du *Capital* de Marx, on sait avec quelle brutalité une classe qui n'a pas besoin de ménager l'argent et qui trouve ridicule de ménager les hommes, a, en Ecosse, dépossédé les laboureurs de vastes domaines pour les remplacer d'abord par des moutons, ensuite par des cerfs. C'est ce qui se passe aujourd'hui dans certaines parties de la France, de l'Allemagne et de l'Autriche. En Autriche, le domaine forestier, d'après les données d'Endres, dans le *Dictionnaire des Sciences Politiques*, a augmenté depuis le milieu du siècle jusqu'à aujourd'hui d'environ 700 000 hectares, presque 2,5 °/₀ de la superficie totale, surtout dans les pays alpins et côtiers où l'augmentation est de 600 000 hectares. De 1881 à 1885, on a défriché 3 671 hectares de forêts, mais en revanche on en a reboisé 59 031.

En France, les forêts des particuliers occupaient en chiffre rond 6 millions d'hectares en 1781 ; cette surface tomba jusqu'en 1844 à 4,7 millions, et, depuis, jusqu'à aujourd'hui elle est remontée à 6,2 millions d'hectares. Et cela malgré la perte de l'Alsace-Lorraine.

En Allemagne, il n'est malheureusement pas possible de comparer les chiffres de 1895 et de 1882, car en 1882, on ne comptait les domaines forestiers qu'en tant qu'ils

faisaient partie d'exploitations agricoles, en 1892, au contraire, on compta tous les domaines forestiers.

Le livre de Teifen sur la misère sociale et les classes possédantes en Autriche montre, par de nombreux exemples, que dans ce pays ce ne sont pas seulement des déserts qu'on reboise, mais aussi des pâturages et des terres de labour. Significatif aussi, le fait que dans le pays de Salzbourg le nombre de têtes de gros bétail a diminué de 10,6 °/₀, entre 1869 et 1880, et encore de 4,1 °/₀, de 1880 à 1890, surtout à cause de la vente toujours croissante de pacages à des propriétaires de chasse (1).

Une autre forme féodale qui a reçu une nouvelle vitalité de l'accroissement des revenus capitalistes, c'est la valetaille nombreuse employée au service des particuliers, et dont la livrée seule, rappellant le siècle dernier, montre qu'elle est une chose qui répugne à l'esprit du XIXe siècle. La supériorité que le beau monde accorde au travail manuel sur celui des machines pour les produits qui servent à son usage personnel répond à ces tendances féodales. La production par les machines, qui sert à la consommation de la masse, uniforme pour tout le monde, qui ne s'accommode pas aux caprices et aux besoins individuels, est trop démocratique pour l'aristocratie d'argent. Le travail à la main constituant, si on le compare au travail à la machine, un gaspillage de forces, paraît en même temps que plus coûteux, mieux approprié à élever ceux qui achètent ses produits au-dessus de la masse plébéienne.

C'est ainsi que le travail à la main, le *métier* effectue, à côté de l'industrie à domicile, qui est le genre de production le plus pauvre et le plus misérable, la production la plus distinguée et fabrique les qualités supérieures. Mais comme l'industrie à domicile, ce *métier* qualifié est, lui aussi, livré à l'exploitation capitaliste ; la fabrication des qualités supérieures, qu'il s'agisse de vêtements ou de

(1) DRILL, *Die Agrarfrage in Œsterreich.*



chaussures, de papier ou de matières textiles, de légumes ou de fruits, exige des connaissances supérieures, une grande dépense de travail, des moyens de production de choix, toutes choses qui coûtent de l'argent, beaucoup d'argent. Si les ateliers dont sortent ces produits de choix sont petits aux yeux du statisticien, les économistes les rangent, cependant, parmi ceux qui demandent de grands capitaux et dans lesquels des ouvriers d'élite sont exploités par le capital. Dans bien des cas ils constituent plutôt un moyen d'abaisser l'art à n'être qu'une industrie capitaliste que de donner aux métiers une nouvelle prospérité.

Mais même quand ce n'est pas le cas, il serait absurde d'attendre de l'accroissement du gaspillage capitaliste une résurrection de la petite industrie. Il suppose une croissance continue et rapide de la grande industrie, de la production en masse, par conséquent l'écrasement des petites exploitations, l'accroissement constant du prolétariat. Pour quelques régions, pour quelques industries particulières, le gaspillage des capitalistes peut donner quelque prospérité à la petite exploitation, mais il ne le peut pas pour l'ensemble de la nation, car ce gaspillage est amené par la prolétarisation progressive de la masse de la nation elle-même et aussi des autres nations. Dire que le métier peut être sauvé en s'appliquant à la production des qualités supérieures, c'est à peu près aussi légitime qu'il le serait d'admettre que la production capitaliste tende à ramener les nations chez lesquelles elle arrive à dominer à l'état de peuples chasseurs. La statistique le démontrerait sans peine.

Mais tout cela ne prouve pas la fausseté du « dogme marxiste » ; cela prouve simplement que la petite exploitation, dans sa décadence, suit un procès très compliqué où des tendances contraires s'entre-croisent, qui le troublent et le retardent seulement, semblent çà et là le modifier en un sens opposé, mais qui, en réalité, ne peuvent l'arrêter.

c) *La limitation du sol.*

Les courants et les tendances opposées qui contrarient le procès de la concentration du capital dans l'industrie, se font également sentir en agriculture, et l'analogie est si frappante que nous ne nous y arrêterons pas plus longtemps. Mais en agriculture se manifestent encore d'autres tendances qui n'agissent pas dans l'industrie, et, par suite, la question est encore plus complexe, et c'est là ce qui va nous occuper dans la suite.

Il y a tout d'abord cette grande différence que les moyens de production dans l'industrie peuvent être multipliés à volonté, tandis qu'en agriculture le moyen essentiel de production, le sol, a, dans des conditions données, une étendue donnée, et ne peut pas être augmenté à volonté.

En ce qui concerne le capital, on peut distinguer deux grands mouvements : l'accumulation et la centralisation. L'accumulation est un résultat de la formation de la plus-value. Le capitaliste ne consomme qu'une partie du bénéfice qui lui revient ; il en met, dans les circonstances normales, une partie en réserve, et l'emploie à augmenter son capital. Ce mouvement se combine avec un autre, la réunion de différents petits capitaux en un grand capital, la centralisation des capitaux.

Il en va tout autrement du sol. Tout le sol qui peut être gagné à la culture, dans les anciens pays de culture, est une grandeur minime, indigne presque d'être comparée aux sommes que la classe capitaliste accumule d'un bout de l'année à l'autre. Le grand propriétaire ne peut ordinairement agrandir son bien-fonds que par voie de centralisation, en réunissant plusieurs exploitations en une seule.

Dans l'industrie, l'accumulation peut se faire indépendamment de la centralisation ; bien plus, elle la précède en

général. Un grand capital peut se former, une grande entreprise industrielle peut se fonder sans qu'il soit porté atteinte aux capitaux moindres, sans que soit supprimée l'autonomie d'exploitations moins importantes. Cette suppression est en général la *conséquence*, et non la *condition préalable* de la formation d'une grande exploitation industrielle. Pour fonder une fabrique de chaussures en un endroit, il n'est pas nécessaire d'exproprier les cordonniers qui s'y trouvent déjà. Ce n'est que lorsque la fabrique prospère, qu'elle amène la ruine des petits cordonniers et leur expropriation au profit de la fabrique. C'est l'accumulation, la formation d'un nouveau capital plus considérable, grâce aux profits non dépensés, qui crée le grand capital nécessaire à la fondation de la fabrique de chaussures.

Au contraire, partout où le sol tout entier est morcelé en propriétés particulières, et où domine la petite propriété, le sol, moyen de production le plus important en agriculture, ne peut être acquis à la grande exploitation que par la centralisation de plusieurs petites propriétés. La disparition de plusieurs petites exploitations est ainsi la condition préalable nécessaire de la formation d'une grande exploitation. Mais cela ne suffit pas, il faut que les petites exploitations expropriées forment une surface continue, pour que de leur réunion puisse sortir une grande exploitation. Une banque hypothécaires a beau acquérir dans une année quelques centaines de petites propriétés paysannes mises à l'encan, elle ne pourra pas cependant en faire une grande exploitation, parce que, loin d'être contiguës, elles sont éparpillées dans les localités les plus diverses. La banque ne peut que les vendre séparément comme elles lui ont été adjugées, et même elle doit quelquefois les diviser, si elle trouve plus facilement des acquéreurs pour des parcelles plus petites, et elle en forme ainsi des exploitations moins importantes.

Tant que le bon plaisir des propriétaires fut sou-

verain, il leur fut facile d'obtenir la terre pour fonder de grandes exploitations. Ils expulsaient simplement, avec une violence plus ou moins dissimulée, tous les paysans qui les gênaient.

Mais la production capitaliste a besoin de la sécurité de la propriété. Dès qu'elle est sortie de l'ère révolutionnaire et qu'elle a solidement assis sa souveraineté, elle n'admet plus qu'un motif d'expropriation : l'impossibilité de payer ses dettes. Tant que le paysan peut payer ses dettes aux capitalistes et à l'Etat, sa propriété est sacro-sainte. La propriété privée de la terre est solide. Nous verrons qu'elle n'assure au paysan qu'une protection insuffisante ; mais il y a là un obstacle très sérieux à la formation de grandes propriétés foncières, condition préalable de la grande exploitation agricole.

Partout où aujourd'hui la petite propriété domine exclusivement, une grande propriété aura la plus grande peine à se former, quelque tombée que soit la petite propriété foncière, quelque supérieure que soit la grande exploitation.

Mais là même où la grande propriété et la petite sont contiguës, la grande ne pourra pas toujours facilement s'agrandir aux dépens de la petite, car les pièces de la petite exploitation qui sont à vendre par nécessité ou pour d'autres raisons ne sont pas toujours justement celles qui sont nécessaires pour « arrondir » ou agrandir une propriété.

L'agriculteur qui trouve sa propriété trop petite, qui a acquis les moyens d'en exploiter une plus grande, aime mieux, en général, vendre son bien et en acheter un plus considérable, que d'attendre longtemps un hasard qui permettrait d'acheter les terres du voisin. C'est ainsi que se produit surtout le développement des exploitations particulières en agriculture, et c'est là une des raisons de la grande mobilité de la propriété foncière, des nombreuses transactions opérées sur les biens-fonds à l'époque capitaliste. Si ceux qui désirent acheter trouvent toujours des

vendeurs, c'est grâce aux droits de succession et aux endettements dont nous parlerons plus loin.

Nous voulons simplement constater ici que ce caractère particulier du sol sous le régime de la propriété privée dans tous les pays de petite exploitation, est un obstacle puissant au développement de la grande exploitation agricole, si supérieure qu'elle puisse être, et un obstacle que l'industrie ne connaît pas.

d) *La grande exploitation n'est pas nécessairement la meilleure.*

A cela s'ajoute une autre différence entre l'industrie et l'agriculture. Dans l'industrie, la grande exploitation, dans les circonstances normales, est toujours supérieure à la petite. Naturellement, dans l'industrie aussi chaque exploitation a, dans des circonstances données, des limites qu'elle ne peut dépasser, sous peine de devenir improductive. L'importance du marché, du capital disponible, du nombre des ouvriers disponibles, le transport du matériel brut, les progrès de la technique tracent à chaque exploitation ses limites, mais dans ces limites la grande exploitation est toujours supérieure à la petite.

En agriculture cela n'est vrai que jusqu'à un certain point. Cette différence provient de ce que l'agrandissement de toute exploitation industrielle représente en même temps une concentration croissante des forces productives avec tous les avantages qui lui sont propres : économie de temps, de frais, de matériel, surveillance plus facile, etc. En agriculture, au contraire, chaque augmentation de l'exploitation, les circonstances restant d'ailleurs les mêmes, en particulier la méthode de culture ne changeant pas, revient à un accroissement plus considérable de l'étendue de terrain exploité, par suite, produit une plus grande perte de matériel, une plus

grande dépense de force, de moyens et de temps, pour transporter le matériel et les ouvriers. Ceci est d'autant plus important en agriculture qu'il s'agit du transport de matières de peu de valeur, relativement à leur poids et à leur volume, fumier, foin, paille, blé, pommes de terre, et que les méthodes de transport sont très primitives, comparativement à celles de l'industrie. Plus la propriété est étendue, et plus la surveillance des ouvriers isolés devient difficile, ce qui est très important quand on a des salariés. Thünen a dressé un tableau qui montre admirablement comme ces pertes augmentent à mesure que s'accroît la propriété ; nous le reproduisons ici, selon le système métrique et en chiffres ronds. Thünen a calculé quel était, suivant leur distance de la ferme, le revenu de différentes pièces de terre produisant, par hectare, des quantités de seigles différentes.

Distance de la pièce de terre à la ferme en mètres	Rapport : 25 hectolitres Revenu : marks	Rapport : 23 hectolitres Revenu : marks	Rapport : 20 hectolitres Revenu : marks	Rapport : 18 hectolitres Revenu : marks	Rapport : 15 hectolitres Revenu : marks
0	23	19	15	11	7
1 000	17	15	11	7	4
2 000	14	11	7	4	0
3 000	10	7	3	0	
4 000	5	2	0		
4 500	0,5	0			
5 000	0				

D'après cela on pourrait croire que l'agriculture donne d'autant plus de profits que la propriété est plus petite. Naturellement ce n'est pas le cas. Les avantages de la grande exploitation sont si importants qu'ils font plus que compenser les inconvénients de la distance, mais cela n'est vrai que pour une certaine étendue de terrain. A partir de ces limites, les avantages de la grande exploitation croissent dans une mesure moins grande que les inconvénients de la distance. Si bien qu'à partir de ce

point toute nouvelle extension de la superficie de la propriété en diminue le rendement.

Il est impossible en général de déterminer exactement ces limites. Elles diffèrent suivant la nature du sol, et les genres d'exploitation. Certains progrès tendent à reculer la limite, tels l'introduction de la vapeur ou de l'électricité comme forces motrices, ou des chemins de fer de campagne ; d'autres au contraire tendent à la rapprocher. Plus il y a d'hommes et de bêtes de somme occupés sur une étendue donnée, plus il y a à transporter de charges, de fumier, de moisson, de machines et d'instruments pesants, et plus l'effet des grandes distances se fait sentir. On peut dire qu'en général l'étendue maxima d'une terre, au delà de laquelle le rapport diminue, est d'autant moindre que la culture est plus intensive, qu'il y a plus de capital engagé à surface égale ; mais cette loi est contredite de temps en temps par le développement de la technique.

Nous trouvons dans le même ordre d'idées cette autre loi, qu'une propriété doit être d'autant plus petite qu'elle est exploitée d'une manière plus intensive avec un capital donné. Une petite propriété cultivée d'une manière intensive peut constituer une exploitation plus grande qu'une propriété plus étendue cultivée d'une manière extensive. La statistique, qui nous donne des renseignements sur l'étendue d'une exploitation, ne résout nullement la question de savoir si une diminution éventuelle de l'étendue provient d'une diminution effective ou d'une culture plus intensive.

L'exploitation des forêts et des pâturages peut se faire sur les plus grandes étendues ; l'exploitation forestière n'a pas besoin d'un centre, d'une ferme autour de laquelle elle se groupe. Dans sa forme la plus extensive, la coupe et le transport du bois sont le seul travail qu'elle comporte. Le bois résiste à l'influence de la température et n'a pas besoin d'être engrangé. On le laisse où on l'a

coupé jusqu'au moment favorable pour le transporter au marché. Dans les rivières, il se transporte tout seul.

Comme le bois dans la forêt, le bétail au pâturage n'exige pas, du moins, quand le climat est favorable, de transport de fourrage ni d'abris couverts; quand il est vivant, il est encore plus facile à transporter que le bois.

Là où se développe le marché nécessaire, là aussi l'exploitation des forêts et des pâturages fut la première forme de l'exploitation capitaliste appliquée au sol. Elle n'avait besoin ni de machines, ni d'un personnel d'agronomes, ni de gros capitaux. Il suffisait que quelques propriétaires fussent assez forts pour se rendre les maîtres uniques des forêts et des pâturages, et pour en déposséder les paysans. C'est ce qui s'est passé partout où les circonstances s'y prêtèrent.

Dans les colonies même, où les travailleurs sont rares, où le sol est abondant, l'exploitation des forêts et surtout celle des pâturages est la première forme de la grande exploitation agricole; ainsi aux Etats-Unis, dans l'Argentine, dans l'Uruguay et en Australie. Là, certains pâturages atteignent l'étendue de principautés allemandes. En Australie, dans un seul pâturage il arriva que 200 000 moutons fussent tondus par an.

L'exploitation des terres de labour est beaucoup plus limitée que l'exploitation des forêts et des pâturages, mais là aussi les étendues maxima et moyenne des exploitations extensives dépassent celles des exploitations intensives.

Les exploitations de céréales de l'Amérique du Nord ont atteint la plus grande extension parmi les exploitations de terres de labour, et on y constate à la fois, — c'est ce qui constitue leur caractère particulier, — une extension très considérable de l'exploitation et l'emploi d'une technique très perfectionnée.

L'agriculture américaine a été, jusqu'à nos jours sur-

tout, une agriculture procédant par grappillage. Tant qu'il y a eu des terres vierges disponibles, des terres qui n'eussent encore été la propriété de personne, le laboureur pouvait choisir un sol fécond, lui soutirer moisson sur moisson, et, dès qu'il le voulait, le laisser pour compte et s'en aller plus loin. Cette agriculture de nomades disposait d'outils perfectionnés, de machines industrielles admirables, et comme le cultivateur n'avait pas à acheter le sol, il pouvait consacrer presque tout son capital à l'acquisition de ces instruments.

Il n'était nul besoin d'engrais pour ce genre d'agriculture ; il n'était point besoin de beaucoup de bétail, et là du moins où le climat le permettait, on pouvait se dispenser d'une stabulation permanente. Il n'était pas besoin non plus d'assolement. Pendant toute l'année on cultivait le même produit, du froment en général. On était « fabricant de blé ». Tous les outils, toutes les machines, tous les bras ne travaillaient qu'à cela. L'exploitation était simple, sommaire. Dans ces conditions, quelques biens pouvaient atteindre un développement incroyable. On connaît les grandes fermes de MM. Dalrymple, Glenn, etc., qui couvrent une surface de 10 000 hectares et plus.

En Angleterre, au contraire, où la culture est intensive et réclame l'entretien d'un gros bétail, l'assolement, une grande dépense d'engrais, les fermes de plus de 500 hectares sont une rareté ; 1 000 hectares, en tous les cas, c'est le maximum.

Les grandes exploitations capitalistes ont une plus grande étendue en Amérique qu'en Europe, de même les petites exploitations paysannes. En Allemagne, un paysan qui possède une terre de 70 à 100 hectares est déjà en général un grand paysan. On comptait dans l'Empire allemand, en 1895, sur 5 millions et demi d'exploitations agricoles :

Classement d'après l'étendue	2 à 5 hectares	5 à 20 hectares	20 à 100 hect.
Exploitations. .	1 016 318	998 804	281 767

Au contraire, aux Etats-Unis, en 1890, sur 4 millions et demi :

Classement d'après l'étendue	20 à 50 acres 8 à 20 hectares	50 à 100 acres 20 à 40 hectares	100 à 500 acres 40 à 200 hect.
Exploitations. .	902 777	1 121 485	2 008 694

Ainsi le plus grand nombre des biens de paysans, en Amérique, a l'étendue des terres nobles allemandes.

Les bases de cette agriculture extensive disparaissent dès que tout le sol est devenu propriété privée, et qu'il n'y a plus de terres fertiles sans possesseurs. Au lieu de faire alterner le labour et la jachère, le paysan doit faire alterner les espèces de plantes ; au lieu de pratiquer une « culture par grappillage », il faut fumer la terre, par suite avoir un bétail considérable et des étables en conséquence. Il lui faut employer plus d'ouvriers et d'argent sur la même étendue de terrain. S'il ne peut pas trouver une quantité suffisante d'ouvriers ou de capitaux, il lui faut restreindre son exploitation, la grandeur maximum des grandes exploitations diminue, les fermes de Bonanza ne rapportent plus. Voilà le tableau qu'on nous présente de l'évolution de l'agriculture en Amérique. Et l'on ne peut nier qu'il y ait une évolution dans ce sens, bien qu'elle ne soit pas aussi rapide qu'on l'a dit si souvent dans ces dernières années. Il ne faut pas parler de la « fin prochaine » de la grande exploitation agricole en Amérique, les chiffres cités plus haut le montrent suffisamment.

Cependant, nous ne voudrions pas dire qu'il soit impossible que l'agriculture américaine, si elle adopte complètement la méthode d'exploitation de l'agriculture européenne, adopte aussi les surfaces d'exploitation. Les fermes de Bonanza disparaîtraient alors, les grandes exploitations ne dépasseraient plus une étendue de 1 000 hectares, les exploitations paysannes tomberaient au niveau moyen de l'Allemagne, si le développement de la tech-

nique, par exemple l'introduction de l'électricité en agriculture, ne crée pas des conditions nouvelles qui étendraient les limites maxima de la grande exploitation, même dans le cas d'une culture intensive. En tout cas, il ne faudrait pas considérer cette diminution de la superficie exploitée comme une victoire de la petite exploitation sur la grande, mais seulement comme une plus grande condensation de l'exploitation sur de plus petites étendues, ce qui peut et doit aller de pair avec un accroissement du capital engagé dans l'exploitation, souvent aussi avec une augmentation du personnel employé, et par conséquent avec une augmentation effective de l'exploitation.

Comme le passage d'une simple agriculture de pillards à une agriculture régulière, visant le maintien durable de la fertilité du sol, de même la substitution du labourage au pâturage extensif amène une tendance à diminuer l'étendue moyenne des propriétés, la grandeur des exploitations restant la même ou même allant en croissant. Et l'on arrive au même résultat en remplaçant la culture des céréales par l'élevage intensif, qui précisément fait aujourd'hui de grands progrès dans les vieux pays de culture.

En Angleterre, la grandeur moyenne des exploitations d'élevage était, en 1880, de 52,3 acres, celle des exploitations de céréales, de 74,2 acres. Elles se répartissaient de la manière suivante d'après leur grandeur.

SUPERFICIE PROPORTIONNELLE POUR LES DIFFÉRENTES CATÉGORIES D'ÉTENDUE DES EXPLOITATIONS

Désignation	Jusqu'à 50 acres	50 à 100 acres	100 à 300 acres	300 à 500 acres	500 à 1000 acres	Au-dessus de 1000 acres
	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100	p. 100
Elevage.	17,2	18,9	43,7	13,8	7,2	2,2
Culture des céréales .	9,9	10,2	37,8	21,4	17,0	3,7

Si, en Angleterre, comme c'est le cas aujourd'hui, la culture des céréales perd de plus en plus de terrain, et si l'élevage intensif la remplace de plus en plus, il est clair que les fermes doivent tendre à diminuer. Mais ce serait juger très superficiellement si l'on en concluait un recul de la grande exploitation.

Du reste, malgré cette circonstance, les nouveaux chiffres ne nous montrent pas une diminution moyenne de l'étendue des fermes. L'étendue moyenne des exploitations agricoles de plus d'un acre de surface (de celles seulement dont la surface a été mesurée en 1895), atteignait en Grande-Bretagne en 1885, 61 acres ; en 1895, 62 acres ; elle a donc ainsi augmenté un peu.

Dans les provinces allemandes situées à l'Est de l'Elbe, le passage à une culture plus intensive conduit également à un rétrécissement de l'étendue des grandes propriétés.

« La plupart de nos grandes propriétés, dit Sering dans son livre déjà cité sur la Colonisation intérieure dans l'Allemagne orientale, sont actuellement trop étendues pour permettre une culture suffisamment intensive sur toute l'étendue de l'exploitation. Elles se sont formées et développées à une époque où les conditions générales de l'exploitation n'exigeaient pas cette concentration des capitaux et des forces sur une seule parcelle de terre, chose qui est aujourd'hui une nécessité absolue de l'exploitation privée et nationale... C'est ainsi qu'il arrive que les soles extérieures, qui représentent souvent un cinquième ou un quart de l'étendue totale, soient exploitées aujourd'hui presque sans exception d'une manière tout à fait extensive, par exemple soient employées à la culture de lupins ou de plantes fourragères vivaces. Dans les propriétés au sol difficile de la Nouvelle Poméranie Citérieure qui sont cultivées intensivement, on compte que les terres de labour qui sont éloignées de plus de 2 kilomètres de la ferme principale, ne méritent plus d'être

cultivées... Le manque général de capital suffisant pour l'exploitation est dû à la trop grande étendue des propriétés.

« La diminution de la surface des propriétés, par la vente ou l'affermage des parties éloignées à des colons petits paysans, augmente de deux manières la production du sol. La colonisation couvrant d'un grand nombre de centres d'exploitation les propriétés anciennes, les terres qui, à cause de leur situation défavorable par rapport à la ferme, avaient été exploitées d'une manière in-insuffisante, entrent en pleine culture. Pour les biens restant à l'écart, on dispose d'un plus grand capital, d'un plus grand nombre de travailleurs, et leurs propriétaires, ayant à payer des intérêts moindres, reçoivent bientôt un bénéfice net égal ou supérieur à celui qu'ils avaient avant le partage » (p. 92, 93).

Ainsi les grandes propriétés des provinces situées à l'Est de l'Elbe diminuent, de petites propriétés paysannes se créent à côté d'elles, non parce que la petite exploitation est supérieure à la grande, mais parce que les surfaces des propriétés étaient jusqu'ici adaptées aux exigences de la culture extensive.

e) *Le Latifundium.*

De tout ce qui précède résultent deux conséquences. D'abord, ce fait que les chiffres que donne la statistique des surfaces des exploitations ne signifient pas grand'chose ; ensuite, que le procès de centralisation du sol pour l'agrandissement d'une propriété foncière, déjà beaucoup plus difficile en soi que le procès de l'accumulation et de la centralisation du capital, a, dans des circonstances données, des limites pour chaque exploitation.

Ce n'est que là où domine le fermage que les grands propriétaires fonciers éprouvent le désir d'étendre à l'infini ces biens particuliers. Là, exploitation et pro-

priété ne coïncident pas, le grand propriétaire n'afferme pas à un seul entrepreneur sa propriété quand elle est trop considérable. Il la divise en un certain nombre de fermages, dont il détermine l'étendue de manière à en tirer les plus grands profits, et cette division n'est pas déterminée seulement par le souci de favoriser l'exploitation la plus rationnelle de son bien, mais aussi par la considération des ressources capitalistes des fermiers qui s'offrent.

Là où domine le système de l'exploitation de la terre par le propriétaire ou ses employés, où l'exploitation et la propriété ne font qu'un, dès qu'une grande exploitation s'est arrondie et qu'elle possède un terrain suffisant, la tendance à la centralisation se manifeste non plus par le désir de l'agrandir encore, mais par celui d'en acquérir une autre.

Et cette tendance, dans certains cas, se manifeste très fortement ; le Dr Rudolf Meyer nous en donne un témoignage éclatant dans son livre si intéressant sur la baisse de la rente foncière. Il a suivi de très près le développement de la grande propriété foncière en Poméranie, et il a constaté ainsi qu'en 1855, dans ce pays, 62 très riches propriétaires de terres nobles possédaient 229 biens ; qu'en 1891, au contraire, ils en possédaient 485 avec une superficie de 261 795 hectares. Les familles auxquelles appartenaient ces 62 propriétaires, et qui comptaient 125 membres en 1891, possédaient, en 1855, 339 propriétés, et, en 1891, 609, d'une contenance de 334 771 hectares. En outre, 62 propriétaires fonciers nobles, assez riches, possédaient, en 1855, 118 propriétés ; en 1891, 203, d'une contenance de 147 139 hectares, et enfin 35 riches propriétaires bourgeois possédaient, en 1891, 94 propriétés d'une contenance de 54 000 hectares. En 1855, 13 de riches propriétaires bourgeois possédaient 25 propriétés, en 1891, ils en possédaient 41. Les autres 22 ne possédaient, en 1855, pas une propriété, en 1891, ils en possé-

daient 53. En outre le Dr Rudolf Meyer cite encore 76 propriétaires nobles possédant 182 propriétés d'une contenance totale de 109 960 hectares et 119 propriétaires bourgeois, possédant 795 biens (131 198 hectares), l'état de leurs possessions antérieures n'étant pas connu.

Ces chiffres manifestent une tendance centralisatrice très accentuée, qui est encore bien plus marquée chez certains propriétaires particuliers.

Nous trouvons parmi ceux-ci :

Noms des propriétaires	Nombre des propriétés		En 1891	
	1855	1891	Hectares	Produit net de l'impôt foncier marks
Below Saleske	1	5	4 047	38 046
Comte Douglas	—	6	1 502	22 815
Knebel-Döberitz-Dietersdorf	3	8	5 629	24 356
Comte Armin Schlagenth	—	8	3 692	25 101
Prince de Bismarck	1	9	9 047	31 658
Plötz-Stuchow	4	10	6 214	51 937
Heyden Jürgen Cartlow	6	11	4 635	108 969
Pr. d'Hohenzollern Sigmaringen	—	11	10 998	44 350
Famille Royale	1	12	24 518	128 399
Comte Behr-Negendank	6	12	5 696	104 318
Lanken-Boldewitz	3	13	4 183	95 382
Comte Behr Bandelin	3	13	6 376	131 205
Comte Krassow-Divis	5	15	4 618	112 652
Lanken Pluggentin	6	16	2 648	68 355
Comte Platen-Osten	8	16	10 520	79 845
Comte Flemming Benz	13	24	14 258	107 794
Prince Putbus	53	85	17 113	302 802

Le professeur J. Conrad publie dans ses *Annuaires d'Economie politique et de statistique* une série d'études remarquables intitulées « Recherches de statistique agricole » qui mettent surtout en lumière le développement récent des latifundia en Prusse. Il a trouvé comme nombre de propriétaires possédant 5 000 hectares et plus :

Provinces	Nombre des propriétés	Superficie totale des propriétés hectares	Terres de labour et prairies hectares
Prusse orientale	11	67 619	34 000
Prusse occidentale	13	105 996	48 000
Posen.	33	300 716	147 310
Poméranie	24	182 753	102 724
Silésie	46	671 649	192 443

Les 46 grands propriétaires fonciers de Silésie qui figuraient sur cette liste en 1887, ne possédaient pas moins, à eux tous, de 843 biens.

Parmi eux :

Noms des propriétaires	Propriétés	Surface totale hectares	Impôt foncier marks
Le prince royal Frédéric Guillaume, plus tard empereur Frédéric III	19	8 879	118 959
R. Friedenthal, ci-devant ministre d'État	24	9 090	106 740
Albert, roi de Saxe	50	31 072	371 732
Duc de Ujest	52	39 742	233 701
Prince Pless	75	51 112	324 042

Ces données n'annoncent pas précisément la fin prochaine de la grande propriété foncière.

Sur l'étendue des grandes propriétés autrichiennes se composant de plusieurs biens, G. Krafft donne les chiffres suivants dans son manuel d'exploitation.

Noms des propriétaires	Etendue en hectares	Nature
Propriétés en Moravie de l'archevêque d'Olmutz	54 500	?
Propriétés en Bohême, en Moravie, en Basse Autriche de l'empereur François-Joseph.	79 300	?
Propriétés en Hongrie du comte Schönborn-Buchheim	134 013	2 domaines avec 44 métairies et 10 cantons forestiers
Propriétés en Bohême du prince de Schwarzenberg	177 930	20 domaines
Propriétés en Moravie, en Bohême, en Silésie du prince Lichtenstein.	180 900	?
Propriétés en Hongrie et en Silésie de l'archiduc Albrecht	192 181	72 districts économiques, 780 métairies, 58 cantons forestiers
Propriétés en Hongrie du prince Esterhazy	431 700	35 domaines

Cette sorte de centralisation du sol, la réunion de différentes propriétés en une seule main, ne modifie pas plus l'étendue des exploitations particulières que la centralisation au moyen des banques hypothécaires. Mais elle se distingue de cette dernière en ce que la centralisation de la propriété entraîne aussi une centralisation de l'administration et donne naissance ainsi à une nouvelle forme d'exploitation, le latifundium. C'est sous cette forme, et non par l'extension à l'infini des exploitations particulières, que se développe dans l'agriculture l'exploitation monstre moderne, et cette forme n'a pas plus de limites que la centralisation des capitaux.

On fraye ainsi la voie au genre de production le plus parfait dont l'agriculture moderne soit capable ; la réunion de plusieurs exploitations dans une même main conduit tôt ou tard à leur fusion en un organisme unique, à une division méthodique du travail et à la coopération des exploitations particulières.

C'est ce qu'illustreront quelques passages du Manuel d'exploitation de G. Krafft (p. 167 et suiv.) qui connaît, pour les avoir étudiés par lui-même, les latifundia autrichiens.

« La grande propriété foncière (c'est le nom que donne Krafft au Latifundium) se constitue par la réunion d'un certain nombre de grandes propriétés ou de domaines appelés aussi mais improprement Herrschaften (seigneuries). Quand les propriétés sont extrêmement étendues, les domaines sont réunis en groupes : les districts domaniaux. »

L'organisme administratif du latifundium est constitué à peu près de la manière suivante : à la tête, le propriétaire, qui anime lui-même la direction, ou, et c'est là le le cas le plus fréquent, la confie à un bureau central. « La surveillance d'un groupe de domaines ou d'un district est confiée à un conseil d'exploitation (ou à un inspecteur économique). » Vu le développement extraordinaire des latifundia en Autriche, Krafft se sert de la terminologie en usage dans ce pays. « Le conseil d'exploitation a à surveiller l'exécution des plans d'organisation relatifs à chaque domaine qui ont été approuvés sur le rapport du bureau central... Il préside les conférences annuelles de tous les comités d'administration des domaines, et il y détermine les relations qui doivent exister entre les différents domaines. Il donne son avis sur les comptes des comités d'administration des domaines concernant les résultats obtenus pendant l'année écoulée, ainsi que sur les propositions des comités relatives aux améliorations et aux modifications à faire l'année suivante dans l'exploitation, et il les renvoie au bureau central pour les faire approuver par le propriétaire.

« Pour un groupe de domaines il y a souvent avantage à réunir en une seule main certains services d'organisation. Aussi arrive-t-il fréquemment que le soin de fixer les principes de l'élevage, et la direction d'ensemble de l'élève, divisée d'après les espèces, soient confiées à des spécialistes (inspecteur des bergeries, etc.). Grâce à une organisation de ce genre, on obtient sans conteste de bien meilleurs résultats que quand la direction du service est répartie entre un certain nombre de personnes.

« De même, pour les parties de l'exploitation qui ont une importance plus considérable, on constitue un organe central pour un groupe de domaines, ou pour l'ensemble de la propriété. Par exemple, dans les grandes propriétés où l'on construit de nombreux bâtiments en vue de la fabrication du sucre, de la bière, etc., s'établissent de nombreuses entreprises techniques de grande étendue, une direction des travaux de construction pour l'ensemble des domaines, qui dresse les plans et les devis des grandes constructions, et donne son avis sur les plans et devis envoyés par les architectes des domaines, et qui surveille en outre l'exécution des travaux. On trouve aussi fréquemment une inspection forestière pour l'exploitation de plusieurs domaines, à la tête de laquelle se trouve un inspecteur forestier ; il y a, pour les mines, une inspection des mines, etc... »

« Ce qu'il y a de plus important dans l'organisation du domaine, c'est l'organisation combinée des divers services, pour retirer d'une façon durable les plus grands bénéfices possibles de l'exploitation... En outre, il s'agit de mettre à profit, dans l'intérêt de la production, la diversité des terrains, de tirer parti des conditions sociales, climatériques, géologiques dans lesquelles se trouvent les différents domaines en les intégrant dans un tout organique, et en préparant l'organisation générale de l'ensemble de la grande propriété. L'essentiel pour elle est de produire le meilleur marché possible, et de tirer le plus de bénéfice des produits obtenus, d'arriver à une unification de l'adminisration et par suite à une meilleure utilisation des forces disponibles,

« On peut arriver à la production à meilleur marché en se procurant au meilleur compte possible les moyens de production, surtout le capital, grâce au crédit qui s'offre plus facilement au grand propriétaire, en utilisant les machines qui économisent du travail, et dont l'emploi n'est possible que sur des terres de grande étendue, par

exemple dans l'agriculture, les charrues à vapeur, dans la silviculture, les moyens de transport modernes (funiculaires, chemins de fer, voies forestières) ; en recourant aux nouvelles machines pour les différentes industries, en divisant le travail de façon à ce que les qualités différentes du sol des différents domaines servent aux intérêts de la culture. On y arrive en faisant servir plusieurs domaines à fournir des matières premières pour telle industrie dont la production est d'autant plus avantageuse qu'elle est plus étendue, que la force mécanique employée est plus considérable ; en établissant des pépinières, en particulier pour les graines de trèfle et de gazon, dans les domaines et dans les métairies qui produisent des graines de qualité supérieure et dont le rôle devient par suite de cultiver avec le plus grand soin les graines qu'utiliseront les autres métairies désireuses d'avoir une semence meilleure. La richesse particulière en fourrage et en paille d'un groupe de domaines peut en cas de besoin, grâce à l'emploi de presses qui rendent transportable le foin, la paille et même le fumier, venir en aide aux groupes de domaines pauvres en foin et en paille.

« Il peut être de l'intérêt de la production à bas prix d'organiser l'élève du bétail d'après un plan uniforme. L'élève des chevaux nécessaires à l'exploitation peut se condenser dans un domaine écarté, approprié à cette fin. En ce qui concerne l'élève du gros bétail, quelques domaines ou métairies peuvent être consacrés à l'élevage des têtes nécessaires aux autres. Il est bon de concentrer les bêtes à l'engrais dans des établissements situés auprès d'un chemin de fer, près d'une usine, où les domaines plus éloignés enverront les bêtes non engraissées, ou à moitié engraissées, afin de mieux utiliser le fourrage disponible mais insuffisant pour l'engraissement complet. Pour tirer profit du lait, il peut être avantageux d'établir pour plusieurs métairies, en des lieux appropriés, un petit nombre de laiteries afin de diminuer les frais d'admi-

nistration dans une exploitation plus importante employant les barattes centrifuges. Il faudrait en même temps faire la séparation de l'élève des bêtes laitières de leur utilisation proprement dite, toujours pour épargner les frais d'administration. Pour l'élève des moutons on peut également établir une division suivant les usages différents. Les boucs reproducteurs doivent alors provenir de troupeaux spécialement destinés à la reproduction.

« La commune mise en valeur des produits obtenus dans un certain nombre de domaines peut être réglée de différentes façons, soit qu'on les mette en œuvre directement, soit qu'on les vende à des étrangers ; on peut les ouvrer dans des moulins ou des huileries, des raffineries, des brasseries, des scieries, etc., ou les vendre sur les propres marchés du domaine.

« Pour mettre en valeur les produits de la manière la plus avantageuse, il faut créer les moyens de transport les plus variés, lignes secondaires de chemins de fer, tramways raccordés aux voies principales, funiculaires, tracés de chemins, pacages, canaux, etc., aux frais de l'exploitation ou avec l'aide d'entrepreneurs étrangers.

« On obtient une simplification de l'administration, en utilisant l'étendue de la propriété et la proximité des différents domaines pour établir une division du travail.

« Un point essentiel, dans l'organisation d'une grande exploitation, consiste à accroître la quantité de travail fournie par chacun en l'employant à ce à quoi il est le le plus propre. Quand une personne est plus particulièrement apte à tel ou tel travail, il faut la mettre dans un emploi où elle puisse le mieux appliquer ses capacités. Au reste, c'est en changeant les occupations de temps en temps du personnel de l'administration qu'on arrive à à éviter la routine. Dans de petites organisations on ne peut pas toujours appliquer ces principes.

« On a de grandes difficultés à établir sur ces bases l'organisation de la grande propriété foncière quand les



différents domaines sont éloignés les uns des autres. Les succès d'une telle organisation sont d'autant plus éclatants que les différents domaines sont plus rapprochés.

« Dans tous les cas, l'organisation de la grande propriété foncière (côté jusqu'ici très négligé de la grande exploitation agricole) mérite les plus grands soins, parce que, par ses progrès qui reposent sur les progrès de l'agriculture considérée comme science, elle semble appelée à être la forme sous laquelle la grande exploitation produira les plus grands résultats. »

C'est dans ces exploitations monstres et non dans l'exploitation naine des paysans, que cet homme, d'une autorité incontestable, cet homme qui a fait ses preuves dans la pratique et qui possède en même temps la profondeur et la science d'un théoricien, voit l'avenir de l'agriculture moderne rationnelle ; mais cette exploitation géante rencontre un obstacle qui n'arrête la grande industrie qu'exceptionnellement : le manque de bras.

f) *Le manque de bras.*

L'étendue du marché, la possession de moyens financiers, la préésence des conditions techniques indispensables, tout cela ne suffit pas à fonder une grande exploitation capitaliste. L'essentiel, c'est d'avoir des ouvriers. Toutes les autres conditions ont beau être réalisées, si l'on n'a pas des ouvriers sans propriété et forcés de se vendre aux capitalistes, une exploitation capitaliste est impossible.

Mais l'industrie urbaine, dans les vieux pays civilisés, n'a pas à redouter de manquer d'ouvriers. Le prolétariat se multiplie et donne un nombre croissant d'ouvriers au capital qui augmente sans cesse.

En outre, dans les villes, viennent augmenter le nombre des salariés les descendants de petits bourgeois et de petits paysans auxquels il est impossible de devenir

indépendants, tout comme cete masse de gens, autrefois petits bourgeois et petits paysans, qui ont été jetés dans le prolétariat; et la grande industrie peut les employer tous, qu'ils viennent de la ville ou de la campagne.

Il en est tout autrement de l'agriculture. Le travail, dans les villes, se fait aujourd'hui dans des conditions qui rendent les ouvriers impropres au travail de la terre.

Ceux qui ont grandi dans la ville, ou y ont passé leur jeunesse, sont perdus pour l'agriculture. Celle-ci ne peut plus compléter ses cadres, dans les conditions actuelles, au moyen du prolétariat industriel des villes.

Mais la grande exploitation agricole n'est pas non plus en état, aujourd'hui, de produire elle-même, dans les conditions actuelles, les salariés nécessaires, et de les retenir.

La cause de ce phénomène, c'est la profonde différence qui sépare l'agriculture de l'industrie moderne. Contrairement à ce qui se passait au Moyen âge, l'exploitation industrielle est complètement distincte, aujourd'hui, du ménage. Dans la petite industrie du Moyen âge et dans ce qui s'en est maintenu jusqu'à nos jours, exploitation et ménage ne font qu'un. Pendant l'époque des corporations, les ouvriers d'un métier appartenaient au ménage, à la famille du patron. Un ouvrier ne pouvait avoir un ménage à lui, se marier, avoir une famille, sans fonder une exploitation indépendante, sans devenir patron lui-même.

Dans l'industrie moderne, au contraire, ménage et exploitation sont séparés. L'ouvrier a la possibilité de se créer un ménage sans devenir patron lui-même, et nous savons qu'il en use largement, agrandissant ainsi le prolétariat salarié, qui devient une classe à part. La séparation du ménage et de l'exploitation fait ainsi du prolétaire, en dehors de son travail, un homme libre, et le rend capable d'acquérir les qualités qui lui permettront de s'emparer de la souveraineté dans l'Etat et de la garder.

Il y avait autrefois déjà des salariés, mais ils ne pou-

vaient pas élever des enfants, faute d'un ménage, faute d'une famille. Ils étaient les enfants de maîtres de métier ou de petits paysans, et ce n'est qu'une fois devenus maîtres à leur tour qu'ils pouvaient élever des enfants. Semblables aux étudiants, précisément parce qu'ils n'avaient charge de femmes ni d'enfants, les compagnons étaient une espèce redoutable aux autorités et aux maîtres ; mais, comme les étudiants ils ne pouvaient pas songer à s'emparer de la puissance politique dans l'Etat, et à réorganiser la société au mieux de leurs intérêts de classe. Cette idée ne pouvait venir qu'aux prolétaires modernes qui, avec leur ménage et leurs enfants, sont condamnés à rester des prolétaires.

Mais ce qui a disparu pour l'industrie continue à exister pour l'agriculture. Celle-ci ne se sépare presque pas du ménage. Il n'y a pas d'exploitation agricole sans ménage, il n'y a pas de ménage régulier et durable, à la campagne, sans quelque exploitation agricole.

Cela peut provenir, en partie, de l'éparpillement de la population à la campagne par opposition à sa concentration dans les villes. La construction de cités ouvrières n'y est pas possible ; et la petite exploitation dans le domaine de la location de logements n'est point lucrative, sinon comme source de produits accessoires.

Mais la cause principale de la solidarité de l'exploitation agricole avec le ménage, ce sont les rapports étroits qui existent entre eux au point de vue économique, surtout dans la petite exploitation : l'exploitation produit en grande partie pour la consommation directe du ménage. D'autre part, c'est le ménage qui fournit par ses déchets le fumier et le fourrage ; les soins du bétail exigent la présence continuelle, à la ferme, des personnes qui en sont chargées, et, par suite, il est nécessaire qu'elles appartiennent au ménage, etc.

La situation du salarié, dans ces conditions, prend un tout autre caractère à la campagne qu'à la ville. Le sala-

rié qui ne possède absolument rien, et qui vit dans son ménage, y est tout à fait l'exception. Une partie des salariés d'une grande exploitation agricole appartiennent au ménage — garçons et filles de ferme. Les journaliers qui ont un ménage à eux, sont généralement aussi des agriculteurs indépendants, que le sol leur appartienne ou qu'il leur ait été affermé, et ils consacrent une partie de leur temps à leur travail payé, et une autre partie au soin de leur exploitation.

Ceux qu'on appelle les « Deputants » (*Deputanten*), occupent une situation intermédiaire, toute particulière ; ils reçoivent un salaire annuel fixe, en outre certains produits en nature, une pièce de terre, et ils sont logés à la ferme. Les « Instleute » ont une situation analogue : ils jouent, dans les grandes propriétés des provinces situées à l'Est de l'Elbe, un rôle très important comme ouvriers. Ils habitent dans la ferme, mais ils ont un logement à part, et ils reçoivent pour salaire, en partie, comme les Députants, une certaine quantité de produits en nature et de sol, qu'ils cultivent eux-mêmes, en partie un salaire, non un salaire annuel comme les Députants, mais un salaire journalier ou un prix à forfait. « Un ouvrier qui ne possède absolument rien ne peut pas devenir « Instmann ». D'abord le logement qui lui est donné est généralement sans mobilier ; ensuite l'Instmann doit fournir les instruments nécessaires, en particulier sa faux et son fléau. Et avant tout, l'engagement comme Instmann suppose en général — comme celui d'un garçon de ferme marié, — la possession d'une vache ou au moins d'une ou de plusieurs chèvres, à moins que les maîtres ne fassent les avances nécessaires pour se les procurer. Enfin l'Instmann doit être en mesure de fournir pour la culture du terrain qui lui est confié, outre les engrais produits par lui et par son bétail, les semailles nécessaires (1).

(1) Dr Max Weber dans l'*Enquete über die Verhältnisse, der Landarbeiter in Deutschland*, III, p. 13.

L'Instmann tient le milieu entre le valet et le fermier; il est, le plus souvent, rangé parmi les domestiques : c'est un survivant de la féodalité, du temps où le propriétaire ne connaissait pas de meilleur système pour faire valoir ses terres, que de les donner en échange de certains services. Sa situation n'est pas compatible avec l'exploitation capitaliste moderne et le taux élevé de la rente foncière. En Saxe, par exemple, la culture des raves prépare la disparition des Instleute.

La situation des journaliers locataires (*Heuerlinge*), dans le Nord-Ouest de l'Allemagne, se rapproche beaucoup de celle des Instleute du Nord-Est. « Ces journaliers constituent des familles d'ouvriers agricoles à qui l'entrepreneur afferme un logement et une pièce de terre à un prix modique, généralement la moitié du prix normal courant, et qui, en retour, s'engagent à lui consacrer un nombre déterminé de jours de travail pour travaux de différente nature, et même sur des propriétés différentes, contre un salaire modéré et d'habitude moitié moindre que le salaire ordinaire (1) ». Cette autre survivance de l'époque féodale est également en voie de disparition.

Outre ces catégories d'ouvriers, on trouve encore des manœuvres « libres » sans le sou, qui se louent aux paysans; ils sont logés, ils vendent leur travail à qui veut l'acheter. Ce sont les moins éloignés des prolétaires des villes, cependant ils se distinguent d'eux par des traits essentiels. Ils font partie intégrante d'un ménage étranger et « toujours même dans la constitution paysanne, demeurer sous un toit étranger est le principe de la dépendance économique » (Weber, *Op. cit.*, p. 38).

Cette situation n'est pas favorable à la multiplication des ouvriers non propriétaires à la campagne. Les domestiques, tout d'abord, sont le plus souvent exclus du mariage, incapables de fonder un ménage indépendant

(1) Dr R. Kaerger, dans *Die Verhältnisse der Landarbeiter*, etc., I, p. 3.

(comme tel) et ainsi ils perdent l'envie et les moyens de fonder une famille. Cela ne supprime d'ailleurs nullement chez eux les exigences de la nature, mais ils les satisfont souvent d'une façon contre nature, pour empêcher la naissance de l'enfant. Si la nature est plus forte que toutes ces habiles précautions, la malheureuse mère devient souvent criminelle pour se débarrasser de son enfant. Elle ne sait que trop bien pourquoi, car ce n'est pas un avenir heureux que celui qui est réservé à la mère et à l'enfant. Les enfants naturels se trouvent dans les circonstances les plus défavorables ; un grand nombre d'entre eux meurt prématurément, un nombre non moins grand peuple plus tard les maisons de correction.

Là où règnent encore les mœurs patriarcales, comme dans beaucoup de grandes fermes des régions alpestres, l'enfant de la servante est considéré comme un membre de la famille au même titre que la mère ; il est élevé avec les enfants du paysan, mange avec eux à la même table, et ne s'aperçoit d'une différence sociale que lorsqu'il commence à travailler. Il appartient alors, comme sa mère, à la domesticité.

Mais dans les pays où règnent la production de marchandises et le pur salariat, l'enfant de la servante est une charge redoutée, dont on cherche à s'affranchir n'importe comment.

L. Fick, dans son livre sur la succession paysanne dans la Bavière Rhénane Orientale (1), montre que la centralisation de la grande propriété influe sur la fréquence des naissances illégitimes : « En recherchant dans chaque bailliage le nombre des naissances illégitimes, nous arrivons, dit-il, au résultat suivant, qui permet de se rendre compte de la connexion existant entre la répartition de la grande propriété et les naissances illégitimes.

(1) *Die bäuerliche Erbfolge im rechtsrheinischen Bayern.*

Groupes	Sur 100 naissances sont illégitimes	Sur 100 habitants possèdent une propriété
I	3,4 à 5	28,2
II	5,1 à 10	20,2
III	10.1 à 15	17,0
IV	15,1 à 20	15,5
V	20,1 à 25	13,3
VI	25,1 à 30	14,9

Les travailleurs libres, sans ménage, ne sont pas dans une meilleure situation pour élever des enfants.

Ce sont les propriétaires (ou les fermiers) des petites exploitations, qui mènent de front le ménage et l'agriculture, qui sont dans les meilleures conditions pour pouvoir élever de nombreux enfants aptes au travail. Ils fournissent non seulement assez de bras pour leur propre usage, mais il leur en reste de disponibles, soit parce que, comme petits propriétaires qui n'ont pas assez à faire à cultiver leur petit bien, ils se louent eux-mêmes comme journaliers aux grandes exploitations, ou parce que, comme ils le font tous, petits propriétaires ou paysans, ils créent, dans la personne de leurs enfants, une réserve d'ouvriers qui ne trouvent pas à s'occuper dans leur famille, et qui offrent leurs services à la grande exploitation comme domestiques ou comme journaliers.

Cette production de bras diminue de plus en plus là où la grande exploitation fait des progrès aux dépens de la petite. En évinçant les paysans, la grande exploitation agrandit son domaine, mais diminue le nombre des gens qui le cultivent. De cela seul résulte déjà que, malgré sa supériorité technique, elle n'arrive jamais à régner seule dans un pays. La grande propriété a beau pourchasser tous les paysans libres, il en reste toujours une partie qui trouve moyen de ressusciter comme petits



fermiers. Ainsi, même là où la grande propriété foncière domine seule, la grande exploitation ne parvient pas à dominer exclusivement.

Même en Grande-Bretagne, sur 520 106 fermes, il y en avait, en 1895, 117 968 de moins de 5 acres, 149 918 contenaient de 5 à 20 acres, et 185 663 de 20 à 50 acres. Ainsi la grande majorité se composait de petites exploitations.

Là où la petite exploitation a perdu trop de terrain, la grande donne des revenus de moins en moins élevés, et commence à reculer. On constate le phénomène aujourd'hui dans beaucoup de régions, et il permet déjà à un groupe d'éminents théoriciens agricoles d'annoncer « la fin prochaine de la grande exploitation agricole ». C'est aller trop vite en besogne. Dans beaucoup de cas, le manque de bras est assurément la cause du recul de la grande exploitation au profit de la petite : le phénomène revêt deux formes : ou bien le grand propriétaire morcelle une partie de sa propriété pour en faire des parts qu'il vend ou qu'il afferme à de petits paysans, ou bien de grandes propriétés sont vendues à l'amiable ou aux enchères, qui s'émiettent en petites propriétés.

Mais comme l'évincement de la petite propriété par la grande, le phénomène inverse trouve en lui-même ses limites. C'est dans la mesure où augmente le nombre des petits agriculteurs placés à côté des grands que se multiplie le nombre des bras mis à la disposition de la grande exploitation, et la vitalité de la grande exploitation comme sa supériorité sur la petite s'en accroît. Là où se sont formées beaucoup de petites exploitations à côté d'une grande, là se produit de nouveau la tendance de la grande exploitation à progresser, — naturellement, tant que des influences contraires, par exemple la transplantation d'une grande industrie en rase campagne, ne les contrarient pas. Le mode de pro-



duction capitaliste ne ruinera pas plus la grande que la petite exploitation agricole.

Voici quelques chiffres significatifs que nous empruntons à une statistique allemande. Par 100 hectares de sol cultivé, les propriétés de plus de 100 hectares occupaient :

Désignation	En 1882	En 1895	
Dans la Prusse Orientale	38,60	39,47	+ 0,87
Dans la Prusse Occidentale . . .	47,11	43,66	— 3,47
Dans le Brandebourg	36,32	35.24	— 1,08
Dans la Poméranie	57.42	55,13	— 2,29
Dans la Posnavie.	55,37	52,19	— 3,18
Dans la Silésie.	34.41	33,86	— 0,55
Dans le Mecklembourg-Schwerin .	50,89	50,95	+ 0,06
Dans le Mecklembourg Strelitz . .	60,89	60,68	— 0,21

On voit que, si l'on excepte la Prusse Orientale et le Mecklembourg-Schwerin, nous trouvons partout, dans les régions où domine la grande propriété, une diminution de celle-ci — autant que l'on peut tirer pareille conclusion des changements de surface. Au contraire nous trouvons :

Désignation	En 1882	En 1895	
Dans le Hannovre	6,92	7,14	+ 0.22
Dans la Westphalie	4,77	5,30	+ 0,53
Dans la Hesse-Nassau	6,69	7,34	+ 0,65
Dans le Pays du Rhin	2,67	3.51	+ 0,84
Dans la Bavière	2,26	2,57	+ 0,31
Dans le Würtemberg	2,00	2,14	+ 0,14
Dans le Grand Duché de Bade . .	1,80	3,00	+ 1,26
En Alsace-Lorraine	7,31	7,38	+ 0,07

Les autres pays ne donnent le spectacle d'aucun changement (Saxe, Hesse), ou sont trop petits pour donner des résultats utilisables.

Nous trouvons donc partout où domine l'exploitation

paysanne une tendance, si faible soit-elle, au développement de la grande propriété. Ici, celle-ci ne paraît point vouloir disparaître.

La constatation de ce mouvement alternant de la propriété foncière n'est nullement inconciliable avec les principes marxistes.

Bien plus, Marx l'a reconnu très tôt. Dans le 4e fascicule de la Revue *Neue Rheinische Zeitung* (1850), il critique un ouvrage d'Emile de Girardin, *Le Socialisme et l'Impôt*, où celui-ci proposait un impôt sur le capital qui, entre autres, devait avoir pour résultat « de détourner les capitaux de l'exploitation peu lucrative de la terre et de les amener à l'industrie plus productive, d'abaisser le prix du sol, de concentrer la grande propriété foncière, et de transplanter en France la grande culture anglaise et, en même temps, l'industrie anglaise si développée ». Marx oppose à cette théorie, que « ce n'est pas en enlevant le capital à l'agriculture, mais au contraire en ramenant vers le sol le capital industriel, que la concentration anglaise et l'agriculture anglaise sont devenues ce qu'elles sont », et il continue : « La concentration de la propriété foncière en Angleterre a, de plus, enlevé au sol des générations entières. Cette concentration, à laquelle l'impôt sur le capital contribuerait assurément en précipitant la ruine des paysans, pousserait, en France, cette grande masse de paysans dans les villes, et rendrait ainsi la Révolution d'autant plus inévitable. Enfin, bien qu'en France le retour du morcellement à la concentration ait déjà commencé, en Angleterre la grande propriété foncière retourne, à pas de géants, à son émiettement antérieur et montre ainsi, d'une façon indiscutable, que l'agriculture doit passer indéfiniment de la concentration à l'émiettement et inversement, tant que subsistera l'organisation de la société bourgeoise. »

Ce mouvement ne se manifeste d'ailleurs pas aussi

brusquement et aussi violemment que le disait Marx, en 1850, à un moment où il comptait avec l'énergie de l'entrain d'un développement révolutionnaire rapide. Les progrès de la technique et de la science ont laissé agir la tendance à l'accroissement des exploitations en Angleterre plus longtemps que Marx ne s'y attendait ; ce n'est que tout récemment qu'elle s'est arrêtée. D'un autre côté, des tendances ont agi en France dans un sens contraire à la concentration ; nous étudierons ces tendances qui contrarient la concentration des propriétés foncières émiettées.

Mais la tendance que Marx signalait subsiste, et se fait sentir partout où la concentration ou le morcellement dépassent une certaine mesure.

Aussi la majorité des économistes bourgeois considère-t-elle le mélange des grandes et des petites exploitations agricoles comme l'état de choses le plus désirable. Il n'y a que quelques démocrates petits-bourgeois et quelques socialistes qui s'échauffent pour le remplacement de la grande exploitation par la petite. « Déjà Friedrich List et après lui von Schütz, von Rumohr, Bernhardi, Hanssen, Roscher et beaucoup d'autres ont déclaré que l'idéal de la répartition de la propriété foncière, dans les conditions actuellement données — souveraineté de la propriété privée et système de la libre concurrence — était un mélange équitable de grandes, de moyennes et de petites propriétés, les grandes constituant comme le sommet de la pyramide dont les petites constitueraient la base (1). » Buchenberger a exprimé récemment des idées analogues dans son dernier livre « Fondements de la politique agraire (2). » La grande propriété foncière, disent tous ces économistes, est le

(1) A. V. Miaskowski, Le droit de succession et la répartition de la propriété foncière dans l'Empire allemand. (*Das Erbrecht und die Grundeigenthumsvertheilung im Deutschen Reich*), p. 108.

(2) Buchenberger, *Grundzüge der Agrarpolitik*.

soutien indispensable du progrès technique et de l'agriculture rationnelle. Le maintien du grand paysan est surtout désirable pour des raisons politiques ; — c'est lui et non le petit paysan qui est le suprême rempart de la propriété privée ; en cela, son exploitation est de beaucoup supérieure à celle du petit paysan. Mais c'est ce dernier qui est le meilleur fournisseur de bras. Partout où la grande exploitation évince par trop la petite, les conservateurs et les grands propriétaires fonciers prévoyants s'efforcent d'accroître le nombre des petites exploitations par des mesures d'ordre politique et d'ordre privé.

« Dans tous les pays européens, écrit Sering dans le *Dictionnaire des Sciences Politiques* (*Handwörterbuch der Staatwissenschaften*) (1er volume du supplément), grâce au puissant développement de la grande propriété foncière, sous l'influence récente des révolutions industrielles, de l'émigration excessive des travailleurs des champs dans les districts industriels, de la crise agraire et de l'endettement du sol, se produit un grand mouvement qui tend à augmenter la classe moyenne des campagnes par la fondation méthodique de nouvelles exploitations paysannes et par l'extension des anciennes devenues trop petites, et qui tend à donner de la stabilité aux travailleurs agricoles en leur accordant des terres. Presqu'en même temps, l'Allemagne, l'Angleterre et la Russie ont fait des lois analogues dans ce sens, et on en projette de semblables en Italie et en Hongrie. »

Pour la Prusse, il faut considérer ici les lois de 1886 sur l'encouragement à donner à la colonisation allemande dans le duché de Posen et dans la Prusse Occidentale, et celles de 1890 et 1891 sur la fondation de biens de rapport avec l'aide du crédit d'Etat et de l'autorité publique. « On peut supposer, dit Sering à propos des résultats de cette législation, que, grâce à l'établissement de biens de rapport, les paysans ont recouvré tout le terrain qu'ils

avaient perdu dans le courant de ce siècle et dont s'était emparée, par suite du libre échange des biens, la grande propriété foncière (dans les six provinces orientales environ 100 000 hectares). »

Cette création nouvelle de petites exploitations ne dut pas être imposée à la grande propriété foncière malgré elle. Non, car elle est l'œuvre d'un gouvernement et d'un parlement qui n'a à cœur que le bien des hobereaux.

« Le grand propriétaire foncier obtient les plus gros bénéfices bruts comme les plus gros bénéfices nets, dit von der Goltz, quand il a autour de lui un grand nombre de petits et de moyens propriétaires fonciers qui lui fournissent des bras, et lui prennent toujours ses produits quand il en a en trop (1). »

De tout cela il résulte qu'il ne faut pas penser que la petite propriété foncière soit en voie de disparition dans la société moderne et doive être entièrement remplacée par la grande propriété. Nous avons vu que là où la concentration de la propriété foncière est allée trop loin, la tendance au morcellement entre en jeu, et que l'État et les grands propriétaires interviennent eux-mêmes quand elle rencontre de trop grands obstacles.

Mais précisément ces tendances de la grande propriété foncière nous montrent que rien n'est plus absurde que cette idée que si la petite exploitation se maintient, c'est qu'elle est plus productive que la grande. Nullement, mais c'est qu'elle cesse d'être en concurrence avec la grande exploitation capitaliste qui se développe à côté d'elle. Au lieu de vendre les produits que la grande exploitation « fournit en excès », très souvent elle les achète. La marchandise qu'elle a en profusion, elle, au contraire, est ce moyen de production dont la grande exploitation a un besoin pressant : ses *bras ouvriers*.

(1) *Handbuch der Landwirthschaft*, I, p. 649.

Quand les choses en sont là, la grande et la petite exploitation ne s'excluent pas en agriculture : elles se supposent mutuellement, comme le capitaliste et les prolétaires, mais le petit paysan prend alors de plus en plus le caractère du prolétaire.

VIII

LA PROLÉTARISATION DES PAYSANS

a) *La tendance au morcellement du sol.*

Nous avons déjà montré au chapitre II que la ruine de l'industrie paysanne produisant pour les besoins personnels du paysan force ces petits paysans, qui produisaient tout au plus les subsistances nécessaires pour eux et pour leur famille, à chercher un travail accessoire. Le petit paysan trouve le temps nécessaire pour l'accomplir, l'exploitation de son bien ne réclamant tous ses soins que de temps en temps. Il fait face à ses besoins d'argent en vendant non son excédent de produits, mais son excédent de temps. Il joue le même rôle sur le marché que le prolétaire qui ne possède rien. Comme propriétaire foncier, comme producteur de denrées sur le sol qui lui appartient, il ne travaille pas pour le marché, mais pour son ménage, qui, nous l'avons vu, est étroitement lié à son exploitation.

Les lois de la concurrence ne s'appliquent pas au ménage. Un grand ménage peut être supérieur à un petit, les forces peuvent se gaspiller dans un petit ménage, mais nous ne voyons nulle part la moindre trace d'une tendance des ménages à la centralisation ; nulle part le grand nombre des petits ménages ne tend à céder la place à un nombre restreint de grands.

Assurément le ménage lui-même est atteint par l'évolution économique, seulement celle-ci ne se manifeste qu'en détachant successivement du ménage toutes les fonctions qui lui étaient propres, et en les transformant en branches de production indépendantes. De cette manière, le nombre des travaux est sensiblement réduit dans le ménage, et en même temps aussi le nombre de ses travailleurs. Si l'on peut constater une évolution dans l'importance du ménage, on remarque qu'elle a une tendance opposée à celle de l'industrie, car elle passe de la grande exploitation à la petite.

Nous trouvons de grandes associations paysannes de ménage au moyen âge et aujourd'hui encore chez des peuples dont l'agriculture est restée ce qu'elle était au moyen âge, par exemple chez les Slaves méridionaux et orientaux.

Si l'exploitation agricole du petit paysan est hors du ressort de la production commerciale, et si elle forme comme une partie du ménage, elle reste aussi à l'abri des tendances centralisatrices de la production moderne. Si irrationnelle, si gaspilleuse de forces que puisse être cette exploitation de parcelles de terre, il lui reste fidèle, comme sa femme reste fidèle à son ménage misérable, qui avec tous les efforts imaginables ne lui donne que les résultats les plus pitoyables, mais qui est le seul endroit au monde où elle ne dépend pas d'une volonté étrangère et où on ne l'exploite pas.

Mais à mesure qu'avance l'évolution économique et politique, les besoins d'argent du petit paysan augmentent, et l'Etat et la commune demandent davantage à sa bourse. Plus il a besoin de gagner de l'argent, plus il doit donner de soins à son travail accessoire aux dépens de son agriculture. Le salariat amène la femme employée dans l'industrie à négliger, mais non à abandonner complètement son ménage ; il en est de même du petit paysan salarié ou travaillant chez lui pour un capitaliste. Son exploitation

agricole est de plus en plus irrationnelle ; elle devient peu à peu trop grande pour lui, et il se voit forcé de la restreindre.

Il trouve facilement des acquéreurs pour les terrains qu'il a en trop.

Là où domine une vigoureuse classe de paysans elle régularise la population, et c'est là une des raisons les plus fortes, à côté de son esprit conservateur et militariste, de l'estime dans laquelle la tiennent les économistes et les politiques bourgeois. Elle se montre très disposée à mettre au monde et à élever une nombreuse postérité. Cela est inappréciable quand on a besoin de bras et de soldats. Mais elle sait aussi mettre un frein à l'accroissement de la population de manière à réjouir le cœur des malthusiens. Quand le paysan est réduit à l'exploitation de sa terre, privé de tout revenu accessoire, les limites de son bien le forcent à limiter le nombre de ses enfants. Lorsque la part de succession est la même pour tous les enfants, on se borne à en avoir deux ; lorsque tout l'héritage passe à un seul, le paysan peut avoir d'autres enfants, mais il leur est impossible de se rendre indépendants, de fonder un ménage à eux et d'élever des enfants légitimes.

Il en va tout autrement là où chacun a de nombreuses occasions d'avoir du travail en dehors de son exploitation agricole. Avec les conditions de l'existence, l'accroissement de la population prend alors un caractère plus prolétarien encore ; les occasions de se rendre indépendant sont plus grandes, et chaque enfant dans une telle situation apporte en venant au monde son patrimoine le plus précieux, ses bras. La population s'accroît rapidement ; en même temps, la terre est plus recherchée, non comme moyen de produire pour vendre, mais comme condition du ménage. Si, l'accroissement des travaux accessoires rend possible, bien plus, nécessite l'amoindrissement des diverses exploitations agricoles



et permet ainsi la naissance d'un grand nombre de petites exploitations, il produit aussi un accroissement rapide de la population, qui exige cette augmentation du nombre des exploitations.

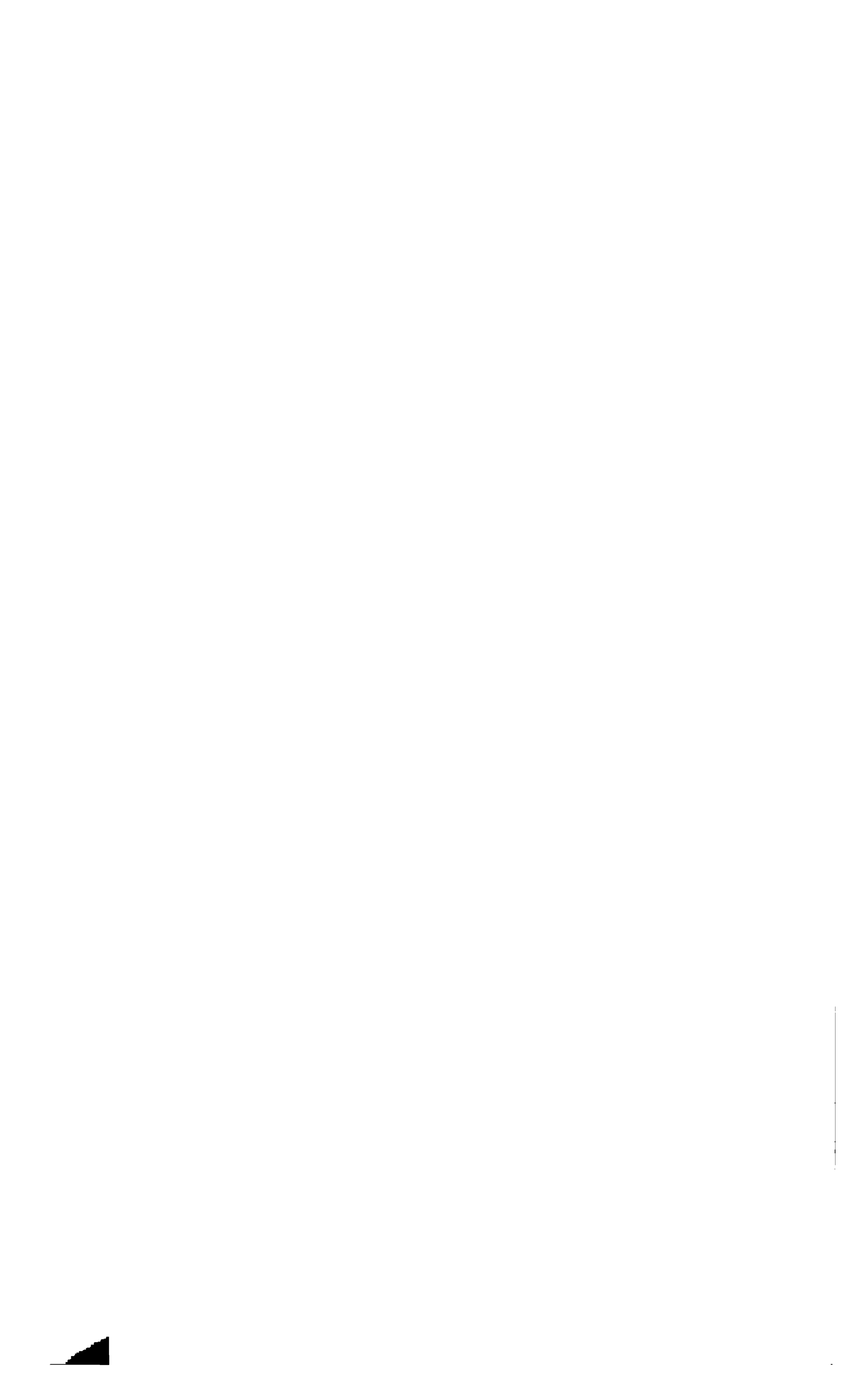
Au lieu de la centralisation, c'est le morcellement qui devient nécessaire ici. Dans de pareilles conditions, on peut même arriver au morcellement des grandes exploitations.

Nous avons vu au chapitre V que le prix d'une pièce de terre servant à la production capitaliste de marchandises est déterminé par le montant de sa rente foncière. Le prix d'achat est en somme égal à la rente foncière capitalisée. L'entrepreneur capitaliste ne peut pas payer plus, si son profit ne doit pas tomber au-dessous du prix courant. La concurrence en général ne fera pas monter les prix davantage. Nous faisons abstraction ici de considérations qui ne sont pas de nature économique et qui, dans de certaines circonstances, font que le prix des biens fonciers dépasse la rente foncière capitalisée.

Mais le paysan qui vend des produits agricoles, mais n'occupe pas où n'occupe que très peu de salariés, qui n'est pas capitaliste, qui est un simple producteur de marchandises, ne compte pas ainsi. C'est un ouvrier, il ne vit pas du produit de sa propriété, mais du produit de son travail, et son genre de vie est celui d'un salarié. Il a besoin de la terre comme d'un moyen pour gagner sa vie en travaillant, et non pour en tirer un profit ou une rente foncière. Quand le prix de la vente de ses produits, en défalquant ses dépenses, le paye de son travail, il peut vivre. Il peut renoncer au profit et à la rente foncière. L'agriculteur peut donc payer un prix plus élevé pour une pièce de terre déterminée, s'il se trouve au degré de la simple production de marchandises, que s'il se trouve au degré de la production capitaliste. Mais cette manière de compter peut jeter le paysan dans de très sérieux embarras, quand il conserve les habitudes

de la simple production de marchandises en payant pour la terre un prix excessif pendant qu'il a dépassé déjà, sinon formellement, du moins en fait, le degré de la simple production de marchandises, et qu'il est arrivé à la production capitaliste, non pas certes comme entrepreneur capitaliste, mais comme ouvrier exploité par le capital. Là où le paysan achète le sol sans le payer, du moins en totalité, là où il laisse mettre une hypothèque sur sa terre, il lui faut tirer de son exploitation non seulement son salaire, mais encore une rente foncière, et un prix excessif du sol peut lui être aussi funeste qu'à l'entrepreneur capitaliste. L'agriculteur ne trouve d'intérêt à des prix élevés de la terre que quand il cesse d'être agriculteur, c'est-à-dire quand il vend son bien. Ils le gênent quand il commence son exploitation, et pendant tout le temps qu'elle dure, en accroissant ses charges. Mais nos agrariens ne connaissent que ce moyen de salut pour l'agriculture en détresse : augmenter le prix du sol. Ces messieurs, à l'âme soi-disant si patriarcale, parlent non en agriculteurs, mais en hommes qui spéculent sur la terre. Nous reviendrons sur ce point à propos d'une autre question.

Il en va tout autrement chez ces petits paysans chez qui l'agriculture est exclusivement, ou pour une part prépondérante, une partie du ménage, et qui satisfont leurs besoins d'argent entièrement ou surtout en servant chez les étrangers. Là les rapports du prix du sol à la production de marchandises, et par conséquent aux lois de la valeur, ne comptent plus, au moins pour l'acheteur. Pour le vendeur, la rente foncière capitalisée constitue le prix minimum du sol ; l'acheteur ne se préoccupe que de ses ressources et avant tout de ses besoins. Plus la population s'accroît rapidement, plus elle a de peine à trouver des débouchés, plus grande est la nécessité d'acquérir un morceau de terre pour subvenir aux besoins de l'existence ou assurer du moins l'indépen-



dance sociale, et plus grand est le prix (ou la rente) qu'il faut payer pour un petit morceau de terre. Comme le travail dans le ménage, le travail agricole qu'on fait pour soi n'est pas compté comme une dépense, on croit qu'il ne coûte rien. Tout ce que le travail du sol rapporte au ménage est considéré comme un bénéfice net. Il est difficile de l'évaluer en monnaie et d'en faire la répartition entre le salaire, l'intérêt du capital et la rente foncière; en tout cas, elle ne se fait jamais parce que l'argent ne joue aucun rôle dans ce genre d'exploitation.

C'est un fait bien connu que les petites propriétés sont plus chères que les grandes. Dans son traité déjà cité (p. 103) sur la dette hypothécaire en Prusse (Annuaire agricole de Thiel, 1883), Meitzen remarque que le prix de la grande propriété foncière égale 52 fois le revenu net de l'impôt foncier, celui des terres de paysans, 65 fois, et celui des exploitations des petits paysans, 78 fois.

Quelques enthousiastes de la petite propriété foncière ont voulu prouver par cette augmentation du prix du sol que la petite exploitation agricole est supérieure à la grande. Mais même parmi les plus grands admirateurs de la petite exploitation il n'y en a pas un, mais pas un qui soutienne la supériorité de la propriété naine sur la propriété moyenne, et cependant cette supériorité devrait se constater si le prix plus élevé du sol était une conséquence d'un revenu plus élevé du sol.

Il y a dans les villes un phénomène analogue à cette élévation du prix pour les petites propriétés. On sait que les logements sont d'autant plus chers par mètre cube qu'ils sont plus petits. Après Isidore Singer et d'autres, qui ont constaté ce fait, K. Bücher a dressé pour Bâle une statistique.

Les logements y coûtent par mètre cube :

Avec 1 pièce.		4 fr. 04
2	»	3 fr. 95
3	»	3 fr. 56
5	»	3 fr. 36
6	»	3 fr. 16
9	»	3 fr. 21
10	»	2 fr. 93

Il faut attribuer ces deux phénomènes pour une part à la même cause : l'état nécessiteux où se trouvent ceux qui ont besoin de petits morceaux de terre et de petits logements, et qui ne peuvent opposer qu'une faible résistance à ceux qui monopolisent le sol.

Ceux qui attribuent le prix élevé du sol des petites propriétés à leur revenu élevé, devraient aussi attribuer le prix élevé des petits logements aux revenus élevés de leurs habitants.

Le prix élevé du sol des petites propriétés est naturellement un motif puissant de morcellement pour les grandes propriétés partout où la situation est favorable à l'accroissement de la population et à l'exploitation de petites industries accessoires, en dehors de l'exploitation propre de la terre. L'émiettement des propriétés et le morcellement de la terre peuvent y prendre de grandes proportions.

Plus les propriétés sont petites, et plus on désire un travail accessoire ; plus ce travail passe au premier plan, et plus les biens peuvent diminuer, moins ils sont capables de faire face aux besoins du ménage. D'autant plus que, dans ces propriétés naines, l'exploitation est de moins en moins rationnelle. L'insuffisance de bêtes de traits et d'instruments ne permet pas une culture rationnelle, surtout un labourage profond. Ce sont les besoins du ménage qui déterminent le choix des plantes à cultiver, et non le souci de conserver la fertilité du sol. Le manque de bétail et d'argent a pour conséquence le manque de fumier et d'engrais artificiel. A tout cela s'ajoute encore le manque de bras. Plus le travail payé



passe au premier plan, et le travail du ménage devient accessoire, et plus ce travail payé absorbe le temps de la famille, et parfois aux moments précis où il serait nécessaire qu'elle donnât tous ses soins à l'exploitation de la propriété, par exemple au moment de la moisson. On laisse de plus en plus cette fonction à la femme, aux enfants tout jeunes, et quelquefois même aux grands-parents invalides. Il faut que le père et les enfants déjà grands « gagnent ». La culture de ces exploitations naines qui ne sont plus que des accessoires du ménage ressemble au ménage du prolétaire dans lequel les résultats les plus misérables sont obtenus au prix du plus grand gaspillage de travail et du surmenage le plus complet de la femme.

L'étendue de plus en plus petite de ces exploitations, leur pauvreté de plus en plus grande les rendent de plus en plus incapables de subvenir à tous les besoins du ménage. Le produit du métier primitivement accessoire ne doit plus seulement servir à payer les contributions de l'Etat et de la commune, et à acheter les produits industriels et les produits de l'agriculture étrangère (café, tabac, etc.), mais aussi à acheter des produits de culture indigène, en particulier des céréales. La propriété donne encore des pommes de terre, des choux, le lait de quelques chèvres ou, quand la situation est bonne, d'une vache, la viande d'un porc, les œufs de la volaille, mais elle ne fournit les céréales que d'une manière tout à fait insuffisante.

Le nombre de ces exploitations est assez considérable. D'après la statistique de 1895, il y avait dans l'Empire allemand 5, 558, 317 exploitations agricoles dont

	3 236 397	de moins de 2 hectares	= 58,22 %
	1 016 318	de 2 à 5 hectares	= 18,29 %
Total.	4 251 685		= 76,51 %

Si nous comptons qu'en général les exploitations de 2 à 5 hectares produisent des céréales en quantité suffisante pour leur consommation, tandis que les plus petites doivent en acheter, il n'y a dans l'Empire allemand qu'un quart des exploitations agricoles qui soit intéressé aux droits sur les céréales; plus de la moitié des exploitations agricoles, plus des trois quarts des petites exploitations sont dans la nécessité d'acheter des céréales et, par suite, souffrent directement de l'augmentation des droits. C'est là un argument d'un grand poids contre les droits sur les céréales, mais qui montre aussi que la grande majorité de la population agricole ne figure plus sur le marché comme vendant des aliments, mais comme vendant des bras et comme achetant des aliments. Les petites exploitations cessent de faire concurrence aux grandes ; elles les favorisent et les soutiennent comme on l'a déjà signalé plus haut, en leur fournissant des salariés et en leur achetant leurs produits.

Nous avons vu qu'en 1895, 58 0/0 des exploitations agricoles d'Allemagne avaient moins de 2 hectares, en d'autres termes étaient généralement trop petites pour nourrir leurs propriétaires. Cela cadre avec ce fait que, d'après le recensement de 1895, dans l'agriculture proprement dite (sans compter l'horticulture, l'élève, l'exploitation forestière et la pêche, qu'on rattache à l'agriculture d'une façon tout à fait étrange), le nombre des agriculteurs indépendants, sans autre métier, s'élevait à 2 026 374, et celui des agriculteurs indépendants, avec métier accessoire, à 504 164. Mais il y avait encore, en outre, 2 160 412 personnes qui pratiquaient l'agriculture d'une manière indépendante c'est-à-dire sur leur propre terre, et non chez autrui comme salariés, qui faisaient de l'agriculture comme métier accessoire. Le nombre total des personnes qui faisaient leur occupation, principale ou secondaire, de l'exploitation de leurs propres terres, s'élevait à 4 691 001 (celui des

exploitations agricoles, en 1895, à 5 556 900), celui des agriculteurs indépendants qui avaient encore un autre métier (métier accessoire ou principal), à 2 664 626, c'est-à-dire 56 0/0, plus de la moitié du nombre total. (Comparer les chiffres p. 172.)

Il faut aussi remarquer l'accroissement rapide du nombre de ceux dont l'agriculture est l'occupation principale et qui ont un métier accessoire, tandis que, dans les autres professions, le nombre de ceux qui ont une occupation accessoire à côté de leur métier a diminué.

Ont des occupations accessoires	1882		1895	
	Absolument	Proportionnellement au nombre total	Absolument	Proportionnellement au nombre total
Agriculture	671 404	8,15 °/₀	1 049 542	12,66 °/₀
Industrie	1 693 321	26,47 °/₀	1 491 865	18,02 °/₀
Commerce.	397 927	25,44 °/₀	384 104	16,43 °/₀
Services domestiques .	55 960	14,08 °/₀	31 333	7,24 °/₀
Armée. Bureaux de l'Etat. Carrières libérales	142 218	13,79 °/₀	115 277	8,08 °/₀
Sans profession . . .	179 679	13,27 °/₀	101 333	9.10 °/₀
Total.	3 140 309	16,54 °/₀	3 273 456	14,28 °/₀

Là, où il est de plus en plus facile d'avoir une occupation accessoire en dehors de l'exploitation de la propriété particulière, le morcellement des biens prend un développement incroyable, et les tendances centralisatrices qui agissent en sens contraire sont, pour un moment du moins, complètement annihilées.

La Belgique nous donne l'exemple d'une évolution de ce genre. On y comptait :



Exploitations	1846		1866		1880	
	Absolum.	0/0	Absolum.	0/0	Absolum.	0/0
Jusqu'à 2 hectares .	400 517	66,9	527 915	71,1	709 566	78,0
de 2 à 5.	83 344	14,6	111 853	15,1	109 871	12,1
de 5 à 20	69 322	12,1	82 646	11,1	74 373	8,2
de 20 à 50	14 998	2,6	15 067	2,0	12 186	1,3
de 50 et plus . . .	4 333	0,8	5 527	0,7	3 403	0,4
Total. . . .	572 554	100	743 007	800	900 199	100

De 1846 à 1866, toutes les exploitations ont pris du développement, les petites, cependant, plus vite que les grandes. De 1866 à 1880, toutes ont diminué, excepté les toutes petites à propos desquelles on ne saurait parler d'agriculture indépendante. C'est précisément dans cette classe d'exploitations que la diminution de l'étendue moyenne ne doit pas être attribuée au développement de la culture intensive, mais au morcellement croissant de la propriété foncière et à l'extension des industries accessoires.

Près des quatre cinquièmes des exploitations agricoles en Belgique sont des exploitations naines dont les propriétaires sont forcés de travailler comme salariés ou d'avoir un métier à côté, et qu'on ne considère plus comme producteurs de denrées pour le marché. Leur nombre absolu a presque doublé depuis 1846, pendant que celui des grandes exploitations (de plus de 20 hectares) diminuait considérablement. Y a-t-il là de quoi enthousiasmer les fervents de la propriété paysanne?

Il n'en va pas de même partout. L'émiettement excessif des petites propriétés peut servir à consolider la grande propriété comme nous l'avons déjà vu. Ainsi, il peut arriver que la petite et la grande exploitation se développent simultanément, non seulement par suite de l'extension des terrains de culture, mais là même où elle n'est pas possible. Là, le morcellement s'opère aux dépens de la moyenne exploitation.

C'est en général ce qui se passe en France.

On y trouvait :

Catégories d'exploitations	Nombre des exploitations 1882	1892	Répartition proportionnelle 1882		1892	
			Pour cent		Pour cent	
De moins de 1 hectare .	2 168 000	2 236 000	38,22		39,21	
— 1 à 5 hect	1 866 000	1 8 0 000	32,90	46,46	32,08	45,90
— 5 à 10 hect.	769 000	788 000	13,56		13,82	
— 10 à 20 hect.	431 000	429 000	7,60		7,53	
— 20 à 30 hect.	198 000	190 000	3,49	12,81	3,33	12,47
— 30 à 40 hect.	98 000	92 000	1,73		1,61	
— 40 à 50 hect.	56 000	54 000	0,90	1,98	0,93	1,84
— 50 à 100 hect.	57 000	52 000	1,00		0,91	
— 100 à 200 hect.	21 000	23 000	0,38		0,46	
— 200 à 300 hect.	6 000	6 000	0,11	0,52	0,11	0,55
De plus de 300 hectares .	2 000	4 000	0,03		0,07	

Nous avons donné, p. 201, les chiffres concernant l'étendue de chaque catégorie d'exploitations.

Le nombre des exploitations de moins de 1 hectare s'est accru de 67 000, celui des exploitations de plus de 100 hectares a augmenté de 4 000. Le chiffre des exploitations de 1 à 100 hectares a diminué de 40 000.

En Allemagne, on a constaté cette tendance plus tôt, et avec beaucoup de netteté. En 1882, von Miaskowski est arrivé « à ce résultat, que l'accroissement considérable du capital mobile, joint à d'autres circonstances, a amené de nos jours, d'un côté, un accroissement et un arrondissement de la propriété foncière et, d'un autre côté, un morcellement et une diminution. » Ces deux tendances semblent, il est vrai, s'exclure l'une l'autre au premier abord, mais, à y regarder de plus près, cette contradiction apparente se résout harmonieusement, puisque ces tendances opposées agissent à des époques différentes ou dans différentes parties de l'Allemagne, ou bien elles ruinent la propriété foncière moyenne quand elles



se rencontrent à la même époque et dans le même pays.

« Tandis que les propriétés ont plutôt, sinon exclusivement, une tendance à s'agglomérer dans le Nord et le Nord-Est de l'Allemagne, ce n'est le plus souvent que dans le Sud et dans le Sud-Ouest qu'elles ont une tendance à se morceler, bien que ce morcellement se produise aussi d'une manière sporadique dans d'autres régions.

« Ces tendances contraires, et qui se répartissent dans des régions différentes, ont ce caractère commun que, dans les deux cas, l'accroissement et la diminution de la propriété foncière se produisent surtout aux dépens de la propriété moyenne. Dans les deux cas, c'est elle qui est la victime (1). »

Les chiffres suivants, établis pour la Prusse et donnés par Sering (La colonisation intérieure) (2), prouvent bien que c'est aux dépens de la propriété moyenne que la grande et la petite propriété se développèrent simultanément. Ils se rapportent aux provinces orientales (Prusse, Poméranie, Brandebourg, Posen, Silésie) et aux provinces de Westphalie et de Saxe.

Entre 1816 et 1859, les propriétés paysannes moyennes :

	Ont diminué		Surfaces perdues par la propriété moyenne et gagnées par la petite propriété		Surfaces perdues par la propriété moyenne et gagnées par la grande propriété		Ensemble	
	Nombre absolu	0/0	Arpents	0/0	Arpents	0/0	Arpents	0/0
Provinces orientales. .	6 880	2,50	1 110 233	4,2	417 123	1,6	1 527 356	5,8
Westphalie.	810	2,25	95 274	2,6	21 124	0,6	116 395	3,2
Saxe . . .	2 183	5,30	87 474	2,3	30 413	0,8	117 887	3,3
TOTAL. . .	9 873	2,80	1 292 981	3,7	468 660	1,4	1 761 641	5,1

(1) *Das Erbrecht*, u. s. w.

(2) *Die innere Kolonisation*.

De 1860 à 1864, les indications font défaut sur le mouvement de la propriété foncière.

De 1865 à 1867, il se dessinait de la manière suivante : Gain (+) ou perte (—)

	Terres nobles		Propriétés moyennes		Petites propriétés	
	Nombre	Arpents	Nombre	Arpents	Nombre	Arpents
Provinces orientales	+ 4	+ 81	— 102	— 178746	+ 16320	+ 167130
Wesphalie	0	+ 5510	— 404	— 20289	+ 1904	+ 20699
Saxe	— 1	+ 8206	— 295	— 17889	+ 2032	+ 13477

En outre, quelques milliers d'arpents sont devenus propriété communale ou nationale. Et c'est encore la propriété moyenne qui en a fait les frais.

Dans ces derniers temps, d'une façon générale, la propriété moyenne n'a plus été mise à contribution pour ce double usage. De 1882 à 1895, ce sont précisément les propriétés paysannes moyennes de 5 à 20 hectares qui ont le plus gagné (560 000 hectares) comme le montre le tableau de la page 200. On aurait cependant tort d'en conclure que le procès contraire commence, et que l'exploitation paysanne moyenne refoule l'exploitation naine et la grande exploitation. Nous arrivons à des résultats tout à fait particuliers quand nous séparons les exploitations dont l'extension varie d'une manière sensible de celles qui ne laissent apercevoir aucun changement appréciable. On comptait :

Exploitations	1882	1895	Accroissement ou diminution	
			Nombre absolu	0/0
Moins de 1 hectare .	2 323 316	2 529 132	+ 205 816	+ 8,4
de 1 à 5 hectares . .	1 719 922	1 723 553	+ 3 631	+ 0,2
de 5 à 20 hectares. .	926 605	998 804	+ 72 199	+ 7,8
de 20 à 1 000 hectares.	305 986	306 256	+ 270	+ 0,0
Au-dessus de 1 000 h.	505	572	+ 57	+ 11,5
TOTAL.	5 276 344	5 558 317	+ 281 317	+ 5,3

Nous voyons donc que les exploitations de 5 à 20 hectares ont considérablement augmenté, mais les plus grandes et les plus petites davantage encore, proportionnellement. Les exploitations intermédiaires ont à peine augmenté ; elles ont même diminué relativement au nombre total qui a augmenté.

On a fait des objections contre ces chiffres. Mais on arrive au même résultat par la méthode proposée par mes critiques. On avait :

Catégories d'exploitations	Nombre des exploitations pour cent			Étendue de chaque catégorie pour 100 hectares de sol cultivé		
	1882	1895		1882	1895	
Exploitations de 1 hectare .	44,03	45,50	+ 1,57	2,44	2,49	+ 0,05
— 1 à 5 hect.	32,60	31,01	— 1,59	13,30	13,18	— 0,12
— 5 à 20 hect.	17,56	17,97	+ 0,41	28,74	29,90	+ 1,16
— 20 à 1000 h.	5 80	5,51	— 0,29	53,30	51.97	— 1,33
Au-dessus de 1000 hectares.	0,01	0,01	+ 0	2,22	2,46	+ 0,26

Ces chiffres nons révèlent le même fait que les premiers. Les plus petites, les moyennes et les plus grandes exploitations ont relativement gagné du terrain, les exploitations intermédiaires en ont perdu.

Nous expliquons au chapitre suivant pourquoi c'est précisément l'exploitation paysanne moyenne qui a gagné tant de terrain.

Ce qui nous intéresse ici, c'est ce fait que la prolétarisation de la population agricole fait en Allemagne les mêmes progrès qu'ailleurs, bien que la tendance au parcellement des propriétés moyennes ait cessé d'agir. De 1882 à 1895, le nombre total des exploitations agricoles a augmenté de 281000 ; là-dessus ce sont les exploitations prolétariennes de moins d'un hectare dont le nombre a le plus augmenté. Celles-ci ont augmenté de 206 000.

Le mouvement de l'agriculture est, comme on le voit, tout à fait différent du mouvement du capital industriel ou commercial. Nous avons montré au chapitre précédent qu'en agriculture la tendance à la centralisation des exploitations n'amène pas la disparition totale de la petite exploitation, mais que là où elle devient dominante, elle produit la tendance contraire, en un mot que la tendance à la centralisation et la tendance à l'émiettement se font jour alternativement. Nous constatons maintenant que les deux tendances peuvent aussi agir simultanément. On voit augmenter le nombre des petites exploitations dont les propriétaires apparaissent sur le marché comme prolétaires, comme vendeurs de la marchandise force de travail ; leur propriété foncière n'a plus d'importance pour le marché et ils ne produisent plus que pour le ménage. Ces petits agriculteurs ont sur le marché, comme vendeurs de la marchandise force de travail, les mêmes intérêts essentiels que le prolétariat industriel, sans entrer en lutte avec lui à cause de leur propriété. Elle les rend plus ou moins indépendants des marchands de comestibles, mais ne les protège pas de l'exploitation des entrepreneurs capitalistes, industriels ou agriculteurs.

Quand on en est arrivé là, l'augmentation du nombre



des petites exploitations agricoles n'est plus qu'une forme particulière de l'augmentation du nombre des ménages prolétaires, qui va de pair avec l'accroissement de la grande exploitation capitaliste dans l'industrie et quelquefois même dans l'agriculture.

b) *Les diverses occupations accessoires du paysan.*

Le travail accessoire le plus à la portée du petit paysan est le travail agricole salarié. Nous le trouvons déjà à l'époque féodale, sitôt que l'inégalité dans le village s'est tellement développée, que parmi les propriétés les unes deviennent trop petites pour nourrir les propriétaires, et les autres trop grandes pour que la famille du propriétaire ait assez de bras pour les cultiver.

Ce travail moderne des petits paysans sur les grandes propriétés est tout à fait analogue aux corvées féodales, qui forçaient le paysan à travailler un certain nombre de jours par an sur la propriété du seigneur.

Ce qui est le plus désirable naturellement pour le paysan, c'est de trouver ce travail accessoire au moment où les travaux agricoles sont interrompus, en hiver. C'est ce qu'il rencontre le plus aisément dans la proximité des grandes forêts, qui réclament en hiver de nombreux ouvriers pour la coupe et le transport du bois. Mais il n'y a pas partout de grandes forêts, et le travail qu'elles procurent ne suffit pas partout à satisfaire les besoins des petits paysans. Ils doivent alors se tourner vers des travaux plus particulièrement agricoles. Les besoins de travail des exploitations agricoles sont très variables ; à de certains moments, particulièrement pendant la moisson, les travailleurs attachés aux grandes exploitations sont insuffisants, il faut des bras supplémentaires. Ces moments où le petit paysan trouve le plus facilement une occupation accessoire, sont précisément ceux où



dans sa propre propriété son travail est d'une utilité absolue. Comme il est forcé de gagner de l'argent, il néglige sa propriété, dont d'ailleurs l'exploitation, pour ne rien dire de sa faible étendue et du manque de moyens, est irrationnelle au dernier degré. Il est forcé d'abandonner à sa femme et à ses enfants, quand ils ont déjà un certain âge, l'exploitation de sa terre ; il ne peut y travailler que les jours de fête et les dimanches.

Il ne faut pas se représenter comme étant toujours tout à fait minuscules les exploitations ainsi réduites au travail accessoire. Ainsi Kärger rapporte qu'en Westphalie (Districts de Cœsfeld, Borken, Recklingshausen, etc.), « les propriétés foncières, propriétés personnelles ou affermées, des journaliers libres varient entre 1 et 5 hectares, le plus souvent entre 1 et 3 hectares. Ceux qui ont plus de 5 hectares (plus de 3 hectares d'après un rapport isolé, cité également) ne travaillent plus d'habitude comme salariés, mais vivent uniquement de leur exploitation. Cependant, dans un rapport, la surface des propriétés de journaliers de ce genre est donnée comme étant dans un cas de 6 hectares, dans un autre de 8 hectares (1). » Cela dépend naturellement du rendement du sol.

Kärger rapporte également que, dans l'arrondissement d'Osnabrück, l'exploitation d'un ouvrier locataire contient en général :

Une maison d'habitation et des bâtiments d'exploitation avec des étables pour 3 vaches, plusieurs porcs et plusieurs moutons ; un jardin de 10 à 15 ares, une terre de labour d'environ 2 hectares, des prairies d'un 1/2 à 1 hectare et demi, une part de 1 hectare sur le pâturage de la commune, et des coupes dans la forêt d'une surface de 1 hectare et demi à 2 hectares (2).

Une exploitation agricole avec trois vaches, plusieurs

(1) *Verhältnisse der Landarbeiter*, I, p. 126.
(2) *Op. cit.*, p. 64.

moutons et plusieurs porcs, peut être considérée comme une exploitation assez importante. Et cependant le propriétaire est forcé de travailler comme salarié!

Mais il n'y a pas partout dans le voisinage de grandes propriétés offrant l'occasion d'un travail accessoire. Souvent bien loin d'être considérées comme des concurrentes, elles sont ardemment désirées.

Ainsi on nous fait le rapport suivant sur le Haut Pays d'Eisenach. « La création d'une grande exploitation, grâce à l'achat tout récent des terrains nécessaires, et la fondation projetée d'une sucrerie dans le voisinage de Wiesenthal, ne manquera pas d'exercer une heureuse influence sur la situation des *paysans* de là-bas... Un certain nombre de salariés et de petits propriétaires trouveront une occupation rémunératrice » (1).

Du Bas Pays d'Eisenach on nous apprend que la majorité des petits propriétaires fonciers de là-bas possède moins de 5 hectares. Leur situation est peu favorable. « La grande propriété, consistant en terres seigneuriales, domaniales et allodiales, n'a pas une importance suffisante (12,5 °/° de la surface totale) pour assurer à la classe des petits propriétaires fonciers, en utilisant leurs bras et en les employant comme salariés, une occupation et un salaire suffisants (2). »

De même dans le Grand Duché de Hesse on signale le manque de grandes propriétés comme une des causes de la misère des petits paysans. « Dans les endroits où règne le droit de succession *in natura*, dit le Dr Kuno Frankenstein, où les morceaux de terre sont divisés en autant de parts qu'il y a d'enfants, autant que cela est possible, étant donnée la petitesse des parcelles, on ne manque pas de travailleurs, parce que le plus grand nombre de ces propriétaires, qui n'ont souvent que de 3 à 10 ar-

(1) *Bäuerliche Zustände*, I, p. 40, 57.
(2) *Op. cit.*, p. 66.

pents, et même moins dans certains cas, offrent parfois leur travail... Mais le besoin de bras n'est pas très grand dans ces pays de petites propriétés paysannes, surtout quand il n'y a pas de grande propriété, de sorte que les propriétaires de ces petits biens de salariés n'ont l'occasion ni d'utiliser leurs bras dans leur propre exploitation ni de travailler comme salariés. La situation des propriétaires de ces terres minuscules est par suite la plupart du temps tout à fait triste (1). »

Si au chapitre précédent nous avons montré la petite exploitation soutien de la grande, nous voyons ici la grande servant de soutien à la petite.

Par suite d'une longue insuffisance de nourriture, ces petits paysans Hessois se sont tellement affaiblis, qu'ils deviennent finalement incapables de mettre à profit les occasions qui se présentent encore de gagner quelque argent. « Les gens ne sont pas en état, par suite de leur nourriture insuffisante chez eux, de faire d'une manière soutenue des travaux pénibles. Aussi dans quelques endroits les propriétaires des grandes exploitations ont-ils dû faire venir des travailleurs étrangers, bien que dans le pays même les ouvriers indigènes fussent sans emploi. »

Mais une population déchue au point d'être trop faible pour un travail agricole soutenu, est encore bonne pour une autre occupation accessoire, sur laquelle se jettent les petits paysans quand le travail agricole salarié leur est interdit, je veux parler de l'industrie à domicile.

Les commencements de l'industrie à domicile remontent eux aussi à l'époque féodale. Nous avons déjà montré au début de ce livre qu'à l'origine le paysan était à la fois agriculteur et industriel. Ensuite le développement de l'industrie urbaine le força à se consacrer presque exclusivement à l'agriculture. Mais pendant longtemps encore, dans la famille du paysan, beaucoup de

(1) *Verhältnisse der Landarbeiter*, II, p. 232.

travaux industriels continuent à se faire à la maison. Là où l'agriculture commence à ne plus constituer une source suffisante de revenus, ces travaux sont remis en honneur. Mais le paysan ne travaille pas pour le client. Le paysan isolé ne peut pas entrer en concurrence avec les ateliers de la ville, qui disposent d'un plus grand marché et de toutes les ressources de la ville. L'industrie rurale comme production de marchandises ne peut se développer que si elle travaille pour un capitaliste, un marchand, ou un dépositaire qui peut établir les communications avec un marché éloigné, auquel le paysan isolé ne peut arriver directement ; et elle ne peut se développer que dans les domaines qui ne réclament qu'une habileté ordinaire et un outillage simple. Ces industries à domicile se développent surtout là où la matière première est à proximité, — ainsi la sculpture sur bois dans le voisinage des forêts, les fabriques d'ardoises et de crayons auprès des ardoisières, les vanneries dans les régions bien arrosées et favorables à la culture de l'osier, la taillanderie dans le voisinage des mines de fer, etc. Mais l'existence d'un grand nombre de bras en chômage et à bas prix suffit souvent à elle seule, pour que des capitalistes ingénieux cherchent à les exploiter à domicile ; souvent ils leur fournissent eux-mêmes les matières premières, par exemple du fil de coton ou de soie, qu'ils doivent tisser.

L'industrie à domicile des campagnes se développe surtout dans les régions où le sol est très pauvre et où en même temps les conditions techniques indispensables à une grande exploitation agricole sont peu favorables, mais surtout là où des obstacles politiques s'opposent ou s'opposèrent au développement de la grande propriété. Nous trouvons l'industrie rurale à domicile dans les régions montagneuses qui séparent la Bohême de la Silésie et de la Saxe, en Thuringe, dans le Taunus, dans la Forêt noire, mais surtout en Suisse (l'horlogerie dans

l'ouest, la soierie dans le centre et la broderie dans l'est).

A leurs débuts ces industries à domicile furent la plupart du temps accueillies avec enthousiasme. Ceux qui en fondèrent furent considérés comme les bienfaiteurs des pauvres paysans, auxquels ils fournissaient l'occasion d'employer avantageusement, surtout en hiver, leurs heures de loisir. Comme ils gagnaient plus, ils pourraient cultiver plus rationnellement leurs terres, et par là augmenter encore leurs revenus. L'alternance du travail industriel et du travail agricole entretenait dans cette population la santé et la vigueur qui font défaut aux ouvriers industriels des villes ; elle leur donnait l'aisance et l'intelligence que n'ont pas les simples paysans, qui se bornent à cultiver leurs terres et qui perdent dans l'oisiveté tant d'heures précieuses.

Schönberg, dans son « Manuel d'Economie politique (1) », dépeint sous les couleurs les plus brillantes les avantages de l'industrie à domicile partout où elle ne souffre pas trop de la concurrence de la machine. Toute la famille travaille ensemble, « le père peut s'occuper de l'éducation de ses enfants et surveiller leur instruction, les femmes peuvent s'occuper du ménage et des enfants, les jeunes filles sont sous le contrôle et la garde de la famille. » La durée du travail ne dépend que de la volonté de l'ouvrier, il est libre. « Sa vie entière devient plus agréable, plus joyeuse, plus pleine. Dans l'industrie rurale à domicile, le travail du métier alterne avec le travail agricole plus sain, et on évite la grande concentration des salariés en un seul lieu, si désavantageuse pour les ouvriers et pour la communauté. Enfin, l'industrie à domicile permet l'emploi temporaire de toutes les forces productives de la famille et rend possible, sans danger pour les personnes et pour la vie de famille, une augmentation du revenu de la famille. »

(1) *Handbuch der politischen Œkonomie*, 2e édition, II, p. 428.

A côté de ces avantages « indiscutables », il y a d'ailleurs des inconvénients sur lesquels Schönberg n'a pas pu fermer les yeux. Mais, finalement, il arrive à cette conclusion que « tous les inconvénients, si graves qu'ils soient, ne sont cependant pas de nature à faire que l'industrie à domicile ne soit, au point de vue de la situation sociale des ouvriers, la meilleure forme d'exploitation. »

Ce n'est que là où elle aurait à lutter contre l'industrie des fabriques qu'il faudrait renoncer à elle.

La réalité nous offre un autre tableau, même si nous considérons les industries à domicile qui ne sont pas encore entrées en lutte avec les machines de la grande industrie, telles la vannerie, la fabrication des cigares et des jouets, etc.

Tout d'abord, il n'y a pas à la campagne de travail accessoire qui favorise autant l'émiettement du sol que celui-là, parce qu'aucun n'est susceptible d'un développement aussi rapide. Le nombre des grandes exploitations agricoles est limité, celui des mines aussi, les fabriques elles-mêmes ne peuvent se développer à volonté à la campagne. La possibilité du travail salarié se trouve ainsi limitée. Il en est tout autrement de l'industrie à domicile. Elle n'est limitée que par le nombre des bras disponibles; elle peut se faire dans l'exploitation la plus minime, avec les moyens les plus primitifs, sans capital ou avec des capitaux insignifiants, et le capitaliste ne court aucun risque en la développant le plus rapidement possible quand la situation du marché est favorable ; il n'a pas de capital fixe, pas de bâtiment, pas de machines à fournir, toutes choses qui perdent leur valeur quand elles ne sont pas employées de manière productive ; il n'a à payer ni rente foncière ni aucune autre de ces contributions, qui courent toujours, que l'affaire marche ou non. Toutes ces charges, partie la plus considérable des risques des capitalistes, doivent être supportées par les industriels à domicile, exploités par le capitaliste. Si

bien que toute crise est plus funeste pour eux que pour les ouvriers de la grande industrie, parce que le capitaliste se résout plus facilement à réduire ses entreprises quand il a affaire à des ouvriers qui travaillent chez eux, et, en même temps, il augmente aussi plus facilement leur nombre quand les affaires vont bien. Mais les temps de prospérité leur deviennent presque encore plus funestes que les périodes de dépression économique.

Le nombre des mariages, et par suite des familles, augmente, et, en même temps, augmente la demande de petites propriétés puisque sans elles il est impossible, à la campagne, de fonder un ménage indépendant. Le prix du sol augmente, le morcellement aussi, les propriétés particulières deviennent de plus en plus petites, en même temps que leur culture devient plus défectueuse, déjà par suite de leur étendue toujours plus petite, mais aussi parce que l'industrie à domicile prospère et apporte de l'argent à la maison et qu'on lui consacre toutes les forces productives de la famille aux dépens de l'agriculture. Si cela dure un certain temps, par suite de cette vie sédentaire les petits industriels n'ont plus assez de force pour un travail agricole soutenu. Ils ne peuvent plus cultiver convenablement leurs champs, et l'exiguité des exploitations agricoles devient, par suite, pour eux, une nécessité physique.

Les propriétés deviennent si petites qu'elles ne suffisent plus à l'entretien d'une vache. Le lait disparait de la table, il est remplacé par une infusion de chicorée. Avec la vache disparait le fumier ; avec elle disparait l'animal qui tirait la charrue. Les champs deviennent de plus en plus improductifs et de plus en plus impropres à la culture des céréales. D'ailleurs, le blé a besoin d'être moulu et d'être cuit pour servir d'aliment. On préfère des plantes moins exigeantes et qui, sur une même étendue, fournissent des produits à vrai dire de moindre vertu nutritive, mais d'un poids plus considérable : tels les choux, les

raves et surtout les pommes de terre, légumes qu'on peut employer dans la cuisine sans autre préparation.

Ainsi la nourriture de l'ouvrier qui travaille à domicile finit par se réduire à la chicorée et aux pommes de terre, — aliments plus propres à tromper l'estomac qu'à lui apporter les substances nécessaires à la nutrition. L'influence fâcheuse du travail industriel s'aggrave ainsi par l'insuffisance de l'alimentation, et les forces de l'ouvrier tombent à ce strict minimum nécessaire pour qu'il puisse se servir de ses doigts.

La déchéance de son agriculture n'est pas moindre. Les petites parcelles de terre mal travaillées, mal fumées doivent donner toute l'année le même produit. La culture arrive à un degré inférieur à celui des Germains à la fin des grandes invasions.

Schnapper-Arndt, dans une monographie, *Sur cinq communes rurales du haut Taunus*, parle ainsi : « A Seelenberg seulement des restes appréciables de la culture à trois assolements semblent s'être conservés ; dans les autres villages, le besoin ne connaît pas de loi, et dans de nombreux champs, on ne cultive du commencement à la fin de l'année que des pommes de terre, parce qu'une intelligente alternance est impossible, les paysans étant aussi pauvres en sol qu'en toute autre ressource ».

Dans ces cinq villages, on comptait en tout 463 vaches sur 758 ménages. 486 ménages n'en avaient pas du tout, 117 n'en avaient qu'une.

Le recul économique accompagne la ruine physique de la terre et des hommes. Le progrès technique est très difficile dans l'industrie à domicile. Les industriels à domicile, entre eux, comme les capitalistes qui les exploitent, ne peuvent soutenir la concurrence que par une augmentation de travail et une diminution de salaire. Cette concurrence est encore facilitée par leur isolement dans leur famille, par leur dispersion sur de vastes étendues de pays, qui rend leur organisation presque im-

possible, par le défaut d'autres moyens de gagner de l'argent dans la région, par les liens qui les enchaînent au sol, et les empêchent de fuir une exploitation intense et de chercher ailleurs une dose d'exploitation moins intolérable. Les ouvriers à domicile sont pleinement acquis à l'exploitant. Les plus longs chômages ne les lui enlèvent pas. C'est ainsi que nous trouvons dans l'industrie à domicile exploitée par le capitaliste le travail le plus long et le plus épuisant, les salaires les plus misérables, le plus grand nombre de femmes et d'enfants employés à des travaux industriels, l'état le plus misérable des ateliers et des logements, en un mot, la situation la plus révoltante. C'est le système le plus infâme de l'exploitation capitaliste et la forme la plus dégradante de la prolétarisation des paysans. Toutes les tentatives faites pour aider au relèvement d'une population de petits paysans incapables d'assurer leur existence par un travail purement agricole, en implantant parmi eux l'industrie à domicile, doivent avoir pour conséquence, après un court et très problématique essor, la chute la plus profonde et la misère la plus désespérée. Il faut donc les combattre résolument.

Heureusement, l'industrie à domicile n'est qu'une phase préliminaire de la grande industrie. Tôt ou tard sonne, pour l'industrie à domicile, l'heure où la machine la rend superflue, et cette heure sonne d'autant plus vite que l'industrie à domicile se développe et se spécialise plus vite, qu'elle pousse plus loin la division du travail.

Cette heure n'est pas cependant l'heure de la délivrance des industriels à domicile, mais bien plutôt le commencement de la phase la plus douloureuse de leur calvaire. Car il faut alors dépenser encore plus de travail, réduire encore davantage les besoins, faire trimer davantage encore la famille, pour ne pas se laisser trop devancer, dans la lutte contre la machine. Et combien dure souvent cette course désastreuse jusqu'à ce qu'enfin, dé-

passé depuis longtemps, l'homme tombe hors d'haleine.

C'est à son exploitation agricole qu'il doit de pouvoir prolonger si longtemps cette course désespérée.

Là où l'agriculture ne sert pas à la production de marchandises mais aux besoins du ménage, elle ne succombe pas sous l'effort de la concurrence, elle constitue un élément conservateur, qui garde un semblant de vie à toutes les survivances du passé. C'est elle qui prolonge à l'infini l'agonie de l'industrie à domicile, c'est elle qui empêche de mourir le tisserand manuel qui, il y a un demi-siècle, ne pouvait déjà plus vivre.

« Si, malgré les incessantes convulsions de cette branche d'industrie (les tissages manuels dans la Bohême septentrionale), leur nombre s'est maintenu, c'est surtout parce que le plus grand nombre des tisserands possédaient un lopin de terre qui leur permettait, aux moments où les affaires marchaient bien, de compléter le salaire de leur travail indústriel et, aux heures d'arrêt des affaires, de traverser en nécessiteux — mais de traverser — la période de crise (1). » (A. Braf. Etudes sur la situation des ouvriers dans la Bohême septentrionale.)

Malgré tout cela, l'industrie paysanne à domicile a, dans ces dernières années, reculé rapidement partout où la grande industrie s'est établie à la campagne, non pour faire concurrence aux industriels à domicile, mais bien plutôt pour leur donner de nouveaux moyens de gagner de l'argent.

La grande industrie a besoin, pour se développer, d'une grande masse de travailleurs ne possédant rien, habiles et disciplinés, et de la proximité d'un grand marché. Cela se trouve surtout dans les grands centres commerçants. Dès qu'elle prospère, elle attire à elle de nouvelles masses de travailleurs et elle favorise les relations entre le lieu où elle prospère et les autres lieux. Le déve-

(1) A. Braf, *Studien über nordböhmische Arbeiterverhältnisse*, p. 123.

loppement de la grande industrie capitaliste dépend ainsi de la concentration toujours croissante des masses dans les grandes villes et de la vie économique des grandes cités.

Mais il y a toute une série de facteurs qui font que le courant de la grande industrie croissante ne se répand pas tout entier dans les villes, et que quelques petits filets vont fertiliser les campagnes. Ces facteurs sont, les uns, d'ordre naturel, les autres, d'ordre social.

Parmi les premiers, il faut compter la demande croissante de matières de première et de seconde nécessité, qui accompagne le développement de la grande industrie. Ces matières premières ne peuvent être produites à la ville, mais à la campagne, et elles doivent l'être par de grandes exploitations, à cause de la consommation en grand par les masses. Ainsi les mines. Le développement minier est un moyen puissant de révolutionner la situation agricole.

Il y a, d'autre part, un grand intérêt à ouvrer à proximité de leurs lieux de production les matières premières, surtout celles qui ont un poids considérable relativement à leur valeur, et qui ne supportent pas le transport à de longues distances. Ainsi paraissent à la campagne les forges, les briquetteries, les raffineries de sucre, etc.

Enfin, l'eau pouvant donner facilement une grande force motrice attire souvent de grandes industries dans des vallées très écartées.

A cela s'ajoutent aussi des raisons d'ordre social. Dans les villes, la vie est plus chère qu'en rase campagne et, pour un genre de vie semblable, les frais d'entretien de la force de travail sont plus élevés, à cause du prix plus élevé des logements, des frais de transport des vivres, de l'absence de propriétés cultivées par l'ouvrier. Cela suffit déjà à expliquer pourquoi les salaires sont plus élevés à la ville qu'à la campagne.

Mais à cela s'ajoute la concentration des masses de travailleurs sur un espace resserré ; — ce qui leur rend plus faciles une entente et une organisation, ce qui rend plus difficile leur surveillance et aussi des mesures de rigueur efficaces. Dans un pareil milieu plein de ressources, l'homme contre qui on a sévi trouve toujours un emploi.

Il en va tout autrement à la campagne. Les travailleurs y sont moins capables de résister au capital, ils sont plus soumis et moins exigeants. C'est là une puissante raison pour les grands industriels d'établir leurs exploitations en rase campagne ; et lorsqu'ils trouvent à la campagne les ouvriers dont ils ont besoin, ce qui ne se produit à leur grand regret, qu'exceptionnellement et qu'ils ont sous la main tous les éléments qui font une exploitation prospère, ils le font d'autant plus volontiers que le mouvement ouvrier grandit davantage dans les villes.

Cette fondation de grandes industries à la campagne se fait d'autant mieux que les moyens de communication (canaux, chemins de fer, télégraphes) se développent davantage. Il devient d'autant plus facile ainsi de rester en contact avec le grand marché. D'autre part, la naissance même de ces grandes exploitations à la campagne constitue un puissant motif de développement des moyens de communication modernes, et leur établissement, leur entretien, leur exploitation même offrent à la population paysanne toutes sortes de moyens de gagner de l'argent.

Tout d'abord les résultats sont à peine plus brillants pour les petits paysans et leurs terres que sous le régime de l'industrie à domicile. Les plus grandes exploitations agricoles qui produisent des denrées pour les vendre, y gagnent certainement, du moins en tant que les débouchés augmentent prodigieusement et sont à une plus grande proximité. Mais cet avantage est plus que compensé pour les agriculteurs occupant des salariés par la disette

de travailleurs agricoles qui se produit, les bras se trouvant réclamés par l'industrie. Laissons cette question qui appartient à un autre chapitre.

Mais tous les agriculteurs, grands et petits, souffrent de l'augmentation du prix du sol. La grande industrie produit un accroissement rapide de la population non seulement, comme l'industrie à domicile, par suite de ce que les mariages et les créations de ménage deviennent plus faciles, mais aussi par l'appel d'ouvriers étrangers, car une grande entreprise capitaliste à la campagne ne peut que très rarement se contenter des bras qu'elle trouve dans le pays même. Les logements et les parcelles de terres sont de plus en plus demandés, leur prix s'élève en conséquence. Mais plus le sol devient cher, moins les acquéreurs, toutes choses égales d'ailleurs, peuvent l'exploiter convenablement, plus misérable est l'installation. Nous reviendrons là-dessus au prochain chapitre.

A cela s'ajoute que la grande industrie absorbe l'ouvrier d'une tout autre façon que l'industrie à domicile. Celle-ci permet le plus souvent à la famille entière d'interrompre par moments son travail industriel pour se consacrer à l'agriculture, par exemple à l'époque de la moisson. A la vérité il n'en est pas toujours ainsi. Dans mainte industrie à domicile la saison des travaux les plus pressants coïncide avec les travaux agricoles les plus urgents. « C'est précisément à l'époque brûlante de la moisson, où la journée du paysan est souvent de 20 heures de travail pour 4 heures de repos, que ceux qui travaillent à la fabrication des jouets ont le plus à faire et n'ont pas une minute de liberté pour les travaux des champs les plus indispensables (1). » (I, p. 48.)

Quand c'est là le cas, l'industrie à domicile et l'agriculture se séparent, leur réunion dans les mêmes mains

(1) E. Sax, *Die Hausindustrie in Thüringen*, I. p. 48.

devient impossible; mais c'est loin d'être la règle.

Il en est tout autrement dans les grandes exploitations industrielles. Déjà la grande masse des capitaux fixes qui y sont engagés et qui restent improductifs quand ils ne sont pas employés, pousse l'entrepreneur à éviter autant que possible toute interruption un peu longue de travail. Il n'y a que très peu de grandes entreprises industrielles qui ne travaillent qu'une partie de l'année, précisément pendant les saisons où le travail agricole chôme ou ne presse pas. Telles sont par exemple les raffineries de sucre, dont la « campagne » ne commence qu'en automne, après la récolte des betteraves, et dure tout l'hiver, environ 4 mois. On l'active le plus possible puisque les betteraves se gâtent facilement pendant le printemps.

Le travail dans les raffineries de sucre n'enlève donc pas aux travailleurs agricoles et aux petits propriétaires le temps nécessaire pour l'agriculture.

De même le travail minier est compatible sous certaines réserves avec le travail agricole. Le besoin de charbon est plus considérable en hiver, les demandes sont plus fortes, d'autre part le système des équipes de nuit laisse une partie des mineurs « libres » le jour. Ils devraient employer ce temps à se reposer, mais très souvent ils l'emploient à faire des travaux agricoles. C'est sans doute dans l'orgueil où les plonge leur splendide salaire, et pour ne pas laisser perdre cet excédent de forces qu'ils n'ont pu dépenser dans leur journée trop courte de travail dans la mine.

Kærger rapporte que, « dans le district de Recklinghaus le travail agricole et le travail non agricole alternent, les journaliers, hommes libres et propriétaires, travaillant souvent du commencement de la moisson jusqu'à la fin de novembre à la terre, et le reste du temps dans la mine (1). »

(1) *Verhältnisse der Landarbeiter* I, p. 124.



Dans les régions minières de Gelsenkirchen, Bochum, Dortmund, les travailleurs agricoles propriétaires fonciers ont presque disparu. « On y voit encore parfois des journaliers non propriétaires, mais ce sont le plus souvent des mineurs qui, *vu la courte durée du travail* dans la mine, trouvent assez de temps pour consacrer chaque jour quelques heures au travail agricole, surtout s'ils font partie des équipes de nuit ; ou bien qui se logent chez des paysans en s'obligeant à les aider pendant la moisson, ou qui, contre le même engagement, ont obtenu à ferme un champ de pommes de terre ; d'autres enfin travaillent la terre parce qu'ils n'ont plus assez de forces pour travailler à la mine... On cite aussi tout exceptionnellement le cas de journaliers qui gagnent quelque argent en cultivant pour leur propre compte ; mais ce ne sont que des mineurs qui en même temps font des travaux agricoles. Ils louent parfois une maisonnette avec un petit jardin, élèvent une ou deux chèvres, et obtiennent de temps en temps l'autorisation de planter sur les terres du propriétaire autant de pommes de terre qu'ils peuvent en fumer » (*op. cit.*, p. 132).

Enfin, encore un exemple tiré du district houiller oriental, de la Silésie : « Dans les districts houillers et industriels on voit très fréquemment que des ouvriers agricoles cherchent du travail d'une manière temporaire dans les mines de charbon et dans l'industrie, surtout dans le bâtiment, mais aussi dans les fabriques, et qu'ils retournent aux champs pour la moisson. Ce cas se présente surtout chez les tout petits propriétaires » (*op. cit.*, III, p. 302).

Dans certains cas, le travail minier peut devenir un puissant auxiliaire de l'exploitation paysanne. « Le mélange des diverses pièces de terre, lit-on dans un rapport westphalien, exerce une action très nuisible sur la propriété paysanne partout où le propriétaire doit vivre de sa terre. Là où les paysans gagnent encore suffisamment

dans la mine et les usines (ce qui est le cas pour 80 0/0 dans l'arrondissement de Siegen), le dommage ne se fait pas sentir (1).

Mais si certaines industries commandent ou du moins permettent un travail temporaire, la grande industrie occupe en général l'ouvrier toute l'année sans interruption.

Mais elle n'occupe pas, comme l'industrie à domicile, toute la famille de l'ouvrier. La loi défend déjà d'employer les enfants au-dessous de 14 ans. Le travail de la mère de famille présente plus de difficultés dans la grande industrie que dans l'industrie à domicile. Dans ce dernier cas, en effet, elle n'a pas besoin d'abandonner son foyer. Autant elle est disposée à participer au travail de l'industrie à domicile, autant elle a de la peine à se décider à laisser en plan ses enfants et son ménage, et elle s'y décide plus difficilement encore à la campagne qu'à la ville, parce que le ménage y joue un plus grand rôle, que ses fonctions n'y sont pas encore réduites par les cuisines populaires, les salles d'asiles, les écoles enfantines, etc.

A ces forces travailleuses qui, sous le régime de la grande industrie, se consacrent encore au ménage et à l'exploitation agricole qui s'y rattache, il faut joindre les invalides du travail. L'industrie à domicile peut utiliser les bras les plus affaiblis ; mais la grande industrie réclame tant d'efforts de ses ouvriers qu'en général elle n'emploie que ceux qui sont à la fleur de l'âge et elle les use rapidement. A la campagne, le travail dans la petite exploitation agricole de la famille est l'occupation tout indiquée pour la nombreuse classe des invalides du travail créée par la grande industrie.

Comme l'industrie à domicile, quoique d'une autre façon, la grande industrie ruine les forces ouvrières qui sont à la disposition de la petite exploitation agricole, en même temps qu'elle a pour conséquence de di-

(1) *Bäuerliche Zustände*, II, p. 8.

minuer l'étendue des propriétés et par suite de rendre plus défectueuse leur exploitation.

Nous trouvons d'autre part que le capital de la grande industrie comme celui de l'industrie à domicile ne rencontre généralement, et pour les mêmes raisons, à peu près aucune résistance de la part des ouvriers, et pousse à l'extrême leur exploitation et leur dégradation.

Herkner, dans son excellent livre sur l'industrie du coton dans la haute Alsace et ses ouvriers, nous donne un tableau typique de cette grande industrie rurale. Si misérable que soit la situation des travailleurs dans les fabriques de tissages de Mulhouse qu'il nous décrit, dans les fabriques en rase campagne elle est encore pire. « La durée du travail y est en général plus longue. K. Grad lui-même l'évalue à 13 ou 14 heures » ; souvent on y travaille la nuit, les jeunes ouvriers comme les autres. Les jeunes ouvrières y sont au point de vue moral exposées aux mêmes dangers qu'à Mulhouse. Le système des amendes et des retenues y prévaut partout, et fréquemment ces amendes sont encore aggravées par la dépendance extrême de l'ouvrier. Dans la plupart des localités du rayon industriel, la fabrique est le seul lieu où l'on puisse trouver du travail... De plus l'ouvrier des campagnes est attaché à la terre par la propriété d'un de ces petits biens qu'on appelle là-bas *Krüter* et qui sont cultivés par la femme ou par les parents. L'ouvrier n'a aucun moyen de modifier les conditions du travail.

« Les salaires sont en moyenne d'un tiers inférieurs à ceux de Mulhouse, différence qui dépasse celle du prix des articles de première nécessité, si bien que la vie y tombe plus bas encore... Dans l'alimentation domine la pomme de terre ; les privilégiés ont de la viande le dimanche ; on boit beaucoup plus d'eau-de-vie qu'à Mulhouse. Il y a, dit-on, un village industriel des Vosges où les 800 habitants en consomment annuellement 300 hectolitres. »

La situation des ouvriers est encore aggravée par le paiement des ouvriers en marchandises.

« Ce genre de vie plus mauvais a pour conséquence une dégénérescence physique plus accentuée encore... Le médecin préposé au service sanitaire du cercle de Thann écrit : Dans les villages industriels, où tout le monde travaille à la fabrique dès la première jeunesse, presque tous les conscrits étaient impropres au service, et nous croyons que si cela continue, on pourra se dispenser d'y envoyer une commission de recrutement...

« Malgré ses aptitudes physiques insuffisantes, la population est extraordinairement laborieuse... Les vieux qui ne travaillent plus à la fabrique s'occupent encore de la culture du petit champ, rendue plus difficile par la situation élevée et escarpée des « Krüter » (p. 349-352).

Si sombre que soit ce tableau, il est encore beaucoup plus encourageant que celui de l'industrie à domicile. Les enfants sont exclus du travail de la fabrique, la production s'opère sinon au grand air comme en agriculture, du moins en dehors du logement, dans de vastes établissements dont les conditions hygiéniques, si imparfaites soient-elles, dépassent infiniment celles des taudis des travailleurs à domicile. Et précisément parce que l'ouvrier de la fabrique n'est pas « libre », parce qu'il ne peut pas commencer et finir son travail comme il le veut, parce que ce travail est réglé de la même façon pour tout le monde, il se meut dans des limites plus étroites que le travail à domicile, il est plus facile à contrôler et à limiter légalement. De plus la fabrique réunit les ouvriers dispersés, elle facilite une entente entre eux, elle relie plus étroitement le village de la fabrique au monde extérieur, car elle développe les moyens de communication et fait venir au village les ouvriers intelligents de la ville. Elle est ainsi un moyen de rapprocher une partie de la population agricole du prolétariat urbain, de lui faire comprendre peu à peu la nécessité de la lutte pour l'éman-

cipation et finalement de l'y faire participer activement quand les circonstances s'y prêtent.

Les fabriques à la campagne augmentent ainsi les rangs du prolétariat sans exproprier les petits paysans, sans leur enlever leurs terres. Au contraire, elles donnent un moyen aux petits propriétaires menacés de la banqueroute de sauvegarder leur propriété, et elles permettent à la classe nombreuse de ceux qui ne possèdent rien d'acheter ou d'affermer une petite exploitation agricole.

Les trois sortes de travaux accessoires à la portée des petits paysans, que l'on a examinées ici, ne s'excluent nullement. Elles peuvent exister concurremment et on les trouve très souvent coexistant. Par exemple nous lisons : « Pour les habitants du Haut-Pays d'Eisenach, en particulier pour les petits paysans des localités pauvres, qui possèdent une petite terre, l'industrie à domicile comme ressource accessoire est d'une très grande importance... Parmi ces industries à domicile, il faut noter la fabrication des bouchons, des ceintures, de la pluche, des fouets, la cordonnerie, la fabrication des brosses, la sculpture sur bois (têtes de pipe). Ces industries assurent à la famille un salaire supplémentaire de 1, 2 à 3 marks, et souvent des paysans possédant de 8 à 9 hectares s'en occupent également... Du reste le travail du bois et des forêts, le transport du bois, et l'exploitation de la basalte qui se trouve là en si grande quantité, procurent des salaires suffisants surtout pour les moments où il n'y a pas de travaux agricoles (1). »

A. Heitz nous fournit un exemple, pour le Sud, de la situation des paysans dans les bailliages de Stuttgard, Böblingen, et Herrenberg. « Il serait faux de supposer, dit-il, que le travail agricole assure à la nombreuse population paysanne des revenus suffisants. Elle a beaucoup plutôt à compter, surtout dans les deux districts

(1) *Bäuerliche Zustände*, I, p. 50, 51.

occidentaux, sur les nombreuses occasions qui se présentent de gagner de l'argent à côté. Il faut avant tout citer la forêt qui occupe toute l'année un fort contingent d'ouvriers, et beaucoup de gens d'une manière temporaire... Il serait particulièrement instructif de déterminer l'état de l'industrie à domicile, tissage et broderie. » A côté s'élève une grande industrie. « Dans le cours de ces dernières années il s'est fondé quelques grands établissements, d'anciens ont été agrandis, et les petits entrepreneurs se multiplient, qui se mettent en quête des travaux les plus misérablement payés... Le commerce de détail du lait, des œufs, de la volaille et de quelques produits manufacturés est un autre facteur... Parmi les villages qui fournissent le plus de journaliers en dehors de la banlieue de Stuttgard on peut citer Möhringen, Bonlanden, Plattenhardt, Vaihingen, Rohr Musberg, Birkach, tandis que de Ruith, de Heumaden, Kemnath, Scharnhausen, et même de Plieningen beaucoup d'ouvriers se rendent journellement aux filatures d'Eslingen. »

Mais on ne trouve pas partout des occasions si nombreuses de travail accessoire, et ce travail ne suffit pas toujours à satisfaire les besoins d'argent des petits paysans. Quand le gain accessoire ne s'offre pas de lui-même au paysan, il n'a d'autre ressource que d'aller à sa recherche, dût-il même pour cela quitter de temps en temps la terre natale. Plus les moyens de transport modernes se développent, plus les communications par chemin de fer deviennent aisées, plus la poste et les journaux renseignent sur la situation extérieure, plus facilement le campagnard se décide à quitter son village au moins pour un temps, et même à aller assez loin. Une partie de la famille des petits paysans, bien entendu les plus aptes au travail, s'en vont périodiquement pour gagner leur pain, et amasser quelques sous pour le reste de la famille. C'est cette forme seule d'émigration, et non l'émigration définitive, qui nous intéresse ici, car en ce

moment nous n'étudions pas les formes de la prolétarisation du paysan qui sont faciles à reconnaître, mais celles beaucoup plus importantes dans lesquelles le paysan conserve son extérieur de paysan mais tout en entreprenant les fonctions de prolétaire.

Le paysan qui s'expatrie est naturellement particulièrement disposé à s'occuper de travaux agricoles ; et il ne manque pas d'endroits où la population ne suffit pas à ces travaux. Nous avons déjà fait remarquer au chapitre précédent combien les ouvriers font défaut dans les régions de la grande exploitation agricole, nous constaterons qu'il en est de même dans les régions de l'exploitation paysanne un peu grande. On cherche des ouvriers agricoles de passage dans les régions les plus variées de l'Allemagne, soit pour tout l'été, soit simplement pour le temps de la moisson. Ils trouvent du travail non seulement dans les Provinces Orientales, mais aussi dans les pays rhénans, en Bavière, dans le Wurtemberg, dans le Schleswig-Holstein.

Citons comme exemple les déplacements qui se font en Bavière. « Fréquemment il y a échange d'ouvriers entre les pays de blé et les pays de houblon ; les pays de houblon envoient leurs ouvriers pour la moisson dans les pays de blé et inversement. En outre, on peut établir d'après des rapports les déplacements suivants : La Haute-Bavière reçoit pendant l'été des ouvriers principalement de la Forêt bavaroise, mais en retour elle envoie, des régions où la moisson se fait de bonne heure, des ouvriers en Souabe. En Souabe il y a un échange entre le Haut et le Bas Pays ; le Tyrol y envoie en outre un grand nombre de petits pâtres. La Basse-Bavière s'approvisionne de temps en temps d'ouvriers dans la Forêt bavaroise et en Bohême et envoie des ouvriers, pour environ 6 semaines, du district de Wilshofen au pays d'Ostenhofer au moment de la moisson, et du district de Straubing aux pays de houblon au moment de



la récolte du houblon. Des hommes partent du district de Weiden, dans le Haut Palatinat, pour faire la moisson en Haute et Basse-Bavière, et des femmes, pour aller cueillir le houblon. Le district de Neustadt sur l'Aisch envoie des ouvriers, pour la récolte, dans les régions de houblon ; les districts de Neumarkt et de Stadtamhof font venir de la partie orientale du haut Palatinat, de la forêt bavaroise et de Bohême peu d'hommes, un grand nombre de femmes, et quelquefois même des enfants pour la cueillette du houblon et pour la récolte des pommes de terre. La haute Franconie envoie en particulier du district de Bayreuth des ouvriers en Thuringe et en Saxe et fait venir isolément des régions montagneuses où le blé mûrit plus tard des femmes et des enfants pour la moisson. Dans la Franconie moyenne il y a un grand échange de bras entre les pays de blé et les pays de houblon. Le district de Hersbruck fait venir du haut Palatinat et de la Bohême un grand nombre d'hommes et de femmes pour la récolte du houblon. Dans la basse Franconie, le pays d'Ochsenfurt et de Schweinfurt fait venir pour toute la durée de la récolte du blé et de la pomme de terre des hommes et des femmes de la Rhön, du Spessart et de l'Odenwald. Dans les grandes exploitations consacrées à la culture des betteraves on fait venir au printemps des ouvriers polonais qu'on occupe jusqu'en automne. Dans le Palatinat rhénan, sur les hauteurs de Sickingen, on fait venir, pour la durée de la récolte des pommes de terre, principalement des femmes de la partie Nord du district de Hombourg, des *villages de musiciens*, mais on fournit des ouvriers pendant la moisson aux pays de Worms et de Osthofen, et en automne, pour près de six semaines, des batteurs en grange aux communes de l'arrondissement de Saarbrück. De grands propriétaires font venir aussi, depuis quelque temps, pour les mois d'avril à novembre, des ouvriers de la Prusse orientale (1). »

(1) *Verhältnisse der Landarbeiter*, II, p. 151, 152.



On peut dresser à l'infini de semblables tableaux pour toutes les parties de l'Allemagne.

C'est dans de très grandes proportions que se fait l'émigration de ces ouvriers italiens qui travaillent l'été en Europe, et vont en hiver dans l'Argentine, pour le travail des champs (l'hiver européen correspondant à l'été dans l'hémisphère sud). L'émigration des Chinois est encore plus colossale ; ils vont, non pour une saison, jamais non plus pour toute la vie, mais pour quelques années, aux Etats-Unis, au Canada, au Mexique, dans les Indes-Occidentales, en Australie, dans les Iles de la Sonde ; ils sont déjà arrivés dans l'Afrique Méridionale et ils réalisent pleinement l'idéal proposé par nos agrariens à l'ouvrier nomade allemand.

Mais ce travail de nomade ne se limite pas à l'agriculture ; la grande industrie, les villes, le commerce lui offrent du travail mieux payé. Comme dans l'agriculture, on peut trouver là du travail de saison, et même, malheureusement pour les propriétaires occupant des salariés, du travail pour tout l'été, comme par exemple dans les constructions de chemins de fer, de canaux, dans les carrières, dans les constructions de toute sorte faites dans les villes ; on peut y trouver aussi des occupations pour une plus longue durée, comme domestiques, journaliers, voituriers, etc.

Il y a beaucoup de pays où des spécialités toutes particulières de travail nomade se sont développées. Kuno Frankenstein fait la communication suivante sur l'arrondissement de Wiesbaden : « Le District occidental de Dill et le reste du deuxième district le Westerwald, et la partie du district d'Oberlahn qui limite le Westerwald au Nord-Ouest, ont un grand excédent d'ouvriers. Aussi part-il de ces endroits un grand nombre d'ouvriers pour les districts industriels des bords du Rhin, et ils restent là depuis le printemps jusqu'à l'hiver, d'autres y vont comme colporteurs. Sur cette émigration qui



peu à peu a pris une très grande extension, un rapport du district d'Unterwestwald nous donne les renseignements suivants tout à fait significatifs. « Au printemps, les villages sont parcourus par les « Landgänger » (colporteurs), qui recrutent parmi les adultes des deux sexes les colporteurs dont ils ont besoin. Ils s'en vont avec eux en février dans différents pays, la Hollande, la Suisse, la Pologne, la Saxe, etc. Les individus embauchés reçoivent dans de grands centres comme Leipsig leurs marchandises qu'ils doivent vendre à des prix déterminés, et ils remettent le produit de la vente à leurs patrons. Ils reçoivent un salaire annuel, selon leur habileté à la vente, de 300 à 400 marks, et on leur rembourse leurs frais. En général ils reviennent dans leur pays vers la Noël avec pas mal d'argent comptant.

« On a fait depuis longtemps déjà la remarque que dans les localités où se recrute un certain nombre de marchands ambulants de ce genre, la situation agricole s'améliore petit à petit, car les salaires des enfants sont remis aux parents et employés dans l'intérêt commun. Il sert à donner à l'exploitation une meilleure direction, à acheter du bétail, en particulier des vaches, des engrais artificiels qui assurent une meilleure moisson, à agrandir la propriété ; on en met aussi une partie dans les caisses d'épargne,

« Dans bien des endroits, le nombre des individus ainsi embauchés est si considérable qu'il reste à peine au pays natal les bras indispensables. Au point de vue financier, cette émigration a des avantages, mais au point de vue moral, surtout pour les femmes, elle a aussi son mauvais côté » (*op. cit.*, II, p. 27).

« Les pauvres villages de montagne du Palatinat envoient volontiers à l'étranger comme *musiciens* les ouvriers formant excédent. Le sol, composé surtout de grès des Vosges, est peu fertile, les paysans possédant des propriétés de 3 à 4 hectares se trouvent dans une situa-

tion très misérable, et sont souvent forcés pour gagner leur vie de recourir à des travaux accessoires. Dans des communes de ce genre, le patron (?) est forcé de chercher à gagner son pain dans des pays étrangers ; il voyage au loin comme musicien, comme aide-maçon, plus rarement comme domestique. Les musiciens sont généralement économes, et ils envoient très souvent assez d'argent chez eux pour que la famille puisse vivre sans souci et soit en état d'acquérir peu à peu une petite propriété. La situation des maçons est ordinairement moins bonne ; ce sont les domestiques qui mettent le moins d'argent de côté à l'étranger » (*op. cit.*, II, p. 193).

Les ouvriers de saison reviennent régulièrement dans leur pays natal, et consacrent le produit de leur travail à leur exploitation agricole. C'est donc encore ici la grande exploitation, à la ville comme à la campagne, dans l'agriculture comme dans l'industrie, qui donne de nouvelles forces à la petite. D'autres lui viennent des bénéfices réalisés par les gens partis de leur pays pour un certain temps. Ceux-ci, la plupart célibataires, ne reviennent pas tous. Beaucoup s'établissent définitivement dans leur nouveau centre d'action ; mais malgré cela, un grand nombre d'entre eux envoient chez eux leurs épargnes pour soutenir leurs familles qui ne peuvent vivre de l'exploitation de leurs terres. On dit qu'en Irlande les fermages des petits paysans sont payés avec les épargnes des bonnes irlandaises servant en Amérique, et il en est de même des impôts de bien de nos paysans allemands. Et, toutefois, malgré la misère de la campagne, beaucoup retournent à la terre où ils sont nés : ils y retournent pour se marier ou pour hériter, pour reprendre la petite propriété paternelle, et ils rapportent avec eux leurs économies, qui soutiennent pendant quelque temps plus d'une exploitation menacée de ruine, et permettent à plus d'une exploitation naine l'achat de nouvelles terres, l'acquisition d'une vache, le relèvement de la chaumière délabrée.

Pour les pays dans lesquels ils émigrent, ces ouvriers constituent un obstacle au progrès. Comme ils viennent de pays moins riches et arriérés au point de vue économique, ils ont moins de besoins, ils sont la plupart du temps plus ignorants aussi et plus soumis. Ils sont d'autant moins capables de résistance qu'ils sont en pays étranger, sans protection de la part de la population trop volontiers hostile à ces intrus, et dont souvent ils ne comprennent pas du tout la langue. Ce sont eux qui opèrent le plus volontiers la pression des salaires et la rupture des grèves, qui entrent le plus difficilement dans les syndicats. Mais ces éléments qui font obstacle au progrès dans les pays où ils se rendent sont d'excellents pionniers du progrès dans les pays d'où ils viennent et où ils retournent. Si réfractaires qu'ils soient à leur nouvelle atmosphère, ils ne peuvent pas se soustraire entièrement à son influence : ils acquièrent de nouveaux besoins, de nouvelles idées, qui, si arriérées qu'elles puissent être pour leur nouvelle patrie, sont subversives et révolutionnaires pour leur ancienne. Ces mêmes éléments qui apparaissent ici comme les plus souples valets de l'exploitation et de l'oppression, deviennent là des perturbateurs, des excitateurs du mécontentement et de la haine de classe.

« L'élargissement de l'horizon intellectuel, dit avec tristesse Kærger, la plus grande mobilité d'esprit qu'acquièrent les ouvriers qui vont chercher du travail au loin, a souvent pour conséquence une diminution sensible du respect des autorités établies. Les gens deviennent effrontés, insolents, arrogants, orgueilleux, ils contribuent par leur exemple au relâchement des rapports patriarcaux qui, dans le plus grand nombre des propriétés de l'Est, existent encore entre maîtres et serviteurs, et, sont en parfaite harmonie avec l'état économique et social (1). »

(1) *Die Sachsengängerei*, p. 180.

Ainsi le travail au loin exerce la même influence que l'établissement des grandes industries en rase campagne. Il consolide la petite propriété foncière, cet élément soi-disant si conservateur, mais en même temps il révolutionne complètement les conditions d'existence des petits propriétaires fonciers, et leur donne des besoins, des idées qui ne sont rien moins que conservatrices.

Celui qui s'imagine que les simples chiffres de la statistique épuisent le contenu infiniment varié de la vie sociale, peut retrouver la tranquillité en lisant dans les chiffres de la statistique des exploitations que, si grande que soit l'évolution dans les villes, tout reste à la campagne comme par le passé et que rien ne se modifie dans aucun sens. Mais si l'on regarde sous ces chiffres, sans être hypnotisé par les rapports qui existent entre la petite et la grande exploitation, on porte un autre jugement, on voit assurément que les grandes exploitations ne varient pas de nombre, que les petites exploitations ne sont pas absorbées par les grandes, mais on voit aussi que toutes les deux, grâce au développement industriel, subissent une complète révolution, et une révolution qui établit un contact de plus en plus étroit entre la petite propriété foncière et le prolétariat non possédant, et rapproche toujours davantage les intérêts de l'une et de l'autre.

Mais les résultats de l'évolution économique ne se bornent pas à cela. Elle crée une série d'autres facteurs qui transforment de fond en comble l'essence de l'agriculture produisant des marchandises, c'est-à-dire produisant un excédent pour la société.

IX

LES DIFFICULTÉS CROISSANTES DE L'AGRICULTURE PRODUISANT POUR LE MARCHÉ

a) *La rente foncière.*

Nous avons vu que la production capitaliste a donné à l'agriculture, qui, à la fin de l'époque féodale, avait subi une profonde décadence, un développement technique important, grâce à la grande exploitation moderne. Mais nous avons vu aussi que de ce système de production résultent des tendances contraires au développement et à l'extension de la grande exploitation, tendances qui s'opposent avec la plus grande force à sa suprématie en agriculture dans l'ordre social actuel, et empêchent par suite l'agriculture d'atteindre ce degré élevé auquel elle peut arriver dans les conditions techniques actuellement données. Bien plus, ces tendances entravantes peuvent, en favorisant l'émiettement du sol, amener un recul de l'agriculture au point de vue technique.

Mais ce n'est pas seulement en limitant la grande exploitation que le mode de production capitaliste est nuisible à l'agriculture ; la rente foncière ne lui est pas moins préjudiciable.

Nous avons déjà signalé, plus d'une fois, que le prix d'achat du sol est essentiellement la rente foncière capi-

talisée. Nous ne parlons ici que du prix du sol, non du prix d'un bien rural. Le prix des bâtiments, des meubles, instruments et animaux est déterminé en dernière instance, comme celui de toutes les autres marchandises, par le temps de travail socialement nécessaire à leur production.

Un capitaliste industriel doit, lui aussi, payer la rente foncière ou acheter le sol. Mais le prix du sol ne constitue qu'une part restreinte de la somme d'argent avancée par lui pour la production.

Il en va tout autrement en agriculture. Ce qu'on appelle le capital foncier, c'est-à-dire la rente foncière capitalisée, constitue la part la plus considérable de la somme d'argent qu'un agriculteur a à fournir quand il cultive les terres qui lui appartiennent pour les exploiter.

Sur les exploitations d'une étendue moyenne et sur les grandes exploitations de l'Europe centrale, où règne l'agriculture avec stabulation permanente, le capital de l'exploitation ne représente en général que 27 à 33 0/0 du prix du sol, mais il peut descendre jusqu'à 15 0/0 et monter jusqu'à 40 0/0, selon l'intensité de la culture. Le montant du capital de l'exploitation s'élève en moyenne à 410 marks par hectare dans le royaume de Saxe, le prix d'achat moyen des propriétés étant de 1 930 marks (1).

Buchenberger cite l'exemple d'un gros paysan badois, dont la propriété a une valeur de 46 233 marks, les meubles valant 6 820 marks (14,72 0/0), les bâtiments 5 480 marks (11,9 0/0), le sol, au contraire, 33 923 marks (73,4 0/0) (2).

Du capital total engagé, un quart seulement est actif dans la production.

Le paysan ne peut donc consacrer comme capital

(1) Krämer dans le *Goltz'sches Handbuch*, I, p. 277-279, et Krafft, *Betriebslehre*, p. 58-60.

(2) *Bäuerliche Zustände*, III, p. 249.

actif à son exploitation, qu'une part minime de son capital. La plus grande part, les deux tiers ou les trois quarts, il doit les payer au propriétaire antérieur pour avoir le droit d'entreprendre son exploitation. Son exploitation doit donc être toujours plus petite ou moins intensive qu'elle ne pourrait l'être, étant donné le capital qu'il a à sa disposition.

Mais comme les gens du métier, contrairement aux théoriciens, préfèrent, dans les limites indiquées déjà plus haut, pour une mise de fonds identique une plus grande terre, même si elle est hypothéquée, à une plus petite franche d'hypothèque, il arrive très rarement qu'un agriculteur paye une terre comptant. Il considère presque tout le capital qu'il a à sa disposition comme un capital d'exploitation, et il détermine, d'après cela, l'étendue de la propriété qu'il veut acquérir. Il ne paye pas la terre ou il n'en paye qu'une petite partie, il doit le prix du sol, dont le bien reste hypothéqué, c'est-à-dire que l'acheteur s'engage à payer la rente foncière au créancier hypothécaire, le vrai possesseur du sol.

De cette façon, chaque changement du propriétaire de la terre est une cause d'endettement. Mais, s'il est exagéré de supposer que le changement de propriétaire soit l'unique source de l'endettement de la propriété foncière et que le besoin de perfectionnement ne mérite pas d'être signalé en regard, il n'en est pas moins vrai que c'est là la cause la plus puissante de l'augmentation de la dette hypothécaire.

Là, où règne le système du fermage, l'entrepreneur agricole peut consacrer son capital exclusivement à l'exploitation ; dans ce système, l'agriculture peut revêtir, de la façon la plus complète, le caractère capitaliste ; l'exploitation par fermage est la forme classique de l'agriculture capitaliste.

En même temps qu'il permet l'emploi intégral du capital de l'entreprise, le système du fermage offre encore cet avantage qu'il permet au propriétaire foncier de

choisir, comme fermiers, les concurrents les plus habiles et qui possèdent le plus gros capital, tandis que dans le système de l'exploitation par le propriétaire lui-même, c'est, la plupart du temps, le hasard des successions qui détermine la personne de l'agriculteur.

Cela ne présente pas de grands inconvénients pour la petite exploitation. L'exploitation paysanne est toujours routinière et simpliste. Les enfants des paysans doivent travailler jeunes à l'exploitation, et ils acquièrent bien vite l'expérience nécessaire. Il y a évidemment des différences entre les aptitudes diverses des paysans, mais ces différences sont minimes, et n'ont qu'une très petite influence sur la conduite de l'exploitation.

Il en va tout autrement dans la grande exploitation. C'est un organisme compliqué dont la direction exige des connaissances pratiques et scientifiques, en même temps qu'une sérieuse instruction commerciale. Mais la classe des grands propriétaires fonciers acquiert de plus en plus, au cours de l'évolution capitaliste, les besoins et les goûts des gens des villes ; la ville les attire de plus en plus, c'est à la ville que leurs enfants sont élevés. Les fils des grands propriétaires fonciers n'apprennent pas l'agriculture comme les enfants des paysans, tout naturellement, en grandissant. Ils ne reçoivent pas, à la ville, une solide instruction agronomique et commerciale. En outre, malgré son séjour à la ville, le grand propriétaire foncier reste trop profondément attaché à ses traditions féodales. C'est à la cour et à l'armée que se forment les fils des grands propriétaires. Souvent le hasard de la naissance fait un agriculteur d'un jeune homme dont les « études », faites surtout au champ de courses ou au restaurant, devraient faire plutôt un gourmet ou un sportsman. Il n'est naturellement pas l'homme capable de démontrer pratiquement la supériorité de la grande exploitation sur la petite. Mais sa propriété peut très bien, surtout quand la rente foncière monte, le main-

tenir longtemps sur l'eau avant qu'il ne fasse naufrage.

Il en va tout autrement du fermier. La rente foncière ne peut pas l'aider à solder le déficit de l'entreprise. Il ne peut pas non plus se sauver en endettant la propriété; il doit tous les ans acquitter ponctuellement son fermage. Si l'on peut d'une part choisir le fermier le plus apte, d'autre part un fermier incapable fait vite banqueroute. La concurrence est plus âpre entre les fermiers qu'entre les agriculteurs qui sont en même temps propriétaires du sol.

Et comme, en outre, le fermier n'a rien à payer pour acquérir des terres, souvent rien non plus pour les bâtiments, il peut consacrer tout son capital à l'exploitation, de sorte qu'avec un capital donné, il peut cultiver le plus grand bien possible de la manière la plus intensive. Le système du fermage se révèle ainsi, parmi les modes de production capitaliste, comme celui qui donne le produit net le plus élevé.

Mais il a, lui aussi, ses mauvais côtés. Le fermier a le plus grand intérêt à retirer du sol le plus haut rapport possible, et il est dans les meilleures conditions pour y réussir, mais il n'a pas intérêt à ce que ce rapport soit constant, et d'autant moins que son contrat est à moins longue échéance. Plus vite il épuise le sol, plus son exploitation lui est profitable. Certes, on peut empêcher, dans le contrat, de pratiquer une culture qui nuise à la terre et l'épuise, et les contrats de fermage contiennent, à ce sujet, les prescriptions les plus détaillées, mais le meilleur résultat qu'elles puissent avoir, c'est de maintenir l'exploitation au degré de perfection qu'elle a atteint. Le progrès, au delà de ce degré, n'est pas favorisé par le système du fermage. Le fermier n'a pas d'intérêt à améliorer les méthodes de culture ni à en introduire de nouvelles; elles coûtent beaucoup d'argent au début et les heureux résultats ne s'en font sentir au moins en partie qu'après l'expiration de son contrat;

elles ont pour conséquence de faire monter le fermage qu'il doit payer ; elles n'augmentent pas ses bénéfices, mais la rente foncière. Le fermier se gardera donc d'entreprendre des améliorations quand il n'est pas sûr de retrouver, pendant la durée de son contrat de ferme, le capital qu'il y a mis avec les intérêts.

Plus le contrat est long, plus le système du fermage est favorable aux progrès de l'agriculture. Mais quand la rente foncière monte, les propriétaires fonciers ont toutes les raisons du monde de signer des contrats de ferme aussi courts que possible, car c'est pour eux le plus sûr moyen de faire entrer dans leurs poches le produit intégral de la rente foncière en hausse.

Ainsi, dans le système du fermage comme dans le système de l'exploitation par le propriétaire, la rente foncière est un obstacle sérieux à l'agriculture rationnelle.

Le droit de succession n'est pas un obstacle moindre.

b) *Le droit de succession.*

Les chaînes féodales, qui entravaient l'agriculture comme l'industrie, ne pouvaient être que brisées, et le développement ultérieur de l'agriculture que facilité par l'introduction de la propriété privée absolue de la terre, par la suppression non seulement des privilèges d'Etat, mais aussi des privilèges de naissance. La société bourgeoise ne réclame pas seulement l'égalité de tous les citoyens devant la loi, mais aussi l'égalité de tous les enfants dans la famille ; elle veut que la fortune paternelle soit partagée également entre eux. Mais ces lois, qui eurent pour conséquence d'abord un rapide essor de l'agriculture, ne tardèrent pas à devenir à leur tour de nouvelles entraves.

Le partage de la fortune des parents est un obstacle



sérieux à la réunion d'un certain nombre de capitaux dans une seule main. Mais la concentration du capital n'est pas seulement produite par la centralisation d'anciens capitaux, elle l'est aussi par l'accumulation de nouveaux capitaux, et ce dernier procédé est si puissant que la concentration du capital fait de rapides progrès, malgré les continuelles divisions d'héritages.

Dans la propriété foncière, il n'y a pas à parler d'un phénomène correspondant à l'accumulation de nouveaux capitaux, du moins dans les vieux pays de culture, où il n'y a pas un morceau de terre qui n'ait son propriétaire. Mais nous savons que la centralisation de la propriété foncière rencontre de beaucoup plus grandes difficultés que la centralisation des capitaux. La division des héritages doit favoriser au plus haut point le morcellement croissant de la propriété foncière. Mais, si fortement que la situation juridique puisse agir sur la vie économique, en dernière instance c'est toujours la vie économique qui joue le rôle prépondérant. Le morcellement de la propriété foncière ne se réalise que là où la situation économique le permet, situation que nous avons indiquée au chapitre précédent. Mais là où c'est le cas, la division des héritages se manifeste comme contribuant très activement à accélérer l'évolution.

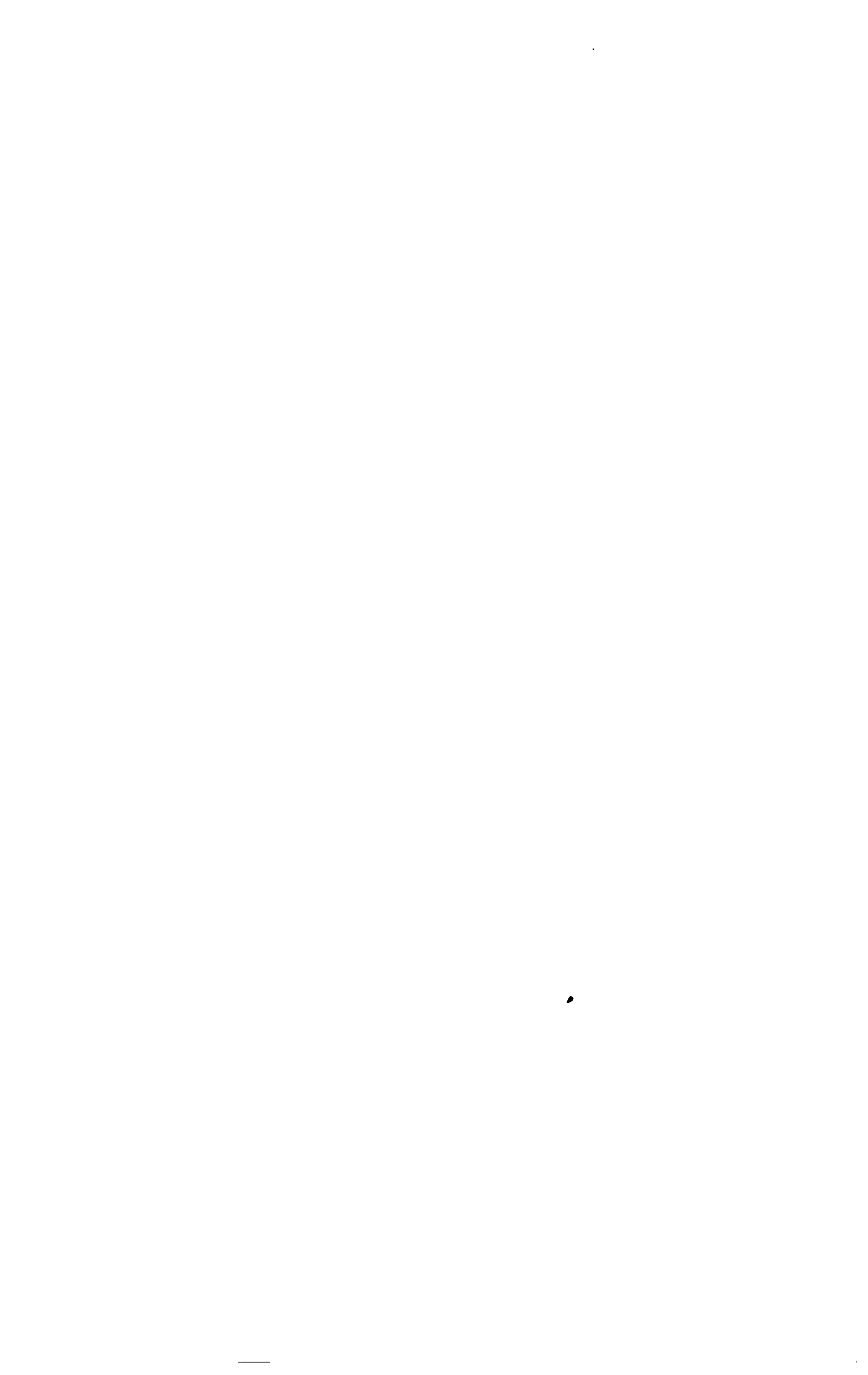
Là au contraire où la terre sert à la production pour le marché, et non pour le ménage, par suite où la concurrence agit, où la grande propriété se montre supérieure à la petite et où le morcellement de la propriété foncière entraîne des inconvénients immédiats et qui sautent aux yeux ; par exemple là où domine la production du blé, et où l'agriculteur ne peut pas faire de travaux accessoires, la division des biens *in natura* ne s'établit que difficilement dans les successions, et rarement d'une manière durable. Elle se fait beaucoup plus souvent de telle sorte que l'un des héritiers reçoive la propriété indivise à charge de payer leur part aux cohéritiers.

Mais comme il n'a presque jamais le capital nécessaire, il arrive généralement qu'il prend une hypothèque sur sa terre. Le paiement des cohéritiers devient ainsi une forme particulière de l'achat des biens dont nous avons parlé plus haut, effectué avec un capital insuffisant. Mais cette transaction est imposée dans les successions, et telle que, de générations en générations, elle se produit comme par une nécessité naturelle. Le droit de sucession fait que l'héritier reçoit son exploitation endettée a priori et qu'il est forcé de consacrer ses bénéfices non à l'accumulation de capitaux ou à l'amélioration de ses terres, mais au payement de dettes hypothécaires. Et quand il arrive à se libérer, son successeur se trouve dans la même situation que lui, bien plus, avec des dettes encore plus considérables, si dans l'intervalle la rente foncière a monté, et si la valeur de la terre a augmenté.

L'augmentation du prix des propriétés est un avantage pour ceux qui cessent d'être agriculteurs, qui vendent leurs biens, non pour ceux qui le deviennent, en achètent ou en héritent. Rien de plus faux que de croire qu'il soit dans l'intérêt de l'agriculture d'augmenter le prix des terres ou de le maintenir élevé artificiellement. C'est dans l'intérêt des propriétaires du moment, des banques hypothécaires, des spéculateurs sur les terres, mais non dans l'intérêt de l'agriculture, et moins encore dans l'intérêt de son avenir, dans l'intérêt de la génération suivante d'agriculteurs.

L'émiettement ou les charges croissantes des biens ruraux, telle est l'alternative où se trouvent placés les paysans par suite du droit de succession bourgeois.

Dans bien des pays, particulièrement en France, la population agricole cherche à échapper à cette alternative par le « système des deux enfants ». C'est sans doute un moyen d'éviter les inconvénients qu'on a signalés du droit de succession actuel, mais un moyen



qui, comme tous les autres qui cherchent à venir en aide à l'agriculture, a un contre-coup fâcheux sur toute la société. La société capitaliste a besoin pour se développer d'une augmentation sérieuse de la population. L'Etat où l'augmentation des bras ouvriers se fait trop lentement, reste en arrière dans la lutte de concurrence des nations capitalistes. Il court en outre le risque de perdre sa puissance politique en face des nations rivales, parce qu'il ne peut pas mettre dans la balance la puissance militaire nécessaire, puissance qui dépend avant tout, on le sait, du nombre des unités de combat.

En France, où « le système des deux enfants » domine généralement, il n'a pas seulement pour conséquence une diminution relative de la puissance militaire du pays — la population n'a augmenté, de 1872 à 1892, que de 2 millions, de 36 à 38 millions, et depuis 1886 presque pas; en Allemagne au contraire, pendant la même période, de 9 millions, de 41 à 50 millions — ; le système des deux enfants a encore pour conséquence que les capitalistes font venir de l'étranger, — Belgique, Italie, Allemagne, Suisse, — les ouvriers que la population agricole ne fournit plus. En 1851, on ne comptait en France que 380 000 étrangers, 1 centième de la population; en 1891, 1 130 000, 3 centièmes. Dans l'empire allemand au contraire, il n'y avait en 1890 que 518 510 étrangers, 1 centième de la population. Ce qu'on peut attendre de mieux du système des deux enfants, c'est donc le dégrèvement de la propriété foncière aux dépens de la puissance militaire et de l'activité industrielle de la nation. Les hommes d'Etat et les économistes français ne croient pas du tout à l'efficacité de cette méthode pour sauver l'agriculture.



c) *Fidéicommis et Anerbenrecht.*

La France est le pays où la Révolution a balayé le plus complètement la société féodale et le droit de succession féodal. En Angleterre et en Allemagne, la grande propriété foncière a au contraire conservé une place importante dans la société bourgeoise elle-même et cela se manifeste tout particulièrement dans cette forme du droit de succession que les grands propriétaires se sont assuré ou du moins ont assurée aux plus favorisés d'entre eux, le fidéicommis. Grâce au fidéicommis, une terre, au lieu d'être la propriété d'un seul, devient la propriété collective d'une famille ; il n'y a qu'un de ses membres, d'ordinaire le fils aîné du testateur, qui en jouisse, mais il ne peut ni l'aliéner, ni la diminuer. Ses frères et sœurs n'ont que des droits égaux aux siens sur la fortune mobile du testateur, ils sont exclus de la propriété foncière soumise au régime des fidéicommis. Depuis le commencement de la crise agraire, le nombre des fidéicommis a considérablement augmenté en Prusse. D'après Conrad, dans les sept provinces orientales de la Prusse leur nombre s'est élevé :

Jusqu'à ce siècle.	à	153	1861-1870.	à	36
1800-1850.	»	72	1871-1880.	»	80
1851-1860.	»	46	1881-1886.	»	135

Dans l'espace de 16 ans, depuis 1871, un plus grand nombre de fidéicommis ont été institués que pendant les 70 premières années de ce siècle ; et ce mouvement continue. Au moment où on imprime ces lignes, la presse nous apprend qu'en Prusse, en 1896, ont été institués 13 nouveaux fidéicommis, en 1897, 9. Il est clair que ces exemples ne prouvent nullement « la sollicitude pour l'agriculture », mais la sollicitude pour quelques familles d'aristocrates.

Une variété paysanne du fidéicommis, c'est l'*Anerben-*

recht, qui n'établit pas aussi fortement la propriété en commun et laisse au possesseur qui en jouit une plus grande liberté de mouvement, mais qui cependant n'autorise pas le partage de la succession. Dans beaucoup de contrées de l'Allemagne et de l'Autriche où domine la grande propriété paysanne, ce droit s'est conservé, sinon dans la loi, du moins dans les coutumes. Dans ces derniers temps beaucoup de dispositions légales ont été prises qui raffermissent cette coutume, et doivent lui donner un fondement juridique, car des politiciens et des économistes conservateurs voient là un des moyens les plus puissants de sauver la classe des paysans, ce dernier rempart de la propriété individuelle.

Il n'y a pas de doute pour nous que l'*Anerbenrecht* ne soit en état d'écarter de la propriété foncière les dangers que lui fait courir la division des héritages, là du moins où il s'est introduit, non d'une manière timide, mais d'une façon très nette. Mais cela a pour résultat d'exhéréder ceux qui avaient jadis part à l'héritage, de sauver la propriété paysanne aux dépens de la majorité de la population paysanne, de sauver la propriété privée en confisquant les droits de ceux qui devaient hériter; cela a pour résultat d'élever une digue contre le prolétariat en accroissant le nombre des prolétaires.

Dans le cas de la grande propriété foncière liée par le fidéicommis, l'exhérédation des plus jeunes fils, comme elle se pratique en Angleterre, n'a pas grande importance. L'Eglise, l'armée, l'administration offrent aux jeunes nobles déshérités un nombre tout à fait suffisant de sinécures bien payées. Rien de semblable pour le paysan. Il n'a pas assez d'influence sur l'Etat et l'Eglise pour pouvoir y caser ses enfants. L'*Anerbenrecht* n'a ici pas d'autre résultat que de condamner au salariat tous ses enfants, à l'exception d'un seul.

Mais l'*Anerbenrecht* favorise encore d'une autre façon la prolétarisation de la population des champs, et

cela d'autant plus qu'il se rapproche davantage du fidéicommis de famille, c'est-à-dire qu'il s'oppose plus fortement à l'émiettement du sol et à l'endettement de la terre par suite de la division de la succession. Il rend les tendances à la centralisation du sol beaucoup plus fortes que les tendances à l'émiettement. Par suite, s'il permet d'agrandir l'exploitation, de la rendre plus rationnelle, il arrache un grand nombre de petits propriétaires à la glèbe qui les enchaînait à la terre natale.

L'*Anerbenrecht* n'est pas fait pour les petits paysans : la coutume et la loi le montrent également. Il ne serait qu'une entrave pour lui, et sa prospérité dépend de moins en moins de sa propriété foncière, elle vient de l'argent qu'il peut gagner à côté. L'*Anerbenrecht* protège le grand paysan. En Autriche il ne s'applique qu'aux biens fonciers de moyenne étendue ; dans le Mecklembourg, aux biens qui sont taxés au moins à 37 boisseaux 1/2 ; à Brême, aux biens d'au moins 50 hectares ; en Westphalie et dans le Brandebourg, aux biens dont le revenu net de l'impôt foncier est d'au moins 75 marks, etc.

L'*Anerbenrecht* du grand paysan ne prolétarise pas seulement ses frères et sœurs plus jeunes et ses plus jeunes enfants ; il tend aussi à prolétariser ses petits voisins. Mais il favorise par là aussi l'émigration à la ville, le dépeuplement de la campagne, et contrecarre ainsi le développement d'une agriculture rationnelle.

Voici ce qui nous est rapporté de certaines localités de la Hesse où ce droit est en vigueur. Depuis des années on y déplore presque universellement le manque de travailleurs ; l'émigration, de ces contrées vers des pays industriels, des jeunes gens et des hommes valides qui n'ont plus rien à eux, est très importante ; les femmes et les enfants restent seuls ainsi que les vieillards et c'est parmi eux que les agriculteurs — paysans et grands cultivateurs — doivent recruter leur personnel (1). »

(1) *Verhältnisse der Landarbeiter*, II, p. 233.

Cela est bien plus vrai encore du fideicommis. Il est une des causes les plus puissantes de la création et de l'extension des latifundia. Il est d'ailleurs absolument faux de soutenir que, dans la grande propriété, la tendance à la décentralisation prévaut seule, et que seulement des obstacles artificiels puissent s'opposer à cette tendance. Là où la production pour le marché prévaut en agriculture, les deux tendances font leur apparition, successivement et concurremment, la tendance centralisatrice et la tendance décentralisatrice. Dans les provinces orientales de la Prusse, il y avait, d'après Conrad, à la fin du siècle dernier, 2 498 particuliers possédant plus de 1000 hectares, en tout 4 684 234 hectares. Sur ces 2 498, 308 étaient fidéicommis avec une propriété totale de 1 295 613 hectares, à peu près un quart de la surface de la propriété au-dessus de 1 000 hectares. En France il n'y a pas de fideicommis et malgré cela la grande propriété s'y développe dans de plus grandes proportions qu'en Allemagne. En Allemagne, les propriétés de plus de 50 hectares occupaient en 1895, 32,56 0/0 de la surface totale exploitée par l'agriculture ; en France, en 1892, les exploitations de plus de 40 hectares occupaient 43,05 0/0. Malheureusement dans la statistique française les exploitations de plus de 40 hectares ne sont réparties en classes que d'après leur nombre et non d'après leur surface. Il est caractéristique que ce soient précisément les plus grandes exploitations dont le nombre ait augmenté fortement. On comptait

Exploitations	1882	1892	Accrois. (+) ou diminut. (—)
De plus de 40 hectares	142 000	139 000	— 3 000
De 40 à 100 hectares	113 000	106 000	— 7 000
De plus de 100 hectares	29 000	33 000	+ 4 000
De plus de 300 hectares	2 000	4 000	+ 2 000



A la vérité c'est une statistique de l'exploitation, non de la propriété. Mais la tendance générale ne se manifeste pas moins. La statistique des propriétés ne peut révéler qu'une centralisation plus considérable, à coup sûr elle ne révèlera pas une centralisation moindre, que la statistique des exploitations.

Mais s'il n'est pas exact que la seule garantie du fidéicommis produise la grande propriété foncière, il est certain du moins que cette garantie favorise au plus haut point sa formation et son développement ; et ainsi elle crée les conditions préliminaires du passage à la forme la plus haute dont soit susceptible l'agriculture dans le système de production capitaliste.

La grande étendue des *latifundia* leur permet de donner à chacune de leurs exploitations l'étendue et la forme qui conviennent le mieux à sa destination particulière ; elle permet de réunir différentes exploitations en un seul organisme économique qu'on dirige d'une manière méthodique ; d'un autre côté le fidéicommis facilite l'accumulation du capital et permet de rendre la culture plus intensive, en dégrevant l'exploitation des charges qu'entraîne la division des successions. D'après le relevé des dettes de 1883, dans 42 bailliages prussiens la dette hypothécaire était, pour un produit net d'impôt foncier d'un thaler (sans déduction de la valeur des bâtiments hypothéqués) :

Biens de fidéicommis et de fondations	Propriétés avec produit net de l'impôt foncier de plus de 500 thalers	de 100 à 500 t.	de 30 à 100 t.
29,30 marks	84,40 marks	54,10 marks	56,20 marks

La sécurité de la propriété, particulière au fidéicommis, permet des améliorations à perte de vue, elle favorise aussi le développement du fermage qui prospère surtout là où le fermier est sûr de ne pas être lésé dans ses droits par une mutation de propriété ou par l'insolvabilité d'un propriétaire.

Ce n'est donc pas un hasard que le *latifundium* garanti par le fidéicommis a produit les deux formes les plus hautes de l'agriculture capitaliste, en Angleterre le fermage capitaliste, en Autriche l'exploitation monstre par la réunion de plusieurs domaines en un seul.

Mais, bien que cette forme de *latifundium* assure plus encore que toute autre forme de la propriété foncière la possibilité de l'exploitation capitaliste la plus parfaite, c'est précisément le *latifundium* garanti par le fidéicommis qui est, entre toutes les formes de la propriété foncière, celle qui échappe le plus à la nécessité de la culture la plus rationnelle possible.

Il échappe à cette nécessité tout d'abord parce que son propriétaire n'est pas forcé de protéger sa propriété contre la concurrence. Nous ne sommes pas de ceux qui identifient la concurrence sur le marché avec la lutte pour la vie, et voient là une nécessité naturelle. Une certaine rivalité entre les membres de la société et la sélection des mieux doués est assurément une condition indispensable de n'importe quel progrès social, que dis-je, elle est indispensable pour que la société garde les positions qu'elle a enlevées. Mais c'est une erreur que de déclarer que l'existence d'une société socialiste est incompatible avec cette rivalité et cette sélection. Supprimer les différences de classe, égaliser les conditions de vie des différentes classes, ce n'est nullement supprimer toutes les autres différences sociales qui peuvent agir sur les individus et les stimuler. C'est ainsi que nous voyons aujourd'hui, par exemple, à l'intérieur d'un syndicat ouvrier dont les membres ne se distinguent pas par une différence de classe, dont le *standard of life* est le même, des différences dans l'autorité, la puissance, le genre d'activité de chacun, et par suite une émulation et une sélection dans le choix de ceux qui sont appelés à représenter ou à administrer la communauté, et ces différences ne pourraient qu'augmenter dans l'organisme

si compliqué que serait la société moderne socialiste. Bien loin que l'égalité dans les conditions de la vie supprime l'émulation et rende impossible le choix des plus capables pour les places les plus hautes, les plus difficiles, on peut dire qu'elle est la condition de l'une et de l'autre. Une course de chevaux partant d'endroits différents serait une absurdité. Il en est de même d'un concours entre individus qui ne sont pas placés dans les mêmes conditions. Mais le choix des plus capables lui-même ne peut se faire que parmi des gens ayant la même situation.

Cette émulation et cette sélection, ce n'est pas la concurrence comme la comprennent les économistes bourgeois. Elles se produisent aujourd'hui dans les entreprises capitalistes où règne non pas la concurrence au sens des économistes bourgeois, mais une coopération méthodique. Le régime de la concurrence considérée comme régulateur de la vie économique commence là où finit cette coopération méthodique. Les rapports qu'ont entre elles les exploitations particulières de production de marchandises sont déterminés par la concurrence. Dans une exploitation particulière, l'exploitation se fait méthodiquement avec la plus grande économie possible, mais dans la société elle se fait sans plan réglé d'avance et si elle ne devient pas tout à fait chaotique, c'est simplement parce que les produits qui sont surabondants perdent leur valeur, et que ceux à la production desquels la société a consacré trop peu de travail et qui ne suffisent pas aux besoins sont payés plus que leur valeur, — ce qui est le procédé le moins économique et le plus maladroit qu'on puisse imaginer.

A l'anarchie de la production marchande répond le genre de sélection des propriétaires et des administrateurs des exploitations particulières. Dans le régime de la propriété individuelle des moyens de production, c'est en première ligne le hasard de la naissance qui décide



de ce choix. Après seulement la sélection entre en scène par la concurrence ; mais elle agit moins en mettant en avant les mieux doués qu'en supprimant les moins bien doués, et cela, non pas en déplaçant l'administrateur incapable, mais en amenant la ruine de toute l'exploitation, méthode qui, en cruauté et en gaspillage de forces, peut assurément se comparer avec la lutte pour l'existence des organismes individuels, quelque peu de ressemblance qu'elle ait d'ailleurs avec elle.

Mais quels que soient la barbarie et le gaspillage de cette méthode, elle est la seule capable, sous le régime de la production marchande et de la propriété individuelle des moyens de production, de contraindre à la plus grande économie possible et à la forme la plus rationnelle de production dans chaque exploitation particulière.

Pareille contrainte est supprimée pour le fidéicommis, — sans que soit supprimée la propriété privée des moyens de production qui la rend nécessaire. Le propriétaire d'un bien garanti par fidéicommis peut l'administrer aussi mal qu'il voudra, il ne pourra ainsi que diminuer ses recettes sans mettre jamais sa propriété en danger.

Ce serait une sottise de vouloir garantir par fidéicommis un capital industriel ou commercial. Ce capital est beaucoup trop changeant et variable pour supporter une telle entrave. Le capital se métamorphose sans cesse, aujourd'hui c'est de l'or, demain ce seront des moyens de production, après demain de la marchandise ; il est soumis aux condensations et aux dilatations les plus variées. aux alternatives de crise et de prospérité, etc. Le sol au contraire est soumis à de tout autres lois, et c'est un tort de le comparer au capital. Ce n'est pas une valeur produite par le travail, et mise en circulation. Et même au point de vue matériel il diffère totalement des moyens de production qui représentent le capital. Ceux-ci perdent de leur valeur, le sol est indestructible. De nouvelles découvertes à chaque

instant déprécient les moyens de production ; le sol reste d'une façon permanente la base naturelle de toute production. La concurrence entre les capitaux croît au fur et à mesure de leur accumulation, et par suite avec l'accroissement de l'industrie et de la population ; le sol au contraire prend davantage le caractère d'un monopole.

Autant il serait stupide pour une famille de vouloir assurer la possession d'un capital en soumettant au régime du fidéicommis une fabrique ou une banque ; autant ce régime convient à ses intérêts s'il s'agissait d'une propriété foncière, bien qu'il nécessite beaucoup moins que toute autre forme de propriété foncière une culture rationnelle. Le possesseur du moment, s'il exploite mal, ne fait de tort qu'à lui-même en diminuant la rente foncière ; il ne peut pas détruire ce qui fait le fondement du revenu de la famille et qui survit aux générations.

Mais on comprend *a priori* pourquoi une propriété foncière garantie par fidéicommis peut être mal exploitée. Le fidéicommis moderne suppose de la part de l'État un vif intérêt pour quelques familles possédant des terres, car c'est l'État qui accorde et garantit le fidéicommis, ce sont les familles de la noblesse qui sont privilégiées de cette façon, familles que leurs occupations éloignent de l'agriculture et rendent impropres à devenir agriculteurs. Si malgré tout cela les *latifundia* garantis par le fidéicommis ne comptent pas généralement parmi les exploitations les plus mal cultivées, et qu'il s'y trouve même des exploitations modèles, cela tient soit au système capitaliste du fermage qui trouve dans ces propriétés les conditions les plus favorables à son développement, soit aux écoles modernes d'agronomie, qui leur fournissent un nombre plus que suffisant de régisseurs très expérimentés, qui offrent leurs services à bon compte aux propriétaires des *latifundia* et trouvent là les conditions les plus favorables à l'emploi de leur savoir et de leurs aptitudes.



Mais un propriétaire négligent ou incapable commet facilement de graves erreurs même dans le choix de ses fermiers et de ses intendants. En tout cas, si un assez grand nombre de latifundia sont bien exploités, cela ne prouve pas la supériorité du fidéicommis mais celle de la grande exploitation, et cette supériorité-là se manifeste même quand les circonstances sont défavorables.

Mais ce n'est pas seulement en assurant au propriétaire sa propriété que le fidéicommis fait obstacle à une culture rationnelle. Il est dores et déjà un latifundium, ou ainsi que nous l'avons vu, il tend à le devenir, en annihilant les tendances décentralisatrices de la grande propriété et en favorisant seulement les tendances centralisatrices. Mais plus la propriété foncière est grande, plus la rente qu'elle produit est considérable, et plus grand peut être le luxe du propriétaire. Or le premier luxe du propriétaire est celui de la terre, surtout dans les propriétés garanties par le fidéicommis, où les traditions féodales sont encore vivaces. Plus la propriété est grande, mieux est cultivée une partie de cette propriété, plus la rente foncière est considérable, et plus vive est la tentation de consacrer le reste à l'agrément, pour des châteaux de plaisance, des jardins, des parcs, des chasses, et la partie de la propriété consacrée à la production de subsistances diminue d'autant.

Le développement de l'exploitation capitaliste dans les villes agit dans le même sens. Plus elle se développe, plus augmente la plus-value, plus la bourgeoisie prend des habitudes de luxe, qui se manifestent surtout dans l'acquisition ou la construction de maisons de campagne, depuis le château somptueux du roi de la finance jusqu'à la maisonnette du petit boutiquier ou du petit fabricant, maisons de campagne qui servent avant tout à l'agrément et où l'agriculture n'est qu'accessoire. Plus les moyens de communication se développent, plus les relations deviennent faciles entre la ville et la campagne, et

plus ces maisons de campagne s'éloignent de la ville et chassent les paysans de chez eux.

L'accroissement de la plus-value se manifeste encore dans le développement de la chasse, qui cesse d'être un privilège féodal et devient un plaisir bourgeois. Le résultat en est, d'un côté, un développement des forêts aux dépens de la propriété paysanne, de l'autre, un respect excessif et un accroissement de l'état du gibier, même sans une extension territoriale des forêts. Celles-ci ne sont pas seules en effet à procurer la pâture du gibier ; il en trouve une bien meilleure dans les champs et dans les prairies.

L'extension des forêts est tout aussi funeste à la culture paysanne que l'accroissement du gibier. Cependant le développement de la chasse peut, dans certains cas, faire du bien aux paysans. Ce sport se répand tellement que, dans certaines communes qui louent leurs chasses, la demande surpasse l'offre, si bien que le fermage de la chasse s'élève. Un lièvre alors devient très cher, et le paysan peut avoir de l'avantage à nourrir avec ses produits des lièvres et des perdrix au lieu de vaches et d'hommes. Il y a des villages qui tirent un profit considérable du fermage de leurs chasses. Mais l'exploitation rationnelle de l'agriculture est toujours contrariée par l'extension de ce sport.

L'accroissement de la plus-value dans les villes crée des tendances nuisibles à l'agriculture, comme l'augmentation de la rente foncière et le droit de succession. Pour ce qui est de ce dernier, les économistes reconnaissent d'autant mieux ses effets nuisibles qu'ils ont plus de raisons de s'intéresser à l'agriculture. Mais comme représentants des intérêts de la société *bourgeoise*, ils ne se décident pas, en général, à vouloir la suppression du droit de succession en ce qui concerne la terre et à réclamer la propriété collective ; théoriquement cette propriété collective de la terre n'est pas absolument inconciliable avec la société bourgeoise, mais la bourgeoisie ne sent que trop

bien, par instinct, que les différents domaines de la société bourgeoise sont étroitement unis, s'influencent mutuellement. C'est pourquoi elle se défend résolument contre la propriété collective du sol bien qu'elle soit conciliable avec la production capitaliste et bien qu'il soit vrai qu'elle pourrait débarrasser l'agriculture de quelques-unes de ses charges les plus lourdes, de charges qui s'accroissent de génération en génération.

Les économistes bourgeois préfèrent traiter seulement les symptômes de la maladie, par exemple imaginer des formes de crédit particulières pour alléger l'endettement, conséquence des successions. Le plus souvent ils considèrent les deux systèmes de succession, le partage égal et la monopolisation de toute la succession par un membre de la famille, comme également nuisibles et ils concluent..... que tous les deux sont nécessaires, et que l'un doit être l'antidote de l'autre. Si en Angleterre c'est une forme du fidéicommis qui l'emporte et en France la répartition égale, l'Allemagne est, par contre, la terre promise où les deux systèmes se développent concurremment. Ce qui ne veut pas dire que l'agriculture allemande soit en meilleure posture que celle des deux autres pays.

Mais la série des facteurs nuisibles à l'agriculture qui dérivent du mode de production capitaliste ou en reçoivent une force particulière n'est pas encore épuisée.

d) *L'exploitation de la campagne par la ville.*

Nous avons vu comment augmentaient la rente foncière et l'endettement des agriculteurs. Une partie seulement de la rente foncière et des intérêts de la dette reste à la campagne pour y être consommée ou accumulée ; la plus

grande partie va à la ville, et cette fraction augmente de jour en jour.

Tant que la situation est arriérée, le paysan cherche, dans son voisinage immédiat, des gens qui puissent lui prêter de l'argent. Ses créanciers ne sont pas seulement des Juifs de village, marchands de blé ou de bétail, boutiquiers ou aubergistes, mais aussi de gros paysans, excellents chrétiens, qui s'entendent aussi bien à l'écorcher que les autres.

Mais au cours de l'évolution, à mesure que l'endettement cesse d'être un fait fortuit, causé par une exploitation défectueuse ou des accidents imprévus, un fait que l'on dissimule le plus possible, parce qu'il dénote toujours un état de détresse ; à mesure qu'il devient un phénomène nécessaire de la production, que le commerce se développe entre la ville et la campagne, l'usure primitive et secrète disparaît devant des institutions spéciales où les opérations de crédit se font au grand jour, sont un acte normal et non un acte désespéré, et par suite comportent des intérêts normaux et non des intérêts usuraires. Mais ou bien ces institutions se trouvent à la ville (banques, sociétés de crédit mutuel, etc.), ou bien elles empruntent les capitaux dont elles ont besoin à des capitalistes de la ville. Cette transformation du crédit est une évolution nécessaire. Mais si utile qu'elle soit pour le paysan, isolé en somme, ce n'est encore là qu'un surcroît d'assujettissement de la campagne à la ville. Une partie de plus en plus considérable des valeurs employées à la campagne afflue à la ville sans être compensée par des valeurs équivalentes.

Il en est de même de la rente foncière. Plus l'évolution capitaliste fait de progrès, plus les différences de culture s'accentuent entre la ville et la campagne, plus celle-ci reste en arrière, et plus grandes sont les jouissances et les distractions que la ville offre en opposition avec la campagne. En même temps les rela-



tions entre la ville et la campagne deviennent plus faciles.

Rien d'étonnant, dès lors, que tous ceux dont les propriétés sont assez grandes pour pouvoir être affermées ou administrées par des salariés et qui ont des rentes foncières suffisantes, préfèrent passer un temps plus ou moins long, chaque année, dans la grande ville et y manger leurs rentes, ce qui, en certains cas extrêmes, conduit à l'absentéisme, à la vie du propriétaire loin de ses terres comme cela arrive en Irlande et en Sicile, où une mauvaise exploitation séculaire d'immenses latifundia a engendré une telle barbarie que le séjour même passager du propriétaire dans ses terres n'est plus un plaisir pour lui, — et cette espèce de propriétaire ne connait pas d'autre but à l'existence que le plaisir. La culture en Irlande et en Sicile montre les suites funestes des latifundia garantis par le fidéicommis là où la grande exploitation capitaliste moderne ne s'est pas encore développée et où elle n'est pas en état d'en combattre les effets.

Là même où l'absentéisme ne règne pas absolument, les absences temporaires du grand propriétaire deviennent la règle, et en même temps une partie de sa rente foncière s'en va de la campagne à la ville. Et tandis que son luxe à la campagne, avec ses chasses, ses châteaux de plaisance, diminue l'étendue des terres cultivées, amène l'expulsion d'un certain nombre de paysans ou d'ouvriers agricoles, et nuit ainsi à l'agriculture, son luxe à la ville favorise l'industrie et le commerce, donne de l'essor aux affaires, attire les ouvriers et favorise l'accumulation des capitaux.

Les impôts en argent qui augmentent de plus en plus et qui pèsent le plus lourdement sur les paysans conduisent au même résultat. La production des villes est avant tout une production marchande et son développement fait croître les impôts en argent. A la campagne la production, surtout celle des petites exploitations, même aujourd'hui, est encore en grande partie une production pour

l'usage personnel de la famille du producteur. Le développement des villes impose à la campagne les impôts en argent, qui ne dérivent pas de son genre de production, mais sont primitivement en contradiction avec elle, et ceux-ci deviennent ainsi un des plus puissants facteurs de la transformation du mode de production paysanne.

Les impôts en argent sont à la campagne un des agents les plus actifs de la transformation de la production pour l'usage personnel en production marchande ; mais les impôts d'argent et les autres charges financières du paysan croissent généralement bien plus vite que la production marchande des campagnes et les établissements de commerce et de crédit qu'elle nécessite. C'est ce qui cause encore aujourd'hui beaucoup d'embarras d'argent au paysan et le maintient dans la dépendance de l'intermédiaire et de l'usurier.

Mais ces mêmes impôts en argent qui accablent tellement le paysan ne favorisent pas le développement de la campagne mais celui des villes et particulièrement des grandes villes. Il n'y a qu'une partie très minime des contributions qui soit consacrée à la campagne. C'est dans les villes que se trouvent les casernes, les manufactures d'armes, les ministères, les tribunaux et par suite les avocats que le paysan doit payer quand il a un procès. C'est dans les villes que se trouvent les écoles secondaires et supérieures entretenues aux frais de l'État, les musées, les théâtres subventionnés, etc., etc. Le paysan doit, comme l'habitant des villes, apporter sa contribution aux dépenses de la civilisation ; mais il est presque tout à fait exclu de ses bienfaits. Rien d'étonnant s'il ne comprend pas cette civilisation qui ne lui apporte que des charges, s'il se montre absolument hostile à elle, et fait ainsi la joie de la démagogie réactionnaire qui réclame une limitation de toutes les dépenses de ce genre, soi-disant par égard pour la bourse du pauvre peuple, au lieu d'aspirer à la diffusion de la civilisation

dans les campagnes, à la suppression de l'abîme qui existe à ce point de vue entre elles et la ville. Ce sera là une des tâches les plus importantes de la société de l'avenir.

Ce n'est pas la haine de l'agriculture, ce sont des forces économiques, plus puissantes que la volonté des gouvernements, qui amènent la concentration de toute la vie de l'Etat dans les villes. Les gouvernements sont remplis des meilleures dispositions pour l'agriculture, et on sait comment ils cherchent à lui venir en aide de toutes les façons possibles, par des droits sur les denrées alimentaires, des dons gracieux, des primes de toute sorte.

Mais si considérables que soient les déplacements qu'ils produisent ainsi dans la situation des fortunes, l'écoulement des valeurs marchandes de la campagne à la ville, sans compensation aucune, n'est ainsi ni retardé ni arrêté dans son développement. Toutes ces mesures de protection ne favorisent en dernier ressort que la *propriété foncière;* ce sont des moyens de faire hausser la rente foncière. Mais celle-ci constitue, comme nous le savons, une charge pour l'agriculture ; le système des fermages permet de la constater très clairement, et dans le système des hypothèques, si la charge est cachée, elle n'en est pas moins lourde. Dans le système du fermage, ces mesures d'assistance mettent le fermier dans la nécessité de payer des intérêts plus élevés. Quand le propriétaire et le cultivateur ne font qu'une seule et même personne, il semble y gagner ; mais la hausse de la rente foncière amène une hausse du prix de la propriété. Cela peut déjà conduire le propriétaire du moment à augmenter les dettes de la propriété, et cela augmente assurément les charges de son successeur, acquéreur ou héritier. Au bout de peu de temps, ces secours accordés à l'agriculture deviennent, même dans ce cas, des secours accordés au propriétaire réel, le créancier hypothécaire.

Mais celui-ci habite la plupart du temps à la ville :

c'est là aussi que les grands propriétaires fonciers dépensent la plus grande partie de leurs rentes. La hausse de la rente foncière, grâce aux droits, aux subventions, ne signifie donc pas une imposition de la ville au profit de la campagne, ou un retour des valeurs de la ville à la campagne ; sa signification consiste à dire qu'*en dehors de l'agriculture*, la masse des consommateurs de la ville est rançonnée au profit de quelques propriétaires fonciers qui demeurent la plupart du temps dans les villes, et de leurs créanciers de la ville.

A cet écoulement toujours croissant de valeurs dans les villes, écoulement que rien ne vient compenser, correspond un écoulement toujours croissant de denrées alimentaires sous forme de blé, de viande, de lait, etc., que le paysan est forcé de vendre pour payer les impôts, les intérêts de la dette et du fermage. Mais en même temps, comme conséquence de la ruine progressive de l'industrie à domicile à la campagne en vue de l'usage personnel, et du besoin croissant des produits industriels provenant de la ville, augmente l'écoulement de valeurs de la campagne à la ville, auquel correspond un mouvement équivalent en sens contraire. Maïs bien que cet écoulement ne soit pas un épuisement de l'agriculture au point de vue des lois de la valeur, il a cependant pour effet, comme les autres facteurs cités plus haut, d'épuiser sa substance, d'appauvrir le sol de ses matières nutritives. Le progrès de la technique agricole, bien loin de compenser cette perte, consiste plutôt en un perfectionnement continu des méthodes qui épuisent le sol et qui augmentent la masse des matières nutritives qui lui sont enlevées annuellement pour s'écouler dans la ville.

On a opposé à cela que l'agronomie moderne attache la plus grande importance à la statique de l'agriculture et demande que les matières nutritives qui sont empruntées au sol lui soient restituées au moyen d'une fumaison appropriée. Mais ceci ne détruit absolument pas ce que

nous avons dit plus haut. L'épuisement progressif du sol reste un fait établi. Etant donnés les rapports qui existent actuellement entre la ville et la campagne, et les procédés modernes de l'agriculture, on arriverait bien vite à la ruine complète de l'agriculture, n'étaient les engrais chimiques. Ceux-ci permettent de parer à l'amoindrissement de la fertilité ; mais la nécessité de les employer en quantités de plus en plus grandes n'est qu'une charge de plus qui s'ajoute aux autres charges de l'agriculture, et qui comme elles provient de l'état social actuel et non d'une loi naturelle. Par la suppression de l'antagonisme existant entre la ville et la campagne, du moins entre les grandes villes dont la population est très dense et la campagne presque déserte, les matières empruntées au sol pourraient lui être presque totalement restituées, et les engrais chimiques seraient tout au plus destinés à enrichir le sol de certaines substances et non à remédier à son appauvrissement. Tout progrès de la technique en agriculture aurait alors pour résultat, même sans apport d'engrais chimiques, une augmentation de la teneur du sol en principes nutritifs solubles.

Il faut noter que, malgré tous les progrès réalisés par l'agronomie en Angleterre, le rendement du blé a diminué de 1860 à 1880, tandis qu'il avait augmenté jusqu'alors.

La moisson annuelle par acre s'élevait en moyenne :

de 1857 à 1862.	à 28,4 boisseaux	de 1869 à 1874.	à 27,2 boisseaux
» 1863 à 1868.	à 30,8 »	» 1875 à 1880.	à 22,6 »

Cette baisse a cessé depuis 1880, non parce que le sol est devenu plus fertile, mais parce que les terres moins propres à la culture du blé ont été transformées en pâturages par suite de la concurrence des pays d'outre-mer, si bien que les plus fertiles seules sont encore cultivées. La surface de culture du blé depuis 1870 jusqu'à nos jours a passé de 3 800 000 acres à 1 900 000 ; elle a donc diminué exactement de la moitié.

Il faut encore citer dans le même ordre d'idées les épizooties et les maladies des plantes qui, au cours du développement de la culture capitaliste, frappent de plus en plus l'agriculture et l'éprouvent si cruellement.

Beaucoup de ces maladies ont pris un tel développement dans ces dernières années, qu'elles menacèrent d'interrompre totalement l'activité agricole de pays entiers. Qu'on se rappelle les ravages du phylloxéra et du doryphore, de la fièvre aphteuse et de la clopée, de l'érysipèle porcine et de la maladie des porcs (Schweimseuche).

« Les ravages du phylloxéra (en France), pour lesquels on a voté des dégrèvements, ont été évalués en 1884 à 125 millions 900 000 francs, en 1885 à 163,6, en 1886 à 175,3, en 1887 à 185,1, en 1888 à 65,5. D'après les derniers rapports, les ravages du phylloxéra continuent. Depuis son apparition, le terrible insecte s'est déjà répandu dans 63 départements (1890) et 100 000 hectares de vignobles ont été dévastés (1). »

Par la fièvre aphteuse et la clopée ont été atteints en Allemagne :

Dans les années	Fermes	Nombre de têtes de bétail atteintes
1887	1 242	31 865
1888	3 185	82 834
1889	23 219	555 178
1890	39 093	816 911
1891	44 519	821 130
1892	105 929	4 153 319

Depuis 1892, l'épidémie a diminué, mais en 1896 elle frappait de nouveau 68 874 fermes avec un bétail de 1 548 429 têtes.

Ce sont des chiffres effrayants.

Nous trouvons la cause principale de cet accroissement

(1) Juraschek, *Uebersichten der Weltwirthschaft*, p. 323.

rapide du danger d'épidémie dans le remplacement des animaux domestiques originels et des plantes d'utilité par des races « perfectionnées », c'est-à-dire des produits d'élevage artificiel. La sélection naturelle détermine le choix et la reproduction des individus les plus aptes à conserver l'espèce. La sélection artificielle dans la société capitaliste néglige complètement ce but ; elle se préoccupe simplement de choisir et de reproduire les individus capables d'acquérir la plus grande valeur, qui occasionneront le moins de frais, qui sont très précoces, dont les parties utilisables sont le plus développées aux dépens des organes dont on ne peut tirer aucun profit. Des races ainsi « perfectionnées » donnent de bien plus grands profits que les produits naturels, mais leur persistance et leur force de résistance est infiniment moindre.

Mais tandis que la force de résistance des races ainsi perfectionnées diminue, leur nombre croît de plus en plus. Les animaux et les plantes « perfectionnés » qui ne peuvent prospérer qu'avec les soins les plus assidus et les plus intelligents, trouvent accès aujourd'hui même chez le petit paysan, grâce aux efforts qui sont faits pour le sauver et pour améliorer son exploitation. Mais en même temps le caractère de l'exploitation se modifie, ce qui apparait de la façon la plus frappante dans l'élevage. Le pâturage d'été qui rafraîchissait et fortifiait le bétail est abandonné ; les étables du paysan ne sont ni perfectionnées ni agrandies faute d'argent. Dans ces étables des paysans, étroites et malpropres, où le vigoureux bétail du moyen âge pouvait au besoin passer l'hiver, le bétail délicat d'aujourd'hui est enfermé toute l'année. Même en Angleterre, où l'élevage du bétail se pratique de la manière la plus perfectionnée, les étables sont la plupart du temps insuffisantes.

« Sir Wilson Fox constate dans son rapport sur le Lancashire que les étables malsaines et mal construites, avec un espace insuffisant et mal aéré, contribuent

beaucoup à la diffusion de la tuberculose dans le gros bétail ; au lieu de 000 pieds cubes, une vache n'a le plus souvent que 200 pieds cubes d'air, et on ne prend aucune disposition pour isoler les animaux contaminés. D'après un témoignage, il faudrait, si la loi sur les étables était réellement appliquée dans le district de Chorley, démolir les 7/10 des constructions » (1).

Une des causes qui favorisent les ravages des insectes nuisibles à l'agriculture est la disparition des oiseaux insectivores, qui n'est pas due seulement à la chasse qu'on leur fait, mais encore et surtout à ce fait que les progrès de la civilisation suppriment les endroits où ils peuvent faire leurs nids, les arbres creux, les haies vives, et les remplacent par des clôtures de fil d'archal, etc. Dans l'exploitation forestière, c'est la grande exploitation moderne, c'est le remplacement de la méthode des éclaircissements des bois par celle de la coupe des taillis, des arbres à bois feuillu croissant lentement par les arbres toujours verts qui se développent rapidement et qui acquièrent vite une valeur marchande, c'est tout cela qui favorise la dévastation des forêts par les animaux nuisibles.

Si les procédés modernes d'élevage et d'exploitation diminuent la force de résistance des plantes et du bétail contre les petits organismes qui les menacent, le développement moderne des communications permet à ces animaux nuisibles de se répandre promptement et de dévaster des contrées entières. Les produits deviennent délicats en même temps que le sol s'appauvrit. Aux frais de la fumaison s'ajoutent ceux de la prophylaxie, et quand on recule devant ces frais ou qu'on ne peut les supporter, les mauvaises récoltes, les épidémies, sévissant sur les plantes et les animaux, achèvent la ruine de l'agriculteur.

(1) *Der Bericht der englischen Agrarenquete von 1897*, p. 363.

e) *Dépopulation de la campagne.*

Le développement des grandes villes, la prospérité de l'industrie qui, comme nous l'avons vu, épuise le sol de plus en plus, et impose à l'agriculture des charges de plus en plus lourdes en augmentant les frais de la fumaison qui a pour but de remédier à cet épuisement, a d'autres effets encore. Elle lui enlève encore ses ouvriers.

Nous avons vu au chapitre VII que le développement de la grande exploitation agricole chasse de la campagne les petits paysans qui constituent la véritable réserve de travailleurs agricoles. Ce procès a cependant ses limites.

D'un autre côté, nous avons étudié au chapitre précédent les émigrations et immigrations périodiques qui résultent de la nécessité de profits accessoires pour le petit paysan. Ces déplacements enlèvent également à l'agriculture les ouvriers qui sont indispensables à une exploitation rationnelle ; mais d'autre part ils amènent à l'agriculture de nouveaux capitaux enlevés à l'industrie et qui favorisent une exploitation rationnelle.

Mais l'abandon des campagnes qui est produit par la force d'attraction que possèdent les grandes villes et les contrées industrielles, a de tout autres effets.

Dans les villes, les salariés trouvent bien plus facilement à s'employer qu'à la campagne ; ils trouvent plus facilement l'occasion de fonder un ménage indépendant ; ils ont plus de liberté et plus de civilisation. Plus la ville est grande, plus tous ces avantages sont marqués, et plus l'attraction est forte.

A la campagne, on ne peut fonder un ménage indépendant, une famille, qu'en acquérant soit par achat soit par



fermage une exploitation agricole indépendante. Cela devient particulièrement difficile dans les régions où la grande exploitation se développe ; c'est pourquoi les habitants de ces régions ont des motifs particulièrement puissants de s'en aller vers la ville. Mais aussi dans les pays où le sol est très morcelé, la fondation d'un ménage rencontre de nombreux obstacles. L'accroissement de la population fait hausser le prix du sol, et rend difficile même pour les fils de paysans de fonder un ménage nouveau. C'est encore plus difficile pour les domestiques, valets et filles de ferme. Ceux-ci sont souvent condamnés à rester leur vie durant exclus non seulement de la propriété, mais aussi de la famille et du mariage, attachés comme des accessoires à un foyer étranger. Il n'y a pour eux qu'un moyen d'arriver à l'indépendance et à la liberté, au mariage et à la famille ; et ce moyen, le protecteur de la famille, le défenseur du mariage, le gros paysan plein de piété, le hobereau dévot le lui interdisent : c'est de s'enfuir à la ville chez les social-démocrates, ces gens sans moralité qui ruinent le mariage et la famille. Combien ce motif est puissant aux yeux des domestiques agricoles, c'est ce que démontrent quelques passages d'une brochure d'un paysan qui partage la vie et les sentiments des domestiques. On y lit :

« Mais encore aujourd'hui sous aucun autre rapport la liberté et la dignité humaine ne subissent d'aussi graves atteintes que dans la situation qui est faite en ce qui concerne le mariage aux domestiques et aux travailleurs agricoles qui ne possèdent rien. Comme on sait d'ailleurs quelles difficultés rencontre la conclusion d'un mariage, il n'est pas nécessaire d'en dire davantage à ce sujet et nous passons immédiatement aux conséquences qui résultent de cette situation. Comme le plus grand nombre des hommes normalement constitués ne peuvent pas réprimer complètement l'instinct sexuel, mais que d'autre part la situation actuelle de la société n'est pas telle que

cet instinct puisse se satisfaire dans les limites légales, il faut donc s'attendre à ce que les barrières élevées pour maintenir l'ordre actuel soient brisées. Les relations illégitimes entre les sexes sont une conséquence nécessaire de cette situation forcée ; elles sont tellement acclimatées parmi les gens de la campagne que les leçons des moralistes et des prêtres seront vaines et impuissantes à extirper de la société actuelle ces habitudes. Ces classes ne peuvent en général parvenir au mariage tel qu'il existe aujourd'hui ; c'est pourquoi il faut qu'elles reviennent à des formes inférieures de relations entre les sexes... Il est clair que dans ces conditions la vie d'un domestique ou d'un ouvrier, en général, est exposée à de grandes humiliations et nécessite des cachotteries, des mensonges, des tromperies, la honte, la contrainte et des indignités de toutes sortes et de tous genres. En outre l'opinion publique à la campagne censure toujours avec acrimonie les mœurs de chacun. Aussi beaucoup préfèrent-ils se dérober dans le tumulte des grandes villes aux regards trop perspicaces du village.

« La partie la plus considérable des gens qui quittent la campagne pour la ville sont poussés par l'absence d'amour et par les contraintes imposées à leur désir vers ce théâtre du vice, pour y tomber de génération en génération, à l'exception de quelques favorisés, dans un état de misère et de dégénérescence de plus en plus grand. Mais on peut dire aussi en quelques mots la vie de délices que les enfants des prolétaires agricoles ont à attendre dans leur foyer. Bien que cette marchandise humaine fasse défaut, leur existence n'est qu'une charge pour leurs parents qui ne peuvent que rarement s'occuper de leur éducation et qui par suite n'ont aucune idée des véritables joies que donnent les enfants ; et le plus souvent ces malheureux ont le triste honneur de tomber à la charge de la communauté. Leur entrée dans la vie apporte le besoin et la honte à leurs parents : après ces tristes débuts vient une



éducation défectueuse, et le plus dur esclavage est le couronnement de cette existence semée d'épines qui généralement finit dans le délaissement (1) ».

L'ouvrier peut plus facilement à la ville qu'à la campagne non seulement fonder un ménage à lui, contracter un mariage et créer une famille, mais encore agir en citoyen quand il a fini son travail, s'entendre avec ceux qui partagent ses idées ; il peut en outre conquérir de meilleures conditions de travail et d'existence, grâce à la puissance de l'organisation, et par sa participation à la vie de la commune et de l'Etat.

Cela aussi attire à la ville l'ouvrier de la campagne.

Il existe encore d'autres motifs. Plus l'exploitation agricole devient intensive, plus irrégulière est l'occupation qu'elle offre à ses ouvriers. Tandis que quelques machines diminuent sensiblement le nombre des bras occupés, comme la batteuse qui rend inutiles une partie des ouvriers autrefois employés en hiver, d'autres exigent précisément une plus grande dépense de travail, tel le semoir à drill. L'exploitation par assollement entraîne la nécessité de cultiver des plantes telles que la pomme de terre, la rave, le chou, qui pendant leur végétation réclament à plusieurs reprises des soins spéciaux ; il faut les sarcler, les piocher, les mettre en tas, etc. La culture intensive a donc en général une tendance à diminuer le nombre des ouvriers qu'elle emploie en hiver et à demander en revanche plus d'ouvriers en été, les surfaces cultivées restant les mêmes. C'est ce qui conduit d'une part à réduire autant que possible le nombre des domestiques et des ouvriers engagés qu'il faut nourrir pendant toute l'année, et d'autre part à employer d'une manière de plus en plus irrégulière des salariés libres. Cette insécu-

(1) Johann M. Filzer, *Anschauungen über die Entwicklung der menschlichen Gesellschaft... mit besonderer Berücksichtigung des Bauernstandes*. p. 161, 162.

rité croissante de l'existence dans des régions où l'agriculture est la seule source de revenus doit pousser les ouvriers agricoles à la ville où ils ne trouvent pas non plus des places très sûres, mais où ils ont plus de chance de trouver d'un côté ou de l'autre quelque occupation.

L'émigration dans les contrées industrielles et dans les villes devient un phénomène de plus en plus général à mesure que le commerce se développe, que les relations deviennent plus faciles entre la ville et la campagne, que le travailleur des champs connaît mieux la situation de la ville et qu'il y va plus facilement.

Que les relations entre la ville et la campagne, entre le centre de production et le marché deviennent de plus en plus faciles, c'est là une condition essentielle de la prospérité de la production intensive de l'agriculture. Tous les agriculteurs doivent s'efforcer avec la plus grande ardeur d'obtenir dans les chemins de fer et dans le service postal des perfectionnements, et l'extension des services. Mais cette même poste, qui leur apporte, avec des renseignements sur les cours du marché, des lettres d'affaires, apporte aussi au travailleur des champs les lettres d'un parent de la ville, qui est ravi d'avoir échappé à l'esclavage de la campagne ; elle lui apporte des journaux, à vrai dire seulement les journaux bien pensants ; mais plus ces journaux sont « bien pensants », plus ils font ressortir la vie de délices des ouvriers de la ville, pour critiquer leurs exigences, et plus ils font venir l'eau à la bouche des malheureux ouvriers agricoles. Et ce même chemin de fer qui apporte au paysan des machines et de l'engrais chimique et apporte au consommateur de la ville son blé, son bétail, son beurre, lui enlève aussi tous ceux qui l'aident à fournir ses produits.

Le militarisme, qui attire les jeunes gens de la campagne à la ville et les familiarise avec la vie de la ville, a les mêmes effets. Celui qui va à la caserne n'est pas enlevé à l'agriculture pour deux ans seulement, mais sou-

vent pour toujours. Aussi est-il très étrange de voir parmi les plus énergiques défenseurs du militarisme les grands propriétaires fonciers et les grands paysans, qui ont précisément le plus à en souffrir.

Les ouvriers qui ne possèdent rien, et parmi eux, au premier rang, les célibataires sont ceux qui abandonnent le plus aisément la campagne. Mais plus deviennent écrasantes pour l'agriculture les charges que font peser sur elle les impôts, les dettes, l'épuisement du sol ; plus la concurrence entre l'exploitation paysanne et la grande exploitation (ou l'exploitation d'outre-mer, dont il nous reste encore à parler) passe à l'état aigu ; plus on est forcé, pour soutenir la concurrence, de se surmener, de négliger tous les besoins de la civilisation, parfois même les simples besoins de l'existence, de se dégrader volontairement jusqu'à la barbarie, et plus la glèbe perd tout pouvoir pour enchaîner au sol le paysan lui-même, plus l'émigration vers la ville devient la loi aussi parmi les petits paysans.

Cette émigration dépasse déjà l'augmentation naturelle de la population et produit une diminution absolue de la population agricole. De 1882 à 1895, le nombre des exploitations dans l'Empire allemand s'est élevé de 5 276 344 à 5 558 317. Les surfaces de terres exploitées ont passé de 31 868 972 hectares à 32 517 941 hectares. Mais la population vivant de l'agriculture a diminué dans le même espace de temps de 19 225 455 à 18 501 307 personnes, c'est-à-dire de 724 148 têtes. Et cette diminution atteint les régions de petite propriété paysanne comme les régions de grande propriété paysanne et les régions de latifundia ; elle a lieu dans toutes les provinces de l'Etat prussien et dans tous les Etats importants de l'Empire, sauf dans le Brunswik où l'on constate une augmentation de 120 062 à 123 411.

Le nombre des ouvriers salariés s'élevait en Allemagne :

Désignation	1882	1895	Diminution (—) ou accroissement (+)
Agriculture	5 881 819	5 627 794	— 254 025
Industrie	4 069 243	5 955 613	+ 1 859 370
Commerce	727 262	1 233 045	+ 505 783

Le même phénomène a lieu en France. Le rapport de la population agricole à la population totale s'est déplacé de la façon suivante :

Année	Habitants agricoles	Habitants non agricoles.	Sur la population totale la population agricole s'élevait à
1876	18 268 605	17 937 183	51,4 %
1881	18 279 209	19 422 839	48,4 %
1886	17 698 432	20 520 471	46,6 %
1891	17 435 888	20 907 307	45,5 %

On peut traduire sous une autre forme cette diminution de la population agricole, en calculant sa densité kilométrique de 1876 à 1891. Voici les résultats obtenus :

Années	Superficie totale	Densité kilométrique de la population		
		agricole	non agricole	totale
	kilomètres carrés	habitants	habitants	habitants
1876	528,571,99	35,39	33,93	69,32
1881	»	34,52	36,75	71,27
1886	»	33,48	38,83	72,31
1891	»	32,98	39,56	72,54

C'est une diminution pour la population agricole de 291 habitants par kilomètre carré en 15 ans, tandis que la population non agricole s'est accrue pendant la même période de 563 habitants.

Nous trouvons ici encore une diminution absolue de la population agricole, et ici encore cette diminution est due à la diminution du nombre des ouvriers. L'agriculture française occupait :

Désignation	1882	1892	Accroissem. (+) ou diminution (—)
Chefs d'exploitation . .	3 460 600	3 604 789	+ 144 189
Salariés	3 452 904	3 058 346	— 394 558

La diminution du nombre des salariés était encore plus grande qu'en Allemagne.

C'est en Angleterre, pays de grande exploitation agricole très développée et de grandes cités, que la diminution a été le plus marquée. Le nombre de salariés agricoles, était, en 1861, de 1 163 227 ; en 1871, de 996 642; en 1881, de 890 174; en 1891, de 798 912. Il avait diminué, en trente ans, de 364 315, soit 31,3 0/0, presque un tiers.

Mais dans ces nombres la perte que subit l'agriculture ne se manifeste pas encore complètement. Nous avons déjà fait remarquer que ce sont surtout les jeunes gens indépendants qui s'en vont, les enfants et les vieillards restent. Cela est vrai de l'émigration périodique comme de l'émigration sans idée de retour. Mais qu'est-ce à dire, sinon qu'en même temps que la population agricole diminue en nombre, sa capacité s'amoindrit.

La plus récente statistique des professions nous donne une illustration de ce fait. On comptait dans l'empire allemand, en 1895, 8 292 692 individus employés dans l'agriculture, contre 8 281 220 employés dans l'industrie. Les deux professions sont représentées par des nombres presque égaux. Mais combien différente est la répartition d'après les catégories d'âge !

Désignation	Moins de 14 ans	de 14 à 20 ans	de 20 à 30 ans	de 30 à 40 ans
Agriculture	135 125	1 712 911	1 761 104	1 347 206
Industrie	38 267	1 770 316	2 321 139	1 750 933
(Agriculture + ou —).	+ 96 958	— 57 405	— 560 035	— 403 727
Désignation	**de 40 à 50 ans**	**de 50 à 60 ans**	**de 60 à 70 ans**	**70 ans et plus**
Agriculture	1 232 989	1 149 404	702 268	251 685
Industrie	1 206 624	759 403	336 256	98 282
(Agriculture + ou —).	+ 16 635	+ 390 001	+ 376 256	+ 153 403

C'est donc précisément dans les classes d'âge les plus solides au travail, de 14 à 40 ans, que l'agriculture présente, comparée à l'industrie, un déficit de 1 million de bras ; à ce déficit correspond un excédent aussi considérable dans les classes les moins propres au travail.

Le tableau que nous empruntons au livre de C. Ballod sur la vitalité de la population urbaine et rurale (1) est encore plus expressif. En Prusse, il y avait sur 1 000 personnes, le 1er décembre 1890 :

(1) C. Ballod. *Die Lebensfähigkeit der städtischen und ländlichen Bevölkerung*, p. 66.

Personnes âgées de	Communes rurales et biens nobles	Villes de plus de 1 000 habitants	Sur la population agricole il se produit un *plus* ou un *moins* de
0 à 15 ans	379	313	+ 66
15 à 20 »	94	100	— 6
20 à 30 »	143	210	— 77
30 à 40 »	122	149	— 27
40 à 50 »	100	105	— 5
50 à 60 »	79	66	+ 13
60 à 70 »	54	38	+ 16
70 à 100 »	29	19	+ 18
Total	1 000	1 000	

Citons encore quelques chiffres que nous trouvons dans le livre de J. Goldstein sur la statistique des professions et la richesse (p. 28 et 59). Goldstein a recherché quel est le pourcentage de la population de 15 à 45 ans dans les différents comtés d'Angleterre. Pour ne pas être trop longs nous ne donnerons que les chiffres extrêmes pour les huit comtés les plus agricoles et les huit comtés les moins agricoles :

Comtés	Sur 1 000 personnes en 1891		Comtés	Sur 1 000 personnes en 1891	
	appartenaient à l'agricult.	étaient agés de 15 à 45 ans		appartenaient à l'agricult.	étaient agés de 15 à 45 ans
Huntingdon	232	400	London	5	494
Cambridge	199	419	Lancaster	20	479
Hereford	186	407	Durham	21	455
Rutland	183	417	York-W.-R.	31	475
Lincoln	181	421	Stafford	34	446
Suffolk	177	406	Middlessex-E.	39	464
Norfolk	167	410	Warwick	40	456
Wilts	149	416	Monmouth	49	459
Maximum		421	Maximum		455

Les différences entre les comtés industriels et les comtés agricoles sont très frappantes. Elles ne s'expliquent pas simplement par l'émigration. La plus grande vitalité de la population agricole contribue également à ce classement par âge. Mais en tout cas ce tableau montre très nettement que sur un nombre égal d'ouvriers, l'industrie dispose du plus grand nombre d'éléments vigoureux.

Mais ce ne sont pas seulement les enfants et les vieillards qui restent dans la campagne ; ce sont aussi les femmes. Il y a plus de femmes travaillant dans l'agriculture que dans l'industrie.

Nous avons vu que le nombre des individus employés est presque le même dans l'agriculture que dans l'industrie. Mais le nombre de femmes employées est plus grand. On comptait.

	Nombre des employés des deux sexes		Nombre de femmes employées			
	1882	1895	1882		1895	
Dans l'agriculture	8 236 496	8 292 692	2 534 909	30,78 °/₀	2 753 154	33,20 °/₀
Dans l'industrie .	6 396 465	8 281 220	1 126 976	17,62 °/₀	1 521 118	18,37 °/₀

Mais ce ne sont pas seulement les éléments les plus forts physiquement, mais encore les plus énergiques, les plus intelligents qui, le plus souvent, abandonnent la campagne, parce qu'ils trouvent plutôt la force et le courage nécessaires, et qu'ils sentent le plus vivement le contraste entre la civilisation croissante de la ville et la barbarie croissante de la campagne.

C'est en vain que les grands propriétaires fonciers et les paysans cherchent, en limitant l'instruction de la population agricole, à empêcher qu'ils n'aient conscience de ce contraste. Les relations économiques entre la ville et la campagne sont trop étroites pour qu'il soit possible

de préserver la population rurale des « séductions » de la ville, et quels que soient les efforts des propriétaires fonciers pour entourer leurs gens d'une muraille de Chine, le militarisme qui leur inspire une telle vénération démolit ce mur et conduit les jeunes paysans dans les villes.

Réduire l'instruction, compliquer toutes les occasions de s'instruire par les livres et les journaux, tout cela n'a d'autres résultats que d'empêcher les campagnards de se faire de la ville l'idée la plus juste, et, d'autre part, de montrer, d'une manière plus vive, aux gens intelligents de la campagne, la barbarie de leur entourage, et de les pousser ainsi d'autant plus vite à la ville.

On ne peut pas démontrer par la statistique cette forme de l'abandon de la campagne. Mais on sait que les agriculteurs se plaignent moins de la diminution du nombre des ouvriers en général, que de la diminution du nombre des ouvriers intelligents.

L'abîme intellectuel qui sépare la campagne et la ville, abîme qu'a produit l'immense supériorité de la ville au point de vue des facilités de l'instruction et du développement intellectuel, cet abîme est ainsi rendu plus profond encore.

A la diminution de la population, à la décrépitude intellectuelle de la campagne s'ajoute encore, assez souvent, une dégénérescence physique. Celle-ci n'est pas limitée aux districts industriels. Une alimentation insuffisante, des logements où toutes les exigences de l'hygiène sont sacrifiées, le surmenage, la crasse et l'ignorance, des occupations accessoires malsaines, l'industrie à domicile, contribuent diversement à la dégénérescence physique de la population rurale.

Dans ces derniers temps on a même produit les chiffres d'une statistique qui établirait qu'en général la population industrielle est déjà plus propre au service militaire, par conséquent mieux développée physiquement, que la

population des campagnes. Cependant la force démonstrative de ces chiffres est très contestée ; aussi nous abstiendrons-nous d'en tirer parti.

Mais s'il n'est pas encore permis de parler en général d'une infériorité physique de la population de la campagne, ce qui est certain c'est que sa supériorité disparaît. Même dans un pays agricole comme la Suisse, elle ne se distingue plus au point de vue physique. Sur 241 076 conscrits, dans les années 1884-1891, il y avait 107 607 travailleurs agricoles.

On comptait :

	Ajournés	Bons pour le service	Impropres au service
Parmi les paysans	18,9 °/₀	61,7 °/₀	38,3 °/₀
Sur l'ensemble des conscrits ayant passé la revision	19,8 °/₀	63,0 °/₀	37,0 °/₀

La proportion des hommes propres au service était donc, chez les paysans, un peu inférieure à la moyenne.

Ce n'est pas seulement au point de vue économique, numérique et intellectuel, c'est aussi au point de vue physique que la population agricole baisse de plus en plus proportionnellement aux autres classes de la société.

Ainsi le développement capitaliste n'a pas seulement pour résultat une aggravation toujours croissante des charges qui pèsent sur l'agriculture, mais aussi la destruction « des sources fondamentales de toute richesse », la terre et les travailleurs. (Cf. *Le Capital*, de Marx, 1er vol., 13e chapitre, § 10, *Grande industrie et agriculture*, où l'ordre d'idées qu'on vient d'exposer a déjà reçu son expression classique).

Ces modifications agissent naturellement sur l'exploitation agricole. C'est surtout la question ouvrière, com-



prise, il est vrai, autrement que dans les villes, qui lui créent des embarras. Il ne s'agit pas de savoir ce qu'on fera des ouvriers, mais où on en trouvera.

Nous avons déjà signalé au chapitre VII que la grande propriété foncière, là où elle a fait disparaître un trop grand nombre de petites exploitations, cherche à en faire renaître artificiellement. Plus l'émigration vers la ville est considérable, et plus elle cherche à fixer à la glèbe les ouvriers dont elle a besoin. Mais là où l'industrie a une plus grande force attractive, la simple création de petites fermes ne suffit pas ; il faut y ajouter une *contrainte juridique* enchaînant les ouvriers et les retenant comme salariés chez le grand propriétaire foncier. Dans ce cas on crée de nouvelles petites exploitations que le propriétaire afferme contre l'*obligation de fournir certains travaux*. Il se crée une nouvelle féodalité. Mais ce n'est pas pour longtemps. La marche en avant de l'industrie y met un terme. Ces nouveaux contrats de fermage avec l'obligation de travaux déterminés ne se sont conservés que là où le voisinage n'offrait aucune industrie. Là où l'industrie s'établit, les offres les plus séduisantes ne déterminent pas les ouvriers à se lier. Ils préfèrent conserver la libre disposition de leur travail, pour pouvoir mettre à profit toutes les occasions qui peuvent se présenter de le vendre avantageusement.

Kærger donne comme un résultat « incontestable » de l'enquête sur la situation des ouvriers agricoles dans le nord-ouest de l'Allemagne ce fait, que « pour les ouvriers et pour les patrons les conditions de travail sont le plus avantageuses là où la plus grande partie des travaux agricoles est faite en même temps que par les domestiques, par les ouvriers fermiers (Heuerlinge) ». Dans ce cas, les patrons disposent d'assez de bras pour faire exécuter régulièrement tous les travaux agricoles, et les ouvriers se trouvent dans une situation matérielle assez bonne pour leur permettre, le plus souvent, de faire des écono-



mies, et dans des dispositions morales tout à fait satisfaisantes.

En dépit de cet excès de bonheur il y a bien des endroits où les ouvriers ont l'âme assez biscornue pour ne pas être contents. Deux ordres de causes s'opposent à la généralisation de l'emploi des ouvriers fermiers : « d'une part, le caractère hautain, indépendant de la population, qui déteste, comme un esclavage, toute obligation qui les enchaîne pour un certain temps ; c'est pour ce motif que l'introduction du système des ouvriers fermiers a si souvent paru impossible dans les cercles Westphaliens de Paderborn, Büren, Werburg et Höxter ; d'autre part, le voisinage immédiat d'une industrie très active, qui a fait disparaître l'ancien système des ouvriers fermiers et ne lui a pas permis de renaître dans les districts houillers de Berget de la Mark et aussi dans le pays de Hamburg-Harburg.

« Ces faits s'expliquent surtout par les salaires élevés que peuvent payer les entreprises minières et industrielles et qui sont une raison pour les travailleurs agricoles de ne pas s'enlever pour longtemps, en signant un contrat de fermage qui les oblige de travailler pour le propriétaire, la possibilité de profiter, en offrant leur bras, des avantages de la demande croissante de travailleurs industriels. »

C'est donc grâce à l'industrie que l'avenir n'appartiendra pas à l'idéal féodal de M. Kaerger.

L'emploi d'ouvriers qu'on fait venir du dehors soit pour toujours, soit pour une saison seulement, est plus général. Si la prolétarisation croissante des paysans augmente l'offre de semblables travailleurs, l'écoulement incessant des ouvriers agricoles vers les régions industrielles augmente la demande. Dans de nombreux districts l'agriculture deviendrait impossible sans le secours d'ouvriers venus du-dehors. Mais quelque important que soit devenu ce genre de travail, il peut tout au plus servir à répartir également sur tout le pays les charges que le manque d'ouvriers fait peser sur l'agriculture, ou sur plusieurs

pays si l'on a recours à des ouvriers étrangers, mais il ne peut pas fournir en général à l'agriculture de nouvelles forces productives. Ce que le travail étranger apporte ici est enlevé là ; si l'Ouest gagne des ouvriers, l'Est en est privé, et le manque de bras se fait sentir même là où l'influence de l'industrie ne s'était pas encore exercée directement et prépare par l'abandon momentané du sol son abandon définitif. Les ouvriers étrangers ne remplaceront presque jamais complètement les indigènes attirés par la ville. Ce sont, comme nous l'avons déjà remarqué, précisément les plus énergiques, les plus intelligents, qui sont les premiers à abandonner la campagne. En revanche, les ouvriers qui les remplacent viennent de contrées arriérées au point de vue économique où l'instruction primaire est insuffisante, et où le plus souvent l'agriculture elle-même est négligée. Le résultat n'est pas seulement une diminution de la capacité de travail de la classe des travailleurs agricoles, mais aussi très souvent un recul au point de vue des méthodes de culture.

« Ce qui caractérise d'une façon générale la situation des ouvriers, écrit Kärger au sujet des districts miniers de Westphalie, c'est l'absence presque totale d'ouvriers agricoles indigènes et l'emploi presque général des enfants d'ouvriers dans la mine immédiatement après la confirmation. Presque tous les ouvriers agricoles viennent donc du dehors ; on fait venir les domestiques de la Prusse Orientale et Occidentale, de la Hesse, du Hanovre, du Waldeck et de la Hollande. Mais c'est toujours à recommencer, parce que, le plus souvent, ils ne restent pas plus d'un ou de deux ans à s'occuper de travaux agricoles ; ils partent dès qu'ils ont pu voir que, avec beaucoup moins de peine, ils peuvent obtenir un salaire bien plus élevé dans la mine. Pour la moisson, des ouvriers nomades viennent spontanément, en particulier du district de Minden. Quand on peut s'en passer, on n'engage pas volontiers cette catégorie de travailleurs qu'il faut

payer très cher, et on tâche de se tirer d'affaire avec les domestiques. Aussi viennent-ils moins fréquemment du côté de Schwelm et de Hagen, où les propriétés sont plus petites en général ; ils se montrent à peine dans le district de Schwelm, où la petite propriété domine.

« D'après certains rapports, les ouvriers agricoles ne font pas défaut, à proprement parler, dans ces régions, surtout quand l'industrie languit, mais ce qui manque, ce sont des ouvriers stables et surtout de *bons* ouvriers agricoles. Mais d'après la plupart des rapports, il est généralement difficile de se procurer des ouvriers, quels qu'ils soient, et un rapporteur général soutient que le manque d'ouvriers, surtout de bons ouvriers, est tel, que la plupart des paysans sont dégoûtés de l'exploitation de leurs terres. » (*Situation des ouvriers agricoles*, I, p. 133) (1).

Un rapporteur du grand-duché de Hesse (Hesse Supérieure) écrit : « Autrefois, il y avait de véritables journaliers, qui, d'un bout de l'année à l'autre, exerçaient leur métier et prouvaient, par l'exécution de leurs travaux, qu'ils en avaient fait l'apprentissage, qu'ils en avaient l'expérience et qu'on pouvait compter sur eux. Mais ils ont disparu ; les batteuses s'emparèrent du travail des fermes en hiver ; les districts industriels fournissaient du travail toute l'année, et ainsi commença, vers 1875, l'émigration en Westphalie, en Belgique, à Paris, et ensuite surtout en Amérique, en Australie, dans la République Argentine ; on partait, on allait « tenter la fortune. » Et à la vérité, beaucoup ont réussi. Et ceux-ci engageaient les bons éléments qu'ils connaissaient au pays à les rejoindre. Les domestiques *mariés* les ont remplacés, un salmigondis de toutes les nationalités, des Suisses, des Prussiens Orientaux et Occidentaux, des Polonais, des gens de la Haute Silésie et même des Suédois,

(1) Kærger, *Verhältnisse der Landarbeiter*, I, p. 133.

etc., les uns venant à la suite de contrats, les autres spontanément ; et c'est une cohue de dégénérés qui vivent en concubinage avec la lie des ouvrières nomades, sont adonnés à la boisson et servent sans habileté professionnelle, sans intelligence, sans fidélité, comme valets d'écurie dans les fermes, ou comme *suisses*... chargés de l'entretien du gros bétail et de la laiterie, et tout cela contre des salaires élevés... En outre, les ouvriers établis ici ne suffisent pas dans les exploitations où l'on cultive beaucoup de raves, et, dès le commencement du printemps, arrivent de Rhön, d'Eichsfeld, de Bavière, de la Forêt Noire, de la haute Silésie, du Duché de Posen, et de la Prusse Occidentale, un grand nombre d'ouvriers nomades des deux sexes qu'on conserve, grâce à de hauts salaires, jusqu'en automne, précisément parce que les indigènes de la Hesse Supérieure ne veulent pas travailler plus longtemps dans les fermes (1).

Enfin donnons un troisième exemple de nature à montrer combien l'agriculture souffre des progrès de l'industrie.

Le Docteur Rud. Meyer cite dans un article (*Neue Zeit*, XI, 2, p. 284), des faits relatés par le régisseur d'un domaine de Bohême occupant quelques milliers d'hectares plantés de betteraves et de céréales. Il dit entre autres : « Auparavant nous avions l'habitude de houer le blé semé en ligne à plusieurs reprises avec la houe à cheval, mais cela ne nous est plus possible parce que, lorsque l'ouvrier qui dirige la houe est maladroit, il abîme le blé ; nous n'avons presque pas d'ouvriers adroits occupés aux attelages et les rares domestiques qui ont quelque habileté ne restent pas longtemps en place. Quand les jeunes gens ont appris au régiment à connaître le monde, ils ne veulent plus du long et pénible travail qu'il faut faire chez nous pour un maigre salaire, et ils s'en vont ailleurs, n'importe

(1) *Zuständ der Landarbeiter*, II, p. 230, 231.

où, ainsi nous ne conservons de la population indigène que les vieillards, les enfants et les femmes, et nous engageons des domestiques du pays tchèque de Tabor. Ceux-ci sont très ignorants, grossiers, et ne savent pas se servir des machines. C'est pourquoi nous laissons se rouiller dans les magasins les houes à cheval. »

Ces détails nous montrent déjà combien il est difficile, dans l'agriculture actuelle, d'employer, pour parer au manque d'ouvriers, la machine, ce moyen qui semble tout indiqué dans ce siècle de vapeur et d'électricité. L'agriculteur ne trouve pas partout des ouvriers sachant se servir de la machine, et ceux qui le sauraient abandonnent de plus en plus l'agriculture. Malgré cela la machine fait encore aujourd'hui à la campagne de très grands progrès, mais ces progrès sont loin d'être ce qu'il faudrait qu'ils fussent pour remédier à la disette d'ouvriers. Nous n'avons trouvé que quelques cas isolés dans lesquels les machines avaient vraiment permis à l'agriculteur de remédier au mal. Nous faisons abstraction ici de ce fait que les machines agricoles économisent toujours du travail en proportion de la quantité des produits fournis, mais pas toujours en proportion de l'étendue cultivée. Une série de machines, à la campagne, exige un plus grand nombre d'ouvriers, à surface égale, que les instruments ordinaires : « Dans bien des cas le manque de bras au lieu d'être atténué est aggravé par l'emploi de machines plus nombreuses ou meilleures. Le semoir à drill exige, pour ensemencer des surfaces égales, plus de travail que le semoir en ligne ou l'ensemencement à la main, etc. (1).

Enfin on a encore conseillé un quatrième moyen pour remédier au manque d'ouvriers ; ce serait de leur donner un salaire plus élevé, de les mieux traiter, les mieux loger, les mieux nourrir. C'est certes le moyen le plus efficace

(1) Th. v. de Goltz, *Die ländliche Arbeiterklasse*, p. 168.

des quatre, et cependant il semble insuffisant pour assurer à l'agriculture les bras qui lui sont nécessaires. Ce ne sont pas seulement les salaires élevés qui attirent à la ville l'ouvrier de la campagne ; il y a en outre la perspective de trouver du travail en hiver, une plus grande indépendance, une plus grande facilité de fonder une famille, et la supériorité de la ville au point de vue de la civilisation : tout cela ne pourrait être compensé que par une élévation de salaire tout à fait considérable.

F. Grossmann écrit (« Situation des travailleurs agricoles », II, p. 419) (1) que « dans les pays bas de l'Elbe on se plaint surtout du départ des domestiques femmes vers les villes. Le rapporteur trouve ce phénomène d'autant plus surprenant que celles qui prenaient du service dans les petites bourgades voisines gagnaient à peine la moitié de ce qu'elles gagnaient à la campagne. A Hambourg même, la moyenne des gages n'est pas plus élevée, mais en revanche les dépenses le sont. » Même de meilleurs traitements ne retiennent pas longtemps les ouvriers à la campagne. « Les cas sont nombreux, dit un rapporteur, où les maîtres considèrent et estiment leurs domestiques à peine comme des hommes. Que de fois les domestiques ne doivent-ils pas se contenter d'une nourriture médiocre, souvent mal apprêtée. Le plus souvent ils ne disposent pas d'une chambre convenable, suffisamment chauffée, où ils puissent passer leurs moments de liberté ; et bien des fois ils n'ont pour coucher qu'une chambre de débarras dans un coin écarté de la maison, le plus souvent sans plancher, sans chaises, à plus forte raison sans table. Au contraire, quand on considère les domestiques comme faisant partie de la famille, si l'on s'entretient avec eux de ses propres affaires et des leurs, s'ils mangent à la même table comme c'est souvent le cas dans ces régions, si on leur permet de passer leurs heures

(1) *Zustände der Landarbeiter*, II, p. 419.

de liberté avec la famille dans la chambre commune, ou si on leur donne quelque autre chambre convenable bien chauffée, si on leur donne les journaux à lire, les bons domestiques seront contents de leur sort. Mais dans ces cas mêmes ils songent en général à devenir facteurs, employés de chemins de fer, couturières, bonnes d'enfants, etc., ou à trouver un emploi dans les grandes villes, parce que la vie y est bien plus agréable que dans un petit village écarté, tranquille, qui souvent n'a pas même d'auberge. Des domestiques rangés peuvent, avec les gages élevés qu'ils touchent aujourd'hui, en supposant toutefois qu'ils ne se marient pas trop tôt comme c'est le plus souvent le cas ici, faire assez d'économies pour acquérir une petite ferme une fois âgés de plus de trente ans, surtout maintenant que les prix ont tellement diminué, et y élever quatre vaches et quelques moutons » (*op. cit.*, p. 423.)

Ni le taux élevé des salaires, ni les bons traitements, ni la perspective d'une petite propriété ne peuvent fixer au sol la masse des travailleurs agricoles.

Et d'ailleurs, comment les ouvriers agricoles peuvent-ils arriver à des salaires plus élevés et à de meilleurs traitements ? Il n'y a point de classe de patrons qui se décide volontairement à élever les salaires ; il faut qu'ils y soient contraints, mais les salariés agricoles sont aujourd'hui encore trop faibles pour pouvoir les y forcer par la puissance de leur organisation. Une élévation des salaires à la campagne est toujours la conséquence du manque croissant de bras. Un salaire élevé et une offre abondante de bras sont deux phénomènes qui jusqu'à présent du moins s'excluent à la campagne.

Quelque bon que serait le conseil, on ne saurait attendre d'une élévation de salaires un arrêt de l'émigration vers la ville. Celle-ci augmente sans cesse sans qu'aucun obstacle puisse l'arrêter.

Anderson Graham dit à ce sujet dans son ouvrage



« L'exode rural » (1), cité par Goldstein, *Statistique des professions* (p. 39) (2) : « Quand ils ont de faibles salaires comme dans le Wiltshire, ils émigrent ; quand ils ont des salaires élevés comme dans le Northumberland, ils s'en vont également. Quand les fermes sont petites, comme dans le district de Sleaford (Lincoln), ils s'en vont, et dans le Norfolk, où en général les fermes sont plus grandes, l'émigration progresse toujours. Le campagnard semble comme pénétré de cette idée désespérante qu'à la campagne il n'y a pas de bonheur possible pour lui, et tout tranquillement il dépose sa bêche et sa pioche et s'en va. »

Comme l'initiative privée est impuissante, on veut que l'Etat intervienne. On cherche à maintenir les domestiques chez l'agriculteur en rendant plus rigoureux les règlements qui les concernent, en punissant les délits, et en rendant plus difficiles les mariages. On cherche encore à retenir les populations dans leurs foyers en supprimant ou en limitant la liberté d'établissement par des interdictions de déplacement, en empêchant les villes d'accorder le droit de cité aux nouveaux arrivants, en élevant les tarifs de chemins de fer, etc.

Mais les mesures de la première catégorie contribueraient simplement à rendre encore plus insupportable la vie à la campagne aux domestiques et aux ouvriers embauchés, et augmenteraient ainsi leur désertion de la campagne. Quant à la suppression de la liberté d'établissement, même si la population industrielle s'en accommodait, même si elle pouvait se réaliser, elle tirerait d'embarras quelques agriculteurs, mais ne serait d'aucun secours pour l'agriculture en général. Elle enleverait à un très grand nombre de petits paysans l'unique possibilité qui leur reste de faire quelques profits accessoires,

(1) *Rural Exodus.*
(2) *Berufsgliederung.*



et les jetterait ainsi dans la misère la plus profonde ; elle rendrait aussi impossible dans les régions industrielles toute agriculture exploitée au moyen de salariés, car là, comme nous l'avons vu, elle ne peut pas se tirer d'affaire sans un appoint de bras étrangers. Elle retarderait la banqueroute de l'agriculture dans les régions arriérées au point de vue économique, mais la hâterait dans les régions avancées.

Contre le manque de bras en agriculture il n'y a point de remède dans la société capitaliste. Comme l'agriculture féodale à la fin du XVIII[e] siècle, l'agriculture capitaliste à la fin du XIX[e] est dans une impasse, impasse dont elle ne peut sortir par sa propre force, étant donné l'état social actuel.

On croirait entendre une description du siècle dernier quand on lit : « Les ouvriers manquent, et ce manque se fait principalement sentir dans les exploitations des grands propriétaires fonciers et des grands paysans. Le résultat, c'est que des biens assez importants et même des propriétés paysannes sont affermés, d'où ce désavantage qu'il n'y a plus d'améliorations et qu'il se produit une sorte d'exploitation par grappillage, parce que le bétail est insuffisant et que les vidanges et les engrais chimiques sont seuls employés. Cela nuit naturellement à la conservation de la fertilité du sol. Il arrive aussi que les champs sablonneux qui auparavant étaient cultivés avec profit restent en friche pendant de longues années, et cela, même quand ils appartiennent à des ouvriers, ceux-ci gagnant plus par leur travail salarié, les salaires étant élevés, qu'en cultivant leurs champs (1). » Voilà ce que nous dit un rapport provenant de la Hesse. Un autre, de Bavière, nous dit : « Comme les rapports généraux le constatent, le manque d'ouvriers dans mainte région n'y trouble pas seulement la régularité de

(1) *Verhältnisse der Landarbeiter*, II, 206.

l'exploitation, mais en diminue généralement l'intensité (*op cit.*, p. 190). »

Qu'on compare avec cela les citations rapportées plus haut sur les résultats de l'emploi d'ouvriers du dehors. En dépit de tous les progrès techniques, il n'est pas possible de mettre en doute que par endroits l'agriculture ne recule. Si le manque d'ouvriers persiste, la décadence finira par devenir générale. « Une diminution des forces productives doit nécessairement avoir pour conséquence une diminution de la surface cultivée annuellement et un accroissement des pâturages (1). »

Toutes les exploitations qui emploient des salariés sont atteintes par les conséquences déprimantes du manque d'ouvriers, mais les petites encore plus que les grandes. Celles-ci sont le moins en état d'employer les moyens qui peuvent remédier un peu par ci par là au manque de bras, s'ils ne peuvent pas y obvier complètement. Elles n'ont pas de terres qu'elles puissent louer à des salariés contre des engagements fermes ; elles ont besoin d'un si petit nombre d'ouvriers, qu'il n'y aurait pas profit à les faire venir exprès de loin. Il faut qu'elles se contentent de ceux qu'elles trouvent dans le voisinage ; très souvent elles ne peuvent pas, d'autre part, employer des machines, et quant à augmenter sensiblement les salaires, c'est ce que leur situation pécuniaire leur interdit.

Ajoutons que ces exploitations assez petites et qui emploient des salariés sont précisément celles qui occupent surtout la catégorie d'ouvriers qui émigre le plus facilement, les ouvriers célibataires, valets et filles de ferme.

Parmi les exploitations qui servent à la production de marchandises et ne produisent pas exclusivement ou presque exclusivement pour le ménage, celles qui sont le moins atteintes par la désertion des campagnes sont

(1) Goltz, *Die ländliche Arbeiterklasse*, p. 176.



celles qui occupent le moins de salariés et au besoin se contentent des bras que fournit la famille, mais qui cependant sont assez grandes pour retenir à la glèbe les propriétaires : ce sont en général les exploitations de 5 à 20 hectares. C'est un avantage pour elles que la tendance au morcellement du sol, qui menace le plus précisément ces exploitations, diminue d'autant plus que l'abandon de la campagne sévit davantage dans la population agricole. Le désir du sol diminue et les prix excessifs des petites propriétés s'abaissent. Le parcellement cesse d'être profitable et l'émiettement prend fin. Il n'est donc pas étonnant que ces exploitations soient les seules qui aient réellement gagné du terrain en Allemagne. La surface occupée par l'agriculture a augmenté, de 1882 à 1895, de 648 969 hectares. Les exploitations de 5 à 20 hectares à elles seules ont augmenté de 563 477 hectares, la surface des exploitations de 1 à 2 hectares a diminué de 50 177 hectares, et celle des exploitations de 20 à 50 hectares de 62 898 hectares.

Sur 1000 hectares utilisés par l'agriculture, appartenaient à des exploitations de

	Au-dessous de 1 hectare	1 à 2 hectares	2 à 5 hectares	5 à 20 hectares	20 à 100 hectares	100 à 1 000 hectares	Au-dessus de 1 000 hectares
1882	24	33	100	288	311	222	22
1895	25	32	101	299	303	216	25
Accroissement (+) diminution (—)	+ 1	— 1	+ 1	+ 11	— 8	— 6	+ 3

Les exploitations paysannes moyennes de 5 à 20 hectares ont seules sensiblement gagné du terrain ; ce sont celles des grands paysans de 20 à 100 hectares qui ont le plus perdu.

Ces nombres comblent de joie tous les bons citoyens qui voient dans la classe des paysans le plus solide rem-

part de l'ordre établi.— Elle ne tourne pas, elle ne se meut pas, elle, c'est-à-dire l'agriculture, s'écrient-ils avec enthousiasme ; la doctrine du Galilée du socialisme est fausse !

En fait, les tendances centralisatrices et décentralisatrices, dont on a pu constater l'action partout dans le courant du siècle jusque vers 1880, ne se manifestent pas dans ces chiffres ; il semble que les paysans voient naître une nouvelle ère de prospérité propre à ruiner toutes les tendances socialistes de l'industrie.

Mais cette prospérité ne repose sur rien de réel, elle ne résulte pas du bien-être des paysans, mais de l'état de détresse où se trouve toute l'agriculture tout entière. Elle procède des mêmes causes qui font que des machines déjà introduites dans l'agriculture, et qui y ont fait leurs preuves, sont abandonnées, que des formes féodales du contrat de travail renaissent, que des terres de labour deviennent des pâturages, et que des champs cessent d'être cultivés. Le jour où l'agriculture arriverait à résoudre, d'une manière satisfaisante, sa *question ouvrière*, et où elle prendrait par suite un nouvel essor, les tendances jusqu'alors favorables à la moyenne exploitation cesseraient de l'être.

On ne doit non plus espérer que la décadence de l'agriculture ferait disparaître, en se prolongeant, la grande exploitation et l'exploitation naine, et donnerait la suprématie en agriculture à la classe des moyens paysans que Sismondi dépeignait avec tant d'enthousiasme au commencement de ce siècle, et les rendrait capables d'opposer à toute l'évolution sociale un : Tu n'iras pas plus loin.

Si de toutes les classes de la population agricole qui produisent des marchandises, celle des moyens paysans est la moins atteinte par le manque de travailleurs salariés, c'est elle qui souffre le plus des autres charges qui accablent l'agriculture moyenne. C'est le moyen

paysan qui est le plus exploité par l'usurier et l'intermédiaire, c'est sur lui que pèsent les impôts les plus lourds, c'est pour lui que le service militaire est le plus dur, c'est son sol qui s'appauvrit et s'épuise le plus facilement. Et comme ces exploitations sont parmi les plus irrationnelles de celles qui produisent des marchandises, ce sont elles qui le plus souvent essayent de soutenir la concurrence par un travail excessif et une nourriture insuffisante. Rappelons-nous ce mot qui montre que les petits paysans se trouvent relativement heureux tant qu'ils restent petits paysans. « C'est quand on a un attelage à soi, que la vie devient difficile. »

Leur propriété relativement importante retient encore ces paysans à la glèbe ; eux, mais plus leurs enfants. Comme les salariés et les petits paysans, les enfants des moyens paysans ont commencé à être atteints par l'émigration, et cela d'autant plus qu'ils se familiarisent plus avec l'industrie. C'est d'une des provinces où les paysans se sont maintenus avec toute leur force, c'est du Schleswig-Holstein qu'on fait le rapport suivant : « Les valets, même les fils de paysans, qui jusqu'à leur entrée au régiment travaillaient dans la ferme paternelle, quand ils ont fini leur service militaire et qu'ils n'apprennent pas de métier, ne retournent pas pour longtemps à la campagne ; ils vont à la ville, parce que la vie à la campagne n'est plus de leur goût (1).

Mais plus tôt les enfants du moyen paysan se lassent d'être ses ouvriers les plus mal traités et les plus mal payés, plus ils tâchent de se soustraire à la barbarie paysanne, et plus les familles des moyens paysans diminuent, moins elles suffisent aux exigences les plus strictes de l'exploitation, plus grand devient le rôle que sont appelés à jouer les salariés aussi dans les exploitations paysannes, et plus la question ouvrière passe à l'ordre du

(1) *Verhältnisse der Landarbeiter*, II, p. 426.

jour pour eux aussi à côté des autres difficultés dans lesquelles se débat cette classe d'exploitations.

Aujourd'hui déjà les moyens paysans cessent tout à fait d'être conservateurs, c'est-à-dire d'être satisfaits de l'état de choses présent. Au contraire, ils sont aussi désireux de changer cet état de choses que les socialistes les plus intransigeants, mais ils le changeraient dans un tout autre sens. Cependant ils ne feront pas de révolution ; ils ne détruiront pas l'Etat, quelle que soit parfois la sauvagerie de leur conduite mais ils cessent d'être des défenseurs de l'ordre de choses établi. La crise agraire s'étend à toutes les classes productrices de l'agriculture ; elle n'épargne pas les moyens paysans.

X

LA CONCURRENCE DES PRODUITS D'OUTRE-MER ET L'INDUSTRIALISATION DE L'AGRICULTURE

a) *l'Industrie d'exportation.*

Les chapitres précédents nous ont montré que le mode de production capitaliste, qui a brisé les chaînes de la féodalité et donné une impulsion extraordinaire à l'agriculture, impulsion qui lui a fait faire plus de progrès en quelques dizaines d'années qu'elle n'en avait fait pendant mille ans, que ce même mode de production développe des tendances qui gênent toujours davantage l'agriculture, et aboutit à ce résultat que les formes de propriété correspondant au mode de production moderne deviennent de plus en plus contraires aux besoins d'une culture rationnelle.

Les tendances déprimantes se faisaient sentir déjà depuis longtemps, mais elles ne gênèrent que très peu l'agriculteur et le propriétaire foncier, tant qu'il fut en mesure de rejeter sur d'autres, sur les consommateurs, les charges qui en résultaient ; tant que cela dura, depuis l'écroulement de l'Etat féodal, ce fut un âge d'or pour l'agriculture, et il dura jusque vers le dernier quart du dix-neuvième siècle.

« Le Mémoire élaboré au Ministère de l'agriculture en novembre 1859, sur les mesures politiques à prendre



pour l'encouragement de l'agriculture en Prusse, disait avec raison, comme le remarquait Meitzen (1) : « Les effets qu'on attendait des lois agraires n'ont pas tardé à se produire ; au lieu du relâchement c'est une heureuse activité qui s'est emparée de la population agricole... Le concours de circonstances favorables a répandu parmi les propriétaires paysans aussi bien que parmi les propriétaires de terres nobles un bien-être général, et les prix d'achat de toutes les propriétés se sont démesurément élevés par suite de l'entière liberté de la culture, et de la concurrence illimitée des acquéreurs. »

Le langage des ministres de l'agriculture prussiens est tout autre aujourd'hui.

Jusque vers le dernier quart du dix-neuvième siècle, les prix des vivres ont certainement haussé, contrairement aux prix des produits industriels. Ils ont, en bien des cas aussi, monté plus vite que les salaires, si bien que les ouvriers ont vu leur situation empirer non seulement comme producteurs (la quote-part de la plus-value augmentait, c'est-à-dire que leur part de la valeur produite par eux diminuait), mais aussi comme consommateurs. La prospérité de l'agriculture est née de la misère croissante du prolétariat.

1000 kilogs de froment coûtaient d'après J. Conrad en

	Angleterre	France	Prusse
1821-30	266,00 mk(2)	192,40 mk	121,40 mk
1831-40	254,00 »	199,20 »	138,40 »
1841-50	240.00 »	206,60 »	167,80 »
1851-60	250,00 »	231,40 »	211,40 »
1861-70	248,00 »	224,60 »	204,60 »
1871-75	246,40 »	248,80 »	235,20 »

(1) Meitzen, *Der Boden und die landwirthschaftlichen Verhältnisse des preussischen Staats*, I, 440.

(2) (Mk = mark = 1 fr. 25).



Le kilogramme de bœuf coûtait à

	Berlin	Londres		Berlin	Londres
1821-30	61 pf[1]	? pf	1851-60	85 pf	101 pf
1831-40	63 pf	? pf	1861-70	100 pf	113 pf
1840-50	71 pf	87 pf	1871-80	125 pf	131 pf

Cette hausse constante a cessé vers l'an 1880. 100 kilogs de froment coûtaient en

	Angleterre	France	Prusse
1876-80	206,80 mk	229,40 mk	211,20 mk
1881-85	180,40 »	205,60 »	180.00 »
1889	137,00 »	198,30 »	192,00 »

D'après le dernier rapport de la Commission agraire parlementaire d'Angleterre, dans ce pays les prix fixés officiellement pour le froment étaient par quarter :

1889-91 .	32 schelling	11 pence	1892-94 .	26 schelling	6 pence
1890-92 .	33 »	1 penny	1894-95 .	24 »	1 penny
1891-93 .	31 »	2 pence			

Le kilogramme de bœuf coûtait à Berlin de 1881 à 1885, 119 Pfg. ; de 1886 à 1890, 115 Pfg. ; à Londres, de 1881-85, 124 Pfg. ; de 1886-90, 101 Pfg.

Le cours des denrées de première nécessité suit donc, depuis 1870, une évolution contraire à celle qu'elles avait suivie précédemment.

La raison de ce changement doit être cherchée, comme celle de toute autre grande modification de l'agriculture moderne, dans le développement de l'industrie, qui met de plus en plus l'agriculture sous sa dépendance.

(1) (pf. = pfennig = 1 centime 1/4).

Le mode de production capitaliste nécessite une révolution continue de la production par l'accumulation, l'entassement incessant de nouveaux capitaux, et par des révolutions techniques qui résultent du progrès ininterrompu des sciences qui se sont mises au service du capital. La masse des produits de l'exploitation capitaliste croît donc chez les nations capitalistes d'année en année; et elle croît beaucoup plus vite que la population.

Chose assez bizarre, cette accumulation constante de richesse devient une source d'embarras croissants pour les producteurs capitalistes, en raison de cette circonstance que leur mode de production est une production de plus-value qui échoit non au prolétariat mais à la classe capitaliste, et qu'elle est en même temps une production en grand, une production pour la consommation des masses.

C'est là une différence essentielle entre la production capitaliste et la production féodale ou antique. Le seigneur féodal ou le possesseur d'esclaves arrachaient aussi à leurs ouvriers une surproduction, mais cette surproduction était consommée par eux ou leurs parasites. La plus-value appropriée par le capitalisme prend d'abord au contraire en général la forme d'une production que la masse populaire doit acquérir avant qu'elle puisse prendre la forme de produits destinés à la consommation des capitalistes. Le capitaliste doit, de même que le seigneur féodal ou le maître d'esclaves, tendre à diminuer la consommation des masses pour augmenter la sienne propre; mais il a en outre une préoccupation que les autres ignoraient et qui est d'accroître constamment la consommation par masses. Cette contradiction est un des problèmes les plus caractéristiques et en même temps les plus difficiles qu'ait à résoudre le capitaliste moderne.

Des politiques naïfs et aussi des socialistes zélés s'occupent depuis longtemps de lui démontrer que la



consommation par masses est d'autant plus grande que la consommation des masses laborieuses est plus grande, et que par suite il n'a rien de mieux à faire, pour que la production suive son cours normal et même augmente constamment, que d'élever les salaires. Mais le meilleur effet que puisse avoir cette considération, c'est que chaque capitaliste voie avec plaisir l'élévation des salaires dans toutes les industries, sauf la sienne. Un brasseur peut trouver son intérêt à l'augmentation de la consommation des masses grâce à l'élévation des salaires des autres ouvriers, mais jamais grâce à l'élévation du salaire de ses ouvriers. Il est exact que plus les salaires sont élevés, plus le capitaliste peut vendre. Mais il ne produit pas pour vendre, mais pour empocher un profit. Mais le profit est, *ceteris paribus*, d'autant plus élevé que la plus-value est plus grande, et celle-ci est d'autant plus grande que le salaire est moins élevé pour la même somme de travail donnée.

Aussi bien les capitalistes connaissent-ils et ont-ils connu de tout temps d'autres méthodes, pour élever la consommation par masses des produits de l'exploitation capitaliste, que celle qui consiste à augmenter la consommation des masses ouvrières. Ce n'est pas dans le prolétariat ouvrier qu'ils cherchent tout d'abord leur débouché le plus important, mais dans les masses non prolétariennes de la population, avant tout dans le peuple des campagnes. Nous avons vu comment ils ruinent dans les campagnes l'industrie à domicile et constituent ainsi un grand marché pour le débit de leurs masses de produits.

Mais ce marché suffit d'autant moins que le mode de production capitaliste a des moyens plus puissants, et que la classe salariée, qui crée les grandes masses de produits et n'en peut nécessairement consommer qu'une partie devient prédominante dans la population. L'extension du marché hors des limites de la nation, la production pour

le marché du monde et le développement constant de celui-ci sont des conditions vitales de l'industrie capitaliste. De là ces efforts pour agrandir les marchés, pour faire le bonheur des nègres au moyen de bottes et de chapeaux, et des Chinois en leur fournissant des cuirassés, des canons et des chemins de fer. Le marché intérieur lui-même dépend aujourd'hui presque entièrement du marché extérieur. C'est lui qui décide de la prospérité des affaires, de la consommation plus ou moins forte des prolétaires et des capitalistes, et avec eux des commerçants, des artisans, des paysans.

Quand le marché extérieur, le marché du monde ne sera plus capable d'une extension rapide, le mode de production capitaliste aura vécu.

b) *Les chemins de fer.*

Les efforts constants de l'industrie pour étendre ses débouchés ne vont pas sans une révolution dans les moyens de transport.

Nous avons vu que le mode de production capitaliste repose *a priori* sur la production par grandes masses. Comme tel il suppose aussi des moyens de transport de grandes masses. Et il ne les suppose pas seulement pour l'exportation de ses produits. Une grande industrie capitaliste emploie bien plus de matières premières qu'elle n'en peut trouver dans son voisinage immédiat ; elle concentre des masses d'hommes trop grandes pour que le pays voisin puisse les nourrir. Les matières premières et les vivres ont en général une faible valeur spécifique ; ils renferment peu de travail sous un gros et pesant volume. Il faut que les tarifs des moyens de transport soient particulièrement bas pour que le transport de grandes masses à de grandes distances ne coûte pas des prix exorbitants.

Un transport de ce genre n'était possible dans les débuts de la production capitaliste que par voie d'eau. Cette forme de production ne pouvait se développer qu'auprès de la mer ou de routes fluviales particulièrement bien situées. Mais la production capitaliste ne réclame pas seulement le bon marché mais aussi la rapidité et la sécurité du transport de grandes masses. Plus vite le capital se renouvelle, et moins il faut en avancer dans une affaire pour lui donner une certaine importance, plus sera grande l'importance qu'elle peut prendre avec un capital donné. Si j'envoie mes marchandises de Manchester à Hong-Kong, il y a une grande différence pour moi à être payé en trois mois ou en un an. Si mon capital se renouvelle quatre fois par an, mon profit, toutes les autres conditions restant les mêmes, sera quatre fois plus grand que s'il ne se renouvelle qu'une fois.

Mais d'un autre côté plus les relations sont rapides, et plus je pourrai chercher loin mes clients, plus mes débouchés s'éloigneront sans ralentir la circulation du capital engagé dans l'entreprise et sans augmenter ce capital.

Plus les relations sont rapides, moins il est nécessaire d'avoir de grandes provisions de matières premières pour maintenir l'exploitation en activité. Sous ce rapport aussi chaque perfectionnement des moyens de transport a pour effet de produire plus avec un capital donné, de fournir le même produit avec un capital moindre et enfin de pouvoir étendre le cercle des marchés d'approvisionnement.

La plus grande sécurité du commerce agit dans le même sens. Elle diminue les réserves en argent et en matières premières que l'entrepreneur doit tenir prêtes pour parer aux éventualités relatives au débit ou à l'arrivage.

Mais au point de vue de la rapidité et de la sécurité le transport par voie d'eau, au moyen de bâtiments à voile,

de bateaux à rame ou par des procédés de halage laisse beaucoup à désirer. Les canaux et les rivières gèlent en hiver, les tempêtes compromettent la sécurité sur mer, et les calmes et les vents contraires sont encore plus redoutables pour le négociant qui attend.

Il fallut d'abord dompter la vapeur pour pouvoir créer ces formes de transport par grandes masses qui rendent la production capitaliste indépendante des voies navigables, permettent de la transplanter à l'intérieur des continents, et transforment le monde entier en un immense débouché pour la grande industrie, qui fait des pas de géants.

C'est déjà au commencement de ce siècle qu'on inventa les locomotives à vapeur et les chemins de fer, mais leur emploi fut limité presque exclusivement aux pays où dominait la grande industrie. Les grandes guerres qui donnèrent le coup de grâce à la vieille Europe et à la jeune Amérique frayèrent la voie à un développement rapide des chemins de fer en dehors du domaine de la grande industrie. A partir de ce moment seulement, les chemins de fer, après avoir été simplement un produit du développement capitaliste, furent ses plus puissants auxiliaires. Si la Russie après la guerre de Crimée, l'Autriche Hongrie depuis 1859, et encore plus depuis 1866, ont encouragé de toutes les manières la construction de chemins de fer, ce fut surtout pour des raisons d'ordre stratégique. Il en fut de même pour les chemins de fer roumains, turcs et indiens. Mais des considérations d'ordre commercial intervinrent aussi. Les gouvernements avaient besoin d'argent pour soutenir la concurrence avec les états capitalistes. Mais la seule chose que leurs peuples pouvaient apporter sur le marché, c'étaient les matières premières et les vivres pour lesquels il fallait créer des moyens de transport en masses.

C'est à ce but tout d'abord que devaient servir les chemins de fer que créèrent les capitalistes américains après la guerre de sécession, qui avait donné au capital la

suprématie dans l'Union. Les succès de ces chemins de fer encouragèrent l'esprit d'imitation, et aujourd'hui un des principaux emplois des finances européennes est la construction de lignes de chemin de fer dans des pays absolument arriérés au point de vue économique, loin de l'Europe et souvent complètement inhabités. La construction de ces lignes n'offre pas seulement aux capitaux surabondants, sous la masse desquels la classe des capitalistes européens menace d'étouffer, un débouché excellent, elle ouvre, bien plus elle crée souvent de nouveaux marchés pour l'industrie européenne qui se développe si rapidement, mais elle ouvre et crée aussi de nouveaux centres pour l'importation de matières premières et de denrées alimentaires.

Giffen a publié tout récemment le tableau suivant sur la longueur des voies ferrées en milles anglais (1609 mètres) à la fin des années.

	1850	1860	1870	1880	1890	1895
Europe	14 551	33 354	64 667	105 429	141 552	155 284
Amérique	9 604	33 547	58 848	109 521	212 724	229 722
Asie		844	5 118	9 948	22 023	26 990
Australie		350	1 042	4 889	13 332	13 889
Afrique		278	956	2 904	6 522	8 169
Total. . . .	24 155	68 373	130 631	232 691	396 153	433 953

En 1860, l'étendue du réseau des chemins de fer européens était la moitié de celui du monde, en 1895 elle n'était plus qu'un tiers. Pendant ce temps, son étendue n'a pas tout à fait quintuplé, celle du réseau américain, au contraire, est devenue sept fois plus grande, celle du réseau des trois parties du monde est devenue plus de 30 fois plus grande.

De même, quoique à un moindre degré, la vapeur a révolutionné la navigation. D'après Jannasch, le tonnage des vaisseaux faisant la navigation entre les pays maritimes les plus importants du globe s'élevait :



Années	Nombre de pays.	Nombre total de tonneaux	Nombre de tonneaux correspondant aux bateaux à vapeur
1872.	38 pays	137 226 600	52 908 900
1876.	45 »	149 785 300	100 754 700
1880.	41 »	360 970 800	287 905 100
1892.	41 »	382 480 600	313 393 100

Les frais de transport par chemin de fer et par bateaux diminuent constamment. D'après Seving, le fret moyen du transport du blé de Chicago à New-York était par boisseau :

Années	Par voie d'eau	Par voie ferrée
1868.	24,54 cents	42,6 cents
1884.	6,60 »	13,0 »

Le transport du blé de New-York à Liverpool par vapeur coûtait en moyenne par boisseau, en 1868, 14,36 cents, en 1884, 6,87 seulement.

Depuis, le fret a encore diminué. D'après l'Annuaire des Etats-Unis, « Département de l'agriculture », 1896, on payait par boisseau de blé, de New-York à Liverpool, en

Années	Janvier	Juin
1885.	9,30 cents	5,00 cents
1890.	11.13 »	3,75 »
1896.	6,12 »	4,00 »

Le transport de 100 livres de blé coûtait par voie ferrée de Chicago à New-York 25 cents en 1893, 20 cents en 1897.

Ce développement des moyens de transport a profondément modifié la situation de l'agriculture européenne.



Les produits agricoles se distinguent, comme on l'a déjà remarqué, par leur faible valeur spécifique, c'est-à-dire qu'ils contiennent sous un gros volume et avec un gros poids relativement peu de travail humain, ainsi les pommes de terre, le foin, le lait, les fruits, le blé et la viande même. Beaucoup ne supportent que difficilement le transport à de longues distances : la viande, le lait, un grand nombre de fruits et de légumes. Avec les moyens de transport primitifs, le transport de ces produits revenait très cher, l'envoi à des distances un peu grandes était presque impossible. Le ravitaillement du marché de la ville restait essentiellement une affaire locale, n'intéressant que le voisinage immédiat. Celui-ci avait le monopole de l'exploitation des consommateurs de la ville, et il en usait largement. Les frais de transport élevés des produits qu'il fallait faire venir de propriétés plus éloignées pour suffire aux besoins de la ville, faisaient monter la rente foncière différentielle des propriétés les plus rapprochées. Les difficultés croissantes qui empêchaient d'étendre au delà d'une certaine limite la zone d'approvisionnement permettaient encore d'élever à l'excès la rente foncière absolue.

La construction des chemins de fer ne changea pas grand'chose tant qu'elle resta limitée aux pays de grande industrie. Ils ouvrirent bien aux marchés des villes de nouvelles sources d'approvisionnement, mais les propriétés ainsi appelées à expédier des subsistances produisaient dans les mêmes conditions que les propriétés voisines de la ville. Avant tout ces chemins de fer eurent pour résultat de développer extraordinairement le marché des villes. Ce sont eux qui rendirent possible cette croissance rapide, cette extension énorme des grandes villes qui caractérise notre époque. Mais ils ne firent pas baisser la rente foncière. Au contraire, depuis le commencement de la construction des chemins de fer jusque vers 1880, la rente foncière monta très rapidement dans

tous les pays de l'Europe occidentale. Les chemins de fer produisirent une augmentation rapide du nombre des propriétaires fonciers bénéficiant de la hausse de la rente. Ils ont prodigieusement accru la masse de la rente foncière qui revenait aux propriétaires d'exploitations éloignées des villes.

Mais les chemins de fer qui ont été construits dans des pays arriérés au point de vue économique exercent une tout autre action. Eux aussi ont à peine amené une surproduction de vivres. Dans la mesure où ils ont augmenté l'approvisionnement de vivres, ils ont développé le marché urbain, ils ont contribué au développement de la population industrielle qui n'aurait pas pu croître aussi vite sans l'importation en Europe des denrées alimentaires d'Outre-Mer. Ce n'est pas la quantité des denrées importées qui peut être menaçante pour l'agriculture européenne, mais les conditions de leur production. Elles n'avaient pas à supporter les charges qu'impose à l'agriculture le mode de production capitaliste ; en figurant sur le marché, elles rendaient impossible à l'agriculture européenne de rejeter sur la masse des consommateurs les charges que faisaient peser sur elle, en les augmentant rapidement, la propriété privée du sol et la production marchande d'ordre capitaliste. Elle est forcée de les supporter elle-même, et c'est en cela que consiste aujourd'hui la crise agraire.

c) *Les domaines de la concurrence des denrées alimentaires.*

On peut diviser en deux grandes catégories les pays dont l'agriculture produit à plus petits frais que l'agriculture européenne : les domaines du despotisme oriental, et les libres colonies ou anciennes colonies, en spé-



cifiant qu'on peut mettre au nombre des premiers des pays comme la Russie. Mais précisément au point de vue de la population rurale c'est encore, dans l'ensemble, tout à fait légitime.

Dans les premiers de ces pays, la population agricole est complètement abandonnée à l'arbitraire de l'Etat et des classes dirigeantes. Le capitalisme n'y a pas encore créé de vie politique nationale ; la nation y est encore, du moins à la campagne, un agrégat de communautés rurales, qui vivent chacune pour soi, et dont l'isolement est tel qu'elles ne peuvent résister à la puissance de l'Etat centralisé. Mais tant que cette dernière ne pénètre pas dans le domaine de la production marchande simple, la situation du paysan dans un tel Etat n'est pas en général trop mauvaise. Personnellement, il a peu de rapports avec l'autorité publique. La commune organisée démocratiquement le protège et le représente devant l'Etat, et l'autorité a peu de moyens de pressurer outre mesure la commune et s'y trouve peu disposée, puisqu'elle ne peut pas employer tous les produits naturels que lui fournit l'impôt. Les cruautés et les exactions du despotisme oriental se manifestent plutôt dans les villes, à l'égard des courtisans, des grands fonctionnaires, des riches marchands, que dans les campagnes.

Mais cela change complètement, quand l'autorité publique entre en rapport d'une façon quelconque avec le capitalisme européen. La civilisation européenne fait son entrée dans un pays sous la forme du militarisme, du bureaucratisme et de la dette d'Etat, et augmente subitement, en même temps que les besoins d'argent de l'Etat, sa force vis-à-vis des communautés rurales. Les impôts deviennent des impôts en argent, ou plutôt les minimes impôts en argent qui pouvaient exister déjà montent à des hauteurs exorbitantes. C'est l'agriculture qui constitue la branche de production la plus importante

de ces Etats, c'est sur elle que pèsent presque toutes les charges des impôts, d'autant plus que la population agricole est incapable de résistance. C'en est fait de son bien-être. Elle doit grappiller sur ses propres forces, et sur les ressources du sol, pour lui arracher tout ce qu'on peut lui arracher. C'en est fait du loisir, du temps consacré à des travaux d'un caractère artistique. Les belles sculptures sur bois et les belles broderies des paysans de la Russie méridionale ne sont plus qu'un souvenir : souvenir aussi l'abondance de jadis. On récolte beaucoup plus qu'autrefois ; on ne laisse pas le sol se reposer. Cependant tout ce qui n'est pas absolument indispensable aux besoins les plus stricts de la vie va au marché. Mais où trouver des acheteurs dans un pays dont presque tous les habitants sont des paysans qui veulent vendre des vivres et n'ont pas besoin d'en acheter ? L'exportation des denrées alimentaires devient dès lors une question vitale ; la construction de chemins de fer allant de l'intérieur aux ports ou aux frontières est une nécessité pour le gouvernement, s'il veut percevoir les impôts en argent des paysans.

On peut à peine parler de la fixation des prix de ces vivres d'après les frais de production. Ils n'ont pas été produits d'une manière capitaliste, et ils sont vendus sous la pression de l'Etat, et de l'usurier, qu'attire la rentrée des impôts en argent. Plus les impôts et les intérêts usuraires sont élevés, plus la misère et la sujétion du paysan endetté est grande, et plus la nécessité s'impose à lui de se défaire de ses produits à n'importe quel prix, plus grande est la somme de travail qu'il doit fournir gratuitement au créancier, riche paysan, aubergiste ou propriétaire, pour éteindre sa dette, plus est grande la quantité de produits qu'il porte au marché, d'autant moindre sera le prix qu'il en tirera, d'autant meilleur marché seront les produits fournis par les terres de ses créanciers. Les charges croissantes que les impôts et

l'usure font peser sur les paysans ne renchérissent pas ses produits, au contraire, elles en font baisser le prix ; elles abaissent jusqu'à sa dernière limite la rente foncière et les salaires des petits paysans, si l'on peut parler de rente foncière et de salaires des petits paysans.

Etant donnée une semblable concurrence il n'y a pas de prospérité possible pour une agriculture qui produit d'une manière capitaliste, et qui a à compter avec un *standard of life* donné de la populationa gricole, avec des salaires donnés et des rentes foncières déterminées par le prix du sol et les dettes hypothécaires, qui n'use pas de l'exploitation par grapillage mais qui maintient la fertilité du sol et qui ne dispose que d'un nombre insuffisant de bras.

La concurrence des colonies, de l'Amérique et de l'Australie est tout autre que celle des pays de despotisme oriental, tels que la Russie, la Turquie et l'Inde, qui ont pris contact avec le capitalisme européen. Nous trouvons là-bas une puissante démocratie de paysans libres, qui se tient à l'écart des querelles internationales, ignore le militarisme, et n'est pas écrasée d'impôts. D'immenses étendues de pays fertiles se trouvent là sans propriétaires, car leurs premiers possesseurs, quelques indigènes, ont été exterminés, ou refoulés dans quelques coins de terre. Il n'y a point encore là-bas de particuliers qui monopolisent le sol, il n'y a point de rente foncière, le sol n'a pas de prix. L'agriculteur n'a pas besoin, comme en Europe, de consacrer la plus grande partie de son capital à l'achat du sol ; il peut l'employer tout entier à l'exploitation de ses terres ; il peut donc, avec le même capital et la même étendue de terrain, réaliser une culture beaucoup plus parfaite aux colonies qu'en Europe. Il le peut d'autant plus facilement que le colon, quand il vient d'Europe, trouve une situation tout à fait nouvelle, à laquelle il doit s'adapter, et où les traditions et les préjugés du passé, qui pèsent si lourdement



sur le paysan européen, ne tardent pas à disparaître.

Une autre circonstance encore favorise le développement de l'agriculture : le sol n'est pas encore épuisé, il est encore complètement vierge ; il ne réclame ni fumaison, ni assolement, et pendant de longues années il donne abondamment le même produit. Le paysan n'a par suite besoin ni d'acheter de l'engrais, ni d'en fabriquer lui-même ; il peut se consacrer tout entier à la culture d'un produit unique, le blé par exemple, et il le fait d'autant plus volontiers que le commerce est plus développé, qu'il ne produit que pour le commerce, et qu'il n'a pas besoin de produire pour son propre usage. Cette forme spécialisée de la production lui permet une économie extraordinaire de bras et d'instruments de travail, et en même temps l'emploi de tous ses moyens en vue d'un but unique. Le producteur de blé n'a pas besoin d'étables pour le bétail, sauf pour les bêtes de trait ; il n'a pas besoin de granges pour les provisions de fourrage, ni de domestiques s'occupant du bétail ; il n'a pas besoin de cultiver la pomme de terre, la rave et le chou, et il fait ainsi économie de bras et d'instruments. Cette forme de la production, comme aussi l'absence de rente foncière, a pour résultat que l'agriculteur, aux colonies, avec le même travail, le même capital et la même étendue de terrain, retire un plus haut rapport, ou bien qu'avec le même travail et le même capital, il peut cultiver une plus grande étendue de terrain, avec le même rendement par hectare, qu'en Europe.

On explique en général le développement technique extraordinaire de l'agriculture américaine par le manque de bras et le taux élevé des salaires, qui nécessitèrent l'emploi des machines, mais cette dernière cause, sans les deux autres que l'on vient de mentionner, n'aurait pas eu les grands effets qu'elle a eus effectivement.

La question ouvrière telle qu'elle existe dans l'agriculture européenne ne se fait pas sentir aux colonies ;

assurément les colonies ont une population beaucoup plus clairsemée que les pays de l'Europe civilisée, et le nombre des ouvriers relativement aux surfaces exploitées est beaucoup moindre.

Mais ce n'est pas la prospérité de l'agriculture qui dépend du nombre des travailleurs qu'elle emploie, mais seulement le genre d'exploitation. Si les ouvriers sont en petit nombre on fait de la culture extensive et on remplace autant que possible les bras par les machines, etc. Seulement étant donné un mode déterminé d'exploitation, il n'est pas du tout indifférent à la prospérité de l'agriculture que le nombre des bras dont elle peut disposer augmente ou diminue, et que la capacité des ouvriers augmente ou diminue. Ce n'est pas du nombre et de l'habileté des ouvriers dont dispose l'agriculture à un moment donné que dépend le plus de prospérité, mais bien du sens des modifications que subissent ces facteurs.

Mais en cela les colonies l'emportent sur l'Europe. Le même abandon de la campagne qui dépeuple les communes rurales en Europe, n'amène pas seulement dans les villes mais aussi dans les colonies des troupes toujours nouvelles de paysans vigoureux, les plus intelligents et les plus énergiques de leur classe, qui, dans cette situation nouvelle, deviennent et sont forcés de devenir encore plus intelligents et plus énergiques. Ceux qui ne savent pas s'accommoder à cette situation complètement différente succombent. « Au bout de quelques années un émigrant tout à fait sans culture devient un homme d'autant plus capable qu'il est extraordinairement bien nourri et bien entretenu. Il ressemble à une plante qu'on transplante d'un sol pauvre dans un sol fertile ; c'est ce qui a lieu aujourd'hui encore, et cela durera aussi longtemps que le travail sera mieux rémunéré ici qu'en Europe (1). »

(1) R. Meyer, *Ursachen der amerikanischen Konkurrenz*, p. 16.

Il n'y a pas aux colonies de service militaire qui enlève à l'agriculture ses bras.

Sering dit, lui aussi, expressément : « Dans les districts de fermes on entend souvent se plaindre du taux élevé des salaires, mais très rarement du manque d'ouvriers (1). » Mais les salaires élevés ne restent pas non plus au même niveau.

Tandis qu'en Europe la difficulté croissante de trouver un nombre suffisant de travailleurs agricoles fait augmenter en général leurs salaires, dans les colonies, grâce à l'afflux constant de forces nouvelles, ils ont une tendance à diminuer. D'après Sering (*op. cit.*, p. 469) les salaires mensuels des ouvriers agricoles, embauchés pour l'année, s'élevaient en dollars :

États	1866	1869	1875	1879	1881	1885 Mai
Californie	35,75	46,38	44,50	41	38,25	38,75
Etats de l'Est . . .	33,30	32,08	28.96	20,21	26,61	25.55
Etats du Centre . .	30.07	28,02	26,02	19 69	22,24	23,50
Etats de l'Ouest . .	18,91	27.01	23,60	20.38	23,63	22,25
Etat du Sud . . .	16 —	17,21	16,22	13,31	15,30	14,25

Il est évident qu'il y a un mouvement de baisse général.

En présence de tous ces faits, on voit facilement combien ridicule est ce bon conseil que des économistes libéraux donnent si volontiers aux paysans européens : il suffirait simplement qu'ils fussent aussi intelligents que les Américains, et la concurrence américaine serait vaincue.

Mais il est digne de remarque que, dans le cours de l'évolution, les Américains eux-mêmes, au lieu de devenir plus intelligents, deviennent moins intelligents, c'est-à-dire commencent à cultiver d'après la méthode européenne.

(1) Sering, *Die landwirthschaftliche Konkurrenz Nordamerikas*, p. 179.

L'agriculture coloniale que nous venons de décrire ne se pratique aux Etats-Unis que dans une mesure restreinte. Cette agriculture repose sur l'exploitation par grappillage. Elle épuise le sol tôt ou tard. Par suite il devient nécessaire que l'agriculteur change de temps en temps sa terre appauvrie pour une nouvelle ; il le peut, soit parce que sa propriété avait une telle extension qu'à côté des terrains cultivés il en reste encore qui sont en friche, soit que, lorsque sa terre est épuisée, il aille dans des contrées non cultivées, et qu'il y défriche de nouvelles terres. Par son caractère nomade, l'agriculture coloniale ressemble à celle des anciens Germains, avec cette différence, toutefois, que l'agriculture coloniale a recours à toutes les ressources de la technique moderne, et est destinée à la vente et non à la consommation sur place. Mais c'est précisément pour cela que cette agriculture nomade moderne doit épuiser le sol encore plus vite que ne le fit l'agriculture des Germains. La terre abandonnée reste inculte jusqu'à ce qu'elle se soit reposée, ou bien elle devient la propriété d'un agriculteur qui se met à la cultiver d'après les procédés européens, avec l'assolement et le fumage. Dans ce cas, cette vieille terre devient tôt ou tard impropre à la culture extensive. Des terres sur lesquelles, pendant 40 ans sans interruption, on peut cultiver du froment sans les fumer (Sering, *Op. cit.*, p. 188) sont des raretés exceptionnelles ; l'état inconstant de l'agriculture américaine apparaît dans les chiffres suivants. Le nombre d'acres ensemencés de froment était :

Années	États de l'Ouest	États du Centre	États de l'Est
1880	6 100 000	23 700 000	5 700 000
1890	11 400 000	17 600 000	4 600 000
Accroissement (+) ou diminution (—). . .	+ 5 300 000	— 6 100 000	— 1 100 000

Dans les Etats du Nord-Est la surface totale exploitée



par l'agriculture a diminué encore plus ; dans le même temps elle a passé de 46 385 632 acres à 42 338 024, c'est-à-dire qu'elle a perdu plus de 4 millions d'acres.

L'appétit qui porte les colons américains vers des terres nouvelles, étant donné cet épuisement rapide du sol, doit être encore plus grand que celui des anciens Germains ; et si l'Allemagne a été la *vagina gentium*, la mère toujours féconde du nombre incalculable de peuples qui, pendant les siècles des invasions, se sont portés jusqu'en Afrique, l'Est de l'Amérique est aussi devenu une *vagina gentium*, le point de départ des colons qui, dans le cours de quelques dizaines d'années, ont rempli le continent jusqu'au rivage de l'Océan Pacifique.

Cette marche en avant fut favorisée par la forte immigration des Européens. Car la perspective de pouvoir faire de la culture sur un sol fertile sans aucune des charges de la civilisation capitaliste : rente foncière, militarisme, impôts, était trop séduisante pour ne pas engager des troupes immenses d'agriculteurs à quitter la glèbe paternelle à laquelle nos poètes et nos politiques les croient si indissolublement attachés, pour chercher une nouvelle eyistence au delà de l'Océan.

Aujourd'hui, tout le sol fertile aux Etats-Unis est devenu propriété privée. L'accroissement du nombre des fermes se fait de plus en plus lentement. De 1870 à 1880 elles ont augmenté de 1 348 922, c'est-à-dire de 51 0/0 ; de 1880 à 1890, seulement de 355 734, c'est-à-dire de 14 0/0. Le sol n'est plus libre, il produit une rente foncière, et il a un prix. En même temps commencent les charges de l'agriculture, en particulier celles de la propriété privée sous le régime capitaliste. Le paysan américain doit aujourd'hui acheter une terre, diminuer son capital d'exploitation du prix d'achat, exploiter une plus petite terre que celle qu'il aurait eue auparavant ou faire des dettes ; ou bien il doit prendre à ferme une propriété.

Mais en même temps on exige de plus en plus de l'agri-

culteur. Le sol est épuisé, et on ne peut pas s'en procurer d'autre pour rien. La fumaison, l'assolement, l'élève de bétail deviennent nécessaires, mais tout cela exige plus d'ouvriers et plus d'argent. Depuis 1880, le cens a fait le relevé des prix du fumier artificiel employé dans les années précédentes ; il s'élevait en 1880 à 28 000 000 dollars, en 1890 à 38 500 000 dollars. C'est là une nouvelle cause d'endettement et d'amoindrissement des propriétés.

Le système du fermage et l'endettement commencent à s'enraciner et à s'étendre : en 1880, 25,56 0/0 des propriétés aux Etats-Unis, en 1890, 28,37 0/0 étaient affermées (Cf. p. 128). On fit en 1890, pour la première fois, l'évaluation de la dette des fermes dans l'ensemble de l'Union. Sur les fermes non affermées mais exploitées par leurs propriétaires, en 1890, 28,22 0/0 étaient endettées, la plupart d'entre elles se trouvaient dans les Etats où le capitalisme était développé. Sur les 886 957 fermes endettées, 177 508 se trouvaient dans les Etats nord-atlantiques (34,22 0/0 des fermes se trouvant là-bas), 618 429 (42,52 0/0) dans les Etats du Centre-Nord ; par contre seulement, 31 751 (23,09 0/0), dans les Etats de l'Ouest ; 31 080 (7,43 0/0), dans les Etats sud-atlantiques ; 28 189 (4,59 0/0) dans les Etats du Centre-Sud. L'endettement fut évalué à 1086 millions de dollars, 35,55 0/0 de la valeur des propriétés. Dans 88 0/0 des fermes endettées, l'endettement était causé par des acquisitions, des améliorations, l'achat de machines et de bétail, etc.

Cette situation doit aussi tarir le courant de l'émigration, en même temps que, par suite du passage de la culture extensive à la culture intensive, on a besoin d'un plus grand nombre de travailleurs.

En 1882 l'immigration atteignit aux Etat-Unis son chiffre maximum avec un nombre de 788 992 immigrants. Depuis, ce nombre a baissé constamment ; il n'était plus en 1895 que de 279 948. L'émigration allemande, qui comp-



tait encore, en 1881, 220 902 individus, est tombée, en 1897, à 24,631.

En même temps l'industrie et le commerce se développent rapidement et absorbent une partie de plus en plus grande de la population. Le nombre des individus employés dans l'industrie a augmenté, de 1880 à 1890, de 49,1 0/0, celui des individus employés dans le commerce, de 78,2 0/0, dans l'agriculture (plus les mines), seulement de 12,6 0/0.

Le temps est donc proche où l'agriculture américaine va manquer de bras. Le développement de l'industrie ne lui enlève pas seulement directement ses ouvriers, mais il encourage encore le militarisme. Elle devient une industrie d'exportation qui veut conquérir le monde et entre en conflit avec les nations rivales. L'organisation militaire impose de plus grandes charges, la dette de l'Etat augmente, les impôts deviennent plus lourds, l'essor de l'industrie entraîne des crises qui ébranlent tout le pays ; le chômage prend des proportions menaçantes, les luttes de classes deviennent de plus en plus vives, les classes dominantes sont obligées de recourir à des moyens de plus en plus violents pour réprimer ou prévenir des agitations dangereuses. Cela aussi favorise le militarisme. Ajoutons que l'Etat devient de plus en plus la proie de la haute finance, qui, par ses monopoles, met la population au pillage.

Tout cela a pour résultat un accroissement des charges de l'agriculture des Etats-Unis, qui la rend moins apte à lutter sur le marché du monde.

La concurrence de la Russie d'Europe et des Indes perdra aussi de son acuité ; avec le temps, là-bas plus vite encore qu'aux Etats-Unis, l'exploitation par grapillage amènera la banqueroute de la méthode d'agriculture dominante, puisqu'il y a moins de sol en réserve, que le sol, cultivé depuis longtemps, est déjà plus épuisé, et que les moyens de la transformer deviennent d'autant plus

défectueux que le paysan devient plus pauvre, et que l'usurier et le collecteur d'impôts lui prennent davantage son bétail. Le résultat final, c'est la famine chronique, avec des aggravations périodiques.

L'exportation pourra malgré cela augmenter encore un certain temps, surtout à la suite des constructions incessantes de lignes de chemin de fer, qui ouvrent au commerce des régions nouvelles encore riches ; mais finalement cette culture aura pour résultat ou bien une complète stérilité du sol, ou le passage à l'exploitation capitaliste de grands propriétaires fonciers et de grands paysans, exploitation à laquelle la Russie semble déjà en bien des endroits tout à fait prédisposée.

La prolétarisation de la population agricole, qui jette sur le marché des masses d'ouvriers travaillant à bas prix et de grandes étendues de pays à vendre, et concurremment la naissance d'une classe nombreuse d'usuriers campagnards qui entassent des capitaux, créent toutes les conditions indispensables à la production capitaliste. Avec cela les conditions de la production en Russie deviennent de plus en plus analogues à celles de l'Europe, et sa concurrence produit de moins en moins une baisse des prix.

Mais grande est l'erreur de ceux qui en concluent qu'on triomphera bientôt de la crise agraire.

Le procès qui l'a provoquée se poursuit sans interruption et ouvre toujours de nouvelles régions, soit dans les colonies, soit dans les pays de despotisme oriental, au mode de production capitaliste. Au Canada, en Australie, dans l'Amérique du Sud, on peut encore trouver des terres non colonisées. Le Dr Rudolf Meyer écrivait en 1894 : « Dans « l'Economist » de Londres, du 9 septembre 1893, se trouve un extrait du rapport du consul anglais de la République Argentine, qui dit entre autres choses que pendant l'année courante 12 millions 1/2 d'acres seulement (5 millions d'hectares) sont cultivés, mais qu'il y a 240 millions d'acres, c'est-à-dire 96 millions

d'hectares cultivables. On peut ajouter que de très grandes surfaces dans les autres Etats de la Plata, dans le Venezuela et dans différentes parties du Brésil, présentent les mêmes conditions de culture, si bien qu'on peut évaluer dans l'Amérique du sud les surfaces cultivables où le blé peut réussir à 200 millions d'hectares. »

« On se rendra compte de l'importance de ce fait en observant qu'aux Etats-Unis environ 56 millions d'hectares, en Autriche-Hongrie 13, en Grande-Bretagne et en Irlande 4, en Allemagne 14, en France 15, soit un total de 102 millions d'hectares, ont été consacrés dans ces dernières années à la culture du blé, du seigle, de l'orge et de l'avoine (1). »

Le rapport final de la commission parlementaire agraire d'Angleterre (1897) s'exprime d'une façon analogue. La Sibérie avec ses 100 millions d'hectares de sol à céréales sera ouverte au marché du monde par un chemin de fer; du nord, du sud, de l'est et de l'ouest, les chemins de fer se dirigent rapidement vers l'Afrique Centrale, et très prochainement sans doute, grâce aux chemins de fer, la Chine sera ouverte au commerce international. Dans ce dernier pays on s'attend toutefois plutôt à une augmentation de l'importation que de l'exportation des denrées alimentaires ; mais la vie économique de la Chine a trop d'affinités avec celle de l'Inde pour que nous n'attendions pas de la construction des chemins de fer les mêmes résultats dans ces deux contrées : la ruine de l'industrie à domicile, un rapide endettement des paysans, une lente éclosion des industries capitalistes, mais en outre, avec une aggravation de la famine et de la misère, l'augmentation de l'exportation des produits agricoles. Les Indes où la famine sévit constamment exportent généralement du blé et du riz, environ 20 millions de quintaux de blé et de 20 à 30 millions de quintaux de riz.

(1) *Der Kapitalismus* fin de siècle, p. 409.

Il en est de même en Russie. D'après les calculs les plus récents, les paysans y produisent annuellement environ 1387 millions de poudes de céréales (déduction faite des semailles). Il leur faudrait pour leur nourriture 1286 millions de poudes de seigle, et 477 millions pour le bétail. Il y aurait donc un déficit de 376 millions de poudes, que les paysans devraient acheter, s'ils voulaient se nourrir convenablement, et bien nourrir leur bétail. Au lieu de cela, c'est un fait connu qu'ils vendent encore des céréales. Ils ont en effet les impôts et leurs dettes à payer, et ils n'ont rien d'autre à vendre. Ce sont probablement les mêmes causes qui forceront les paysans chinois à vendre du blé et du riz, quelque besoin qu'ils en aient eux-mêmes.

Certes, tous les pays ne sont pas propres à la production du blé. Mais il n'est pas non plus absolument nécessaire de se nourrir de farine de blé. On a déjà fait des tentatives pour remplacer le blé et le seigle par d'autres céréales, telles que le maïs, le riz, le millet; les tentatives ne réussiront guère tant que l'importation de blé augmentera, tant que le besoin de le remplacer ne se fera pas sentir. Mais s'il devait arriver un jour que tout le so propre au blé et au seigle soit cultivé, et que le prix de ces céréales ne cesse pas d'augmenter, l'esprit des inventeurs s'appliquerait immédiatement à les remplacer par des produits équivalents provenant des régions tropicales, et alors l'Amérique centrale, le nord du Brésil, de grandes régions de l'Afrique et des Indes, les îles de la Sonde qui ne sont pas propres à la culture du blé entreraient à leur tour en concurrence avec les producteurs européens de céréales.

Naturellement cette concurrence devra aussi finir un jour, perdre son caractère ruineux. La surface de la terre est limitée et le mode de production capitaliste s'étend avec une rapidité vertigineuse. Par suite, la crise agraire prendra fin un jour en tant qu'elle résulte de la concur-

rence de pays agricoles arriérés avec des pays d'industrie très avancés. Mais lorsque cette concurrence cessera, le mode de production capitaliste aura perdu toute possibilité de s'étendre davantage. Cette extension continuelle est son principe vital car la révolution de la technique et l'accumulation du capital progressent d'une manière continue, la production devient de plus en plus production de grandes masses, tandis que la part que les masses reçoivent de ces produits va toujours en diminuant. La crise agraire ne peut donc finir que dans une crise générale de toute la société capitaliste. Qu'on approche ou qu'on éloigne ce terme, ce qui est certain c'est que la crise agraire ne peut plus cesser dans la société capitaliste. Si les charges du capitalisme, qui jusqu'à présent n'écrasaient que l'agriculture de l'Europe occidentale, ont commencé aujourd'hui à écraser ses concurrents aux Etats-Unis et en Russie, etc., cela ne prouve nullement que la crise agraire approche de sa fin dans l'Europe occidentale, mais plutôt qu'elle étend de plus en plus son domaine. Depuis vingt ans, des économistes optimistes, surtout des libéraux, nous prophétisent la fin prochaine de la crise agraire ; depuis vingt ans elle s'aggrave et s'étend d'année en année. Nous ne devons pas voir là un phénomène passager, mais un phénomène constant, un phénomène qui révolutionne toute la vie économique et politique.

Il faut que nous renoncions ici à rechercher comment cette crise agraire réagit sur l'industrie. Remarquons seulement que son développement a été favorisé essentiellement par l'industrie. Les temps sont passés où s'appliquait ce proverbe : « Quand le paysan a de l'argent, tout le monde en a. » Notre tâche est simplement ici d'examiner les transformations de l'agriculture que la concurrence des denrées alimentaires des autres continents a en partie provoquées, en partie favorisées.

d) *La régression de la production des céréales.*

Le premier moyen et le plus simple, pour les propriétaires fonciers et les agriculteurs, consistait à faire appel au concours de l'Etat, à se soulever contre le « triste manchestérianisme ». C'est-à-dire que, la propriété foncière d'Europe ayant perdu le pouvoir *économique* de rejeter sur la masse de la population le poids des charges déterminées par les conditions de la production capitaliste, la puissance politique devait y pourvoir par l'établissement de droits sur les céréales, par la diminution de la valeur du numéraire (bimétallisme), par les primes en argent et autres mesures du même genre.

Il serait superflu de discuter encore une fois la justification théorique de ces mesures, qui ont été discutées si souvent que l'on peut considérer comme universellement connus les divers points de vue auxquels on peut se placer pour envisager la question, et qu'il serait difficile de rien dire de nouveau. Cette discussion est d'autant plus superflue que les agrariens eux-mêmes commencent à comprendre que ces « petits moyens » ne les mènent pas loin. Leurs efforts pour introduire un renchérissement artificiel des subsistances se heurtent dans tous les pays civilisés à l'énergique résistance de la classe ouvrière, qui serait atteinte en première ligne. Jusqu'ici les droits de douane n'ont nullement servi à l'agriculture. Mais si des circonstances devaient un jour se produire, qui les mettraient à même d'avoir une action réelle et de faire hausser le prix des céréales, ils amèneraient pour la grande majorité de la population une situation si insupportable, qu'ils devraient céder devant son indignation. La mauvaise récolte de 1891 détermina en France un abaissement immédiat des droits sur les céréales (de juillet 1891 à juillet 1892) ; elle détermina aussi en Allemagne, non pas immédiatement il est

vrai, une réduction des droits, et une réduction permanente.

En Angleterre, il n'est pas un homme politique sérieux qui oserait prendre la parole pour demander un renchérissement artificiel des subsistances. La classe ouvrière y est trop puissante. Mais la concurrence avec l'Angleterre libre-échangiste ne permet pas non plus aux autres Etats industriels de hausser démesurément leurs taxes. La persistance de l'Angleterre à laisser libre l'importation des subsistances force les capitalistes du continent à se joindre aux ouvriers pour résister à toute tentative de porter les taxes douanières à une telle hauteur, qu'elles puissent paralyser l'influence de la concurrence des denrées étrangères.

Si les droits protecteurs des produits agricoles, en Europe, n'atteignent pas une hauteur énorme, nous le devons en première ligne à la puissance des ouvriers anglais.

Que d'ailleurs, si une politique de protection agraire énergique était possible, ses résultats ne serviraient pas à l'agriculture, mais seulement à la propriété foncière, c'est-à-dire que, en maintenant haut la rente foncière, ils maintiendraient haut le prix du sol, et prolongeraient ainsi la durée des charges qui pèsent sur l'agriculture ; c'est ce qui, après ce que nous avons exposé dans le chapitre précédent, n'a pas besoin de preuve particulière.

Les tentatives faites pour protéger l'agriculture européenne contre la concurrence étrangère par des droits de douane et autres « petits moyens » ne présentent aucune espèce de chance de succès ; elles ont ce seul résultat de ralentir l'adaptation de l'agriculture aux conditions nouvelles.

Toutefois cette adaptation se produit manifestement.

Un des principaux avantages de la concurrence d'outre-mer se trouve dans la surabondance de terres qui lui permet de ne cultiver que les meilleures, les mieux appropriées à l'agriculture.

Il en est autrement en Europe. Du temps où chaque exploitation rurale se suffisait, elle devait produire tout ce dont elle avait besoin, que le sol fût bon pour telle ou telle culture, ou non. Même sur des terrains stériles, pierreux, fortement inclinés, on cultivait des céréales. Le remplacement de la production pour l'usage personnel par la production de marchandises ne changea tout d'abord pas beaucoup à cela ; au contraire, l'accroissement du besoin de céréales par suite du rapide accroissement de la population rendit nécessaire la culture de terrains toujours plus inféconds.

Cela change aussitôt qu'arrive la concurrence d'outre-mer. La nécessité cesse d'étendre la culture des céréales à des terrains qui n'y sont pas appropriés, et, là où les circonstances sont favorables au changement, cette culture y est abandonnée et remplacée par d'autres genres de production agricole.

Cette tendance est renforcée encore par les circonstances suivantes. La concurrence d'outre-mer se produit d'abord, et de la manière la plus frappante, sur le marché des céréales. La culture des céréales est beaucoup plus simple et nécessite moins de travaux préparatoires et d'hommes, que par exemple l'élevage intensif, la culture des pommes de terre, raves, choux et autres légumes, la pomiculture. Les céréales sont aussi, parmi les denrées alimentaires, une des espèces de marchandises qui ont la plus grande valeur spécifique proportionnellement au poids et au volume. C'est ce qui apparaît dans un tableau de Settegast, mentionné plus haut, d'après lequel, pour un poids d'un quintal et une distance d'un mille, les frais de transport, comptés par rapport à la valeur de la marchandise, sont les suivants :

Désignation des marchandises	Prix du marché par quintal Pfennigs	Frais de transport par grand chemin à 15 pfennigs par quintal et par mille	Frais de transport par voie ferrée à 2,5 pfennigs par quintal et par mille
Herbage	50	30,00 °/₀	5,00 °/₀
Betterave	100	15,00 »	2,50 »
Paille	100	15,00 »	2,50 »
Pommes de terre . . .	150	10,00 »	1,66 »
Foin	200	7,50 »	1,25 »
Lait, fruits frais . . .	400	3,75 »	0,62 »
Froment	1 000	1,50 »	0,25 »
Animaux vivants . . .	2 000	0,25 »	0,25 »

Le froment se trouve donc tout au premier rang. Les frais de transport des animaux vivants n'ont pas été diminués par l'emploi de la voie ferrée. La *rapidité* de leur transport s'est, il est vrai, puissamment accrue. Leurs frais de transport sont égaux à ceux du froment. Mais celui-ci supporte sans dommage le transport le plus lent, l'emmagasinage, les déchargements et rechargements, le voyage sur mer, tandis que les animaux vivants souffrent d'un long transport et surtout du voyage sur mer. Les emmagasiner est naturellement impossible. Mais par leur façon de résister à la durée et aux inconvénients du transport, les céréales sont aussi de beaucoup supérieures à la plupart des autres produits de masse de l'agriculture — viande, lait, fruits, légumes, œufs.

Il est par suite aisé de concevoir que la concurrence étrangère se manifeste tout d'abord dans le domaine de la production des céréales, de sorte que les agriculteurs européens qui ne se voient pas invités par la nature même du sol qu'ils possèdent à ce genre de production, cherchent leur salut dans la production d'autres marchandises, de celles qui viennent d'être mentionnées. Mais ce changement ne dépend pas de leur bon plaisir. Ils ne peuvent l'effectuer que là où ils trouvent un marché pour ces produits. Toutefois l'évolution économique leur est ici très favorable. Nous avons vu comment, par suite

d'un certain nombre de facteurs historiques et physiologiques, la consommation de la viande est devenue dans les villes bien plus importante que dans les campagnes. Comme la population urbaine croît beaucoup plus vite que l'ensemble de la population, la demande de viande doit aussi croître bien plus vite. D'autre part, jusqu'à une époque avancée de ce siècle, la production de lait, légumes, fruits, œufs, etc... pour le marché, resta limitée à quelques domaines voisins des villes. Au village et dans la petite ville de province, tout ménage, ménage de paysans ou non, fait assez d'agriculture pour produire lui-même ces produits en vue de son propre usage. Dans la grande ville, au contraire, cela est impossible. Par suite, aussitôt que les grandes villes commencent à comprendre une portion considérable de la population, la demande de ces produits devient forte, et leur production s'étend maintenant, en vue du marché, au profit de la *bourse* du paysan, non toujours au profit de sa *santé* : auparavant la famille du paysan consommait le lait et les œufs que produisait son exploitation ; maintenant ils s'en vont au marché et sont remplacés par la *décoction de café*, l'*eau-de-vie* et les pommes de terre. Même l'accroissement de la nourriture de viande peut avoir une action nuisible s'il est lié à un accroissement de nourriture de pommes de terre et à une diminution de la consommation de lait et de céréales (1). Ce qui n'empêche pas que le statisticien ne nous prouve, par l'accroissement de la consommation de ces « articles de luxe », l'accroissement du bien-être de la population.

Le même développement des moyens de transport qui fait que la culture des céréales cesse d'être lucrative a aussi pour conséquence de permettre en de fortes proportions, dans beaucoup de régions, la production de la viande, du lait, etc... pour la vente, le marché dont ces

(1). Cf Weber, 3e vol. des *Verhaeltnisse der Landarbeiter*, p. 777.

produits avaient été exclus jusqu'à ce jour leur étant maintenant rendu accessible.

Là où ces facteurs entrent en action, les tendances favorables à la petite exploitation s'en trouvent renforcées, celles qui sont favorables à la grande exploitation, affaiblies. Et comme c'est dans le domaine de la production des céréales que la grande exploitation l'emporte le plus sur la petite, c'est elle qui se trouve le plus fortement atteinte par la concurrence d'outre-mer. Les domaines dans lesquels l'agriculteur, évincé du marché des céréales, cherche à se réfugier, sont précisément ceux dans lesquels la petite exploitation peut le plus facilement se défendre encore contre la grande.

Mais on ne doit pas exagérer l'influence de ces facteurs. Ils ne peuvent pas agir en tout lieu. Il n'existe pas en tout lieu un marché pour le lait, les légumes, la viande, etc. Il faut en outre, par exemple pour un accroissement du nombre des bestiaux, des capitaux supplémentaires et des travailleurs supplémentaires, et tout agriculteur n'est pas en mesure de se procurer ce supplément de capitaux et de travailleurs.

Le pays où les facteurs en question ont agi avec le plus de force et le plus tôt est l'Angleterre, dont le climat est très favorable à l'exploitation des pâturages et dont la population urbaine fut de très bonne heure considérable. Déjà en 1851, dans la Grande-Bretagne, il y avait autant d'hommes dans les villes qu'à la campagne, alors qu'en Prusse, au contraire, en 1849, un peu plus du quart (28 0/0) seulement de la population demeurait dans les villes, et qu'aujourd'hui seulement la population urbaine de l'empire allemand est aussi forte que la population rurale.

En outre en Angleterre règne le système capitaliste des fermes, qui force l'agriculteur à payer ponctuellement son fermage tous les ans, qui le met dans l'impossibilité d'obtenir par l'endettement du sol les moyens

d'employer plus longtemps une forme d'exploitation qui a cessé d'être lucrative, qui force par suite immédiatement les agriculteurs à s'adapter aux conditions nouvelles.

Lors donc que se développa la concurrence des denrées alimentaires d'outre-mer, l'Angleterre fut, du fait de sa situation géographique et de l'activité de son commerce, la première et la plus exposée à cette concurrence. L'excédent (sur l'exportation) de l'importation de froment et de farine de froment en Angleterre s'éleva en moyenne

en 1873/75	à	21 191 005	Quarters	= 50,50 %	
en 1883/85	à	17 944 000	—	= 64.20	»
en 1893/95	à	22 896 000	—	= 76,92	»

de la quantité totale de froment mise à la disposition de l'Angleterre. Aussi il n'y a plus qu'un quart du froment consommé en Angleterre qui provienne du sol national.

Mais les agriculteurs anglais durent dès le début se rendre compte que les temps des droits sur les céréales étaient passés. L'Angleterre est déjà beaucoup trop démocratique, sa population rurale est trop faible, sa population industrielle trop forte, pour que l'on puisse oser renchérir artificiellement son pain.

L'agriculture se trouvait devant l'alternative suivante : ou une banqueroute prochaine ou une prompte transformation de ses conditions d'exploitation. Dans la majorité des cas ce fut la transformation qui eut lieu. Les landlords durent réduire leurs rentes foncières, — en Irlande sous la pression de la législation, en Angleterre sous la pression d'un puissant état de fermiers. Les fermages ont baissé ces dernières années, dans les meilleures régions, de 20 à 30 0/0, dans les mauvaises de 50 0/0 et plus. Mais en même temps se sont élevées les dépenses auxquelles le propriétaire doit consentir pour des travaux de construction et d'amélioration. Le rapport, que nous avons déjà plusieurs fois mentionné, de la Commission agraire d'Angleterre, cite plusieurs exemples



de ce fait : prenons-en un qui se rapporte à une propriété de Norfolk. Le montant des différentes dépenses y était, en livres sterlings :

	1875	1885	1894
Fermages	4 139	2 725	1 796
Dépenses pour la propriété	1 122	1 166	1 216
Part des fermages absorbée par les dépenses en pour cent	27,1	42,8	67,7
Revenu net	3 017	1 559	580

Le revenu net du propriétaire foncier tombe donc de 75 000 frs à 14 500 frs.

Mais cette réduction des charges que fait peser sur l'agriculture la rente foncière ne suffisait pas. En même temps se fit le passage de la culture des grains à l'élevage des bestiaux. On récolta annuellement dans le Royaume-Uni (en laissant de côté la semaille) en moyenne :

De 1852 à 1859	13 160 000	quartaux	de froment
De 1860 à 1867	12 254 000	»	»
De 1868 à 1875	11 632 000	»	»
De 1889 à 1890	8 770 000	»	»

Depuis, la production est tombée à une moyenne de sept millions de quarters.

La surface de culture du froment s'élevait :

De 1860 à 1870	à	3 801 000 acres
En 1889	»	2 545 000 »
En 1894	»	1 965 000 »
En 1895	»	1 417 403 »
En 1896	»	1 693 957 »

Au contraire, la surface des terres de pâturage s'est accrue. Elle s'élevait dans la Grande-Bretagne, en 1875, à 13 312 000 ; en 1885, à 15 342 000 ; en 1895, à 16 611 000 acres.

L'évolution se fait autrement en Allemagne. La situation continentale de ce pays, ses droits sur les céréales,

le caractère conservateur des paysans la retardent; d'autre part, elle est croisée par le passage de l'exploitation arriérée à l'exploitation intensive, par le renoncement à la jachère et le passage de la culture à trois assolements à la culture alternante. Ces derniers facteurs favorisent naturellement l'extension de la culture des céréales. La régression de la culture des céréales, son remplacement par l'élevage des bestiaux, par la production de légumes et de fruits est par suite limitée à quelques régions d'Allemagne et ne se manifeste pas d'une manière générale.

Dans l'empire allemand, la surface consacrée à la culture des céréales était :

	1878	1883	1893	1894	Augment. (+) ou diminut. (—) de 1883 à 1893
Pour le froment et l'épeautre . . .	2 222 500	2 306 100	2 398 200	2 249 900	— 56 200
Pour le seigle . . .	5 950 200	5 817 100	6 016 900	5 982 100	+165 000
Pour l'orge	1 623 800	1 754 300	1 627 100	1 676 300	— 78 000
Pour l'avoine . . .	3 753 100	3 773 800	3 979 600	3 979 600	+205 800

Les surfaces de culture des principaux genres de céréales n'ont donc changé que d'une manière insignifiante. 15 724 000 hectares furent consacrés en 1883 aux différentes espèces de céréales et légumes secs réunis, 15 992 000 au contraire en 1893, ce qui constitue un accroissement de 268 000 hectares. Dans le même espace de temps, la surface des terres abandonnées au pâturage et à la jachère fut réduite de 3 336 830 hectares à 2 760 347 hectares, c'est-à-dire diminua de 576 483 hectares.

Mais tandis que la surface consacrée à la culture des céréales restait en gros la même, le nombre des bestiaux s'élevait d'une manière considérable. On comptait :



Années	Espèce bovine	Porcs	Années	Espèce bovine	Porcs
1873	15 776 709	7 124 100	1892	17 555 700	12 184 300
1883	15 786 800	9 206 200	1897	18 490 800	14 274 600

Ainsi tandis que de 1873 à 1883 la quantité de bœufs n'augmentait que d'une manière insignifiante, de 10 000 têtes, elle augmenta dans la dizaine d'années qui suivit de près de deux millions, et dans les cinq dernières années de près de un million.

En France l'état de la production des céréales est pire malgré les droits élevés. La surface de culture y était, comptée en hectares :

	1840	1862	1882	1892	Accroiss. (+) ou dimin. (—) 1862-1892
Céréales	14 552 000	15 621 000	15 006 000	14 827 000	— 794 000
Prairies artificielles	1 577 000	2 773 000	3 538 000	3 532 000	+ 759 000
Prairies naturelles et pâturages . .	4 198 000	5 021 000	5 537 000	5 920 000	+ 899 000
Terres en jachère .	6 763 000	5 148 000	3 644 000	3 364 000	—1 780 000

La surface de culture des céréales a donc, depuis 1862, considérablement diminué. Assurément la perte de territoire de 1871 (1 451 000 hectares) y contribua ; mais celle-ci fut plus que compensée par la diminution des terres en jachère, et la régression de la culture des céréales continua de 1882 à 1892, tandis que, malgré la perte de territoire, les prairies et pâturages gagnaient en extension.

Le nombre des têtes de bœufs croît aussi, tandis que celui des chevaux décroît.

On comptait :



	1862 (89 départements	1882 (86 départements)	1892
Chevaux	2 914 412	2 837 952	2 794 529
Bœufs	12 011 509	12 997 054	13 708 997

Mais si des économistes optimistes croyaient que le passage de la production des grains à celle de la viande, du lait, des fruits, etc., pût garantir l'agriculture contre la concurrence d'outre-mer, ils commettraient une erreur. La révolution technique et l'accumulation du capital continuent à se produire sans interruption, et, comme conséquence, on voit aussi se poursuivre le perfectionnement et les réductions de tarifs des moyens de transport, l'accélération des transports, le perfectionnement des méthodes de conservation. Mais cela signifie tout simplement que la concurrence d'outre-mer pénètre aussi pas à pas dans ces domaines, dans lesquels l'agriculture européenne, dans sa détresse, cherche un refuge.

Il y a vingt ans encore presque tous les bestiaux vivants qui étaient importés en Angleterre, venaient d'Europe. Aujourd'hui, il n'en vient presque plus d'Europe, la plupart viennent de l'Amérique du Nord ; et l'on est déjà en mesure de faire avantageusement venir de l'Amérique du Sud, par mer, des bestiaux vivants.

Parmi les animaux de race bovine importés vivants en Angleterre, provenaient :

Années	d'Europe	des États-Unis	du Canada	de la République Argentine
En 1876	99 %	— %	1 %	— %
En 1886	43 »	36 »	21 »	— »
En 1891	16 »	62 »	21 »	1 »
En 1895	— »	67 »	23 »	9 »

Le nombre des têtes de bœufs importés s'élevait :



Année	Pays d'origine				Total
	Canada	États-Unis	République Argentine	Autres pays	
1895	95 993	276 533	93 494	3 545	415 565
1896	101 591	353 119	65 699	2 143	562 552
1897	126 495	416 299	73 867	1 675	618 336

Parmi les moutons importés vivants en Angleterre provenaient :

Années	de Belgique	de Danemark	d'Allemagne	d'Islande	des Pays-Bas	des États-Unis	du Canada	de la République Argentine	des Autres Pays
1876. . . .	24 °/₀	5 °/₀	30 °/₀	— °/₀	40 °/₀	— °/₀	— °/₀	— °/₀	— °/₀
1886. . . .	—	9 »	32 »	3 »	45 »	— »	9 »	— »	1 »
1891. . . .	—	12 »	—	7 »	61 »	3 »	9 »	6 »	2 »
1895. . . .	—	—	—	6 »	—	42 »	21 »	29 »	2 »

Dans le domaine de l'approvisionnement de moutons vivants, l'Europe s'est trouvée éliminée du marché anglais par les pays d'outre-mer plus tard, mais alors avec d'autant plus de rapidité.

La viande ne pouvait guère, il y a 20 ans, voyager sur mer que sous forme de conserves, viande salée, viande fumée. Depuis, les méthodes employées pour conserver par le froid la viande fraîche se sont perfectionnées à tel point, que l'importation en Angleterre de viande fraîche d'outre-mer croît constamment. En 1876, 34 640 quintaux anglais de viande de bœuf fraîche étaient importés; en 1895, au contraire, 2 191 037; en 1897, 3 010 387. La plus grande partie provenait des Etats-Unis.

La viande de mouton fraîche n'est indiquée à part dans la statistique du commerce anglais que depuis 1882. L'importation s'élevait alors à 190 000 quintaux; en 1895, elle fut de 2 611 000 quintaux; en 1897, de 3 193 276. Sur



ce chiffre, 1 671 000 quintaux provenaient d'Australie, 715 000 quintaux, de la République Argentine.

De même que dans la production des céréales, les Etats-Unis ont sans doute déjà dépassé dans la production de la viande le point culminant de leur exportation. L'exploitation extensive de pâturages, qui seule rend lucrative la production de bestiaux pour l'exportation outre-mer, réclame d'immenses étendues de terres, étendues de terres que l'accroissement de la population réduit de plus en plus. On comptait aux Etats-Unis :

	Population	Vaches	Bœufs et autres animaux de race bovine	Moutons	Porcs
1870	38 558 000	10 096 000	15 389 000	40 853 000	26 751 000
1880	50 156 000	12 027 000	21 231 000	40 766 000	24 034 000
1890	62 622 000	15 954 000	36 849 000	44 336 000	51 603 000
1895	69 753 000	16 505 000	34 364 000	42 294 000	44 166 000

Seules les bêtes laitières augmentent en nombre ; le nombre des bêtes que l'on élève pour la boucherie diminue. Mais ce n'est pas l'Europe qui en a l'avantage ; ce sont la République Argentine et l'Australie, où d'immenses domaines permettent l'extension de l'exploitation de pâturages. Ces deux pays sont ceux qui contribuent déjà le plus à approvisionner l'Angleterre de moutons et de viande de mouton ; mais leur exportation de bœufs et de viande de bœuf est aussi en train de se développer avec rapidité.

En 1890, 150 000 têtes de bœufs furent exportées de la République Argentine ; en 1894, 220 500.

Indépendamment de la production de viande, on compte sur la production de lait, de fruits, de légumes et l'élève des volailles pour venir en aide à l'agriculture dans sa détresse.



Mais d'ici peu de temps la concurrence des denrées d'outre-mer se manifestera aussi dans ces domaines. Dès maintenant elle se fait sentir par endroits, par exemple dans le domaine de la production des fruits, qui est déjà si menacé par l'Amérique que l'on a trouvé nécessaire, en Allemagne, de lui donner pour patron la cochenille de saint Joseph, appelée à tenir son bouclier protecteur sur la pomme allemande.

Mais il se pourrait que le temps de la concurrence vînt aussi pour les légumes frais d'outre-mer. La quantité d'oignons importés en Angleterre s'élevait, de 1876 à 1878, à une moyenne de 1 893 000 boisseaux anglais (1) par an ; il s'élève au contraire, de 1893 à 1895, à 5 232 000. L'Espagne seule importa dans la première période 41 000 boisseaux, dans la seconde au contraire 1 300 000. L'essentiel de l'importation provenait en outre de Hollande, de France et d'Egypte.

D'autres légumes frais furent importés en Angleterre, en 1876-78, pour une valeur de 227 000 livres sterlings, en 1893-95 au contraire pour plus de 1 100 000 livres sterlings.

L'Angleterre fait venir des œufs de pays contenus dans une circonférence qui enveloppe l'Italie, la Hongrie et la Russie. Et dans ces dernières années on a fait des tentatives couronnées de succès pour importer du *lait frais* de Hollande et de Suède.

Les conditions techniques de l'intervention de la concurrence d'outre-mer dans le domaine de la production d'œufs, de légumes, de lait, etc., sont donc réalisées dès aujourd'hui, et les anciens pays d'exportation agricole entreprendront d'autant plus cette œuvre de concurrence que chez eux aussi bien qu'en Europe la production des céréales diminue du fait de l'apparition de nouveaux pays d'exportation. Jusqu'ici l'amélioration des moyens de transport pour ces produits de branches secondaires

(1) Le boisseau anglais contient 36,34 litres.



de l'agriculture n'a porté préjudice qu'aux agriculteurs d'Angleterre ; les agriculteurs des pays non industriels du reste de l'Europe y ont gagné, comme fournisseurs de l'Angleterre. Mais à la fin, dans ce domaine aussi, l'agriculture d'Europe cessera d'exporter et la concurrence d'outre-mer s'étendra, sauf dans les branches de production qui sont trop insignifiantes pour que l'agriculteur d'outre-mer s'en empare. Si cette concurrence a jusqu'ici atteint principalement les domaines de la grande exploitation, elle s'étendra alors aussi aux domaines dans lesquels prédomine la petite exploitation agricole.

A quel point la crise agraire en sera fatalement aggravée, c'est ce qui se comprend sans plus d'explications.

Cependant l'agriculture européenne possède encore d'autres ressources pour se défendre contre l'ennemi d'outre-mer.

e) *Union de l'Industrie et de l'Agriculture.*

Nous avons jusqu'ici considéré principalement l'Angleterre. Pour illustrer le moyen de lutte contre la concurrence d'outre-mer dont nous allons parler maintenant nous prendrons nos exemples non de l'autre côté du canal, — car ce moyen n'a été jusqu'à ce jour, en Angleterre, que peu développé, — mais sur le continent, où il a trouvé de meilleures conditions d'existence, et surtout dans l'Allemagne même.

Le système du fermage permet de rejeter les charges de la concurrence d'outre-mer tout d'abord sur la propriété foncière. Là où le propriétaire foncier et l'agriculteur sont nominalement une seule personne, la fixation du prix du sol par les dettes hypothécaires empêche ce processus. Là les agriculteurs sont forcés, plus vite que dans le système du fermage, à chercher un autre moyen de réduire les frais de production, et ils en trouvent un qui est plus favorisé par le système de l'exploitation personnelle du



propriétaire foncier que par celui du fermage, parce que dans le premier système le nombre des agriculteurs d'une région déterminée est plus stable, et que par suite leur action en commun est moins exposée à des interruptions nuisibles.

Comme nous le savons déjà, les produits de l'agriculture sont la plupart du temps d'une faible valeur spécifique, de sorte que la possibilité de les employer avantageusement comme marchandises est souvent limitée à un petit cercle. Ce cercle est prodigieusement étendu, les moyens de transport restant les mêmes, si le produit en question est transporté non pas brut, mais travaillé.

Quelques chiffres d'un tableau de Settegast cité plusieurs fois déjà font apparaître ce fait d'une manière saisissante. Les frais de transport, comptés par rapport à la valeur de la marchandise, sont les suivants :

Indication des marchandises	Prix du marché par quintal	Avec transport par	
		grand chemin à 15 Pfennigs par quintal et par mille	voie ferrée à 2,5 Pfennigs par quintal et par mille
	marks		
Betteraves	1,00	15.00 %	2.50 %
Sucre	85,00	0,43 »	0.07 »
Pommes de terre . . .	1,50	10,00 »	1,66 »
Eau-de-vie	20,00	0,75 »	0.12 »
Animaux vivants. . .	20,00	0,25 »	0,25 »
Extraits de viande . .	600,00	0,03 »	0,0004 %

A la plus grande valeur spécifique s'ajoute, pour beaucoup de produits de l'industrie de l'alimentation, un autre avantage : ils sont plus consistants que le produit brut, tels par exemple le beurre et le fromage, les conserves de viande, de légumes et de fruits, etc.

Mais plusieurs industries agricoles présentent encore un autre avantage de la plus haute importance : le produit fabriqué contient peu ou ne contient point d'élé-

ments minéraux nécessaires pour le maintien de la fécondité du sol. Son exportation ne prend au sol rien d'important. Au contraire, les déchets de la fabrication contiennent des matières qui fournissent soit directement soit comme fourrages d'excellents engrais, et qui enrichissent ainsi le sol. Cela est en particulier le cas de la distillation de l'eau-de-vie de pommes de terre et de la fabrication du sucre de betteraves, qui, par leurs résidus, employés comme fourrages et comme engrais, ont puissamment aidé au développement de la production des céréales et de l'élève des bestiaux, et qui sont devenus, là où elles se sont établies, la base indispensable d'une exploitation intensive rationnelle.

Ajoutons que l'industrie agricole crée pour les hommes et pour les bêtes de somme une occupation pour l'hiver en des lieux où sans cela ils ont peu à faire, et que, grâce à la machine à vapeur de la fabrique, on dispose plus aisément des forces motrices dont on a besoin pour l'exploitation agricole (pour les batteuses, pour les machines épuratoires, pour les moulins à égruger, pour les pompes, pour les scies, etc.), ce qui nécessairement deviendra particulièrement important lorsque la transmission de la force électrique aura trouvé une large application dans l'agriculture, et que la machine à vapeur de la fabrique actionnera aussi la charrue, la batteuse, le wagon à engrais du chemin de fer de campagne, la moissonneuse.

Tout cela produisit de bonne heure, chez les agriculteurs de plusieurs régions où les conditions préliminaires étaient favorables, le désir de fonder sur leurs terres des établissements industriels qui exploiteraient leurs produits bruts. Ce désir fut aiguillonné d'une manière toute particulière par la concurrence des denrées extra-européennes, qui abaisse le prix des produits bruts et la rente foncière : il était maintenant doublement nécessaire de gagner comme industriel ce que l'on perdait comme agriculteur ou comme propriétaire foncier, de

compenser la baisse de la rente foncière par le profit industriel croissant, de faire sortir d'un produit brut à bas prix un produit manufacturé, etc.

Ce furent ici, comme dans tout progrès économique de notre temps, les grandes exploitations qui donnèrent l'exemple et qui tirèrent de l'innovation les plus grands avantages.

Une petite exploitation, d'ordinaire, ne possède pas un capital suffisant et ne fournit pas assez de produits bruts pour qu'on puisse fonder pour elle seule, afin d'y ouvrer ses produits, un établissement industriel. Et les petits agriculteurs sont plus lents à se décider, plus conservateurs, moins au courant des progrès de la technique et des besoins du marché international, que les grands agriculteurs et les capitalistes. Ce furent de grands propriétaires fonciers, en particulier des propriétaires de *latifundia*, qui introduisirent, les premiers, la grande exploitation industrielle dans leurs biens ; et, à côté d'eux, ce furent des capitalistes qui fondèrent des établissements d'industrie agricole et achetèrent les terres nécessaires à la production des matières premières. A côté des distilleries et des fabriques de sucre on vit apparaître dans les grands biens ruraux des amidonneries, des brasseries, ces dernières à vrai dire en de petites proportions, la production de la bière étant presque toujours plus avantageuse comme industrie urbaine ; la matière première de la brasserie est en partie de même valeur spécifique (orge), en partie de plus haute valeur (houblon) que le produit, et est plus facilement transportable que celui-ci. Ajoutons que l'orge pour brasser et le houblon ne fleurissent que dans certaines contrées déterminées. Outre les industries agricoles que nous avons citées, on vit paraître des laiteries, des fabriques de conserves pour légumes, fruits, lait, etc.

Un des plus grands avantages des *latifundia* sur les petites exploitations consistait dans la possibilité d'une

union complète et féconde de l'industrie et de l'agriculture, avantage qui est le plus grand là où le *latifundium* fournit à l'industrie non seulement les matières premières, mais encore la force motrice — force hydraulique, bois venu des forêts voisines, charbon. Quelles économies ne fait-on pas ici sur les frais de transport, sur les frais que nécessite tout commerce !

Au spectacle des succès obtenus par ces industries agricoles, les petites exploitations se sentirent portées à s'emparer des mêmes avantages. Le meilleur moyen leur parut être la coopération : la voie avait été préparée par quelques exploitations capitalistes qui étaient trop grandes pour que leur propre sol pût leur fournir toutes leurs matières premières et qui se virent par suite forcées à conclure avec plusieurs agriculteurs des environs des traités relatifs à la fourniture de matières premières. L'exploitation était-elle une société par actions, il suffisait que les agriculteurs fournissant les matières premières fissent l'acquisition des actions pour que l'on fût en présence d'une coopérative complète.

Ces coopératives se sont rapidement développées, surtout en Allemagne. Le nombre des coopératives agricoles (abstraction faite des caisses de prêts, d'achat et de vente) était :

	1891	1892	1894	1897
Laiteries coopératives.	729	869	1 397	1 574
Autres coopératives .	131	150	273	484

Ces dernières coopératives sont surtout des distilleries, meuneries, boulangeries, caves à vin, etc.

Nous ne doutons nullement que ce mouvement coopératif, qui en est seulement à ses débuts, ne soit appelé à donner des résultats considérables et à provoquer une transformation radicale dans la situation de l'agriculture.

Mais si certains y voient une étape sur la voie du socialisme dans le domaine de l'agriculture — on voit volontiers l'autre étape dans les restes des *allmends* et pâturages communs du Moyen Age — et si d'autres y voient le moyen de maintenir une classe de paysans indépendants, vigoureux, nous ne pouvons donner notre assentiment ni à ceux-ci, ni à ceux-là.

La caractéristique du socialisme moderne est la possession des moyens de production par la classe ouvrière, par suite dans une communauté socialiste par la collectivité. Une société coopérative de production, pour pouvoir être considérée comme une étape sur la route qui conduit à cet état, doit être une société de producteurs revêtus en même temps de la qualité de propriétaires des moyens de production. Une des objections les plus graves que l'on puisse faire à l'opinion selon laquelle les coopératives ouvrières de production qui existent aujourd'hui seraient des étapes vers le socialisme, consiste dans ce fait que, dans la société capitaliste, dans une coopérative de production florissante le moment arrive, tôt ou tard, où les coopérateurs commencent à employer des ouvriers salariés, des prolétaires qui n'ont aucune part à la propriété des moyens de production et qui sont exploités par les coopérateurs ; que par suite toute coopérative de production, dans la société moderne, développe la tendance, lorsqu'elle est prospère, c'est-à-dire lorsqu'elle s'étend, à devenir une entreprise capitaliste.

Ce qui, dans les coopératives de production fondées par des ouvriers salariés, n'est au commencement qu'une pure tendance, est, dans les coopératives de production des agriculteurs qui sont ici en question, une base donnée dès le début. Les ouvriers d'une fabrique de sucre, distillerie, laiterie, fabrique de conserves, meunerie coopérative, ne sont pas les coopérateurs, mais les ouvriers salariés, employés et exploités par eux. L'avantage que les agriculteurs tirent des coopératives consiste, indé-

pendamment des économies faites sur les frais de transport et de commerce, dans l'encaissement du *profit du capital*. La coopérative de production agricole de ce genre — et il n'y en a pas d'autres jusqu'ici — est une étape vers le *capitalisme* et non vers le *socialisme*.

Que penser d'elle maintenant comme moyen de salut pour les petits paysans ? Il faut tout d'abord remarquer qu'elle est, *a priori*, inaccessible au propriétaire d'un petit lopin de terre, au paysan prolétarien, à celui qui a le plus besoin d'aide. Car une exploitation industrielle réclame de l'argent, et c'est précisément ce qui lui fait défaut. Mais ordinairement il ne sera pas non plus en situation de produire pour l'exploitation la qualité nécessaire des matières premières. C'est pour la classe moyenne que la coopérative de production peut être précieuse.

Mais ici encore la grande exploitation aura sur la petite des avantages considérables. Le grand propriétaire foncier, lorsqu'il a l'argent nécessaire, ne trouve pas d'obstacle à l'établissement d'une exploitation industrielle avantageuse ; que de difficultés ne présente pas au contraire la formation d'une coopérative ! Chez le grand propriétaire foncier, l'adaptation de l'exploitation agricole aux besoins de l'exploitation industrielle va de soi ; combien difficile il est, au contraire, d'amener les petits agriculteurs à livrer avec régularité des produits bruts uniformes.

La grande exploitation dans l'agriculture est celle qui convient le mieux aux besoins de la grande industrie agricole. Souvent celle-ci se crée une grande exploitation de ce genre, lorsqu'elle n'en a pas une à sa disposition. La fabrication du sucre, cet exemple classique de grande industrie agricole, a largement contribué au développement de la grande exploitation dans l'agriculture ; d'autre part, Paasche indique qu'une des raisons qui empêchent le développement de l'industrie du sucre dans l'Alle-

magne du Sud et dans plusieurs contrées de la France et de l'Italie du Nord se trouve dans le morcellement de la propriété foncière de ces pays.

Dans un article de la *Zukunft*, V, p. 382, sur les *Sucreries allemandes d'Amérique*, par le docteur Ihne, l'auteur parle de la « fabrication du sucre rationnelle et à bon marché dans quelques parties de la Prusse occidentale, où les propriétaires de grands biens ont bâti des sucreries et, sans avoir à se préoccuper des dispositions changeantes et souvent saugrenues des paysans et petits paysans producteurs de betteraves, les alimentent de betteraves cultivées par leurs propres ouvriers dans leurs propres terres, comme le font les grands propriétaires de plantations de la Louisiane avec leurs fabriques de sucre colonial. »

Plusieurs industries agricoles garantissent encore à la grande exploitation des avantages particuliers.

Si une distillerie fait partie d'un bien important, les déchets de la fabrication lui retournent non diminués, et son exploitation est améliorée d'une manière constante. Il en est autrement, au contraire, lorsque les pommes de terre sont apportées à la distillerie de différents côtés. « Par suite de la faible transportabilité des déchets qui résulte de l'importance de leur contenu d'eau, un fumage avantageux n'est possible que dans la propriété même dans laquelle se trouve la distillerie. Si d'autres propriétés fournissent des pommes de terre pour la fabrique, il se produit un enrichissement du sol de la première, *aux dépens des autres*, car les éléments nourriciers du sol contenus dans les pommes de terre amenées ne retournent souvent plus à leur point de départ (1). » D'après le tableau de Settegast que nous connaissons déjà si bien, le transport des déchets de la distillation coûte, toutes choses égales d'ailleurs, par quintal et par mille,

(1) Krafft, *Betriebslehre*, p. 101.

sur un grand chemin, 30 0/0 de leur valeur ; celui des pommes de terre, 10 0/0 seulement. Dans le cas de distilleries coopératives, les propriétés voisines de la distillerie enrichiront leur sol, les autres s'épuiseront.

Il en est de même avec les sucreries.

A côté du grand agriculteur, c'est le grand capitaliste qui est le mieux à même, dans plusieurs industries, de tirer parti des avantages de l'alliance étroite de l'agriculture et de l'industrie et qui en sera le plus favorisé.

Au dernier congrès des coopératives agricoles d'Allemagne, tenu à Dresde, il fut chaudement recommandé aux agriculteurs de fonder des boulangeries et meuneries coopératives. Les petites exploitations, souvent fort arriérées, qui avaient existé jusque-là devaient être remplacées par de grandes exploitations coopératives qui offriraient des avantages considérables, non seulement à leurs membres, mais aussi au public.

L'idée d'élever la condition de la petite exploitation dans l'agriculture en lui apportant les avantages de la grande exploitation dans la boulangerie et la meunerie est assurément fort belle, au moins pour les petits agriculteurs. Elle l'est moins pour les petits meuniers et les petits boulangers. La petite exploitation est sauvée par l'expropriation de petites exploitations. Mais cela ne gêne pas les agriculteurs, comme ils l'ont déclaré eux-mêmes. Si cependant l'union de la meunerie, de la boulangerie et de l'agriculture en une seule main produit vraiment d'aussi grands avantages qu'on l'affirme, — et nous n'en doutons nullement, — ce ne sont pas les coopératives au fonctionnement pesant, pauvres en capitaux, des petits paysans, mais ce sont les grands moulins à vapeur, aux puissants capitaux, qui seront les premiers en mesure de s'approprier ces avantages. Avant que les petits agriculteurs mettent la main sur les grands moulins, ceux-ci mettent la main sur les petits agriculteurs *et* sur les boulangers.



Les rapports existant entre le paysan et les grands moulins à vapeur s'éclairent à la lecture de la lettre suivante, écrite dans la région plantée de céréales de la Haute-Bavière, et qui fit pendant l'été 1897 le tour de la presse allemande.

« Deux moulins à vapeur, y est-il dit, dominent toute la région, jusqu'à une distance de sept heures. Les paysans leur appartiennent entièrement. Le samedi c'est le marché aux grains dans la petite ville ; seulement on n'y charrie plus que de l'avoine, les paysans ne se risquent plus à porter du froment et du blé au marché, parce que les deux moulins sont les seuls acheteurs, et que quiconque prend la route du marché au lieu de prendre la leur est puni de 10 pfennigs de moindre offre par quintal. La vente libre des céréales a entièrement cessé ; le paysan doit apporter sa marchandise, ne pas ouvrir la bouche et attendre silencieusement qu'on lui dise ce qu'on lui donne. Refuse-t-il le prix offert ? on lui dit : « Retourne chez toi, car nous venons de recevoir à l'instant mille quintaux de blé hongrois. »

Mais si dans le domaine de l'industrialisation de l'agriculture, comme dans d'autres domaines, la grande exploitation a une série d'avantages sur la petite, cela ne prouve naturellement pas que celle-ci ne puisse retirer divers avantages, et des avantages considérables, de la seule forme de grande industrie agricole qui lui soit accessible, de la coopérative de production agricole. Là où l'on réussit à l'appeler à la vie, elle fait du paysan un capitaliste et lui permet d'enrichir son exploitation agricole des fruits de son exploitation capitaliste, de lui donner une forme plus rationnelle et de la porter plus haut.

La seule question est de savoir combien de temps durera ce tour de force magique qui fait en un instant un capitaliste d'un paysan tombant dans le prolétariat.

La première conséquence de la coopérative est la même que l'on constate lorsque le paysan devient fournisseur

d'une fabrique étrangère : il doit adapter son exploitation à ses besoins. La fabrique de sucre prescrit à l'agriculteur la semence qu'il doit employer et la façon dont il doit fumer ; la laiterie lui prescrit le fourrage qu'il doit employer, l'heure à laquelle il doit traire, parfois même l'espèce de vaches qu'il doit nourrir.

« Autrefois on redoutait tout fumage trop fort en azote. comme devant être préjudiciable au contenu en sucre de la betterave. Aussi les fabriques prescrivaient-elles la plupart du temps un rapport entre l'azote et l'acide phosphorique tel que 1 : 2, et interdisaient-elles complètement le fumage par pied au salpêtre du Chili, ainsi que la culture des betteraves dans le fumier frais. De ces prescriptions, seules la défense du fumage par pied et celle de la culture dans le fumier qui est porté à la campagne après la Noël se sont maintenues. Au contraire, on a changé le rapport de l'azote à l'acide phosphorique d'une manière continue, et toujours en faveur du premier, si bien qu'aujourd'hui quelques fabriques réclament encore un rapport comme 2 : 3 ou 3 : 4, mais le plus grand nombre réclament déjà le rapport de 1 : 1 (1) ».

Ces prescriptions deviennent indispensables là où l'agriculture s'est déjà complètement adaptée à l'industrie du sucre.

Stœckel, dans son écrit sur *la Fondation, l'organisation et l'exploitation des laiteries coopératives* (2), donne un modèle de règlement de débits coopératifs de laiterie. Il y est dit au § 4 : « Dans ce paragraphe doivent trouver place toutes les prescriptions concernant les fourrages donnés aux vaches. S'agit-il de vente de lait frais, ou en particulier de livraison de lait destiné aux petits enfants, des prescriptions sévères sur la nature des fourrages sont indispensables.

(1) Kaerger, *Die Sachsengængerei*, p. 14.

(2) *Errichtung, Organisation und Betrieb der Molkereigenossenschaften.*

« Il peut être nécessaire aussi dans les coopératives de fabrication d'établir certaines prescriptions concernant les fourrages, en particulier de limiter l'emploi de ceux qui exercent une influence sur le goût et la consistance du beurre.

« § 5. Les heures de trayage doivent être établies de telle sorte que le lait soit immédiatement expédié de l'étable à la coopérative, etc.

« § 6. Pendant le trayage il faut observer les règles de la plus grande propreté, etc.

« § 7. Les membres du conseil de surveillance (et ceux du Comité) ont le droit d'inspecter, *en tout temps*, *sans annoncer leur visite*, chez les différents membres, les étables à vaches et les locaux destinés à la conservation du lait ; ils ont le droit d'assister au trayage et de prendre des échantillons du lait trait. Les hommes de confiance sont autorisés à exiger des membres ou de leurs remplaçants les renseignements les plus exacts sur les fourrages donnés aux bêtes à lait, sur la façon dont elles sont traitées et autres choses semblables (1) ».

« Dans le Danemarck, les laiteries coopératives donnent des préceptes relatifs à l'affourragement et à l'entretien des vaches, afin d'assurer l'uniformité de la qualité, l'absence de tout arrière-goût désagréable et la production régulière du lait pendant l'hiver (2) ».

Le paysan cesse donc d'être le maître dans son exploitation agricole ; celle-ci devient une annexe de l'exploitation industrielle, sur les besoins de laquelle elle doit se régler. Le paysan devient un ouvrier partiel de la fabrique.

Souvent il tombe aussi sous la dépendance technique de l'exploitation industrielle en tant que celle-ci, comme nous l'avons déjà remarqué, lui livre du fourrage et des engrais.

(1) P. 102-104. Cf. aussi, p. 40.

(2) *Bericht der parlamentarischen Agrarkommission in England*, 1897, p. 126.

Parallèlement à cette dépendance technique se produit encore une dépendance purement économique du paysan vis-à-vis de la coopérative. Celle-ci ne fournit pas seulement les moyens d'améliorer l'exploitation agricole et de couvrir ses déficits possibles, elle devient aussi, dans la mesure où cette dernière s'adapte à ses besoins, l'unique acheteur des marchandises produites par le paysan. L'exploitation agricole ne peut plus exister sans l'exploitation industrielle ; celle-ci devient sa base, et l'écroulement de cette base industrielle produit la ruine de l'exploitation agricole.

Or, un tel écroulement ne se produit que trop facilement.

Plus grands sont les profits que donne une industrie agricole, et plus grande est la quantité de capitaux qui se tournent vers elle. De grands profits ne peuvent plus être réalisés aujourd'hui, dans la règle, que par des exploitations qui, par l'importance de leurs capitaux, dépassent de beaucoup la moyenne, de manière à ce qu'elles puissent, au point de vue technique et au point de vue commercial, triompher de toute concurrence. Ils peuvent être réalisés ensuite dans des domaines qui comportent, soit par nature soit par suite de circonstances spéciales, une monopolisation, ou enfin dans des domaines qui, du fait de révolutions techniques ou économiques, ont été récemment créés ou du moins récemment ouverts à l'exploitation capitaliste, comme par exemple aujourd'hui le domaine de l'électrotechnique. Mais les grands profits de ce dernier genre ne durent pas longtemps ; bientôt le domaine récemment ouvert est aussi encombré et la surproduction devient constante. Les premiers venus prennent la crème, il ne reste plus aux autres que le lait maigre, et souvent pas même cela.

Ici encore se trouve, en ce qui concerne l'industrie agricole, un avantage que le grand propriétaire, surtout s'il est capitaliste, a sur le petit propriétaire et ses coo-



pératives. Il est plus mobile, plus entreprenant, plus perspicace, moins lent à prendre un parti que celui-ci ; il peut bien plus rapidement fonder une industrie agricole, là où les conditions nécessaires sont réalisées, à l'heure où elle est encore avantageuse.

Pour toute industrie agricole aussi bien que pour toute autre arrive tôt ou tard le moment où elle est surchargée, où les prix sont pressés, où la concurrence fait ses ravages et où les plus faibles et les moins habiles sont éliminés, où enfin des crises temporaires, les unes générales, coïncidant avec le mouvement général d'essor et de crise économique, les autres particulières, provoquées par des transformations spéciales d'ordre technique, économique ou législatif, secouent la branche d'industrie en question.

Plus la puissance de l'Etat prend fait et cause pour ces industriels, plus elle leur procure d'avantages, dans l'intérêt de l'agriculture, aux dépens de l'ensemble de la population, et plus vite ce moment arrive. La fabrication européenne de l'eau-de-vie et celle du sucre montrent cela clairement. L'une comme l'autre a été stimulée de la manière la plus vive, en Allemagne aussi bien qu'en Autriche, en Russie, en France, par des avantages de toutes sortes, en particulier par des primes à l'exportation qui se présentèrent sous forme de remboursement des impôts payés.

De 1872 à 1881, dans le domaine des impôts de l'Empire allemand le nombre des distilleries qui exploitaient des substances farineuses ou de la mélasse ne s'éleva que de 7011 à 7280, mais le nombre des distilleries payant plus de 15 000 marcks d'impôt sur l'eau-de-vie s'éleva de 789 à 1492 ; il doubla presque.

De 1880-81 à 1885-86, la quantité de pommes de terre exploitées pour faire de l'eau-de-vie s'éleva de 1 982 000 à 3 087 000 tonnes.

La conséquence de ce brillant essor fut une crise, qui



commença en 1884. Certes celle-ci eut ce résultat immédiat que le régime bismarkien donna un coup d'épaule à l'industrie nécessiteuse. Il réussit finalement à emporter le vote de la loi fiscale de 1887, qui assure aux distilleries le « don charitable » de 40 millions de marcks par an et s'oppose de la manière la plus énergique à la surproduction ; en 1895, cette loi fut complétée par une nouvelle loi qui oppose une digue plus forte encore à la surproduction d'alcool, et renchérit davantage encore, à l'intérieur, le prix de l'eau-de-vie afin que le produit de l'impôt permette de payer une prime à l'exportation de 6 marcks par hectolitre pour l'eau-de-vie exportée. Et malgré tout cela, le spectre de la crise de l'alcool ne veut pas disparaître !

Non moins que l'alcool, le sucre a tout lieu de se réjouir de la sollicitude des gouvernants ; — aussi bien sont-ce de hauts seigneurs qui le produisent. La conséquence est un énorme accroissement de la production du sucre. Il y avait dans l'Empire allemand :

	Fabriques travaillant les betteraves	Quantité de betteraves travaillées. Nombre de tonnes	Quantités de betteraves produites par les exploitations agricoles dont font partie les fabriques. Tonnes	Quantité de sucre brut obtenu. Tonnes
1871/72.	311	2 251 000	1 504 000	186 000
1881/82.	343	6 972 000	3 432 000	600 000
1891/92.	403	9 488 000	4 644 114	1 144 000
1896/97.	399	13 722 000	5 782 031	1 739 000

Au contraire on avait dans l'Empire allemand :

	Consommation de sucre. Tonnes	Exportation de sucre. Tonnes
1871/72	221 799	14 276
1881/82	291 045	314 410
1891/92	476 265	607 611
1896/97	505 078	1 141 007

Quelque considérable que fut l'accroissement de la consommation et en particulier de l'exportation du sucre, elles restèrent dans ces dernières années bien au-dessous de la production. En 1896-97 la consommation et l exportation réunies s'élevaient en gros à 1 640 000 tonnes, la production au contraire à 1 740 000 tonnes, par suite la surproduction était de 100 000 tonnes. Et il faut noter que la situation de l'industrie du sucre fut dans ces derniers temps, du fait de la guerre cubaine qui empêcha entièrement l'exportation de sucre de Cuba, tout particulièrement favorable. En 1894-95 l'excédent de la production de l'industrie allemande du sucre sur la consommation nationale et l'exportation dépassait 300 000 tonnes.

On ne peut pas s'attendre à une amélioration de la situation de l'industrie du sucre, mais plutôt à une aggravation. La pression de la concurrence d'outre-mer, qui détermine le développement d'industries agricoles, et l'accélération artificielle de ce développement par le système des primes qui fait des progrès chaque jour, existent aussi dans d'autres pays. En chiffres ronds, la production des betteraves, exprimée en tonnes de sucre brut (1), était :

	Allemagne	Autriche	France	Russie	Belgique et Hollande	Autres pays européens	Total
1891/92 .	1 200 000	780 000	640 000	550 000	230 000	90 000	3 490 000
1893/94 .	1 370 000	840 000	570 000	650 000	310 000	110 000	3 850 000
1894/95 .	1 830 000	1 060 000	780 000	620 000	370 000	150 000	4 810 000

Pendant une année un accroissement de l'offre de presque *un million de tonnes*, pendant que l'accroissement annuel de la demande de sucre sur le marché du monde s'élève à *un quart*, dans le cas le plus favorable à *un tiers* de cette somme !

(1) D'après Max Schippel, *Zuckerkrisis, Ausfuhrpraemien und Zuckerring*, dans la « *Neue Zeit* », XV, 1, p. 622.

A côté de l'Angleterre notre meilleur acheteur de sucre est l'Union de l'Amérique du Nord. L'exportation de l'Empire allemand en sucre brut, pains de sucre, etc. s'élevait en tonnes

	En tout	Pour la Grande-Bretagne	Pour les États-Unis
1891	724 000	454 000	140 000
1896	974 000	513 000	316 000
1897	1 120 000	564 000	376 000

Cependant les Américains font actuellement de sérieux efforts pour se donner une industrie de sucre de betteraves. J. W. Ihne, le président de la Société Polytechnique de Chicago que nous avons déjà mentionné, invite, dans l'article qu'il a écrit dans la « *Zukunft* » de Berlin, V, p. 380, les fabriques allemandes de machines à profiter de l'occasion pour fonder des fabriques de sucre de betterave en Amérique. Combien cela est patriotique ! Les efforts des Américains deviendront d'autant plus intenses que la production des céréales sera moins lucrative. Mais l'industrie du sucre est capable de l'essor le plus rapide, comme le prouvent les chiffres ci-dessus, et les Américains sont bien les gens qu'il faut pour la porter rapidement très haut.

Mais dans les pays européens qui produisent du sucre on élève les primes à l'exportation, au lieu de les abaisser ; en Allemagne, en 1896, la prime fut doublée (de 1 marck 1/4 elle fut portée à 2 marck 1/2). Il en est des primes exactement comme des droits protecteurs et du militarisme ; lorsqu'on a commencé on ne peut pas cesser quand on veut. On sait que le système des primes conduit à la surproduction, à une terrible crise ; — mais chacun craint que la crise ne devienne encore plus terrible pour son pays s'il est seul

à cesser de payer des primes, et chacun espère qu'il pourra supporter cette charge plus longtemps que les autres. Ainsi la population se trouve de plus en plus saignée à blanc, en même temps la culture des betteraves s'étend de plus en plus ; et chaque jour de nouveaux domaines de l'agriculture se trouvent enchaînés au sort de l'industrie du sucre.

Le nombre d'hectares consacrés à la culture de la betterave était :

	Allemagne Hectares	Autriche Hectares	France Hectares	Russie Hectares	Hollande et Belgique Hectares
1891	336 000	328 000	223 000	310 000	75 000
1892	441 400	369 000	273 000	331 000	103 000

Mais la banqueroute de l'industrie du sucre devient de plus en plus inévitable, et de plus en plus importants deviennent les ravages que cette ruine entraînera fatalement à la fin.

Le développement de l'industrie laitière fut moins favorisé, en Allemagne, que celui de la fabrication du sucre de betteraves. Pourtant, et principalement sous la pression de la concurrence étrangère, qui rendait toujours moins lucrative la production des céréales, ce développement fut rapide, comme le prouvent déjà les chiffres cités plus haut des laiteries coopératives. Malheureusement nous manquons encore d'une statistique détaillée du développement de l'industrie laitière en Allemagne. Mais ce qui est sûr, c'est que le rapide essor de cette industrie ne coïncide que partiellement avec un accroissement de production du lait. Le nombre des vaches croît bien plus lentement que le chiffre et la production du beurre et des fromages. La rapide extension de la laiterie est bien plutôt rendu possible par un autre fait. Le lait qui était produit loin des villes, ne pouvait pas autrefois, à cause des difficultés

du transport, arriver au marché et devenir marchandise. Il était consommé dans le ménage du producteur lui-même, par sa famille et ses ouvriers salariés, s'il en avait. Aujourd'hui la laiterie permet de fabriquer des fromages et du beurre qui supportent un transport plus étendu et peuvent faire leur apparition, comme marchandises, sur le marché, non seulement sur le marché intérieur, mais aussi sur le marché international. Mais le résultat de cela, c'est que désormais l'agriculteur se *refuse* à lui-même et refuse aux siens le lait qu'il avait consommé jusque là avec sa famille. Dans la même mesure où l'industrie laitière se développe à la campagne, la consommation du lait y diminue.

Si la population rurale, malgré son surmenage et ses conditions misérables de logement, et malgré le défaut de nourriture de viande, était toujours restée supérieure en force et en capacité de résistance à la population urbaine, elle en était surtout redevable, en même temps qu'au travail à l'air frais, à sa forte consommation de lait. Le travail à l'air frais cesse là où s'établit l'industrie domestique ; et la consommation du lait, là où une laiterie prend le lait aux gens de la campagne. Ces deux moyens de choix, de sauver économiquement le petit paysan, sont *les moyens les plus sûrs de le ruiner physiquement*.

Cela est vrai surtout là où les laiteries fabriquent du fromage. Mais il nous semble qu'il y a un peu trop d'optimisme à dire, comme J. Landauer, de Gerabronn, à la 42e assemblée générale des agriculteurs wurtembergeois, tenue à Hohenheim (1897), qu'en cas où les laiteries, comme c'est le cas la plupart du temps dans le Würtemberg, se borneraient à la fabrication du beurre et rendraient le lait maigre aux agriculteurs, les inconvénients de la laiterie pour l'alimentation de la population rurale seraient supprimés. « Cette façon de mettre à profit le lait pourrait bien donner à Messieurs les méde-

cins plus de sympathie pour les exploitations de laitage qu'ils n'en avaient autrefois, au temps où tout le lait était livré aux fromageries, sans que le lait maigre fut renvoyé aux agriculteurs, ensuite de quoi Messieurs les médecins éprouvaient justement au point de vue de l'hygiène, de vives inquiétudes, et un médecin-major livra en son temps à la publicité les fâcheuses expériences qu'il avait faites dans quelques régions au cours de son inspection des recrues. »

Le lait maigre ne peut pas remplacer le lait non écrémé : car il en a perdu le contenu de graisse. Le lait non écrémé contient 2,8 à 4,5 0/0 de graisse, le lait maigre 0,2 à 0,3 0/0. L'auteur de cet écrit se souvient très bien d'avoir lu des rapports de médecins qui ne pouvaient non plus se déclarer sympathiques au régime du lait maigre et qui trouvaient très pernicieux qu'il fut employé dans les régions de laiterie à l'alimentation des petits enfants. Naturellement la restitution du lait maigre peut moins que partout ailleurs améliorer l'état hygiénique de la population rurale là où les agriculteurs ne le consomment même pas eux-mêmes, mais le « mettent à profit », par exemple le donnent aux porcs qui prennent ainsi un superbe embonpoint et se vendent un bon prix. Plus les produits du petit paysan deviennent des marchandises, plus il les transforme en argent, et pire devient son alimentation.

Mais si le *préjudice corporel* porté aux producteurs de lait par la laiterie est indubitable, son *élévation économique* par ce moyen est passablement douteuse, si l'on n'a pas uniquement en vue des avantages momentanés.

Pendant que la fabrication du beurre, en Allemagne, croît rapidement, l'exportation du beurre décroît constamment en raison de l'importation croissante.

Le chiffre des kilogrammes de beurre était :

	Pour l'exportation	Pour l'importation
1886.	12 309 000	5 119 000
1891.	7 649 000	7 950 000
1895.	6 767 000	6 890 000
1896.	7 101 000	7 857 000
1897.	3 716 000	10 326 000

En ce qui concerne les fromages nous trouvons les chiffres suivants :

	Exportation	Importation
1886.	3 409 000 kil.	5 216 000
1891.	1 883 000 »	8 392 000
1895.	2 221 000 »	9 348 000
1896.	1 840 000 »	10 196 000
1897.	1 373 000 »	11 937 000

Ici encore nous trouvons l'exportation décroissante, l'importation au contraire nettement croissante.

La concurrence des produits de la laiterie sur le marché international est en train de se développer rapidement. Presque dans tous les Etats d'Europe la crise de la production des céréales exerce une influence stimulante sur la laiterie, en France et dans les Pays-Bas, aussi bien qu'en Autriche et en Russie, en Suède et en Norwège. Mais c'est particulièrement le *Danemark* qui développe considérablement sa production de beurre. L'excédent de l'exportation sur l'importation s'y est élevé de 18 millions de kilogrammes en 1881, à 119 millions de kilogrammes en 1896. Le nombre des vaches proportionnellement au chiffre de la population ne s'est pas accru. Il était :

	Pour 1 000 habitants	Nombre absolu
1871.	448	807 000
1881.	452	899 000
1893.	449	1 011 000

Mais la laiterie se développe rapidement aussi en dehors de l'Europe. Les pays qui entrent ici particulièrement en considération sont le *Canada* pour le *fromage* et l'*Australie* pour le *beurre*. La quantité de fromage exporté par le Canade était :

en 1891 . . . . 106 200 000 livres (anglaises)
en 1895 . . . . 146 000 000 » »

En Australie la laiterie fut favorisée non seulement par la baisse des prix des céréales, mais encore par des primes à l'exportation (la plupart du temps 2 pence par livre de beurre et 1 penny pour la livre de fromage), dans le territoire de Victoria (jusqu'en 1893), dans l'Australie méridionale (jusqu'en 1895). dans le Queensland (jusqu'en 1898) La Commission agraire du Parlement anglais rapporte, sur la production australienne du beurre : « Dans le territoire de Victoria le progrès de l'industrie laitière fut caractérisé par l'extension du système des fabriques. D'après les rapports officiels les plus récents il y avait en 1895 dans ce pays 155 fabriques de beurre et de fromages, au lieu de 74 en 1892, et de la production totale de 35 580 000 livres de beurre en 1895, 27 000 000 provenaient des fabriques (*dairy factories*). L'accroissement de l'exportation de beurre du territoire de Victoria fut le suivant :

en 1889/90 .	829 000 livres	» 1892/93 .	8 094 000 livres
» 1890/91 .	1 700 000 »	» 1893/94 .	17 141 000 »
» 1891/92 .	4 794 000 »	» 1884/95 .	25 948 000 »

1895/96. . . . . . 21 024 000 livres (p. 80)

Des rapports semblables sur le rapide accroissement de l'industrie laitière arrivent du Queensland et de la Nouvelle-Galles du Sud ; dans cette dernière colonie la production du beurre s'est élévée de 15500000 livres en 1889 à 27359000 livres en 1895.

Notons ce passage remarquable du rapport sur la Nouvelle-Galles du Sud. « Il semble que l'industrie laitière ne soit plus limitée, comme auparavant, aux paysans (*farmers*), vu que beaucoup de grands éleveurs de bestiaux (*graziers in a large way of business*), particulièrement dans la proximité des côtes, ont tourné leur attention, dans ces derniers temps, vers cette industrie.

« Au début de l'établissement du système des fabriques, la plupart des fabriques étaient coopératives, et les opérations de l'écrémage du lait et de la fabrication du beurre étaient faites dans la même exploitation. Cette façon de procéder cessa peu à peu et les anciennes fabriques de beurre sont remplacées par des fabriques centrales de beurre qui reçoivent leur matière première d'endroits nombreux où se fait l'écrémage. Les avantages de ce changement sont, dit-on, considérables. Dans chaque centre on fait du beurre d'une seule qualité, et les frais de production sont considérablement diminués par l'accroissement de l'échelle de la production et par l'emploi des machines et appareils perfectionnés, que les grandes entreprises peuvent employer avec avantage (1). »

De même que le sucre allemand exporté, le beurre allemand exporté est, pour la plus grande partie, consommé en Angleterre. Des 7101000 kilogrammes de l'exportation allemande de beurre (1896) 5570000 furent expédiés en Angleterre ; des 3716000 kilogrammes de l'année 1897, 2766000. Mais ces chiffres montrent déjà que le beurre allemand suit sur le marché anglais une regres-

(1) p. 81.

sion rapide. L'importation anglaise du beurre provenait des divers pays dans les proportions suivantes :

	Danemark	Norvège et Suède	France	Hollande	Allemagne	Australie	Autres pays
1887. . . .	32,3 °/₀	11,3 °/₀	27,5 °/₀	10,7 °/₀	10.3 °/₀	0,4 °/₀	7,5 °/₀
1890. . . .	40,7 »	11,3 »	25,9 »	7.7 »	5,1 »	2,0 »	7,3 »
1893. . . .	40,2 »	12,4 »	20,1 »	6,1 »	7,1 »	7.3 »	6,8 »
1894. . . .	42,8 »	11,0 »	16.5 »	6,4 »	5,4 »	11,3 »	6,6 »
1895. . . .	41,1 »	11,5 »	16,1 »	6,8 »	4,0 »	11,1 »	9,4 »

Le rapide essor de l'Australie se manifeste ici d'une manière particulièrement nette. Les laiteries danoises sont aussi déjà fortement atteintes par la concurrence australienne, qui exerce une pression sur les prix et rend difficile l'écoulement.

Mais les coopérateurs allemands ont fait de grands efforts pour accroître le plus vite possible le nombre des laiteries ; avec fierté ils attirent l'attention sur leur rapide développement dans les dernières années ; ils font comme si une affaire était d'autant plus lucrative que le nombre des concurrents est plus grand. Mais, à vrai dire, comme sauveurs des paysans, ils sont contraints à cette attitude. Si grand que soit le nombre des laiteries coopératives, proportionnellement au nombre des paysans qui doivent être sauvés par ce remède souverain, il est toujours beaucoup trop petit. Mais longtemps avant qu'une partie importante de la classe des paysans soit arrivée grâce aux laiteries coopératives à un état de prospérité, le domaine de la production du beurre et du fromage sera aussi fatalement atteint par la surproduction et par la crise.

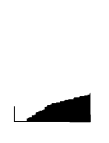
Dans le Danemark, ce pays béni des laiteries coopératives, beaucoup d'entre elles sont aujourd'hui déjà dans une situation difficile. En Allemagne, au temps de



la discussion de la loi sur la margarine, la situation des producteurs de beurre fut peinte des couleurs les plus sombres, mais cela n'empêchait pas que, ainsi qu'on l'annonça triomphalement au dernier congrès de l'Association des coopératives agricoles tenu à Dresde, en 1895, 175 nouvelles laiteries, en 1896, 177 furent fondées. Et en 1897, la fièvre de fondation parut sévir plus furieusement encore. D'intelligents coopérateurs font déjà entendre eux-mêmes des avertissements. C'est ainsi, par exemple, que Landauer, de Gerabronn, que nous avons déjà mentionné, déclarait à la 42e Assemblée générale des Agriculteurs de Wurtemberg, dans son rapport sur l'industrie du laitage : « Il est manifeste qu'un mouvement extraordinairement fort, tendant à la fondation de nouvelles laiteries, existe actuellement à la campagne, surtout depuis une année. S'il persiste, on peut admettre que le chiffre actuel des fabriques, en l'espace de deux à trois ans, doublera, pourra même tripler. C'est ainsi que dans le district de Gerabronn, par exemple, depuis la fondation de la première fabrique, c'est-à-dire en seize ans, il n'en avait pas été fondé une nouvelle, tandis que dans les six derniers mois on n'en vit pas paraître moins de dix nouvelles ; et il faut ajouter que d'autres sont attendues pour bientôt. Ce mouvement est si marqué que même des partisans enthousiastes de l'activité coopérative le considèrent en secouant la tête et manifestent la crainte que la fondation de tant de laiteries puisse préparer à l'agriculture d'une manière indirecte, les dangers les plus inquiétants. »

De même qu'une crise de l'alcool et du sucre, une crise de l'industrie laitière paraît inévitable.

Sering se plaignait aussi, dans le rapport sur la coopération qu'il prononça, en février 1897, devant le Collège royal d'Économie agricole de Prusse, de l'âpre concurrence que se font les laiteries coopératives. « Cependant, dit-il en manière de consolation, on espère triompher



de ces difficultés par un nouveau développement de l'idée coopérative, ou plutôt par le même moyen qui transforme présentement d'une manière si considérable notre grande industrie, par les *cartels*. On fait de la propagande afin que les diverses laiteries s'annexent, plus nombreuses que jusqu'à ce jour, aux grandes coopératives pour la vente du beurre, et s'obligent à ne vendre une partie déterminée de leur production que par leur intermédiaire. Les fédérations de coopératives pour la vente du beurre, agrandies et fortifiées, veulent alors se partager les débouchés et supprimer de cette manière la concurrence qui a jusqu'ici gâté les prix ; les excédents doivent être expédiés, même à perte, à l'étranger », en Angleterre.

Mais ce fameux moyen, le professeur Sering le recommandait dans le même discours où, un peu auparavant, il avait déclaré avec indignation : « Moins que jamais on peut se passer de coopératives d'achat en un temps de cartellisation progressive de l'industrie, car, contre *l'abus de la puissance économique* qui permet l'association des fabricants, il n'y a pas d'autre ressource que la coalition des consommateurs (1). »

Le cartel agraire est donc un « développement de l'idée coopérative », le cartel industriel « un abus de la puissance économique », que seul le développement de l'idée coopérative peut arrêter. D'une part la coopération est précieuse, parce qu'elle est le moyen de triompher du cartel, d'autre part le cartel est précieux comme moyen de parer à la banqueroute, sans lui inévitable, de la coopérative. La logique de M. le professeur est à la hauteur de son indignation morale.

Mais cela n'est pas ce qu'il y a de plus intéressant dans les idées qu'il développe. Elles ont ceci de remarquable qu'elles établissent l'état nécessiteux des laiteries et

(1) *Thiels landw. Jahrbuch*, 1897, Suppl., p. 223, 225.



prônent le cartel comme unique moyen d'échapper à la crise, le cartel qui devient irréalisable du fait de l'accroissement constant du nombre de laiteries. Et c'est ce qu'est forcé d'avouer en un hymne de louanges sur les merveilles de la coopération une lumière de la science agraire.

Ce qui a lieu dans les industries mentionnées jusqu'ici se passe également dans les autres grandes industries agricoles, qui ont eu pourtant moins d'importance pour le mouvement coopératif.

La crise qui se produit n'amène naturellement pas nécessairement la ruine de l'industrie atteinte. Elle ne le fait que dans des cas très rares. Ordinairement elle a seulement pour résultat de révolutionner, dans le sens du capitalisme, les rapports de propriété existants, par suite de produire précisément ce que le rôle de la coopérative, dans l'esprit des avocats de la coopération, devrait être d'empêcher.

Pendant une crise, les petites exploitations, celles qui sont insuffisamment armées, qui ont trop peu de capitaux, succombent. Mais la ruine de l'exploitation d'une industrie agricole a des conséquences qui s'étendent plus loin qu'elle : elle a pour résultat de détruire ou du moins de saper de nombreuses existences d'agriculteurs, qui s'appuient sur elle. Plus grand était le concours que les exploitations industrielles assuraient aux agriculteurs, plus ceux-ci appuyaient leur exploitation agricole sur elles, et plus la banqueroute étend au loin ses ravages.

Les exploitations plus grandes, mieux organisées, pourront se maintenir pendant une pareille crise, mais elles aussi devront traverser des temps difficiles pendant lesquels les profits cesseront, pendant lesquels des versements supplémentaires permettront seuls de continuer la production. Les coopérateurs qui ne peuvent pas effectuer ces versements supplémentaires perdent leurs

droits de coopérateurs. La déconfiture des coopérateurs est-elle générale, il ne reste plus qu'à vendre l'entreprise à un capitaliste ; n'est-elle pas générale, le résultat de la crise est alors qu'elle devient la propriété privée de quelques rares coopérateurs riches, qui l'administrent d'une manière purement capitaliste.

Ce processus n'aboutit pas nécessairement à la prolétarisation des anciens coopérateurs ; s'ils ont de la chance, ils peuvent conserver leur propriété paysanne. Mais là où se produit ce cas favorable, leur dépendance économique vis-à-vis de l'ancienne exploitation agricole subsiste ; toutefois, de dépendance vis-à-vis d'une société dont l'agriculteur fait partie comme membre ayant les mêmes droits et les mêmes intérêts que les autres membres, elle devient dépendance vis-à-vis d'un (ou de plusieurs) capitaliste qui lui est infiniment supérieur par sa puissance et a des intérêts opposés aux siens. Le *collaborateur* de la *fabrique coopérative* devient maintenant l'*ouvrier salarié* de la *fabrique capitaliste*. La chose ne devient pas meilleure du fait que le travail salarié, ici comme dans l'industrie domestique, est dissimulé. Cela est la fin inévitable des coopératives agricoles de production.

Comme partout dans la société capitaliste, l'industrie finit ici encore par triompher de l'agriculture, et le capital de la coopérative de production isolée.

Les coopératives agricoles de production, en raison des avantages momentanés qu'elles laissent entrevoir aux agriculteurs, servent puissamment à faire avancer l'industrialisation de l'agriculture ; mais en même temps elles servent puissamment aussi à frayer la voie à la domination du capital, qui rencontrerait sans cela de bien plus grandes difficultés.

Nous n'apprécions aussurément pas l'importance de ces coopératives moins qu'il ne convient. Elles sont importantes en tant que révolutionnant l'agriculture ; mais elles ne sont pas le moyen de sauver le paysan.

D'ailleurs les coopératives ont aussi leurs limites.

Les industries agricoles ont les mêmes lois que les autres industries. La concentration et la centralisation des exploitations, qui trouve dans l'agriculture de si fortes contre-tendances, fait ici de rapides progrès ; dans les industries agricoles, comme dans toutes les autres, règne la tendance à la grande exploitation.

C'est ce que montre, de la manière la plus nette, la fabrication du sucre, qui est artificiellement stimulée il est vrai par les mesures prises par l'Etat. On comptait dans l'Empire allemand :

	Fabriques de sucre	Quantité de tonnes de betteraves travaillées	Quantité de tonnes de betteraves travaillées en moyenne dans chaque industrie
1871/72	311	2 250 918	7 237
1881/82	343	6 271 948	18 286
1891/92	403	9 488 002	23 543
1896/97	399	13 721 601	34 389

Ainsi la moyenne de la quantité de betteraves travaillées en une fabrique se trouve presque *quintuplée* en 25 ans !

Dans la fabrication de l'eau-de-vie de pommes de terre on peut suivre la même tendance, quoique sous une forme moins saisissante, jusqu'au temps des nouvelles lois fiscales tendant à limiter le développement de la production. Dans les Annales de statistique de l'Empire allemand nous lisons que le nombre des distilleries travaillant les pommes de terre, les grains ou la mélasse s'élève, de 1872 à 1881-82, de 7011 à 7280. Mais le nombre des distilleries payant moins de 15000 marks d'impôt sur l'eau-de-vie tombe de 6222 à 5788, tandis que le nombre de celles qui payaient plus de 15 000 marks s'élève de 789 à 1492.

D'autre part on comptait :

	Comme distilleries employant la pomme de terre	Comme quantité de pommes de terre travaillées. En tonnes	Comme quantité de pommes de terre travaillées dans chaque distillerie. En tonnes
1882/83	4 180	2 392 000	572
1886/87	4 069	2 719 000	668

Depuis 1887-88, dans le domaine des impôts de l'Empire, la production d'eau-de-vie de pommes de terre est restée en moyenne, pour chaque exploitation, au même niveau, mais il faut remarquer que les plus petites de ces distilleries ont subi une regression caractérisée.

La production s'éleva :

	En 1890/91	En 1894/95	Diminution (—) Accroissement (+)
A 50 litres	dans 1800 dist.	dans 513	— 787
De 50 à 500 litres. . .	731 »	720	— 11
De 500 à 5 000 litres. .	632 »	657	+ 25
De 5 000 à 50 000 litres.	1931 »	1983	+ 52
Au-dessus de 50 000 lit.	1793 »	1758	— 35

Les laiteries sont naturellement soumises de la même façon à la loi d'évolution de la grande industrie moderne ; pour elles aussi le progrès technique se poursuit, aussi dans leur domaine la fabrication à la main cède la place à la fabrication à la machine, les machines s'accroissent, la quantité des produits fabriqués par une machine s'accroît, s'accroissent les locaux employés à la production et les lieux de dépôt, s'accroissent les marchés et en même temps s'accroît pour elles la nécessité d'avoir leurs propres vendeurs, des vendeurs pourvus d'une sérieuse culture commerciale, tels qu'une grande

exploitation, donnant lieu à beaucoup d'affaires, peut seule les employer.

Nous avons vu plus haut comment, dans la Nouvelle-Galles du Sud, les laiteries deviennent toujours plus grandes. On nous rapporte le même fait au sujet de la Belgique : Colard Bovy, dans un rapport prononcé devant le Congrès International d'Agriculture, en 1895, fit cette constatation : Les petites coopératives, insuffisantes et mal conduites, disparaissent de plus en plus devant les plus grandes « qui peuvent au plus bas prix et dans les meilleures conditions travailler de grandes quantités de lait et livrer des produits d'une uniformité constante. Si un agent capable dirige l'exploitation, ces avantages atteignent leur point culminant (1). »

Le développement de l'industrie des denrées alimentaires dans l'Empire allemand est rendu sensible par le tableau suivant, qui s'appuie sur les chiffres de la statistique des professsions de 1882 et 1895. On avait pour cent directeurs d'exploitation (propriétaires et employés), comme ouvriers salariés et fonctionnaires :

	Moulins à céréales	Fabrication de sucre de betterave	Fabrication d'autres denrées alimentaires végétales (2)	Fabrication de denrées alimentaires animales (la charcuterie mise à part) (3)	Maltage et brasserie	Distillation. Fabrication de liqueurs et de levûre sèche	Fabrication de vin mousseux et de cidre, fabrication de vin	Fabrication de vinaigre
1882	161	2831	688	141	364	299	256	162
1895	237	5764	1231	315	759	413	315	237
Accroissement . .	76	2933	543	174	395	114	59	75

(1) Cité par Vandervelde dans son article sur « *le Socialisme agraire en Belgique* », *Neue Zeit*, XV, 1, p. 755.

(2) Conserves, légumes comprimés, chicorée, cacao, fécule, pâtes moulées.

(3) Poissons salés, préparation de lait conservé, fabrication de beurre et de fromages.

Partout nous voyons un accroissement continu des exploitations; dans toutes les industries agricoles le nombre des ouvriers salariés croît beaucoup plus vite que celui des patrons et des directeurs d'entreprise; dans la fabrication du sucre de betterave, dans la laiterie, etc., et dans la brasserie l'accroissement relatif s'élève à plus de cent pour cent, dans la fabrication des conserves végétales à presque cent pour cent.

Quelle extension ont prise certaines exploitations d'industrie agricole? C'est ce que nous montrent par exemple les entreprises de la maison Nestlé. Elle possède en Suisse deux grandes usines pour la fabrication de lait condensé et une usine pour la fabrication de farine lactée. Cette dernière, établie à Vevey, travaille chaque jours 100 000 litres de lait, produit de 12 000 vaches, provenant de 180 villages. 180 villages ont perdu leur autonomie économique et sont devenus des sujets de la maison Nestlé. Leurs habitants sont encore, extérieurement, propriétaires de leur terre, mais ils ne sont plus de libres paysans.

A mesure que cette évolution avance et que croît la somme de capital qui est nécessaire pour fonder une entreprise capable de concurrence, le cercle se rétrécit des agriculteurs qui sont en mesure de fonder des coopératives de production. Les nouvelles fondations dans ce domaine deviennent désormais de plus en plus des entreprises capitalistes, comme cela apparaît clairement aujourd'hui déjà dans la fabrication du sucre de betteraves et dans celle de l'eau-de-vie de pommes de terre. Là où l'on peut encore parler de fabriques coopératives de ces branches d'industrie, il ne s'agit pour ainsi dire que de coopératives de gros paysans et de propriétaires de terres nobles.

Si désormais toute coopérative rurale de production est menacée, à chaque crise, de tomber en des mains capitalistes, tôt ou tard le moment arrive, pour chaque

espèce d'industrie agricole, où elle cesse d'être accessible aux petits agriculteurs et devient un monopole des capitalistes et des grands propriétaires fonciers. Ordinairement cette évolution conduit aussi à la substitution de la grande agriculture à la petite. Nous trouvons encore les meilleures preuves de ce fait dans l'industrie du sucre. Les avantages de l'exploitation au moyen de machines dans l'agriculture atteignent leur plus grande importance là où la force motrice nécessaire aux machines ne doit pas être produite spécialement pour elles, mais est fournie par une exploitation industrielle établie sur le bien.

Là où elle ne conduit pas à la regression de la petite exploitation, l'industrialisation de l'agriculture resserre les liens qui enchaînent le petit agriculteur à la fabrique, seule acheteuse de ses produits, et fait entièrement de lui un serf du capital industriel selon les besoins duquel il doit exploiter sa terre.

Voilà le salut que l'industrie agricole apporte au paysan.

f) *Substitution de l'industrie à l'agriculture.*

Si le développement de l'industrie agricole fournit à l'agriculteur au moins d'une manière passagère un nouvel appui, le progrès de la technique produit aussi d'autre part des résultats qui jettent l'agriculteur dans le désarroi, ruinent diverses branches de l'agriculture. Ceci provient, d'une part, de ce qu'on arrive à mieux utiliser les matières premières de sorte qu'avec la même quantité de matière première on obtient une quantité de produits plus considérable, ce qui a naturellement pour résultat que, la consommation du produit restant la même, la demande de matière première baisse, et que, la consommation croissant, la demande de matière première ne

monte pas aussi vite que la consommation. Ensuite le progrès industriel aboutit à ce résultat de substituer aux matières premières de grande valeur des matières premières de moindre valeur, en particulier par l'emploi des déchets et par la production d'équivalents. Enfin l'industrie réussit même à fabriquer elle-même des produits que fournissait autrefois l'agriculture, ou à les remplacer de manière à ce que ceux de l'agriculture deviennent superflus.

Expliquons cela par quelques exemples. On sait la grande quantité d'éléments nutritifs qui est perdue du fait que le grain est imparfaitement moulu. Les progrès de la meunerie réduisent toujours davantage ces pertes. « Au XVII[e] siècle, Vauban évaluait la consommation annuelle d'un homme environ à 712 livres de froment, une quantité qui suffit presque maintenant pour deux hommes, et aujourd'hui, grâce aux perfectionnements qui ont été apportés à nos moulins, l'homme gagne d'immenses quantités de substances nutritives, représentant chaque année plusieurs centaines de millions, qui ne servaient auparavant qu'aux animaux pour lesquels elles peuvent être remplacées avec une infinie facilité par d'autres substances nutritives qui ne conviennent nullement à la consommation de l'homme... Le froment ne contient pas plus de 2 0/0 de substance de bois non digérable, et un moulin parfait au sens le plus étendu ne devrait pas donner une quantité de son plus considérable; mais nos meilleurs moulins donnent toujours de 12 à 20 0/0 de son, les moulins ordinaires jusqu'à 25 0/0, qui contiennent 60 à 70 0/0 des éléments les plus nutritifs de la farine (1) ».

En 1877, le meunier technicien V. Till affirmait avoir découvert un procédé de mouture donnant 92,6 0/0 de farine et seulement 7,4 0/0 de son et de déchet (2); nous

(1) J. V. Liebig, *Chemische Briefe*, p. 334.
(2) V. Till, *Die Lösung der Brotfrage*.



n'avons pas vu mentionner jusqu'ici une réduction de la quantité de son allant plus loin. Par contre, on fait actuellement des essais pour rendre digérables, par voie chimique, les éléments nutritifs du son, en particulier la matière albuminoïde.

Il est clair que, la consommation de la farine restant la même, tout progrès de la meunerie dans l'utilisation du grain entraînera une diminution dans la demande de céréales. Mais le même résultat se produira aussi, la consommation de farine croissant, si la quantité de céréales portée au marché croît aussi vite ou même plus vite encore que la consommation de farine. Le remplacement des moulins primitifs par les moulins perfectionnés doit donc accentuer les effets de la crise sur le marché.

Les essais que nous venons de mentionner, tendant à rendre les éléments nutritifs du son digérables par l'estomac humain, entrent déjà dans le domaine de la mise à profit des déchets et de la production d'équivalents.

La mise à profit de plus en plus importante des déchets est une des particularités les plus essentielles du mode de production moderne. Elle est le résultat naturel de la grande production, qui amoncelle les détritus en quantités considérables sur certains points, crée par là la nécessité de les faire disparaître, provoque des tentatives pour les employer en vue de buts d'ordre industriel et faire ainsi d'une source d'embarras et de dépenses improductives une source de profit.

Pour l'agriculture ces déchets sont devenus de la plus haute importance. D'un côté, les déchets de la grande industrie fournissent à l'agriculture du fourrage et de l'engrais — tels les déchets des distilleries, sucreries, brasseries, huileries, telles la scorie Thomas, la cendre de bois, etc., — et ils deviennent ainsi un puissant moyen d'enchaîner l'agriculture à l'industrie. Mais de l'autre côté, l'industrie s'empare des déchets des produits

agricoles, pour faire, en les exploitant, concurrence à l'agriculture même.

On trouve un exemple de semblable mise à profit des déchets dans la fabrication d'huile au moyen de graines de coton, autrefois rejetées comme ne pouvant plus servir à rien, ou tout au plus employées comme engrais dans les plantations de coton. Aujourd'hui, on sait fabriquer avec ces graines une huile qui fait aux huiles provenant des plantes oléagineuses d'Europe une concurrence très sensible et rapidement croissante. On eut dans l'Empire allemand, comme importation :

	Huile de graines de coton	Huile de lin
En 1886.	8 067 tonnes	39 743 tonnes
1891.	21 360 »	37 385 »
1895.	24 469 »	19 863 »
1896.	27 047 »	19 693 »
1897.	30 287 »	15 548 »

L'huile de graines de coton est employée surtout à frelater l'huile d'olive et à fabriquer le *beurre artificiel,* la margarine, qui est faite avec de la *graisse de bœuf*, du lait et des huiles bon marché, particulièrement de l'huile de graines de coton, et qui se distingue à peine, au point de vue du goût et de l'action physiologique, du beurre naturel. En 1872, fut fondée en Allemagne la première fabrique de beurre artificiel, il y en a aujourd'hui environ soixante.

Que cette concurrence n'améliore pas la situation déjà critique du marché du beurre, c'est ce qui est clair. Les vives plaintes des agrariens, demandant et obtenant, en 1896, que l'on mit de nouvelles entraves à l'industrie de la margarine, sont sûrement exagérées, mais il n'y a pas moins d'exagération dans l'affirmation opposée, suivant laquelle le beurre artificiel ne porte aux agriculteurs aucun

préjudice. C'est une mince consolation pour ces derniers d'apprendre que la production de beurre artificiel se trouve aussi dans une situation difficile. Ceci apparaît moins dans les déficits de quelques fabriques — il se produit des déficits, même dans les industries florissantes, dans les exploitations dont la direction est mauvaise, l'emplacement défavorable, ou l'outillage insuffisant — que dans la statistique du pays dans lequel la margarine et le beurre pouvaient se faire concurrence de la manière la plus libre. Dans la Grande-Bretagne l'importation de beurre et de margarine fut la suivante :

Années	Beurre	Provenance d'Australie	Margarine
1886	1 452 000 quintaux	— %	870 000 quintaux
1892	2 107 000 »	4 »	1 293 000 »
1895	2 750 000 »	11 »	922 000 »

La concurrence du beurre australien bon marché atteint non seulement les producteurs de beurre naturel, mais aussi les producteurs de beurre artificiel. Mais cela ne conduira naturellement pas à la ruine de la fabrication du beurre artificiel, mais à l'amélioration de ses méthodes de production. Les producteurs de beurre naturel n'ont rien à y gagner.

Mais si nous ne contestons pas que la fabrication de margarine soit préjudiciable à l'industrie laitière, nous ne voulons nullement par là approuver les efforts faits pour exercer une coercition sur la première au profit de la seconde. Nous accordons volontiers qu'il est triste que la faillite d'une laiterie coopérative jette dans le prolétariat un grand nombre de paysans laborieux, mais il n'est pas moins triste de voir une machine nouvelle ôter leur pain à des prolétaires laborieux. C'est de cette façon que se fait le progrès technique dans la société présente. Qui veut sup-

primer cette méthode de progrès doit supprimer tout l'ordre social actuel. Au contraire il est absurde de vouloir conserver cet ordre social par tous les moyens, et de vouloir faire disparaître ses conséquences. Cette absurdité devient révoltante lorsqu'on veut la rendre pratiquement réalisable en donnant, selon des intérêts momentanés et des intérêts de caste, à quelques catégories de producteurs le privilège d'être protégées, aux frais de la collectivité, contre tout progrès technique diminuant leur profit.

La masse de la population, dans un Etat moderne, ne peut consentir d'une manière durable à de pareils privilèges. Aussi est-ce une utopie de vouloir protéger de cette façon l'agriculture contre les envahissements de l'industrie grandissante. Les efforts convulsifs faits en ce sens par nos agrariens prouvent seulement combien ils sont menacés par la grande industrie capitaliste des denrées de l'alimentation, quelle importance celle-ci a prise en face de l'agriculture.

Le beurre artificiel et, à côté de lui, le fromage artificiel sont jusqu'ici ceux d'entre les équivalents produits par la grande industrie dont l'apparition se fait le plus vivement sentir à l'agriculture. Mais ce ne sont pas les seuls qui agissent en ce sens.

L'industrie de la bière a pris, dans ces dernières années, dans presque tous les Etats de l'Europe, un essor considérable. La production de la bière fournit :

Empire allemand		Grande Bretagne		Autriche	
Années	Hectolitres	Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1872 . . .	32 945 000	1873 . .	35 700 000	1870 . .	9 303 400
1882/83 . .	39 250 060	1881 . .	44 774 000	1880 . .	10 530 000
1890/91 . .	52 730 000	1891 . .	52 673 000	1890 . .	13 570 006
1895/96 . .	60 563 000				

Belgique		France		Russie	
Années	Hectolitres	Années	Hectolitres	Années	Hectolitres
1870 . . .	7 794 000	1872 . .	7 131 000	1866 . .	2 200 000
1880 . . .	9 238 000	1885 . .	8 010 000	1884 . .	4 212 000
1890 . . .	10.770 000	1890 . .	8 490 000	1890 . .	8 490 000

Dans le Danemark, la production de la bière s'éleva de 1 200 000 hectolitres (1876) à 2 185 000 (1891). En Suède, de 419 815 (1880) à 1 240 811 (1890), en Suisse, de 280 000 (1867) à 650 000 (1876), 1 004 000 (1886) et 1 249 000 (1891).

On devrait croire que la *production du houblon* se fût développée dans la même mesure. Il n'en est rien. Elle n'a que faiblement augmenté. Déjà en 1867 on évaluait le produit d'une récolte complète de houblon en Europe à 50 000 tonnes. La récolte eut la même importance en 1890 (24 705 tonnes en Allemagne, 15 000 en Angleterre) ; en 1892 on récolta 57 550 tonnes (dont 24 150 en Allemagne, 19 000 en Angleterre).

En Angleterre la quantité de bière produite annuellement s'est élevée de 35 millions d'hectolitres (1873) à 52 millions (1894), d'une quantité de 17 millions, c'est-à-dire en gros de 50 0/0. Au contraire, en 1871, 24 000 hectares furent consacrés à la culture du houblon, et en 1891, 23 000. Mais l'importation de houblon, dit le rapport de la Commission agraire parlementaire de 1897 (p. 83), « reste en fait pendant les vingt dernières années stationnaire. Pendant la période 1876/78, l'importation annuelle du houblon de toute provenance fut en moyenne de 195 000 quintaux, et en 1893/95, de 203 000 quintaux. »

Le tableau suivant donne la marche du développement dans l'Empire allemand.



Désignation	1881	1896
Récolte de boublon	28 870 tonnes	25 325 tonnes
Importation de houblon . . .	1 340 »	3 641 »
Total	30 210 tonnes	28 206 tonnes
Moins (par suite de l'exportation de houblon)	11 514 »	9 808 »
Reste, comme quantité de houblon	18 696 tonnes	18 498 tonnes

Désignation	1884/85	1896/97
Production de bière, en hectolitres	43 287 000	61 486 000
Nombre d'hectolitres de bière correspondant à une tonne de houblon	2 260	3 324

L'accroissement de consommation de la bière ne sert donc nullement les producteurs de houblon. Il ne favorise que la production des *équivalents du houblon*.

Mais les progrès de la chimie sont plus funestes encore aux *vignerons* qu'aux *producteurs de houblon*. La chimie apprend à fabriquer avec de la fécule de pommes de terre, des chiffons et des fibres ligneuses, de la *glucose*, ce fameux moyen pour améliorer les vins de peu de valeur. Mais elle apprend aussi à fabriquer des vins avec du marc de raisins, uni à du sucre et à d'autres produits de l'industrie agricole.

De plus en plus même les vins dits « vins naturels » doivent subir une série de préparations qui réclament des connaissances scientifiques et l'emploi d'appareils coûteux ; de plus en plus le vin naturel lui-même devient le produit d'une grande industrie capitaliste à laquelle le vigneron fournit seulement la matière première. La cave à vin devient une fabrique de vin.

Dans sa conférence sur « l'Etat de la législation tou-

chant la préparation du vin et la technique de la préparation du vin (1) » faite devant le Collège royal d'Economie agricole de Prusse, en février 1897, le professeur Maercker expose entre autres les idées suivantes : « Le vin n'est pas entièrement un produit naturel ; sur les ceps de vigne il ne pousse pas aussitôt bon à mettre en bouteilles, mais il doit faire un long chemin, au milieu des travaux de la cave, jusqu'à ce que le moût doux soit devenu le noble vin.

« Cette préparation du vin a provoqué dans ces dernières années toute une série de recherches scientifiques grâce auxquelles nous avons fait de grands progrès dans le domaine du traitement des vins, ayant appris peu à peu à faire d'un raisin de médiocre valeur un vin naturel de bonne qualité. La *culture des levains* surtout s'est emparée de ce domaine. » Aux graines des raisins sont attachés divers champignons de levains qui provoquent la fermentation et la production du moût. « On sait qu'il y a différentes races de levains, que le levain qui pousse sur le Johannisberg, à Geisenheim, produit un vin d'un caractère bien déterminé ; et l'on a cherché, en cultivant à part certaines espèces de levains, a obtenir des vins de caractères déterminés. Des hommes à imagination vive pensèrent, lorsque d'heureuses expériences eurent été faites dans le domaine de la culture des levains, que l'on pouvait entièrement se passer de viticulture ; on n'avait qu'à ajouter artificiellement un levain à une solution sucrée pour produire ainsi le vin si fin du Johannisberg ou du Steinberg. »

Il semble que cette perspective eût dû remplir les esprits d'enthousiasme : non pas seulement des pois gourmands comme le voulait Heine, mais encore du Johannisberg pour tout le monde — cela n'eût-il pas été le commencement du ciel sur terre ?

(1) *Die Lage der Gesetzgebung betreffend die Weinbereitung und die Technik der Weinbereitung.*

Ainsi pense un socialiste, mais non un agrarien. Ce qui est un bonheur pour la collectivité — une surabondance de denrées de première nécessité et de luxe — est pour la rente foncière un malheur. Si le premier venu peut faire du Johannisberg avec de l'eau sucrée, c'en est fait de la rente foncière des vignobles de Johannisberg. Et ainsi M. le professeur Maercker poursuit avec satisfaction : « Cela, *grâce à Dieu*, n'a pas réussi ; mais on a réussi, grâce à la culture des levains, à produire un vin bien meilleur que sans elle, et nos produits ont pu ainsi se vendre infiniment plus cher. Il n'y a guère que quelques années que cette culture des levains a été appliquée. »

Les champignons de levain se sont jusqu'ici respectueusement arrêtés devant la rente foncière. Mais n'est-il pas à craindre que ces petits polissons microscopiques ne renoncent un beau jour à leur loyale attitude et ne deviennent des révolutionnaires ? On commence à faire du Johannisberg avec de la piquette ; pourquoi ne finirait-on pas en faisant du vin avec de l'eau sucrée ?

Mais quant à interdire l'amélioration du vin, c'est ce qui n'est pas possible, ainsi que le déclare le professeur Maercker lui-même dans la suite de sa conférence. La statistique dit que sur dix ans il n'y a qu'une seule année vineuse excellente, trois bonnes, trois moyennes, trois mauvaises. Ces mauvais vins, s'ils ne sont améliorés, répugnent à un palais civilisé. Interdire l'amélioration des vins, ce serait donc porter le plus lourd préjudice aux vignerons eux-mêmes.

A côté des vins améliorés et des piquettes vient le *vin de raisins secs*. « On peut avec des raisins secs, en les mettant dans de l'eau, en les réduisant en petits morceaux, et en les faisant fermenter, préparer un *vin tout à fait excellent*... C'est un vin très bon et très utilisable, il a parfaitement le caractère d'un vin, et il fait à notre vin allemand une dure concurrence. Au point de vue tech-

nique on ne peut rien lui reprocher, mais au point de vue économique d'autant plus, car il fait lourdement concurrence à notre vin allemand. Il est inattaquable à l'analyse et prodigieusement bon marché ; pour 12 marks on peut faire 100 litres. C'est donc une lourde concurrence, qui doit être résolument combattue par voie législative. »

En effet, qu'on pense au malheur qui s'abattrait sur le peuple allemand, si le vin de raisins secs réussissait à supplanter la mauvaise eau-de-vie de pommes de terre !

Au moyen du levain de culture, on peut aussi faire avec du malt des boissons semblables au vin. A Hambourg une grande usine fabrique ainsi des vins de malt.

De la discussion à laquelle donna lieu cette conférence, rappelons une remarque du conseiller intime supérieur Thiel, qui dit entre autres que les *petits vignerons* n'étaient pas en mesure de pratiquer eux-mêmes l'amélioration nécessaire des vins. Seuls les grands propriétaires de vignobles et les négociants en vins le pouvaient.

De même Meitzen (1) écrivait déjà il y a trente-cinq ans : « Il n'y a que les grands propriétaires et les vignerons aisés à qui il arrive de pressurer le raisin eux-mêmes, de manier le vin à l'entrepôt et d'attendre pour la vente le moment favorable. Le nombre des vignerons pauvres qui ne le peuvent pas est d'environ 12 à 13000 (dans la vieille Prusse, avant 1866). Pour recevoir vite de l'argent comptant, ils se défont des raisins immédiatement après la vendange, et ont fréquemment vendu déjà la récolte contre des avances de fonds. Le fisc évalue à 60 405 quintaux la quantité de raisins livrée en l'automne de 1864 par cette classe de vignerons aux négociants en vin et fabricants de vin. »

La dépendance des petits vignerons vis-à-vis des négociants en vin est encore accrue par l'insécurité du ren-

(1) *Der Boden*, etc., II, p. 275, sqq.

dement de la viticulture. Nous avons rappelé plus haut la remarque de Maercker, que sur dix années vineuses il y en a trois mauvaises et seulement une excellente. Meitzen indique, dans son ouvrage cité plus haut le produit des récoltes de vins, pour le Pays du Rhin, de 1821 à 1864 (en eimers). Nous extrayons quelques chiffres.

1821	24 868	1854	91 299
1822	469 211	1855	212 320
1838	816 228	1856	175 663
1829	271 088	1857	546 545
1830	41 970	1858	576 205
1834	850 467	1864	320 471

En de pareilles conditions la viticulture n'est rien d'autre qu'un jeu de hasard auquel celui-là doit nécessairement gagner à la fin, qui a la bourse la mieux garnie, qui peut perdre pendant des années. Il suffit d'une mauvaise année pour faire faire faillite au petit vigneron sans capital ou pour le réduire à l'endettement sans issue.

Ici encore on présente la coopération comme l'instrument de salut. Des caves coopératives doivent donner au petit vigneron la possibilité de recueillir lui-même les profits de l'amélioration de ses vins et le profit fait par les intermédiaires. Mais tout ce qui a été dit des coopératives agricoles de production en général est vrai de ces caves coopératives : d'une part, elles ne sont pas accessibles aux tout petits vignerons sans capital, — d'autre part, elles doivent tout comme les autres coopératives de production dégénérer tôt ou tard en sociétés capitalistes ou devenir des propriétés capitalistes. En ce sens, elles ne font que hâter l'évolution qui tend à placer le vigneron dans une dépendance économique toujours plus grande vis-à-vis de la fabrique, de la cave à vin et à le transformer en ouvrier parcellaire de l'industrie du vin.

Mais la même évolution technique qui rend toujours plus étroite la dépendance du vigneron vis-à-vis du

fabricant de vin, rend toujours plus grande l'indépendance de celui-ci vis-à-vis du vigneron national. Elle lui apporte en quantités qui croissent avec rapidité, des vins étrangers bon marché, dont il améliore la qualité; elle lui apporte aussi des matières premières toujours meilleur marché, pour préparer du vin.

La révolution qui s'est produite dans la production du vin apparaît avec le plus de netteté en France. Par suite des ravages faits par le phylloxéra et par d'autres maladies la production de vin du pays tomba rapidement. Elle fut annuellement :

Moyenne de dix années	Extension de la culture de la vigne hectares	Rendement par hectare hectol.	Rendement général hectolitres	Consommation du vin (évaluation)	Excédant (+) ou déficit (—) de la production hectolitres	Exportation du vin hectolitres
1870-1879 .	2 364 175	22,4	52 935 956	38100000	+ 14800000 (1)	3 383 419
1880-1889 .	2 056 897	16,3	33 499 782	36400000 (1)	— 3000000	2 538 198 (1)
Année 1887	1 919 878	13,6	25 365 441	34000000	— 9000000	2 402 216
» 1891	1 763 374	17,0	30 139 000	?	?	2 044 000

Bien que depuis 1880 la consommation du vin soit de beaucoup plus considérable que la production du vin, l'exportation diminue pourtant à peine. Cela s'explique en partie par les excédents gardés en cave des années précédentes, en partie par l'importation de vins à bon marché, qui sont améliorés et ensuite consommés en France même ou exportés comme vins fins français. L'importation de vin comptée en milliers d'hectolitres fut la suivante :

	1878	1889		1879	1889
Provenant d'Espagne	1347	7 052	Provenant d'Autriche-Hongrie.	9	422
» d'Algérie.	1	1 581	Provenant de Turquie.	8	194
» de Portugal	16	875	» de la Grèce.	0	146

(1) 1880-1884.

Mais en même temps la fabrication de vins artificiels s'éleva aussi. D'après la statistique officielle elle-même, les quantités de vins fabriqués furent les suivantes :

	Avec des raisins secs Hectolitres	Avec du marc de raisins Hectolitres	Total Hectolitres
1880	2 320 000	2 130 000	4 450 000
1890	4 293 000	1 947 000	6 240 000

La fabrication effective de vin artificiel pourrait bien être infiniment plus importante. Il n'y a qu'une partie de cette industrie qui soit exercée ouvertement.

Dans l'Empire Allemand, l'importation de raisins secs s'est élévée de 12 994 000 kilogrammes en 1886 à 32 846 000 à 1895. La part léonine de cette augmentation doit être mise au compte de la fabrication de vin. En même temps l'importation de raisins frais s'est élevée de 3 181 000 kilogrammes en 1885 à 19 371 000 en 1895.

En outre il se prépare aussi dans ce domaine une concurrence d'outre-mer, aussi bien en Afrique (Algérie, Tunisie, Cap) qu'aux Etats-Unis, particulièrement en Californie, dans le Chili, l'Uruguay, la République Argentine, l'Australie. En Algérie, en 1878, 17 600 hectares étaient plantés en vignes ; en 1889, 96 624 hectares, en 1893, 116 000 hectares, et le rendement était en cette dernière année de 3 800 000 hectolitres. Aux Etats-Unis, la production de vin fut en 1889 de 1 500 000 hectolitres ; dans la République Argentine elle eut la même importance ; au Chili elle fut de 1 000 000 d'hectolitres.

Jusqu'ici, en nous occupant d'équivalents et de produits de déchets, nous avons toujours eu affaire à la mise à profit de matières premières de médiocre valeur sans doute, mais du moins provenant de l'*agriculture*. Mais l'évolution industrielle parvient même, dans plu-

sieurs domaines, à confectionner des produits fabriqués jusqu'ici par l'agriculture, directement, et sans aucune collaboration de celle-ci.

Les résultats les plus connus sous ce rapport sont ceux que la chimie a obtenus par l'exploitation du *goudron*. Non seulement on fait avec lui une quantité importante et chaque jour plus considérable de substances entièrement nouvelles, qui jouent, particulièrement dans la médecine, un rôle important ; mais il sert aussi à produire au plus bas prix des matières que l'agriculture avait fournies jusque là.

La *garance* par exemple fut jusque vers 1870-75 une plante d'une grande importance commerciale pour plusieurs contrées d'Europe, telles que la Hollande, la France Méridionale et l'Allemagne Méridionale. La découverte de la fabrication de l'*alizerine* au moyen du goudron de charbon de terre, découverte faite par Graebe et Liebermann en 1868 et exploitée de plus en plus, à partir de 1870, dans les fabriques d'aniline, a tué la culture de la garance.

D'un autre produit du goudron de charbon de terre, de la *saccharine*, qui fut découverte en 1879 et fabriquée en grandes masses depuis 1886, on attendait au début une action semblable sur la culture des betteraves. Cette action ne se produisit pas. La saccharine est bien 500 fois plus douce que le sucre colonial, mais elle ne peut remplacer le sucre que comme moyen de dulcification, et non comme denrée alimentaire. Toutefois elle se substitue au sucre dans une série de ses applications et s'oppose ainsi au développement de sa consommation.

On peut aussi faire de l'*alcool* avec du goudron. Mais jusqu'ici cette fabrication, à titre d'exploitation industrielle, n'a pas paru pratique.

D'une importance plus grande — et plus désagréable — pour une partie de l'agriculture sont les progrès de l'*électrotechnique*. Elle semble réussir à faire ce que la

force de la vapeur n'avait pas pu, à éliminer presque complètement le *cheval* de la vie économique.

La force de la vapeur ne peut être employée d'une manière avantageuse qu'à mouvoir de grandes masses et à effectuer des travaux ne comportant que de courtes interruptions. Elle s'est substituée au cheval dans le transport de charges sur de grandes distances. Mais tandis que les chemins de fer stimulaient l'accroissement des grandes villes, et contribuaient même très largement à la rendre possible, ils créaient pour le service local une série chaque jour plus importante de besoins qui nécessitaient, il y a peu de temps encore, l'emploi du cheval. Dans l'agriculture la machine à vapeur était également impuissante à remplacer le cheval, quelque précieuse qu'elle pût être pour divers travaux.

L'électricité, dont la force peut facilement être partagée et conduite à de grandes distances, dont l'action peut être au moindre désir interrompue et rétablie, dont les moteurs occupent peu de place et sont faciles à manier, l'électricité est en mesure d'accomplir les fonctions du cheval, comme moteur, dans le domaine des transports aussi bien que dans celui de l'agriculture, et elle l'a fait déjà dans bien des cas. A côté des tramways électriques, des voitures et omnibus électriques, on voit paraître encore des automobiles d'autre genre, et la diffusion du vélocipède actionné par l'homme fait des progrès dont la rapidité est une source inépuisable non seulement de matière à plaisanterie et d'indignation morale pour le philistin, mais encore de gros bénéfices pour le fabricant et le marchand de vélocipédes.

Le résultat de tout cela est clair : la demande de chevaux doit fatalement baisser, l'élève des chevaux doit fatalement devenir une mauvaise affaire. Aux Etats-Unis, où les tramways électriques se sont déjà substitués bien plus qu'en Europe aux tramways à chevaux, cela s'est déjà produit. Un agriculteur anglais, qui connaît l'Amé-

rique par sa propre expérience, écrit sur ce point : « Depuis quelque temps on entend beaucoup de plaintes au sujet du commerce des chevaux. La production de chevaux m'a paru en Amérique particulièrement peu lucrative ; les producteurs de chevaux me disaient qu'ils ne pouvaient souvent pas vendre les chevaux qu'ils avaient élevés eux-mêmes, faute d'acheteurs : que l'offre dépassait le besoin. Ce fait ne me surprend pas, car les plus petites villes, en Amérique, ont au lieu de tramways chevaux, leur tramway électrique ou leur funiculaire. L'homme pratique d'Amérique s'est depuis longtemps rendu compte que l'électricité coûte moins cher que l'entretien des chevaux ; j'ai eu souvent de la surprise à voir l'électricité répandue même dans les plus petits villages (1). »

Aussi le nombre des chevaux décroît-il dans l'Amérique du Nord — malgré le développement de son agriculture, l'accroissement de sa population, le développement de ses villes. Et leur prix a baissé plus vite encore que leur nombre, comme l'indiquent les chiffres suivants.

Il y avait aux Etats-Unis

En 1892	15 496 140	chevaux, représ.	une valeur de	1 007 593 636	dollars
1893	16 206 802	»	»	992 225 185	»
1894	16 081 139	»	»	769 224 799	»
1895	16 893 318	»	»	576 730 580	»
1896	15 124 057	»	»	500 140 186	»
1897	14 364 667	»	»	452 649 396	»

Le chiffre total des chevaux des Etat-Unis représente donc aujourd'hui une valeur moindre que la moitié de la valeur qu'il représentait en 1892.

En même temps que décroît la demande de chevaux aux Etats-Unis, leur exportation s'accroît. Elle était :

(1) Koenig, *Die Lage der englischen Landwirtschaft*, p. 108.

	En 1892	En 1896
En tout	de 3 226 têtes	de 25 126 têtes
Pour l'Angleterre	467 »	12 023 »
Pour l'Allemagne	28 »	3 686 »

Ces chiffres se trouvent dans la statistique américaine officielle (*Yearbook of the United States, Department of Agriculture*, p. 574, 580) ; les Annales de statistique de l'Empire Allemand disent qu'en 1890, 19 chevaux, en 1896, 4285, en 1897, 5918 furent importés des Etats-Unis en Allemagne. L'importation d'Amérique a dépassé de beaucoup dans les dix dernières années celle d'Angleterre, s'élevant de 1070 têtes en 1890 à 2719 en 1897.

Mais en même temps les progrès techniques dans le domaine des moyens de transport doivent avoir pour effet, en Europe même, tout d'abord de limiter l'accroissement du nombre des chevaux, ensuite de restreindre ce nombre.

Ce fait n'atteindra en première ligne que les éleveurs de chevaux, la plupart grands agriculteurs ; mais l'élève des chevaux est aussi, dans plusieurs régions, une source importante de revenus pour de moyens ou de gros paysans. Au contraire les *petits* agriculteurs ne sont pas directement menacés par la surproduction de chevaux ; ici encore les petits ont l'avantage sur les grands — ici encore, à vrai dire, pour d'autres raisons que leur supériorité technique.

Mais indirectement eux aussi sont atteints par la limitation du nombre des chevaux, car celle-ci a pour conséquence nécessaire une limitation dans la production de fourrages. Vélocipèdes, tramways électriques, automobiles, charrues électriques ne mangent ni avoine ni foin. Mais l'avoine jusqu'à ce jour, de toutes les céréales importantes, avait le moins souffert de la concurrence

d'outre-mer. Dans la Grande Bretagne, le nombre d'acres de surface cultivée était :

	1867-1872	1878-1882	1895
Pour le froment . . .	3 563 000	2 965 000	1 417 000
Pour l'orge	3 249 000	2 400 000	2 166 000
Pour l'avoine	2 746 000	2 777 000	3 296 000

En 1896 une petite diminution se produisit dans la surface consacrée à la culture de l'avoine. Celle-ci ne fut que de 3 095 000. Cette regression est-elle passagère, ou bien est-elle déjà le commencement d'une diminution progressive dans la production de l'avoine? C'est ce qu'on ne peut pas dire encore. En tout cas, tôt ou tard, nous devons nous attendre à une pareille diminution.

Ce que la concurrence d'outre-mer épargne, est menacé par le développement de l'industrie nationale.

La transformation de la production agricole en production industrielle n'en est qu'à ses débuts. De hardis prophètes, en particulier des chimistes à l'imagination puissante, rêvent déjà d'un temps où l'on fera du pain avec des pierres, où la totalité des denrées de l'alimentation se fabriqueraient dans des usines de chimie. Nous ne pouvons naturellement tenir aucun compte ici de cette musique d'avenir.

Mais une chose est certaine. Dans un grand nombre de domaines la production agricole a été transformée en production industrielle ; dans beaucoup d'autres domaines cette transformation est prochaine ; nul domaine de l'activité agricole n'est entièrement assuré contre cette prise de possession. Et chaque progrès en ce sens doit nécessairement avoir pour résultat d'aggraver l'état de crise où se trouvent les agriculteurs, d'accroître leur dépendance vis-à-vis de l'industrie, de diminuer la sécurité de leur existence.

Il ne résulte pas de là que, de longtemps encore, il y ait lieu de parler de ruine de l'agriculture. Mais son caractère conservateur a disparu sans retour partout où le mode de production moderne a pris pied. L'attachement obstiné aux anciennes méthodes conduira fatalement l'agriculteur à sa perte : il faut qu'il suive l'évolution de la technique, qu'il adapte perpétuellement son exploitation aux conditions nouvelles. Il est ici impossible de se reposer sur le terrain une fois conquis. L'agriculteur croit-il avoir vaincu un ennemi, un autre paraît. A la campagne aussi toute la vie économique, qui s'était mue jusqu'ici d'une manière si uniforme et si rigoureuse, éternellement dans la même ornière, est tombée dans cet état de perpétuelle révolution qui est la caractéristique du mode de production capitaliste.

Ce perpétuel tournoiement entraîne à leur perte tous ceux qui n'ont pas un bonheur extraordinaire, un extraordinaire désir d'arriver par tous les moyens, une extraordinaire intelligence des affaires ou des ressources pécuniaires extraordinaires.

Et ainsi la révolution de l'agriculture est pour tous le signal d'une chasse à courre dans laquelle tous sont impitoyablement poussés à bout, jusqu'à ce qu'ils tombent épuisés — à l'exception de quelques heureux qui réussissent à s'élever sur la masse des corps abattus pour entrer dans les rangs de ceux qui donnent la chasse aux autres, des grands capitalistes.

XI

REGARD SUR L'AVENIR

a) *Les ressorts de l'évolution.*

L'économie bourgeoise, dans ses recherches sur la marche de l'évolution agricole, s'occupe essentiellement du rapport des grandes et des petites exploitations, grandes et petites au point de vue de leur surface. Et comme ce rapport de surface ne se modifie que peu, elle attribue à l'agriculture, par opposition à l'industrie, un caractère conservateur.

La conception socialiste populaire voit au contraire l'élément révolutionnaire de l'agriculture dans l'usure, dans l'endettement, qui aliène au paysan sa propriété et le chasse de son bien.

Nous croyons avoir montré combien la première conception est inexacte. Mais nous ne voudrions pas non plus donner à la seconde un assentiment sans réserve.

L'endettement du paysan n'est pas, on le sait, un phénomène particulier au mode de production capitaliste. Il est aussi vieux que la production de marchandises et joue déjà un grand rôle en ces temps où l'histoire de la Grèce et de Rome passe de la phase de la légende à celle des faits établis par des documents. A lui seul le capital usurier peut seulement rendre le paysan mécontent et rebelle ; il ne forme pas le ressort d'une évolution abou-

tissant à un mode de production plus élevé. Ce n'est que lorsque paraît la production capitaliste, lorsque la lutte de la grande et de la petite exploitation se développe et que la possession de plus d'argent rend possibles les avantages de la production sur une plus vaste échelle, que l'usure devient le crédit, qui accroît considérablement la force d'action du capital et hâte l'évolution économique. Mais ceci encore est vrai de l'industrie plutôt que de l'agriculture. Dans celle-ci le crédit conserve en très grande partie le caractère de la période précapitaliste, l'endettement de la propriété foncière n'est aujourd'hui encore que pour une très faible part déterminé par le besoin d'étendre et d'améliorer l'exploitation ; pour la partie de beaucoup la plus considérable, il est un produit du besoin et des changements de propriété — vente et transmission héréditaire. Comme tel, non seulement il ne favorise pas le développement économique de l'agriculture, mais il l'entrave en la privant des moyens de faire des progrès. En cela l'endettement du paysan non seulement n'est pas révolutionnaire, mais il est conservateur ; il n'est pas un moyen permettant le passage de la production paysanne à un mode de production plus élevé, il est un moyen de maintenir la production paysanne dans son imperfection présente.

Si l'endettement est à la campagne, relativement au *mode de production*, un élément conservateur plutôt que révolutionnaire, il l'est souvent aussi relativement aux *relations de propriété*. Certes, là où paraît un nouveau mode de production que contrarie la propriété paysanne, l'endettement peut servir à hâter son expropriation. C'est ce qui se passa dans l'ancienne Rome, lorsque la surabondance d'esclaves prisonniers de guerre favorisa le développement de l'exploitation de plantations ; c'est ce qui se passa en Angleterre au temps de la Réformation, lorsque l'essor du commerce de la laine amena le développement des pâturages de moutons. Mais que

l'endettement ne fût dans ce cas qu'un des *leviers* de l'expropriation, et non sa force mouvante, c'est ce qui résulte de ce fait que, par exemple au temps de la Réformation, dans l'Allemagne du Sud, les plaintes sur l'endettement des paysans se firent entendre plus haut encore qu'en Angleterre, sans que celui-ci produisit pour cela une expropriation perceptible de la classe des paysans. Les propriétaires de quelques terres de paysans changèrent, mais les terres mêmes subsistèrent. L'usure produisit bien ici l'épuisement, mais non une diminution de la classe des paysans.

La transformation profonde des conditions de l'exploitation agricole qui suivit la révolution française et ses contre-coups contribua grandement aussi à fournir au capital usurier l'occasion de transformer les conditions de propriété. Il favorisa aussi bien la tendance à la formation de grandes propriétés que la tendance au morcellement des propriétés. L'endettement des paysans aida les grands propriétaires fonciers à arrondir leurs biens et contribua au développement du terrain boisé. D'un autre côté, le besoin de demeures et de portions de terre, ressenti de plus en plus par la population rurale grandissante, conduisit à la vente aux enchères des biens, au morcellement des propriétés endettées, morcellement que beaucoup d'usuriers pratiquèrent systématiquement.

Les deux processus se poursuivent encore, mais depuis que du fait de la concurrence d'outre-mer l'agriculture a cessé d'être rémunérative, que l'accroissement de la population rurale s'est arrêté et a même souvent fait place à une diminution, ils se sont fort ralentis. Les rentes foncières et les prix des biens ne montent plus ; si on laisse de côté les biens qui occupent une situation particulièrement avantageuse, qui se trouvent par exemple dans le voisinage de villes ou de fabriques, ils ont commencé à baisser et menacent de baisser plus encore. Plus cela se

produit, et moins les capitalistes usuriers ont intérêt à exproprier les paysans endettés ; de la vente aux enchères ils ont à craindre non seulement la perte de leurs intérêts, mais même d'une partie de leur capital. Au lieu de l'accélérer, ils cherchent à le retarder en accordant des délais de paiement pour les intérêts, en faisant même souvent de nouvelles avances de fonds — tout comme en Angleterre les landlords les plus cupides et les plus durs se virent forcés à accorder des délais pour le paiement des fermages dûs, à abaisser les fermages pour l'avenir, à se charger eux-mêmes des améliorations.

Ainsi par exemple dans l'enquête faite par la Société de politique sociale sur la situation des paysans, le propriétaire Winkelmann, de Westphalie, déclare : « Etant donné l'opiniâtreté avec laquelle le paysan de ce pays tient à son héritage, beaucoup d'usuriers trouvent plus avantageux de faire travailler le paysan pour eux et de lui prendre, à part ce qui est strictement nécessaire à son existence, tout le produit de son travail, que d'entrer dans la voie de ventes aux enchères douteuses. Dans beaucoup de nos pauvres contrées de montagnes les acheteurs font d'ailleurs déjà défaut (1). »

L'endettement des paysans, qui est essentiellement un obstacle à la transformation profonde des conditions de la production rurale, ne signifie pas toujours une révolution dans les conditions de la propriété rurale. A ce dernier point de vue encore la crise agraire, pour le moment, laisse passer au second plan ses côtés révolutionnaires. Mais tout nouveau changement important dans les conditions de la production trouvera dans l'endettement du sol un levier qui lui facilitera l'adaptation des conditions de propriété aux conditions de production.

Où devons-nous chercher le moteur qui rendra nécessaire ce changement dans le mode de production ?

(1) 2e vol., p. 11.

La réponse, après nos développements précédents, ne peut pas donner beaucoup de peine. L'*industrie* forme le ressort non seulement de sa propre évolution, mais encore de l'évolution agricole. Nous avons vu que ce fut l'industrie urbaine qui brisa l'unité de l'industrie et de l'agriculture à la campagne, qui fit du rural un pur agriculteur, un producteur de marchandises dépendant des caprices du marché, qui créa la possibilité de sa prolétarisation.

Nous avons trouvé de plus que l'agriculture du temps féodal aboutit à une impasse, dont elle ne pouvait sortir par ses propres forces. Ce fut l'industrie urbaine qui créa les forces révolutionnaires qui durent et qui purent abattre le régime féodal et ouvrir ainsi des voies nouvelles non seulement à l'industrie, mais aussi à l'agriculture.

Ce fut l'industrie qui produisit alors les conditions techniques et scientifiques de l'agriculture nouvelle, rationnelle, qui la révolutionna par les machines et les engrais artificiels, par le microscope et le laboratoire de chimie, et établit ainsi la supériorité de la grande exploitation capitaliste sur la petite exploitation paysanne.

Mais, en même temps qu'elle créait une différence qualitative entre la grande et la petite exploitation, la même évolution économique créa encore une autre différence : la différence des exploitations qui servent seulement aux besoins propres du ménage et de celles qui produisent surtout, ou du moins pour une part essentielle, pour le marché. Les unes comme les autres sont soumises à l'industrie, mais de manières différentes. Les premières sont dans la nécessité de se procurer de l'argent par la vente de forces de travail sous forme de travail salarié ou d'industrie domestique, ce qui met les petits agriculteurs toujours davantage sous la dépendance de l'industrie et les rapproche toujours plus de la situation des prolétaires industriels. Mais les exploitations pro-

ductives de marchandises se voient également de plus en plus réduites à la nécessité de chercher dans l'industrie d'autres sources de revenus. Au progrès technique est bien inhérente la tendance à la diminution des frais de production, mais cette tendance, dans l'agriculture capitaliste, est plus que paralysée par des tendances contraires, qui lui imposent des charges toujours plus lourdes : accroissement de la rente foncière, et par suite, ici des fermages, là de l'endettement hypothécaire, développement de ce dernier ou du morcellement du sol par le droit d'hérédité, accroissement de l'épuisement de la campagne par la ville, par suite du militarisme, des impôts, de l'*absentéisme*, etc., dépouillement du sol, sensibilité croissante des plantes cultivées et des animaux domestiques, enfin absorption croissante de la classe ouvrière rurale par l'industrie, tels sont les facteurs qui, par leur concours, malgré le progrès technique, font hausser toujours davantage les frais de production dans l'agriculture. Cela conduit tout d'abord à un accroissement général et constant du prix des denrées de première nécessité, mais aussi à une accentuation de l'antagonisme de la ville et de la campagne, de la grande propriété foncière et de la masse des consommateurs.

Mais la même évolution industrielle qui a créé cette situation agricole continue à la transformer par le développement des relations internationales et produit la concurrence des denrées d'outre-mer. Là où la propriété n'est pas assez forte, elle s'abat sur elle de tout son poids, comme en Angleterre, mais elle atténue précisément par là l'antagonisme de la propriété foncière et de la masse des consommateurs. Là où la propriété foncière peut faire la loi à la puissance de l'Etat, elle tente, par un renchérissement artificiel des denrées, de ramener les prix à l'ancien niveau des frais de production, ce qui, dans l'état présent des relations internationales et de la concurrence internationale, ne lui réussit jamais et ne

peut jamais lui réussir que d'une manière insuffisante, et a seulement pour résultat d'accroître davantage encore l'antagonisme déjà si marqué de la grande propriété foncière et de la masse des consommateurs, en particulier du prolétariat.

Mais, à côté de la propriété foncière, l'agriculture souffre aussi, naturellement là surtout où l'agriculteur est en même temps le propriétaire foncier en titre; elle recourt aux méthodes de production les plus différentes pour adapter la production aux nouvelles conditions, retourne ici à l'ancienne exploitation extensive de pâturages, et procède là à l'exploitation la plus intensive de jardins, mais trouve partout à la fin comme moyen le plus rationnel l'alliance de l'industrie et de l'agriculture.

C'est ainsi que le mode de production moderne retourne — sous deux formes assurément, sous celle du travail industriel salarié du petit paysan et sous celle de l'industrie agricole du grand agriculteur — à la fin du processus dialectique, à son point de départ : *à la suppression de la séparation de l'industrie et de l'agriculture.* Mais si dans l'exploitation paysanne primitive l'agriculture était, au point de vue économique, l'élément décisif et directeur, ce rapport s'est actuellement renversé. C'est la grande industrie capitaliste qui règne, et l'agriculture doit suivre ses ordres, s'adapter à ses besoins. La direction de l'évolution industrielle sert de règle à l'évolution agricole. La première est-elle tournée vers le socialisme? la seconde doit se tourner aussi vers lui.

Mais dans les régions qui restent purement agricoles, qui, par suite de leur configuration géographique ou du caractère de leurs habitants, sont inaccessibles et restent fermées à l'industrie, la population décline au point de vue du nombre, de la force, de l'intelligence, du bien-être, et en même temps le sol s'appauvrit, l'exploitation

agricole déchoit. L'agriculture pure cesse, dans la société capitaliste, de former un élément de bien-être; mais en même temps disparait pour la classe des paysans la possibilité de retrouver jamais la prospérité.

De même que la population agricole du temps féodal, ces éléments sont arrivés dans une impasse, dont ils ne peuvent sortir par eux-mêmes, dans laquelle ils se serrent, toujours plus anxieux et plus désespérés. Comme à la fin du XVIIIe siècle il faudra que ce soit cette fois encore la population révolutionnaire des villes qui les affranchisse et leur ouvre la voie de leur développement ultérieur.

Pendant que le mode de production capitaliste accroit visiblement les difficultés de la formation d'une classe révolutionnaire, il le favorise dans les villes. Il concentre en elles les masses ouvrières, crée les conditions favorables de leur organisation, de leur évolution mentale, de leur lutte de classe. Il dépeuple la campagne, disperse les ouvriers ruraux sur de vastes surfaces, les isole, leur ravit tout moyen de développement mental et de résistance à l'exploitation. Il concentre dans les villes les capitaux en des mains toujours moins nombreuses, et pousse ainsi littéralement à l'expropriation des expropriateurs. Dans l'agriculture il ne conduit que partiellement à la concentration des exploitations, il conduit d'un autre côté à leur morcellement. Dans son progrès le mode de production capitaliste fait dans chaque pays, tôt ou tard, de l'industrie une industrie d'exportation à laquelle le marché intérieur ne suffit plus, qui produit pour l'ensemble du marché international. Dans la même mesure l'agriculture pure devient une forme de production qui ne peut même pas rester maitresse du marché national, dont l'importance, comparée à la production internationale, s'efface toujours davantage.

Donc, plus les formes capitalistes de propriété et d'appropriation et les intérêts capitalistes s'opposent aux be-

soins de l'agriculture, plus ils lui imposent de charges et l'abaissent même, plus la destruction des formes capitalistes, l'écrasement des intérêts capitalistes deviennent de pressantes nécessités, et moins elle est en état de faire sortir de soi les forces et les germes d'organisation nécessaires, plus elle a besoin d'une impulsion donnée par les forces révolutionnaires de l'industrie.

Et cette impulsion ne fera pas défaut. Le prolétariat industriel ne peut pas s'affranchir lui-même sans affranchir en même temps la population agricole.

La société humaine est un organisme, organisme différent de l'animal ou de la plante, mais néanmoins un organisme, et non pas un simple agrégat d'individus, et à titre d'organisme elle doit être organisée d'une manière unitaire. C'est une absurdité de croire que dans une société une partie puisse se développer dans une direction, et une autre partie, tout aussi importante, dans la direction opposée. La société ne peut se développer qu'en *un seul* sens. Mais il n'est pas nécessaire que chaque partie de l'organisme tire de soi-même la force motrice nécessaire à son évolution ; il suffit qu'une portion de l'organisme produise les forces nécessaires pour la collectivité.

Si l'évolution de la grande industrie va dans le sens du socialisme et si la grande industrie est dans la société actuelle la puissance dominante, elle saisira pour le socialisme et adaptera à ses besoins aussi les domaines qui ne sont pas susceptibles de créer d'eux-mêmes les conditions préliminaires de cette révolution. Il *faut* qu'elle fasse cela, dans son propre intérêt, dans l'intérêt de l'unité, de l'harmonie de la société.

Personne ne pourrait prononcer pour la société moderne un pronostic plus malheureux que ces économistes bourgeois qui proclament d'un ton de triomphe : le chemin de l'industrie peut conduire au socialisme, le chemin de l'agriculture mène à l' « individualisme ». Si cela était vrai et si l'agriculture se montrait assez forte

pour se défendre du socialisme sans pouvoir cependant imposer « l'individualisme » à l'industrie, cela ne serait pas le salut, mais la ruine de la société, la *guerre civile en permanence*.

Par bonheur pour la société humaine, cette dernière ancre de salut de l'exploitation capitaliste ne trouve pas de sol auquel elle puisse se fixer.

b) *Les Eléments de l'Agriculture Socialiste.*

Nous partons de ce principe que l'évolution de l'industrie moderne conduit nécessairement au socialisme. Pour en fournir la preuve, il faudrait un livre entier; cette preuve a été déjà donnée dans les œuvres fondamentales du socialisme scientifique, surtout dans le « Capital. » Nous ne voulons ici que chercher à indiquer d'une manière un peu concrète comment la conquête de la puissance politique par le prolétariat et la socialisation de l'industrie qui s'ensuivra doit nécessairement agir sur l'agriculture.

Nous disons intentionnellement socialisation et non étatisation de l'industrie. Laissons ici tout à fait de côté la question de savoir si une société socialiste peut être un état; dans ses commencements elle le sera nécessairement; la puissance de l'Etat doit être précisément le levier le plus puissant de la révolution sociale. Mais cette révolution, à parler avec exactitude, ne signifie nullement l'*étatisation*, mais seulement la *socialisation* de l'ensemble de la production et des moyens de production; ils doivent cesser d'être propriété privée et devenir propriété sociale; mais c'est une chose qui dépend de leur importance sociale, de savoir à quelle société ils seront attribués. Les moyens de production qui servent à des besoins locaux, comme par exemple

les boulangeries, les établissements d'éclairage, les tramways, entreront plutôt dans le domaine de la propriété communale que dans celui de la propriété de l'Etat, tandis que d'autre part une série de moyens de production (dont font naturellement partie les moyens de communication), ayant une importance internationale, pourront naturellement devenir propriété internationale, comme par exemple le Canal de Suez ou de Panama. Les moyens de production essentiels entreront assurément dans le domaine de la propriété de l'Etat, l'Etat moderne pouvant d'ailleurs fournir les cadres de la société socialiste aussi bien que créer les conditions au moyen desquelles des exploitations communales ou coopératives deviendront des organes de la production socialiste.

Bien que la socialisation ne s'étende tout d'abord qu'à la grande industrie capitaliste, il est clair qu'elle transforme aussi par là en ouvriers sociaux, même si elle ne touche pas le moins du monde à leur propriété foncière, les agriculteurs qui ne peuvent pas vivre de l'agriculture seule, qui sont réduits à se faire d'autres revenus. Du fait de la socialisation des mines et des briqueteries, par exemple, les centaines de milliers de petits propriétaires qui sont réduits à travailler dans les mines ou dans les briqueteries pour couvrir le déficit de leur exploitation agricole deviennent d'ouvriers salariés d'entreprises capitalistes ouvriers de la société. D'autre part, sans aucune expropriation, par suite de la simple socialisation des sucreries, les paysans cultivateurs de betteraves deviennent de travailleurs parcellaires (*Theilarbeiter*) d'une entreprise capitaliste travailleurs parcellaires d'une entreprise sociale. Il en est de même de la situation des producteurs de lait vis-à-vis des fabriques de beurre et de fromage, qui reçoivent nécessairement chaque jour un caractère plus nettement capitaliste, etc. Mais la socialisation des grandes exploitations industrielles doit nécessairement, en les

unissant en une seule main, transformer aussi en travailleurs parcellaires de la production sociale les agriculteurs qui aujourd'hui, sous le régime de la libre concurrence, se présentent au marché en producteurs indépendants. Si toutes les brasseries sont unies en une seule main, les producteurs de houblon et d'orge se trouvent de ce seul fait, vis-à-vis des brasseries, dans la même situation que les cultivateurs de betteraves vis-à-vis des sucreries. Les relations des producteurs de céréales et des moulins sociaux, des vignerons et des caves sociales, etc. doivent revêtir le même caractère.

Aujourd'hui déjà la dépendance de la production rurale vis-à-vis des grandes exploitations de ce genre est considérable ; leur transformation de propriété capitaliste en propriété sociale doit donc constituer pour l'agriculteur, surtout pour le petit, un affranchissement, de même que la socialisation des mines. etc. constitue un affranchissement pour le petit cultivateur faisant dans les mines du travail salarié.

En même temps que l'agriculture s'industrialise de plus en plus, la rente foncière prend de plus en plus une existence indépendante vis-à-vis du profit du capital, et la propriété foncière prend une existence indépendante vis-à-vis de l'agriculture, d'une part sous la forme du fermage, d'autre part, sous celle de l'endettement hypothécaire. Un régime prolétarien doit absolument conduire à la socialisation de la propriété foncière sous ses deux formes, à la socialisation du sol donné à ferme et des hypothèques. Plus la grande propriété foncière est développée (dans les pays où règne le système du fermage) et plus les dettes hypothécaires sont concentrées en peu de mains, plus ce processus sera lui aussi, tout aussi bien que la socialisation des industries agricoles, considéré par les agriculteurs comme un affranchissement.

Mais enfin un régime prolétarien doit aussi conduire à la socialisation des grandes exploitations agricoles qui

reposent sur l'exploitation d'ouvriers salariés. Il est exact que la grande exploitation n'est pas en progrès dans l'agriculture de la même façon que dans l'industrie. Mais il est radicalement faux d'attendre un remplacement de la grande exploitation par l'exploitation paysanne. Grande exploitation et petite exploitation sont conditions l'une de l'autre dans l'agriculture capitaliste.

Sans doute la grande exploitation, à la campagne, souffre plus que la petite exploitation, de l'émigration des ruraux vers les villes, mais la famille paysanne commence elle aussi de ce fait à se dissoudre, et elle ne dispose pas des moyens de remédier, du moins à quelque degré, en employant plus de machines, au manque de bras. Et bien que la crise agraire exproprie les grands propriétaires fonciers pauvres en capitaux plutôt que les paysans, l'accumulation toujours plus rapide du capital produit assez de capitalistes sachant tirer profit de l'union de l'exploitation agricole et de l'exploitation industrielle, ce qui ne leur est naturellement possible que dans le cadre de la grande exploitation, et non de l'exploitation paysanne.

Donc, si peu que nous devions compter dans l'agriculture sur une rapide absorption des petites propriétés par les grandes, nous avons encore moins de raisons d'attendre le processus opposé. La statistique ne nous montre en fait que d'infimes modifications dans le rapport des diverses catégories de grandeurs, modifications qui s'expliquent pour la plupart par des changements dans les modes d'exploitation — plus grande intensité de l'exploitation — et non par une régression économique. Si en Allemagne la partie de la surface cultivée appartenant aux exploitations qui comprennent plus de 50 hectares est tombée, dans la période de 1882 à 1895, de 33 00 0/0 à 32 56 0/0, c'est-à-dire d'un peu moins d'un demi pour cent, en France la partie de la surface cultivée appartenant aux



exploitations occupant plus de 40 hectares s'est accrue, dans la période de 1882 à 1892, de 44 96 0/0 à 45 56 0/0, c'est-à-dire d'un demi pour cent.

Ce sont des différences insignifiantes. Mais ici comme là la grande propriété occupe une partie tout à fait considérable du sol ; ici presque un tiers, là presque la moitié. Ces exploitations ne concernaient en France, en 1882, que 142 000 propriétaires (sur 5 672 000 agriculteurs, par suite, 2,51 0/0 ; en 1892, que 139 000 propriétaires sur 5 703 000, par suite, 2,42 0/0) ; en Allemagne, en 1882, 66 614 (sur 5 276 344 agriculteurs, par suite 1,20 0/0), en 1893, 67 185 (sur 5 558 317, par suite 1,21 0/0). Que ces exploitations doivent se transformer en propriété sociale quand la continuation du système du salariat sera rendue impossible, c'est ce qui ne fait aucun doute. Mais cela suffira pour que la société dispose de plus d'un tiers, d'une portion allant jusqu'à la moitié du sol cultivé.

La grande surface qui appartient à la grande exploitation agricole, dont le caractère capitaliste se développe de plus en plus, l'importance croissante des fermes et des hypothèques, l'industrialisation de l'agriculture, tels sont les éléments qui préparent le sol à la socialisation de la production agricole, qui doit résulter de la domination du prolétariat avec autant de certitude que la socialisation de la production industrielle, avec laquelle elle se combine de plus en plus pour former une unité plus haute.

En même temps que ces éléments sociaux d'une agriculture socialiste se développent aussi ses éléments techniques. Nous avons vu comment la science moderne et la technique moderne s'emparent de l'agriculture et la transforment, et comment la grande exploitation agricole moderne atteint son point culminant dans le latifundium capitaliste, dont nous avons donné une exposition détaillée (au chapitre VII). Mais de même que, au siècle

dernier, la technique parfaite de l'agriculture anglaise ne pouvait réussir que dans quelques biens qui ne subissaient pas la pression destructive de la propriété féodale, de même la technique moderne ne peut se développer que dans quelques biens. Il faut encore une révolution pour la généraliser et pour abattre sur la route de l'évolution les obstacles qui font languir l'agriculture après de courtes périodes d'essor. La victoire du prolétariat signifie la suppression du militarisme et de la centralisation dans les grands foyers urbains. La socialisation des grands biens les délivrera des charges du droit d'hérédité et de l'absentéisme. Mais le remplacement de l'esclavage du salaire par le travail de libres coopérateurs apportera aussi aux grandes exploitations rurales cet élément de prospérité qui est le plus important pour elles et dont l'absence entrave le plus aujourd'hui leur développement : *des travailleurs suffisamment nombreux, intelligents, bien disposés et diligents.*

L'émigration vers les villes cesse aussitôt que le travailleur trouve à la campagne un travail suffisant et que celui-ci lui procure le même bien-être, les mêmes conditions de civilisation que le travail urbain. Elle cesse d'autant plus que l'industrie s'unit davantage à l'agriculture et qu'à la production de marchandises et au commerce, qui tendent à la centralisation dans les grandes villes, se substitue la production par la société et pour la société, ce qui rend possible une distribution uniforme des établissements industriels sur tout le territoire et permet ainsi de mettre un terme à l'agglomération meurtrière de la population dans les grandes villes. L'alliance de l'industrie et de l'agriculture, qui réapparaît d'abord sous la forme la plus humble dans le travail industriel salarié des petits paysans, qui se manifeste déjà plus parfaite dans les entreprises industrielles de l'agriculture qui exploitent ses produits bruts, et qui atteint aujourd'hui son point culminant dans le latifundium mo-

derne, deviendra alors la loi universelle de l'ensemble de la production sociale.

La petite exploitation agricole indépendante perdra alors son dernier point d'appui. Nous avons étudié les trois formes sous lesquelles elle se maintient aujourd'hui, nous avons vu qu'elle se maintient par des revenus accessoires d'ordre industriel, par le travail salarié dans de grandes exploitations agricoles, et, là où ces deux moyens font défaut, où le petit paysan reste purement agriculteur, où il s'oppose à la grande exploitation non comme ouvrier salarié mais comme concurrent, par le surtravail et la sous-consommation, par la *barbarie*, comme dit Marx. Par suite de la transformation des exploitations capitalistes en propriété sociale, les petites exploitations agricoles du premier genre comme celles du second tombent dans la dépendance de la production sociale, qui les absorbe ou s'en fait des annexes.

Mais les petites exploitations indépendantes, purement agricoles, perdent alors toute attraction pour leurs propriétaires. Aujourd'hui déjà la situation du prolétariat urbain est tellement supérieure à la situation barbare des petits paysans, que la jeune génération paysanne quitte les champs aussi bien que la classe des salariés ruraux. Si de tout côté, autour d'elle, paraissent des latifundia socialistes, cultivés non plus par de misérables esclaves du salaire, mais par de riches coopératives d'hommes libres, joyeux, l'abandon du lopin de terre pour gagner la ville deviendra l'abandon bien plus rapide encore du lopin de terre pour gagner la grande exploitation coopérative, et la barbarie sera chassée des dernières forteresses dans lesquelles elle se retranche et reste inaccessible, au milieu de la civilisation.

La grande exploitation socialiste n'expropriera pas le petit paysan, elle l'arrachera à l'enfer auquel l'enchaîne aujourd'hui sa propriété privée.

L'évolution sociale va finalement, dans l'agriculture,



dans le même sens que dans l'industrie. Les besoins sociaux comme les conditions sociales poussent ici comme là à la grande exploitation sociale, dont la plus haute forme associe l'agriculture et l'industrie en une solide unité.

TABLE DES MATIÈRES

PREMIÈRE PARTIE

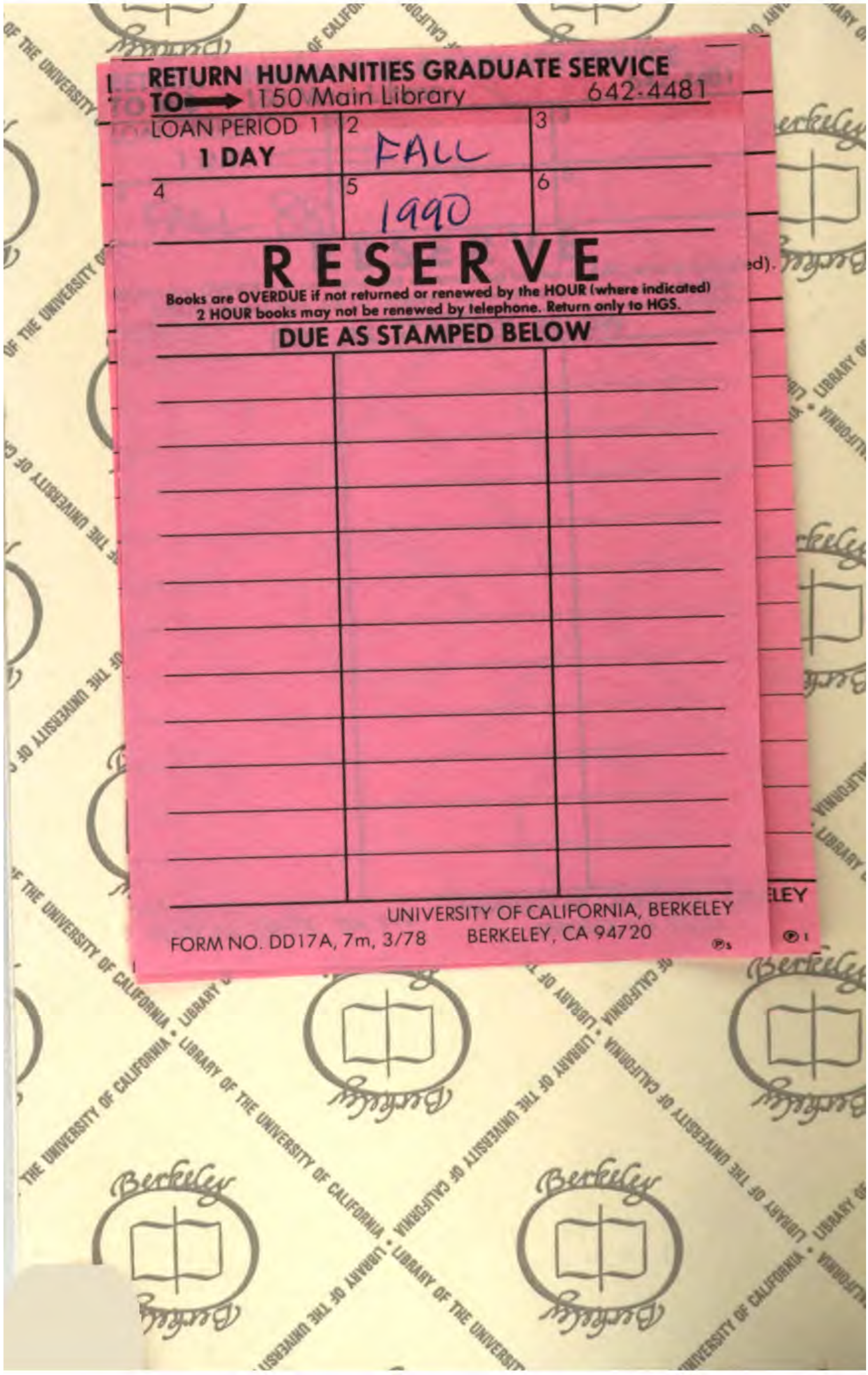
L'ÉVOLUTION DE L'AGRICULTURE DANS LA SOCIÉTÉ CAPITALISTE



FIN DE LA TABLE

ACHEVE D'IMPRIMER
EN FEVRIER 1970 SUR LES PRESSES
DE JOSEPH FLOCH
A MAYENNE (MAYENNE)
Dép. légal 1° trim. 1970. n°d'édit. 314
Premier tirage : 2 200 exemplaires




RETURN TO → HUMANITIES GRADUATE SERVICE
150 Main Library 642-4481

LOAN PERIOD 1 1 DAY	2 FALL	3
4	5 1990	6

RESERVE

Books are OVERDUE if not returned or renewed by the HOUR (where indicated)
2 HOUR books may not be renewed by telephone. Return only to HGS.

DUE AS STAMPED BELOW

UNIVERSITY OF CALIFORNIA, BERKELEY
FORM NO. DD17A, 7m, 3/78 BERKELEY, CA 94720

